



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

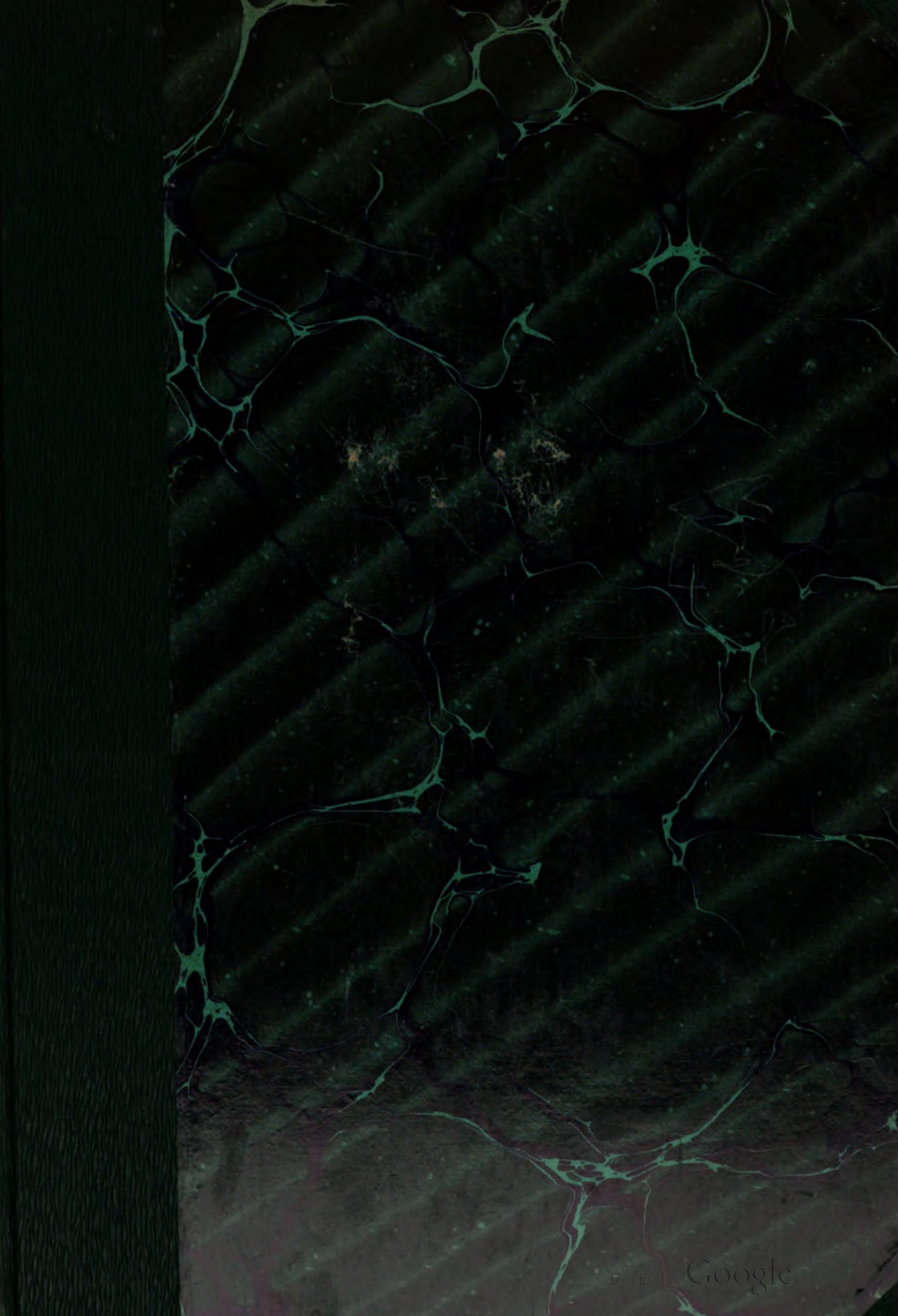
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>





Stern-Paris



ARCHIVES
DE LA
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE
DU
CANTON DE FRIBOURG

TOME IV

FRIBOURG
IMPRIMERIE FRAGNIÈRE FRÈRES

—
1888

**STANFORD UNIVERSITY
LIBRARIES
STACKS**

SEP 26 1974

21

50

100

100

80

COMPTES RENDUS
DES SÉANCES DE LA
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE
DU
CANTON DE FRIBOURG
(1840 — 1886)

COMPTES RENDUS
DES
SÉANCES DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE
DU
CANTON DE FRIBOURG.

Un grand nombre de membres de notre SOCIÉTÉ CANTONALE D'HISTOIRE désirent depuis longtemps la publication des comptes rendus de nos séances. Ils tiennent à savoir ce qui a été fait jusqu'à présent et à retrouver, dans ces comptes rendus, au moins un résumé des communications faites dans les réunions. Nous avons cru que cette publication serait un hommage rendu à nos devanciers et en même temps un encouragement pour ceux qui, au milieu des préoccupations purement utilitaires de nos temps, gardent encore le goût du passé et s'intéressent à la vie de nos pères.

Notre société, composée d'un nombre restreint de membres, n'a eu qu'une existence modeste, parfois même la vie a semblé lui manquer; elle est ainsi loin de pouvoir rivaliser avec la plupart des autres sociétés historiques; cependant elle a vécu et nous croyons qu'elle a contribué à maintenir et même à développer parmi nous l'étude de nos anciennes annales. Par la lecture de nos comptes rendus, on connaîtra les hommes qui se sont successivement occupés des faits et des institutions

de notre pays, et les travaux qu'ils ont accomplis. Quelques-uns de ces travaux ont été publiés dans les trois volumes des *Archives de la Société d'histoire du canton de Fribourg* (1850-1882) ou dans d'autres recueils, ou ont été édités à part; beaucoup d'autres sont restés inédits.

Les comptes rendus de nos séances sont plus ou moins développés. Quelques secrétaires se sont bornés à de simples mentions; d'autres, M. le professeur Majeux surtout, ont donné un résumé assez complet des lectures et des communications. Nous les reproduisons comme nous les avons trouvés. Nous avons cependant omis ce qui est relatif aux discussions et aux intérêts matériels de la Société, ainsi que le résumé des travaux qui ont été publiés. Pour ces derniers, nous nous sommes bornés à indiquer les publications dans lesquelles ils se trouvent.

Première séance, le 1^{er} novembre 1840.

La réunion composée de MM. *Meyer*, curé de Saint-Jean; *Berchtold*, D^r-médecin; *Sottas*, président de la Direction des orphelins; *Mauron*, étudiant en droit, et *Alexandre Daguet*, professeur, se constitue en SOCIÉTÉ CANTONALE D'HISTOIRE.

M. *Berchtold* est nommé président et M. *Daguet* secrétaire.

1^{er} mars 1841.

M. le D^r *Berchtold* ouvre la séance par un discours sur l'état de la science dans le canton de Fribourg.

M. le curé *Meyer* lit quelques pages de ses travaux sur l'Helvétie ancienne, en particulier sur la religion des Celtes Helvétiens.

M. *Mauron* communique quelques fragments d'une introduction à un travail sur la guerre de Bourgogne, considérée dans ses résultats pour la Suisse.

M. *Daguet* lit la première partie de ses *Illustrations fribourgeoises*, esquisses biographiques cantonales ¹⁾.

1) Voir *Emulation*, 1842-1845.

30 novembre 1841.

M. *Daguet* continue la lecture de ses *Illustrations fribourgeoises*.

M. *Berchtold* communique quelques pages de l'histoire de Fribourg après l'entrée de cette ville dans la Confédération.

M. *Meyer* lit deux sections de son ouvrage sur l'Helvétie: religion des Helveto-Romains, art et civilisation.

14 avril 1842.

M. *Meyer* lit un travail sur l'état des sciences dans la Petite-Bourgogne, aux V^e et VI^e siècles.

M. *Berchtold* lit quelques pages inédites de son histoire du canton de Fribourg.

M. le chancelier *Werro* communique une pièce curieuse des archives cantonales relative à l'avoyer d'Arsent ¹⁾.

17 novembre 1842.

M. *Meyer* lit un mémoire intitulé: « Marius et son siècle » ²⁾.

M. *Daguet*: Dissertation pour fixer le lieu de naissance de Guillimann ³⁾.

M. *Berchtold*: Fragments de son histoire cantonale.

27 avril 1843.

M. le curé *Meyer* est nommé président de la société, et M. *Daguet* confirmé comme secrétaire.

M. *Daguet* communique le résultat de ses recherches sur l'origine des noms de famille et sur l'établissement des tribus ou abbayes dans les villes suisses au XIII^e siècle. Chaque tribu

1) Archiv für schweizerische Geschichte, I, 165.

2) *Emulation*, 8^e année, et tirage à part, Fribourg, 1844.

3) Biographie de François Guillimann, par A. Daguet, Fribourg, 1843,

était à la fois une jurande, une compagnie militaire et une confrérie religieuse. Ce fut souvent aussi un corps politique.

M. *Berchtold* lit quelques pages inédites du second volume de son histoire du canton.

17 août 1843.

M. *Meyer* communique le relevé qu'il a fait des tables de la criminalité dans le canton de Fribourg depuis 1820, et établit par districts la proportion des détenus à la maison de force.

17 août 1843.

M. *Berchtold* croit pouvoir tirer d'une citation qu'il rapporte, la conclusion qu'il existait, avant l'église collégiale actuelle de Saint-Nicolas, une autre église placée sous l'invocation du même saint. Il est conduit par différentes suppositions à lui assigner pour emplacement l'endroit où se trouve la fontaine qui fait face d'orient à l'ancienne douane ¹⁾.

M. le commissaire général *Daguet* combat cette opinion et fait, en résumé, l'historique des constructions successives de la collégiale.

M. *Adr. Grivet* est nommé secrétaire en remplacement de M. *Daguet*, qui quitte Fribourg.

9 novembre 1843.

M. l'ancien conseiller *Combaz*, membre honoraire, fait le narré des pérégrinations qu'il a entreprises dans le but de reproduire, à l'aide du dessin, la physionomie architecturale de ceux de nos anciens châteaux dont le temps ou les guerres n'ont laissé que des ruines. Mettant à profit les souvenirs conservés dans les chroniques et les traditions populaires, il tâche

1) La douane, aujourd'hui bureau des postes. La fontaine qui existait alors à l'orient de ce bâtiment, a été transportée derrière le chœur de l'église de Saint-Nicolas.

d'ajouter à l'exactitude de son travail par l'examen des localités et le mesurage des lignes architecturales encore existantes. Ces études comprennent déjà les monuments féodaux du plus grand nombre des districts de notre canton.

M. *Meyer* lit une biographie de l'évêque Claude-Antoine Duding ¹⁾.

1^{er} mai 1844.

M. l'ancien conseiller *Combaz* lit une notice biographique sur l'avoyer Jean von Lanthen-Heid.

14 novembre 1844.

Le secrétaire fait connaître que le bureau a reçu de M. *Joye*, curé de Dompierre, diverses communications sur la découverte fortuite de ruines dans les environs de Russy paroisse de Dompierre ²⁾.

Le secrétaire commence la lecture d'une dissertation de M. *Dey*, chapelain à Echarlens, sur cette question : De quelles provinces romaines firent partie la Séquanie, l'Helvétie et la Rauracie ? ³⁾.

M. *Meyer* lit un épisode de son « Histoire de la commanderie et de la paroisse de Saint-Jean » ⁴⁾.

5 juin 1845.

MM. *Meyer* et *Grivet* sont réélus comme président et secrétaire.

18 décembre 1845.

Il est donné lecture d'une « Notice historique et critique sur Berthe, reine de la Bourgogne Transjurane » par M. *Dey* ⁵⁾.

1) *Emulation*, 3^e année, et tirage à part, Fribourg, 1844.

2) *Emulation*, 3^e année, p. 154.

3) Archives de la Société d'histoire du canton de Fribourg, t. 1.

4) *Ibidem*.

5) *Ibidem*.

M. *Meyer* lit un mémoire intitulé : « Georges de Saluces, évêque de Lausanne, et ses visites pastorales » ¹⁾).

On lit encore un fragment du « Précis historique du couvent des Dominicaines d'Estavayer » par M. le curé *Hauser* ²⁾).

7 mai 1846.

Le secrétaire donne lecture d'un « Abrégé de l'histoire ecclésiastique du canton de Fribourg depuis l'année 1517 jusqu'en 1580 » par M. l'archiviste *Daguet*. Celui-ci présente ensuite, à l'examen de l'assemblée, un volumineux manuscrit renfermant les tableaux, dressés par lui, des généalogies des principales familles dynastiques de la Suisse romande et en particulier du canton de Fribourg ³⁾. Sous le titre de « Recherches géologiques faites dans le canton de Fribourg depuis 1405 à 1840, » le même auteur a colligé dans nos archives cantonales toutes les demandes en concession adressées au gouvernement de Fribourg pour l'exploitation de minéraux, tels que fer, mercure, argent, sel, soufre, houille, etc.

Le secrétaire lit ensuite une « Dissertation sur l'évêque Salutaris » par le R. P. *Martin Schmid*, de la Congrégation du T. S. Rédempteur ⁴⁾.

17 décembre 1846.

M. l'archiviste *Daguet* lit un fragment de ses « Recherches sur les antiquités de la Suisse, » et il met sous les yeux de l'assemblée un certain nombre de lettres exhumées par lui d'un dépôt abandonné de nos archives, portant les unes la signature de Jean III, et les autres celle de Michel, comtes de Gruyère.

M. *Meyer* lit une notice qui sert d'introduction aux « Homélies de Henri, abbé de Hautcrêt » ⁵⁾. Il soumet ensuite à l'assemblée

1) Archives de la Société d'histoire du canton de Fribourg, t. I.

2) *Mémorial de Fribourg*, t. II.

3) Ces généalogies sont conservées aux archives cantonales.

4) Archives de la Société d'histoire, t. I.

5) Ibidem.

un tableau, dressé à l'aide des récépés de l'évêque Strambino, de la population de notre canton dans la dernière moitié du XVII^e siècle. Il en résulte que la population se serait accrue, jusqu'à nos jours, de près de quarante mille âmes, en tenant compte, toutefois, de l'adjonction du district de Morat. Le district allemand est celui où l'augmentation a été la plus considérable. Par contre, celui de Gruyère compte quelques centaines d'âmes de moins qu'en 1668.

M. *Berchtold* donne des détails sur les capitulations militaires avec la France.

M. *Alex. Daguet* termine la séance par la lecture d'un chapitre de son « Histoire littéraire de la Suisse » dont les premières parties ont paru récemment dans la *Revue suisse* ¹⁾.

Pendant les années 1847 et 1848, les troubles politiques empêchèrent les réunions de la Société; elle se reconstitua le 1^{er} février 1849 et nomma M. *Berchtold*, président, et M. *Jacques Mauron*, secrétaire.

26 juin 1849.

M. *Daguet* lit un fragment d'un travail intitulé: « Manuel d'histoire suisse ou introduction à l'étude scientifique et critique de l'histoire nationale ». Cette lecture comprend l'époque qui suivit la guerre de Bourgogne.

M. *Berchtold* donne, à son tour, lecture d'un récit de la guerre des paysans en 1653.

17 janvier 1850.

M. *Daguet* présente un tableau chronologique des hommes littéraires de la Suisse, depuis les temps les plus reculés jusqu'au XV^e siècle.

Il est ensuite fait lecture d'un « Essai d'une bibliographie de Fribourg, » par M. *Louis de Sinner* ²⁾.

1) *Revue suisse*, 1846-1848.

2) Archives de la Société d'histoire, t. I.

18 juin 1850.

Lecture de notices biographiques sur l'abbé Geinoz, de Bulle, et P. Tercier, de Vuadens, par M. A. *Daquet*.

1^{er} mai 1851.

M. *Berchtold* présente un tableau peint à l'aquarelle, représentant la revue des Fribourgeois et des Gruyériens dans la plaine de la chapelle de Saint-Léonard, proche de Fribourg la veille de la bataille de Morat, en 1476. Ce tableau lui a été communiqué par un ecclésiastique et il aurait été copié par M. Combaz, sur une gravure qui existait à la chancellerie.

MM. *Berchtold* et *Mauron* sont confirmés comme président et secrétaire.

6 novembre 1851.

M. *Meyer* lit un précis de l'histoire de la fondation d'Hauterive, puisé en entier dans les archives de ce couvent.

M. *Berchtold* fait voir le portrait de l'avocat Rey, champion de la bourgeoisie de Fribourg après la mort de Chenaux, et dont la fille, à l'âge de 74 ans, s'est rendue l'année dernière à Fribourg. Rey, chose rare en France, est parvenu, quoique étranger, au poste honorable de président du tribunal criminel du Doubs.

Voici les vers qui se trouvent au revers du portrait :

Vertueux magistrat, jurisconsulte habile,
Toujours des opprimés il fut le défenseur.
L'amour de son pays, le besoin d'être utile
Ont troublé son repos, mais satisfait son cœur.

La famille a adressé trois fois des réclamations à l'Etat de Fribourg en faveur du proscrit, en 1798, en 1830 et en 1847.

M. *Daquet* entretient l'assemblée d'un ouvrage manuscrit intitulé : « Noctes friburgenses » par Guillimann, copié sur

l'original déposé à Innsbruck ¹⁾. Ces *Noctes* ne sont autre chose qu'une introduction à l'ouvrage *De rebus Helvetiorum*.

On lit ensuite une traduction, faite par M. *Hél. Rœmy*, de la description de la fête des Rois à Fribourg, au XVII^e siècle, qui se trouve dans la chronique: *Friburgum Helvetiorum Nuithoniæ*.

M. *Daguet* termine la séance par la lecture d'un fragment de l'histoire sur la culture helvético-celtique.

4 mars 1852.

M. *Berchtold* fait voir un plan de la ville de Lucerne, fait en 1597, par l'orfèvre Martin Martini, qui est aussi l'auteur de celui de la ville de Fribourg, dont on vient de tirer dernièrement un certain nombre d'exemplaires.

Il est donné lecture d'une lettre de M. *Wicht*, curé à Vaulruz, par laquelle il informe le président de la société qu'il a fait, il y a une dizaine d'années, une copie du tableau de la revue des milices fribourgeoises près de la chapelle de Saint-Léonard, la veille de la bataille de Morat. Il se souvient que M. Combaz lui avait prêté l'original trouvé à la chancellerie, gravure que ce dernier croyait être de l'auteur du plan de Fribourg.

22 avril 1852.

M. *Berchtold* donne lecture d'une légende scandinave, publiée à Breslau, en 1828, par Van der Hagen, sur la prise d'Avenches.

M. *Daguet* lit d'abord le rapport du Landammann d'Affry sur l'audience qu'il a obtenue de l'empereur Napoléon, le 15 août 1810, et ensuite une relation de l'avoyer de Diesbach sur la séance du Grand Conseil du 2 décembre 1830.

28 octobre 1852.

M. *Daguet* lit le récit de l'insurrection de Bellegarde en 1636,

1) Cette copie est conservée à la bibliothèque cantonale.

récit pour lequel il a utilisé les archives cantonales et deux manuscrits, l'un de la famille Buchs et l'autre de M. Combaz. Il donne ensuite des détails sur le droit de battre monnaie à Fribourg depuis 1422, droit accordé par l'empereur Sigismond.

En 1833 la société n'eut qu'une seule réunion, le 27 octobre ; on y discuta la dissolution de la société, dissolution qui avait déjà été proposée l'année précédente, vu le peu de membres qui assistaient aux séances et le manque de vie. Cependant la majorité se prononça pour le maintien de la société.

27 mai 1854.

M. *Berchtold* fait connaître les manuscrits de l'abbé Girard qui se trouvent à la bibliothèque de Berne. Ils forment huit volumes in folio d'une écriture très fine.

Il est donné lecture d'un fragment historique de M. *Hél. Rømy* ayant pour titre : « Fribourg et ses quatre bannières. »

M. *Daguet* est nommé président et M. Mauron secrétaire.

22 février 1855.

M. *Berchtold* donne l'analyse d'un traité de pharmacie de Jean-Ulric Bidermann, de Rotherwyl et bourgeois de Fribourg, chirurgien de ville en 1552. Ce manuscrit, de 284 feuillets, se trouve dans la bibliothèque des PP. Capucins de Fribourg ¹⁾.

M. *Meyer* lit la suite de l'histoire d'Hauterive jusqu'à la fin du XII^e siècle.

M. *Daguet* fait lecture d'un supplément des *Illustrations fribourgeoises*.

26 juin 1856.

M. *Meyer* lit un fragment de l'histoire de la bibliothèque du collège ²⁾.

1) V. la brochure publiée par M. Berchtold, en 1855, sous le titre : *Thesaurus medicinae*, par Ulrich Bidermann.

2) Publié au commencement du 3^e vol. du Catalogue de la bibliothèque cantonale.

M. *Daguet* communique une lettre de l'abbé Joye, datée de Vérone 1781 et adressée à M. François de Diesbach; il y est question de Racaud et des affaires de Chenaux.

Le même membre donne aussi lecture de trois lettres de Napoléon au Landammann d'Affry, au sujet de l'Acte de médiation et sur la neutralité de la Suisse, ainsi que d'un extrait du protocole de la diète suisse, du 27 juin 1810, qui décida, à l'occasion de la mort du Landammann, d'envoyer une députation à Fribourg.

M. *Meyer* est nommé président, et M. J. *Sterroz* secrétaire.

17 juin 1858.

Vu le départ de M. *Sterroz*, M. *Aug. Majeux* est nommé secrétaire.

Il est donné lecture d'une lettre de la société: *Le Muséum germanique*, de Nuremberg, annonçant qu'elle a fait l'heureuse acquisition d'un manuscrit sur parchemin, de 26 feuilles in 4°, datant de la 1^{re} moitié du XV^e siècle et contenant un calendrier qui offre un véritable intérêt pour le canton de Fribourg; le *Muséum germanique* croit devoir en aviser notre société d'histoire, afin que celle-ci puisse en profiter au besoin.

M. *Daguet* lit ensuite deux communications de M. *Hauser*, curé à Villarepos. La première est une déclaration de l'an 1626, portant que ceux de Villarepos ne sont pas atteints de sorcellerie; la seconde est une notice sur une femme Joly, fribourgeoise, condamnée d'abord comme sorcière à être brûlée à Bâle, en 1500, et noyée enfin dans les eaux du Rhin.

M. *Daguet* lit encore une dissertation du P. *Nicolas Rædlé*, cordelier, sur la pierre tumulaire de la comtesse Elisabeth de Kybourg, enterrée dans l'église des Cordeliers ¹⁾.

M. *Daguet* lit plusieurs chapitres de sa biographie du P. Girard, et trace une esquisse de l'ensemble de son ouvrage.

Le R. P. *Apollinaire Dellion*, religieux capucin à Fribourg, lit une intéressante notice concernant les différentes pérégrinations

1) *Indicateur d'histoire suisse*, I, 297. — *Nouvelles étrennes fribourgeoises*, IX, 147 — et *Revue de la Suisse catholique*, V, 44.

des Sœurs de Sainte-Claire, depuis le moment où elles quittèrent Vevey en 1536, abandonnées de tout le monde, même de leur confesseur. On les voit de là chercher successivement un asile à Evian, à Orbe, et enfin à Romont, où elles ne restèrent pas moins de 15 ans, après n'avoir été d'abord admises que « pour quelque terme de temps seulement, » et logées « dans un poêle » que leur désigna le conseil.

24 février 1859.

M. *Daguet* fait les communications suivantes :

- 1° Lettre du doyen d'Alt (1700) au sujet de la translation à Fribourg du siège de l'évêché de Lausanne;
- 2° Correspondance au sujet de la succession de Neuchâtel (1707);
- 3° Histoire du rétablissement du gouvernement aristocratique renversé en 1798; travail de M. le conseiller *Uffléguer*, membre lui-même du gouvernement du 4 mars 1798, et annoté par M. A. Daguet;
- 4° Notes: a) Sur Agrippa, expulsé de Fribourg en 1524, par l'influence de l'évêque Sébastien de Montfalcon; b) Sur l'avocat Python, condamné avec d'autres, pour avoir traduit un *grimoire*, intitulé: « Conjuración la plus forte. »

M. *Gremaud* communique à son tour :

- 1° Une notice sur les revenus de l'évêché de Lausanne avant la réformation; ces revenus, indépendamment des droits de juridiction, pouvaient équivaloir alors à 150,000 fr. de notre monnaie;
- 2° Une copie, prise par M. Gremaud lui-même aux archives de Lausanne, du pouillé des différentes paroisses du diocèse avant la réformation, avec le nombre de feux et l'indication des collateurs, qui ont, depuis, presque tous changé. Aucune collation n'appartenait alors ni au gouvernement, ni au clergé de St-Nicolas;
- 3° Voyage du noble Bernard de Musy, de Romont, en Terre-Sainte (1515), en la compagnie de noble homme

Peter Falk, conseiller de Fribourg, Humbert de Praroman et de l'honnête homme Hensly Seytenmacher, alias Vogt, etc.

M. Chatton donne connaissance :

- 1° D'une lettre du gouvernement de Fribourg à l'évêque Strambino, au sujet des dispenses de mariage ;
- 2° De notes sur l'ancienne économie rurale dans la contrée de Châtel-St-Denis.

Le R. P. *Apollinaire Dellion* donne lecture de deux lettres concernant la reddition de Romont (1476), et il soumet les premières feuilles d'un *armorial fribourgeois*, auquel ce religieux consacre depuis longtemps ses loisirs. Le P. Apollinaire a réuni, à ce jour, dessiné et peint, plus de 1,000 armoiries de familles ou de localités fribourgeoises.

M. le curé *Meyer* est confirmé comme président de la société.

24 novembre 1859.

M. *Meyer* communique une quarantaine de pièces de monnaie trouvées tout récemment à Font, et toutes à la même place, par suite de la baisse des eaux du lac de Neuchâtel. Une lettre de M. le notaire Perrier, d'Estavayer, annonce une trouvaille de 10 autres pièces romaines découvertes dans l'eau, à 3 ou 4 pouces de profondeur, à environ $\frac{1}{4}$ de lieue de distance de l'endroit où a été faite la première découverte.

Une autre lettre, venant de M. Cherrier, avocat, à Paris, et qui a visité l'année dernière nos collections d'antiquités et de numismatique, concerne la belle et rarissime monnaie d'or à l'effigie de Flavius-Claudius-Constantinus-Aug., découverte récemment près de Font, et acquise par le Musée de Fribourg. M. Cherrier s'exprime ainsi : « Je me suis assuré par mes yeux « qu'au cabinet des médailles de la bibliothèque impériale à Paris « il n'en existe point de semblable. Le conservateur m'en a « montré une en or, de ce prince, la seule d'ailleurs que « possède ce cabinet, mais le revers et l'inscription ne ressem-

« blent en rien à la vôtre. *Mionnet*, dans son beau travail sur « les monnaies romaines, n'en fait aucune mention.

« Je ne saurais affirmer qu'il ne s'en trouve pas dans quelle que collection particulière ; mais tout porte à croire que celle « qui est entre vos mains, est rare, aussi bien par sa belle « conservation que par son revers » ¹⁾.

M. *Meyer* donne, sous forme de journal, un extrait de différents actes et mandats des gouvernements de Berne et surtout de Fribourg, pendant les premières années de la réformation religieuse. Ce travail, qui va de l'année 1522 à 1530, est surtout un tableau des mesures prises par Fribourg, d'abord pour empêcher l'envahissement des nouvelles doctrines, et plus tard pour en arrêter le progrès.

M. *Gremaud* lit une notice sur le Père Trégarius (Dreyer, Tornare), de Fribourg, prieur des Augustins dans notre ville, et vigoureux, mais malheureux, champion du catholicisme dans la conférence religieuse de Berne en 1527. Né vers 1480, étudiant à Paris en 1509, professeur de théologie à Paris en 1514, et la même année élu prieur, Dreyer reçut en 1516 le bonnet de docteur, pour la somme de trente écus, que lui prêta le gouvernement de Fribourg. Nous le trouvons en 1517 à Strasbourg, et à Spire, où il est désigné comme provincial de la province rhéno-suève.

Son portrait est actuellement la propriété des enfants de feu M. Jacques Remy ²⁾.

M. *Daguet* rend compte d'une publication récente de M. Galiffe « Bezanson Hugues, libérateur de Genève. »

M. *Jos. Schneuwly*, aide-archiviste, communique une correspondance échangée entre Berne et Fribourg, au sujet d'un dictionnaire philosophique portatif, publié à Genève en 1764, et brûlé à Lausanne par la main du bourreau, comme portant atteinte à la religion et aux bonnes mœurs.

M. *Chatton* fait connaître le cérémonial usité à Châtel-St-Denis, lors de l'installation des seigneurs.

1) V. la séance du 16 mai 1867.

2) Il a été, plus tard, donné à notre musée cantonal.

26 janvier 1860.

Il est donné lecture d'une lettre de M. le Dr *Berchtold*, annonçant un don modeste, en apparence, mais qui n'est point sans intérêt pour nous :

- 1° Un fac-similé d'un ancien sceau genevois, avec la légende « S. magnum Universitatis Gebenarum » ;
- 2° Une *Feuille d'avis* de Fribourg, de l'an 1790 ;
- 3° Une dite de l'année 1738 (31 mai, N° XXII), publiée chez Nicomède Hautt, avec privilège du souverain.

M. le curé *Meyer* lit une notice historique sur la chapelle du Petit-St-Jean, en l'Auge.

Cette église, la plus ancienne de la basse ville, était celle des *Frères hospitaliers*, qui portèrent plus tard le nom de *Chevaliers de Malte*. Nous n'avons aucun document qui permette de fixer l'époque de sa fondation ; toutefois, d'après la date qui se trouve encore sur le tombeau que l'on voit contre le mur de l'église du Grand-St-Jean, sur la Planche, on peut faire remonter vers l'an 1224 l'introduction des hospitaliers dans notre ville. Ceux-ci demeuraient primitivement en face de la chapelle et dans cette maison, à l'aspect antique et aux fenêtres ouvragées et armoriées, qui est attenante à l'auberge actuelle des Tanneurs. Mais en 1259, le gouvernement leur accorda sur la Planche un emplacement considérable, avec autorisation d'y établir une église, un hospice et un cimetière. La petite église de l'Auge n'en resta pas moins la propriété et sous la dépendance des *Frères hospitaliers*, entretenue et desservie par eux jusqu'en 1521, époque où le chevalier d'Englisberg, commandeur de l'ordre à Bâle, à Fribourg et à Buchsée, l'abandonna à l'abbaye des Tanneurs. On se souvient que chaque abbaye, ou corporation de métiers, avait autrefois sa chapelle à part, ou tout au moins son autel dans une des églises de la ville. En 1522, cette cession fut confirmée par le chapitre provincial de Spire.

L'abbaye des Tanneurs ne conserva cette propriété que pendant environ 60 ans, car en 1580 il l'abandonna, en toute possession, au couvent des Augustins (excepté deux tombes devant

le maître-autel), avec une maison en l'Auge, deux poses de terre à Marly et une rente annuelle de 5 livres.

A partir de l'an 1818, la chapelle du Petit-St-Jean fut destinée au service religieux pour les détenus des maisons de force et de correction. Mais en 1831, comme elle menaçait ruine, les Augustins ayant toujours négligé d'y faire les réparations nécessaires, l'évêque Yenni en interdit l'usage et elle fut démolie l'année suivante ¹⁾).

M. A. *Daguet* consacre une notice aux relations d'intime amitié qui existaient entre M. Alexandre de Humboldt et M. Philippe Griset de Forell, ministre plénipotentiaire de Saxe près la cour d'Espagne. C'est à l'intervention du diplomate fribourgeois que l'illustre savant allemand dut de pouvoir faire, en Amérique, ce magnifique voyage qui mit le comble à sa gloire scientifique. « C'est à vous *seul* que je le dois, » écrivait de Humboldt à notre compatriote, dans une des nombreuses lettres qu'il lui adressa pendant le cours de ses pérégrinations dans le Nouveau-Monde ²⁾).

M. *Gremaud* lit quelques pages extraites d'une biographie inédite de l'évêque Gorrevod et consacrées au nonce Bonhomius.

M. *Engelhard*, fils, soumet un manuscrit contenant un résumé des actes concernant l'histoire de la ville de Morat. L'honneur de ce travail, écrit et orné avec beaucoup de luxe et de goût, revient en grande partie à M. Engelhard, père, député au Conseil national.

Le P. *Apollinaire Dellion* lit quelques pages intéressantes sur les usages celto-druidiques, dont on retrouve aujourd'hui encore des traces dans le canton de Fribourg et principalement dans la Gruyère. L'auteur de ce travail constate la présence des Celtes et du culte druidique, non seulement par des traditions populaires, par des coutumes et des superstitions bizarres, mais encore par l'étymologie d'un grand nombre de noms de montagnes et de localités.

M. *Henri de Diesbach* communique quelques lettres des ducs

1) V. *Journal de Fribourg*, 1860, N° 15.

2) Les barons de Forell, ministres d'Etat à Dresde et à Madrid, par Alexandre Daguet. Lausanne, 1878.

de Savoie au sujet de la candidature à l'évêché de Lausanne, de Nicolas, fils de l'avoyer Guillaume de Diesbach, en 1510, en remplacement d'Aymon de Montfalcon.

M. *Griset de Forell*, ancien conseiller d'Etat, fait part de la découverte qu'il a faite d'un petit monument romain. Il s'agit d'une table votive, en marbre blanc, trouvée à Middel, et portant l'inscription incomplète que voici :

A D I A N
C O N S
V E S P ¹⁾

28 juin 1860.

M. *Meyer* donne l'analyse d'une notice sur la vallée de Siegenthal, en Argovie.

M. *Daguet* communique la nomenclature d'un certain nombre de livres, défendus en 1776 par mandement de l'évêque Montebach.

M. *Daguet* fait ensuite lecture de deux opuscules : l'un est un récit du 2 décembre populaire fribourgeois (1830), écrit par M. l'avoyer de Diesbach lui-même. On sait que M. de Diesbach joua un grand rôle dans cette mémorable journée. L'avoyer raconte l'anxiété, la frayeur qui règne au sein du Grand Conseil, tandis qu'au dehors le flot populaire monte de plus en plus menaçant. Il se plaint de François Duc « qui a la malheureuse habitude de prendre par le revers de leur habit ceux à qui il parle. »

L'autre communication de M. Daguet concerne l'histoire de la presse dans le canton de Fribourg, depuis l'*Année historique*, premier journal fribourgeois, que commença, en 1788, le savant abbé Fr. Girard, jusqu'à l'an 1860. La première partie de ce travail s'arrête au *Véridique* (1831—33) et à l'*Invariable*, feuilles conservatrices, auxquelles on opposa le *Journal du canton*, avec

1) Cette transcription n'est pas exacte. Il faut lire :

I A N
A D C C
V S P A

Voir la séance du 8 janvier 1866 et l'*Indicateur d'hist. et d'antiq. suisses*, 1866, p. 8.

la rédaction le Doutaz, Farvagnié et Koenlin, et la collaboration de Jos. Frélicher, Frissart, Chevalley, Chailet, etc.

À défaut le journal qui osait librement élever la voix, l'opposition au gouvernement patricien avait recours à des publications manuscrites : c'est ainsi que Joseph Uffleger répandit ses « recueils de vers sur les temps présents », petites feuilles volantes que l'on se transmettait avec précaution. Elles avaient pour épigraphe ce vers de Boileau : « Des sottises du temps, je compose mon dîel »¹.

M. Cressat a communiqué une notice biographique sur Jean-Louis de Rouvray, l'auteur de l'ouvrage intitulé : *L'abomination du calvinisme*, dont l'apparition souleva une polémique si passionnée entre protestants et catholiques.

Né vers la fin du 16^e siècle, dans une petite ville des environs de Metz, de Rouvray entra chez les Minimes et parcourut plusieurs contrées de l'Europe à la suite d'un cardinal. Plus tard, il passa à la réforme et se lia, à Paris, avec Mestrezat, ministre genevois. Nommé ministre à Yverdon, Jean-Louis y changea de carrière et se fit médecin. « trouvant plus de satisfaction dans la cure des corps qu'en la ruine des âmes. » Pasteur à Berne, il y publie le *Pasteur consolant*, imprimé à Genève chez P. Chouet, 1645; en 1648, il donne le jour aux *Fleurs de la rhétorique française*, chez Georges Sonleiter, imprimeur de la république fleurissante de Berne; en 1648, parut de lui à Lyon la *Science des mœurs ou Seconde partie de la philosophie française*.

Cependant, à la suite d'une maladie dangereuse, de Rouvray, s'étant décidé de rentrer dans le giron de l'Eglise romaine, quitta Berne le 16 juillet 1648, et se rendit à Fribourg où il fit son abjuration avec toute sa famille. Il mourut en 1651 et fut enterré à Notre-Dame.

Le P. Apollinaire, capucin, lit un travail sur S. Vincent

1) Ces diverses pièces ont été imprimées sous le titre : « Recueil de vers sur les événements de 1816 et 1817. Par M. Joseph d'Uffleger, membre du conseil souverain de la ville et république de Fribourg. Publié par les amis de l'auteur. Pour éternelles. Uechtlandie 1819, 8 80 pages, pet. 8°. Ce petit opuscule est d'une extrême rareté. Comme c'est une satire très mordante de plusieurs personnages du temps, il est probable que beaucoup d'exemplaires auront été détruits par les intéressés. V. *Nouv. étrennes fribourgeoises*, IX. 97.

Ferrier, missionnaire célèbre, qui vint prêcher à Fribourg, pendant une huitaine de jours, dans les premières années du XV^e siècle.

Le P. Apollinaire croit que ces sermons (dont il existe une copie aux Cordeliers) étaient débités en latin, non improvisés, et traduits immédiatement devant le peuple assemblé.

M. *Gremaud* donne lecture de quelques pages de l'Histoire du diocèse de Lausanne.

M. *Majeux* remet ensuite, au nom de M. F. *Bielmann*, ancien conseiller d'Etat, un don destiné au Musée d'antiquités, et consistant en un couteau de bronze de forme particulière. Cet objet, qui a été trouvé, il y a déjà quelques années, dans les environs de Courgevaux, paraît à l'assemblée remonter à l'époque helvético-romaine.

8 novembre 1860.

M. *Gremaud* lit deux fragments d'un ouvrage de M. Dey, chapelain, à Echarlens. Il s'agit de l'histoire de sainte Adélaïde, fille de la reine Berthe et épouse d'Othon I^{er}, empereur d'Allemagne; c'est tout un tableau du X^e siècle. Cette histoire, à laquelle M. Dey travaille depuis un grand nombre d'années, est aujourd'hui complètement terminée et doit avoir très prochainement les honneurs de la publicité ¹⁾.

M. *Daguet* fait connaître que Beaumarchais, célèbre auteur dramatique français, eut pour troisième femme une de nos compatriotes fribourgeoises, Mlle Marie-Thérèse-Emilie Villermaulaz, de Charmey, dont les parents étaient établis à Paris.

M. *Daguet* fait encore quelques communications:

- 1° Une lettre du secret Gerwer, directeur de la confrérie de St-Martin, adressée à LL. EE. de Fribourg, relativement à la fabrication des draps à Fribourg;
- 2° Une missive adressée par la chancellerie de Fribourg au curé de Montbovon, et renouvelant l'ordonnance de 1749 concernant l'organisation des écoles;
- 3° Inventaire et détail des reliques trouvées à Berne à la réforme.

1) Histoire de sainte Adélaïde, impératrice. Tableaux du dixième siècle. Par J.-J. Dey. Genève, 1862.

M *Daguet* communique enfin, 1°, une pièce assez intéressante pour la ville de Bulle; c'est un manuscrit qui a pour titre:

Mémoire en forme de discours à la noble et honorable Bourgeoisie de Bulle sur l'état présent de leur ville et sur les moyens de la rendre florissante tant pour la piété que pour le temporel, par le sieur G. C. de S. P. à B., etc., leur serviteur ¹⁾.

L'auteur fait le tableau de la ville de Bulle, qu'il représente comme appauvrie par le manque d'activité et d'économie et menacée par l'invasion des étrangers qui veulent entamer ses privilèges. Il fait ressortir aussi la mauvaise éducation donnée aux enfants et il indique deux moyens de remédier à cet état de choses. Pour combattre l'ignorance, il propose, à l'exemple d'Estavayer, des frères d'école pour les garçons, des sœurs de l'instruction chrétienne pour les filles. « Quelle gloire pour eux, dit-il, et quelle satisfaction pour moi qui les leur ai procurés.... Le changement universel d'Estavayer a tellement frappé Leurs Excellences, qu'elles se sont crues obligées de leur confier leurs demoiselles. »

« Quant au travail, Leurs Excellences vous en ouvrent la route. Déjà 400 fileuses existent dans le canton et l'année prochaine il y en aura le double. Votre hôpital est riche. D'abord mettez à part ce qu'il faut par an pour les vieillards, les malades et les estropiés. Du reste du revenu et d'un surplus, s'il le faut, achetez des *filaces*, des *bourgos*, des *devidoirs*. Ayez deux fileuses habiles à gage pendant deux ans, qui leur apprennent à filer le chanvre, le lin et le coton.... On crierait, mais il faudra laisser crier, tenir ferme et ne rien donner; la faim les rendra souples, soumis et laborieusement habiles. »

2° Quelques pages écrites par un landammann vaudois (Pidou, secrétaire de Monod), et consacrées à notre Petit-Conseil sous l'Acte de médiation.

C'est un portrait, qui paraît tracé de main de maître, des quatre membres de ce conseil, landammann d'Affry, Montenach, Féguely et Gapany.

1) Voir la séance suivante.

M. *Gremaud* communique une lettre de St-Charles Borromée, de l'an 1580, relative à l'établissement des Jésuites à Fribourg.

Le R. P. *Apollinaire* fait lecture de différents extraits de l'autobiographie en vers de Don Hermann, chartreux à la Part-Dieu, auteur d'une horloge indiquant, outre les heures, le mouvement et le cours des astres.

21 février 1861.

M. *Daguet* est nommé président.

M. *Majeux* est confirmé comme secrétaire.

M. *Meyer* donne lecture d'une pièce manuscrite relative au ménage et à la position matérielle des moines d'Hauterive.

M. *Daguet* fait connaître avec quelques détails biographiques l'auteur du « Mémoire en forme de discours, etc., présenté à la bourgeoisie de Bulle. » C'est Joseph Sébastien Gex, de Bulle, licencié ès lois de l'université de Paris, curé de St-Pierre aux Bœufs, à Paris, et promoteur général de l'archevêque de Paris, et naturalisé citoyen français en 1742, par lettres royales signées par d'Aguesseau. On ne compte pas moins de 15 prêtres fribourgeois exerçant leur ministère en France à cette époque, grâce surtout à l'influence des familles d'Affry et Diesbach.

M. *Daguet* communique encore d'autres renseignements fort intéressants pour la bibliographie et l'histoire littéraire de la république fribourgeoise et il termine la série de ses communications par la lecture de différentes lettres concernant le P. Girard, dont elles servent à dessiner et à faire apprécier les tendances et le caractère véritables. Ce sont des lettres de sympathie, de félicitations ou de condoléance adressées au P. Girard par des notabilités contemporaines, le général Laharpe, le ministre Stapfer, Auguste de Talleyrand, etc.

M. *Gremaud* démontre à l'évidence, par les recherches qu'il a faites, et notamment d'après le *Manuel du libraire* par Brunet, que la traduction des Dystiques moraux de Caton a été erronément attribuée, par M. le Dr Berchtold, à Pierre d'Arzent, frère de l'avoyer fribourgeois ¹⁾.

1) Archives de la Société d'histoire, I, 420. — Voir séance du 7 juin 1866.

M. *Gremaud* donne ensuite connaissance de la découverte d'antiquités romaines faite, il y a quelque temps, à Bionnens, près de Morlens, et où des fouilles avaient déjà été opérées en 1834, témoin une lettre de M. Tissot, du 26 septembre, de la même année, adressée à M. Baron, archiviste d'Etat, à Lausanne.

Le P. *Apollinaire* fait connaître l'origine de la fameuse romance ou complainte « du pauvre Jacques » ainsi que les personnes fribourgeoises dont le nom ou le souvenir se rattache à cette romance.

16 mai 1861.

Le P. *Apollinaire* lit une notice concernant *Jean d'Arenthon d'Alex*, qui, ayant été nommé évêque de Lausanne après la mort de Jost Knab, refusa d'accepter sa nomination par le motif surtout qu'il serait obligé de *boire trop de santés*, conformément à la coutume du pays. Jean d'Arenthon d'Alex était le cadet de 24 enfants. Il fut élevé plus tard au siège épiscopal de Genève.

Le P. *Apollinaire* entretient ensuite l'assemblée d'un capucin tessinois, *Aug.-Marie Neuron*i, lequel, selon des notes manuscrites qui déposent à la bibliothèque des PP. Capucins, à Fribourg, aurait aussi été pour un moment élu évêque de Lausanne par le Pape Benoît XIV. Mais cette nouvelle ayant été maladroitement publiée à Fribourg avant que l'élu fut préconisé, on fit travailler la cour de Rome contre lui, et il ne fut pas donné suite à cette nomination. Neuron*i*, homme très distingué par ses belles qualités, était conseiller ecclésiastique de S. M. I. Charles VI. Sa mère était fribourgeoise, de la famille Montenach. Il fut plus tard nommé évêque de Côme, où, dit l'auteur des notes mentionnées plus haut, il mourut regretté autant qu'un évêque peut l'être.

M. *Gremaud* lit quelques pages intéressantes pour l'archéologie fribourgeoise, et consacrées à la colline remarquable qui se trouve sur le territoire de Vuadens, sous le nom de Crêt de la Mottaz. Des tombes burgondes y ont été trouvées, ce qui attesterait que cette colline a servi de lieu de sépulture, aussi bien que de défense et surtout de retraite. Le Crêt de la Mottaz

rappelle exactement, mais en petit, les *Erdburgen* du nord de l'Allemagne. En Suisse ils ne sont pas nombreux; on cite pourtant le *Münneberg* entre Lützelfluh et Sumiswald, et le *Teufelsburg*, près de Soleure. Le *Crêt de la Mottaz*, quoique appartenant aux *Erdburgen* les mieux caractérisés, est cependant, dit M. A. Morlot ¹⁾, une des petites constructions de cette espèce. Il est très intéressant, ajoute-t-il, de trouver un *Erdburg* si près du pied des Alpes. Le *Crêt de la Mottaz* fait partie d'une belle moraine de l'ancien glacier de la Sarine. Des fouilles opérées, il y a quelques années, par feu M. le Dr Berchtold, y ont mis à découvert des squelettes, des débris en fer, etc. A quelque distance de là, et tout près du Dali, s'élèvent deux petites éminences, où l'on a trouvé cette année des restes d'anciennes constructions, beaucoup de squelettes, un chaudron en bronze, etc.

M. A. *Daguet* lit à son tour la première partie d'une notice biographique sur M. Louis-Auguste d'Affry, antérieure à l'Acte de médiation, et remplie de détails fort curieux et très peu connus jusqu'ici sur le caractère et les tendances de l'illustre landammann et des hommes politiques de son époque.

12 juillet 1861.

M. R. *Werro*, ancien chancelier, envoie à la société la copie de quelques pages publiées en avril 1852 dans le journal *l'Indépendance suisse*, sous le titre: « Le Dr Berchtold et son histoire, » mais demeurées, paraît-il, totalement ignorées des lecteurs et des collectionneurs fribourgeois. Dans ce travail, qui est une critique parfois assez amère de l'Histoire du canton de Fribourg, par feu M. le Dr Berchtold, M. *Werro* s'attache principalement à défendre le patriciat des attaques lancées contre lui par l'historien fribourgeois.

Le R. P. *Nicolas Rædlé*, membre honoraire de la société d'histoire, envoie un mémoire d'assez longue haleine consacré à l'histoire des deux châteaux de Vivy (grand et petit), près de Barberêche. Ce mémoire est extrait d'un autre travail du même

1) Lettre à M. Gremaud, du 1^{er} août 1857.

auteur, qui, dans un volume de 800 pages in folio, a analysé environ 2,000 actes et parchemins des archives de la famille de Féguely de Vivy. Le P. Rædlé fait remonter l'histoire des deux châteaux de Vivy jusque vers l'an 1153, soit 26 ans avant l'époque présumée de la fondation de la ville de Fribourg.

M. *Gremaud* lit une petite notice sur l'ancien château de Glâne, situé près du confluent de la Sarine et de la Glâne, et berceau de la famille de ce nom, famille puissante de l'Uechtland, mais éteinte déjà en 1142 par la mort de Guillaume de Glâne, fondateur de l'abbaye d'Hauterive.

« Aujourd'hui, dit M. Gremaud, tous les murs du château de Glâne ont disparu et la charrue laboure librement le sol. Les seuls restes des âges anciens sont un retranchement en terre et un fossé, destinés à protéger le château. Ces fortifications, qui frappent les yeux du voyageur à la sortie du pont de la Glâne, du côté de Bulle, s'étendent des bords abruptes et élevés de la Sarine jusqu'au rocher qui domine la Glâne, sur une longueur de 650 pieds environ. Dans son état actuel, le fossé a, en moyenne, 15 pieds de profondeur sur 75 de largeur. Le retranchement en terre est de 30 pieds au-dessus du niveau du sol, et, par conséquent, de 45 au-dessus du fond du fossé. Sa largeur est de 13 pieds au sommet et de 115 à la base, celle-ci prise au niveau du sol.

« Le haut du retranchement était couronné par un mur de 4 à 6 pieds d'épaisseur. Depuis longtemps, il n'en existait plus que les fondements, les derniers vestiges en ont disparu cette année.

« Cette démolition a amené l'intéressante découverte de pierres jaunes de Neuchâtel, dont plusieurs portaient des sculptures remontant évidemment à l'époque romaine.

« Les deux pièces les plus curieuses sont une moitié de chapiteau et une corniche d'ordre corinthien ou composite; les volutes manquant, on ne peut préciser l'ordre. Le diamètre du chapiteau est d'un pied 4 pouces; comme dans les deux ordres ci-dessus, la hauteur de la colonne égale 10 diamètres; il s'ensuit que le chapiteau, dont il est ici question, surmontait une colonne de 14 pieds. »

M. Gremaud estime que ces débris ne peuvent provenir que de constructions romaines autrefois existantes dans le voisinage.

M. *Gremaud* lit ensuite un nouveau chapitre de l'histoire de sainte Adélaïde, impératrice d'Allemagne, par M. Dey.

M. A. *Daguet* communique à son tour deux notices biographiques pleines d'intérêt.

L'une nous retrace la carrière aventureuse du général Pierre-François-Joseph Amey, d'Albeuve, un des quatre généraux fournis par le canton de Fribourg au premier empire français. Né à Schélestadt, où son père était établi, le jeune Amey fit ses premières armes à Nancy, à l'époque de la révolution. Après le licenciement des régiments suisses, en 1792, il entre dans la 1^{re} légion du Rhin; en 1793, nous le trouvons comme chef de bataillon. Il contribue au fameux coup de main du 18 brumaire, et est nommé président du conseil de révision, puis envoyé à Saint-Domingue avec le général Leclerc. Il se retrouve en Suisse pour marcher contre les *Bourla-Papei*, auxquels il parvint à faire mettre bas les armes sans effusion de sang. C'est à la même époque qu'il vint à Bulle et à Albeuve pour revoir ses amis et son pays d'origine. En 1812, Amey parvient au grade de général de division. Son nom figure sur l'arc de triomphe de l'Etoile, et les fastes de la Légion d'Honneur ont consacré également son souvenir comme celui d'un vaillant et habile capitaine. Le général Amey est mort à Schélestadt en 1846. Si l'on doit rendre justice à sa bravoure comme soldat, on regrette de le voir tour à tour quittant et reprenant la cause de la Révolution, celle de Napoléon, celle de Louis XVIII, s'accommodant parfaitement à tous les régimes et mettant toujours son épée au service du plus fort.

L'autre notice communiquée par M. *Daguet* est une étude biographique concernant deux membres de la famille Griset de Forell.

11 décembre 1862.

M. *Daguet* fait lecture d'une notice intitulée *Jean de Muller et les Fribourgeois*. Cet écrit, dont les détails sont puisés en

partie dans la correspondance imprimée du célèbre écrivain, forment un piquant tableau de mœurs et d'histoire de la vie fribourgeoise et suisse au siècle dernier ¹⁾.

M. *Gremaud* donne communication d'une « Traduction littérale d'une chronique allemande du chevalier Louis de Diesbach, de 1452 jusqu'en 1506, » imprimée à Paris vers la fin du dernier siècle. Louis était attaché en qualité de gentilhomme de la Chambre au roi Louis XI. Il raconte l'épisode de Péronne d'une manière tout autre que Commynes.

M. le professeur *Majeux* sollicite sa démission comme secrétaire-caissier, en raison de son prochain départ. Il est appelé à l'un des postes de professeur du collège industriel de La-Chaux-de-Fonds. La démission lui est accordée en termes honorables avec remerciements pour les services rendus. M. Bourqui, professeur, est désigné pour le remplacer comme secrétaire.

26 mars 1863.

M. le *Président* fait part d'une découverte généalogique assez importante, due aux investigations patientes et laborieuses du R. P. Nicolas *Rædlé*, cordelier, à l'occasion de la chronique de Vivy, dont il s'occupe en ce moment. En comparant différents documents, le P. Rædlé a pu se convaincre qu'Udelhard de Viviers, contre lequel les moines de Payerne allèrent se plaindre à Frédéric Barberousse, à Besançon, en 1151 (*Archives de la Société d'histoire de Fribourg*, tome I, p. 377), est le même que ce « Adelhardus comes dictus de Seedorf, » qui, en 1131, fonda l'ancien couvent de Frienisberg. Zeerleder ne le dit pas, mais en voici la preuve. En 1170, Adélaïde, épouse ou déjà veuve de ce Udelhard, et ses deux filles Agnès et Berthe confirmèrent la fondation de Frienisberg. Or, dans cette confirmation, apparaissent comme témoins: « Sacerdotes quoque seculares duo, Burchardus de Barberesche et Burchardus de Sedorf. . . . Hugo de Viviers, Cono quoque ministerialis de Viviers. » En 1180, la dite Berthe était l'épouse ou déjà la veuve d'un comte de

1) Publié dans la *Bibliothèque universelle et Revue suisse*, livraison d'octobre 1863.

Thierstein. Par son mariage, elle apporte les biens de son père Udelhard tant de Seedorf que de Vivy à la famille de son mari, c'est-à-dire des comtes de Thierstein. Voilà comment les comtes de Thierstein sont devenus les propriétaires des fiefs qu'ils vendirent à l'Etat de Fribourg, d'abord sous grâce de rachat, en 1417, puis définitivement en 1442. Selon un document déposé aux archives de la famille Fégely de Vivy, il se fit une reconnaissance féodale du château de Vivy, en faveur des comtes Hans et Bernard de Thierstein, encore le 15 juin 1434.

M. Gremaud communique un document sur la fondation de l'hôpital de Bulle ¹⁾.

M. Gremaud présente ensuite à la société un ouvrage devenu très rare, bien qu'imprimé seulement à la fin du dernier siècle (1783). C'est un abrégé de l'*Histoire des Helvétiens*, du baron d'Alt, par Jean-François Girard, curé d'Avry (frère aîné du P. Grég. Girard), mort chapelain à Delley, le 27 janvier 1832. Cet ecclésiastique érudit a beaucoup écrit. La liste seule de ses ouvrages imprimés est déjà considérable (V. *Archives de la société d'histoire*, t. I., p. 381 et suiv.). M. Gremaud, qui en a rédigé la note détaillée, fait à ce sujet une réflexion plus rassurante pour la renommée posthume des écrivains fribourgeois que pour leur avantage réel et personnel: c'est que les ouvrages du curé d'Avry, qui avaient tant de peine à se vendre ou plutôt qui ne se vendaient pas du tout de son vivant, se payent à un prix élevé en ce moment par les antiquaires. Le même sociétaire communique la copie de quelques actes dont les originaux ont été vendus dernièrement et relatifs à des familles nobles aujourd'hui éteintes. En 1324, Pierre Forchat, bourgeois de Fribourg, vend à Jean de Dudingén, alias Felga, le château de Schönfels (Belleruche), paroisse de Heitenried, qui fut plus tard brûlé par les Bernois.

M. Chatton a entretenu la société de curieux détails extraits des archives cantonales sur l'état des arts et des métiers dans la ville de Fribourg au XV^e siècle. La teinturerie y était exercée alors par des Fégely, des Praroman et d'autres familles distinguées, ce qui n'a rien d'extraordinaire dans le siècle de Jacques

1) Archives de la Société d'histoire, t. III.

Cœur et des Médecins. Dans cet âge, qu'on se plaît à considérer comme un temps de bonhomie exceptionnelle, où tout était confié à la bonne foi, on voit la vente d'un pan de lard donner lieu à un acte notarié en due forme et de la plus belle calligraphie. Les documents de 1412 à 1425 font aussi mention de la composition pécuniaire, ainsi que de la poursuite pour dettes au moyen de l'excommunication. Un acte de 1412 fait mention d'un prêtre qui, se disposant à partir pour Rome, remet à son départ tous ses biens au curé de Fribourg, pour les retrouver à son retour. Vers la même époque, on voit les PP. Augustins autorisés à posséder des biens en propre. Il est déjà fait mention de l'abbaye des Merciers dans un document de 1413. Jusqu'en 1798 des troupeaux paissaient encore dans l'enceinte de Fribourg.

Le P. *Apollinaire Dellion* a attiré l'attention de la Société sur les fouilles pratiquées au Mouret, et d'où ont été exhumées quelques antiquités, entre autres un tronçon de colonne sculptée. A propos d'antiquités, la prochaine reconstruction de l'hôtel des Merciers suggère à l'honorable sociétaire le vœu de voir conserver et, s'il se peut, déposer au Musée une pierre sculptée qui orne l'une des portes de l'édifice et représente le dragon historique de la famille des Arsent. On décide de faire des démarches à cet égard en faveur du Musée cantonal des antiquités ¹⁾.

M. *Perroulaz*, Rd chanoine de St-Nicolas, a donné quelques renseignements, puisés également aux sources, sur les anciennes abbayes des Bouchers et des Merciers. La corporation des premiers, qualifiée de *Mysterium carnificum*, acheta l'abbaye actuelle en février 1452.

Des renseignements empruntés aux archives de la collégiale de St-Nicolas, font mention d'une visite de l'église faite en 1416 par l'évêque Squillacensis; le curé était alors Guillaume Studer.

Un prédicateur réformé tenta, au XVI^e siècle, d'introduire la réforme à Fribourg.

Vers le milieu du XVII^e siècle, le Nonce apostolique donne au chanoine Schuler, du chapitre de St-Nicolas, la mission d'aller à Rheinau avec des pouvoirs canoniques très étendus, dans le but d'y introduire un procès contre les officiers de l'évêque de Constance.

1) Cette pierre y a été, en effet, transportée.

M. Perroulaz communique pareillement une missive de l'évêque Cl.-Ant. Duding sur la nécessité et les moyens de pourvoir à la mense de l'évêque de Lausanne (XVIII^e siècle).

Il fait don à la société d'un acte de l'abbé de Muri (XVII^e siècle) accordant le *Mannrecht* à l'un des serfs de l'abbaye.

M. *Daguet* a fait connaître par des traductions et des extraits, deux correspondances des Fribourgeois avec la maison d'Autriche pendant la critique et désastreuse époque de 1448 à 1452. La première de ces correspondances est un plaidoyer des paysans et de quelques bourgeois s'intitulant *la communauté de la ville et pays de Fribourg* contre le gouvernement de cette époque, que les pétitionnaires accusent de « pactiser avec les Suisses et d'être vendus à Berne. » La seconde contient l'apologie des gouvernants accusés et le tableau des excès du parti autrichien. Ces pièces ne sont pas inédites, puisqu'elles ont paru en appendice dans les *Régestes* du règne de l'empereur Frédéric IV, publiés à Vienne par le savant Chmel, en 1840. Mais elles étaient restées complètement inconnues de nos historiens, auxquels elles eussent cependant beaucoup aidé à jeter du jour sur une partie difficile et embrouillée de nos annales. Cette communication a pour effet d'attirer l'attention de la société sur le parti qu'on pourrait tirer des sources autrichiennes pour la connaissance de l'histoire de Fribourg, liée pendant plusieurs siècles à celle de la maison de Habsbourg.

M. *Daguet* communique ensuite quelques résultats des recherches dont il s'occupe en ce moment pour une *Etude sur les constitutions fribourgeoises*, qu'il se propose de publier prochainement. En consultant le rôle des bourgeois et celui des pensions, il a fait quelques découvertes assez importantes sur les relations de Fribourg avec la Savoie, ainsi que sur l'acquisition de la Gruyère.

12 novembre 1863.

M. *Chatton* lit la 1^{re} partie d'une notice historique sur la seigneurie de Châtel-St-Denis en Fruence, réunie au XVI^e siècle au territoire cantonal, à l'époque de la conquête du pays de

Vaud. Cette seigneurie a, jusqu'à cette époque, son histoire indépendante. D'après les documents les plus anciens que l'auteur de cette monographie a pu se procurer et comparer entre eux, il paraît que l'histoire de Châtel se lie tour à tour, sous des rapports divers, à celle de la maison de Savoie, des évêques de Lausanne, etc.

M. l'abbé *Gremaud* lit à son tour la continuation de ses recherches sur l'abbaye de St-Maurice, en Vallais, travail dont il avait communiqué les premiers résultats à la société d'histoire de la Suisse romande réunie à St-Maurice. Son premier travail remontait aux origines de l'abbaye et s'arrêtait à la restauration de celle-ci par St-Sigismond, en 516. Les sources originales qu'il a utilisées sont essentiellement les bulles pontificales, les Formules de Marculfe, les Bollandistes, les Cartulaires, les Chroniques et les Hagiographes des époques respectives. La suite de ce travail s'arrête à l'année 869.

M. *Daguet* lit deux chapitres de sa biographie du landammann d'Affry. Le 1^{er} est intitulé: Louis d'Affry pendant la révolution helvétique (1798—1802); le second: Louis d'Affry à la Consulta (1802—1803).

M. l'abbé *Nicolet* soumet quelques débris de vases antiques trouvés à Ecublens et à Farvagny, débris qui sembleraient révéler l'existence d'établissement de bains remontant à l'époque romaine.

7 mars 1864.

M. *Daguet* fait une revue rapide des faits importants au point de vue historique qui se sont accomplis jusqu'à ces derniers temps. Il rapporte, entre autres, que le *Catharina-Buch*, dont on déplorait encore récemment la perte, comme celle d'un document original précieux pour l'étude de notre passé scolaire et intellectuel, a été retrouvé, grâce aux recherches diligentes de M. le secrétaire des Scholarques.

M. H. *Ræmy* lit quelques fragments détachés d'une étude intitulée: *Les Zœhringen et leur influence sur l'Etat de Fribourg jusqu'à la fin du XVIII^e siècle*. Cette notice est basée sur des annotations faites au siècle dernier par un banneret de sa famille.

Ce banneret raconte d'abord, en mêlant la légende à l'histoire, les commencements de Fribourg et de Berne. Le bon banneret veut que la ville de Fribourg ait été allemande à ses débuts et que Berne ait été bâtie ou commencée par Berchtold IV. Il cherche aussi à démontrer que la cité de Berchtold IV était dans l'origine constituée à l'image de la Rome républicaine. Il fournit du reste quelques détails intéressants et inédits sur différentes magistratures fribourgeoises : avoyers, bannerets, grands-santiers, etc., ainsi que sur les rapports des divers ordres dans l'Etat.

M. *Daguet* appelle l'attention de ses collègues sur Ulrich d'Ensingen, architecte fribourgeois, qui, à la fin du XV^e siècle, s'est acquis en Allemagne une juste célébrité en participant à la construction des cathédrales d'Ulm, d'Esslingen et de Strasbourg ¹⁾.

Une deuxième communication de M. *Daguet* est relative aux armoiries et couleurs cantonales ²⁾.

M. *Chatton* lit une étude sur le rôle des ambassadeurs français en Suisse. Son travail est basé sur les mémoires du maréchal de Bassompierre et du duc de Rohan. Le premier arrivait en Suisse en 1625, en qualité d'ambassadeur extraordinaire de Louis XIII. Sa mission était relative à la possession de la Valteline, dont le pape songeait à faire un canton suisse ou une quatrième ligue de la Rhétie. C'était la grande question suisse au commencement du XVII^e siècle.

M. *Daguet* communique un travail, basé sur l'étude des documents, concernant les langues officielles du canton ³⁾.

M. *Gremaud* lit le commencement d'une notice historique sur M. le chapelain Dey.

M. *Schneuwly*, sous-archiviste d'Etat, relate qu'il a découvert aux archives préfectorales de Romont un nécrologe ou état des anniversaires célébrés par les chapelains de la cathédrale de Lausanne pendant les XV^e et XVI^e siècles. Il soumet aussi un document sur parchemin, du 8 juin 1780, relatif au droit de refuge et d'asile dont jouissait une maison à Châtel-St-Denis, qui est devenue aujourd'hui l'auberge des XIII Cantons.

1) *Nouv. étrennes fribourg.*, I, 110.

2) *Ibidem*, I, 107.

3) *Ibidem*, I, 119.

M. *Daguet* communique une intéressante notice intitulée : *Machiavel en Suisse*. L'illustre secrétaire d'Etat de la république de Florence a séjourné dans notre pays et même à Fribourg, de 1506 à 1507. Dans ses mémoires, il est question de la tactique militaire des Suisses et de la terreur que leurs armes victorieuses inspirent au-delà des Alpes. C'est un magistrat de Fribourg, chef de levées militaires, qui s'est chargé de l'initier à la politique des cantons.

12 mai 1864.

M. *Gremaud* donne lecture du rapport adressé par M. *Ruffieux* à la Direction de l'instruction publique sur les fouilles dirigées par lui dans le but de reconstituer en un ensemble aussi complet que possible tous les vestiges de constructions romaines mis au jour au Mouret par l'établissement d'une nouvelle route. Ce rapport, très intéressant, est accompagné d'un dessin explicatif des débris de bâtiments ¹⁾.

M. *Chalton* lit la suite de ses curieuses recherches *sur le rôle des ambassadeurs français en Suisse*. Elles lui ont fourni l'occasion d'un rapprochement instructif sur l'attitude de la diplomatie française dans nos affaires suisses : c'est que l'empire moderne est demeuré fidèle au langage traditionnel de la vieille monarchie.

M. *H. de Diesbach* donne à son tour lecture de deux lettres adressées à M. l'avoyer de Montenach par M. de Laborde, ambassadeur de France à Soleure, en 1652. Ce diplomate trace aux gouvernants fribourgeois la ligne de conduite qu'ils doivent tenir dans tous les conflits de juridiction qui pourraient surgir entre le St-Siège et la Savoie au sujet de l'élection des évêques de Lausanne. Une deuxième communication est relative aux intrigues de la Savoie pour empêcher l'élection de Nicolas de Diesbach au siège épiscopal de Lausanne comme successeur d'Aymon de Montfalcon. M. de Diesbach lit encore une relation signée d'*Estavayer*, racontant dans un langage naïf et avec de curieux

1) Le manuscrit appartient à la société et se trouve à la bibliothèque cantonale.

détails la réception à Payerne, le 4 mai 1673, de la duchesse de Nemours, née de Longueville de Neuchâtel.

M. *Grangier* communique une lettre écrite à un Fribourgeois absent du pays, par un contemporain de Chenaux, sur les troubles de Fribourg en 1781. L'auteur de cette lettre, tout en reproduisant la relation officielle publiée à ce sujet, l'accompagne de quelques détails restés inédits sur l'état religieux et social de Fribourg à cette époque.

M. *Schneuwly* lit la traduction française d'une relation de Jean Götz, adressée confidentiellement à LL. EE. de Fribourg en Suisse, en 1547, pour les tenir au courant des récriminations que l'évêque Sébastien de Montfalcon a fait entendre à leur égard lors de son passage à Fribourg en Brisgau. Ce prélat se rendait auprès de l'empereur d'Allemagne, à Augsbourg, pour lui remettre un mémoire renfermant contre eux une longue série de griefs.

M. *Daquet* soumet à la réunion trois thèses que l'heure avancée ne permet malheureusement pas de traiter *in extenso*. Dans la 1^{re}, relative à l'origine des villes suisses, il s'applique à faire ressortir très sommairement que les dénominations de *villa*, *vicus*, *urbs*, *oppidum*, *civitas*, n'ont d'importance que pour l'époque romaine et perdent toute leur valeur pour le moyen-âge. La 2^e thèse concerne l'émigration de nombreux Jurassiens vers les rives de la Sarine au XIV^e et au XV^e siècle, ce qui ressort entre autres de l'identité des noms de famille ¹⁾. En 3^e lieu, il examine si le royaume de Bourgogne faisait partie de l'empire germanique. Il résout cette question affirmativement.

1^{er} décembre 1864.

Plusieurs lectures importantes sont à l'ordre du jour. La priorité est accordée au travail de M. *Meyer* sur la numismatique fribourgeoise dès le XV^e siècle jusqu'à la réforme monétaire par la Confédération suisse en 1850. L'auteur passe en revue tous les faits de nature à jeter quelque jour sur le monnayage, la

1) *Nouv. dirennes fribourg.*, I, 114.

valeur des pièces en circulation comparée au salaire du travail, la falsification, le dessin, le titre des alliages, les concordats, etc. Cette notice a été lue à la société par M. Majeux, d'après la traduction française faite par lui-même ¹⁾).

M. *Gremaud* soumet à son tour quelques nouveautés hagiographiques sur le P. Canisius, publiées à Rome à l'occasion des solennités pour la béatification de l'illustre fondateur du collège St-Michel.

Il reprend la suite de sa notice sur M. Dey, concernant surtout la carrière professorale du docte et vénérable chapelain d'Echarlens. Occupant la chaire d'histoire ecclésiastique au collège de Fribourg, de 1817 à 1819, M. Dey s'intéressa aussi avec beaucoup de zèle à la bibliothèque du collège et à la collection numismatique dont il fut le fondateur et rédigea le 1^{er} catalogue. A son départ, M. Dey reprit ses fonctions sacerdotales avec un dévouement que la vieillesse n'a point affaibli.

M. *Daguet* couronne la série des lectures. Il soumet à l'appréciation de ses confrères la préface manuscrite de la nouvelle édition de son histoire nationale en cours de publication à Lausanne. Cette introduction est une étude critique large et élevée sur les historiens suisses depuis Jean de Muller jusqu'à nos jours. Les investigateurs de notre passé sont jugés et groupés selon les différentes écoles historiques auxquelles on peut les rattacher d'après la nature et l'esprit de leurs œuvres.

On termine cette séance par la confirmation de M. Daguet, comme président de la société. M. l'abbé Chatton est élu secrétaire en remplacement de M. Bourqui, celui-ci n'ayant pas accepté sa réélection.

19 janvier 1865.

M. *Meyer* lit une étude sur un livre qu'il a découvert à notre bibliothèque cantonale. L'auteur Jean Buchstab a figuré comme l'un des champions du catholicisme à la dispute de Berne, en 1528. Il raconte qu'il ne put d'abord faire imprimer ses écrits,

1) Le travail de M. Meyer, ainsi que la traduction faite par M. Majeux, sont conservés à la bibliothèque cantonale.

toutes les presses du pays étant aux mains des réformés. Il parvint pourtant, en 1527, après beaucoup de difficultés, à publier un de ses ouvrages, mais ses adversaires en firent promptement disparaître tous les exemplaires. L'opuscule trouvé par M. Meyer porte la date de 1528—1529, sans lieu d'impression.

Le P. Nicolas Hædélé, cordelier, se trouvant empêché d'assister aux réunions de la société, dont il est membre honoraire, écrit que, pendant l'année 1864, il a examiné toutes les chroniques fribourgeoises qu'il a pu découvrir. Ces chroniques sont fort défectueuses sur les origines de notre ville. Pour rectifier ces erreurs, le P. Nicolas a entrepris la rédaction d'*Annales fribourgeoises*, recueil chronologique comprenant toute la période qui s'étend de la fondation de Fribourg à l'année 1500. Il accompagne sa lettre d'un mémoire intitulé: *Fribourg habité avant Berchtold IV, duc de Zœhringen*. Ce travail tend à établir que la ville a été construite sur les ruines d'un établissement romain ou celtique.

M. le député Ruffieux, par l'entremise de M. le professeur Gremaud, envoie quatre notices archéologiques qui ont pour objet :

- 1° Bromagus ;
- 2° La fortification en terre de Montemblouz, que M. Ruffieux regarde comme romaine et qu'il a déjà fait connaître par un premier mémoire ;
- 3° L'aqueduc romain conduisant les eaux depuis le moulin de Prez jusqu'à Aventicum, avec une esquisse topographique ;
- 4° Les voies romaines dans notre canton.

M. Grimaud donne lecture de la troisième notice et d'une partie de la quatrième ¹⁾.

M. Daguet lit un travail sur l'importance des notices généalogiques pour l'intelligence de nos premières institutions. Il recherche l'origine et la position sociale de nos anciennes familles nobles, les Maggenberg, d'Englisperg, Viviers, d'Avenches, de Bulle, Hattenberg, Velga, etc.

1) Toutes ces notices sont conservées à la bibliothèque cantonale.

M. *Ruffeux* annonce qu'il a fait déposer au Musée cantonal divers objets trouvés par lui à Montembloux, à la villa du Mouret et derrière le rempart de la Glâne. Il fait don de la grande carte du canton, par Stryiensky, sur laquelle il a tracé à l'encre rouge les voies et établissements romains ¹⁾.

M. *Gremaud* communique les statuts synodaux de Sébastien Werro (1599), réimprimés à Romont en 1864, et une proclamation du Grand Conseil datée du 6 février 1798.

M. *Meyer* expose un opusculé rare du P. Conrad Dreyer.

6 avril 1865.

M. *Meyer* lit la première partie d'un travail étendu sur les laborieuses négociations qui précédèrent la fondation des collèges catholiques en Suisse (XVI^e siècle). Les sept cantons avaient compris de bonne heure la nécessité d'avoir un clergé instruit et capable de résister à l'envahissement des nouvelles doctrines. Ils voulaient, dans le principe, créer un établissement central et unique. Cette question occupa pendant vingt ans leurs diètes particulières, mais sans résultat. Alors les gouvernements, aidés par les particuliers, se mirent à l'œuvre chacun de leur côté, et on vit bientôt s'élever nos collèges cantonaux ²⁾.

Le P. *Nicolas Rædlé* envoie une « Explication du soi-disant anneau qui se trouve sur les anciens sceaux de Fribourg. » Il croit que cet anneau était primitivement une pointe, sur laquelle le graveur a fait reposer un castel. Les anciennes armes de Fribourg seraient ainsi des armes parlantes: *Frei burg, bourg libre sur une pointe*. Ce dernier signe aurait pris plus tard, sous la main d'un graveur ignorant, la forme d'un anneau, et le castel la forme de nos trois tours. Le P. Nicolas regrette qu'à un signe qui représentait si bien l'idée d'une cité libre, on ait substitué trois tours qui n'ont aucune signification historique.

M. *Gremaud* envoie une dissertation relative aux attributions des comtes de Genevois dans le pays de Vaud comme avoués de l'église de Lausanne ³⁾.

1) Conservée aussi à la bibliothèque cantonale.

2) *Revue de la suisse catholique*, 1, 606 et suiv.

3) Publiée dans la « Notice historique sur saint Amédée, évêque de Lausanne. » Romont, 1866.

M. *Hél. Rœmy* lit de nombreux extraits d'une biographie du B. Pierre Canisius, qu'il se propose de publier prochainement ¹⁾.

M. *Chatton* lit la dernière partie de son travail sur l'ambassade de Bassompierre en Suisse. Le maréchal est aux prises avec les 800 créanciers que le roi avait dans les cantons; il écrit à sa cour lettre sur lettre pour obtenir son congé ²⁾.

M. *Schneuwly* appelle l'attention sur l'importance historique des listes que nous possédons de nos anciens magistrats, et il fait connaître les capitaines fribourgeois au service de Gênes. M. *Schneuwly* lit encore une lettre touchante, écrite vers 1544, par les Clarisses d'Orbe au gouvernement de Fribourg.

M. *Daguet* lit une relation piquante de l'élection d'un avoyer en 1770. L'auteur est François-Pierre de Diesbach, dont M. *Daguet* a traduit le récit composé en allemand. Trois candidats étaient en présence; chacun se recommanda en personne aux suffrages des électeurs par un discours prononcé dans l'église des Cordeliers. L'un promit publiquement 63 kz. à chaque électeur, et les deux autres chacun un écu neuf. L'élu fut François-Romain Werro. — Le *Schweizer. Museum* renferme une chronique anonyme de la guerre de Sempach; l'auteur doit être un Fribourgeois, partisan de l'Autriche. M. *Daguet* se propose d'en faire une étude particulière. — L'avoyer d'Alt, dans ses *Hors d'œuvres*, indique l'année 1710 comme celle où l'on commença à nommer aux charges publiques par la voie du sort. M. *Daguet* prouve par une série d'extraits des protocoles du Conseil que ce mode de nomination remonte au moins à 1640. On l'appelle en 1648 « le sort vénitien. »

M. *Ruffieux* envoie une *seconde notice sur les ruines de la villa romaine du Muret*. Ce travail, en 19 pages in-folio, sera déposé aux archives de la société ³⁾. Il est accompagné de trois croquis. On lit toute la partie du texte qui se rapporte au dernier croquis.

1) Publiée en 1865.

2) La notice sur Bassompierre, par M. *Chatton*, a été publiée dans la *Revue du monde catholique*, en 1865 (XIII, 603), sous le titre: « Une ambassade de France en Suisse. »

3) Bibliothèque cantonale.

22 juin 1865.

M. Meyer raconte qu'il a découvert tout récemment, dans un réduit de la bibliothèque cantonale, un livre allemand du B. Pierre Canisius. Ce sont des méditations et des prières du B. Nicolas de Flue, corrigées et mises en ordre par le docte jésuite et imprimées à Fribourg en 1586, chez Abraham Gemperlin. Cet opuscule a appartenu au chanoine Fontaine, qui a écrit ces mots sur la couverture: *Hic libellus est valde pretiosus et rarus, a variis auctoribus etiam recentioribus laudatus*. Les deux dernières pages, remplies de notes sur l'histoire suisse, sont d'une écriture qui ressemble singulièrement à celle de Canisius.

M. Gremaud lit la suite de sa biographie de M. Dey, et deux documents inédits:

- 1° Une lettre du lieutenant de Beaumes, à l'avoyer de Fribourg (1536), pour lui faire connaître les mauvais traitements exercés par les réformés sur la personne du curé de cette paroisse vaudoise ;
- 2° Un extrait du *Missivenbuch* relatif à l'établissement des RR. PP. Capucins à Fribourg.

Déjà le 5 novembre 1608, le Conseil leur donne la chapelle de St-Pierre, sur les Places, les recommande à MMgrs de Berne, et mentionne le P. Maurice de Murra et un frère laïc envoyés ici par le pape Paul V. Ces détails détruisent l'opinion de ceux qui croient que ces religieux n'arrivèrent qu'en 1609 ou 1610 et s'établirent d'abord dans la maison appartenant aujourd'hui à M. Rætzo, près de la porte de Romont.

M. Gremaud lit encore une note importante pour l'histoire des seigneurs de Glâne. On la trouvera dans la vie de saint Amédée, évêque de Lausanne (p. 69).

M. Daguet lit plusieurs chapitres d'un abrégé de l'histoire du canton de Fribourg. Il communique en outre :

- 1° Une lettre à l'avoyer de Fégely, datée de Soleure et signée La Martinière ;
- 2° Deux portraits de Chenaux et Castella, l'un par Laharpe, l'autre par Pettolaz : celui-ci est plus sévère ;

3° Un grand nombre de notes relatives aux réceptions à la bourgeoisie secrète, au *sort aveugle*, et aux encouragements donnés par le gouvernement à l'industrie indigène pendant le cours du siècle passé.

LL. EE. étaient d'une générosité qui étonnerait fort aujourd'hui. Elles prêtaient des sommes considérables à un taux insignifiant et quelquefois même sans intérêt pendant plusieurs années. C'est ainsi, par exemple, que lorsqu'on construisit les bains des Neigles, MMgrs prêtèrent 2,000 écus pour 10 ans, savoir: 4 ans sans intérêt et 6 ans au 2 % ¹).

26 octobre 1865.

M. le professeur *Bourqui* donne lecture d'un travail dont il a bien voulu se charger, à la demande de ses confrères: *Coup d'œil rétrospectif sur la société d'histoire*.

M. *Gremaud* fait connaître la station lacustre de Greng, qu'il a visitée dernièrement. L'établissement est considérable, les pilotis sont très serrés; quelques-uns ont encore 9 pieds de long. On y a trouvé diverses poteries, depuis la plus grossière jusqu'à la plus fine. La station est surtout riche en ossements. Un débris de crâne humain présente un os frontal à grande dépression, indice d'une population chétive et peu développée. Tous les objets lacustres appartiennent à l'âge de la pierre; ils étaient recouverts d'une couche de gravier de deux pieds d'épaisseur.

M. *Gremaud* lit ensuite une notice intitulée: *Vuadens sous la domination de l'abbaye de St-Maurice d'Agaune* ²).

M. *Chatton* expose dans un écrit de deux ou trois pages le peu de renseignements qu'on possède sur les sires de Wolgiswil, petit hameau du district de la Singine.

M. *Daguet*, continuant son abrégé de l'histoire du canton de Fribourg, lit 10 chapitres (38—47) sur nos acquisitions dans l'Oberland, sur la guerre de Sempach, le traité de Laupen, et les modifications introduites successivement dans la constitution jusqu'au XV^e siècle, etc. Suivent deux communications intéressantes: 1° On a reconnu dernièrement des tableaux de Hans

1, *Nouvelles étreennes fribourg.*, II, 70.

2) Publié dans l'*Ami du peuple*, 1865, et tirage à part.

Fries à Nuremberg, à Colmar, et à Fribourg dans l'église des Cordeliers. La fameuse danse macabre, qui se voit dans un corridor du couvent, recouvre une autre peinture plus ancienne que M. Daguet attribue aussi au célèbre peintre fribourgeois ;

2° Une lettre du curé Bourquenoud, grand promoteur de l'instruction populaire, apprend qu'à Châtel-St-Denis il existait déjà en 1718 une nombreuse école de filles, dirigée par une institutrice nommée Claudia Mossu.

M. Schneuwly annonce que le bureau des archives cantonales poursuit le dépouillement des pièces qui concernent nos relations avec la France. On a trouvé un grand nombre de lettres écrites par des officiers fribourgeois. Il y a mieux : M. Schneuwly produit une lettre au conseil de Fribourg, datée de Morat, le 27 mai 1476 (environ trois semaines avant la bataille) et signée : *Guillaume d'Affry, capitaine, et Jacob Velga* ¹⁾.

M. Schneuwly fait part à la société des premiers pages d'une *Notice sur les seigneurs de Maggenberg*, à laquelle il travaille actuellement. On y lit, entre autres particularités, que le nom d'Ober-Maggenberg figure déjà en 1148 dans une bulle du pape Eugène III, et qu'en 1270 certain tenancier avait à fournir annuellement *deux paires de gants*.

M. L. Grangier lit une curieuse histoire de sorcellerie (1507) tirée des papiers de son grand-oncle le chanoine Grangier, chroniqueur d'Estavayer. Cette histoire ne ressemble en rien aux récits connus jusqu'à présent : circonstances, personnages, dénouement, tout s'écarte du thème ordinaire.

M. Grangier annonce encore que des antiquités romaines ont été trouvées cet automne, dans une vigne, à Châtillon. La découverte est due à M. Brasey, instituteur.

On savait qu'il existe aux archives impériales de Vienne des documents propres à jeter plus de jour sur l'histoire des années orageuses qui précéderent l'affranchissement de Fribourg (1440—1452). La société, désireuse d'en obtenir communication, s'était adressée à cet effet à notre Conseil d'Etat, offrant de supporter la dépense nécessaire. La démarche a eu un plein succès. Une copie des documents est arrivée à Fribourg, et le Conseil d'Etat a bien voulu se charger de tous les frais d'expédition

1) *Indicateur d'histoire et d'antiquités suisses*, 1865, p. 51 et 1866, p. 51.

8 janvier 1866.

Le secrétaire communique un mémoire de M. le député Ruffieux sur le *Voyage de St Paul, de Césarée à Malte*, avec 4 cartes géographiques. M. Ruffieux ayant séjourné à Candie en 1855 et fait une étude spéciale de la géographie de cette île, explique avec beaucoup d'érudition un passage des Actes qui a embarrassé tous les commentateurs ¹⁾.

Le R. P. Nicolas Rædlé envoie un travail intitulé : *Prédication de St-Vincent Ferrier à Fribourg en mars 1404*. Le célèbre missionnaire, arrivé à la mi-carême, logea au couvent des Cordeliers et se fit entendre au peuple cinq jours consécutifs, du 9 au 13 mars. Il se rendit ensuite à Morat, à Payerne, à Avenches, à Estavayer et prêcha cinq fois dans cette dernière ville (20 et 21 mars). Le P. Frédéric d'Amberg, gardien du couvent des Cordeliers de Fribourg, l'accompagna dans ces diverses pérégrinations et recueillit ses sermons. Le manuscrit qui les contient a été découvert en 1854 par le P. Nicolas, à la bibliothèque des Cordeliers, où il se trouve encore ²⁾.

M. Grangier exhibe un grand nombre d'objets antiques, provenant les uns des ruines romaines de Châtillon, les autres de la station lacustre d'Estavayer. On admire surtout un fragment de mosaïque, une hache en bronze admirablement conservée, et une flèche en fer, trouvée parmi les objets de l'âge du bronze. M. Grangier produit aussi un autographe du chanoine Murith, naturaliste distingué, mort à Martigny en 1816, et dont M. Daguet a prouvé récemment l'origine gruyérienne ³⁾.

M. Gremaud rappelant l'inscription romaine du château de Middel, lue, il y a quelques années par feu l'avoyer de Forel, en donne une copie plus exacte ⁴⁾.

Le même sociétaire lit une notice sur *Les Visitandines à Gruyères* ⁵⁾, une analyse du testament de Pierre de Gruyères,

1) *Revue de la suisse catholique*, VI, 86.

2) *Ibidem*, V, 653.

3) *Nouv. étrennes fribourgeoises*, II, 69.

4) *V.* plus haut, p. 19.

5) *Ami du peuple*, 1866, N° 11, et tirage à part.

curé de Gruyères (1577) ¹⁾ et présente un tableau statistique des Capucins fribourgeois, dressé par le R. P. Séraphin Collaud, capucin à Bulle. Ce tableau indique le nom, la patrie et les dates de naissance, d'entrée dans l'ordre et de mort de chaque religieux. Il fait connaître 307 Pères et 47 Frères. Les premiers Pères sont Léandre Raynaud, de Romont, entré en 1570, et André Reyff, de Fribourg, en 1576. Les localités qui ont fourni le plus de Capucins, sont : Fribourg, 126 ; Romont, 24 ; Bulle, 15 ; Guin, 15 ; Tavel, 12, etc.

M. *Daguet* lit onze chapitres (55—65) de son histoire du canton de Fribourg. Les documents venus de Vienne et une étude approfondie du sujet ont permis à l'auteur de jeter un grand jour sur la période importante qui s'étend de 1444 à 1452. On se rendra mieux compte désormais des causes de nos luttes avec Berne et la Savoie, de nos difficultés avec l'Autriche et de la situation respective des partis qui troublaient la communauté.

8 mars 1866.

M. *Daguet* ouvre la séance en annonçant la perte sensible que les amis des études historiques viennent de faire par la mort de M. le professeur Hisely. Il énumère les travaux qui lui ont valu une juste et solide renommée.

M. *Gremaud* donne quelques détails sur les possessions de La Tour dans le canton de Fribourg. Les deux frères, Antoine et Jean de La Tour, seigneurs de Châtillon, en Vallais, furent chassés de ce pays à cause du meurtre de Guichard Tavelli, évêque de Sion (8 août 1375). Ils vendirent alors toutes leurs possessions en Vallais au comte de Savoie, et avec le produit de cette vente ils acquirent, dans le canton de Fribourg, les seigneuries d'Illens et d'Arconciel, d'Attalens, de Maules et de Vuisternens. Ces deux dernières furent revendues peu après. Comme le comte de Savoie ne paya pas immédiatement aux deux frères tout le prix de la vente, il leur donna en gage la seigneurie de Corbières dont ils jouirent de 1379 à 1390. C'est

1) *Monuments de Gruyère*, II, 850.

à Corbières que Jean de La Tour fit son testament, le 22 mars 1382. Antoine fut châtelain de Romont pendant huit ans et mourut en 1402. Jeanne, sa fille unique, avait épousé, en 1384, Jean de La Baume-Montrevel; c'est ainsi que les seigneuries d'Illens, d'Arconciel et d'Attalens passèrent aux La Baume. Les documents produits par M. Gremaud prouvent que Jeanne était fille *unique* d'Antoine, et que, par conséquent les *Zurlauben* ne descendent pas d'Antoine de La Tour, comme le général Zurlauben le prétendait et comme beaucoup d'historiens l'ont admis

M. le baron de *Bonstetten*, de Berne, a fait fouiller l'année dernière un tumulus près de Guin. M. le président de la société lui ayant demandé de bien vouloir communiquer quelques renseignements sur cette découverte, a reçu un mémoire de neuf pages in-quarto sur les fouilles de la station lacustre de Greng. Après avoir entendu la lecture de ce travail important, la société décide d'exprimer ses remerciements à l'auteur et de réitérer sa demande.

M. *Daguet* lit sept chapitres (65—71) de son histoire du canton de Fribourg. Ils traitent de notre soumission à la Savoie, de nos relations avec les Suisses avant les guerres de Bourgogne, de la fin tragique de Saliceto et autres fauteurs de discordes civiles, de nos rapports avec le nouveau souverain, de la conquête éphémère de Châtel-St-Denis, des causes qui amenèrent les guerres de Bourgogne et déterminèrent Fribourg à prendre parti contre le duc Charles-le-Hardi.

M. *Dafflon* donne des détails intéressants sur la pêche des objets lacustres dans les stations voisines d'Estavayer.

7 juin 1866.

La société entend la lecture d'un mémoire envoyé par M. le baron de *Bonstetten* sur les découvertes archéologiques faites dans un tumulus près de Guin et dont il a été publié un compte-rendu, peu exact, paraît-il. « Le hasard, dit M. de Bonstetten, me fit découvrir cette tombelle le printemps dernier dans une

de mes excursions archéologiques, mais je reconnus, à mon grand désappointement, que le tertre avait déjà été fouillé et recomblé; quelques ossements, des fragments de bronze et des *paillettes d'or* gisaient encore épars sur le sol. J'appris bientôt qu'un paysan avait fouillé ce tumulus dans l'espoir d'y trouver une source d'eau, qu'il y avait remarqué beaucoup d'objets en métal ressemblant à de l'or, mais que, loin d'y attacher aucune importance, il les avait rejetés dans le comblage ou laissé emporter par les enfants du voisinage. Je fis aussitôt recommencer les fouilles. » Parmi les objets antiques énumérés dans le mémoire, nous citerons les suivants :

- 1° Seize fragments de tiges en fer, recouvertes de feuilles d'or roulées tout autour;
- 2° Une fibule en bronze, forme demi-coquille, recouverte d'une feuille d'or;
- 3° Des paillettes d'or sur bronze, débris d'une grande plaque détruite par le chercheur d'eau, etc.

M. de Bonstetten conclut simplement que ce tertre à inhumation lui semble remonter à l'époque helvète ¹⁾.

M. Gremaud lit une notice biographique sur M. Hisely, l'auteur de l'Histoire du comté de Gruyère ²⁾.

Le même membre présente deux exemplaires manuscrits de la traduction en vers français de la *Consolation philosophique* de Boèce, par le frère Regnaud de Louens. Le traducteur dit lui-même qu'il a achevé ce travail à Poligny, sa patrie, en 1336. Les copies présentées appartiennent, l'une aux archives de l'hôpital de Fribourg, l'autre à M. Gremaud lui-même; elles sont toutes deux du XV^e siècle. La dernière, portant la date de 1448, est suivie d'un roman en prose et de divers actes relatifs à Fribourg. Comme tout le volume est de la même main, on peut en conclure qu'il a été écrit à Fribourg. Dans la copie de l'hôpital, l'ouvrage de Boèce est suivi des distiques moraux de Caton, accompagnés d'une traduction en quatrains français. M. le Dr Berchtold a publié une partie de ces distiques et de ces

1) Second supplément au recueil d'antiquités suisses par le baron de Bonstetten. Lausanne, 1867, p. 10 et planche VI.

2) Publiée en tête du 1^{er} vol. des *Monuments de Gruyère*.

quatrains d'après une copie incomplète de nos archives cantonales, dans le 1^{er} vol. des *Archives de la société d'histoire de Fribourg* (p. 430—450). C'est par erreur qu'il a attribué la traduction à Pierre Arsent, dont le nom se trouve à la fin de la copie des archives cantonales. Pierre Arsent n'a été que le copiste ou le possesseur de la copie. Le traducteur est Jehan Le Fèvre, comme l'indique l'avant dernier vers de la traduction ¹⁾).

M. Gremaud communique encore le 1^{er} volume de la *Correspondance des réformateurs dans les pays de langue française, recueillie par A. L. Herminjard*, Genève et Paris 1866. Il appelle l'attention sur quelques lettres qui parlent des prédications du franciscain François Lambert, à Fribourg, et en particulier sur une épître dédicatoire de ce même personnage à Sébastien de Montfalcon, évêque de Lausanne, dans laquelle il attaque le célèbre Conrad Treyer, religieux augustin de Fribourg.

M. Daguet poursuit la lecture de son histoire inédite du canton de Fribourg et raconte en six chapitres (72—78) la guerre d'Illens, la campagne d'Héricourt, l'expédition contre Pontarlier, la conquête de Morat, le sac d'Estavayer, la prise de Moudon, Rue, Surpierre, Romont, Yverdon, et la bataille de Morat.

12 juillet 1866.

M. Gremaud communique: a) Un titre original du vendredi après le dimanche *Invocavit*, ou, d'après le calendrier actuel, du 23 février 1276, le plus ancien document connu qui soit directement relatif à la famille Velga; b) Un acte de 1215 qui constate que les seigneurs de Corbières avaient de grandes possessions en Vallais. Elles provenaient du mariage de Guillaume, premier seigneur connu de Corbières, avec Béatrice de Granges, de la riche et puissante famille comtale de ce nom, en Vallais ²⁾).

M. Chatton lit quelques extraits des propos de Joseph-Just Scaliger sur les hommes et les choses de la Suisse de son temps (1540—1609).

1) V. plus haut, p. 23 et Brunet, *Manuel du libraire*, I, 1871, 5^e édit.

2) Documents relatifs à l'histoire du Vallais, I, 182.

M. *Schneuwly* communique une note latine trouvée au verso d'une copie (XVI^e siècle) du testament de la reine Berthe. En voici le texte: « Anno Incarnationis dominice M^o C^o XXVII^o occisus est comes Vuillelmus in villa Paterniaca et P. de Glana, sexto deinceps anno factum est prælium magnum in eadem villa Paterniaca pro occisione predicti comitis inter ducem Gonnradum et Theothonicos suos et comitem Amedeum Gebenensem et Romanos, et fugatus est comes et sui, et ceciderunt multi et capti fuerunt multi nobiles et ceteri fugerunt et dispersi sunt, et ex illa die Theothonici invaluerunt contra Romanos. Hec est copia cronice scripte in Sancto Mario Lausanne. »

Cette note semble authentique. Le combat qu'elle mentionne était connu, mais on en ignorait la date et le lieu. Quant à la chronique de St-Maire, dont la note est tirée, personne jusqu'ici n'en soupçonnait l'existence ¹⁾.

M. *Daguet* lit quatre chapitres (80—84) de son histoire inédite du canton de Fribourg. Il appelle ensuite l'attention sur les manuscrits de l'abbé Girard, à qui, dit-il, on n'a pas rendu assez de justice. Il cite une généalogie des Falk ou Faucon, et lit: 1^o une curieuse lettre de Guillaume Faucon à son frère Bérard que leur père avait envoyé à Berthoud pour y apprendre la langue allemande ²⁾; 2^o quinze règles de conduite données par Pierre de Praroman à son fils Guillaume (milieu du XVI^e siècle). M. Daguet discute encore la valeur historique d'un document auquel M. Kopp, de Lucerne, attribue, semble-t-il, une autorité trop absolue: c'est le terrier de la maison d'Autriche, publié à Stuttgart, en 1850. On y voit que le revenu total des *theyses* s'élevait à 6 liv. 13 schell. et que les maisons des conseillers et des Neuchâtel étaient exemptes de cette contribution.

15 novembre 1866.

M. *Chatton* donne lecture d'une lettre à lui personnellement adressée, en sa qualité de secrétaire, par M. Daguet qui annonce,

1) *Indicateur d'histoire et d'antiquités suisses*, 1866, p. 41.

2) La traduction en a été publiée dans l'*Ami du peuple*, 1866, N^o 108.

sous date du 15 octobre, son départ pour Neuchâtel et sa démission des fonctions de président de la société. Le bureau est chargé de répondre à M. Daguet par une lettre de remerciements et de regrets.

M. Gremaud est nommé président et M. Majeux, secrétaire.

M. *Ruffieux* envoie un rapport sur des fouilles qu'il a faites dans trois *tumuli* situés sur la colline de la Crête à l'occident de Villarimboud ¹⁾.

M. *Grangier* lit un mémoire qu'il a intitulé: *Quelques mots sur les antiquités recueillies à Font et sur les traces d'habitations romaines découvertes dans les environs de cette localité et particulièrement à Châtillon* ²⁾.

M. *Grangier* communique, en outre, un plan de tous les emplacements lacustres que l'on a découverts jusqu'ici, au nombre de 46, dans les eaux du lac de Neuchâtel.

M. *H. Remy* lit quelques chapitres d'un ouvrage qu'il se propose de publier sur *Les âges de Fribourg, sa fondation, ses agrandissements et ses transformations jusqu'à nos jours*. Il passe en revue les anciennes familles, leurs demeures, les monuments, les édifices publics et les abbayes et donne des détails historiques curieux sur les enseignes des anciennes hôtelleries.

M. *Schneuwly* donne l'analyse d'un acte notarié, signé Bérard Calige, soit Chausse, relatif à un conciliabule tenu le 20 mai 1450, à l'auberge de l'Autruche, par les partisans de la Savoie. Il se rapporte aux troubles qui ont eu lieu à Fribourg à l'occasion des tailles imposées au pays pour payer les 10,000 florins auxquels Fribourg avait été condamnée à la suite de la guerre de Savoie.

M. *Gremaud* rend compte d'une excursion archéologique qu'il a faite dernièrement sur le territoire de Châtonnaye pour reconnaître deux *tumuli* découverts par M. Romain de Maillardoz, dans une enceinte de pierres dressées, qui formait probablement un lieu sacré de l'époque helvète.

M. *Gremaud* présente encore l'obituaire de La Lance, monastère de chartreux supprimé en 1538. Cet obituaire est con-

1) Bibliothèque cantonale.

2) *Nouv. étrennes fribourg.*, III, 96.

servé aux archives de l'hôpital de Fribourg. On y lit, sous la date de 1475, une note qui prouve que les Suisses ont dévasté le couvent pendant la première campagne des guerres de Bourgogne ¹⁾.

14 février 1867.

M. Gremaud soumet à l'examen de l'assemblée un opusculé latin renfermant les thèses théologiques défendues à Milan par un de nos compatriotes fribourgeois, Jacques Keigler; cet opusculé a pour titre: *Mysterium sacramentorum sub auspiciis Illmi D. D. Nicolai Alberti König a Moro Liberi Baronis in Billens, Dni in Grangettes, etc., sacr. Cæs. Maj. Equitum Peditumque Ducis, Propugnatum Mediolani a Jacobo Keigler Friburgensi* ²⁾. On lit au bas de la dernière page: *Propugnabuntur publice Mediol. in Collegio Helvetico Anno M. D. C. XXXIII.*

M. Nicolet communique le contenu d'un parchemin de l'année 1632, trouvé dans un clocheton qui surmonte le pignon de la maison de M. Antoine Chatton, attenante à l'hôtel du Cerf, à Romont.

M. Nicolet continue en rendant un compte sommaire de l'examen qu'il a fait de 140 parchemins appartenant à la famille Menoud de Sommentier. Ces parchemins vont de l'année 1546 à 1665. On y fait connaissance avec différentes anciennes coutumes ou formalités originales, qui rappellent assez souvent, avec plus ou moins de variantes, les coutumes des peuples burgondes. M. Nicolet signale, entre autres, certaines formalités peu connues, usitées autrefois lors des saisies d'immeubles pour dettes. Ces saisies, d'après les actes du XVI^e siècle dont il est donné lecture, se faisaient par l'officier du châtelain ou du bailli. Il arrachait du sol une motte de terre et l'élevait en l'air en présence du débiteur, des prud'hommes et d'un grand nombre de témoins de la localité. Lorsque, quelques jours après, le créancier était mis en possession de cette pièce de terre, il plantait dans le sol un pieu en présence des mêmes témoins. Cette plantation

¹⁾ Publié par M. Gremaud dans le 34^e vol. des *Mémoires et documents publiés par la société d'histoire de la Suisse romande*.

²⁾ Jacques, fils de Gaspard Keigler, baptisé à Fribourg le 20 juillet 1608.

d'un pal ou pieu en signe de possession était un des usages que nous connaissons des Burgondes.

M. *Gremaud* fait diverses communications. Il donne d'abord des indications sur la valeur vénale des manuscrits vers le milieu du XIV^e siècle, d'après les prix d'une vente qui eut lieu alors à Sion ¹⁾. Il appelle ensuite l'attention de la société sur le caractère charitable de plusieurs confréries du moyen-âge, en particulier de celle du Saint-Esprit, qui existait dans la plus grande partie des paroisses et avait pour but principal l'assistance des pauvres. C'était une vraie association de bienfaisance, enrichie par de nombreux legs et dont les fonds ont formé plus tard ce que l'on désigne sous le nom de bourses des pauvres. M. *Gremaud* analyse à ce propos le protocole de la confrérie de la Conception de la bienheureuse Vierge Marie, à Romont, confrérie qui, s'il faut en croire le protocole en question, lequel commence en 1438, remonterait à l'époque très reculée de 1336. Les statuts de cette antique institution romontoise sont curieux à étudier. Ils nous apprennent, entre autres, que chaque confrère devait annuellement un bichet de froment destiné à faire du pain, que l'on distribuait aux pauvres. Chaque confrère avait également l'obligation de nourrir un pauvre chaque année. Si une difficulté surgit entre des confrères, elle doit être soumise au jugement du prieur et de ses conseillers. Si elle surgit entre un confrère et un non-confrère, le prieur doit également chercher à la calmer lui-même et, en cas d'insuccès, il doit assigner des conseillers au confrère. La confrérie distribuait aussi des draps aux pauvres. En 1515, elle en partagea 192 aunes entre 71 personnes tant de Romont que d'autres localités.

M. *Gremaud* termine par la lecture d'un fragment de manuscrit contenant des miracles opérés par l'intercession de saint Guillaume de Neuchâtel, mort en 1232 ²⁾.

16 mai 1867.

M. *Gremaud* ouvre la séance en jetant quelques fleurs de regret sur les tombes à peine refermées de deux sociétaires

¹⁾ Documents relatifs à l'histoire du Vallais, IV, 362.

²⁾ Publié dans la *Vie de saint Guillaume* par M. *Jeunet*, p. 61 et suiv.

dont les connaissances et le zèle auraient pu rendre longtemps encore de bons services à la science historique et archéologique dans le canton de Fribourg: M. Henri de Diesbach, cœur d'or vraiment ami de son pays, membre très dévoué à la société et à qui nous sommes redevables de la belle édition de la *Chronique de Souabe*, poème de Lenz (Zurich, 1849), et M. Frédéric Maillard, allié de Forell (de son vivant secrétaire du conseil communal de Fribourg), amateur intelligent des recherches historiques et dont la mort a arrêté la main laborieuse au moment où elle allait s'occuper le plus activement du régeste des archives communales de Romont.

M. *Schneuwly* lit une notice qu'il a préparée sur le village de Mézières, près Romont. Le nom de Mézières (en latin *Macerries*) semble indiquer, sinon une origine romaine, du moins un lieu dont le sol recèle des objets d'antiquités ou des ruines; or, il faut dire que les faits sont d'accord avec l'interprétation grammaticale. Cette paroisse, qui existait déjà en 1228, formait autrefois une seigneurie, dont le possesseur avait le droit du dernier supplice; elle a appartenu successivement aux de Bonvillars, de Fallerand, Freitag, Gurnel, Reyff, Meister, de Diesbach. Bénédict-Nicolas de Diesbach la légua au charitable grand hôpital de Fribourg, qui la revendit pour 3,750 pistoles d'Espagne (60,000 francs de France) aux enfants du fameux Ant. de Brun, le négociateur de la paix de Munster (1643) entre l'Espagne et la Hollande. De là la seigneurie passa à Jeanne-Marie, née de Brun, épouse de Claude Marc, marquis de Montagu et de Bontavant, qui la donna par testament à la marquise de Grammont, au marquis de Lugeure et à Marie-Ferdinande de Vaudrey-Beveuge, épouse de Charles-François de Bernard et de Montesson. Enfin ces trois héritiers la vendirent en 1756 à Jean-Georges de Diesbach, seigneur de Chamblon et de Torny.

M. *Majeux* entretient un moment l'assemblée de numismatique à propos d'une rarissime pièce d'or trouvée en 1859 dans les eaux de Font sur le lac de Neuchâtel et acquise à cette époque pour le prix de fr. 35 par M. le curé Meyer, bibliothécaire cantonal et conservateur de notre cabinet des antiquités ¹⁾.

1) V. plus haut, p. 11.

Cette pièce est à l'effigie de Flavius Val. Constantinus Aug. Constantin III, qui se fit proclamer empereur en 407 par les légions de la Grande-Bretagne, passa ensuite en Gaule, où il choisit Arles pour sa résidence, fut un instant accepté comme collègue par Honorius, puis assiégé dans Arles par Constance, général de ce dernier prince, obligé de se rendre et mis à mort en 411.

Tout portait à croire que nous avions là une pièce romaine et purement romaine; elle avait été en effet enregistrée et placée comme telle dans la partie de nos collections réservée à la numismatique romaine. Cette belle monnaie d'or ne tarda pas à frapper l'attention des connaisseurs, en raison surtout de son revers, dont les figures et la légende n'avaient jamais été vues encore, croyons-nous, accolées à l'effigie de l'empereur Constantin III.

Au mois de novembre 1859, M. Chérier, avocat, à Paris, qui avait visité notre musée de Fribourg, écrivait à M. le curé Meyer qu'il s'était assuré par ses yeux qu'il n'existait aucune monnaie d'or pareille au cabinet des médailles de la bibliothèque impériale; que la seule de ce prince que possédât ce cabinet ne ressemblait en rien à la nôtre, ni pour les emblèmes, ni pour l'inscription du revers. Mionnet, dans son beau travail sur les monnaies romaines, n'en faisait non plus aucune mention.

Non content de ces trop vagues indications, notre bibliothécaire cantonal fit part de sa découverte et de ses doutes à Zurich, à Bâle, à Lausanne, lorsque tout dernièrement il reçut par l'intermédiaire de M. Ad. Blanchet, de Lausanne, les explications qu'il poursuivait depuis si longtemps, et ce fut à un de nos compatriotes suisses, M. le comte de Salis, conservateur du musée britannique à Londres, qu'il était réservé de fixer notre opinion relativement à la monnaie d'or dont il est ici question.

La lettre de M. de Salis est du 28 février dernier. Il établit tout d'abord, au vu de l'empreinte qui lui avait été envoyée de cette pièce de monnaie, que celle-ci est d'un travail trop grossier pour provenir d'un atelier monétaire impérial; que pendant les premiers temps de l'établissement en Gaule et en Espagne des Visigoths, Burgundes, Suèves, etc., il a été frappé une grande

quantité de sous et de tiers de sous d'or, de pièces d'argent de mauvaise fabrique et le plus souvent aussi de mauvais métal ; que ces pièces sont imitées des monnaies romaines des empereurs contemporains, mais d'une manière si imparfaite qu'il est impossible de les placer à côté de leurs modèles sans se convaincre qu'elles ne peuvent sortir des mêmes ateliers.

« Les ateliers de Trèves, Lyon et Arles doivent avoir été supprimés après l'usurpation d'Eugène, puisque, dit M. de Salis, nous ne connaissons point de monnaies d'Honorius et de Valentinien III avec des marques monétaires gauloises. Il fallait cependant de la monnaie et l'on eut alors recours à l'expédient d'imiter les pièces les plus répandues dans la circulation et les mieux connues du peuple. »

« Les monnaies de la première époque après l'invasion, ajoute M. de Salis, consistent en imitations plus ou moins grossières, en or et en argent, de celles de Constantin II, Julien, les deux Valentinien, Eugène et Constantin III, qui rétablit de 407 à 411 les trois ateliers gaulois. Il y a aussi quelques Honorius avec des marques monétaires italiennes. C'est à cette catégorie qu'appartient le sou d'or du musée de Fribourg. »

« En général, ces imitations reproduisent l'avvers aussi bien que le revers du prototype, mais quelquefois, comme dans la pièce qui nous occupe, l'avvers et le revers sont empruntés à des modèles différents. Notre pièce a la tête de Constantin III accolée au revers d'un sou d'or de Valens ou de Valentinien I^{er}, à la marque de Lyon. Le monétaire y a ajouté la croix dans le champ, qui, je crois, ne se trouve que sur des pièces de ces deux empereurs frappées à Antioche. Je devrais plutôt dire que le monétaire a copié le revers du sou d'or d'Antioche, en substituant à la marque de cette ville celle de Lyon qui convenait mieux à une pièce destinée à la Gaule »

« J'ai vu bon nombre de romaines inédites et uniques, qui n'étaient autre chose que des imitations barbares, réunissant la tête d'un empereur à un revers d'un autre. Je regrette de devoir détruire cette illusion, mais la pièce en question n'en devient que plus intéressante pour l'histoire numismatique de la Suisse romande. Elle indique la première phase de la domination

burgunde et c'est en tête des séries suisses qu'elle devrait se placer. »

Nous savons donc que ce sou d'or, auquel l'honorable M. de Salis consacrait cette notice si claire, si solidement raisonnée, date du commencement de la domination burgonde, soit des premières années du V^e siècle ¹⁾.

M. Gremaud lit les premières pages d'une étude sur notre illustre compatriote Jean-Pierre Tercier, de Vuadens, connu dans le monde des savants comme polyglotte consommé et comme auteur de travaux remarquables (publiés en partie dans les *Mémoires de l'Académie des sciences et belles-lettres*), et dans le monde politique comme l'ami et le confident intime du roi Louis XV, et pendant longtemps son premier commis des affaires étrangères, lors des événements qui, dans la première moitié du siècle dernier, mirent en émoi les cours européennes pour la grave question de la succession de Pologne.

M. Gremaud s'attache à faire ressortir en particulier le côté politique ou diplomatique de la longue et honorable carrière fournie par Tercier, sans négliger toutefois le côté purement biographique ou historique. Sous ce rapport, une publication d'un très haut intérêt devait fournir à l'auteur les plus précieux documents: nous voulons parler de l'ouvrage publié à Paris en 1866 par M. E. Boutaric, archiviste aux archives de l'Empire, sous le titre suivant: *Correspondance secrète inédite de Louis XV sur la politique étrangère avec le comte de Broglie, Tercier, etc., et autres documents relatifs au ministère secret, publiés d'après les originaux conservés aux archives de l'Empire et précédés d'une étude sur le caractère et la politique personnelle de Louis XV* (chez Henri Plon, 2 vol. in-8°).

Or cette *Correspondance secrète* ne contient pas moins de 200 lettres, notes ou simples billets adressés par Louis XV à son ministre Jean-Pierre Tercier, depuis le 17 mars 1754 jusqu'à l'année 1767, date de la mort du célèbre négociateur et savant fribourgeois.

Toutes ces lettres sont un témoignage de la confiance sans bornes dont Tercier jouissait auprès de la personne du roi, que

1) V. *Revue de la numismatique belge*, 5^e série, t. IV, p. 193.

lui avait bien méritée d'ailleurs son caractère à la fois adroit, ferme et loyal, ses vastes connaissances, aussi bien que l'adresse et le dévouement courageux qu'il avait montrés en maintes circonstances difficiles.

Tercier était originaire de cette Gruyère qui a donné à notre chère petite patrie fribourgeoise sa riche contingente part d'hommes de talent et de mérite : ce n'est cependant pas à Vuadens qu'il a vu le jour, mais bien à Paris (1704), où son père, Pierre Tercier, était déjà établi depuis un certain nombre d'années et vivait au sein d'une modeste aisance, correspondant de temps à autre avec quelques amis de la Gruyère, mais principalement avec un sien cousin, François-Joseph Gremand, de Riaz, dont la famille a conservé quelques lettres du père Tercier et même une de son fils.

Celui-ci avait encore un frère plus jeune, nommé Augustin, mais dont la conduite, pendant longtemps du moins, fut loin d'être un sujet de consolation pour sa famille. Après plusieurs années de service, il mourut, en 1759, aide-major de Philippeville, laissant une veuve accablée de dettes et chargée de trois enfants, deux filles et un garçon, sans autres ressources que la générosité de leur oncle Jean-Pierre, qui les recueillit tous chez lui, procura à la mère une seconde alliance, en intéressant pour elle la bienveillance dont le duc de Choiseul avait continué à l'honorer, et prit soin de l'éducation de son neveu et de ses nièces comme s'ils eussent été ses propres enfants.

Selon toute apparence, Jean-Pierre ne vit jamais le ciel de son pays d'origine. Rien du moins, dans ses écrits, ne semble laisser supposer qu'il ait fait en Suisse un séjour quelconque ; pas la moindre réminiscence, pas la moindre allusion.

Le jeune Tercier suivit d'abord les classes du collège Mazarin ; il étudia ensuite les principes et la pratique du droit civil sous les yeux du célèbre avocat Baizé, qui le traita comme un fils ; c'est à lui qu'il dut la place de confiance qui devait lui ouvrir une si honorable carrière.

C'est, en effet, sur la recommandation de Baizé que Tercier fut choisi comme secrétaire du marquis de Monti, nommé ambassadeur de Louis XV en Pologne. Partis de Paris le 25 mai 1729, ils arrivèrent à Varsovie le 4 juillet.

Nous ne suivrons pas notre compatriote dans ses pérégrinations lointaines : à Varsovie, à Dantzig, assiégé par une armée russe, assurant l'évasion du roi Stanislas, qu'il a déguisé en paysan, puis prisonnier du général Munich, tour à tour captif à Elbing, puis dans une forteresse près de Marienbourg, puis, pendant dix-huit mois, à Thorn, sur la Vistule, dans un cachot étroit et malsain, environné jour et nuit de sentinelles, la baïonnette au bout du fusil.

Rappelons seulement que, rendu enfin à la liberté, il revint en France en 1736, où il fut l'objet des bienfaits et de la protection soit du roi Stanislas, devenu alors duc de Lorraine, soit du roi Louis XV et de la reine, du cardinal de Fleury, du duc de Choiseul, du duc de Broglie, du marquis de Conti et du marquis de Praslin. Il reçut une pension, des lettres de noblesse (1749), fut nommé premier commis du ministère, place alors très considérable, et devint, dans le même temps, censeur royal. On sait que ce fut comme censeur royal que Tercier eut le malheur de compromettre sa position officielle, en laissant imprimer, en 1758, le fameux livre de *l'Esprit* par Helvétius. Tercier avait des ennemis ou des envieux ; ils prirent prétexte de cette approbation pour le rendre odieux à la reine. Il fut destitué des fonctions de premier commis des affaires étrangères.

En 1747, Tercier fut admis comme associé dans l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, et en 1763 il fut nommé académicien pensionnaire. Il fut également membre des académies de La-Rochelle, de Nancy et de Munich.

Il mourut le 21 janvier 1767, laissant deux filles et un fils, âgé alors de 7 ans, et dont les heureuses dispositions semblaient annoncer qu'il suivrait les traces de son père.

L'éloge de Tercier fut prononcé dans l'assemblée de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres par le secrétaire Charles Lebeau ¹⁾. Il en fut prononcé un autre, le 20 octobre suivant, à Nancy, par le chevalier de Solignac, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences et Belles-Lettres de Nancy.

1) *Histoire de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, XVII, 490.

11 juillet 1867.

M. *Gremaud* rappelle deux pertes toutes récentes que la société vient de faire: celle de M. Héliodore Ræmy, homme de lettres, et celle de M. F. Chassot, archiviste d'Etat, deux hommes qui ont fait honorer leur pays et rendu d'éminents services à la science et aux études historiques, l'un directement par ses travaux et ses publications, l'autre indirectement, mais d'une manière non moins digne de reconnaissance, par la complaisance et le dévouement intelligent et studieux qu'il avait toujours mis au service des historiens ou même des simples chercheurs et amateurs d'histoire.

M. *Chatton*, dans quelques pages encore incomplètes intitulées: *La Suisse au musée des Thermes et de l'hôtel de Cluny* nous fait connaître les nombreuses richesses de provenance suisse qui font l'ornement de la célèbre collection dont s'enorgueillit aujourd'hui la France. Il est vraiment à déplorer qu'un mercantilisme sans pudeur comme sans patriotisme ait fait prendre le chemin de l'étranger à tant d'objets précieux, à tant de trésors que nous sommes réduits désormais à poursuivre d'inutiles regrets.

M. *Charles-Auguste Vonderweid* donne lecture d'une longue lettre du 3 juin 1734 adressée par l'évêque Claude-Ant. Duding à son Excellence Jean-Henri Vonderweid, alors avoyer régnant, relativement au monastère de la Part-Dieu. On sait que cette chartreuse fut menacée plusieurs fois d'être supprimée dans le XVII^e et dans le XVIII^e siècle. Le gouvernement de Fribourg se sentait d'autant plus disposé à décider la suppression de cette communauté, que celle-ci n'était qu'une succursale de la grande chartreuse, et qu'elle avait compté plus d'étrangers que de Fribourgeois dans son sein. De longues négociations eurent lieu auprès du Saint-Siège; mais les instances des chartreux, la haute protection de la France et enfin la suppression de la Valsainte, en 1777, parvinrent à sauver la Part-Dieu.

La lettre épiscopale dont il est ici question avait un caractère purement confidentiel. Elle était destinée, paraît-il, à lever

les scrupules de l'avoyer Vonderweid, soit quant à la légitimité de la suppression en voie de négociation, soit quant au sort à réserver aux membres de la communauté. L'évêque Duding voulait la suppression de cette dernière, et c'est dans ce sens qu'il cherchait à faire pencher la haute autorité de l'avoyer. La chartreuse supprimée, les conventuels auraient été réunis à ceux de la Valsainte, et les bâtiments de la Part-Dieu convertis en séminaire diocésain, combinaison qui, selon l'évêque Claude-Anoine, devait offrir des avantages incontestables pour le pays.

Un document, que M. Ch.-Aug. Vonderweid soumet à l'examen de ses collègues, semblerait témoigner que, si l'avoyer Vonderweid n'était pas un ami déclaré des chartreux de la Part-Dieu, ceux-ci avaient du moins cherché à se concilier ses faveurs et son influence : nous voulons parler d'un acte sur parchemin, très joliment encadré de fleurs, orné des armoiries des familles de Vonderweid et de Reyff de Cugy (Jean-Henri Vonderweid, qui fut avoyer de 1730 à 1740 avait épousé Marie-Anne-Benoîte de Reyff de Cugy), et accordant à l'avoyer et à son épouse la participation à toutes les prières, messes, austérités, jeûnes, mortifications et bonnes œuvres quelconques qui se feront dans tout l'ordre des chartreux, et ce en reconnaissance des bienfaits accordés principalement à la maison de la Valsainte.

Nous avons dit que les négociations n'aboutirent pas, et nous en avons indiqués les motifs : il faut y ajouter des lenteurs calculées apportées par la cour de Rome dans la tractation de cette affaire, lenteurs dont l'évêque Duding se plaint aussi avec une certaine amertume.

M. *Gremaud*, président, dépose sur le bureau un exemplaire imprimé d'une loi somptuaire édictée, en 1721, par Leurs Excellences de Fribourg, sous le titre assez original que voici : *Ordonnance d'une nouvelle réforme d'Habit et Autres excès de dépence, fuite tant pour la Ville, que Pays du Canton de Frybourg*. Cette ordonnance, dont les exemplaires imprimés sont extrêmement rares, fut donnée « en suprême Sénat le 15 de may 1721. » Elle réglemente à peu près tout ce qui concerne la toilette et la manière de se vêtir, soit des dames et des

seigneurs de la noblesse, du sexe de la bourgeoisie privilégiée de la ville, soit des personnes de la bourgeoisie commune, comme aussi des *serantes foraines* et non bourgeoises, des officiers et autres bourgeois de la ville de Fribourg et ressortissants du canton, et enfin, des valets, dont il est dit textuellement: « Les habits de livrée, faux galons, passements et bords aux chappaux leur sont ottroyés. »

L'ordonnance rappelle aussi le règlement déjà préexistant relatif aux frais des enterrements. Elle s'occupe également des *baptizés* c'est-à-dire des baptêmes, et elle les *soumet aux règles suivantes*: « Toute sucrerie (sauf les pains de sucre, biscuits et maccarons) tant du côté des Parains et Maraines, que des Accouchées est défendue, aussi bien que les Toillettes brodées d'or, d'argent, de broccadelles, franges, dentelles et de velour, à la réserve de celles, qui estoient deia faites et indiquées dans les inventaires. »

Mais indépendamment de la question des costumes de l'époque, le côté le plus intéressant de l'ordonnance dont nous nous occupons, ce sont les considérants sur lesquels elle s'appuie: « Ayans considéré de près le triste état et situation du tems présent, premièrement en vûe d'une peste regnante en France: Et en second lieu par raport à une telle rareté d'Argent, que la ville et le pays en sont presque entièrement epuisés par la continuelle sortie d'jcellui à l'achat des danrées et marchandises estrangeres sans ressource d'en pouvoir faire rentrer à cause du trafil et commerce detruit en ce pays: C'est pourquoy pour au moins tâcher de detourner le premier flux de dessus notre Ville et pays par l'abaissement du grand luxe et habits superflus, en ordonnant à chaque Etat et Condition des Personnes un habillement modeste et convenable, ensemble retenir et conserver le peu d'argent restant dans ce Canton, Avons conclu, etc. »

M. *Gremaud* lit ensuite une notice sur Claude-Auguste Tercier, de Vuadens, neveu de Jean-Pierre Tercier, le savant et le diplomate dont nous avons parlé précédemment, notice, tirée en grande partie de la *Biographie universelle* de Michaud, *Supplément*, tome 83, page 408 et signée: *De Cayrol*.

7 novembre 1867.

M. *Gremaud* a le regret d'ouvrir la séance en rappelant une nouvelle et douloureuse perte éprouvée par la société, celle de M. Louis *Fragnière*, de Fribourg, enlevé, à peine âgé de 27 ans, au milieu d'une carrière qui s'était ouverte pour lui sous les plus riantes couleurs. Jeune homme très studieux, plein de courage et d'ardeur, M. F. avait été appelé au poste de vice-chancelier, mais il avait, peu de temps après, quitté la carrière administrative pour se jeter dans les luttes de la presse. Comme journaliste, il se fit surtout connaître par une publication appartenant au domaine politique et que par conséquent la société historique n'est pas appelée à apprécier ici. Il est mort sans avoir pu rendre les services que ses talents nous permettaient d'attendre de lui.

M. *Grangier* intéresse vivement l'assemblée par une communication orale sur un certain nombre d'objets antiques provenant, les uns des stations lacustres d'Estavayer et de Font, d'autres d'un ancien établissement romain dont on a découvert les ruines à Châtillon, au-dessus de Font. En ce qui concerne ces restes de la domination romaine, on n'y avait, jusqu'ici, découvert aucune trace quelconque d'inscription. Cette fois, M. Grangier a l'avantage de produire un fragment de beau marbre gris-jaunâtre avec la moitié de la lettre E ou F, parfaitement gravée et conservée ¹⁾.

Une autre des curiosités présentées par M. Grangier, c'est un boulet rond en pierre jaune, du diamètre de près de deux pouces, arrondi assez grossièrement au moyen du marteau. Ce boulet a été trouvé, et on en trouve encore en grande quantité dans les eaux du lac d'Estavayer, au-dessous du château. Un nombre considérable des mêmes boulets a été découvert dans les caves ou souterrains du château de Grandson. De quelle époque et de quel siège datent ceux d'Estavayer? C'est ce que l'on ne saurait préciser pour le moment.

M. *Grangier* lit quelques pages d'un ouvrage publié en France

1) *Nouv. étrennes fribourg.*, III, 98.

relativement aux différents emblèmes religieux en usage autrefois dans notre Europe occidentale. Le rond, le triangle et la croix, la croix surtout, sont les plus importants. On trouve la croix sous des formes extrêmement variées, et on en constate le culte préexistant chez des sectes religieuses, non idolâtres, et cela bien longtemps avant la venue de Jésus-Christ. Mais comment s'expliquer ce fait, à coup sûr très remarquable?

M. Grangier communique à la société un *Appel aux Suisses pour les engager à conserver les blocs erratiques*, signé par MM. J. Studer et Alph. Favre, et il exprime le désir que l'*Appel* soit entendu chez nous. D'assez nombreux blocs erratiques existent dans notre canton. On peut citer, en premier lieu, celui qui a donné son nom au hameau de Pierrafortscha, à une demie lieue de Fribourg, sur la route de Chevrollen. *Pierrafortscha* veut dire *pierre-fourchue, fendue*. M. le colonel Perrier s'associe, et avec lui toute la société, au vœu exprimé par M. Grangier, quant aux efforts à faire pour la conservation des blocs erratiques, au double point de vue de la géologie et de l'histoire. Chacune de ces masses porte à sa légende. Il en existe à Granges-sur-Villars (Grange d'Alph.) et au-dessus du village de Siviriez. Il y a quelques années que M. Attalens et Jongny, on en a exploité un en grand rose, et qui se trouve très rarement. M. Gremaud rappelle la présence de nombreux blocs erratiques dans la paroisse de Mortens, et surtout à Montet (Glâne). M. l'abbé Nicolet signale une *Pierru-Fortscha* entre Berlens et Mézières, et deux ou trois autres sur le territoire de cette dernière localité avec la dénomination assez singulière de *pierres du lièvre, du renard*, etc. A ce propos M. Nicolet rappelle la fameuse *pierre dite des mensonges* (la *pierra dei dzangliés*) au-dessus de Villarsiviriaux, que l'on voit encore au bord du sentier autrefois très fréquenté qui amenait au marché de Bulle les habitants de cette partie du Gibloux. Sur cette pierre, espèce d'asile inviolable, pouvait monter tout hardi passant qui, sous le voile transparent du mensonge, voulait faire entendre à l'un ou l'autre de ses compagnons de route quelque dure vérité. La *pierra dei dzangliés* de Villarsiviriaux ne rappelle-t-elle pas, moins la part des vérités, le *banc dei dzangliés* d'Estavayer?

M. Jeunet lit la préface d'un travail dont la première livraison vient de paraître avec de beaux dessins et fac-similé: *La vie de St-Guillaume, chanoine de Neuchâtel, 1196—1231*.

M. Gremaud met sous les yeux des sociétaires la très remarquable et magnifique statuette en bronze de Minerve, dont l'*Ami du peuple* donnait déjà, il y a quelques mois, la description suivante:

« Une découverte intéressante a été faite dernièrement à Lussy, près de Romont. Dans un pré marécageux, à un pied et demi de profondeur, on a trouvé une statue de Minerve en bronze, dans un très bon état de conservation. Elle est haute de 8 pouces, 8 lignes, soit 0 m. 265. La tête est recouverte d'un casque à visière allongée, surmonté d'une tête d'oiseau. La déesse porte la tunique longue, le péplum et l'égide avec une tête de Gorgone. Par dessus ces habillements s'étend le manteau que les Grecs appelaient *diplots*, qui passe sous le bras droit et est fixé sur l'épaule gauche. La paume de la main droite est appuyée sur la hanche et le bras gauche est élevé; il est probable que ce bras tenait une lance, qui aura péri par l'injure du temps. Les yeux sont en argent, et un bracelet de même métal orne le bras droit. On voit aussi des débris d'argent sur l'égide, sans qu'on puisse en déterminer l'usage. Cette statue présente un type peu commun. Le *diploïs*, en particulier, se voit rarement sur les statues de Minerve. L'exécution en est très soignée; le fini des détails, l'élégance des draperies, la dignité de la pose, tout dénote une période brillante de l'art.

« L'endroit où la statue a été trouvée s'appelle Boche-Ferraz; on n'y a découvert jusqu'à présent aucun autre vestige d'antiquités de l'époque romaine, et il ne paraît pas qu'il y ait eu de bâtiment dans le voisinage immédiat. Mais l'on sait par d'autres découvertes faites sur le territoire de Romont et de Mézières que cette contrée était habitée à l'époque romaine » ¹⁾.

Continuant à rendre compte des nouvelles découvertes archéologiques opérées dans le pays, M. Gremaud fait connaître que

1) Cette statue a été donnée à notre musée par M. Löffing, alors curé de Villaz-St-Pierre et plus tard de Fribourg. Un dessin en a été publié dans l'*Indicateur d'histoire et d'antiquités suisses*, 1867, pl. 4; ainsi que dans le *Chamois*, 1, 7^e livr.

des sépultures de l'époque *burgonde*, ont été mises au jour cette année à Attalens, au lieu dit *Réresse*, au midi et à 45 minutes d'Attalens, sur une colline couverte de bois jusque vers 1850. Ces sépultures, au nombre de 24, se trouvent placées au milieu de débris qui ont appartenu à une construction *romaine*. Outre les ossements, on en a exhumé quelques petits objets, soit en métal, soit en poterie, ainsi qu'une lame très arquée d'un couteau, et une agrafe dont le dessin rappelle exactement, sauf de très faibles variantes, les agrafes trouvées à Tronche-Bélon entre Riaz et Marsens et dont le *Mémorial fribourgeois* a donné la description et le dessin.

M. Gremaud termine par deux travaux écrits: 1° *Notice historique sur la fondation de l'hôpital de Gruyère*. Cette institution, qui possède aujourd'hui une fortune considérable, eut les commencements les plus modestes. Ce ne sont d'abord que des donations presque insignifiantes. Le charitable curé de Villardvolard, *Joly*, précédemment curé de Rougemont, donne, pour être érigée en hospice, la maison qu'il possède en la ville de Gruyères, avec quatre lits complets, et un cens de 40 sols lausannois. Il donne aussi au futur hôpital son bréviaire manuscrit en 2 volumes qu'une chaîne retient attachés à la paroi et qu'il met à la disposition des prêtres en passage qui voudraient y aller lire leur bréviaire. L'exemple du bon *Joly* trouva bientôt des imitateurs chez les comtes, les nobles et les bourgeois de la ville de Gruyères. Celle-ci a désormais un hôpital (1440-1445 ¹). 2° *Biographie de M. Dey*. Ces nouvelles pages sont consacrées à nous montrer M. Dey exerçant les fonctions pastorales à Lausanne, de 1826 à 1828.

M. *Schneuwly* donne lecture d'une lettre du roi Henri IV, écrivant à LL. EE. de Fribourg sous date du 4 décembre 1600 ²).

23 janvier 1868.

M. *Arthur Techtermann* soumet à l'examen de ses collègues un manuscrit appartenant aux archives de sa famille. C'est une

1) *Ami du peuple*, 1868, N° 4 et 6 et tirage à part.

2) *Nouv. étrennes frib.*, III, 85.

copie ancienne du renouvellement de l'acte d'alliance entre les cantons catholiques et les ligues et seigneurs du Vallais, le 2 octobre 1623. Suit une longue description de la réception faite par Fribourg aux députés de ses co-alliés et des fêtes qui eurent lieu à cette occasion ¹⁾.

M. Grangier exprime le regret que la jeunesse de notre canton tourne si peu ses regards vers les études et les recherches historiques et archéologiques. Ne pourrait-on pas, pour en développer le goût, donner des leçons d'archéologie dans nos principaux établissements scolaires, Collège de Fribourg, Ecole d'Hauterive, etc.? Le maître chargé de cet enseignement l'aurait bientôt popularisé en faisant passer sous les yeux de ses élèves une collection d'objets antiques des diverses époques, ainsi qu'une carte du canton indiquant les chaussées romaines, les stations lacustres et toutes les localités où l'on a fait des découvertes d'antiquités gauloises, romaines, burgondes, etc. Il serait vivement à désirer aussi que nos collections cantonales fussent réorganisées le plus tôt possible, méthodiquement et rationnellement disposées, ordonnées et cataloguées.

M. Grangier attire encore l'attention sur les découvertes plus nombreuses que jamais qui se font sur les bords du lac de Neuchâtel et surtout aux environs d'Estavayer; malheureusement la plus grande partie de ces objets sont perdus pour nous et prennent le chemin de l'étranger, ou du moins vont enrichir les musées de nos voisins, Neuchâtel, Lausanne, Genève, etc. Une station très riche existe entre Estavayer et Font, à 100 pieds environ du rivage, vis-à-vis et tout près d'une immense pierre connue des riverains sous le nom de *Pierre du mariage*. Circonstance fort singulière, on trouve entre les pilotis de cette station des débris de toutes les époques de notre histoire, depuis l'âge de la pierre jusqu'à l'ère romaine et même jusqu'aux temps modernes, car on y a découvert plusieurs monnaies d'argent à l'effigie de Louis XIV et de Louis XV. Pour la première fois aussi un crâne humain a été trouvé parmi des objets appartenant aux âges primitifs. Ce crâne est très large et aplati à sa partie supérieure. Il est déposé sur le bureau, ainsi qu'un bra-

1) *Mémorial de Fribourg*, IV, 219.

celet en bronze, un couteau et deux faucilles de même métal, des fers de lance, des épingles, une amulette ornée de dessins triangulaires, et enfin un vase de poterie grossière en excellent état de conservation. Nous noterons en passant que l'amulette et le crâne proviennent seuls du voisinage immédiat de la *pierre du mariage*.

M. Grangier termine en signalant quelques découvertes qu'il a faites près de Seedorf, entre autres sur la propriété dite la *Maison rouge*. A 150 pas du bâtiment principal s'élève une espèce de tertre composé tout entier de débris de l'époque romaine, tuiles, poterie, plâtres, ossements, tables ou tablettes de marbre, avec une colonne d'assez grande dimension ¹⁾. Entre la Maison rouge et le lac se trouve une élévation formée entièrement de sable, mais offrant à son sommet une série de pierres disposées régulièrement et formant un carré long. Ce qu'il y a d'étonnant dans cette petite colline de sable, c'est sa présence et son isolement au milieu d'un pays marécageux partout aux environs.

M. Gremaud donne ensuite l'analyse sommaire de la première partie de l'ouvrage publié par M. Albert Rilliet, sous le titre : *Les origines de la Confédération suisse*, Genève et Bâle, 1866.

M. Gremaud lit une lettre adressée par la B. Louise de Savoie à Messieurs de Fribourg au sujet de certaines redevances que le couvent de Mont-sainte-Marie (Jura français) avait à percevoir à Yvonand, qui faisait partie du bailliage mixte de Grandson ²⁾.

M. Jeunet ajoute à cette communication quelques détails sur la B. Louise de Savoie et sur le couvent de Mont-sainte-Marie, dont il a visité les ruines.

7 mai 1868.

M. Gremaud rappelle que la localité de Vuarmarens offre, sur plusieurs points, des restes nombreux de constructions

1) *Nouv. étrennes fribourg.*, III, 100.

2) Publiée dans la 2^e édition de la *Vie de la B. Louise de Savoie*, par MM. Jeunet et Thorin, p. 243.

antiques et il fait voir, à ce propos, un chapiteau de l'époque gallo-romaine, trouvé au milieu d'une foule de débris de toute espèce. M. G. donne aussi connaissance d'une lettre de M. R. *Montenach*, inspecteur des ponts et chaussées, relativement à la découverte faite dans une gravière, à Gumezens, de quatre squelettes, tous couchés, regardant l'orient. L'un pouvait être celui d'un jeune homme de 9 à 14 ans; deux autres étaient de taille moyenne; le quatrième avait près de 7 pieds et la structure des os dénotait les dimensions d'un géant. Du reste, point d'armes ni d'ornements.

M. *Grangier* fait circuler un certain nombre d'objets provenant de la station lacustre des Tenevières, dans les eaux d'Estavayer. On y remarque deux lames de couteau (bronze), dont la façon est exactement celle de nos rasoirs, et surtout un petit vase en poterie, qui, par son col évasé et sa forme toute particulière, paraît n'avoir été autre chose qu'un biberon.

M. *Grangier* donne ensuite lecture de quelques pages d'un manuscrit intitulé: *Lettres à un seigneur de l'Etat de Fribourg sur l'établissement d'une université catholique en Suisse*. Ces lettres d'un style large et élégant, ne portent ni date ni nom d'auteur, mais elles sont évidemment d'une main fribourgeoise et d'un écrivain de science et de talent.

M. *Gremaud* lit les 12 premières pages d'un travail sur la Tour-de-Trême, l'ancienne chàtellenie entre la Trême et l'Erbivue, qui servait d'avant-poste aux possessions des comtes de Gruyères du côté de Fribourg et de la Savoie.

Le chàteau principal, sur le massif de rocher où s'élève la tour actuelle, est mentionné pour la première fois dans un acte de 1271. Il était déjà en ruines vers le milieu du XV^e siècle. En 1349, lors de la guerre d'Everdes, les 60 hommes qui formaient la garnison de la Tour-de-Trême furent faits prisonniers et emmenés à Berne. Ils furent ensuite rachetés par le traité de Payerne, du 25 janvier 1350, pour la somme de 60 florins. En 1434, le syndic de la Tour était Pierre Vernaz. Nous y trouvons à cette même époque des Dafflon, des Sciobéret, des Cosandey, des Corboz, des de la Chenaux, qui sont, paraît-il, parmi les plus anciens noms de la localité. En 1451, les hommes de la

Tout reconnaissent que le comte possède la maison-forte ou le château de la Tour, soit les murailles de ce château construit autrefois au-dessus de la porte occidentale du bourg, ainsi que la motte sur laquelle il s'élève.

M. Gremaud termine ses communications en soumettant à l'assemblée: 1° une lithographie représentant le menhir de La-Roche (un joli dessin par M. Reichlen, professeur, à Bulle); 2° une vue lithographiée de la chartreuse de la Valsainte avec ses nouvelles reconstructions; 3° une édition de l'ouvrage de Plutarque, *De liberorum institutione*, de l'an 1568, enrichie de notes marginales par le chancelier Guillaume Techtermann.

26 novembre 1868.

M. Gremaud entretient la société du P. Jésuite Alexandre Bourquenoud, de Charmey, fils de l'ancien conseiller d'Etat, et mort dernièrement en Syrie à la suite d'un voyage scientifique aux ruines d'Antioche. Né à Charmey en 1824, Bourquenoud étudia d'abord au collège de Brigue, et entra dans l'ordre des Jésuites. Nous le trouvons, en 1848, professeur à Namur, où il se révèle comme botaniste distingué, entre autres par des travaux fort remarquables sur les cryptogames, puis à Rome, où il est allé terminer ses études théologiques, puis en Syrie, ensuite, après son retour en Europe, occupant à Paderborn une chaire de langue hébraïque et enfin de nouveau en Syrie. Le P. Bourquenoud a publié différents mémoires d'une valeur incontestable au point de vue des sciences philologique et archéologique. Nous mentionnerons les suivants:

- 1° Mémoire sur les ruines de Séleucie de Syrie (1860);
- 2° Etude sur le culte d'Adonis (1861);
- 3° Sur Emmaüs (1863);
- 4° Distractions de M. Renan (1863);
- 5° M. Renan et la grammaire hébraïque (1863);
- 6° Voyage dans le Liban (1864—65).

M. Grangier continue la lecture, commencée dans la séance précédente, des lettres inédites d'un savant fribourgeois à un

magistrat de son canton en faveur d'une université catholique à Fribourg (1730 à 1740).

M. Jeunet communique la préface d'une *Vie de la Bienheureuse Louise de Savoie*.

M. Gremaud soumet à l'examen de ses collègues un manuscrit du XV^e siècle, trouvé à Hauterive et ayant pour titre (en latin): De l'art de bien mourir, par *Pierre Pittet*, chapelain d'Estavayer-le-Lac, curé de Treyvaux (1445). Sur l'un des feuillets on lit que ce livre fut donné par le copiste, le 28 novembre 1449, à don Jean *Communaul*, moine d'Hauterive.

M. Léon Remy lit une notice pleine d'intérêt sur le chapitre collégial de St-Nicolas, et retrace les longues difficultés que ce chapitre eut à soutenir pour obtenir soit l'érection de son église en collégiale, soit l'incorporation d'un certain nombre de bénéfices ecclésiastiques.

Un document intéressant occupe aussi un moment l'attention des sociétaires: c'est la bulle de nomination de Claude-Antoine Duding, comme évêque de Lausanne (1716). Cet acte, vrai chef-d'œuvre de calligraphie, est orné selon l'usage de majuscules et d'arabesques curieuses.

M. Gremaud clôt la série des communications écrites par la lecture des premières pages d'une notice sur le séminaire de Fribourg. L'auteur de ce travail raconte les efforts tentés dès le commencement du XVIII^e siècle pour la fondation de cet établissement, ainsi que les donations importantes faites dans ce but par André-Joseph Rossier, d'abord, puis par les chanoines Jean-Udalric de Praroman et Jean-Daniel Reyff. Divers détails, empruntés en grande partie à des correspondances de cette époque (1719—1733), font connaître les hommes qui s'intéressaient le plus vivement alors à la fondation d'un séminaire diocésain.

25 janvier 1869.

M. Jeunet lit une notice sur le pèlerinage de *Notre-Dame de l'Epine* dans la paroisse de Berlens ¹⁾.

1) *Revue de la suisse catholique*, V.

M. *Gremaud* communique quelques faits curieux qu'il a trouvés consignés dans les manuscrits de François-Ign. Castella; ainsi, sur Philippe Landerset, colonel au service du Portugal, chevalier de l'ordre du Christ, gouverneur de la Mozambique et vice-roi de Goa. Philippe Landerset, dont la mère avait été une Perriard, de la Tour-de-Trême, se maria, aux Indes, avec une demoiselle Bourquenoud, dont les parents étaient aubergistes à Vaulruz.

En 1784, et le 21 avril, nous raconte la chronique Castella, un « ballon aérostatique » fut lancé à Bulle, par un des frères Majeux, de la localité. Ce fut un événement. Le ballon, dont la marche fut d'abord inquiétée par un commencement d'orage, prit ensuite bravement la direction de la Berra, et s'en alla tomber du côté de Planfayon!!!

En 1785, le gouvernement de Fribourg appelle les frères Verdan, de Sugiez, pour entreprendre une fabrique d'indiennes, et leur prête sans intérêt, pour 20 ans, 20,000 écus bons, à charge d'occuper constamment 200 enfants.

En 1785, grande fête à Morat, le 12 juillet, jour où Franç.-Maur. Techtermann entre en possession de son bailliage. Un des ancêtres du nouveau bailli s'étant distingué à la bataille de Morat, des honneurs tout particuliers sont faits à ce dernier; on a organisé, entre autres, une compagnie de 38 Suisses costumés selon les traditions antiques: grosses barbes noires, grosses culottes blanches, gilets rouges, écharpes bleues et hauts chapeaux; ils sont armés de vieilles hallebardes et de vieilles épées qu'on appelait des *épées à bataille*. Mais, comme c'est de l'arsenal de Fribourg que sont sortis armement et équipement, la compagnie vient, quatorze jours après, rapporter le tout solennellement et fait son entrée à Fribourg, précédée d'une musique jouant « une marche turque de bon goût. » Une affluence considérable se précipite dans les rues de la capitale. On admire les Moratois, leur magnifique tenue, les riches panaches qui décorent leurs chapeaux. Le joaillier de Morat a orné le sien de dix à douze tours de pierreries que l'on estime valoir 10,000 écus.

M. *Grangier* soumet à l'examen de ses collègues un certain

nombre d'objets trouvés récemment soit dans la station lacustre d'Estavayer, soit sur l'emplacement de l'établissement romain de Châtillon. Un autre objet attire particulièrement l'attention : c'est un tout petit vase en chêne avec son coussinet, fait sur le modèle des vases en poterie avec un morceau de pilotis d'une station lacustre. La provenance et la haute antiquité de ces pilotis, la remarquable beauté de leur bois d'un noir d'ébène, l'élégance que ce bois prend si aisément sous le ciseau du tourneur et sous le couteau du sculpteur, tout semble concourir à révéler ici les éléments d'une industrie nouvelle et peut-être même d'une lucrative spéculation. En effet, si les palafites de nos lacs sont condamnés à quitter les eaux au fond desquelles la main industrielle de nos pères les a enfoncés il y a quelque deux ou trois mille ans, ne vaut-il pas mieux qu'ils nous soient conservés moyennant certaines métamorphoses, sous forme de toutes espèces d'objets, utilité, toilette ou luxe, que d'être ignominieusement et prosaïquement employés à chauffer les poêles ou à faire cuire des pommes de terre?

M. Grangier lit ensuite « deux plans relatifs aux pieuses intentions de messieurs du Noble Conseil de Stavayer dans le dessein d'appliquer le fruit de leur économie dans l'administration de l'Hôpital au soulagement et instruction des pauvres. »

Le premier de ces plans (1767) consistait dans l'établissement de deux infirmières publiques, ayant chacune leur quartier respectif à desservir et chargées d'aller soigner les malades et les vieillards pauvres au domicile de ces derniers, de faire leurs lits au moins une fois par jour, etc. Elles devaient aussi faire deux fois par an, chacune dans son quartier, « la quête des vieux linges et drilles commodes pour les pansements des blessés et autres. »

Le second plan établissait une maîtresse à filer, coudre et tricoter, chargée d'enseigner ces différents travaux aux pauvres filles bourgeoises, et cela tous les jours de travail depuis le matin jusqu'au soir, à commencer à la St-Martin pour finir à Pâques. Le Noble Conseil fournissait à ces jeunes personnes rouets, quenouilles et aiguilles, et faisait don du rouet et de la quenouille à celles qui avaient le mieux profité de ces leçons.

Enfin le vendredi 19 février 1768, messieurs du Noble Conseil de Stavayer, considérant « que la plus utile, la plus ancienne, et la plus nécessaire de toutes professions et celle qui a le plus de convenance dans notre position, consiste dans l'agriculture, qui ne peut être assez perfectionnée, » instituent des prix consistant en une charrue, 6 pelles, 6 hoyaux et 6 pioches, afin de récompenser ceux qui se seront le plus distingués dans les différentes branches de l'agriculture, « dans l'enceinte de la messellerie de ce lieu. »

M. Schneuwly lit le procès-verbal d'une curieuse enquête faite à Fribourg, en 1396, dans le but de découvrir l'auteur d'un vol de 100 florins commis au couvent des Augustins. Il paraît qu'à cette époque on avait quelquefois recours aux sortilèges et aux signes cabalistiques, lorsqu'on voulait appréhender un voleur.

M. Gremaud lit la suite de sa notice historique sur l'établissement du séminaire de Fribourg. Ouvert d'abord, fin 1796, dans l'aile occidentale du collège de Fribourg, le séminaire fut dissous le 2 mars 1798 lors de l'entrée des Français à Fribourg, et transformé en hôpital militaire; il fut de nouveau ouvert en 1807 à la Neuveville, d'où il vint, en 1828, occuper enfin le magnifique emplacement d'aujourd'hui.

M. Léon Remy communique une pièce de vers avec quadruple acrostiche, un vrai tour de force, composée par un moine d'Hauterive (1671), à l'occasion du mariage de Nicolas Fivaz (frère de Candide, alors abbé d'Hauterive) et d'Elisabeth de Fraroman. Cette pièce de vers est imprimée sur satin au milieu d'une guirlande de fleurs, que surmontent les écussons des deux époux.

22 avril 1869.

M. Ruffieux lit un long et intéressant travail consacré aux premières origines de la ville de Fribourg et ayant pour titre : *Les origines historiques dans la ville de Fribourg et dans ses environs*.

Le Courrier, 1869, N° 68—74.

M. Gremaud met en circulation une pièce assez curieuse, qui se rattache à l'organisation intérieure de nos anciennes abbayes ou corps de métier; c'est une espèce de passeport ou de certificat d'apprentissage ou de recommandation, délivré à un jeune ouvrier gypseur, orné d'un beau dessin de la ville de Fribourg et revêtu de la signature d'un des prud'hommes de l'abbaye des maçons et du maître chez lequel le jeune homme a travaillé.

M. Grangier signale un récent article publié par M. Keller, de Zurich, dans l'*Indicateur des antiquités suisses*, sur un certain nombre d'objets très rares pour la plupart, trouvés dans les palafites d'Estavayer et communiqués par M. Grangier. à M. Keller.

M. Grangier signale encore, dans le même ouvrage, un article d'un écrivain fribourgeois: *Explications pour accompagner la carte de la Suisse sous la domination romaine*.

M. Gremaud rappelle que les archives de Turin renferment une quantité considérable de documents précieux relatifs à notre histoire cantonale, et il donne une analyse rapide de quelques-uns des plus importants. M. G. attire en même temps l'attention sur le testament de Jacques de Riggisberg (archives du canton de Vaud) donnant, en 1256, sa maison, un vaste jardin et ses dépendances aux Cordeliers, à la condition que, dans l'espace de trois ans, ces religieux viennent y bâtir une église et s'y établir en communauté. Cet acte prouverait donc qu'à la date prémentionnée, le couvent des Cordeliers n'existait pas encore, que son véritable fondateur fut, non pas le comte de Kybourg et sa sœur Elisabeth, comme on l'a raconté jusqu'ici, mais bien Jacques de Riggisberg, et qu'enfin il faut faire remonter la fondation de ce couvent, non pas à l'an 1237, mais au plutôt à l'an 1260 ou 1265 ¹⁾.

M. Gremaud analyse ensuite un document récemment découvert dans nos archives par M. l'archiviste Schneuwly. Il s'agit d'une convention conclue en 1446 avec un monnayeur, pour une frappe de monnaie. Ce qui ajoute un intérêt particulier à ce

1) Ce document a été, plus tard, traduit et publié par le R. P. Nic. Rædlé, dans la *Revue de la Suisse cathol.*, XIII, 664.

document, c'est la description très détaillée, et accompagnée de dessins fidèles, qu'il donne des cinq sortes de monnaie que l'Etat de Fribourg va faire frapper, avec l'indication exacte des noms et de la valeur de chacune de ces pièces ¹⁾.

25 novembre 1869.

M. Jeunet lit une dissertation consacrée à relever trois erreurs principales dans lesquelles est tombé, à propos du comte Louis de Neuchâtel, le savant auteur et éditeur du *Musée historique de Neuchâtel et Valengin* et des *Monuments de Neuchâtel*, M. G. Matile.

M. Schneuwly communique une étude historique sur l'ancienne seigneurie de *St-Aubin en Vully*, jusqu'au moment où elle devint un bailliage fribourgeois (1691). L'existence de Saint-Aubin est déjà attestée au XI^e siècle.

Le P. Apollinaire fait observer, à ce propos, que la commune de Saint-Aubin est probablement une de celles qui présentent les plus anciens comptes. Ceux de Saint-Aubin remontent à la fin du XV^e siècle.

Le P. Apollinaire donne ensuite l'analyse des différents actes et documents relatifs au canton de Fribourg, déposés aux archives du monastère du Grand-Saint-Bernard.

M. Gremaud fait connaître un savant fribourgeois qui s'est acquis un certain renom en France, à la fin du dernier siècle et au commencement de celui-ci. Nous voulons parler de Jean Delatinaz, de Grandvillard, auteur d'un *Dictionnaire topographique, historique et étymologique des rues de Paris*, ouvrage fort curieux, qui eut, paraît-il, les honneurs d'un véritable succès, puisqu'une seconde édition en fut publiée en 1817.

Delatinaz ou De la Tynna (né en 1764, mort en 1818) fut d'abord employé de la ville de Paris, puis il s'établit comme libraire et se fit le créateur de l'*Almanach du commerce de Paris*, publication qui ne tarda pas à prendre une très grande extension et devint même un livre tout à fait européen, surtout dans les années 1813 et 1814.

¹⁾ *Bulletin de la société suisse de numismatique*, I, 140.

La *Biographie universelle* de Michaud renferme une notice consacrée à notre compatriote gruyérien. (T. 84, p. 349.)

M. *Arthur Techtermann*, communique deux parchemins concernant la seigneurie de Tornay (1360 et 1590), et signale l'existence d'un grand nombre de tumuli et de débris d'autres monuments antiques, celtiques ou gallo-romains dans beaucoup de communes appartenant à son arrondissement forestier, notamment dans celles d'Orsonnens, Massonnens, Villarimboud, Chénens et Morlens.

M. *Grangier* entretient l'assemblée d'un certain nombre de blocs échelonnés, 20 à 25, à distances à peu près régulières, sur un parcours d'environ 200 pas, à partir du port de Font. Ces blocs, sur lesquels se voient des bassins ou creux évidemment artificiels, rappellent ceux que l'on connaît dans le canton de Vaud sous le nom populaire de *pierres aux écuellés*. Parmi ceux de Font il en est un qui porte cinq de ces écuellés, circonstance qui le rend parfaitement semblable à un bloc de même nature et ayant eu sans doute la même destination que M. Keller a fait remarquer à notre compatriote dans la ville même de Zurich, en lui assignant une haute antiquité et une grande valeur archéologique.

M. *Gremaud* continue la lecture de la biographie de M. le curé Dey, depuis son arrivée à Ependes en mars 1828, jusque vers l'an 1840.

27 janvier 1870.

M. *Gremaud* met en circulation une monnaie d'or d'une extrême rareté, acquise récemment par le Musée cantonal et trouvée dans l'un des tombeaux découverts dernièrement entre Corpataux et Illens. Selon M. Mommsen, cette pièce de monnaie devrait être attribuée aux Salasses, peuple celto-ligurien des Alpes, habitant la haute vallée de la Doire-Baltée et soumis par les Romains vers 143 avant Jésus-Christ. Elle remonterait, par conséquent, au I^{er} et peut-être au II^e siècle avant Jésus-Christ. Un exemplaire, d'un type à peu près semblable, a été trouvé à Domdidier. On en a trouvé aussi en Vallais. M. Meyer, de Zurich,

dit que ce sont les monnaies les plus anciennes et les plus rares de la Suisse ¹⁾.

Il est donné lecture d'une notice du P. *Nicolas Rædlé* sur la famille d'Oudelhard, comte de Sogren, et sur les comtes de Thierstein, pour ce qui concerne spécialement le canton de Fribourg et les deux châteaux de Vivy, rédigée en grande partie sur les archives de l'Etat et surtout sur celles de la famille Féguely de Vivy. Cette notice a pour but de prouver, et c'est ainsi qu'elle conclut, que le comté de Tir, où se trouvait, en 1082, le château d'Arconciel (*Castrum Arconciacum cum ipsa villa posita in pago Ochtlenden in comitatu Tirensi*) avec une partie de l'Uchtland, n'est pas autre chose que le comté de Thierstein, et qu'Oudelhard, fondateur de Frienisberg, cofondateur de Mariastein, appelé tantôt de Sogren, de Seedorf et de Vivy, est un comte de Thierstein. La seigneurie d'Arconciel comprenait tout le territoire actuel des villages de Marly, Ependes, Praroman et Treyvaux.

M. *Majeux* communique quelques notes manuscrites laissées par un nommé Clerc, bourgeois et gouverneur de l'église de Gruyères. Nous en détachons les passages suivants, en conservant l'orthographe originale :

« Le 27 d'aoust 1679, le tonnerre tombast sur nostre clocher, lequel brulast tout le clocher et les estages et toutes les cloches, excepté la petite que l'on jettast bas sans se casser, et beaucoup de peine que l'on a eue à sauver le corps de l'église.

« L'hautel du Rosaire et de sainte Catherine et de saint Antoine de Padoué furent bastir tout neuf dans le temps que j'estois encore gouverneur (vers 1692) et je fist encore ballayer la nef du cœur et du corps de l'église, ce qui n'avoit pas esté fait il y avoit quarante ans au rapport des plus anciens de la ville.

« L'an 1697 l'on pendit un jeune garçon âgé de 17 ans, nomme Pierre Voirat (ou Noirat), de Savoye, pour avoir fait plusieurs voleries et commencé à voler dès l'âge de sept ans. Dieu luy fasse miséricorde. Il a été fort contrit et repentant.

1) *Indicateur d'antiquités suisses*, 1870, p. 146.

« Le 4 jour d'octobre 1702, l'on brisast et jetast au feu tout en vie un Etienne Bourgeo (Bourgeaud) de Morens, bailliage de Lausanne, pour des crimes énormes et abominables, âgé d'environ 20 à 24 ans. Dieu luy fasse miséricorde. »

M. Gremaud lit un intéressant travail relatif à la métralie de Romont, aux obligations, attributions, droits et avantages pécuniaires attachés à cet office.

M. Gremaud donne ensuite quelques détails: 1° sur Guillemette ou Guillermète de Gruyères, épouse de Louis II de Poitiers, comte de Valentinois et de Diois, laquelle devenue veuve en 1409 entra peu après dans l'ordre de Ste-Claire et finit ses jours dans le couvent des Clarisses de Vevey ¹⁾; 2° sur le fribourgeois Jean Genoud, prêtre des Missions étrangères, né en 1650, martyrisé dans le Pégoul (Indo-Chine) probablement vers l'an 1693 ²⁾;

M. Gremaud termine la série de ses communications par les suivantes: 1° l'acte par lequel Amédée VIII (1399) inféode la seigneurie de Grandson au fameux Gérard d'Estavayer après son duel avec Othon de Grandson; 2° la lettre royale de Charles IX créant chevalier l'avoyer fribourgeois Lanthen-Heydt; 3° une circulaire du gouvernement fribourgeois (1816), signée par l'ancien avoyer Werro et le chancelier Appenthel, interdisant les représentations théâtrales dans les communes de la campagne.

M. Grangier lit quelques extraits des manuscrits de feu son oncle le chanoine Grangier, qui a recueilli des notes précieuses sur la ville d'Estavayer et ses environs. Nous apprenons, entre autres, par un ancien règlement du conseil de la ville que « tout conseiller convaincu d'avoir révélé ce qui aura été délibéré en conseil, en rapportant l'opinion de ses confrères, sera amendable de deux pots de vin, qui seront bus en conseil. »

1) M. Gremaud a fait cette communication pour rectifier une erreur de sa notice sur *sainte Colette à Vevey*, dans laquelle, suivant la vie de cette sainte par le P. Sellier, il avait cru qu'il s'agissait d'une duhessa de Valentinois, fille d'Amédée VIII, duc de Savoie.

2) V. le *Dictionnaire des paroisses du canton de Fribourg*, par le P. Apollinaire Dellion, III, 180.

12 mai 1870.

M. Ruffieux donne un aperçu sommaire sur de récentes découvertes archéologiques faites à Corpataux, à Ponthaux et à Nonens.

M. J. Schneuwly lit un long mémoire sur l'origine des communes *rurales* du canton de Fribourg (XII^e et XIII^e siècles), et s'applique à démontrer que primitivement les communes n'étaient que de simples *consorités* ou *sociétés d'usufruitiers*, sans posséder le droit de conférer la bourgeoisie à titre héréditaire. Le sujet traité par M. Schneuwly offre, comme on le voit, un puissant attrait de nouveauté, car nous pensons que cette matière n'a pas encore été traitée chez nous, au moins d'une manière aussi complète. La seconde partie de ce travail, celle que nous appellerons volontiers la partie moderne, et qui s'occupe spécialement de la statistique, de la vie et de la situation de nos communes *actuelles*, a été élaborée par les soins de M. Jaquet, député aux Etats ¹⁾).

M. Jeunet fait part de ses recherches sur le décanat de St Guillaume, dans le Jura. Ce décanat, appartenant à l'évêché de Lausanne, en fut détaché en 1789 pour entrer dans le diocèse de Neuchâtel.

M. Wicht soumet d'intéressants parchemins concernant la châtellenie de Corserey, qui existait déjà en 1500.

M. Wicht rappelle, en outre, quelques faits historiques relatifs au village même de Corserey, et il émet l'opinion que cette localité a été autrefois beaucoup plus considérable et plus peuplée qu'aujourd'hui. On sait d'ailleurs que Corserey, terre avouennaise, fut saccagée après la bataille de Morat par les Fribourgeois et les Bernois.

21 juillet 1870.

On sait qu'une importante voie romaine reliant l'Italie à la Gaule méridionale partait de Milan, franchissait le Mont-Joux (Saint-Gothard), touchait à Martigny, Massonger, Villeneuve, Vevey,

¹⁾ Ce mémoire a été publié dans l'ouvrage intitulé : *Allgemeine Beschreibung des Kantons Fribourg, im Verein mit einer Anzahl Schweizer Gelehrten und Staatsmänner*, par M. Wirth, II, 207.

Bromagus ou Viromagus, Moudon, Avenches, Soleure et Augusta Rauracorum. On a beaucoup discuté pour déterminer l'emplacement de la station appelée Bromagus, dans l'itinéraire d'Antonin, et Viromagus dans la table de Peutinger. Faut-il la placer au lac de Bret ou à Promasens, dans le canton de Vaud ou dans celui de Fribourg? L'opinion généralement accréditée aujourd'hui est en faveur de Promasens, voisin du hameau fribourgeois de Villangeaux. En confirmant cette opinion et en rappelant qu'il a été trouvé dans cette dernière localité, ainsi qu'à Ecublens, des tuiles et de nombreux débris romains, M. *Gremaud* cite un ancien quernet du commissaire Balay, remontant à 1403 et portant que des terres de Villangeaux étaient situées en *Lestra, juxta viam de Lestra*. Or notre mot patois *lestra* ou *estra* n'est autre chose que le mot latin *strata*, particulièrement employé pour désigner une voie romaine. Tout semble donc indiquer que cette route avait une station à Promasens, franchissant la Broye, continuant sur la rive gauche de cette rivière pour arriver à la station suivante de Moudon, en passant par Villangeaux.

Le P. *Apollinaire* communique : 1° une publication de M. Ch. de Bons sous le titre : Origine et généalogie de la famille de Bons ; 2° une copie du testament de l'évêque Strambino ; 3° une lettre du gouvernement de Fribourg au pape Innocent XI, de l'an 1686 ; 4° un extrait des archives du couvent des Capucins de Fribourg, d'où il résulte qu'en 1729 la ville d'Estavayer avait cherché à remplacer chez elle les PP. Minimes par des PP. Capucins ; 5° des extraits tirés des redevances féodales de Charmey et où l'on trouve de nombreux noms de famille existant aujourd'hui encore dans la contrée, tels que ceux des Bourquenoud, Niquille, Mossu, Chapalley, Pistola ou Pétolaz, etc.

M. *Gremaud* lit une étude très intéressante sur les châtellenies et le bailliage du pays de Vaud sous la domination de la Savoie, sur les droits et obligations des fonctionnaires et officiers publics, et notamment du châtelain de Romont, etc.

17 novembre 1870.

M. *Gremaud* rend compte d'une trouvaille faite, en août dernier, dans le village de Vaulruz, lors de la démolition d'un

vieux mur. Il s'agit d'environ 90 pièces de monnaie, dont 78 ont été déterminées par M. Gremaud. Sur ce nombre, 49 sont des Visconti de Milan, 17 des comtes de Genevois, 39 des comtes de Savoie, 2 des princes d'Achaïe et une seule de l'évêché de Lausanne, fait qui semble offrir une certaine particularité. L'enfouissement de toutes ces monnaies paraît avoir eu lieu dans l'une des dernières années du XIV^e siècle. Parmi les pièces signées les plus intéressantes, nous citerons celles des frères Galeas II et Barnabas, co-seigneurs de Milan, qui régnèrent, le premier de l'an 1354 à 1378 et le second de 1354 à 1385. Plusieurs de ces monnaies resteront au Musée cantonal.

M. le professeur *Grangier* soumet à l'examen de l'assemblée une trentaine d'objets lacustres, appartenant tous à l'âge de la pierre : coins ou hachettes de tous calibres, flèches, lances, poignards, poinçons ou alènes, ciseaux, pesons ou disques en silex, en serpentine, en os, en néphrite, etc., et même, chose extrêmement rare encore, une petite scie. Ces objets proviennent de la tenevière d'Estavayer, et tous ont été recueillis par M. Grangier lors de la baisse exceptionnelle signalée cette année dans les eaux du lac de Neuchâtel.

M. *Wicht*, chapelain à Corserey, lit une notice historique consacrée à cette dernière localité. Fidèle à l'opinion qu'il a déjà exprimée antérieurement, M. Wicht constate que Corserey a été beaucoup plus important dans les temps anciens ; qu'un grand nombre de maisons disposées sur deux rangées régulières ont existé dans le pré dit de la Colombève, où l'on trouve encore aujourd'hui de nombreux débris de solides constructions en maçonnerie. Corserey, terre savoisiennne, ayant été pris et incendié par les Fribourgeois en 1477, il s'en suivit une émigration en masse vers le pays de Vaud. Des familles dont on retrouve les noms à l'époque antérieure aux événements de 1477, deux seules subsistent encore aujourd'hui dans le village, celles des Vuarnoz et des Lottaz.

M. Wicht mentionne l'existence à Corserey d'un vieux manoir dont les ouragans de ces dernières semaines ont détruit à peu près les derniers vestiges, et qui était remarquable par ses tuiles contemporaines ou sœurs de celles du château de Corbières et

de l'église de Saint-Nicolas, ainsi que par un poêle dont le style attestait la plus haute antiquité. On voit dans la chapelle de Corserey un ancien vitrail d'une riche composition. D'autres vitraux, plus beaux encore, ont été, il y a quelques années, vendus à vil prix à un explorateur étranger.

Le P. *Apollinaire* soumet quelques anciens manuscrits intéressant l'histoire cantonale. Nous y remarquons une copie de la lettre originale de la délimitation de la seigneurie de Pont, du comté de Romont, en 1507.

M. *Gremaud* remet ensuite à chacun des membres présents une notice sur M. Meinrad Meyer, mort récemment, bibliothécaire cantonal et curé de la paroisse de St-Jean à Fribourg, fondateur, membre et pendant longtemps président de la société cantonale d'histoire.

M. Gremaud clot la série des communications écrites par la lecture des quelques pages sur l'histoire de la ville de Bulle ¹⁾.

26 janvier 1871.

Le P. *Apollinaire* lit quelques notes sur les habillements et l'ameublement dans le district de la Glâne, de 1550 à 1700, extraites des constitutions de dots et des actes de partages.

M. *Schneuwly* communique la suite de son travail sur les communes, comprenant les bourgeoisies proprement dites, les communes sous la République helvétique, l'Acte de Médiation et la Restauration.

M. *Wicht* donne des détails, accompagnés de dessins, sur d'anciens canons enlevés au duc de Bourgogne à la bataille de Morat. L'un de ces canons se chargeait par la culasse.

M. *Gremaud* continue la lecture de sa notice sur Bulle.

4 mai 1871.

M. *Gremaud* entretient l'assemblée de deux fragments d'inscription qui se trouvaient autrefois encastés dans la muraille

1) Archives de la société d'hist. du cant. de Fribourg, t. III.

intérieure de l'église de Morens. Feu le curé Curty doit avoir révélé à Combaz l'existence de ces inscriptions (V. plus bas, p. 86).

13 juillet 1871.

M. *Gremaud* rend compte d'une importante acquisition que vient de faire notre bibliothèque cantonale. A la fin du siècle passé, l'abbé Girard, bien connu par ses travaux historiques aujourd'hui si recherchés, reçut en don de M. le baron de Zurlauben, avec lequel il était lié, une certaine quantité de documents officiels provenant du canton de Fribourg. De qui l'historien Zurlauben les tenait-il ? On l'ignore. D'un autre côté, le même abbé trouva en 1798, dans un galeas de Fribourg, peut-être celui de l'hôtel du gouvernement, un amas considérable de prétendues paperasses recouvertes d'une épaisse couche de poussière et de toiles d'araignées. Il demanda la permission de choisir ce qui lui conviendrait, et elle lui fut accordée par le singulier motif que ces actes étaient enregistrés aux archives de l'Etat et ne pouvaient intéresser que des *curieux* ! M. l'abbé, qui ne craignait pas la poussière, se coua et ramassa tant et si bien qu'il fit ainsi une collection de plusieurs milliers d'actes et pièces de toute nature, mais surtout de correspondances. Malheureusement, en 1805, il se vit obligé d'aller vendre le tout à Berne chez un riche amateur. Le magistrat bernois établit dans ces actes un ordre à la fois chronologique et systématique, en fit 15 volumes in folio, qu'il conserva dans la bibliothèque de sa famille. C'est là que cette collection reposait, ignorée de la plupart ; M. le bibliothécaire cantonal fut assez heureux d'en obtenir la cession moyennant équitable indemnité en faveur du propriétaire, lequel se montra dans cette circonstance plein de désintéressement et de bienveillance pour notre canton. Pour donner une idée de la valeur et de l'importance de cette acquisition, nous indiquons ci-après en résumé le contenu des 15 volumes.

Les trois premiers renferment des recès soit procès-verbaux de diètes et conférences de 1468 à 1589 ; le 4^{me} provenant de M. de Zurlauben, des instructions données de 1522 à 1555 aux délégués fribourgeois dans ces diètes et diétines ; le 5^{me}, des

mélanges relatifs aux guerres de Bourgogne, à la Savoie, à la France, à l'Empire (1465-1589); le 6^{me}, d'autres mélanges concernant les guerres d'Italie, le Vallais, et des lettres des comtes de Gruyères (1483-1550); les 9 volumes suivants consistent tous en lettres adressées à l'Etat de Fribourg par des cantons, des capitaines fribourgeois pendant les guerres de Bourgogne, de Souabe, d'Italie, par les rois de France Charles VIII, Louis XII, François I^{er} et Henri II, par des évêques de Lausanne, etc., etc.

Passant à un autre sujet, M. Gremaud exhibe quelques-unes des médailles d'or et d'argent que Mgr Marilley a reçues en don du St-Siège dans son dernier voyage à Rome et qu'il a bien voulu donner à notre musée d'antiquités. Les médailles exhibées sont au nombre de 8 et toutes ont été frappées en commémoration des derniers événements qui ont marqué l'histoire de l'Eglise et de Rome, tels que la consécration de l'église St-Paul hors des murs, qui avait été incendiée; l'anniversaire dix-huit fois séculaire de la mort de St-Pierre et de St-Paul; la canonisation des martyrs japonais, la proclamation du dogme de l'Immaculée Conception, la restauration d'une galerie du Vatican et l'ouverture du dernier concile. Une médaille en or offre cette particularité que le métal qui la compose provient d'une mine de l'Australie dont on a offert les prémices, soit le premier lingot à Sa Sainteté.

A la suite de ces explications verbales, M. Gremaud donne lecture du commencement d'une notice qu'il a entreprise sur le château et la seigneurie de Rue. Il est déjà fait mention du château en 1155, et un acte de 1337 prouve qu'il venait d'être détruit. La seigneurie était, avant de dépendre de la Savoie, un fief des comtes du Genevois.

15 février 1872.

M. Grangier, professeur, commence la série des communications et produit le 3^e volume des *Annales d'Estavayer*, manuscrits laissés par feu Dom Grangier. Cette riche collection contient un grand nombre de documents relatifs à cette ville, parmi lesquels figure un curieux traité d'alliance conclu en 1508 entre

les habitants d'Estavayer et de Payerne et dont M. Grangier donne lecture ¹⁾

M. *Wicht*, chapelain à Corserey, fait connaître un intéressant mandement du siècle passé, par lequel Mgr Jacques Duding, évêque de Lausanne, recommande l'étude du plein chant au clergé de son diocèse, qui, paraît-il, négligeait cette partie de ses fonctions.

M. *Gremaud* indique les pièces de monnaies que l'on a découvertes l'année dernière et dont quelques-unes seulement ont pu être acquises pour le musée cantonal d'antiquités. Dabord il cite celles qu'a publiées le *Chamois* ²⁾, puis une Julia Donna, femme de l'empereur Septime Sévère, monnaie trouvée à Guschelmuth ; deux pièces d'Alexandre Sévère et de Constantin-le-jeune, trouvées entre les deux ponts suspendus à Fribourg et remises par M. le colonel Perrier. Deux monnaies romaines ont encore été trouvées à Lanthen ou près des tourbières de Schmitten : l'une est de Germanicus, l'autre est une monnaie consulaire de la Gens Ventia ou Appuleia. On lui a, de plus, envoyé d'Estavayer une pièce de Marc-Aurèle, trouvée au bord du lac près de Chevroux, et enfin on a apporté au musée 19 médailles romaines, malheureusement frustes, trouvées entre les ruines du château d'Arconciel et la Sarine ; ce qui semble prouver l'existence d'un établissement romain dans le voisinage. Ces médailles étaient bien plus nombreuses, mais elles ont été découvertes par des enfants qui cherchaient de petites pierres rondes et plates pour faire des ricochets sur l'eau. Les malheureux trouvèrent là parfaitement leur affaire et s'amuserent à faire des ricochets sur les vertes ondes de la Sarine avec des monnaies romaines..... C'est bien le cas de répéter ici le mot du fabuliste : Cet âge est sans pitié.

Cette intéressante séance est terminée par la lecture que fait M. *Gremaud* de sa notice sur M. l'abbé et professeur Chatton, dont la tombe s'est fermée l'année dernière. Sans doute M. Chatton n'a pas joué un grand rôle dans notre petit canton ; il ne laisse pas d'importants ouvrages historiques. Mais il avait pour la

1) *Nouv. étrennes fribourg.*, VII, 14.

2) 1^{re} année, N^o 1 ; II^e an. N^o 2 et 6. — III^e an., N^o 2.

science et son pays un ardent amour, il était un des membres de la société d'histoire et de la société d'utilité publique les plus actifs et les plus zélés. Habile dans l'art d'enseigner à la jeunesse, il savait surtout se l'attacher.

20 juin 1872.

M. Wicht lit quelques pages destinées à développer en même temps qu'à atténuer un passage de M. Antonin Remy de Bertigny, dans ses *Mémoires pour servir à l'histoire du canton de Fribourg*. M. R. avait dit, page 19, qu'en 1798, les dispositions des milices fribourgeoises étaient fortement prononcées pour la résistance ; mais le gouvernement qui ne voyait pas de chance de salut dans une lutte à main armée contre des troupes nombreuses et aguerries, céda devant la nécessité et capitula presque sans condition. M. Wicht s'attache à démontrer que si des batailles sanglantes ne signalèrent pas l'entrée des Français dans la ville de Fribourg, il n'y en eut pas moins, aux abords de la place, et notamment dans le domaine dît du pré de l'hôpital, des escarmouches sérieuses qui témoignèrent des dispositions belliqueuses des soldats fribourgeois, bien plus décidés que le gouvernement d'alors à ne pas se rendre avant une résistance désespérée. La rencontre principale s'engagea devant la vieille grange de l'hôpital, qui, à cette époque, se trouvait sur le bord de la route cantonale de Fribourg à Bulle, passant derrière le Tivoli et le Jolimont d'aujourd'hui, et débouchant par-dessus la carrière, au point appelé le Châtelet Berguin.

La grange en question fut donc témoin d'une lutte acharnée, commencée de leur propre initiative et sans ordre de leurs chefs et même sans chefs, par une poignée d'artilleurs fribourgeois, parmi lesquels nous citerons Antoine Sudan, père de M. le commandant Sudan, Wicht, père du chapelain auteur de la notice historique, Louis Schorderet, etc. Efforts aussi héroïques qu'inutiles ! Le gouvernement se hâta d'envoyer à l'ennemi les clefs de la ville et nos braves canonniers eux-mêmes, vaincus, abandonnés, oubliés et, qui plus est, traqués par le vainqueur, eurent mille peines à se faire ouvrir les portes de la place pour se mettre en lieu de sûreté.

Le *P. Apollinaire* soumet à l'examen de ses collègues quelques fragments de poterie trouvés dans le jardin des RR. PP. Capucins à Fribourg. Ces beaux échantillons modelés à la main, recouverts d'un vernis magnifique, que trois ou quatre siècles n'ont point altéré, semblent avoir appartenu à de très anciennes habitations qui se seraient élevées au bord de la route primitive de Fribourg à Morat, alors que cette route, au lieu d'être, comme aujourd'hui, une rue depuis la préfecture à la porte de Morat, passait immédiatement au-dessus des falaises de la Sarine et venait aboutir dans le voisinage des Cordeliers, à travers les propriétés maintenant appelées : Diesbach, Capucins, Boccard, Gottrau, Visitation.

M. *Gremaud* rend compte de quelques nouvelles découvertes à Lentigny, il dépose entre autres, une clé d'un très beau travail et d'un dessin tout particulier.

M. L. *Dafflon* entretient l'assemblée d'une découverte très précieuse, faite ou refaite par lui dans un village de la Broye. Il s'agit d'une inscription funéraire signalée autrefois à l'attention des savants par feu M. Curty, alors curé de Morens ¹⁾. Cette inscription se trouvait d'abord à l'intérieur même de l'église de cette paroisse, puis on ne sait trop à la suite de quels remaniements elle aurait été enlevée et l'on n'en parlait plus, lorsque M. Dafflon, après une seconde inspection minutieuse, fut assez heureux pour la retrouver dernièrement, modeste pierre angulaire, encadrée dans une partie extérieure de l'église. Malheureusement la pierre a été entièrement coupée, et nous n'en avons plus qu'un fragment. L'inscription comprend 4 lignes, ou plutôt la fin de 4 lignes, que nous lisons actuellement comme suit :

.	.	.	.	IVIXIT
.	.	.	.	ANNOXXV
.	.	.	.	MATVRCARA
.	.	.	.	TIIVPATER
Cette finale peut aussi être				PIIIVPATER ²⁾

1) V. plus haut, p. 81.

2) Une leçon un peu différente a été publiée par M. de Bonstetten dans l'*Indicateur des antiquités suisses*, II, 482, et dans *Carte archéologique du canton de Fribourg*, p. 10. — V. aus *Indicateur d'antiquités suisses*, I, 222. — Hagen, *Tituli aventicensis et vicini*, p. 31.

La pierre funéraire trouvée à Morens, appartient à l'époque romaine ; mais provient-elle de la localité même, ou y a-t-elle été apportée d'ailleurs ? C'est ce que l'on ne saurait dire pour le moment. Espérons que quelque heureux hasard amenant la découverte de l'autre moitié de notre inscription, les savants pourront fixer un jour leurs idées sur sa provenance. Quoi qu'il en soit, s'il est vrai que les Romains ne recherchent, pour s'y fixer, que les sites agréables, aux somptueux horizons, Morens est un séjour trop riant pour ne pas avoir attiré tout d'abord l'attention des nouveaux maîtres du pays

M. Gremaud communique un abrégé historique et chronologique du monastère des religieuses de Saint-Dominique à Estivayer, manuscrit terminé en 1687 par un M. de Lucinges, alors directeur de cette communauté.

M. Gremaud fait connaître une publication importante des PP. Backer et Sommervogel : *Bibliothèque des écrivains de la compagnie de Jésus, en 3 vol. in fol.* Cet ordre, fondé en 1540 seulement, a compté dans son sein près de 20,000 écrivains ou savants, parmi lesquels un grand nombre de Suisses, appartenant surtout aux cantons de Fribourg et de Lucerne et au Jura bernois.

M. Gremaud s'est attaché particulièrement à rechercher et à faire ressortir, dans cette immense nomenclature, les illustrations revenant à la patrie fribourgeoise. Il cite ou rappelle, en passant, quelques noms de jésuites fribourgeois bien connus, tels que le P. Gachoud, de Treyvaux, missionnaire à Constantinople ; le P. Tobie Pettolaz, au Paraguay ; le P. Buman, au Caire ; le P. Jean-Gaspard Dupré (de Prato), de Gruyères, parti en 1716 pour le Pérou ; le P. Bourquenoud, de Charmey, dont la société d'histoire s'est entretenu dans une séance précédente, etc.

Le savant jésuite fribourgeois que M. Gremaud veut cette fois mettre en lumière, c'est le P. Jean Magnin, dont on n'a toutefois pas encore découvert le lieu d'origine, mais que l'on sait avoir fréquenté le collège de Fribourg de l'an 1711 à 1718. Que fit-il dès lors ? C'est ce que nous ignorons, mais nous le retrouvons en 1743 à San-Francisco de Borja, chef-lieu de la province de Maynas, sur le fleuve des Amazones, et en 1744

à Quito (Colombie, actuellement capitale de la République de l'Equateur), où il paraît avoir séjourné au moins jusqu'en 1764.

On sait qu'en 1736 les savants français, La Condamine, Bouguer et Godin, furent envoyés à l'Equateur afin de déterminer la grandeur et la figure de la terre. Dans ce voyage, la Condamine parcourut presque toute l'Amérique du Sud, et eut occasion de visiter à maintes reprises les missions espagnoles et portugaises. C'est là qu'il fit la connaissance de notre compatriote Jean Magnin, avec lequel il se lia, paraît-il, d'une affection toute spéciale, et qu'il avait en haute estime pour ses vastes connaissances et les précieux renseignements qu'il receuillit de la bouche de ce savant religieux. A son retour en France, après dix ans de pérégrinations et de fatigues inouïes, La Condamine publia la *Relation abrégée d'un voyage fait dans l'intérieur de l'Amérique méridionale*, et dans cet ouvrage l'on trouve le P. Magnin mentionné à plus d'une reprise et de la façon la plus flatteuse. « Ce Père, dit l'auteur, me fit présent d'une carte qu'il avait faite des missions espagnoles de Maynas et d'une description des mœurs et coutumes des nations voisines. » La relation était écrite en langue espagnole. Le P. Magnin était encore à Quito en 1764 ; il est probable qu'il y est resté jusqu'au moment de la suppression de la compagnie de Jésus dans les Etats et les colonies de l'Espagne. On sait que le 2 avril 1767, en vertu d'un ordre royal, tous les Jésuites de ces pays furent saisis et embarqués ensuite pour être dirigés sur les Etats de l'Eglise. Beaucoup d'entre eux périrent pendant la traversée ; le P. Magnin fut probablement de ce nombre, car depuis lors il n'est plus fait mention de lui ¹⁾.

La série des lectures étant épuisée, la société procède au renouvellement du comité de direction, qui est confirmé dans la personne de M. Gremaud, professeur et bibliothécaire cantonal, comme président, et de M. Auguste Majeux, professeur, comme secrétaire.

¹⁾ On trouve une lettre du P. Magnin dans le *Welbott* du P. Stœcklin, continué par le P. Keller, V, 78.

21 novembre 1872.

Quelques objets d'art ou d'antiquité sont déposés sur le bureau ; nous y remarquons trois pièces de monnaie très anciennes, dont 2 bractéates non encore déterminées, propriété de M. Grangier ; une *solea ferrea*, trouvée à Lentigny, dans le voisinage des ruines romaines dont il a été parlé déjà tant de fois. La *solea* était un fer de cheval ou de mulet, mais qui au lieu de s'appliquer en dessous et contre le pied de l'animal, s'accrochait autour du sabot et l'emboîtait comme dans une espèce de soulier en fer. Cet objet, très rare, a été donné à notre musée par M. le député Morel, de Lentigny.

M. Grangier ouvre la série des lectures par la communication : a) de quelques notes curieuses recueillies par son oncle dom Grangier, sur le cérémonial suivi à Berne en 1545, lorsqu'un héraut d'armes s'y présenta au nom de l'empereur, pour sommer l'audacieuse république des bords de l'Aar de rendre au duc de Savoie les territoires qu'elle lui avait enlevés en 1536 ; b) une notice sur Laurent d'Estavayer ou de Stavayer, qui, né en 1608, fournit une carrière militaire considérable, se distingua au service de la France, fut en relations avec le prince de Condé, avec le cardinal de Mazarin, etc., assista à toutes les grandes batailles et à tous les sièges de l'époque, fut blessé en maintes rencontres et mourut enfin à Paris en 1686, après 37 ans de service ; c) un fragment d'un manuscrit laissé par don Vuillelme Ducettaz, curé d'Estavayer-le-Lac, de 1559 à 1565. Ce manuscrit n'est qu'un recueil d'exhortations ou allocutions de tous genres. M. Grangier en a détaché un discours, assez original par le fond et la forme, prononcé dans un repas de noces.

M. Gremaud signale à la reconnaissance du canton en général et de la société d'histoire en particulier le magnifique don fait récemment à notre Musée par M. le comte Szymanowski, que nous avons eu le chagrin de voir quitter Fribourg, sa seconde patrie, comme il se plaisait à l'appeler lui-même. Le don Szymanowski consiste en une quantité considérable d'armes anciennes et modernes, armes blanches et armes à feu, armures,

objets de chasse, objets indiens, bois de cerf, etc. Le catalogue raisonné et descriptif, dont le généreux donateur a accompagné les 157 numéros de sa belle et riche collection, donne à celle-ci une valeur et un intérêt tout particuliers, en même temps qu'utilité et agrément aux nombreux amateurs qui voudront visiter et étudier cette remarquable salle de notre Musée.

M. Wicht donne lecture de la seconde partie de son étude sur l'entrée des Français à Fribourg en 1798. Ainsi que nous l'avons dit déjà, le but essentiel que poursuit l'auteur de ce travail, c'est de démontrer que si la capitulation de Fribourg fut consentie avec tant de facilité ou de couardise par le gouvernement d'alors, le peuple fribourgeois n'en était pas moins fermement résolu à résister vigoureusement. M. Wicht en donne pour preuve la belle conduite tenue par une partie de la troupe, et notamment par les canonniers, parmi lesquels se trouvait Jacques Wicht, le père même de notre écrivain. Aussi c'est avec une affection toute filiale que celui-ci nous représente ce brave artilleur, un moment avant l'entrée des Français, s'élançant dans la vieille et sombre forge Kramer, remplacée depuis par un élégant magasin, y prenant clous et marteau et enclouant ensuite, sur la place de l'Hôpital, les 30 ou 35 pièces d'artillerie qu'on y avait parquées et qui fussent inévitablement tombées au pouvoir du vainqueur, pour foudroyer la vaillante armée bernoise deux ou trois jours après, dans la mémorable bataille de Neueneck. Jacques Wicht faillit payer de sa vie son action courageuse. Dénoncé au général Pigeon par des lâches qui espéraient sans doute obtenir ainsi soit les faveurs du général français, soit la prime attachée à l'arrestation du vaillant canonnier de Bonnefontaine, Wicht fut bientôt traqué de toutes parts, dans la ville de Fribourg, dans son village, dans sa maison paternelle, mais il put se soustraire par la fuite aux recherches dirigées contre lui, et ce n'est que sept ans après cet événement que nous le voyons rentrer sur territoire fribourgeois.

M. Wicht signale un autre épisode de la même année 1798. La scène se passe le 3 mars, près de Wunnenwyl et sur la route qui conduisait alors de Fribourg à Berne, par Schmitten et Neueneck. Un vieux chêne creux qui s'élève au bord du

chemin, sert de logis à toute une tribu de ces énormes frélons, tant redoutés de l'espèce humaine et plus encore de la gent chevaline, que notre patois fribourgeois connaît sous le nom de *taleines*. Un escadron de dragons français va passer tout près de là. Une idée des plus étranges jaillit du cerveau d'un paysan de la localité. Puisque je ne puis ni faire le coup de feu sur ces canailles d'étrangers, ni rouler sur eux, comme au Morgarten, des troncs d'arbres ou des blocs de rochers, si je lâchais sur cette bande mon nid de *taleines*? . . . Sitôt dit, sitôt fait. Notre terrible et malin Wunnenwylois court chercher le chiffon enfumé dont il se sert pour nettoyer son four rustique, l'allume, puis (les beaux dragons aux grands plumets arrivaient au même moment) le présente au bout de son long bâton sous le nez des redoutables hyménoptères, et . . . l'on devine le reste. Les mouches de se précipiter sur les hommes et les chevaux; les chevaux ruent, renacent de douleur, se cabrent sous la main qui veut les retenir, s'élancent affolés, éperdus, dans un vertigineux galop, désarçonnent et jettent à bas leurs cavaliers et les écrasent sous leurs sabots impitoyables.

M. Gremaud fait part à l'assemblée du résultat de ses investigations sur l'emplacement qu'a dû occuper le vieux Corbières, dont parlent la tradition du pays et, d'après elle, tous nos écrivains ou chroniqueurs fribourgeois. La tradition rapporte, en effet, que Corbières était autrefois une ville assez considérable, puisqu'on y comptait alors douze bouchers; mais quand et comment finit le Corbières des temps passés? L'histoire garde jusqu'ici là-dessus un silence absolu. M. Gremaud pense qu'il faut chercher cette ancienne localité non sur l'emplacement du Corbières actuel, mais beaucoup plus près de la Sarine, et même dans la plaine ou bas-fond au bord de la rivière, là où se trouve la propriété dite la Veyvela ou aujourd'hui la Vivela. Ce dernier nom ne serait autre chose que la réunion altérée des deux mots patois: *villie vela*, qui signifient vieille ville. A l'appui de cette opinion qui, si elle devait triompher, aurait pour conséquence probable d'expliquer la destruction de la vieille ville par une inondation de la désastreuse Sarine, M. Gremaud rappelle que la plaine de la Vivela est dominée par un double plateau

traversé par une charrière et que, sur une de ces éminences se trouvent encore des ruines qui paraissent avoir été ou un vieux château ou d'anciens travaux de défense.

M. Gremaud lit une notice sur la famille de Faucigny, et particulièrement sur la branche de cette illustre maison qui habita Vevey et plus tard Fribourg, où Aymon fut reçu bourgeois en 1398 ¹⁾.

2 février 1873.

Le P. Apollinaire communique quelques détails assez piquants sur la conduite tenue, en 1798, par les Romontois, à l'approche et à l'arrivée de l'armée française. Sans armes et sans munitions, comme sans conseils et sans directions, abandonnés par un gouvernement qui n'avait rien à leur envoyer que l'invitation de tâcher de se défendre eux-mêmes, les Romontois se virent enfin déliés de leur serment de fidélité, et chacun de prendre personnellement et isolément le parti que lui dictaient ses préférences et ses convictions. Les Français entrèrent dans la cité glânoise, non seulement sans y trouver de résistance, mais même accueillis avec des témoignages non douteux de sympathie. On vit, à cette occasion, des jeunes gens de la localité — parmi lesquels on cite un Wuilleret — se joindre comme volontaires à l'armée française et suivre pendant quelque temps celle-ci.

Le P. Apollinaire mentionne une autre scène qui se serait passée à Farvagny, en la même année 1798: un brave paysan refusa de se rendre, parce que le gouvernement le lui avait défendu, et tomba fusillé après avoir lui-même tué deux soldats français.

M. L. Dafflon soumet à l'examen des sociétaires plusieurs objets antiques appartenant à un de ses amis et dont quelques-uns ont une véritable valeur; ce sont: 1° deux petites statuettes montées sur leur socle, et représentant deux anges ou deux génies, qui semblent au premier abord remonter à une haute antiquité, mais que les yeux les plus exercés ne veulent reconnaître définitivement que pour les productions, élégantes sans

1) *Nour. éirennnes fribourg.* VII, 19.

doute, d'une industrie moderne, c'est-à-dire pour des imitations ou contrefaçons qu'une spéculation interlope a habilement vieilles par un séjour dans la terre; 2° un sabre arabe trouvé dans les environs de Gorgier, arme magnifique, argentée et damasquinée, qui paraît avoir appartenu à l'un des chefs des hordes nombreuses qui ont passé sur notre pays, dans le IX^e ou le X^e siècle; 3° une médaille d'or, d'une conservation parfaite, de ce trop fameux empereur romain, Vitellius, qui ne se fit remarquer que par ses débauches et ses cruautés. Notre médaille d'une valeur intrinsèque d'environ 25 francs, porte à l'avvers la tête de l'empereur, avec ces mots : *A. Vitellius imp. German.*, et au revers une victoire, avec la légende : *Victoria Germani*. Elle a été trouvée dans le voisinage immédiat de la tour de la Molière.

M. *Grangier* donne lecture de l'inventaire du trésor de l'église de St-Vincent, à Berne, avant l'établissement de la Réformation. Cet inventaire, que l'on a publié aussi comme étant celui de la cathédrale de Notre-Dame de Lausanne, fait en même temps l'historique des objets sacrés qui y sont mentionnés et qui furent dispersés de différents côtés. Nous savons, par exemple, que l'église de St-Laurent, à Estavayer, a acquis de là ces antiphonaires que nous avons pu admirer, il y a quelques années, lors de notre exposition artistique et archéologique de la Grenette.

M. *Gremaud* entretient l'assemblée du résultat des recherches qu'il poursuit sur les anciennes franchises de Corbières, et fait voir, d'accord avec M. Forel dans son introduction aux *Chartes communales*, que la charte de Corbières n'a été qu'une reproduction de la Handfeste donnée à Fribourg par son fondateur, le duc Berthold IV de Zähringen, quoique les articles soient disposés dans un ordre différent.

10 juillet 1873.

M. *Wicht* entretient l'assemblée d'un tableau ou aquarelle représentant une revue des Fribourgeois et des Gruyériens, qui aurait eu lieu près de la chapelle de St-Léonard, le 21 juin 1476, c'est-à-dire la veille même de la fameuse bataille de Morat ¹⁾.

1) V. plus haut, p. 10 et 11.

L'armée est divisée par groupes, abbayes ou corps de métiers. A la tête des Gruyériens on voit le comte Louis.

Un officier du nom de Jæger est indiqué et même représenté comme général : l'était-il en effet, et si oui, de par qui et depuis quand était-il revêtu de ce poste élevé ? C'est ce qu'il ne serait pas oiseux de vérifier, car un fait singulier dont on ne peut manquer d'être frappé en lisant les différents récits de la journée de Morat, c'est, d'un côté, l'absence d'un commandement unique, et de l'autre, cependant, une unité parfaite dans les manœuvres et opérations militaires.

La peinture exhibée par M. Wicht se fait remarquer aussi par d'assez nombreux détails relatifs soit à l'armement, soit à l'équipement, mais chose assez bizarre, ceux-ci semblent appartenir beaucoup plus au XVII^e siècle qu'au XV^e. Aussi quelques doutes se font jour sur l'authenticité de ce tableau, et l'on se demande si la fantaisie de l'artiste n'y aurait pas eu plus de part que la stricte vérité historique. Quoi qu'il en soit, notre revue n'est que la copie faite par M. Wicht lui-même, il y a de cela 25 ans, d'une ancienne gravure sur acier dont il est impossible de retrouver un seul exemplaire ¹⁾.

M. *Grangier* communique la première partie d'un travail qui sera publié sous le titre de *Muses fribourgeoises* dans les *Etrennes* de 1874 ²⁾.

M. A. *Blanchet* communique quelques pages consacrées à la cathédrale de Notre-Dame de Lausanne, édifice dont la restauration a été récemment confiée à M. Viollet-le-Duc, de Paris. M. Blanchet constate le pieux enthousiasme avec lequel cette restauration a été accueillie dans toute la patrie vaudoise.

M. *Jeunet* lit une ancienne reconnaissance concernant la paroisse de Berlens, soit une sorte de *modus vivendi* réglant les rapports et les droits réciproques du curé de Berlens et de ses paroissiens.

M. *Dafflon* soumet quelques beaux fragments de poèles anciens (XVI^e siècle), avec des spécimens de serrurerie de la même époque.

M. *Majeux* distribue des empreintes de deux sceaux trouvés

1) Cette copie, donnée par M. Wicht, est conservée à la bibliothèque cantonale.

2) VIII, 29 et IX, 98.

dans le lit de la Sarine, en février 1873, à la suite de la clôture complète du barrage pour la formation du lac de Fribourg. Ces deux sceaux, d'une conservation parfaite, n'ont point encore été déterminés d'une manière satisfaisante.

L'un aux armes de Joinville et de Savoie, branche cadette, porte la légende S(igillunn) D(omi)NE J(o)H(ann)E D(e) SABVD(ia) A LAVD. C'est cette finale qui a le privilège de dérouter toutes les recherches ¹⁾).

L'autre sceau, plus petit et d'un travail plus fin, paraît avoir appartenu à un religieux du XIV^e ou du XV^e siècle. Il représente une clé accostée de deux fleurs, avec la légende: S FR(a)T(r)IS NICOLAI D(e) PO(n)TICORIS. Mais quel a été ce Frater Nicolaus? nous l'ignorons encore.

M. Gremaud lit une lettre adressée en 1775 à un M. Schaller, de Fribourg, par Jean Philippe de Landerset, qui fut longtemps gouverneur de Goa, mais alors gouverneur de Castro-Marino en Portugal.

Dans une séance antérieure (V. plus haut p. 70) M. Gremaud nous avait appris ou rappelé que Philippe de Landerset, colonel au service de Portugal, chevalier de l'ordre du Christ, gouverneur de la Mozambique et vice-roi de Goa, avait eu pour mère une Perriard, de la Tour-de-Trême, et qu'il s'était marié aux Indes avec une demoiselle Bourquenoud, dont les parents étaient aubergistes à Vaulruz. La lettre dont il s'agit aujourd'hui jette un nouveau jour sur les circonstances de ce mariage.

Claude-Josué Bourquenoud, conseiller de Pondichéry, gouverneur de Mahem, côte de Malabar, et plus tard de Ramathaly, étant mort prisonnier des Anglais en 1761, ses deux enfants furent recueillis par leur grand'maman, mère de Bourquenoud, (une Portugaise), puis par Landerset, qui envoya en France le petit garçon alors âgé de 9 ans, pour y faire ses études. Quant à la jeune sœur, à 12 ans, son protecteur la faisait embarquer

*celle sœur de
de Landerset*

1) De même que pour caractériser les sceaux employés pour les actes et les affaires d'une communauté ou d'une juridiction, on se servait de la formule AD CAVSAS, de même, croyons-nous, dans le présent sceau on peut interpréter les dernières lettres par la formule AD LAVDES, pour indiquer un sceau destiné aux actes relatifs aux *lods*, soit droit que le vassal devait au suzerain pour les aliénations de fiefs.

Jeanne de Savoie, fille de Louis I, baron de Vaud, épousa Guillaume de Joinville, sire de Gex, et mourut vers 1398.

avec sa grand'mère sur un vaisseau de guerre Portugais en partance pour Pondichéry, et qui devait mettre à la voile le lendemain. Mais le même soir, Landerset, désolé de ce départ, se livrait à mille réflexions, décidait qu'il était temps d'être sage et de se corriger, et s'apercevant qu'il aimait éperlument la jeune orpheline, il se transportait à minuit sur le vaisseau, accompagné d'un curé, et, le lendemain à six heures, il se mariait avec elle, en présence des 300 hommes qu'il y avait à bord.

27 novembre 1873.

M. Perrier ouvre la série des communications écrites par la lecture de quelques pages empruntées aux impressions d'un contemporain sur les affaires de 1781, dont le peuple fribourgeois a conservé le souvenir sous le nom assurément inexact de révolution de Chenaux. Cette lecture est semée de traits piquants pour la plupart point ou très peu connus.

M. A. Blanchet communique, en l'abrégeant, un manuscrit d'une haute originalité ; ce sont les *litanies du Tiers-Etat du Royaume de France, adressées au Roy, le bienfaisant, surnommé le père du peuple, le premier jour de l'an 1789*. Ces quelques pages, qui ont en effet la forme de litanies, sont l'exposé fidèle de tous les griefs du Tiers-Etat, un cri de douleur sorti des entrailles du peuple, un véritable acte d'accusation contre les abus et les scandales administratifs de l'époque.

M. Schneuwly lit un travail du P. Nicolas Rædlé. C'est le récit, plus développé en ce qui concerne Fribourg, d'un voyage que l'empereur Frédéric IV d'Autriche fit en Suisse, au mois d'octobre de l'an 1442 ¹⁾.

M. Grangier lit différents extraits d'un manuscrit plein d'intérêt laissé par l'avoyer d'Alt sous le nom de *Hors-d'œuvre* (4 volumes, dont un est égaré).

M. Schneuwly donne lecture d'une étude sur le service militaire à l'étranger, et notamment en France, sous Henri IV et Louis XIII ; épisodes remarquables qui tendent à mettre au grand jour une époque généralement mal appréciée, parce qu'elle est mal connue, de notre histoire nationale.

1) *Revue de la Suisse cathol.*, V, 151. — *Indicateur d'hist. suisse*, II, 24.

M. Gremaud fait connaître un volume de poésies — 5 à 6,000 vers — composées et imprimées à Fribourg en 1746 par le P. cordelier Philippe-Jacques Gsell, à l'occasion de l'avènement de Mgr Joseph-Hubert de Boccard au siège épiscopal de Lausanne.

M. Majeux lit: 1° une chanson patriotique inédite de feu M. le D^r Thorin, de Villars-sous-Mont; 2° un décret de LL. EE. les souverains seigneurs et supérieurs de la ville et canton de Fribourg (janvier 1700), ordonnant des mesures et des peines sévères contre « les sarrazins, gueux, rodeurs, batteurs de pays, porteurs de racines, poudres et paniers, gagne-petit, et toute personne de semblable gueusaille, » etc.

29 janvier 1874.

M. A. Blanchet lit une étude sur les phylactères des stalles de la cathédrale de Lausanne et l'origine du symbole des apôtres.

M. Schneuwly lit un nouveau travail du *P. Nicolas Rœdlé*, qui a pour titre: « Notice sur l'autel sculpté de l'église des PP. Cordeliers à Fribourg » ¹⁾.

M. Wicht lit la dernière partie de son étude sur les faits particuliers qui, dans la campagne romande du canton de Fribourg et notamment dans la contrée nord-est du Gibloux, ont marqué, précédé, et surtout suivi la prise de Fribourg par l'armée française, en mars 1798: des maisons criblées de balles, des paysans tués, des soldats français assommés ou fusillés, représailles sur représailles, des femmes, des vieillards donnant l'exemple de la résistance, de hardis coups de main exécutés ou tentés par les Marmoud, les Clerc et les Piccand de cette époque orageuse, partout enfin le patriotisme populaire essayant de refaire en détail, mais sans plus de succès, une guerre que les gouvernants d'alors n'avaient point osé faire en grand.

M. Gremaud intéresse l'assemblée par une communication relative à une fabrique de faïence existant à Fribourg vers le milieu du siècle dernier (1758-1765). Il s'agit de lettres patentes données par le gouvernement de Fribourg en faveur d'un nommé François Camelique qui, vers l'époque indiquée ci-dessus, jouissait d'une telle réputation comme faïencier, grâce surtout à la

1) *Revue de la Suisse cathol.*, V, 239.

beauté du vernis et des dessins, que les poteries sorties de ses mains étaient estimées à l'égal des produits des faïenciers les plus en renom. C'est du moins le langage de la concession gouvernementale résumée par M. Gremaud. Un point important, à noter pour les amateurs de faïences, c'est que cet acte de concession indiquait et fixait la marque de fabrique des poteries de Camelique, au moyen du monogramme du fabricant, soit un C appliqué verticalement sur un F.

M. Grangier raconte qu'entre le Bry et Avry-devant-Pont se trouve une ancienne petite chapelle abandonnée, ouverte à tous venants, puisqu'elle n'a plus ni porte ni fenêtres, et mesurant environ 12 pieds de longueur sur 8 de largeur. Cette chapelle, jadis consacrée à la Vierge-Marie (à Noustra Donna que bat lé fins?) passe dans la contrée pour avoir été fondée par le P. jésuite Jacques Gachoud, de Treyvaux, missionnaire. Mais cette croyance est certainement erronée, car le P. Gachoud, né en 1657, est mort le 30 août 1726, à Constantinople ; or il est de toute évidence que la chapelle remonte à une époque bien plus reculée. Au point de vue artistique, elle n'offre d'intéressant que son singulier dallage. Celui-ci se compose de briques parfaitement cuites, d'une sonorité presque métallique, en terre jaunâtre ou d'un blanc sale, de 8 pouces carrés. M. Grangier dépose six exemplaires différents de ces remarquables briques, toutes revêtues de dessins en relief, grossiers pour la plupart, mais très bien conservés, tout en faisant remarquer que les mêmes dessins se trouvent répétés souvent, et que les briques ont, conséquemment, été pressées dans des moules. Voici en quelques mots la description des six échantillons exhibés :

- 1° St-Georges terrassant le dragon ;
- 2° Une biche accroupie dans un fourré ;
- 3° Une déesse (Flore ?) flairant une rose ;
- 4° Une femme tenant sur la main droite un oiseau et de la main gauche un objet ayant la forme d'une massue ou d'un luth.
- 5° Un écusson de Fribourg, le bourg aux trois tours surmonté de l'aigle ;
- 6° Entre les deux lettres R et G un écusson fleurdelisé et autour cette légende : Vive le roi François.

Si le sculpteur du moule avait en vue, ainsi qu'il paraît, le roi de France François I^{er}, né en 1494, et qui régna de janvier 1515 à 1547, on peut en conclure que notre chapelle serait tout au moins antérieure de deux siècles au célèbre missionnaire né au pied de la Combert.

M. *Dafflon* communique quelques extraits d'une comptabilité rudimentaire tenue en 1773 par un campagnard gruyérien, qui joignait à son exploitation agricole un petit commerce de fromages, vacherins, etc. Ces détails de ventes et d'achats jettent un jour intéressant sur la manière de vivre d'il y a cent ans, ainsi que sur le prix des denrées alimentaires comparé à ce qu'il est aujourd'hui. M. Dafflon met aussi en circulation un certain nombre de sceaux et de monnaies romaines provenant pour la plupart de la Broye fribourgeoise.

M. *Reichlen* expose quelques dessins et croquis originaux de paysages fribourgeois (différentes vues de la Gruyère), ainsi que d'ornements sculpturaux copiés soit dans le cloître, soit dans l'église de l'ancien monastère d'Hauterive.

M. *Wicht* parle de la récente découverte d'un tombeau qui aurait été faite à Cheyres.

M. *Dafflon* explique que cette découverte remonte à l'année 1872 ou même 1871. Il a vu lui-même le tombeau. Il se composait de dalles frustes, sans aucun ornement. Il renfermait un squelette, les pieds vers le lac, à sa droite un glaive en fer, court, large, à deux tranchants; la présence d'un ceinturon était constatée par quelques débris et une plaque en métal.

28 mai 1874.

La série des communications écrites est ouverte par une lecture qui emprunte une actualité spéciale à l'exposition cantonale des tableaux ouverte en ce moment dans les grandes salles de la Grenette, et où les noms des plus grands peintres, étrangers et nationaux, sont dans toutes les bouches et se disputent à l'envi les suffrages si capricieux des artistes, des amateurs et même des simples curieux. Ce travail est de notre infatigable investi-

gateur d'histoire, le P. *Nicolas Rædlé* ; il a pour titre : Notice sur la danse des morts au couvent des PP. Cordeliers ¹⁾.

M. A. *Blanchet* communique quelques extraits d'un manuscrit complètement inédit, et qui a pour titre : *Livre du consistoire de Lutry* (1685-1712). Le consistoire était une espèce de conseil de mœurs ou de discipline, présidé par le pasteur de la localité, et notre livre est tout simplement un protocole où l'on voit figurer tour à tour toutes espèces de délits vrais ou imaginaires et de faits plus ou moins édifiants.

L'assemblée s'occupe un moment de la découverte faite récemment de fragments appartenant à un aqueduc romain, dont les journaux fribourgeois ont entrete nu leurs lecteurs, mais d'une manière erronée. On constate, en effet, que l'aqueduc mis en partie à nu par les travaux du Fribourg-Payerne, était destiné à amener à Avenches, non point l'eau insalubre et paludéenne du lac de Seedorf, mais bien celle qui jaillit si pure et avec tant d'abondance dans le voisinage du moulin de Prez. Il est rappelé du reste que cette découverte n'est point nouvelle, puis qu'il y a quelques années déjà, M. J.-J. *Ruffieux*, directeur du pénitencier, avait soumis à la société d'histoire non-seulement un mémoire relatif à cette importante construction romaine, mais même un plan et des dessins très détaillés, demeurés la propriété de la société ²⁾.

M. *Gremaud* mentionne une autre découverte faite au-dessous des ruines de Montsalvens, sur la route nouvelle de Broc à Charmey et à une profondeur de 3 pieds ; c'est celle d'un tombeau renfermant les débris d'un squelette avec trois objets en bronze : deux épinglettes et un petit fer de lance.

M. *Charles-Aug. Vonderweid* lit les premières pages d'un manuscrit racontant en résumé et appréciant le mouvement insurrectionnel de Chenaux et surtout les troubles qui suivirent.

Le P. *Nicolas Rædlé* communique de nouveau une notice très intéressante sur Hanns Friess ³⁾.

1) *Indicateur d'antiquités suisses*, IV, 338. — *Nouv. étrennes fribourg.*, IX, 150.

2) V. plus haut, p. 34. — Cet aqueduc avait déjà été signalé en 1844 par M. Joye, curé de Dompierre. *Emulation*, III, 154.

3) *Nouv. étrennes fribourg.* XI, 92. — V. aussi la notice publiée par M. *Daguet*, dans l'*Emulation nouvelle*, IV, 56 et 975.

16 juillet 1874.

Le *P. Apollinaire* communique un document qui nous rappelle d'une manière assez piquante les us et coutumes de nos soudards, routiers ou reîtres du XVI^e siècle. Il s'agit d'une enquête dirigée le 15 janvier 1563 par le châtelain de Rue, contre un certain Petignie, de Bouloz, domicilié à Semsales, mais pour lors détenu dans les prisons de Rue, sous l'accusation de nous ne savons trop quel méfait, mais probablement d'avoir déserté les drapeaux suisses en France; du moins il venait de rentrer au pays avec les allures les plus suspectes, s'il en faut juger par les singuliers objets qui sont trouvés dans sa malle, d'après l'inventaire qui en est fait par ordre du châtelain, en présence des nobles Baptiste Maillardoz, Georges Gonnell, Johan et Henry Perriard, etc. Il y avait dans ce coffre une cuiller d'argent, un gibassier (?), une aune de damas vert, deux morcels de velours vert, un morcel de velours rouge d'environ un quart d'aune, trois aunes et demie de damas blanc en deux morcels, et une aune trois quarts de damas vert, un linceuil de *preyme* (fine) toile, une serviette, une *police* contre Pierre Uldry, de Châtelard, de la somme de 20 pistoles en sa faveur, deux autres polices, plus une chaîne en or, 6 pièces d'or, 38 gros de monnaie, une croix d'argent, un *bambillon* d'or, deux verges en or, etc.

Interrogé sur les motifs pour lesquels il a abandonné le camp et ses capitaines, le prisonnier Petignie répond « qu'il a ensuyay
« la guerre à ses despens l'espace de troys moys et puis fust
« receups aux gages et jurolles subs les signeurs capitaines nobles
« Luvith d'Avry et Jos Tebremand (Techtermann). Il déclare avoir
« esté en la battallie qui fust faite le samedi avant Noël (19 décembre 1562). Mais à l'approche de la nuit, il est sorti en un village
« nommé Oddent (Houdan, à l'est de Dreux), à 4 lieues du
« camp, de là à Paris, sans prendre congé de ses capitaines,
« ensuite à Dijon en compagnie de François Caille, d'Estavennens,
« et enfin en Suisse. » Quelles furent les suites de cette enquête et de cette détention préventive ? Nous l'ignorons.

Le *P. Apollinaire* lit quelques fragments d'une longue et intéressante lettre écrite de la Nouvelle-Fribourg en date du 24 juillet 1820, par une simple paysanne de Charmey, mais douée d'instruction ainsi que de beaucoup de cœur et d'intelligence, une de ces femmes qui vous font deviner au premier abord l'existence d'une bonne école dans la localité. Véronique Remy, née Tornare, partie de Charmey avec 22 autres personnes du même village, parmi lesquelles son mari, Félix Remy, cinq enfants et une sœur du nom de Félicité avec deux garçons, appartenait à cette grande et lamentable émigration de 1819, dont la génération actuelle a perdu bientôt les derniers souvenirs. Elle raconte, dans notre lettre, les vicissitudes et les souffrances de la traversée, la bonne réception que leur font les Portugais, l'arrivée d'abord à Rio-de-Janeiro, puis au pied de la montagne où la nouvelle colonie venait de commencer une existence qui devait si tristement finir.

Notre Charmeyssanne était à bord du navire l'*Uranie* portant 440 passagers, dont 111 moururent pendant la traversée, qui dura trois mois. « Tous, dit-elle, n'ont pas péri de la même manière ; les uns d'un mauvais comportement, d'autres de trop boire et trop manger ou d'ennui, d'autres enfin de maladie naturelle ». Sur 4,000 émigrants partis de la Suisse, 2,800 seulement arrivèrent sur le territoire brésilien. Véronique Remy avait elle-même perdu trois enfants, soit deux filles et un garçon. Quant à elle, elle en a été quitte avec trois vomissements le premier jour de mer, et elle est arrivée « grasse comme un pigeon. » Un de ses neveux, Joseph, a eu la jaunisse, mais il en est guéri au bout de 24 heures, par un remède aussi simple que dégoûtant.... et qui consistait à avaler 9 poux avec du vin!!!

Notre émigrante parle en termes fort peu flatteurs du médecin qui les accompagnait ; « il était si ignorant, écrit-elle, qu'il ne savait pas seulement donner un émétique. » Par contre elle vante les services rendus aux gens du navire par François Favre du canton de Fribourg, qui était un peu « arboriste » et qui au moyen de drogues qu'il avait sur lui, sauva la vie de la petite Catherine, fille de Véronique.

M. Wicht lit une notice biographique sur une vaillante fri-

bourgeoise, dont le nom est demeuré inséparable de certains grands épisodes de notre histoire cantonale: en 1798, l'occupation des Français, l'arrivée des 400 blessés venant du champ de bataille de Neueneck et recueillis au collège converti en ambulance; en 1813 et 1814, le passage des Alliés avec leur hideuse escorte de souffrances et de maladies de toute sorte. Dans les hôpitaux, au chevet des malades et des mourants, dans les prisons, dans la cellule du condamné à mort, partout nous voyons Barbe Schinner, plus connue sous le nom populaire de Babelon Burket, apparaître comme l'ange des pauvres et des malheureux, s'oubliant elle-même, multipliant les actes de charité chrétienne, admirable de persévérance et de dévouement. Il existe dans plusieurs maisons de Fribourg des aquarelles représentant notre héroïne distribuant des vivres et des vêtements aux soldats étrangers, dans la rue naguère encore appelée des Etangs, entre l'Hôpital et l'ancien bâtiment dit le Strambino, aujourd'hui converti en salle de gymnastique.

M. *Schneuwly* donne lecture de quelques pages pleines d'actualité, ainsi que l'indique le seul titre de cette intéressante étude: *Fribourg et les comètes*. « La comète de 1874, dit M. Schneuwly, n'a plus, comme ses devancières, le privilège d'inquiéter les peuples et les gouvernements. Rassurées par les découvertes de la science et peut-être encore plus par le souvenir de la comète de 1811 qui fut l'année du bon vin, les populations ne voient plus dans cet astre qu'une étoile plus ou moins périodique, visible chaque fois qu'elle s'approche du soleil, et dont le noyau lumineux est entouré d'une nébulosité brillante et accompagné d'une traînée qu'on nomme queue.

« Mais il n'en était pas de même autrefois, et à Fribourg, en Suisse, dans les cantons catholiques, comme dans les cantons protestants, on était frappé de l'apparition de cet astre chevelu, de cette queue ou de cette verge qui semblait se montrer brandissante, comme un instrument de la colère de Dieu pour flageller les nations. Survenait-il, quelque temps après, des malheurs, la peste, la famine, la guerre, des inondations, la mort, c'était la comète qui en avait été la messagère ou l'avant courrière; il n'est donc pas sans intérêt de rechercher quel effet l'apparition de cet astre faisait autrefois sur nos pères ».

Parmi les grandes comètes qui eurent le privilège d'exciter l'attention et l'effroi de nos devanciers, il faut citer celles de 1472, 1531, 1577, 1664-65 et 1681.

François Gurnel, qui fut chancelier de 1552 à 1578, écrit dans le *Manual* du conseil de Fribourg, sous date du 9 novembre 1577 : « Ce jour et les suivants, on a vu vers l'occident une comète à longue queue, laquelle commençait à se montrer immédiatement après les 5 heures du soir. Elle était un peu inclinée vers le sud, de cette manière (suit un petit croquis à la plume); puis le chancelier ajoute ces paroles latines : « Merito
« castigas nos propter iniquitates nostras; at tu, Domine, plas-
« mator noster, salvabis nos propter misericordiam tuam. Non
« enim, scimus, delectaris in perditionibus nostris. » Puis viennent des vers latins.

Un autre document fait encore mention de ce phénomène, c'est le protocole de la diète réunie à Baden. Après avoir signalé d'abord une comète, et presque simultanément, une grande étoile qui n'avait, il est vrai, pas de verge, mais qui représentait *une croix fédérale rouge* (ein rothes Schweizer Kreuz), le landamann Imfeld, député d'Unterwalden, requit les 13 cantons de s'entendre pour détourner le courroux de Dieu, en ordonnant soit des prières générales, soit une procession, soit tout autre acte de dévotion. Cette proposition fut insérée dans le recès pour être discutée dans une prochaine diète. Mais dans l'intervalle, comète et croix fédérale disparurent du ciel, et il n'en fut plus question dans les conseils de la nation.

Près d'un siècle plus tard il y eut, pendant les années 1664 et 1665, une succession de comètes. Grande émotion à Fribourg. Le Petit Conseil charge le grand-sautier de se rendre auprès du vicaire général pour arrêter en commun les mesures religieuses les plus propres à détourner du canton les châtimens divins dont il est menacé. Et non seulement les dévotions furent ordonnées, mais il fallait obtenir à tout prix la correction des mœurs et se défaire des vices qui affligeaient le pays, et surtout de la débauche, du luxe et des cabales dans les nominations des fonctionnaires publics.

En 1681 l'angoisse semble plus grande encore. A St-Nicolas,

service religieux extraordinaire ; tous les bourgeois y sont convoqués par les huissiers ; défense aux aubergistes de donner à boire et à manger après le couvre-feu, comme aussi de faire danser dans leurs établissements.

A partir du XVIII^e siècle et grâce aux découvertes astronomiques, nous ne voyons plus les gouvernements s'émouvoir à l'apparition des comètes ¹⁾.

M. Gremaud rend compte d'une récente excursion qu'il a faite dans la vallée de l'Erbogne, ainsi que de l'état dans lequel il a trouvé l'aqueduc romain allant du moulin de Prez à Avenches.

M. Gremaud communique un specimen curieux et à coup sur très rare de la typographie et de la reliure fribourgeoise dans le XVII^e siècle ; il s'agit d'un recueil de poésies latines composées par les jésuites de Fribourg à l'occasion de l'avènement de Pierre de Montenach au siège épiscopal de Lausanne, et publiées chez l'imprimeur Kuentz en 1689.

29 octobre 1874.

Un travail du P. Nicolas Rædlé ouvre la série des communications écrites : c'est une notice sur la construction de l'église et de la tour de St-Nicolas, à Fribourg. Voici le résumé et les conclusions de ce substantiel et intéressant travail :

Conrad, duc de Zæhringen et de Bourgogne étant mort à Constance le 8 janvier 1152, son fils aîné, Berthold IV, lui succéda dans ce même duché de Bourgogne, qu'il gouverna jusqu'à sa mort, 8 décembre 1186. A l'exemple de son père, qui avait fondé la ville de Fribourg en Brisgau en 1120, Berthold IV fonda à son tour notre ville de Fribourg dans le duché de Bourgogne et choisit pour cela la grande presqu'île qui comprend les quartiers du Bourg et de l'Auge proprement dite, et qui était isolée et fortifiée naturellement de trois côtés par la Sarine profondément encaissée et artificiellement, du côté occidental, au moyen d'un large fossé qui, partant du haut de la Grand'rue, longeait le derrière des maisons de la rue des Epouses et finissait dans le ravin du Grabensaal, à l'endroit même où fut bâtie

1) *Nouv. étrennes fribourg.*, IX, 141.

plus tard la maison dite de Bienfaisance, naguère encore école secondaire des jeunes filles. Cette situation particulière de la nouvelle *Freie Burg* en faisait une espèce de refuge, comme on en voit encore beaucoup en Suisse, et d'une ressemblance frappante, mais plus en petit, avec celui que l'on remarque à l'extrémité du grand pont de la Glâne, sur la rive droite de la rivière.

Quant à la date de la fondation de Fribourg, malgré toutes les affirmations des historiens, elle n'est point encore connue d'une manière certaine. On la trouve ordinairement placée sous les années 1177 à 1179; mais d'après certains passages du livre des donations d'Hauterive, où le nom de Fribourg apparaît plusieurs fois, on est obligé d'admettre que cette fondation est antérieure à la date ci-dessus, et qu'elle pourrait bien remonter aux premières années du rectorat de Berthold IV, c'est-à-dire à une époque très rapprochée de l'an 1152.

Le fondateur dota aussi sa nouvelle ville d'une église particulière en l'honneur de St-Nicolas; mais ici encore la date est très incertaine. Ce que l'on sait, c'est qu'en 1177 cette primitive église existait déjà avec son cimetière, et qu'elle fut consacrée le 8 mai 1182, par Roger, évêque de Lausanne, qui, avec le consentement du curé Hugues, permettait le même jour aux nobles de Fribourg de choisir leur sépulture dans les monastères d'Hauterive, d'Humilimont et de Payerne. Mais à cette époque, l'église de Fribourg appartenait aux moines de Payerne, sur la propriété desquels elle avait été bâtie.

Cette primitive église ne paraît pas avoir existé longtemps, car un siècle plus tard, soit en 1283, on doit avoir jeté les fondements de celle que nous voyons aujourd'hui; en 1315, donc 32 ans plus tard, les travaux ayant été conduits avec une excessive lenteur, l'église pouvait tout juste servir aux besoins du culte, mais elle était loin d'être achevée.

Le 13 octobre 1370, les ressources financières ne permettant pas de poursuivre la construction, Messieurs frappèrent d'une imposition toute succession atteignant au minimum 60 livres lausannoises.

En 1426, on construit les orgues; en 1458, la chaire, vrai

bijou architectural ; vers 1463, les belles stalles du chœur et les grandes grilles. L'intérieur était alors terminé.

Mais, un fait important à relever, surtout parce qu'il est assez peu connu et que notre population s'est fait en général là-dessus une opinion erronée, c'est que la tour elle-même s'élevait parallèlement avec l'église, et toujours à la même hauteur, du moins en ce qui concerne la partie de la tour qui touche à la nef et qui ferme l'église. Comment, en effet, se figurer qu'il en ait été autrement et que l'église soit restée ouverte de ce côté-là pendant près d'un siècle et demi ? C'est d'ailleurs l'opinion de M. Blavignac, que les travaux de la tour soi-disant commencés en 1470 furent simplement une reprise de l'œuvre suspendue, et que non-seulement le porche qui forme la base du clocher était déjà alors établi, mais encore qu'une assez haute construction s'élevait au-dessus. Aussi, en mentionnant la pose de la première pierre, qui eut lieu le 7 septembre 1470, le recteur de la fabrique, Henri de Praroman, a-t-il bien soin de dire que cette pierre fut *levée*, plutôt que *posée*. Il serait donc établi que les travaux de la tour, repris en 1470, commencèrent non à la base de l'édifice, mais à la hauteur des combles de l'église ou, si l'on veut, à partir de la fenêtre du premier étage ; en sorte que l'ensemble de l'église offrait, en ce moment-là, le même aspect que celui que nous voyons aujourd'hui à la nouvelle église de Notre-Dame, à Genève, avec sa nef achevée et sa tour commencée mais non terminée. Que le portail de la tour ait été construit longtemps avant le reste de la tour, ce portail même nous en fournit la preuve ; la statue de St-Simon est datée de l'an 1438, tandis que l'architecte ou conducteur des travaux, Georges du Jordil, n'arriva à Fribourg qu'en 1470, soit 32 ans plus tard.

Ceux qui s'intéressent à l'histoire de nos monuments publics, devineront aisément les conséquences qui découlent des allégations du P. Nicolas Rædlé en ce qui concerne la date où auraient commencé les travaux de la tour de St-Nicolas. Tombent du même coup et l'opinion qui attribue le plan de la tour à l'architecte Georges du Jordil, venu à Fribourg en 1470, et même l'opinion qui nous fait arriver ce plan avec nos prisonniers

revenus de Fribourg en Brisgau en mai 1450 ; Georges du Jordil n'aurait eu qu'à exécuter un plan arrêté près de deux siècles avant lui, circonstance qui donne une nouvelle valeur artistique et architecturale à cette belle tour, qui captive à un aussi haut degré l'attention et l'admiration des voyageurs étrangers.

A propos de l'édifice de St-Nicolas, il est encore un fait assez singulier que relève le P. Nicolas ; c'est que, contrairement à ce que l'on pense généralement à Fribourg, le plan sur parchemin qui dépose à nos archives cantonales, ne serait pas du tout celui de notre tour actuelle. L'auteur du travail que nous venons d'analyser, a comparé, sur place, plan et construction, et il n'a pas retrouvé la moindre ressemblance entre l'un et l'autre.

M. *Perrier* soumet le plan d'un fortin qui se trouve au sud-est et à deux kilomètres du Mouret, sur le mamelon dit le Montembloux, point peu commandé, mais qui domine toute la vallée et ses débouchés. Cet ouvrage, qui est à une altitude d'environ 830 mètres (cote absolue), et à 120 mètres environ plus haut que le Mouret, passe pour être une construction des Romains, probablement à cause des ruines romaines découvertes dernièrement et mises au jour par les soins de M. Ruffieux ; mais, dit M. *Perrier*, la forme régulière de ce fortin et la circonstance que celui-ci est *étoilé* et *bastionné* indiqueraient seules une origine plus récente, car la forme bastionnée proprement dite ne se voit dans aucun camp retranché des Romains. Albert Durer, dans ses ouvrages de fortifications, commence à donner aux tours flanquantes des retranchements, une apparence de bastion. En France, les premiers forts régulièrement bastionnés apparaissent sous Henri IV (+1610) et sont dus à Errard, de Bar-le-Duc.

D'un autre côté, ajoute l'auteur de cette notice, le fortin de Montembloux porte avec lui des témoins irrécusables attestant que cette construction est de beaucoup antérieure à Alber Durer et à Errard : ce sont des chênes de quatre à cinq siècles d'existence, en parfaite végétation, soit sur le terre-plein, soit sur les plongées et les talus. En outre de ces chênes vivants, il existe, au même lieu, les troncs pourris de chênes abattus à une époque fort éloignée, et, selon toute apparence, bien antérieure au XVI^e siècle. Quant à la destination de cet ouvrage militaire, M. *Perrier* abandonne aux érudits ce côté de la question.

Une discussion s'élève au sujet de cette communication, et l'on rappelle, entre autres, l'opinion exprimée par le savant M. Dey sur l'origine du fortin dont il s'agit. Voici ce qu'il disait de cette œuvre d'architecture militaire : « C'est un pentagone très régulier, avec ses bastions, ses fossés, ses glacis. Comme il est construit sur une échelle assez faible, on peut au premier coup d'œil se convaincre qu'un amateur a voulu simplement s'exercer dans l'art des fortifications » ¹⁾.

M. *Gremaud* fait part d'une trouvaille mise au jour par les travaux du chemin de fer Fribourg-Payerne ; il s'agit d'une urne funéraire en poterie assez grossière, trouvée près de Cousset, non loin du piquet 664, à dix mètres à droite de l'axe de la voie, à 4 mètre 20 au-dessous de la surface du sol, dans un terrain sablonneux. L'urne, que l'on peut voir au musée de Fribourg, était entourée d'une espèce de gangue en terre glaise, et elle renferme quelques ossements humains ; malheureusement, elle a été brisée dans sa partie supérieure par la pioche d'un ouvrier maladroit.

28 janvier 1875.

MM. *Gremaud* et *Majeux* sont confirmés, le premier comme président, le second comme secrétaire de la société.

Le secrétaire donne lecture d'une notice sur les fonts baptismaux de l'église de St-Nicolas, à Fribourg, par le P. *Nicolas Rædlé* ²⁾.

M. *Hans Wattelet* donne lecture d'une intéressante étude sur un sujet qui occupe depuis un certain nombre d'années les savants de la Suisse allemande et ceux de l'Allemagne, et qui pourrait bien encore soulever quelques tempêtes, surtout en deçà du Rhin.

Il s'agit d'Arnold Winkelried et de sa mort héroïque dans des circonstances que tout le monde connaît, sur le champ de bataille de Sempach, le 9 juillet 1386. Ainsi que l'histoire de Guillaume Tell, celle de Winkelried a rencontré de sérieux con-

1) *Mémorial de Fribourg*, I, 260.

2) *Revue de la Suisse cathol.*, VII, 232.

traducteurs, qui, tout en admettant le fait même, ainsi que les résultats de la journée de Sempach, nient formellement l'authenticité de l'admirable acte de dévouement par lequel le héros unterwaldien a popularisé et immortalisé son nom.

Dans son travail analytique, M. Wattelet n'a eu pour but que de faire connaître l'état actuel de la controverse sur le caractère historique de Winkelried ; il n'était surtout pas inutile de retracer, du moins en résumé, l'historique de cette même controverse. La première dissertation consacrée à cette question est de M. Lorenz, professeur à l'université de Vienne. Ce savant y prétendait que la description de la bataille de Sempach, telle qu'on la trouve dans les écrits de Tschudi et de Jean de Muller, n'avait rien de vrai, que l'acte attribué à Winkelried n'était pas historique, ou, fut-il même historique, qu'il n'avait pas été décisif sur le sort de la bataille. M. Lorenz s'appuyait sur le motif que la chanson du Lucernois Halbsuter, dans laquelle on trouve pour la première fois le nom de Winkelried, ne pouvait pas être l'œuvre d'un contemporain et d'un frère d'armes du héros de Sempach, mais bien plutôt une pure fiction poétique née dans le XVI^e siècle, c'est-à-dire bien plus d'un siècle après la sanglante mêlée dont elle a la prétention de raconter les principaux épisodes.

C'est dans ce poème que tous les chroniqueurs et historiens Suisses ont, les uns après les autres, et même se reproduisant les uns les autres, puisé le récit de la bataille en l'embellissant à leur façon. M. Lorenz pouvait donc se croire en droit d'affirmer que l'acte de Winkelried n'était pas suffisamment attesté par le poème de Halbsuter, attendu surtout que les historiens du XV^e siècle semblent tous ne pas en connaître le premier mot.

Les savants suisses, jaloux de conserver à leur patrie une de ses illustrations les plus pures, mais reconnaissant la modération et l'objectivité qui distinguent la dissertation de M. Lorenz, firent bientôt les plus louables efforts pour essayer de détruire ou tout au moins d'atténuer l'argumentation de cet écrivain, mais sans y parvenir complètement. En effet, à examiner la question d'un peu plus près, on ne pouvait se dissimuler que

l'opinion de M. Lorenz avait beaucoup de vrai, surtout quand on voyait M. de Lilienkron terminant victorieusement le débat sur l'âge et l'authenticité du chant de Halbsuter et confirmant, par la publication de sa collection de chansons populaires et politiques des XIV^e et XV^e siècles, tous les allégués du professeur autrichien.

On hésitait encore à en tirer les dernières conséquences, mais on sentait bien en Suisse que Winkelried était perdu pour nos gloires nationales, si l'on ne parvenait pas à découvrir une source plus rapprochée de l'année 1386 et surtout plus authentique que la fameuse chanson héroïque qui nous a été transmise sous le nom de Halbsuter.

C'est dans ce moment critique que M. Georges de Wyss, professeur à Zurich, fut assez heureux pour mettre la main sur deux manuscrits contenant chacun une chronique zurichoise. Ces deux chroniques avaient fait des emprunts à une autre, écrite probablement au XIV^e siècle, et racontant aussi la bataille de Sempach. Ce document original est perdu pour nous, mais il est aisé d'en reconstruire le récit au moyen des passages concordants des deux copies ou imitations. Le texte de celles-ci est en effet presque identique, sauf cependant certaines variantes qui, dans l'une surtout, sont du plus haut intérêt. Or, il résultait de ces variantes qu'un homme, dont on ne disait pas le nom, avait décidé en faveur des Confédérés la victoire qui penchait déjà du côté des Autrichiens. Que fallait-il de plus ? Le nom du héros n'était pas l'essentiel, et tout le monde, en Suisse, applaudissait au triomphe national obtenu par les doctes investigations de M. de Wyss. Les savants suisses avaient donc pour la seconde fois gagné la bataille de Sempach. Mais voici venir, quelques dix ans après, un jeune historien allemand, M. le D^r Otto Kleissner, de la fameuse école de Waitz, à l'université de Göttingen, qui s'avise d'examiner à nouveau toute la question, et de déclarer, examen fait, que les savants suisses, et M. de Wyss le tout premier, se trouvaient encore victime d'une erreur. M. Kleissner démontre ou prétend démontrer que la science des chroniqueurs suisses du XV^e siècle était excessivement restreinte ; que non seulement ils ne disent et ne savent rien de Winkelried, mais

qu'ils empruntent presque tous leurs détails à des sources allemandes, que les historiens lucernois du XIV^e siècle, au milieu desquels doit avoir été écrite la chanson de Halbsuter, sont si peu instruits de ce qui s'est passé à Sempach, qu'ils se bornent à copier le *Bernois Justinger*, qui lui-même se sert, pour sa description, de la chronique de Königshofen, chanoine capitulaire de l'église de St-Thomas, à Strasbourg. Mais M. Kleissner va bien plus loin encore : le fameux passage qui attribue à un homme la victoire de Sempach, ne serait, à son avis, qu'une interpolation maladroite ou de l'auteur de la chronique ou du copiste.

Il ressortirait même du récit que M. de Wyss croyait si victorieusement concluant, que le héros en question n'aurait pas trouvé la mort dans la mêlée, mais qu'il aurait survécu à la bataille ! M. Kleissner appuie sa thèse d'autres considérations que nous ne pouvons transcrire ici ; il mentionne, entre autres, le fait que le nom de Winkelried ne figure nulle part dans les *Jahrzeitbücher*, soit dans les nécrologes des guerriers tombés à Sempach. Mais ce qui est plus remarquable encore, c'est que, au dire des chroniques allemandes (d'Allemagne), c'est-à-dire des seules qui puissent faire autorité en cette matière (?), la victoire des Confédérés aurait été due à de toutes autres causes qu'au dévouement ou au sacrifice volontaire d'un homme. Ces causes furent telles qu'elles auraient rendu ce dévouement tout à fait inutile et superflu ; c'est ce que ces mêmes chroniques s'appliquent à démontrer avec une argumentation si serrée, qu'il est presque impossible, dit M. Wattelet, de ne pas se laisser aller à des doutes sérieux sur la question en litige.

Le P. *Apollinaire* fait part des résultats obtenus de quelques courses archéologiques dans la vallée de la Glâne, et notamment sur les pentes septentrionales du Gibloux, encore si peu et si mal connues. Les découvertes faites dans cette région seulement prouvent que notre canton de Fribourg est beaucoup plus riche qu'on ne le pense généralement en fait d'antiquités gauloises ou celtiques. Partout les vestiges d'anciennes constructions, de châteaux-forts, de travaux de défenses. C'est ainsi encore que, dans la contrée où se trouvent les localités de Ferlens, Massonnens

et Châtonnaye, on a constaté l'existence de pas moins de 15 tumuli de dimensions différentes ; quelques-uns ont été fouillés en partie, et l'on en a exhumé des ossements, des armes, etc. Mais, ajoute le P. Apollinaire, de tous les explorateurs qui ont dirigé de ce côté leur attention et leurs recherches, le plus heureux est, sans contredit, M. l'abbé Nicolet, professeur à Romont.

M. *Grangier*, conservateur du Musée des antiquités, annonce un don intéressant fait à cette collection cantonale par M. Albert Audergon, menuisier à Fribourg ; ce don consiste en trois fers de mulet ou de cheval et en un éperon de chevalier. Ce qui donne à ces objets un prix particulier, c'est leur provenance ; car ils ont été trouvés à Corpataux, exactement à la même place où, en 1870, fut découverte la monnaie d'or mentionnée plus haut, à la page 75.

6 mai 1875.

M. C. *Ræmy*, aumônier de Bourguillon, lit quelques pages destinées à reprendre la thèse soulevée par M. le Dr Hans Wattelet, dans la séance du 28 janvier dernier, à propos de la bataille de Sempach et du dévouement héroïque de Winkelried. Tout en reconnaissant les droits et les devoirs de la critique, M. Ræmy s'élève contre les tendances desséchantes et les exagérations du criticisme à outrance, qui rejette légendes et traditions, et n'admet que ce qui est documentalement prouvé.

M. *Dafflon* communique un inventaire de l'arsenal d'Estavayer, en 1464. Cette ville, qui faisait alors partie du Pays de Vaud, jouissait d'une certaine autonomie et était une place forte d'une réelle importance. Elle avait un inspecteur des fortifications, et possédait tout un attirail de coulevrines neuves ou vieilles, serpentines, arquebuses, fauconneaux, bandoulières (gibernes), outre 12 balistes d'acier, espèce de grandes arbalètes plus meurtrières que l'artillerie de l'époque, qui cependant, paraît-il, faisaient beaucoup plus de bruit que de mal.

M. *Gremaud* donne connaissance de : 1° une lettre du bailli et des communiers de Châtel-St-Denis faisant hommage à LL. EE. de Fribourg d'un grand ours qu'ils ont eu le bonheur de prendre dans des rets, grâce à la neige fraîchement tombée ; 2° une

poésie latine, forme placard, de notre historien et compatriote François Guillimann, publiée à Fribourg, peu à près son retour de Dillingen. A ce propos, M. Gremaud passe en revue les publications poétiques de Guillimann, de 1589 à 1597, et antérieures à ses travaux historiques. Tous ces opuscules sont devenus d'une extrême rareté ; 3° conseils hygiéniques et directions à l'occasion de la peste, publiés à Fribourg en 1612 (texte allemand), par le médecin et physicien fribourgeois, Nicolas Paccot.

Le secrétaire donne lecture d'un nouveau travail du P. Nicolas Rædlé ; c'est une notice sur la grande grille du chœur de l'église de St-Nicolas à Fribourg ¹⁾.

M. le Dr Wattelet communique une étude qu'il a faite d'un des manuscrits anciens appartenant à la bibliothèque de la société économique de Fribourg. Cet in-folio est porté dans le catalogue sous le titre : *Chronik der Stadt Bern und Freiburg im Uechtland*, et a toujours été attribué à un auteur fribourgeois anonyme. M. Wattelet s'attache à démontrer au contraire que cette chronique n'est autre chose que la reproduction de celle du bernois Schilling, avec quelques variétés et adjonctions de faits et de noms fribourgeois, qui jettent même parfois un peu de désordre ou de confusion dans le récit primitif.

M. Ochsenbein se réserve de répondre à l'argumentation de M. Wattelet, dès qu'il aura pu examiner de plus près le travail de ce dernier. Toutefois il peut dès maintenant déclarer qu'il n'est point d'accord sur les conclusions de M. Wattelet. La chronique dont il est ici question, loin d'être une copie ou un plagiat, est selon lui une œuvre tout à fait originale, antérieure et, comme intérêt, bien supérieure à celle de Schilling. Cette conviction ressort pour M. Ochsenbein d'une étude approfondie qu'il a faite des deux chroniques bernoise et fribourgeoise.

12 août 1875.

Il est d'abord donné lecture d'une notice sur le prix des céréales et sur les salaires des ouvriers au XV^e siècle, comparés avec les prix d'aujourd'hui par le P. Nicolas Rædlé ²⁾.

1) *Nouv. étrennes fribourg.*, XIV, 89.

2) *Nouv. étrennes fribourg.*, X, 131.

Le secrétaire, au nom de M. le professeur *Grangier*, absent, donne communication d'une notice sur de nouvelles trouvailles faites à Montsalvens en 1875, dans les tranchées ouvertes pour la route de Bulle à Boltigen.

On se souvient qu'en 1874 déjà, on avait découvert un squelette, qu'accompagnaient une lame de poignard et deux épingles en bronze ¹⁾. En continuant les travaux en ce même endroit, on a mis au jour divers autres objets ²⁾.

M. *Dafflon* présente à son tour deux trouvailles lacustres provenant de la station de la Crausaz devant Estavayer, et faites par un pêcheur sur l'isthme même ou haut-fond qui joignait le rivage à la ténévière. Ces deux objets sont la propriété d'un collectionneur et intelligent fouilleur de la localité. Nous voulons parler d'une hachette en bronze, mais tout spécialement d'un moule à hachette également en bronze. Par une chance particulière, les deux moitiés ou coquilles de ce même moule ont été retrouvées à quelques pas l'une de l'autre et sont parfaitement conservées.

M. le Dr *Wattelet* lit une étude sur l'origine du coutumier de Morat. La plus ancienne source des droits municipaux se trouve dans les privilèges (*Handfesten*) que donnaient d'abord les rois et plus tard les seigneurs. Mais il arrivait souvent que les premiers ne faisaient que confirmer les privilèges accordés par les derniers. Il n'y avait pas partout une codification complète et écrite; très souvent on ne fixait les coutumes par écrit que dans le but de les communiquer à une autre ville. Aussi trouve-t-on une très grande connexité entre les droits et franchises de beaucoup de villes. Celles de Fribourg offrent le même fait et il n'est pas à douter que le plus ancien droit de la ville de Morat ne soit aussi une copie d'un privilège municipal quelconque. Les documents y relatifs tendraient, il est vrai, à remonter au duc Berthold de Zæhringen; mais, dit M. *Wattelet*, il est prudent de ne pas se fier à cette indication. Tout en admettant que les Zæhringen se soient montrés favorables à la ville de Morat, M. *Wattelet* pense que les franchises

1) V. plus haut, p. 100 et *Indicateur d'antiquités suisses*, II, 562.

2) *Indicateur d'antiq. suisses*, II, 622.

de cette dernière ne remontent qu'à une époque où cette illustre famille n'existait déjà plus.

28 octobre 1875.

Il est donné connaissance d'une dissertation présentée par le *P. Nicolas Rædlé*, sous le titre : Notice exacte sur la date de la consécration de la cathédrale de Lausanne ¹⁾.

M. Grangier prend occasion des préparatifs qui se font dans notre canton, en vue de la célébration du grand anniversaire national de 1476, pour rappeler le souvenir de la brillante réception faite par la république fribourgeoise, en octobre 1623, aux députés des cantons catholiques et du Vallais, réunis dans la cité de l'Uchtland pour renouveler le traité d'alliance conclu en 1553 ²⁾.

Tous ces détails, très intéressants, surtout en ce qui concerne la ville de Fribourg, nous ont été laissés par un écrivain fribourgeois contemporain, mais encore anonyme, dans une relation dont il a été fait différentes copies. Une de ces copies se trouve à la fin du *Manual* du conseil de Fribourg de l'année 1623, une autre est contenue dans le premier volume des manuscrits de Prosper Gady, déposés à l'évêché de Fribourg ; c'est la même qui a été publiée dans le *Mémorial de Fribourg*, t. IV, p. 219 à 237. Mais la copie dont parle *M. Grangier* a été faite *juxta la copie à Lyon* et signée à Lyon, le 19 novembre 1623, par *Etienne de la Grange, dict Pugin*, signature qui nous apprend que *De la Grange* aurait été le nom primitif et vrai de la famille du copiste et *Pugin*, le nom subséquent, qui seul est resté. Toutes ces copies offrent des variantes considérables quand aux expressions.

M. Wicht fait connaître l'origine toute vulgaire du nom de Tour à Boyer, donné à Romont à la haute et élégante tour qui s'élève à l'extrémité sud-ouest de cette petite ville féodale ; il s'agit tout simplement de la vente faite en 1801 par le gouver-

1) *Revue de la Suisse catholique*, XVII, 130.

2) V. plus haut, p. 64 et 65.

nement helvétique au citoyen Pierre Boyer, de Romont, de cette fameuse tour devenue alors propriété nationale, et qui a pris le nom de son nouvel acquéreur.

M. Wicht donne ensuite lecture des premières pages d'une étude sur l'itinéraire suivi à travers le territoire fribourgeois et sur l'accueil splendide reçu à Fribourg par le duc Amédée VIII, de Savoie, l'ermite de Ripaille, se rendant à Bâle pour y être couronné pape sous le nom de Félix V. La *Chronique fribourgeoise* publiée par M. H. Ræmy, donne déjà sur cette réception des détails forts piquants (p. 170 et suiv.).

M. Grangier communique une traduction de la lettre patente de noblesse, délivrée en latin, le 10 décembre 1669, par Léopold I^{er} empereur d'Allemagne à « Jean Ladislas Monnet, de la Roche, d'honnête famille, natif de la ville et canton de Fribourg en Suisse », et ce pour services rendus pendant les guerres contre les Turcs, soit déjà au père de Léopold, Ferdinand III, qui régna de 1637 à 1658, soit à Léopold lui-même, et notamment dans la guerre de Hongrie, que termina la bataille de St-Gothard, près de Raab, gagnée sur les Ottomans par le général Montecuculli. Monnet, reçoit le titre de chevalier romain et est proclamé noble, lui, ses ascendants jusqu'à la troisième génération et ses descendants à perpétuité.

M. Ræmy lit quelques pages relatives à la chapelle de Lorette et à sa fondation pendant la guerre de Trente-Ans (1618-1648) ¹⁾.

M. Jeunet lit, au nom de M. Hubert Thorin, une notice sur l'agitation politique qui, dans la Gruyère, précéda, accompagna et suivit l'entrée des Français à Fribourg, en 1798.

M. Jeunet communique, en outre, le résumé d'un travail auquel il donne le titre de *Histoire du parti français à Neuchâtel* ²⁾ et démontre que sous tous les régimes, des sympathies françaises ont existé très vivaces au sein du peuple neuchâtelois, témoin encore naguère l'admirable accueil chrétien et humanitaire fait par lui aux débris de l'armée de Boursbaki.

M. Gremaud communique : 1^o une reproduction photographique très bien réussie (travail de M. Rossier à Fribourg), d'une

1) *Nouv. étrennes fribourg.*, X, 147.

2) *Revue de la Suisse cathol.*, VII, 49.

lettre autographe du P. Canisius, adressée, en 1581, à Georges de Diesbach, gouverneur de Neuchâtel ; 2° une convention en latin, passée en 1442 entre la ville de Genève et un maître paveur fribourgeois, Pierre Toquet, pour le pavage de la place de Saint-Gervais, à raison de 10 sols la toise.

10 février 1876.

M. *Jeunet* ouvre la séance par la lecture des premières pages d'une monographie de Villars-sous-Mont, par M. *Hubert Thorin* ¹⁾.

M. *Wicht* communique le résultat de quelques recherches historiques sur l'ancienne seigneurie et maison de Châtonnaye. Certaines découvertes semblent prouver que cette localité aurait été beaucoup plus considérable autrefois que de nos jours, et qu'elle aurait vu se passer dans son voisinage des faits militaires importants sur lesquels l'histoire n'a pas encore dit son dernier mot. Pour qui connaît l'admirable position qu'occupe le village dont il est ici question, on comprend qu'elle ait dû attirer de bonne heure l'attention et la convoitise des seigneurs féodaux. Des squelettes ont été découverts sur plusieurs points de ce territoire. A peu de distance de Trey, du côté de Châtonnaye, était jadis un village appelé le Reposoir ; il n'existe plus, mais une maison porte encore le même nom. En 1275, le château Contesson fut, dit Kuenlin, brûlé par les troupes de Guillaume II de Champvent, évêque de Lausanne.

M. *Schneuwly* lit quelques notes sur les premières écoles de la ville de Fribourg et s'attache à démontrer que ce n'est point vers l'année 1423 seulement, comme il a été dit quelque part, que la cité de Zœhringen a eu ses écoles, mais probablement dès les premières années de son existence, puisque déjà en 1181 nous trouvons à Fribourg un *magister* du nom d'Aymon. Dans tous les cas, la Handfeste de 1249 confère à la bourgeoisie de Fribourg le droit d'élire son *scholasticus*. Or le mot de *scholasticus* ne peut se prendre que pour un maître d'école, d'autant

1) *Notice historique sur Villars-sous-Mont*, par J.-H. Thorin, Fribourg, 1876.

plus que les deux traductions allemande et française de la *Handfeste* datant toutes deux du XV^e siècle déjà, rendent ce mot par *maître d'école*. En 1397, il est question d'une maison d'école en l'Auge, près de l'église des Augustins. M. Schneuwly croit que la première école publique fut installée dans l'ancien et très intéressant bâtiment que nous connaissons sous le nom de la douane, derrière l'église de Notre-Dame.

Les notes de M. Schneuwly s'arrêtent pour le moment à 1511, année où nous voyons, entre autres particularités, la ville de Fribourg faisant confectionner par un peintre deux têtes d'âne, et une tête de diable, destinées probablement à coiffer les petits paresseux et polissons de l'époque.

Le secrétaire donne lecture d'une notice sur le premier agrandissement de la ville de Fribourg, par le P. *Nicolas Rædlé*, cordelier.

On a publié dans le 1^{er} volume du *Recueil diplomatique du canton de Fribourg*, pages 81 et 82, deux documents qui concernent le premier agrandissement de la ville de Fribourg. Le premier de ces documents est intitulé : *Agrandissement de Fribourg au-delà de la porte de l'Auge et admission aux mêmes droits*. Une note au bas de la page indique que cela concerne le petit quartier de la Schmidgasse (rue des Forgerons).

Le second document a reçu pour titre : *Nouvelle extension de Fribourg le long de la Sarine*. Une note ajoutée à la fin dit que c'est là l'origine du quartier de la Neuveville, en deçà et au delà du pont de St-Jean.

Autant sont exacts le titre et la note relatifs au premier acte (1253), autant ils sont erronés en ce qui concerne le second (1254).

C'est à prouver cette dernière assertion que le P. Nicolas a consacré son travail. Il démontre que le second acte n'est qu'une confirmation et une extension du premier et que celui-ci n'a trait qu'à la Schmidgasse, où le seigneur de Fribourg, qui était alors Hartmann-le-Jeune, comte de Kybourg, cherchait à attirer des habitants par des concessions de terrain. Cela ressort, en effet, de l'examen attentif des deux pièces, où il n'est pas dit un mot qui puisse se rapporter à la Neuveville. Une note écrite

au dos du second parchemin par un archiviste du XV^e siècle dit d'ailleurs expressément que cette pièce a trait aux maisons au-delà de la Sarine. *Comment les maisons dilay de la Sarine sont annexées à la ville.* Or, chacun sait que la Neuveville n'est pas pour nous au-delà, mais bien en-deçà de la Sarine. Une autre preuve, c'est que la Planche n'a été annexée à la ville que vers 1402, et que la Neuveville, loin de faire partie de la Planche, appartenait jusqu'à cette époque au quartier ou à la bannière de l'Hôpital. Ce ne fut que vers 1402 que la Neuveville et la Planche furent réunies pour former un quartier particulier.

Le partage de la ville en quartiers, mais dès le début au nombre de trois seulement, existait déjà en 1301, et peut-être même vers 1250. C'étaient les quartiers ou bannières du *Bourg*, de l'*Auge* et de l'*Hôpital*. Ce partage en trois bannières existait encore en 1392. Voici quelle était la circonscription de chacune :

La bannière du *Bourg* comprenait, depuis la maison où se trouve aujourd'hui le cercle de l'Union, la Grand'rue, la rue des Miroirs, celle du Grand Pont-suspendu ou des Bouchers et celle des Orfèvres ou des Chandelères, actuellement celle des Epouses. Cette bannière était fortifiée au midi, à l'est et au nord par les précipices de la Sarine et à l'occident par un long et profond fossé qui, partant de la maison déjà indiquée tout à l'heure au haut de la Grand'rue, passait derrière les maisons de la rue des Epouses et aboutissait au Grabensaal, entre les Merciers et la Grenette. Trois tours ou portes avec ponts-levis donnaient accès au Bourg : l'une à l'étranglement au haut de la Grand'rue, une autre devant la droguerie Lapp, la troisième enfin au haut du Stalden.

La bannière de l'Hôpital comprenait tout le terrain à l'occident du grand fossé dont nous venons de parler, c'est-à-dire la place Notre-Dame, la rue de la Préfecture, la promenade actuelle des Tilleuls, où s'élevait alors l'Hôpital, dont le nom a été donné à cette bannière, la rue de Lausanne, la rue des Alpes, la Grand'-fontaine et la Neuveville. Cette bannière était défendue par un long rempart, qui, à partir de l'extrémité du jardin de la Préfecture au bord du rocher, montait à tire d'aile vers le

mont du Beltzé, où s'éleva plus tard le collège, enfermait cette haute esplanade, puis tournait à gauche, allait en droite ligne fermer l'extrémité supérieure des rues de Lausanne et des Alpes, plongeait hardiment dans la vallée et enfin se terminait près du Pont de St-Jean. La profonde tranchée du Varis (*Wallriss*), des étendues considérables de remparts, la muraille contre laquelle est venue s'appuyer plus tard le Grand-Escalier, sont autant de souvenirs de ces travaux de défense destinés à garder la ville du côté du nord et de l'ouest.

La bannière de l'*Auge* comprenait l'Auge proprement dite et la Schmidgasse. Celle-ci était fortifiée par une muraille qui depuis la porte de Berne grimpait à la Tour-Rouge et redescendait jusqu'au bas du rocher du Durrenbühl. C'est cette muraille qui, à une époque rapprochée de nous, fut éventrée sur deux points pour faire place à la nouvelle route de Bourguillon.

Tout ce qui était hors des murs entourant les bannières de l'Hôpital et de l'Auge était hors de la ville : ainsi la rue de Morat, les Places, le Pertuis et la Planche n'appartenaient pas encore à Fribourg.

Quant à la date de la construction de ces deux murailles, avec leurs portes et leurs tours, le *P. Nicolas* dit avoir découvert la preuve qu'elles existaient déjà au commencement du XIV^e siècle, et il cite différents actes à l'appui de son opinion. Ainsi, en 1323, le gouvernement ordonne à l'Hôpital de démolir trois moulins que celui-ci possède au haut de la ville, deux à l'intérieur des murs, donc dans la ville même, et l'autre sur les Places (*in Plateis, extra villam Friburgi*). Un acte de 1325 parle d'une porte qui s'élevait là où nous voyons la voûte du couvent des Ursulines ; en 1328, il est question de la Mauvaise-Tour, entre la Préfecture et l'Abattoir ; en 1329, de la Porte Supérieure de la ville, notre ancienne bastille de Jacquemart, entre l'hôtel des Charpentiers et le couvent des Ursulines.

Cependant la population de la ville se trouvant trop à l'étroit dans l'enceinte des murs, elle s'était vue forcée de se répandre au dehors, et les habitations extérieures vinrent en si grand nombre se mettre sous la protection de la cité guerrière, que déjà dans la seconde moitié de ce même XIV^e siècle, il fallut

songer à agrandir encore le cercle de la défense commune. On bâtit donc de nouveaux remparts, on éleva de nouvelles portes et de nouvelles tours, on creusa des fossés. En 1386, la porte de Bourguillon existait déjà, ainsi que la Tour-Ronde appelée aussi Tour-Henri ¹⁾. La porte de Berne s'appelait porte de *Stade*, c'est-à-dire du port ; la Tour-Rouge portait déjà ce même nom.

Ce fut le 24 mars 1392 que le gouvernement incorpora à l'ancienne ville les nouveaux faubourgs, soit tout ce qui est compris dans la dernière enceinte.

Nous voyons qu'en cette même année toutes les portes de la ville existaient, sauf celles de Romont et des Etangs. Le gouvernement, statuant sur la position politique des habitants des trois faubourgs (Places, rue de Morat et Planche), ordonna que quiconque demeurera un an et un jour devant la ville, c'est-à-dire dans l'enceinte des nouveaux murs et fossés en construction, sera considéré comme *résident*, et cela de la même manière que dans l'ancienne ville.

Dix ans plus tard, tout était terminé, tours et remparts. On procéda à une nouvelle division de la cité, qui compta dès lors non plus trois, mais quatre bannières ou quartiers. C'est en effet, en 1402, que nous voyons pour la première fois apparaître quatre bannerets. En 1406 se fit la division militaire pour toute la ville et tout le territoire de la seigneurie de Fribourg, avec l'indication précise soit des rues et des villages dans lesquelles chaque bannière recruterait désormais ses hommes, soit des portes de la ville que chacun avait à défendre en temps de guerre. C'est ainsi que l'armée fribourgeoise était répartie lorsque, sous le commandement du capitaine Hans Cuntzi, elle fit, en 1536, la conquête d'une partie du Pays de Vaud (V. *Kuenlin*, Dictionnaire, II, 316). Cette division en quatre bannières resta jusqu'à la grande révolution de 1798 ; c'est donc celle qui existait lors de la guerre de Bourgogne.

M. *Gremaud* rappelle que dans une précédente séance, où il avait été question du P. *Gumppenberg*, le principal promoteur de l'érection de la chapelle de Lorette, en 1647-48, on s'était

1) L'auteur croit que ce nom est celui d'un ancien gardien de la tour. On l'attribue cependant au roi de France Henri IV, qui régna 200 ans plus tard.

demandé qu'elle était la patrie de ce prédicateur et quel avait été son rôle à Fribourg. M. Gremaud donne à cet égard quelques détails qui ne sont pas sans intérêt.

Guillaume Gumpfenberg, né à Munich en 1609, entra en 1625 dans la Compagnie de Jésus, enseigna successivement les humanités, la philosophie et la théologie, fut quatre ans durant pénitencier au Vatican, prêcha pendant 32 ans en Allemagne, et mourut à Innsbruck le 6 mai 1675. Il passa trois années à Fribourg, d'octobre 1646 à novembre 1649, et y acquit comme prédicateur dans l'église de St-Nicolas un renom et une influence considérables.

La veille et l'avant-veille de son départ pour Fribourg en Brisgau, où il allait faire entendre aussi sa parole éloquente, les principaux membres du gouvernement se rendirent au collège pour faire leurs adieux au célèbre prédicateur, à la bonne vieille mode fribourgeoise, c'est-à-dire au moyen d'un copieux dîner qui, le second jour, dura selon le *Diarium collegii*, de 11 heures du matin à 2 heures du soir, et où figurèrent, entre autres, deux grands pâtés offerts par l'un des seigneurs convives. Le P. Gumpfenberg a publié en 1657, à Munich, un *Atlas Marianus*, énorme in-folio de plus de 2,000 pages, où l'auteur fait la description d'un nombre infini de chapelles miraculeuses consacrées à la Vierge-Marie.

M. Rœmy fait connaître quelques formules notariales usitées au XVI^e et au XVII^e siècle et donne comme spécimen un testament de 1622, reçu par le notaire Claude de Saint-Bernard.

M. Majeux rappelle le bon souvenir de M. Adrien Grivet, allié Stœcklin, d'Attalens et de Fribourg, professeur à l'école moyenne de 1845 à 1848, et à l'école cantonale de 1848 à 1853, puis à Bâle, et depuis, jusqu'à sa mort, arrivée le 14 janvier dernier, chef d'une importante maison d'éducation à Rio-de-Janeiro (Brésil). M. Grivet était un des plus anciens membres de la société d'histoire, il en fut même le deuxième secrétaire depuis le 17 août 1843, date de sa réception, jusqu'au 1^{er} février 1849.

M. Gremaud lit une notice sur Claude d'Estavayer, abbé de Haute-Combe, évêque de Belley, abbé du Lac de Joux, prieur

de Romainmôtier, chanoine et prévôt de Lausanne, etc., mort à Romainmôtier le 28 décembre 1534, après avoir joué un rôle important, mais beaucoup plus politique que religieux, à la cour du duc de Savoie, dont il était le conseiller. Ce sont les armoiries de l'évêque Claude d'Estavayer qui se trouvent sculptées sur pierre, dans le vestibule du Lycée à Fribourg. Ce bloc provient de l'ancienne maison qu'une branche de cette famille possédait et habitait autrefois à Romont.

13 mai 1876.

M. *Gremaud* communique les premiers résultats de ses recherches sur l'importance de la fabrication des draps à Fribourg au moyen âge. Chacun sait que cette industrie était autrefois très florissante sur les bords de la Sarine ; mais c'est surtout dans les vingt-cinq premières années du XV^e siècle que nous la voyons briller de son plus vif éclat. Le seul quartier de la Neuveville comptait alors 27 tisserands de drap et 41 cardeurs et tondeurs de laine. Quatre-vingt teinturiers étaient sans cesse occupés avec leurs ouvriers à teindre les draps, qui partaient soit pour la France méridionale, Gênes, Venise et le Levant, soit pour les villes du Rhin et la Baltique.

Le sceau de la ville était apposé à chaque pièce de drap, ou plutôt il y avait deux espèces de sceaux : le grand pour les pièces de 42 aunes, le petit pour les pièces de 13 aunes seulement. Voilà pour les produits de choix destinés à l'exportation. Les pièces de qualité inférieure n'étaient pas scellées ou plombées. M. Héliodore Ræmy rapporte dans son mémoire sur *l'Industrie à Fribourg au temps passé et de nos jours*, que lorsque le commerce des draps atteignit son plus haut degré de prospérité, on en plomba, dit-on, jusqu'à 20,000 pièces par an. « En 1424, on en plomba 13,750 pièces, 10,534 l'année suivante, 11,856 en 1426, 12,800 en 1428, 13,700 en 1429. En 1436, ce nombre s'élève à 14,550, à 19,300 en 1450. Il retombe à 13,400 en 1453 et à 4,380 seulement en 1454. Il remonte à 9,525 en 1455, descend à 4,200 en 1476, se

« relève à 10,146 en 1477 et atteint encore 9,120 pièces en « 1500 ». D'après les documents qu'il avait dépouillés, M. H. Ræmy était arrivé à une moyenne d'environ 40,000 pièces, de l'année 1424 à l'année 1500.

Ainsi que nous l'avons dit, M. Gremaud a étudié les années 1413 à 1452 soit 39 années; et il est arrivé, en fait de draps plombés, au chiffre total de 8,124,187 aunes, se décomposant comme suit :

1413 à 1432	4,572,253 aunes
1433 à 1452	3,551,934 »

donc, de 1413 à 1452 8,124,187 aunes
qui, comptées au prix de 15 francs d'aujourd'hui, représenteraient une valeur de 121,862,805 francs, se partageant à leur tour comme suit entre chacune des deux séries de 20 ans :

de 1413 à 1432	4,572,253 aunes	68,583,795 fr.
de 1433 à 1452	3 551,934 »	53,279,010 »

Somme égale 121,862,805 fr.

La moyenne de la fabrication a été la suivante :

Pendant les 20 premières années, de 228,612 aunes par an.

Pendant les 20 dernières années, de 177,596 aunes par an.

Différence en moins par an 51,016 aunes.

A propos de nos anciennes manufactures de draps, il est à remarquer qu'aucune de celles-ci n'existait dans le quartier du Bourg, mais que toutes appartenaient aux quartiers de la Neuveville, des Hôpitaux et de l'Auge, quartiers que nous venons de placer dans l'ordre de leur importance de fabrication, comme on peut le voir par le tableau suivant pour les années 1412 1^{er} août à 1431, 24 juin.

Grandes pièces de 42 aunes. Pièces de 13 aunes. Total.

Neuveville	36,347	92,550	128,897
Hôpitaux	10,892	35,469	46,361
Auge	15,396	4,376	19,772

Le secrétaire donne lecture d'une *notice sur Hensili Fégely*, l'un des chefs de la troupe fribourgeoise à la bataille de Morat le 22 juin 1476, par le P. Nicolas Rædlé ¹⁾.

1) *Revue de la Suisse cathol.*, VII, 459.

M. *Gremaud* rend hommage à la mémoire d'un membre de la société d'histoire, mort il y a deux mois : M. Alexandre Menoud, originaire de la Magne, décédé curé de Mannens. M. Menoud avait voué à l'architecture religieuse la plus grande partie de son activité et de ses études. On lui doit la construction ou la restauration de plusieurs de nos églises paroissiales, ainsi de celles de Dompierre, Treyvaux, Mannens et la Tour-de-Trême.

M. Gremaud a fait une étude comparée des différentes biographies de St-Béat, qui, selon la tradition, aurait été disciple de St-Pierre, envoyé par celui-ci en Helvétie pour y prêcher l'Evangile, et aurait habité, dans l'Oberland, la fameuse grotte du Béatenberg. Le nom donné à cette montagne, celui de Béatenloch, que porte cette belle grotte, une des plus remarquables de la Suisse, le nom aussi de Béatenbach, qui est celui du ruisseau voisin à la double cascade, des documents nombreux où sont mentionnés les noms qui précèdent, tout semble indiquer la présence, sur les bords du lac de Thoune, d'un personnage nommé Béat. Mais est-ce bien celui dont nous possédons les biographies ? et les actes qu'on lui attribue sont-ils authentiques ? ou plutôt n'appartiendraient-ils pas à un autre personnage du même nom ? M. Gremaud répond affirmativement à cette dernière question et il démontre : 1° que la première biographie de St-Béat publiée en Suisse, l'a été à Bâle, en 1511, par le cordelier Daniel Agricola ; 2° que tous ceux, sans aucune exception, qui ont raconté depuis la vie de St-Béat, n'ont fait que reproduire, mais sans le contrôler en aucune façon, le récit du cordelier bâlois, sauf par si par là quelques additions sur des points particuliers ; 3° que Daniel Agricola lui-même s'est borné à attribuer au Béat de l'Oberland tout ce que l'on a écrit bien antérieurement au sujet d'un autre Béat mort à Vendôme, en France, et dont les Bollandistes eux-mêmes n'ont admis la légende que sous forme dubitative. Le style seul est changé dans l'opuscule d'Agricola, ainsi que les noms des localités ; quand aux faits, ils sont exactement les mêmes et racontés dans le même ordre. Il est d'ailleurs certain qu'avant le XVII^e siècle, il n'est fait mention d'un St-Béat suisse dans aucun missel, bréviaire

ou autre livre liturgique. Aucun manuscrit ni aucun livre imprimé avant 1511 ne disent un mot de ce personnage. Ce n'est qu'au XVII^e siècle, soit par les *Propres* de Soleure de 1640 et de Constance de 1652 que le culte de St-Béat est introduit dans la liturgie comme fête simple. La leçon du jour (9 mai) raconte, entre autres, que St-Béat a été envoyé en Gaule par le Souverain Pontife pour prêcher l'Evangile et qu'il fut inhumé *in castro Vendocino*, c'est-à-dire dans le château de Vendôme. On devine ce qui a eu lieu : le vrai St-Béat mort à Vendôme a été oublié, tandis que le solitaire obscur des bords du lac de Thoune est devenu l'objet d'une fête particulière et qu'on lui a attribué la légende du premier. Tel est le résultat du roman pieux du cordelier Agricola, reproduit ensuite de bonne foi par tous ceux qui ont écrit sur ce mystérieux habitant du Béatenberg.

19 octobre 1876.

M. Grangier donne lecture de deux biographies fribourgeoises. La première est consacrée à Pierre-Joseph-Gauthier Schaller, d'abord jésuite, puis prêtre séculier, et la seconde au chanoine Jacques-Philippe Grangier, l'auteur des *Annales d'Estavayer* ¹⁾.

Le secrétaire donne lecture d'une notice sur la loi monétaire de Berthold de Neuchâtel, évêque de Lausanne en 1216, par le P. Nicolas Rædlé. Ce long travail, fruit de laborieuses et patientes recherches, est tout hérissé de chiffres, de dates, de citations latines et de tableaux comparatifs. Nous nous bornons à en détacher le fait qu'à cette époque on comptait, dans le diocèse de Lausanne, par livres, sols, deniers, oboles et pites, — la livre valant 20 sols, — le sol 12 deniers, le denier 2 oboles ou mailles, l'obole ou maille, 2 pites. Quant à la valeur intrinsèque comparativement à notre monnaie actuelle, le P. Rædlé est parvenu, après des calculs très minutieux, à l'établir comme suit pour le denier, le sol et la livre :

1 denier	= fr.	0,0971
1 sol	= fr.	1,1654
1 livre	= fr.	23,3095

1) *Nouvelles étrennes fribourg.*, XI, 75 et 76.

M. *Gremaud* communique la copie d'un document de nos archives cantonales, offrant d'autant plus d'intérêt que, s'il n'a pas été complètement ignoré jusqu'ici, il n'a du moins jamais été utilisé ou mentionné, à ce que nous croyons.

Il s'agit d'un relevé du partage fait, entre la ville de Fribourg et les autres intéressés, du butin pris par nos troupes à Montagny, dans cette malheureuse guerre de Savoie, à la suite de laquelle, après avoir lutté inutilement et à la fois contre les Bernois et les Savoyards, nous dûmes accepter la paix honteuse de Morat, du 16 juillet 1448. On sait que cette guerre ne fût qu'une longue série de surprises, de combats, d'incendies, de pillages et de représailles sanglantes. La prise et la destruction du château de Villarsel au pied du Gibloux, et de la petite ville de Montagny furent, dit la chronique publiée par M. H. Ræmy, les débuts des Fribourgeois : objets de literie, coussins, couvertures, *coëtres*, harnais ou armures, chanvre, lard et blé en quantité énorme, beurre, etc., sans oublier les espèces et valeurs en or et en argent, tout fut la proie des vainqueurs. Un grand nombre de prisonniers tombèrent aussi entre leurs mains et durent payer une forte rançon. Nous remarquons parmi eux le banneret de Montagny, Rollet Chaucy, et le seigneur de Montricher.

La ville ayant été pillée, fut ensuite livrée aux flammes, à l'exception toutefois du château, dont les vainqueurs ne purent s'emparer, et ceux-ci continuèrent les hostilités en incendiant un grand nombre de villages sujets de la Savoie, depuis Orsonnens et Lentigny jusqu'à Chandon et Oleyres. Ces événements se passaient dans les derniers jours de l'an 1447 et dans les premiers de 1448. Au mois de février suivant, le partage du butin se fit de la manière suivante, conformément à l'ordonnance militaire du 17 décembre 1447. On préleva tout d'abord le dixième en faveur des trois maîtres du butin ou capitaines, Pierre Perrotet, Otto Brassa et Jacob Vöguilly. Du restant, il fut fait deux parts égales, dont l'une revint à la ville de Fribourg, et l'autre à ceux qui avaient fait partie de l'expédition et conquis le butin de Montagny.

M. *Gremaud* a calculé que, réduite au pied monétaire d'aujourd'hui, la somme totale provenant de ce butin s'élevait à

118,308 fr., sans compter une somme supplémentaire de 23,404 fr. reçue pour la rançon d'autres prisonniers et qui fut probablement répartie sur les mêmes bases. Les 118,308 fr. représentent les rubriques suivantes :

Espèces en valeurs, or et argent, enlevées dans le pillage,	fr. 90,396
Bacons (lard)	» 6,948
Beurre	» 4,296
Blé	» 9,924
Rançon des prisonniers	» 9,744
<hr/>	
Somme égale fr. 118,308	

M. *Schneuwly* communique sous le titre: *Les Vaudois*, les lignes émouvantes que voici: La belle et noble conduite du gouvernement et du peuple vaudois tout entier à l'occasion de l'incendie qui a détruit en quelques heures le grand et pittoresque village d'Albeuve m'a suggéré l'idée de rechercher dans les archives cantonales, si, dans les incendies les plus considérables qui ont désolé notre pays au siècle passé et au siècle présent, nos chers voisins et confédérés n'ont pas fait preuve des mêmes sentiments d'humanité et de bon voisinage.

D'abord au siècle passé, le feu prit dans la nuit du 25 au 26 juin 1737 à une maison de la Grand'-Rue à Fribourg, et, favorisé par un vent violent, il détruisit une vingtaine de belles maisons avec la presque totalité des meubles et valeurs qu'elles contenaient. Ce sont celles qui précèdent les arcades du bas de la rue. A cet incendie se distinguèrent les Moratois qui, accourus en grand nombre et en belle ordonnance, rendirent de précieux services. Les uns étaient pourvus de haches et de piques, les autres de sceaux ou de crocs. Mais il ne faut pas oublier non plus les villes de Laupen et d'Avenches, dont les habitants se conduisirent très bravement et travaillèrent avec beaucoup d'ardeur. De chaleureux remerciements furent adressés au gouvernement de Berne.

Au commencement de ce siècle, la charmante ville de Bulle fut, comme tout le monde le sait, presque complètement réduite en cendres le 2 avril 1805. 111 maisons et 30 granges furent

détruites de fond en comble. Parmi les bâtiments incendiés, il faut compter l'église paroissiale qui était presque complètement neuve, ainsi que toutes ses cloches, la maison de ville, la halle et toutes les habitations du clergé. Parmi les bâtiments publics qui échappèrent à la voracité des flammes, on ne peut citer que le château, le couvent des Capucins et l'hôpital bourgeois. Le gouvernement de Fribourg s'empessa d'adresser une circulaire à tous les cantons confédérés pour les prier de bien vouloir ordonner une collecte générale. Mais le Petit Conseil du canton de Vaud n'avait pas attendu les sollicitations de son voisin de Fribourg; le gouvernement vaudois, apprenant par le bruit public le malheur qui avait frappé la ville de Bulle, avait pris les devants et résolu spontanément qu'une collecte serait faite dans le canton. En y comprenant ce que l'Etat y ajouta, elle produisit la somme de 16,000 francs vieux taux, soit 23,200 fr. fédéraux. Voici en quels termes l'acte de réception de cette somme, considérable pour l'époque, est conçu: « L'importance de ce secours et la manière spontanée avec laquelle, même en prévenant notre demande, vous en avez ordonné la perception volontaire, nous sont une preuve bien sensible que l'amitié chez nos voisins et confédérés du canton de Vaud n'est point un mot dénué de sens, une vertu stérile, et que leur affection fraternelle envers nos ressortissants est à l'épreuve des circonstances et des événements. Nous aurons soin de faire connaître au public de notre canton toute l'étendue de votre généreuse compassion, afin qu'il partage avec nous le sentiment de gratitude que doit inspirer un bienfait aussi signalé et qu'il n'en perde jamais l'impression et le souvenir. »

Vingt-cinq ans plus tard, soit le 26 mars 1830, c'était le tour du village de Semsales, où le feu prit dans une boulangerie et détruisit 44 bâtiments au nombre desquels la maison d'école et les trois auberges. Dans un rapport aussi émouvant que circonstancié, M. le conseiller Charles Schaller, devenu plus tard avoyer, et qui avait été envoyé sur les lieux comme commissaire du gouvernement, s'exprimait ainsi: « Il fut admirable de voir la ville de Vevey et nombre de communes vaudoises rivaliser de zèle avec les Fribourgeois, quoique l'incendie du village de St-

Légier eut déjà mis peu de jours auparavant leur charité à une grande épreuve. » Ensuite de ce rapport, le Conseil d'Etat du canton de Fribourg, après avoir rappelé le souvenir des sentiments de gratitude que lui avait fait exprimer la municipalité de Saint-Légier et la Chiésaz pour les secours que les Fribourgeois venaient de leur apporter dans l'incendie de son village, écrivit au gouvernement de Vaud que c'était à son tour de lui témoigner la reconnaissance publique des Fribourgeois pour l'ardeur avec laquelle des communes voisines étaient venues au secours de Semsales, pour leur dévouement pendant la durée de l'incendie et pour les nombreux et généreux secours que la charité tant publique que particulière de son canton avait fait parvenir dès lors aux incendiés.

Enfin dans le second incendie de la ville de Romont, qui éclata le 17 août 1863 et qui dévora 10 maisons, la population de Lausanne s'empressa d'organiser des secours et était sur le point de les faire partir, l'orsqu'elle reçut la nouvelle que l'incendie était comprimé.

M. Schneuwly s'arrête ici, ne voulant pas multiplier trop ses citations. Il croit avoir assez rappelé à la génération présente et aux générations futures combien grande doit être notre reconnaissance envers le canton de Vaud, et combien doivent être étroitement unis les deux pays voisins de Vaud et de Fribourg.

M. *Gremaud* mentionne enfin une publication déjà ancienne, mais récemment envoyée par l'auteur, soit à la bibliothèque cantonale, soit à la bibliothèque de la société économique: *Chansons en patois de Jean-François Ducros, de Sixt, avec traduction française et notice sur l'auteur*, par Hippolyte Tavernier, juge de paix de Taninges. Annecy, 1863, brochure de 23 pages. Né le 29 janvier 1775, au village de Nant-Bride ou du Cros, commune de Sixt (Haute Savoie), Jean François Ducros fut reçu avocat à la cour impériale de Grenoble le 11 mars 1809, et créé docteur en droit le 12 décembre suivant. « En 1811, étant allé se fixer à Fribourg en Suisse, il y fut, le 31 juillet de l'année suivante, nommé professeur de droit romain, civil et naturel, à la suite d'un concours public sur toutes les matières de la législation. Il professa avec honneur à l'Académie de cette ville jusqu'en 1824. Le 16 novembre de cette année, à son retour

de l'imprimerie où il faisait mettre sous presse un manuscrit sur le droit naturel, il passa au Trésor de la ville, où vers 11 heures du matin, il tomba mort, frappé d'une apoplexie foudroyante, à l'âge de 49 ans. Il fut universellement regretté. »

18 janvier 1877.

La série des communications écrites est ouverte par une notice du *R. P. Apollinaire* sur l'industrie fribourgeoise ou plutôt sur certaines industries fribourgeoises au XV^e siècle.

En effet, laissant de côté les grandes fabrications qui firent jadis la renommée et la richesse de la ville de Fribourg et sur lesquelles ont été publiés maints travaux très consciencieux et très étendus (A. Daguët, Dr Berchtold, H. Ræmy, etc.). le P. Apollinaire s'attache principalement à faire ressortir l'importance que certaines professions ou certains arts avaient acquise chez nous au moyen âge ; ainsi les fonderies de cloches d'église, les papeteries, les fabriques de faulx, d'armes et de savon.

Parmi les fondeurs fribourgeois, nous en trouvons plusieurs du nom de Follare, entre les années 1440 à 1481. En 1444 Pierre Follare fonde une cloche pour la paroisse de Givisiez.

Chacun connaît l'existence d'une papeterie à Marly, sur la rive droite de la Gérine. On sait que cet établissement est très ancien, puisque nous voyons, déjà le 24 décembre 1497, les frères François Arsent, conseiller, et Pierre Arsent l'affermir à Jean Molar ou du Molar pour la cense annuelle de 70 sols. On sait aussi que les produits de cette maison avaient une réputation aussi étendue que bien méritée et que sa marque de fabrique fut, pendant très longtemps, une grappe de raisin dessinée en filigramme dans le papier.

La consommation du papier devait déjà être considérable au XV^e siècle, en raison du développement pris par le commerce et l'industrie.

Belfaux possédait une papeterie au XV^e siècle. En 1442, Guillaume Raison, demeurant à la papeterie de *Bel/or*, promet d'enseigner cet art (la fabrication du papier) à Guillaume Thuner, bourgeois de Fribourg. L'apprentissage devait durer trois ans et coûtait 40 florins. Nous retrouvons plus tard ces deux person-

nages associés et vendant à Pierre Zer Kinden, bourgeois de Fribourg, tout le papier qu'ils fabriqueraient à Belfaux pendant l'année, à raison de 6 sols la rame commune, prise à Belfaux. Les deux vendeurs s'engageaient à ne livrer à aucun autre marchand les produits de leur fabrication. Avant 1442, la papeterie de Belfaux avait appartenu à Huguet Chastel, puis à Henslin Verner ¹⁾.

Une industrie très florissante à Fribourg au moyen âge, c'était la fabrication des faulx, ennoblie, comme nos métiers en général, par des noms illustres. En 1453, une difficulté surgit entre Jacques Arsent, bourgeois de Fribourg, et un nommé Jean Putod ou Putodi, accusé de se servir frauduleusement de la marque de fabrique adoptée par le premier (un marteau accosté de deux points). Putod niait, disant que, pour ses faulx à couper le blé, il se servait de la marque que l'on appelait (dans le français du temps), *ly bessy*. Il y eut un arrangement. Les Arsent conservèrent leur marque, et Putod dut retrancher de la sienne les deux points incriminés. Nous trouvons encore, comme marques de fabrique, tantôt la mauve accostée de deux points (1460), tantôt trois oboles, placées en triangle, deux et une, tantôt deux clés (1480).

Cette dernière marque avait appartenu primitivement à Aymonet Favre, et avait été garantie par un diplôme donné à Thonon par le duc de Savoie, Amédée VIII, sous date du 8 mai 1446.

A propos de cette fabrication, il est un point sur lequel on n'est pas encore définitivement fixé. S'agit-il de la grande faulx comme celle dont se servent actuellement nos faucheurs et nos moissonneurs, ou bien tout simplement de la faucille à la main et consistant en une lame de métal courbée en demi cercle? Il serait assez intéressant d'examiner cette question, mais il est à désirer surtout que l'on cherche et qu'on retrouve, pour enrichir notre Musée cantonal, quelques échantillons d'une industrie autrefois si florissante dans notre pays, et disparue, comme tant d'autres, hélas! probablement à tout jamais.

D'après les citations données par le P. Apollinaire, la fabri-

1) Le P. Apollinaire a communiqué ses notes à M. C. M. Briquet, de Genève, qui les a utilisées dans ses *Notices historiques sur les plus anciennes papeteries suisses*, publiées dans l'*Union de la papeterie*. Lausanne, 1883, N° 8, 12 et 1884, N° 1, 2 et 3.

cation des faulx aurait eu une certaine importance au moyen-âge, non point seulement à Fribourg, mais aussi à Romont, à en juger du moins par le fait et par les noms suivants : En 1449, François et Guillaume de Billens, tant en leur nom qu'au nom de Pierre, leur frère mineur et du consentement de leurs oncles Jean Reynaud, Antoine Musy et Jean Favre de Romont, et comme héritiers de leur grand-père Aymonet Favre, vendent la marque de leurs faulx (les deux clés dont il a été déjà parlé) à Jean Aigre ou Aigroz le Jeune, fils de Jacques Aigroz, bourgeois de Fribourg, et ce avec certains diplômes, parmi lesquels celui dont nous avons fait mention, donné à Thonon, le 8 mai 1416, par Amédée VIII, duc de Savoie.

A la date du 8 avril 1455, on trouve la mention d'une autre industrie, celle de la fabrication du savon, pour l'exploitation de laquelle nous voyons Pierre Arsent, bourgeois de Fribourg, s'associer avec Lupold Kamerer, de Zurich, celui-ci s'engageant à n'enseigner son métier à personne, sans le consentement du premier.

Une question se pose ici : Où les industries fribourgeoises trouvaient-elles les capitaux nécessaires, soit par l'achat des matières premières, laine, fer, peaux brutes, blé, etc., soit pour la paie de quelques centaines d'ouvriers qui peuplaient alors les quartiers de la Neuveville et de l'Auge. Le P. Apollinaire répond à cela qu'il existait déjà des banques, et que les corporations ou abbayes se faisaient ordinairement les bailleurs de fonds, comme protectrices naturelles de tous les confrères appartenant à leurs bannières.

M. Gremaud appelle l'attention sur une publication de M. François Hæfelin, professeur à Klingnau (Argovie) : *Etude sur le vocalisme des patois romans du canton de Fribourg. Dissertation inaugurale pour obtenir le grade de docteur en philosophie à l'université impériale de Strasbourg.* Leipzig 1876, 48 pages in-8. Le travail de M. Hæfelin est, sans contredit, un des mieux raisonnés, des plus sérieux et des plus scientifiques que nous possédions sur les différents patois dans notre canton. L'auteur de cette étude divise ces patois en trois groupes principaux, se distinguant l'un de l'autre par des traits caractéristiques assez prononcés : « Le premier groupe comprend le patois,

dit broyard ; le deuxième celui qu'on appelle le *quouëtzo* ; le patois gruérin, aussi appelé patois roman ou simplement roman, forme le troisième groupe. A côté de chacun de ces groupes principaux, il en existe un secondaire. » Selon M. Hæfelin, la ligne de démarcation entre le broyard et le quouëtzo irait de Moudon à Montagny-la-Ville. Pour avoir une idée des limites du patois gruérin, il faut imaginer une ligne qui a son point de départ à Fribourg, se dirige ensuite vers Arconciel en laissant Marly à droite, passe entre Pont et Farvagny et s'approche du Gibloux, suit ce mont jusqu'au Crêt, d'où elle franchit les Alpettes et atteint la rivière de la Trême. De ce dernier point, elle prend la direction du sud jusqu'à la Dent de Jaman. Le langage que l'on parle entre les lignes de démarcation du gruérin et du broyard, c'est ce que l'on appelle le quouëtzo, tout en faisant une exception pour le dialecte du territoire compris entre Châtel-St-Denis, Semsales, Mézières, Romont et Rue.

M. Jeunet lit ensuite une notice destinée à relever certaines erreurs commises par la plupart des écrivains suisses ou étrangers qui ont parlé de la bienheureuse Louise de Savoie, dont M. Jeunet a récemment publié la vie, en collaboration avec M. H. Thorin, à Villars-sous-Mont ¹⁾).

M. Grangier communique une nouvelle série de biographies fribourgeoise. Il s'agit cette fois de peintres et de graveurs, ayant appartenu presque tous au siècle actuel : les Sutter ou Sautter, les Locher, les Curty, Philippe de Fégely, Joseph Landerset, Auguste Forestier, Auguste Diétrich, que nous avons tous connu et aimé, et les Volmar qui se sont illustrés soit à Berne soit à Fribourg, et dont Paul et Théodore Volmar continuent aujourd'hui les brillantes traditions soit comme écrivains, soit comme artistes ²⁾).

M. D. Thierrin, curé de Promasens, communique une ancienne ordonnance de 1729, par laquelle LL. EE. de Berne et de Fribourg renouvellent les peines édictées en 1715 contre les profanateurs du dimanche et contre certains désordres qui se commettaient dans le bailliage ou châtellenie d'Echallens au Pays de Vaud.

1) *Revue de la Suisse cathol.*, IX, 538.

2) *Nouv. étrennes fribourg.*, XII-XV.

M. C. Ræmy communique, de la part de M. le colonel de Mandrot, la copie d'un manuscrit dont l'original remonte à 1695. Cette copie attribuée à M. Python de Corcelles, contient les armoiries fort bien dessinées et coloriées de 30 familles bourgeoises qui ont fourni des avoyers à la république, avec quelques notices généalogiques et biographiques. M. de Mandrot fait hommage de ce manuscrit à la société fribourgeoise d'histoire.

M. Gremaud lit la première partie de la biographie de M. l'ancien chancelier Romain Werro, que la mort a enlevé dernièrement au canton de Fribourg ¹⁾.

17 mai 1877.

Le secrétaire donne lecture d'un nouveau travail de l'infatigable P. Nicolas Rædlé: *Notice sur la fondation du couvent des Frères Mineurs, dits Cordeliers, de Fribourg en Suisse* ²⁾.

M. H. Sottaz signale l'existence d'un établissement romain au village fribourgeois de Fétigny, près Payerne. Cet établissement, selon toute apparence un poste militaire, était situé sur un plateau appelé la Rappetta, qui domine le cours de la Broye et la plaine marécageuse qui commence près de Ménières. On croit généralement dans le village de Fétigny que les débris que la pioche ou la charrue rencontrent dans ce plateau, proviennent d'une construction moins ancienne. Tout indique cependant un établissement romain: le choix de la position, la forme des parapets et surtout les débris de tuiles et de ciment, ainsi que quelques trouvailles qui ornent aujourd'hui le Musée de Lausanne.

L'existence d'un poste militaire dans cet endroit prouverait que la grande voie romaine qui allait de Gex à Aventicum par Combremont, Ménières, Payerne, passait par Fétigny. Du reste, la position exceptionnelle de ce village qui, au lieu d'avoir ses maisons agglomérées autour d'un centre, comme dans la plupart des villages broyards, s'étend au contraire sur une ligne assez prolongée sur le dos d'une petite colline, prouverait qu'une ancienne route aurait déterminé le choix de cette position.

M. Sottaz saisit cette occasion pour présenter à la société

1) *Nouv. étrennes fribourg.*, XII, 13.

2) *Nouv. étrennes fribourg.*, XII, 98.

d'histoire une carte des routes existant à l'époque romaine dans la Suisse romande, carte publiée par M. Gonin, ingénieur cantonal vaudois, d'après la carte archéologique publiée en 1874, à Toulon, par M. le baron de Bonstetten. Cette carte, qui a paru dans le *Bulletin de la Société vaudoise des ingénieurs et architectes*, accompagne le remarquable travail que M. Gonin a publié sous le titre : *Notice descriptive sur les travaux publics du canton de Vaud*.

M. Grangier lit une étude intitulée : *La peste en Suisse et spécialement à Estavayer, du milieu du XI^e au milieu du XVII^e siècle*. Ce travail est rédigé d'après les Annales de dom Grangier et les manaux du conseil communal d'Estavayer ; nous nous bornons à y glaner quelques faits parmi les plus intéressants.

Remarquons tout d'abord que nos pères avaient l'habitude de donner le nom de peste à toute épidémie quelconque, sans s'inquiéter beaucoup de l'exactitude de cette dénomination générale. En 1482, une grande disette se fit sentir et la famine fut telle que plusieurs personnes moururent de faim à Neuchâtel. La peste se mit, comme toujours, de la partie, mais sans avoir une gravité mortelle. Ceux qui en étaient atteints entraient dans une furie dont ils ne guérissaient qu'après avoir jeté une quantité de vers par le nez et par les oreilles. Ceux qui n'avaient pas cet avantage en mouraient. L'année 1484 fut des plus calamiteuses dont les chroniques aient mentionné le souvenir ; il y eut encore disette, famine et peste. On l'appela l'*année des processions*, à cause des processions continuelles qui se faisaient pour apaiser la colère de Dieu. En 1528, il y eut un perpétuel dérèglement des saisons. En cinq ans, pas deux jours consécutifs de gelée. A une disette universelle succéda une sorte de peste, appelée *troussegalant*, qui emporta, dit-on, le quart des populations de la France, du Pays de Vaud, etc. Estavayer ne fut pas épargné.

En 1572, la peste ayant éclaté au village d'Autavaux, le Conseil d'Estavayer ordonna à tous les pestiférés de rester chez eux, afin de ne pas propager la contagion. Les morts étaient portés en terre au moyen d'une longue échelle en guise de brancard ; on voulait éviter ainsi que les porteurs se trouvassent trop près des cadavres.

En 1579, l'épidémie reparut à Estavayer avec les caractères de malignité les plus effrayants ; les chaleurs d'été venues, elle s'attaqua à tous les quartiers de la ville, ainsi qu'aux villages voisins. La mortalité fut grande et la désolation générale. Le Conseil redoubla de précautions et de vigilance. On recourut aux prières et aux processions ; les écoles furent fermées, les pestiférés soumis à des mesures de plus en plus sévères. On augmenta le nombre des *marrons* et des *marronnes*, chargés, à raison de 25 florins par mois, d'aller de maison en maison pour soigner les pestiférés et ensevelir les morts.

En 1611, la peste s'étant déclarée à Payerne, le Conseil d'Estavayer défendit aux siens de fréquenter les foires et marchés de la ville infectée, mais, en même temps, il offrait aux Payernois tous les secours possibles. En 1628, grande peste dans le Pays de Vaud par suite de huit années de disette et même de famine. On vit alors les pauvres gens réduits à se nourrir de l'herbe des champs et à se faire une espèce de pain avec des glands.

En 1632, peste à Yverdon ; le Conseil d'Estavayer défendit aux pêcheurs et aux bateliers de fréquenter la ville infectée. Quant aux Payernois, on leur permit de passer par Estavayer, pourvu qu'en entrant ils fissent serment que la peste n'était point dans leur maison, et qu'ils n'avaient hanté aucun lieu infecté. Ils pouvaient alors passer, mais sans s'arrêter ni pour boire ni pour manger.

Malgré toutes ces précautions, la peste envahit dès le 7 août la ville d'Estavayer, et y exerça des ravages plus affreux que jamais. Presque toutes les maisons eurent leurs pestiférés. Il fallut enterrer les morts dans des cimetières spéciaux, près de la chapelle de St-Eloi et hors des portes de la Tuilière et d'Outre-Pont. On donna l'ordre de tuer tous les chiens et de renvoyer tous les étrangers.

En 1638, la peste continuant à Estavayer, les anciennes défenses et mesures furent renouvelées. On obligea les pestiférés à rester chez eux, et s'ils voulaient sortir, on fermait leurs portes au moyen de crampons. Le quartier de Rivaz était entièrement empesté ; on en barricada toutes les issues. Au mois de septembre, la contagion s'annonça pour la première fois dans le couvent des Dominicaines. Une sœur converse en mourut ; de là si grande

terreur parmi les autres religieuses, que plusieurs d'entre elles demandèrent à sortir du cloître.

M. *Grangier* termine sa lecture en faisant hommage à la société cantonale d'histoire d'un volume assurément fort peu connu chez nous et publié à Paris par un de nos jeunes compatriotes, mort il y a quelques années : *Histoire de Suisse depuis les temps les plus reculés jusqu'en 1860*, par Louis Demierre, professeur à Paris, avec cette épigraphe empruntée à Ballanche : *Il y a quelque chose de successif dans les révélations de Dieu et dans les révélations de l'esprit humain*. Paris chez Lucien Marpon, éditeur, 1860, 1 vol. in-8.

L'auteur, Louis Demierre, était originaire de Montet, district de la Glâne ; il fut élève de l'Ecole cantonale, puis instituteur primaire, entre autres à Enney.

M. *Gremaud* fait circuler une petite lithographie coloriée représentant le dessin d'une mosaïque trouvée dans la maison dite du Faune à Pompéi et paraissant avoir pour sujet la bataille d'Issus, d'après Apelle. Ce qui, pour nous Fribourgeois, donne un prix particulier à cette lithographie, c'est qu'elle est d'un compatriote, de ce Emmanuel-Nicolas Piller, dessinateur lithographe de grand talent, qui après un séjour de trois ans en Sicile, s'en alla mourir à Jérusalem le 19 octobre 1841. Voir sur cet artiste, le *Narrateur fribourgeois*, année 1841, N° 40 et 47 et année 1842, N° 2.

M. *Jeunet* lit quelques lignes consacrées à Cheyres et aux antiquités romaines que l'on trouve encore assez fréquemment dans les environs et surtout dans la direction d'Yvonand. On se rappelle que c'est précisément entre ces deux localités que fut trouvé, il y a bientôt cent ans (1778), le fameux pavé mosaïque de 264 pieds carrés, découvert par le bailli M. Castella de Villardin. Cheyres paraît avoir eu, dans le passé, une importance réelle et on le comprend : les Romains s'entendaient à merveille non-seulement dans le choix des positions militaires avantageuses, mais aussi dans celui des sites romantiques créés par la nature pour le plaisir des yeux.

M. *Wicht* communique une notice sur le château d'Illens et raconte les principaux événements dont fut témoin ce vieux castel féodal, entre autres l'assaut qui lut fut donné en janvier 1475

par les Bernois et les Fribourgeois. Ces derniers étaient commandés par Petermann Gotraw, que nos chroniques nous montrent comme pénétrant le premier, l'épée à la main, dans les murs de la place.

M. Genoud, instituteur à Villariaz, parle d'une fondation faite, à une époque qu'il ne précise pas, par une dame de Vuicherens, en faveur de l'église de Vuisternens-devant-Romont ¹⁾.

M. Genoud parle aussi d'un emplacement situé au-dessus de Grangettes, comme ayant été, d'après la tradition, celui d'une ancienne *ville* ou d'une ancienne *villa* romaine ²⁾. On a découvert là et sur une étendue d'une vingtaine de poses, aujourd'hui complètement recouvertes de forêts, des quantités énormes de débris de tuiles, de briques et aussi de poterie (quelques fragments sont déposés sur le bureau). Le voisinage des deux tuileries de Grangettes et de Romanens suffirait à lui seul à expliquer la provenance de ces débris, mais un examen plus attentif de ceux-ci, forme et couleur, semblerait annoncer une origine très ancienne.

15 novembre 1877.

M. Schneuwly lit quelques pages traduites d'un nouvel ouvrage de M. le conseiller national de Segesser, consacré à la diète de Stanz et au rôle important qui appartient au bienheureux Nicolas de Flue dans l'admission de Fribourg et Soleure au sein des Ligues soit cantons suisses. M. de Segesser, rédacteur de plusieurs volumes des recès fédéraux et auteur de travaux importants sur l'histoire suisse et le droit, avait fait paraître, en 1860, une courte notice sur le Convent de Stanz (*Stanzer Verkomm-niss*), c'est-à-dire sur un acte qui a accompagné l'entrée de Fribourg et de Soleure dans la Confédération, et formé, pendant longtemps, la pierre angulaire du droit public suisse. Mais de nombreuses et riches découvertes faites depuis 1860 dans les archives de Soleure, de Berne, de Zurich, de Lucerne et de Fribourg, ont permis à M. le curé Ming de publier une collection d'actes inédits, concernant l'histoire de Bruder Claus, et à M. le

1) Villariaz et les de Vuicherens, dans la *Revue de la Suisse cathol.*, VIII, et tirage à part.

2) La vela Mallian, la vela à Mallian, la vela Amallian, ou encore la côte à Mallian,

conseiller de Segesser de donner une seconde édition de sa première notice sur le grand patriote et ermite du Ranft, édition soigneusement revue et considérablement augmentée. « Comme cet ouvrage est écrit en langue allemande, j'ai cru devoir, dit M. Schneuwly, vous en traduire quelques pages, les plus importantes pour nous, à savoir celles qui sont destinées à raconter l'admission de Fribourg dans la Confédération et la part qu'y prit le bienheureux Nicolas de Flue.

« Je fais cette communication avec d'autant plus de joie et de bonheur que M. de Segesser venge le vénérable anachorète des odieuses attaques dont son œuvre a été l'objet de la part de quelques critiques démolisseurs, auxquels notre compatriote et ancien président M. Alex. Daguet vient de donner le nom de *Détectives de l'histoire suisse*. L'auteur reconnaît, il est vrai, que Nicolas de Flue n'a pas été présent à la séance finale le 22 décembre 1481, et que, conséquemment, il n'a pas pu tenir le langage que Tschudi a mis dans sa bouche; par contre, il soutient que c'est du fond de son ermitage et par l'intermédiaire du curé de Stanz, Pierre am Grund, que le saint homme de Dieu a donné les conseils qui ont sauvé la patrie; que c'est toujours sous ses auspices et sous l'autorité de sa parole et du prestige attaché à sa personne que la paix a été heureusement conclue, et que Fribourg et Soleure ont été reçus membres de la Confédération. »

Dans son analyse du livre de M. de Segesser, M. Schneuwly fait, avec raison, ressortir la circonstance que l'historien lucernois, non seulement rend à Bruder Claus son véritable rôle, mais même présente celui-ci sous un jour tout nouveau. C'est ainsi qu'il nous montre dans le Frère Nicolas, non point un juge ou un arbitre qui s'impose tout à coup, mais un médiateur librement choisi du consentement de toutes les parties, un entre-metteur ou un compositeur également agréable aux uns et aux autres, et qu'on a travaillé, non pas un jour, mais des mois, des années peut-être, à la pacification du pays. Loin d'en être amoindrie par là, l'œuvre de Nicolas n'en est que plus vraiment belle et grande.

Le secrétaire lit ensuite une *Notice historique sur les effets du déboisement dans notre pays*, par le R. P. Nicolas Rædlé.

Après avoir démontré que notre canton était autrefois très riche en gros gibier, ours, loups, cerfs et sangliers se multipliant d'une manière incroyable, grâce à l'imperfection des armes et à l'inhabileté des chasseurs de l'époque, mais grâce surtout à l'immense étendue et à l'épaisseur de nos forêts, qui offraient alors aux bêtes fauves un asile impénétrable, l'auteur de la notice affirme d'abord que c'est la disparition de ces mêmes forêts qui a entraîné avec elle la disparition de tous ces animaux devenus presque légendaires pour les nouvelles générations. Mais le déboisement successif de notre pays n'a pas eu pour unique effet de nous débarrasser des puissants hôtes de nos forêts, il a eu en outre, pour conséquence, de nous préserver petit à petit d'un redoutable fléau, c'est-à-dire des inondations.

« Nous le savons très bien, on dit et l'on répète sur tous les tons que c'est au déboisement qu'il faut attribuer les inondations qui, de nos jours, désolent parfois la campagne. Sans prétendre contester ce qu'il peut y avoir de vrai dans cette assertion, nous essayerons cependant de communiquer, à l'encontre, différentes notes historiques recueillies sur ce sujet. »

Le *P. Nicolas* estime que le déboisement de notre sol a eu pour effet de diminuer le volume des eaux de la Sarine, notre principale rivière. Il soutient que cette rivière avait jadis une importance bien plus grande que de nos jours et que ses inondations étaient plus formidables aussi. Les preuves qu'il en donne sont, en résumé, les suivantes : 1° près de la porte de Berne, il y avait, dans les premiers temps de notre ville, un port, dont il est fait mention, entre autres, dans un document de l'an 1253 (*V. Recueil diplomatique*, I, page 84). Dans cet acte, la rue actuelle de la porte de Berne ou des Forgerons s'appelait alors le chemin qui conduit au port (*Via quæ ducit ad portum*). Les Allemands appellent un port du nom de *Staad* ou *Stad*, qui veut dire quai, rivage, pont, lieu d'abordage, et comme la porte de Berne était près de ce port ou *Staad*, elle porta longtemps le nom de *Staadthor*, c'est-à-dire la *Porte du port* ¹⁾. C'est pour cette raison aussi que le mont ou haute colline qui s'élève au-dessus, s'appelle encore aujourd'hui *Staadberg*, c'est-à-dire la montagne du port. Pour avoir un port,

1) De même que *Stanzstad* signifie le port de *Stanz*.

il fallait donc que la Sarine fut alors bien grande et d'une navigabilité bien facile. A quoi nous servirait aujourd'hui un port ? 2° si nous examinons l'ancien plan de Fribourg dressé par le monnayeur Philot et gravé par l'orfèvre Martin Martini, en 1606, nous y voyons près du Pont-du Milieu un grand chantier couvert, entouré de bois et de matériaux, et sous l'abri duquel on remarque un ouvrier occupé à construire une barque, à côté d'une autre barque déjà achevée. Ce chantier s'appelait alors *Schiffhaus*, c'est-à-dire *la maison des bateaux* ¹⁾. Quelle meilleure preuve de l'activité de la navigation sur la Sarine que la présence de ce chantier de construction ? De quelle utilité serait aujourd'hui ce dernier avec une rivière parfaitement guéable en maints endroits, tant est modeste le volume de ses eaux ? 3° le P. Nicolas a vu, il y a de cela une vingtaine d'années, l'angle septentrional de l'ancien bâtiment du Hof (aujourd'hui notre usine à gaz) portant plusieurs marques et dates destinées à perpétuer le souvenir d'un assez grand nombre d'inondations de la Sarine pendant le siècle passé et le commencement de celui-ci. Les lignes les plus hautes indiquaient les inondations les plus anciennes, les lignes les plus basses, les plus récents débordements de la rivière. Preuve nouvelle que les inondations sont allées constamment en diminuant, c'est-à-dire au fur et à mesure que tombaient et disparaissaient nos forêts de la plaine et de la montagne ; 4° le P. Nicolas rappelle encore, du moins quand au sens, un passage relatif à la Chine, publié, il y a quelques années, dans un des cahiers des *Annales de la propagation de la foi*. Les Chinois ont, disait un missionnaire, de tout autres idées que les Européens en ce qui concerne les effets produits par le déboisement. Tandis que le déboisement est considéré par nous comme la cause des inondations, les Chinois y voient, au contraire, le remède à ce fléau. Selon eux, en effet, le déboisement sèche le sol d'un pays, tarit les sources, diminue le volume des eaux, et les lits des torrents et des rivières se trouvant en quelque sorte mis à sec, les eaux pluviales peuvent y trouver place et s'écouler tranquillement.

Les conclusions du P. Nicolas donnent lieu à une courte

1) Le bâtiment portant aujourd'hui le même nom et qui a servi de caserne de cavalerie (près du pont de Saint-Jean) s'appelait alors la *Grenette inférieure*.

discussion dans laquelle on fait observer, entre autres, que la navigation sur la Sarine était une nécessité, alors que nous n'avions point d'autre moyen d'exporter dans la direction du nord et de l'est et les beaux draps si renommés de Fribourg et les cuirs travaillés dans nos nombreuses tanneries. On sait que, dès le commencement du XIII^e siècle, nous avions une halle à Zurzach (Argovie), qui nous reliait à la ligne hanséatique, grande ligne commerciale des villes du Rhin et de la Baltique.

Une halle avec auberge, nommée encore aujourd'hui le *Freiburgerhof*, recevait à Zurzach les cuirs en même temps que les draps fribourgeois. Au lieu de ce grand bateau qui, tous les ans une fois à la St-Bathélemy, ces dernières années encore — comme un souvenir d'un âge qui n'est plus — partait avec des pèlerins et des étudiants pour la petite ville rhénane de l'Argovie, au XV^e et au XVI^e siècle, une flotille, composée de sept à huit barques chargées des produits de nos deux industries, descendait allègrement la Sarine et l'Aar, puis remontait le Rhin jusqu'à Zurzach.

M. *Grangier* communique quelques passages d'une lettre adressée par lui, le 26 octobre dernier, à M. le Dr Ferdinand Keller, à Zurich, relativement aux stations lacustres du lac de Neuchâtel ¹⁾.

M. L. *Dafflon* communique la liste des nombreux Fribourgeois qui étudièrent à l'université de Bâle depuis 1475 jusqu'en 1582. Après cette dernière date, on ne trouve plus aucun jeune homme de notre canton; on s'expliquera immédiatement ce fait, si l'on se rappelle que ce fut le 18 octobre de cette même année 1582 que les Jésuites, récemment introduits à Fribourg, ouvrirent chez nous leurs premières écoles, dans une des maisons que le gouvernement avait achetées pour eux, à la rue de Lausanne, en attendant la construction d'un collège.

M. *Genoud*, instituteur, rend compte de quelques trouvailles faites par lui, soit à Villaz-St-Pierre (tuiles, dont l'une porte le dessin d'une femme élevant le bras droit), soit à Bossonnens, au lieu dit l'*Essert-des-Corbés*, près Verdun, là même où fut découvert, en 1829, le bâtiment romain dont il est parlé dans le

1) *Indicateur d'antiq. suisses*, III, 808.

dictionnaire de *Kuenlin*, t. I, p. 48. En ce dernier endroit, M. Genoud a trouvé une clé d'un travail remarquable, une espèce de levier fourchu ¹⁾, et une pièce de monnaie romaine, en argent, d'une belle conservation, de la grandeur d'un demi-franc. Elle est à l'effigie de Trajan, qui fut empereur de l'an 98 à 117. M. Genoud fait don de ces objets à notre Musée cantonal.

Sous ce titre : *Une page détachée de l'histoire du progrès*, M. l'abbé *Ræmy* communique des détails sur certains inventeurs... peu célèbres.

« Il n'y a rien de nouveau sous le soleil, et la plupart des inventions modernes ne sont que l'application ou le développement de principes scientifiques soupçonnés ou entrevus dès la plus haute antiquité par des hommes de génie. Le mérite des inventeurs ne consiste donc pas à créer de nouvelles forces, mais à utiliser celles qui existent dans la nature et dont personne avant eux n'avait songé à faire usage. Des obstacles de tout genre se sont rencontrés sur la route des inventeurs, et ceux-ci ont eu toutes les peines du monde à faire triompher leur idée. Méconnus et incompris, la plupart d'entre eux ont végété dans l'indigence ; leur carrière a été remplie d'amertume. Les uns, tel que Galilée, ont été suspectés d'hérésie ; d'autres furent renfermés comme fous dans des maisons d'aliénés. Ceux-ci ont recueilli pour prix de leurs travaux l'ingratitude et des chaînes ; ceux-là n'ont pu, faute de ressources suffisantes, réaliser leur système.

« Dans cette longue liste, dans ce martyrologe des inventeurs peu célèbres, on peut citer quelques-uns de nos compatriotes, dont il convient d'arracher les noms à l'oubli.

« L'un d'eux se nommait François Jaroux, de St-Laurent-Oïen, près Lyon, mais né à Châtel-St-Denis, d'une mère fribourgeoise. Il fit ses premières études dans sa ville natale, puis au collège de Fribourg, d'où il se rendit à Vienne en Autriche, comme instituteur. Au bout de quelques années il revint à Châtel, où il annonça qu'il s'occupait d'une découverte importante destinée à transformer le système télégraphique. Il partit

1) C'est une crémaillère semblable à celle qui est figurée sur la Pl. VI, N° 29, de l'*Indicateur d'antiquités suisses*, de 1874.

ensuite pour Lyon, où il fit des essais de son invention. Des Fribourgeois l'ayant rencontré en 1823 sur la rue, il les introduisit dans sa mansarde, fit fonctionner devant eux ses appareils et leur montra sa correspondance avec le ministre. Jaroux était plein de confiance dans le succès de son entreprise. Mais toujours en butte à la mauvaise fortune, il s'éteignit quelques années plus tard, obscur et misérable, dans sa mansarde.

« Si le canton de Fribourg peut se vanter d'avoir vu naître un des inventeurs du télégraphe, le Vallais, lui aussi, a fourni un certain nombre d'hommes éminents, dont la réputation n'a guère franchi les étroites limites de leur pays. Sans parler ici du chanoine Berchtold, l'immortel auteur de la « Métrologie », j'appelle votre attention sur un émule de Fulton, dont l'existence m'a été révélée par une circonstance tout à fait fortuite.

« En parcourant une vieille collection de la feuille vaudoise, revue scientifique et agricole qui parut à Lausanne durant les années 1814 à 1830, je tombai sur un numéro de l'année 1825, page 279, où il était question d'une machine à gaz appliquée aux chars, dont la découverte attribuée à un certain Brown a fait sensation en Angleterre. Sans contester à M. Brown le mérite de son invention, M. le professeur Chavannes, de Lausanne, crut devoir revendiquer en faveur d'un Vallaisan la priorité de l'application du gaz comme principe moteur des voitures. Des expériences de ce système avaient déjà été faites à Sion en 1805, puis à la campagne du Miroir en Chablais, et enfin à Vevey, par M. l'ingénieur et chancelier Isaac de Rivaz. Ce savant était frère du célèbre chanoine de Rivaz qui a laissé de si remarquables travaux sur l'histoire du Vallais.

« Outre ses expériences sur la dilatation des gaz, M. Isaac de Rivaz a tenté des fouilles sur les bords de la Borgne dans l'espoir d'y trouver du sel. On découvrit effectivement quelques filons d'eau salée, mais en trop faible quantité pour être d'un produit rémunérateur. M. de Rivaz fut traité de visionnaire un jour qu'il s'avisait de prédire l'établissement des chemins de fer et du télégraphe. Il mourut à Sion en 1827. »

M. Jeunet lit une lettre écrite d'Yverdon, le 15 octobre 1547, par noble François Martine, conseiller intime et maître d'hôtel

de Michel, dernier comte de Gruyères, et adressée à tous les habitants du comté pour les engager à ne pas abandonner leur seigneur au milieu de ses embarras financiers, mais à se montrer bons, patients et compatissants à son égard, en considérant que les dettes dont il est obéré sont moins son œuvre que celle de ses ancêtres et notamment des deux ou trois derniers comtes. Le maître d'hôtel fait appel à la fidélité des sujets de son seigneur, les rend attentifs au triste sort qui les attend s'ils venaient à tomber entre d'autres mains, et conclut à ce qu'ils s'aident de toutes leurs forces à tirer leur prince du danger. (Cette lettre a été découverte par M. Hubert Thorin dans les archives de Grandvillard ¹⁾).

M. *Grangier* signale l'acquisition, faite par l'Etat, d'un certain nombre d'objets provenant d'un ancien arsenal d'Estavayer et que le conseil communal de cette dernière localité a, très sagement, cédés pour les soustraire au pillage auquel ils étaient exposés. En voici la liste suivant leur importance : 7 fusils à mèches (XV^e siècle), un canon de rempart avec son affut, 19 cartouchières, 2 tambours aux armes de la ville, 4 fusils à silex, quelques instruments de pionnier ; enfin des gibernes, des boulets, des mèches, des débris de tous genres ; en tout environ 70 objets.

31 janvier 1878.

MM. *Gremaud* et *Majeux*, professeurs, sont confirmés, le premier comme président, le second comme secrétaire de la société.

M. *Grangier* a la parole pour faire connaître les nouvelles trouvailles archéologiques faites pendant ces derniers mois de décembre et de janvier, par suite de la correction des eaux du Jura et de l'abaissement continu du niveau des lacs de Bienne et de Neuchâtel. La moisson a été abondante, et notre Musée cantonal s'est enrichi en moins d'un mois d'une foule d'objets d'une excessive rareté, par conséquent d'une valeur très considérable, la plupart des stations lacustres et même les travaux

1) Elle a été publiée, en 1885, par M. L. Gérard dans ses *Simplex notes d'un flaneur*, p. 2.

de dragage ayant mis à découvert de nouveaux trésors de tous les âges et de toutes les époques.

M. Grangier dépose sur le bureau un certain nombre des objets trouvés ou acquis pendant le seul mois de janvier 1878. La nomenclature suivante suffira à donner une idée de leur variété et de leur importance :

- 1° Deux tubes en bronze (même travail et mêmes dessins de détail qu'un autre instrument à qui sa forme a fait donner, pour le moment du moins, le singulier nom de *pistolet lacustre*), trouvé à la station de bronze de la Crasaz, lac de Neuchâtel, devant Autavaux ;
- 2° Pendeloque (unique), même station ;
- 3° Une petite jatte et un bouton ? (uniques), de la station d'Estavayer ;
- 4° Hache-coteau, trouvé à Aumont ;
- 5° *Fac-similé* d'une épée de l'âge de bronze, trouvée à Bellevue, près Genève, en creusant dans une ancienne grève du Léman ;
- 6° Vase romain de la station romaine de la Broye, sous Jorissant (Vully), obtenu par le dragage ;
- 7° *Fac-similé* d'une épée du premier âge du fer, trouvée dans une des sépultures de cette époque découvertes à Sion ;
- 8° Une *solea* romaine, dragage de la Broye ;
- 9° Deux monnaies romaines de l'empereur Auguste, même provenance ;
- 10° Une épée et un sabre de l'époque de la guerre de Bourgogne, même provenance.

M. L. Dafflon produit à son tour quelques objets lacustres provenant de la station de la Tenevière des eaux d'Estavayer, probablement encore la plus riche de toute la rive méridionale du lac de Neuchâtel.

Le P. Apollinaire, poursuivant ses études sur l'industrie fribourgeoise au moyen-âge, rappelle le souvenir de trois papeteries qui existaient autrefois dans un périmètre de moins d'une lieue autour de la ville de Fribourg : à Belfaux, à Marly et à la Glâne sous Matran. C'est à coup sûr un fait remarquable que

l'existence dans un rayon aussi restreint, et la contemporanéité de ces trois grandes fabriques de papier, à une époque où l'imprimerie n'était pas encore arrivée chez nous et où le travail des écrivains, chroniqueurs ou copistes, secrétaires, notaires et tabellions, ne pouvait guère être assez considérable pour alimenter l'activité de trois établissements industriels d'une nature aussi spéciale. On reviendra cependant de son étonnement, si l'on veut bien se rappeler que les produits de cette fabrication n'étaient point seulement destinés à la consommation locale ou indigène, mais qu'ils formaient, entre les mains de certains marchands de Fribourg un véritable monopole très lucratif et un article d'exportation d'une valeur incontestable. C'est ainsi que les frères François et Pierre Arsent exploitaient la papeterie de Marly ; c'est ainsi encore que, déjà vers le milieu du XV^e siècle, nous trouvons Pierre Zer Kinden, bourgeois de Fribourg, achetant, à l'exclusion de tout autre marchand, tout le papier qui serait fabriqué à Belfaux (V. plus haut, p. 133). Quant à la papeterie de la Glâne, elle se trouvait au-dessous du village de Matran et en amont du très ancien pont de Ste-Apolline. Elle fut peut-être une création du monastère d'Hauterive, ce qui ferait certainement honneur à l'esprit de travail et d'initiative de l'antique abbaye. Quoiqu'il en soit, le premier acte qui en fasse mention est de l'an 1478 ; nous y voyons la maison d'Hauterive, en sa qualité de propriétaire de la papeterie de la Glâne, accenser ou affermer celle-ci à un nommé Claude Gossiez ou Gassiez, qui y travailla pendant 9 ans, soit jusqu'en 1487. Nous le trouvons alors, changeant de localité mais non d'industrie, prenant à ferme la papeterie de Marly, propriété de François Arsent et de ses deux neveux mineurs, Pierre et Jacques, représentés par leur tuteur Wilhelm Reyff. Gassiez continua cependant à diriger encore et à exploiter simultanément, pendant quelques années, les deux fabriques de Marly et de la Glâne. Cette dernière paraît avoir cessé de travailler, comme telle, vers l'an 1554.

Le P. Apollinaire termine sa communication en faisant circuler un certain nombre de feuilles où il a tracé des *fac-similé* des principales marques de fabrique qu'il a rencontrées dans les plus anciens actes ou livres, imprimés ou manuscrits, de nos

archives et bibliothèques cantonales, communales, monastiques ou particulières. Ces marques de la fabrique, dessinées en filigrane dans le papier, indiquent des provenances très variées, mais dont quelques-unes seulement ont pu être déterminées jusqu'ici. Voici les plus ordinaires : une grappe de raisin (Marly) une roue de moulin ou une rose (Molar ou Arsent ?), une tête de bœuf ou de buffle ayant entre les cornes tantôt un croissant, tantôt une tige terminée par une espèce d'étoile à cinq rayons, tantôt une couronne. Quelquefois aussi c'est une coupe aux lignes extrêmement simples, ou bien une cloche avec son battant, ou bien encore une tête de femme ou une main surmontées de la tige et de l'étoile terminale dont il a déjà été parlé.

M. L. Genoud, instituteur, raconte les longs différends qui éclatèrent entre Montbrelloz et le chapitre de St-Nicolas, à Fribourg, à propos de glandée, de paisson, d'affouage, d'entretien de la lampe de l'église, etc. (XVI^e et XVII^e siècles).

M. Gremaud signale l'existence, dans la bibliothèque des PP. Capucins de Saint-Maurice, d'une Bible manuscrite latine, remarquable travail de calligraphie exécuté par dom Jean Comititis (Conus), de Vuarmarens, curé de Billens et terminé le 23 janvier 1440 ¹⁾.

M. Gremaud donne ensuite lecture des premières pages d'une étude consacrée à nous faire connaître plus spécialement comme jurisconsulte et comme homme d'étude l'avocat Rey, de Vallon, admis en 1774 dans la bourgeoisie de Fribourg, dont il fut le représentant et le défenseur après les événements de 1781.

M. Ch. Ræmy donne lecture de quelques pages sous le titre : *Souvenir de l'occupation fédérale de Bâle-Campagne en 1831-32.*

On sait que les événements dont il est ici question amenèrent l'intervention de la Diète, l'occupation du territoire bâlois et enfin la séparation du canton en deux parties. Le canton de Fribourg envoya un bataillon, qui fut placé sous les ordres de M. Maillardoz, colonel de brigade. La convocation dut se faire de nuit et le départ avec beaucoup de précipitation, de telle sorte que beaucoup d'hommes ne purent qu'après coup rejoindre

1) Explicit Biblia die vicesima tercia mensis januarii, anno Dni M^o quatercentesimo quadragesimo, per manum dompni Johannis Comititis de Warmarens curati de Billens.

leur drapeau. Mais, à partir de ce moment, laissons parler un de nos plus respectables vétérans, témoin et acteur dans cet épisode de notre histoire nationale contemporaine.

« J'étais âgé de 32 à 33 ans et j'avais sous mes ordres un détachement de nos milices fribourgeoises. Mon commandant en chef m'avait donné des instructions verbales très laconiques, qui pouvaient se résumer en deux mots : fermeté et prudence. « Faites respecter les ordres de la Diète, mais gardez-vous bien d'aigrir les rebelles ou d'indisposer les populations ; soyez énergique, mais surtout soyez prudent ; voilà votre consigne. » Tout en réfléchissant aux devoirs qui m'étaient imposés, je ne laissais pas que d'être embarrassé sur les moyens pratiques de concilier deux qualités qui semblent parfois s'exclure. Comment faire pour que la trop grande fermeté ne soit pas taxée de raideur, et pour que l'excessive prudence ne dégénère pas en faiblesse ? Telles étaient les questions que je me posais en gravissant les pentes abruptes du Hauenstein.

« Le fameux tunnel du Hauenstein n'existait point à l'époque dont je parle, et ce trajet qu'on franchit maintenant à toute vapeur en neuf minutes, exigeait alors une marche pénible de 3 ou 4 heures.

« En mettant le pied sur le sol bâlois, nous étions exténués de faim et de fatigue. Mais nous n'eûmes pas même le temps de prendre un morceau sur le pouce, et nous dûmes nous remettre immédiatement en marche, car à deux lieues plus loin on se battait, disait-on.

« Au premier village où nous arrivâmes, nous fûmes arrêtés par des sentinelles qui nous crièrent : « N'avancez pas, le pays tout entier est sous les armes et vous n'avez rien à faire chez nous. » Alors je dis à mes gens : « Attendez moi ici, et ne venez que lorsque je vous ferai signe. » Je me rendis tout seul auprès des chefs insurgés, qui tenaient en ce moment conseil de guerre, et je m'exprimai à peu près en ces termes :

« Nous ne venons point chez vous en ennemis, mais comme « confédérés et comme frères. Nous n'avons pas à intervenir « dans vos affaires cantonales ; mais nous sommes chargés de « rétablir parmi vous la paix et nous vous sommons de déposer

« les armes. Nous ne sommes qu'une avant-garde, mais d'autres troupes fédérales nous suivent. Envoyés par la Diète, nous représentons le droit, et nous sommes au besoin la force. »

« Ce petit discours, dont je me borne à reproduire la substance, obtint aussitôt l'effet voulu. Les gens raisonnables, et ils formaient la majorité, comprirent que toute résistance était inutile, et si quelques mutins essayèrent de regimber, j'avais sous la main des arguments sans réplique pour leur faire entendre raison. Nos soldats furent logés chez les bourgeois, et comme j'avais pris des mesures pour faire régner une exacte discipline, notre première nuit sur le sol bâlois se passa sans le moindre incident. Tel était le prestige du drapeau fédéral, que partout où nous nous présentions, l'ordre renaissait comme par enchantement. »

Tels furent, d'après les souvenirs de notre vieux militaire, les préliminaires de l'expédition fribourgeoise à Bâle-Campagne. Il nous a raconté bien d'autres épisodes, entre autres les visites qu'il fit en divers presbytères catholiques ou protestants, où il reçut partout l'hospitalité la plus sympathique. Entre autres traits de mœurs, il nous a rapporté une anecdote très touchante concernant les débuts artistiques d'un illustre maestro, devenu depuis lors citoyen fribourgeois.

« Arrivé un samedi à la tombée de la nuit (c'était en octobre), dans le grand et beau village bâlois d'Allschwyl, que je devais occuper militairement, avec l'ordre d'arrêter M. Blarer, je me rendis au domicile de ce dernier, mais à ma vive satisfaction, il était parti ; c'était un de mes anciens condisciples d'université. J'étais à peine rentré à mon logement que l'on vint me dire que, puisque nous nous trouvions dans un village catholique, la troupe désirait pouvoir assister le lendemain au service divin.

« Je trouvais convenable d'en informer M. le curé de l'endroit et je me rendis encore le même soir chez lui. « Ah ! mais, me dit-il, vous êtes fribourgeois ! J'ai aussi, dans ma jeunesse, habité Fribourg, où j'ai fait ma théologie. » Je le reconnus ; c'était M. Weber, ancien précepteur de MM. Reyff, logeant chez feu M. le syndic Odet et ayant déjà alors la réputation d'un amateur distingué de l'art musical. Il me témoigna beaucoup de plaisir

de voir des Fribourgeois, et comme j'allais le quitter, il me dit : « Eh bien ! commandant, si vous ne dédaignez pas une frugale collation chez un pauvre curé de campagne, je vous engage, ainsi que vos officiers, à venir passer la soirée de demain chez moi ; ce sera sans façon. »

« Nous nous rendîmes le dimanche soir au presbytère, devant lequel se balançaient deux arbres de liberté pavoisés de banderoles. Malgré l'ordre assez puéril, à mon avis, de les abattre là où nous en trouvions, nous les laissâmes en repos, puisque le curé les tolérât. Pourquoi indisposer pour si peu de chose les habitants de ce village ? — La collation terminée, le curé nous dit : « Eh bien ! Messieurs, si le cœur vous en dit, vous allez assister à un petit concert, dont les artistes réclament à l'avance toute votre indulgence, car ce sont encore des novices. » Là-dessus, il ouvrit la porte d'une chambre voisine, où se trouvaient une dizaine de jeunes campagnards, dont l'un était assis devant le piano, — une jolie tête ovale, bien fraîche, bien intelligente. Trois ou quatre avaient des instruments en main et les autres des cahiers de chant ou de musique. Le curé prit son violon et, à un signal donné, le concert commença et chacun fit bravement son devoir. On exécuta fort bien, à mon grand étonnement, un certain nombre de morceaux où les instruments alternaient avec le chant. « Vous voyez, nous dit le brave curé, il y a là des dispositions cachées qui ne demandent qu'à être mises au jour et cultivées. La musique est aussi un moyen de civiliser ces petits sauvages. Et puis, en même temps, je me suis créé sans grand frais un orchestre pour mon église. » Nous remerciâmes ce bon curé de son accueil si cordial, de tout le plaisir qu'il nous avait procuré, et nous rentrâmes dans nos logements.

« Vingt et quelques années plus tard, une affaire me conduisit chez M. Jacques Vogt, l'illustre organiste que nous avons perdu il y a bientôt 9 ans. Après avoir absous les affaires sérieuses, on se prit à causer de choses et d'autres. — « A propos, s'écria tout à coup M. Vogt, de cette voix sympathique qui vous allait au cœur, à propos, me reconnaissez-vous ? Quant à moi, je vous reconnais très bien. » Et comme je le fixais d'un air étonné, il ajouta : « Eh bien, rappelez-vous la soirée musicale chez le curé

Weber, d'Allschwyl! c'est moi qui touchais alors le piano! C'est à ce brave homme que je dois ma carrière!.... »

« Une autre fois que je me trouvais en garnison dans un autre village important de Bâle-Campagne, situé à la frontière de l'Argovie, je fus logé chez le ministre de l'endroit. Il avait émigré pendant les troubles politiques qui agitaient la contrée, mais il venait de rentrer à la nouvelle que les troupes fédérales occupaient son village.

« Je fus très bien accueilli. C'était aussi un bon homme, âgé d'environ 60 ans, et d'humeur tout à fait joviale. « J'ai invité, me dit-il un jour, un curé de mon voisinage, un ecclésiastique de votre culte, à venir dîner chez moi; j'ai pensé que cela vous ferait plaisir. »

« L'heure de midi arriva et avec elle le curé invité. Un bon petit dîner, arrosé d'excellent Margräffler, nous mit en gaieté. Dans l'après-midi, le curé prit congé du ministre en lui serrant la main. — « Ah ça, M. le curé, lui dit ce dernier, par où êtes-vous venu ? » — « En longeant le ruisseau qui descend dans la vallée, » répondit le curé. — « Et vous vous en retournerez ? » — « Pour varier la promenade, je m'en retourne par tel endroit. » — « Et bien! reprit le ministre, rendez-moi un petit service; vous passerez devant une maison où il y a un pauvre malade qu'il m'est impossible d'aller voir aujourd'hui; faites-moi le plaisir d'entrer chez lui et de lui dire, en mon nom, quelques paroles consolantes. » — « Je n'y manquerai pas, » répondit le curé, et il partit, après avoir pris exactement le nom du malade que le pasteur protestant venait de recommander à ses bons soins ¹⁾. »

4 avril 1878.

M. le colonel *Perrier* lit une étude d'un grand intérêt historique et artistique, à laquelle l'auteur a donné le titre de *Notice sur les mosaïques de la Suisse occidentale*. M. Perrier présente d'abord les dessins des mosaïques suivantes, qui sont l'objet

1) L'auteur de ces *souvenirs* est M. le colonel Antoine d'Appenthel, mort le 21 décembre 1878, à Brunisberg. V. *Nouv. étrennes fribourgeoises*, XIV, 12.

principal de cette notice : 1° une grande feuille coloriée de la mosaïque dite de l'Ariadne, trouvée à Avenches en 1781, dessinée d'abord par Oberli, reproduite par Schmidt et Ritter, puis, d'après eux, dans l'*Aventicum Helvetiorum* du professeur Bursian, fol, 31. Mais un second dessin original plus exact, aquarelle, avait été pris au siècle passé sur la mosaïque même par notre peintre Curty, par les ordres et aux frais du lord anglais Northampton, généreux Mécènes habitant alors Avenches pour sa santé. C'est sur ce dessin original qu'une photographie a été prise et coloriée ; 2° une grande feuille coloriée et photographique de la mosaïque dite du Bellérophon, découverte aussi à Avenches en 1735, dessinée d'abord par le géomètre Fornerod d'Avenches en 1737, (ce dessin se voit aujourd'hui au musée de cette ville) et dessinée à nouveau quelque temps après par Curty sur les ordres du même lord anglais. On connaît la minutieuse exactitude du pinceau de Curty, dont on possède des paysages fort appréciés.

M. Perrier, après quelques mots sur l'origine des mosaïques, leur mode de construction et les causes de leur grand nombre en Suisse (surtout dans la Suisse occidentale), compare successivement les feuilles qu'il présente avec les planches et les appréciations des *Mittheilungen* de Zurich.

Il relève diverses suppositions erronées faites par M. le professeur Bursian (motivées d'ailleurs par l'inexactitude ou l'imperfection des premiers dessins, que M. Bursian a eu sous les yeux) des divers médaillons à personnages. En examinant de près sur un plan exact les vêtements, les chaussures, les coiffures, etc., de ces personnages, on peut assigner le caractère des figures, et jusqu'à certain point la date de la construction de la mosaïque.

Dans le médaillon carré de la surprise d'Ariadne par Bacchus, les suivants de Bacchus ne sont pas des satyres, mais bien des compagnons ou ses prêtres, les hanches ceintes du *nebris* caractéristique. Le Poussin, dans son admirable tableau ayant le même sujet, s'est bien gardé de confondre. Au reste, ni Catulle, ni Ovide, dans leurs récits, ne le permettent.

Le magnifique pavé, dit du Bellérophon, est évidemment celui d'un *triclinium* ou salle de chasseurs. Les personnages

aux trompettes longues ne doivent pas représenter allégoriquement les 4 vents, mais sont beaucoup plus probablement, d'après leurs caliges (chaussures grossières), des *tubicini* sonnant la chasse qui fait le sujet des bandes supérieures de la mosaïque.

Des fleurs de lotus, bien qu'imparfaitement rendues, ne sauraient non plus être prises pour des carreaux de la foudre de Jupiter.

Les explications données à la suite de ces divergences d'opinion semblent plausibles, appuyées qu'elles sont par des textes d'auteurs ou poètes anciens.

M. Perrier présente en 3^{me} lieu un plan et dessin colorié et correct de notre mosaïque du labyrinthe de Crète, découverte à Cormérod, aujourd'hui au Musée de Fribourg, dessin dû à notre compatriote M. Reichlen et rectifiant, sur quelques points de faible importance, le premier dessin fait au moment de la découverte par M. Jules Picard, de Cormérod. Les observations sur cette mosaïque sont suivies de quelques détails inédits sur la découverte de ce pavé et les longues négociations auxquelles il a donné lieu depuis 1830 jusqu'en 1835, où il fut placé à notre Musée et restauré par un Fribourgeois, M. Kessler.

M. Perrier met encore sous les yeux de la société des plans de diverses autres mosaïques de Cheyres, d'Orbe, etc., se réservant d'ajouter aussi à leur endroit quelques détails dans une des prochaines séances de la société d'histoire. Enfin il expose trois photographies des palafittes du lac de Bienne, mises à découvert par l'abaissement des eaux. Ces photographies lui ont été données par M. Burky, de Berne, amateur distingué et bien connu, qui les a fait faire généreusement à ses frais et en offre d'autres exemplaires au Musée de Fribourg.

M. Grangier met en circulation un document intéressant une famille de notre ville. Il s'agit d'un diplôme, imprimé sur parchemin et revêtu d'une foule de signatures, dont quelques-unes sont des noms presque historiques, reconnaissant membre de la loge maçonnique l'*Amitié*, à Arras, M. Georges-François-Antoine de Boccard, capitaine de grenadiers au régiment de Salis-Samaden (année 1786).

M. Majeux communique une petite notice orale sur la chapelle

du St-Sépulcre, qui existe dans l'église de St-Nicolas, à Fribourg. Ce sépulcre remontait à 1433, s'il en faut croire la date taillée dans le bord supérieur du tombeau. Mais tout indique qu'il occupait autrefois la chapelle où nous voyons aujourd'hui l'autel dit des Praroman, c'est-à-dire le troisième autel à droite à partir de celui de St-Martin, qui s'appuie contre la grande grille du chœur. Le St-Sépulcre est une fondation de la famille Bugniet. Il fut transporté, à une époque restée encore indéterminée, dans l'ancienne et charmante chapelle de St-Laurent, fondation de la famille Mossu, dont les armoiries ornent les voutes supérieures du monument, celui-ci ayant été, malheureusement, coupé en deux étages pour recevoir le sépulcre lui-même. Trois gardes, costumes et armement du XV^e siècle, sont représentés endormis à l'entrée de la grotte. L'un d'eux est une véritable caricature, à laquelle le ciseau de l'artiste s'est complu à donner les formes les plus grotesques. Les personnages principaux sont au nombre de dix et de grandeur naturelle. Le Christ surtout est d'un travail très soigné.

M. Sottaz, professeur, fait une communication sur un fait qui se rapporte à 1815.

Il s'agit d'une mission secrète en Suisse pendant les Cent-Jours. Le récit de cette mission a été trouvé dans les manuscrits posthumes de Ginguené, président de la classe des Lettres de l'institut de France, et publié par M. James Parry, son fils adoptif (*Revue des Deux-Mondes*, 1860).

Le fameux Fouché, ministre de la police et duc d'Otrante sous l'empire, avait chargé Ginguené de se rendre à Zurich pour trouver ou attendre le général F.-C. de Laharpe, qui revenait du congrès de Vienne. La mission de l'envoyé secret consistait à sonder l'ancien gouverneur de l'empereur Alexandre et voir si les puissances ne pourraient pas faire à l'empereur quelques propositions acceptables, ou s'il n'en était aucune que Napoléon pût faire lui-même, s'il n'y avait enfin aucun moyen honorable de prévenir l'horrible guerre dont la France était menacée. Le négociateur devait aussi exposer le véritable état de la France, qu'on avait connu fort inexactement à Vienne.

Le voyage de Ginguené de Paris en Suisse, en compagnie de

M^{me} de Laharpe, son séjour à Zurich, ses relations avec M. de Laharpe sont exposés avec beaucoup d'intérêt. Mais la police suisse préparait des déboires au savant français. Lors de son retour en France, le malheureux négociateur fut conduit de quartier-général en quartier-général jusqu'à Berne, où sa cause devait être présentée au général en chef des troupes fédérales, Bachmann.

Heureusement, au lieu du vieux Bachmann, c'était un Fribourgeois, le général baron de Castella, chef d'état-major, qui présidait le conseil où le cas de Ginguené fut présenté. Le général Castella fit tous ses efforts pour tirer le négociateur des griffes de la police bernoise. Des détails très intéressants sont donnés sur la conversation et les actes du général fribourgeois. Grâce à la puissante protection qu'il avait rencontrée au sein de l'état-major, Ginguené obtint un laisser-passer et put enfin rentrer en France; mais à Dijon déjà il apprenait par le *Moniteur* la défaite et l'abdication de Napoléon. Il ne put du reste jamais obtenir un moment d'attention pour rendre compte de sa mission. Ginguené mourut l'année suivante le 16 novembre.

M. C. Remy communique un certain nombre d'anciens imprimés du XVIII^e siècle, entre autre un opuscule de P. Gendre, bourgeois de Fribourg: *Réflexions sur les moyens d'introduire l'industrie dans la ville de Fribourg*, etc., 1799.

4 juillet 1878.

M. Henri Schaller, conseiller d'Etat, annonce que prochainement il sera en mesure de déposer à notre Musée cantonal des plaques galvanoplastiques reproduisant les différentes inscriptions latines et allemandes qui décoraient l'ancien ossuaire de Morat avant sa destruction par des soldats français, en 1798. En 1584, des grilles de fer avaient été placées pour protéger les inscriptions primitives, mais en 1754, celles-ci furent remplacées par deux nouvelles inscriptions en lettres d'or sur marbre noir, dont l'une était du grand anatomiste et botaniste Haller, de Berne. Ces différentes plaques commémoratives, fonte ou marbre, font, avec maints autres objets de provenance fribourgeoise, l'orne-

ment du célèbre musée de Cluny, à Paris. Des démarches ont été faites pour en obtenir la réintégration entre les mains du gouvernement fribourgeois : peines inutiles, a-t-on répondu, la loi française défendant de la manière la plus absolue d'aliéner un objet quelconque une fois devenu, peu importe comment, la propriété de l'une des collections nationales.

En attendant les copies fac-similaires que la galvanoplastie nous procurera, M. Schaller fait voir et remet à la société une photographie des fameuses inscriptions.

Le R. P. *Apollinaire* continue ses recherches sur les industries fribourgeoises dans les siècles passés. C'est, cette fois, le tour des verriers, c'est-à-dire des ouvriers sur verre et fabricants de verre, et aussi des peintres de vitraux et de verrières, qui ont exercé chez nous leur activité de l'an 1500 à 1600. Ces professionnels étaient nombreux à cette époque, puisque nous en voyons parfois 10 à 15 travaillant simultanément, comme maîtres d'état dans la seule ville de Fribourg.

Les verres à vitres étaient alors de petites dimensions ; qu'on se rappelle ces petites *cibles* (Scheibé) aux formes circulaires, polygonales ou remboïdales, reliées ensemble par un chassis de plomb, qui décorent encore quelques-uns de nos anciens édifices, églises et châteaux, couvents et maisons-de-ville, et l'on comprendra que cette fabrication pouvait se faire sans devoir recourir à de grands fours et, conséquemment, sans nécessiter des dépenses considérables. Chacun avait la faculté de travailler dans sa propre maison. La plupart de nos verriers étaient bourgeois de Fribourg, ainsi des Techtermann, Heimo, Pharisa, Jerly, Werro, Räschi, Bader, etc. L'apprentissage était de deux ans. Mais, comme il a déjà été dit, nous avons aussi des peintres sur verre, car soit courtoisie soit spéculation, ou peut-être simple goût artistique, l'usage des échanges ou dons de vitraux peints et armoriés fut pendant longtemps très répandu dans notre pays. En 1544, vivait Henri Bau, peintre sur verre (*der Glaser-Maler*), dont la maison était située près de l'Altbrunnen, avec un étang à côté appartenant à cette même maison. En 1562, Lienhart Jerly, bourgeois de Fribourg, peintre sur verre, possédait plusieurs maisons, dont l'une dans la rue de Lausaune, près du *Ræslî*.

M. Schneuwly lit une biographie de M. le notaire Marro, ancien chancelier ¹⁾).

M. Grangier fait voir une collection déjà fort belle, bien qu'encore incomplète, d'armoiries fribourgeoises accompagnant ces *ex-libris* que l'on retrouve si souvent collés à l'intérieur de la couverture des volumes. Ces armoiries, dont beaucoup sont gravées avec un talent et un goût vraiment artistiques, présentent parfois des variantes nombreuses qui pourront servir un jour, sinon à rectifier dans quelques détails, du moins à compléter l'*Armorial fribourgeois* publié, il y a quelques années, par le R. P. Apollinaire, avec la collaboration de M. de Mandrot.

M. Jeunet lit une notice sur les magnifiques stalles qui, au nombre de 25, ornent le chœur de l'église paroissiale de St-Laurent, à Estavayer; ces stalles sont de l'an 1525 ²⁾).

M. Gremaud communique des fragments d'un long et intéressant travail du P. Antoine-Marie Gachet, de Fribourg, religieux capucin, actuellement à Sion, concernant ce bon moine de l'ancienne chartreuse de la Part-Dieu, auquel les *Pèlerinages de Suisse* de L. Veuillot ont consacré une page si gracieuse: nous voulons parler de dom Joseph Hermann, qui fut tour à tour mécanicien, horloger, et, sinon poète, du moins intrépide et infatigable versificateur. Né à Rueyres-St-Laurent, le 13 septembre 1753, de parents originaires de Dirlaret, dom Hermann fit son noviciat et sa profession à Saint-Hugon en Savoie (le noviciat de la Part-Dieu n'a existé que depuis 1810), et resta dans cette maison jusqu'à la révolution française, époque où il revint dans son foyer natal pour se retirer dans la solitude des alpes fribourgeoises. C'est là qu'il mourut le 9 janvier 1821, laissant une grande quantité d'objets d'art créés par son esprit inventif et dont quelques-uns sont très curieux et très compliqués. Il a écrit, en outre, une vingtaine de mille vers, où à défaut de génie poétique et même d'une parfaite correction littéraire, se révèlent tout au moins la persévérance et une certaine facilité. Notre Père chartreux a eu la patience toute monacale de rimer, entre autres, sa vie et ses aventures, ainsi que

1) *Nouv. étrennes fribourg.*, XIII, 12.

2) *La Liberté*, 1878, N^{os} 196 et 197.

ses travaux d'astronomie et d'horlogerie, en accompagnant son texte d'un grand nombre de dessins et de cartes de toutes espèces ¹⁾.

Le P. *Apollinaire* signale, comme étant très probablement l'œuvre de dom Hermann, une horloge remarquable appartenant à l'hospice des RR. PP. Capucins de St-Maurice, avec lequel le chartreux fribourgeois paraît avoir entretenu des relations.

M. *Gremaud* parle des commencements de l'imprimerie à Fribourg et des premiers livres sortis des presses fribourgeoises depuis 1585 à 1700. M. Gremaud a retrouvé et noté jusqu'ici 188 volumes parus chez nous pendant ces 115 années, savoir 50 dans le XVI^e siècle et 138 dans le XVII^e. Mais on comprend que ces chiffres ne soient pas encore définitifs, car, pour être complet, un travail de cette nature est un travail long et difficile.

Le 1^{er} volume imprimé à Fribourg paraît être le *Katholische Gesænger auf Weihnachten, Advent und Ostern, wie auch durch das ganze Jahr zu gebrauchen. Gedruckt zu Freyburg in Uechiland. 1570, in-42, 48 pages.*

Une autre édition, sous le même titre, mais sans indication d'année et sans pagination, doit être de la même époque. Les caractères sont à peu près identiques, et sur le titre se trouve la même vignette que dans l'édition datée. Ces deux éditions ne portent pas de nom d'imprimeur. Sortent-elles réellement de presses fribourgeoises? C'est là une énigme qui n'a pas encore son explication. Un fait certain, c'est que l'imprimerie n'a été établie ici qu'en 1585. Y aurait-il eu avant cette date un établissement momentané, ou la date 1570 serait-elle erronée? On l'ignore. Des recherches faites à nos archives n'ont donné aucun résultat.

M. *Wicht*, chapelain à Corserey, lit quelques pages auxquelles il a donné pour titre: *Appendice aux notices biographiques du P. Joseph Diesbach, d'après les manuscrits inédits du P. Grivel, S. J.*

Cette notice est destinée à en compléter une autre publiée

1) Un résumé et de nombreux extraits des œuvres rimées du P. Hermann ont été publiés par le P. Antoine-Marie Gachet dans la *Revue de la Suisse cathol.*, t. XI-XIII.

dans la *Revue de la Suisse catholique*, livraison de juin 1878, et consacrée au P. Jésuite Joseph de Diesbach, de Berne, mort à Vienne en Autriche. Notre écrivain fribourgeois parle en termes émus et presque enthousiastes de ce prêtre de la Compagnie de Jésus ; mais c'est que les données qu'il nous fournit, il les tient de son père lui-même, Jacques Wicht, dont il a parlé plus haut, p. 85 et 90, à propos de sa courageuse et patriotique conduite en 1798. Obligé de se soustraire par la fuite aux rigueurs que cette conduite et sa bravoure lui auraient values de la part du général Pigeon, J. Wicht se dirigea du côté de Morat en évitant la colonne française qui marchait sur Berne après la journée sanglante de Neueneck. Ce fut dans une hôtellerie de Morat qu'il se trouva en présence de deux personnages avec lesquels il devait entrer dans des rapports intimes : l'un était un vieillard au port majestueux, portant la soutane et s'appuyant sur une canne ; l'autre était plus jeune, masqué par une perruque et la redingote boutonnée jusqu'au menton. Celui-ci était M. de Diesbach, seigneur de Mézières et chambellan du roi de Saxe. Des regards et des paroles de sympathie ne tardèrent pas à s'échanger entre ces trois personnes ; elles s'étaient comprises, si bien que le jeune Wicht fut prié de servir de domestique et de compagnon de route au vieillard que M. le chambellan appelait son cousin.

Ce vieillard n'était autre que le P. de Diesbach, le jésuite, qui avait été fait prisonnier par l'armée française au milieu des blessés sur le champ de bataille de Neueneck, puis remis en liberté. De là toute une série d'aventures et de souffrances physiques et morales, à Berne d'abord, où nos fugitifs étaient revenus ; puis à Aarberg, à Buren, à Soleure, où ils reçurent, paraît-il, l'hospitalité chez M. le baron de Besenval, qui habitait une maison d'assez belle apparence située un peu en dehors de la ville.

14 novembre 1878.

M. le colonel *Perrier* communique un certain nombre de pages d'une étude sur : *Un régiment des gardes suisses au service de France, 1771.*

Aujourd'hui que les capitulations n'existent plus que comme un lointain souvenir d'un état de chose qui n'a plus de raison d'être, l'auteur du travail que nous mentionnons, s'attache à faire connaître l'organisation financière intérieure d'un régiment des gardes suisses vers la fin du siècle passé, et cela au moyen de renseignements puisés dans un manuscrit curieux et rare, sinon unique, ayant pour titre : *Traité concernant la manutention générale du trésorier du régiment des gardes suisses*. Ce manuscrit a été fait en 1771, pour M. de B., officier fribourgeois au dit régiment. Il donne des détails intéressants et peu connus sur les magnifiques traitements, les avantages financiers et les privilèges de toutes sortes accordés à tous les militaires des régiments des gardes suisses en France, mais surtout aux officiers supérieurs. Ainsi en ce qui concerne les soldes et traitements, le chiffre en était des plus élevés, puisqu'un colonel ne pouvait recevoir moins de 22,000 à 23,000 fr., un capitaine de la compagnie générale de 9 à 10,000 fr., un capitaine de grenadiers de 6 à 7,000 fr., et un lieutenant ancien du corps de 2 à 3,000 fr., indépendamment de plusieurs autres avantages : gratifications, pensions, etc. Certes, dit M. Perrier, les bons et loyaux services rendus par les troupes suisses à la monarchie française ont été universellement reconnus. Il n'y a qu'une voix sur leur bravoure et leur fidélité à toute épreuve ; mais d'autre part on comprend aussi combien les avantages et les faveurs dont les chefs étaient comblés, devaient exciter de fortes et vivaces jalousies dans les armées françaises.

M. Grangier, après avoir rappelé que dans le siècle passé aucune feuille périodique ne paraissait à Fribourg, à l'exception de notre antique *Feuille d'avis*, et que les écrivains de la ville et du canton en étaient réduits à envoyer leurs correspondances aux journaux de Berne ou de Lausanne, donne lecture de quelques fragments empruntés à ces derniers et racontant quelques-uns des rares événements qui, il y a un siècle, occupaient les esprits dans notre bonne ville et république. Ainsi, en 1776, la création d'une chaire de droit ; en 1781, l'établissement d'un pensionnat au collège St-Michel : le 8 avril 1784, moins d'une année après la première expérience des frères Montgolfier, à Annonay (5 juin

1783), la population de notre ville est mise en grand émoi par le gonflement d'un aérostat, qui monte majestueusement dans les airs et disparaît bientôt à tous les yeux pour aller tomber à 3 $\frac{1}{2}$ heures au sud-ouest de Fribourg, à la grande stupéfaction des campagnards épouvantés ¹⁾.

Le secrétaire donne lecture d'un travail du P. Nicolas Rædlé. Cette étude a pour titre : *Notice sur les perturbations monétaires du XV^e siècle et sur la valeur des baches depuis leur première émission en 1496 jusqu'à leur retrait définitif en 1850* ²⁾.

M. Jeunet, curé de Cheyres, remet d'abord, pour le Musée cantonal, un fer de lance et deux anciennes clés découverts dans les environs de Cheyres. M. Jeunet rend ensuite compte des recherches historiques qu'il a faites dernièrement dans les archives de Turin, grâce à l'appui financier de l'Etat de Fribourg. On sait que ces archives sont très riches en documents concernant les cantons, villes et villages de notre Suisse romande. On y trouve, entre autres, une cinquantaine d'actes relatifs à chacune des trois localités de Romont, Estavayer et Domdidier ; de 60 à 70 actes intéressant la seule seigneurie de Montagny. Presque toutes les communes de notre canton y sont représentées par des documents plus ou moins intéressants, mais dont plusieurs ont ont déjà été utilisés par nos écrivains nationaux et même imprimés dans un assez grand nombre de publications disséminées.

M. Jeunet, parti pour Turin avec le programme de n'étudier que les documents pouvant plus directement intéresser l'histoire du pays de la Broye, s'est trouvé en présence de documents si nombreux, se rapportant à toutes les autres parties du canton, qu'il a cru devoir mettre à profit son séjour dans l'ex-capitale piémontaise pour copier tout au moins le sommaire de toutes ces pièces historiques, au nombre de quelques centaines. Ce sommaire, indiquant pour chaque acte le numéro correspondant et la subdivision des répertoires ou inventaires de Turin, sera déposé dans les archives de l'Etat de Fribourg pour être utilisé d'autant plus aisément par les amateurs des recherches historiques.

M. L. Genoud lit quelques pages fragmentaires d'une étude

1) *Nouv. étrennes frib.*, XIII, 103.

2) *Revue de la Suisse cathol.*, X, 137.

remplissant pas moins de cinquante pages in-4° et qui a pour titre : *Notice sur les cloches du canton de Fribourg*. Comme on le voit, ce titre annonce un travail tout nouveau pour notre canton. Ajoutons qu'il a dû coûter à son auteur beaucoup de courses, beaucoup de fatigue et peut-être aussi passablement d'argent. L'étude de M. Genoud est consacrée essentiellement aux inscriptions campanaires; elle est semée cependant par ci par là de quelques traits anecdotiques ou historiques d'un réel intérêt.

Les fondeurs de cloches étaient jadis appelés saintiers ou potiers. Souvent ils gravaient en bas-relief dans le moule les lettres et les mots qui devaient former les légendes; mais souvent aussi ils faisaient usage de caractères mobiles. Ils auraient donc été, en cela, les premiers typographes et les précurseurs de ceux qui n'employèrent que plus tard ces mêmes caractères pour l'impression des livres.

Les inscriptions sont le plus souvent des textes empruntés à la Bible. Parmi les plus anciennes et les plus remarquables pour l'épigraphie religieuse, M. Genoud mentionne celle qui orne la plus petite des cloches de l'antique église de Villars-sur-Matran. Un fac-similé de cette inscription est mis en circulation et donne lieu à des interprétations diverses.

6 février 1879.

La série des travaux écrits est ouverte par la lecture d'un mémoire du R. P. Rædlé en réponse à cette question : *La tour de l'église de St-Nicolas à Fribourg est-elle restée inachevée, et aurait-elle dû recevoir encore une flèche, comme certains historiens modernes le prétendent?* En d'autres termes que faut-il penser de l'assertion de J.-D. Blavignac, qui après avoir mentionné la mort de l'architecte Georges du Jordil, arrivée en 1475, raconte que l'ouvrage fut continué jusque vers 1492, mais qu'à cette époque il fut laissé dans l'état d'inachèvement où nous le voyons encore aujourd'hui?

Le travail du P. Nicolas comprend 20 grandes pages; nous nous bornons à en mentionner les conclusions finales :

Notre église actuelle de Saint-Nicolas a été commencée vers

l'an 1315. En 1343, la nef était terminée, et la tour actuelle, qui avait grandi en même temps, s'élevait déjà, par conséquent, à la hauteur du toit de l'église. En 1470, on ne fit que reprendre les travaux pour achever la tour, et la direction en fut confiée à l'architecte Georges du Jordil. En 1475, à la mort de cet architecte, les travaux ne furent point interrompus, mais ils continuèrent sous la direction d'autres maîtres. En 1489, on y plaça la plus haute pierre soit la pierre terminale. En 1496, notre tour fut complètement terminée et nous la voyons aujourd'hui telle que l'ont voulue les plans primitifs.

A propos de ces plans, le *P. Nicolas* rappelle qu'ils n'ont été découverts nulle part. Ceux qui ont avancé que notre tour est restée inachevée et qu'elle aurait du recevoir encore une flèche centrale sur le modèle de celle de Fribourg en Brisgau, ont, il est vrai, invoqué à l'appui de leur thèse certain prétendu plan sur parchemin de la tour de Saint-Nicolas, qui se trouverait aux archives cantonales. Or, dit l'auteur de notre savante notice, nous avons examiné le plan en question, et nous avons constaté qu'il renferme tout autre chose que le plan de notre tour, et qu'il n'a absolument rien de commun avec ce magnifique monument et sa belle couronne aux treize tourelles.

M. C. Remy lit une notice consacrée à un militaire fribourgeois mort au service étranger vers la fin du siècle dernier, Joseph d'Appenthel, chevalier, frère du chancelier Justin, et oncle de M. le colonel Antoine d'Appenthel, mort dernièrement ¹⁾.

M. Henri Schaller, conseiller d'Etat, directeur de l'instruction publique, lit une notice qu'il a intitulé: *Aperçu historique du développement du collège St-Michel à Fribourg* ²⁾.

20 mars 1879.

M. J. Schneuwly, archiviste d'Etat, ouvre la série des communications écrites par la lecture de quelques pages portant un titre assurément très nouveau pour tous ceux, et ils ne sont

1) *Journal de Fribourg*, 1879, N^{os} du 27 février et suiv., et tirage à part.

2) *Nouv. étrennes fribourgeoises*, XVI, 17.

que trop nombreux, qui ne sont pas au courant du langage judiciaire usité au moyen âge: la *Régiquine* ¹⁾

M. Schneuwly communique, en outre, le contenu d'une petite note trouvée parmi d'anciens manuscrits laissés par le chancelier Guillaume Techtermann, et écrite par lui alors qu'il était bailli de Gruyères (1593-1598). Il s'agit des sobriquets donnés à cette époque à un certain nombre de localités gruyériennes; nous citerons ceux qui peuvent être publiés sans trop d'inconvénient; les batailleux de Charmey, — les patillauds de Crésuz, — les malavisez des Arses, — les grosses tâches de Lessoc ²⁾, — les escorche-chevaux de Montbovon, — les verrats de la Tour, — les belles femmes de Broc, — les mange-bacon d'Estavannens, — les carcassieux d'Albeuve, — les fromagieux du Pasquier, — les bons beuveurs de Vaulruz, — les bons dévotieux de Sales; s'ils n'appuient bien, Waulruz cherra (*tombera*) sur Vuadens, — Corbière déroche tout, Villarvolaz refaira tout, — les chasseurs de Neirivue, — les bourgeois de Gruyères.

M. Max Techtermann communique un acte original sur parchemin, reçu le 28 novembre 1737 par le notaire fribourgeois Jean-Pierre Jerly, et qu'il a lui-même intitulé: *Traité et assignat de mariage pour vertueuse Mariannaz, fille de feu Pytermann Quannet, de Nierlet-le-Bois, aprésent femme du Sr Joseph, fils du Sr Joseph Geandroz de Belfeaux et bourgeois de Fribourg*. Ce document que les contractants ont passés ayant tous deux l'âge viril, est assez intéressant soit par sa forme elle-même, l'orthographe et le style baroque du tabellion qui a instrumenté, soit aussi par les détails du trousseau que le mari reconnaît avoir reçu de sa chère moitié. On y remarque, par exemple, une vasche raisonnable,... dix pairs de soullier, huit pairs neuf et les autres usez..., trante sept chemises..., traises camisoles tant de drapt marchand que de drapt du pay..., huict cappettes assortyes..., neuf berrettes tant de vellurd que panne et soy..., une agnus Dei avec sa chainette d'argeans, un croix d'argent valluée douze batz, etc. La somme totale de l'assignat s'élève à

1) *Indicateur d'histoire suisse*, III, 139.

2) Tâche, en patois *tâtze*, de l'allemand *Tasche* (poche), espèce de gibecière ou de sacoché.

957 écus bons, formant la part de la femme aux biens tant paternel, maternelle, fraternelle et sorrorinelle !!

M. *Gremaud* lit quelques fragments d'une poésie latine adressée par Rodolphe Techtermann (petit-fils de l'illustre chancelier Willi ou Guillaume Techtermann) au chevalier François-Philippe de Lanthen Heid, à l'occasion de l'avènement de celui-ci à la haute dignité d'avoyer en 1688.

M. Gremaud fait encore deux communications : 1° un extrait des *Annales d'Estavayer*, par dom Jacques-Philippe Grangier (1^{er} volume, 5^{me} cahier, page 1). constatant et prouvant qu'il n'a jamais existé un cardinal de la famille d'Estavayer, ou si l'on veut, que Jean de Molendino, religieux de l'ordre de St-Dominique, maître du Sacré-Palais, inquisiteur à Toulouse en 1344, cardinal en 1350 et mort à Avignon en 1358, n'eut aucun lien de parenté avec les Estavayé-Mollondin, et que, né dans le Limousin, son vrai nom fut Jean du Moulin ou de la Molineire. La confusion est née de la ressemblance existant entre *de Molendino* et *de Mollondin*, seigneurie que la maison d'Estavayé possédait dès les temps les plus reculés ; c'est un P. Dominicain savoyard, venu à Estavayer comme directeur des religieuses de cette ville, qui le premier crut et fit croire aux d'Estavayé-Mollondin que le cardinal de Molendino était un membre de leur famille ; 2° une notice sur un évêque de Sion qui figure dans les catalogues modernes de ces évêques sous le nom de Philippe de Gaston (1338-1342), mais dont le vrai nom est Philippe de Chamberlhac ¹⁾.

3 juillet 1879.

M. Ch. Ræmy lit une notice sur le petit hameau et la chapelle de Christlisberg qui se trouve entre Pierrafortscha et Tasberg, sur l'ancienne route de Fribourg à Dirlaret. La mélancolique poésie du site, le nom même de la localité, les quelques souvenirs qui doivent s'y rattacher, semblent de nature à provoquer

1) Mémoires et documents publiés par la Société d'hist. de la Suisse romande, XXXII, 142.
— Bulletin de la société historique et archéol. du Périgord, VI, 273.

l'attention et les recherches. Cependant peu de faits saillants ont été mis au jour jusqu'ici, relativement au groupe de maisons qui a nom Christlisberg. Le plus ancien acte connu qui en fasse mention, est de l'an 1420. Dans la chapelle se voit un autel en bois sculpté, peint et doré; le tableau de l'autel représente une descente de croix. Le petit clocher était autrefois muni d'une horloge; mais soit vétusté, soit négligence, soit vandalisme des enfants, l'horloge a depuis longtemps cessé de marcher et de montrer les heures. Quatre vieux tableaux, avec armoiries à moitié effacées, s'ajoutent à l'ameublement de ce modeste oratoire; ce sont des portraits intéressant la famille, aujourd'hui éteinte, des Tombé ou Thumbé, autrefois propriétaire du domaine de Christlisberg.

M. Remy communique ensuite quelques renseignements, puisés aux archives cantonales, sur divers membres de cette famille, dont le premier, Adam Thumbé ou Tombex, fut reçu bourgeois de Fribourg le 28 mai 1537. Son petit-fils Nicolas renouvela le 23 juin 1616, fut bailli de Montagny (1624-1629), directeur de la halle (1639-1654), épousa Françoise Mollet et laissa deux fils, Jean-Jacques et Jean-Louis Thumbé. Jean-Jacques demeurait, comme son père, au Saarbaum, maison qui forme angle en face de la fontaine à la Neuveville; renouvelle le 2 juin 1636. Hans-Ludwig renouvelle le 23 janvier 1652. Un autre Jacques Thumbé acquiert en 1697 une maison avec jardin, que les hoirs Python lui ont vendue à la Neuveville, près du pont de St-Jean. Par acte du 5 mars 1697, Marie-Denise donne entre vifs à son neveu, le prédit Jacques Thumbé, les trois parts du bien de Christlisberg, qu'elle avait eus par héritage, ainsi que ses droits sur la Frohmatt. C'est probablement le même Jacques Thumbé qui contribua, en 1729, pour deux louis et deux livres à la construction d'une horloge pour l'église paroissiale de Tavel, et qui fit en 1736 un testament remarquable par les nombreux legs pies et charitables qu'il contenait. Il léguait son domaine de Christlisberg à deux de ses neveux du nom de Thumbé avec reversibilité sur des Von der Weid, fils d'une de ses sœurs.

Cette famille a fourni un grand nombre de prêtres, de religieux et de nonnes, parmi lesquels nous citerons : Jacques, qui

reçut de l'évêque Strambin le titre purement honorifique de prévôt de la cathédrale de Lausanne. C'est peut-être lui qui est représenté en camail rouge, avec croix pastorale et insignes abbatiaux sur un des tableaux de la chapelle de Christlisberg. Il était âgé de 40 ans en 1699. Un autre Jacques Thumbé fut prêtre et chevalier de Malte, et mourut en 1702. Enfin Emmanuel Thumbé, né en 1712, entra à l'abbaye d'Hauterive, fit profession en 1730, fut prieur de Vaux-la-Douce (Vallis-dulcis), en Champagne, et fut élu abbé d'Hauterive le 1^{er} avril 1754. Il refusa en 1758 la charge épiscopale, qui lui avait été offerte à la mort de Mgr de Bocard, et s'éteignit le dernier de sa race, à la Fille-Dieu, le 22 août 1761. Son portrait se trouve à la chapelle de Christlisberg. Cette chapelle, ainsi que le domaine dont elle fait partie, ont été achetés au commencement de ce siècle par M. Van der Cruisse, qui a eu pour héritier un Français, M. le comte de Melun.

M. Dafflon lit quelques pages pleines d'intérêt auxquelles il a donné pour titre : *Les châteaux du moyen âge dans le canton de Fribourg*. Au nom des droits de la vérité et au risque de faire entendre une note discordante, l'auteur de cette notice se propose de ramener à leur juste valeur et réalité les descriptions fantaisistes de la plupart des écrivains qui nous ont parlé des châteaux du moyen âge. Après avoir rappelé le souvenir des constructions romaines, M. Dafflon arrive à l'invasion des peuples barbares, qui changea en un désert affreux des contrées riantes et fertiles. Le besoin de veiller à sa conservation donna naissance à l'abri qu'on nomma la *bretesche*, consistant en une spacieuse construction en bois, défendue par un rempart en terre, au pied et à l'extérieur duquel s'ouvrait un fossé profond. Les bretesches ont dû être nombreuses chez nous. Plus tard, elles reçurent des fondations en pierre, puis toute la construction fut en pierre, afin de pouvoir résister efficacement contre le plus puissant moyen de destruction employé à cette époque, le feu. Ce nouveau genre de construction, c'était dans le langage de notre pays la *carrée*, qu'on rencontrait principalement dans la contrée de la Broye. C'est la carrée qui sert pour ainsi dire de transition entre la bretesche et le château du moyen-âge. Edifice élevé, de forme carrée ou circulaire et aux murs épais, avant-toit très

court reposant sur une corniche en pierre, porte d'entrée placée bien au-dessus du sol et accessible seulement au moyen d'un escalier d'un enlèvement facile, quelques rares baies éclairant tant bien que mal l'intérieur du bâtiment ; au sommet du donjon, des créneaux servant à l'observation et à la défense ; telle est en résumé notre ancienne carrée. Qu'on l'entoure ensuite de fossés et de murailles crénelées, avec meurtrières et machicoulis, qu'on la flanque de tours et de tourelles, qu'une de ces tours garde le côté le plus accessible à l'ennemi, voilà créé le château ou la *burg* du moyen-âge. Cet état de chose subsista jusqu'au commencement du XV^e siècle, c'est-à-dire jusqu'à l'époque où l'invention de la poudre et le perfectionnement de l'artillerie créèrent de nouveaux et formidables moyens d'attaque et de destruction, en obligeant par contre-coup les places fortes à améliorer leur système de défense. On exhausse les tours et les murailles existantes. Pour empêcher l'approche des anciens remparts, on les couvre par de nouvelles lignes de murailles. Celles-ci sont renforcées par des tours de formes diverses, qui deviennent petit à petit le bastion moderne. A partir de la guerre de Bourgogne, nos châteaux perdent de plus en plus de leur importance ; les seigneurs disparaissent les uns après les autres, et le pays passe insensiblement sous la domination de Leurs Excellences de Fribourg. Les châteaux devenus presque tous la propriété de l'Etat, sont les uns affectés au logement des baillis, quelques-uns vendus, d'autres enfin complètement abandonnés ne tardent pas à tomber en ruines. Aujourd'hui encore ils font, avec d'autres débris plus anciens de castels féodaux, l'ornement et la poésie du paysage, dont ils augmentent le pittoresque en le peuplant de souvenirs lugubres ou glorieux. Quant à ceux qui continuèrent à servir de logis, l'intérieur en fut transformé en appartements à la Louis XV, pour autant toutefois que pouvait le permettre le style des anciennes constructions. Les places d'armes furent converties en vergers et jardins et les remparts garnis d'espaliers.

La lecture des intéressantes pages que nous venons d'analyser, donne lieu à un certain nombre de communications ou d'indications orales, relativement aux anciens châteaux qui existaient

en si grand nombre dans le canton de Fribourg, mais particulièrement sur les deux rives de la Sarine, depuis Château-d'Oex à Laupen, et aussi dans la vallée de la Glâne et sur le versant septentrional du Gibloux. On relève aussi le fait que des restes importants d'une ancienne voie romaine auraient été découverts par M. *Jean Modoud*, à Romont, soit aux environs de cette dernière ville, soit sur le territoire de Porcel. Des débris d'établissements romains, des tuiles à rebords, des poteries et même des murs, etc., auraient été également exhumés, il y a peu de temps, à Böesingen, sur la propriété de M. le député Jean Kaiser, et à quelques pas seulement du château domanial. On rappelle à ce propos que, au dire des gens de cette même localité de Böesingen, on aurait autrefois mis au jour, devant la vieille chapelle de St-Cyr, un pavé mosaïque considérable, détruit pierre après pierre par les enfants du village. On rappelle en outre la belle trouvaille, faite naguère près de Römerswyl, d'une magnifique amphore, offerte au Musée cantonal fribourgeois par M. Alfred Von der Weid. Enfin, on signale les deux circonstances que la maison Roggo, à Pontels (ou Bundtels), se trouverait bâtie sur un tumulus parfait, et qu'un tumulus aurait été découvert entre Nierlet et Ponthaux.

M. *Henri Schaller* donne lecture d'un document du plus haut intérêt, non-seulement pour nous Fribourgeois, mais pour l'histoire générale de nos régiments capitulés. Il s'agit d'un rapport envoyé de Marienbourg (près de Dantzig, Prusse), le 2 janvier 1813, au landammann de la Suisse, le zurichois de Reinhard, par Charles d'Affry de Fribourg, colonel du 4^{me} régiment suisse au service de France, et officier de la Légion d'honneur. Si l'on prend garde à la date de cette pièce, et que l'on se rappelle le lugubre désastre militaire à laquelle cette date appartient, on comprendra que nos archives fédérales conservent avec soin la lettre de Charles d'Affry, notre compatriote.

M. le landammann Burkhard lui avait écrit, en date du 7 novembre 1812 (le 19 octobre, la grande armée avait quitté Moscou) pour lui demander des nouvelles plus précises concernant son régiment. « Mais, dit C. d'Affry, il eut été jusqu'ici difficile de faire parvenir des dépêches à son Excellence, m'étant trouvé

pendant vingt-trois jours à marcher en retraite depuis ma sortie de Polotsk, avec l'armée du comte de Witgenstein devant et une nuée de Cosaques derrière nous. »

Au moment où il écrit, d'Affry est le seul colonel suisse présent à Marienbourg ; c'est pourquoi il croit devoir étendre son rapport aux faits qui concernent les trois autres régiments, et il raconte en effet la belle part prise par ces soldats héroïques aux combats qui ont eu lieu depuis le 15 octobre 1812, « part qui semble avoir placé nos troupes au rang de celles dont la réputation a le plus d'éclat. » D'Affry cite de temps en temps quelques noms d'officiers suisses comme s'étant particulièrement distingués à la tête de leurs hommes : ainsi de Graffenried, chef de bataillon, le capitaine Gilly, de Lucerne, Duliker de Lucerne, du 1^{er} régiment « officier de premier mérite qui s'était fait un honneur infini au combat de St-Euphémie, en Calabre, » et qui mourut en défendant la ville de Polotsk contre les Russes, qui avaient essayé de la prendre d'assaut ; le colonel de Castella et le chef de bataillon Vonderweid de Séeedorf, qui tous deux avaient eu leurs chevaux tués, Bleuler, chef de bataillon dont C. d'Affry vante beaucoup la bravoure et les talents. Partout les Suisses, officiers et soldats, soutiennent glorieusement le vieux renom de la vaillance helvétique. « Je ne dois pas laisser ignorer à votre Excellence que le maréchal de Saint-Cyr m'a fait l'honneur de se plaindre à moi que les troupes suisses étaient trop braves et que, quand elles étaient engagées, l'on ne pouvait plus les séparer de l'ennemi, et c'est une vérité constante. »

Chacun connaît les affreux détails de la fameuse retraite de l'ex-grande armée qui, après avoir eu à lutter à la fois contre des nuées de Russes, contre un froid excessif, la faim, la soif et des fatigues inouïes, sortit du fatal territoire de la Russie en y laissant plus de 300,000 soldats morts ou prisonniers. « Dans toutes ces circonstances, dit d'Affry, nos régiments ont montré valeur, ordre et l'aplomb militaire des meilleures troupes. Pendant toute cette retraite, par un temps affreux, par un froid qui tuait chaque nuit beaucoup d'hommes, souvent sans nourriture et même sans eau, la constance et l'obéissance des soldats suisses ne s'est pas démentie un moment. » Et ailleurs, revenant sur

l'admirable conduite de nos compatriotes soit dans le combat de Borisow, soit lors du passage de la Bérésina, d'Affry emploie l'expression suivante : « Pour me servir d'une comparaison historique qui puisse bien faire connaître à Votre Excellence le mérite des services rendus par les Suisses dans ces mémorables journées, je ne craindrais pas de lui assurer qu'ils sont supérieurs à ceux que rendit le régiment de Pfyffer à la retraite de Meaux. »

D'Affry termine son rapport en exprimant l'espoir qu'il pourra rendre au premier magistrat de la Confédération « un compte verbal et plus détaillé et lui faire connaître une infinité de traits qui montrent le caractère loyal et brave de nos Suisses. »

M. J. Reichlen, artiste-peintre, lit quelques pages encore incomplètes, destinées à nous faire connaître les nombreuses richesses de provenance suisse, qui font l'ornement du Musée des Thermes et de l'Hôtel de Cluny ¹⁾. Heureusement et à l'honneur de notre canton, les objets d'origine fribourgeoise sont en nombre excessivement restreint dans la célèbre collection dont s'enorgueillit aujourd'hui la France. Nous voudrions pouvoir en dire autant des autres cantons de la Suisse, et surtout de la Suisse allemande.

Le travail de M. Reichlen commence par une notice historique consacrée à la peinture sur verre, création au nombre des plus charmantes que nous ait léguées le moyen âge. Ce genre de peinture est dû à l'influence du Christianisme et avait pour mission d'embellir la maison de Dieu. Les débuts en furent bien modestes. On se bornait à composer des mosaïques au moyen de morceaux de verres de différentes couleurs et réunis par des rubans de plomb. Les personnages ne parurent que plus tard. On cite des vitraux ainsi composés remontant vers l'année 450, mais il faut arriver jusqu'au XV^e siècle pour contempler cet art dans toute sa splendeur. C'est alors que nous voyons surgir ces magnifiques vitraux d'une richesse éblouissante, empreints d'un si profond sentiment religieux. Plus tard la décadence se révèle et dans le XVIII^e siècle, où l'art gothique est complètement méconnu et dédaigné, il n'est presque plus question de

¹⁾ Voir plus haut, p. 58.

vitraux. Il était donc réservé au XIX^e siècle de faire reflorir cet art charmant.

Un genre de travail qui a valu à l'Allemagne et aux Suisses une réputation des plus étendues, ce sont les vitraux dit d'*apparelements*. Ces vitraux très recherchés aujourd'hui, vont malheureusement enrichir des collections étrangères à la Suisse. Le Musée de Cluny seul en possède 45. En 1849, lors de la vente des objets d'arts composant la collection Debruge-Duménil, 63 vitraux de provenance suisse figuraient dans le catalogue.

M. Grangier donne ensuite communication de notes concernant : 1^o quelques membres de la famille Thumbé ou Tumbex dont il a été question dans les pages consacrées par M. C. Ræmy à la chapelle de Christlisberg ; 2^o les écoles des jeunes filles de la ville d'Estavayer. Ces écoles paraissent n'avoir commencé qu'en 1637, époque où les religieuses Ursulines, fuyant à la fois la guerre et la peste, vinrent de la Franche-Comté s'établir à Estavayer. En 1662, ces dames sont reçues bourgeoises d'Estavayer ; en 1697, elles se retirent à Fribourg et sont remplacées par trois sœurs venues de Pontarlier. En 1790, elles quittent définitivement Estavayer à la suite de démêlés avec le Conseil.

23 octobre 1879.

La série des communications écrites est ouverte par la lecture d'un travail des plus intéressants que son auteur, M. Grangier, a modestement intitulé : *Quelques mots sur l'origine et les développements du Musée cantonal de Fribourg* ¹⁾.

M. Grangier présente à l'assemblée l'*Atlas géologique, historique et commercial du canton de Fribourg*, tracé, sinon avec une exactitude parfaite, du moins avec une merveilleuse patience, une persévérance d'anachorète et un talent graphique incontestable, par notre compatriote, M. Levrat-Girard, depuis maintes années professeur à Martigny. On sait que cet ouvrage a été

1) Notice historique sur le Musée cantonal de Fribourg, par L. Grangier, Fribourg 1883.

l'objet de mentions et de distinctions flatteuses, notamment à la dernière grande exposition universelle à Paris.

M. *Wicht* lit quelques pages en continuation de son appendice à la notice biographique du Père Joseph de Diesbach d'après les manuscrits inédits du P. Grivel, S. J. Ce travail est la suite de celui qui a été lu dans la réunion du 4 juillet 1878.

L'auteur nous avait montré arrivant chez M. le baron de Besenval, à Soleure, M. de Diesbach, seigneur de Mezières et chambellan du roi de Saxe et le père jésuite du même nom, qui était alors un vieillard de 82 ans. M. Wicht revenant cette fois en arrière, retrace à grands traits les principaux événements de la vie de son héros, ses études, son entrée dans la carrière des armes, sa conversion au catholicisme, son mariage, puis devenu veuf et ses deux filles ayant pris le voile, son admission dans les ordres sacrés et dans la Compagnie de Jésus.

M. *Gremaud* mentionne un fait très intéressant pour la bibliographie fribourgeoise: le catalogue N° 27 du libraire et antiquaire *H. Kerler*, à Ulm, offre actuellement en vente, mais pour le magnifique prix de 150 marcs (soit 187 fr. 50), un livre d'une excessive rareté, publié à Fribourg en Uechtland en 1593: *Helber, S. Teutsches Syllabierbüchlein*. La notice du catalogue s'exprime comme suit au sujet de ce volume :

« Unique ! D'après les recherches de Weigand, poursuivies
« pendant toute une vie d'homme, il n'existe que cet exemplaire
« complet de ce petit livre extraordinairement intéressant pour
« les études de linguistique allemande. L'exemplaire complet
« que nous offrons en vente vient de la bibliothèque Gottsched ;
« c'était donc son exemplaire manuel et il porte sur la feuille
« préliminaire son *Ex libris* parfaitement exécuté sur cuivre.
« Dans le même volume, est relié le rare opuscule allemand,
« dont nous traduisons le titre comme suit : Rapport succinct
« sur la prononciation des mots latins, français et italiens,
« ouvrage utile et profitable à tous ceux qui ont envie d'ap-
« prendre différentes langues. » Fribourg, 1593.

Aucune de nos bibliothèques publiques de la ville de Fribourg ne possède ces deux ouvrages.

M. *L. Dafflon* lit une étude intéressante qui a pour titre :

Les villes du canton de Fribourg. L'auteur se pose tout d'abord la question de savoir à quelle époque ces villes ont pris naissance. On ne peut donner le nom de ville aux bourgades lacustres, construites sur nos lacs, et il ne paraît pas non plus que les Romains et à plus forte raison que les barbares, qui leur ont succédé, aient bâti des villes sur le territoire actuel de notre canton. Il nous faut donc arriver à une époque assez avancée dans le moyen âge. La ville, telle qu'elle doit être comprise alors, a vu le jour à l'ombre du château seigneurial. En effet, les anciennes constructions, tant celles dont il ne reste plus que des ruines, que celles qui nous ont été conservées dans leur état primitif, nous font voir la ville adossée à un château féodal, dont on la dirait issue et dont elle semble implorer la protection. Rien de plus naturel; le château ne suffisant plus à contenir les gens et à exercer un commandement sur la campagne, en couvrant efficacement les maisons qui étaient venues s'abriter à ses pieds, il fallut bien entourer celles-ci de travaux de défense à l'imitation de ce qui s'était fait pour le château lui-même. L'enceinte de la nouvelle cité une fois tracée, deux revêtements déterminaient l'épaisseur du mur, épaisseur presque toujours assez considérable. L'entre-deux était rempli de pierres reliées par un mortier de sable et de chaux. Au haut de la muraille, des créneaux et, de loin en loin, des archières percées dans son épaisseur permettaient de surveiller l'ennemi et de repousser ses attaques. Un fossé, quelquefois plein d'eau, le plus souvent à sec, isolait la ville et éloignait les assaillants en les empêchant de pratiquer des attaques souterraines. Flanquez cette muraille d'enceinte ou ces courtines de tours solides, s'élevant fièrement d'espace en espace, avec leurs mâchicoulis, leurs hourds, leurs meurtrières alternées; faites, le long et à l'extérieur de ces courtines, courir un chemin de ronde qui permette à l'assiégé de se porter immédiatement sur tous les points menacés; que ces courtines ou remparts soient percés ici et là pour laisser place à des portes, et vous aurez la ville du moyen âge. Quant aux proportions de cette dernière, elles furent, dans les commencements, on ne peut plus modestes; c'étaient ordinairement, pour autant que le permettait la configuration du sol, un simple rectangle d'une contenance de

quelques poses seulement. La population s'augmentant par degrés et de nouvelles constructions étant venues s'abriter sous les murs de la place, ces nouveaux faubourgs furent annexés à celle-ci, et, comme celle-ci, protégés par les mêmes ouvrages défensifs plus ou moins fortement combinés, mais dont la découverte de la poudre à canon et les progrès de l'artillerie devaient petit à petit rendre l'importance militaire toujours plus insignifiante.

M. *Gremaud* fait part d'une lettre de M. *Modoux*, de Romont, concernant certaines récentes trouvailles romaines découvertes dans le district de la Glâne, par exemple un chemin pavé à la romaine, entre Porcel et Pont, chemin dont on retrouve en maints endroits des vestiges considérables, qui permettent ainsi d'en suivre ou deviner la direction générale.

Il s'engage à ce propos un échange de communications orales, d'où il résulte que la contrée dont il s'agit serait vraiment riche et en tumuli et en monuments de toutes sortes, appartenant à l'occupation romaine, et en ruines de châteaux ou maisons fortes du moyen âge.

M. *A. Techlermann*, conseiller d'Etat, constate entre autres qu'il a reconnu et suivi sur un long parcours la grande chaussée dont il s'agit ici et dont maintes localités ont conservé ou nous rappellent encore le nom. Il ajoute que cette chaussée pavée n'était pas la seule et que, par exemple, la tranchée ouverte pour le chemin de fer en traverse une autre, à l'empierrement très visible encore aujourd'hui, à quelques minutes au delà de la station de Vauderens, entre Blessens à droite et Mossel à gauche.

M. *Gremaud* fait circuler deux manuscrits fribourgeois d'un certain intérêt : 1° un cahier, admirable d'ordre et de propreté, d'un fribourgeois étudiant au collège de la Ste-Trinité à Lyon, en 1643 : Jacques Dafflon, de la Tour-de-Trême ; 2° un catalogue de livres offerts au gouvernement de Fribourg, vers l'an 1774, par François-Xavier Bocard, de la Compagnie de Jésus.

Le secrétaire remet à la société au nom de M. Louis Esseiva, aux Fiaugères, un manuscrit in-4°, sans nom d'auteur, contenant dans sa partie principale une épître élogieuse en vers latin adressée à l'avoyer de Lanthen-Heid. Vrai tour de force, sinon trésor de poésie, tous les mots de ce poème commencent par la lettre C.

18 décembre 1879.

M. H. Schaller, conseiller d'Etat, lit un fragment de l'histoire des régiments suisses au service de France à l'époque du premier empire ¹⁾.

Le P. Apollinaire rappelle que la fête ou mystère des Rois était une fête populaire, jadis en honneur dans maintes localités fribourgeoises et notamment à Châtel-St-Denis, à l'imitation sans doute de celle qui se célébrait, avec tant de pompe et à si grands frais, dans la ville de Fribourg, avant les événements de 1798. Le mystère des Rois était représenté à Châtel dès avant l'année 1650. En 1688, une commission y fut chargée de réorganiser cette représentation, mais en réduisant sensiblement les dépenses, qui étaient devenues excessives. On régla les soldes des différents figurants, selon l'importance du rôle de chacun; c'est ainsi, par exemple, que celui qui devait jouer le rôle de l'ange recevait 3 baches, outre son diner, tandis que Saint-Joseph devait se contenter de son diner, etc. Quant aux détails de la cérémonie, ils devaient être à peu près partout les mêmes; mais ce qui est plus intéressant encore, c'est le texte même des paroles que chaque personnage avait à prononcer dans cette circonstance solennelle. On sait qu'en 1594 un programme de cérémonie, composé par le magister Fridolin Luttenschlager et contenant des discours en vers, fut approuvé par le Conseil de Fribourg, qui en récompensa l'auteur; mais cet opuscule est devenu si rare, que nous ne le trouvons ni à la bibliothèque cantonale, ni à la bibliothèque de la société économique.

Quant au texte français, nous savons qu'en 1689 une députation fut envoyée de Châtel aux Pères Minimes de Romont, pour les prier de revoir ce texte (en vers) et de le rendre intelligible. Il avait donc subi de bien profondes altérations en passant de bouche en bouche, de copie en copie, de génération en génération! Quoiqu'il en soit, le P. Apollinaire a retrouvé, dans un vieux livre des *Mandats* à lui confié par une personne de Fribourg, un texte en vers français pour les différents rôles

1) L'ouvrage de M. H. Schaller a été publié dans le 3^{me} volume des *Archives* de la société.

joués par les principaux personnages figurant dans le mystère des Rois. Inutile d'y chercher, en fait de poésie, autre chose que de la naïveté. Nous n'en citons qu'un extrait. Les trois rois chevauchent vers Bethléem en parlant des pays qu'ils viennent de quitter :

BALTHASAR.

Et moi, de l'Arabie j'ay quitté les grandeurs
Afin qu'au roy nouveau je rende mes honneurs.

MELCHIOR.

Chose mystérieuse que de trois lieux divers
Soyons icy venus par la rigueur de l'hiver ;
Nous devons admirer du grand Dieu la clémence,
Et d'autant plus louer sa sainte providence,
Dans l'éclat d'une étoile qui nous a tous conduits,
Pour nous trouver tous ensemble au plus sourd de la nuit.

La sentinelle qui garde le château d'Hérode les arrête au passage :

Qui va la ? respondiez, qui va la ?
Je vais donner l'alarme, venez mon corporal.

LE CORPORAL.

Qu'est cecy ? qu'est cecy ? dictez-moy, sentinelle,
A-t-il de l'apparence de mauvaises nouvelles ?

LA SENTINELLE.

J'ay entendu un bruit, parmy la nuit si noire
Que plus grand ne se peut faire dans une foire.

LE SERGENT D'HÉRODE.

Quel grand bruit entends-je parmy la nuit si sombre ?
Est-ce d'hommes vivants ou bien de quelques ombres ?
Hola ! hola ! Soldats, mettez la main aux armes !
Sonnez le tocsin et donnez les alarmes !
Nous voicy attaqués si furieusement
Que si ne mettons ordre d'obvier promptement
Aux ennemis qui viennent, nous sommes tous perdus
Par la main de ces gens qui sont icy venus.

Ces fragments suffiront pour donner une idée de cet étrange poème.

Le secrétaire lit une *Notice sur les anciennes monnaies de Fribourg*, par le R. P. Nicolas Rædlé ¹⁾.

M. Max Techtermann rappelle le triste souvenir du pillage des arsenaux de Fribourg, en 1798, en faisant l'historique du matériel d'artillerie que nous possédions à cette époque. Vingt-quatre ans auparavant, soit en 1774, le gouvernement avait fait fondre à Strasbourg 69 pièces de canons, pour lesquelles furent employées 83,753 livres de métal, et dont le coût total s'éleva à 66,804 livres 8 deniers, valeur monétaire française.

M. le commandant d'Artein, qui en sa qualité de commissaire des fontes d'artillerie de France, avait bien voulu surveiller ce travail important, reçut à titre gracieux, deux fromages de Gruyère. M. Nicolas de Weck, major au régiment de Waldner, chevalier de St-Louis, avait été envoyé à Strasbourg comme commissaire du gouvernement, chargé de prendre possession des livraisons et de procéder au règlement de compte avec le fournisseur. Cette mission fut remplie d'une manière si distinguée par M. Weck, qu'en avril 1778 le Grand Conseil lui remit en toute propriété, comme don national pour lui et les siens, quatre poses de bois de la forêt de Ponthaux, en reconnaissance des services rendus lors de la fonte des canons dans les fonderies royales de Strasbourg.

Telle est en quelques mots l'histoire de l'origine de ce beau matériel d'artillerie qui, après avoir coûté tant de peines et d'argent, devait être à peu près perdu pour nous, vingt ans après les dernières livraisons.

En effet, presque toutes ces pièces d'artillerie nous furent enlevées par les Français en 1798; aussi en trouve-t-on dès la même année en Egypte, au pied des Pyramides, et plus tard dans toutes les sanglantes journées de l'épopée napoléonienne, jusqu'à Smolensk et à la Bérésina. Quelques-unes cependant, nous étaient restées, grâce à quelque heureux hasard. Mais depuis lors elles furent pour la plupart sacrifiées à la loi du progrès

1) *Nouv. étrennes fribourgeoises.*, XVIII, 54.

et subirent à la fonderie d'Aarau les transformations voulues par les nouvelles ordonnances fédérales. Trois pièces seules ont survécu à leurs sœurs dans leur forme primitive; deux d'entre elles, pièces de 8 allongées, font entendre chaque année leur voix majestueuse le jour de la Fête-Dieu, comme aussi dans nos réjouissances ou solennités publiques; ce sont elles qui, en 1876, ont rappelé aux Confédérés réunis devant l'obélisque de Morat cette concorde qui donnait la victoire à leurs ancêtres quatre siècles auparavant.

La troisième pièce (calibre de 2) repose en paix dans notre Musée cantonal du Lycée, sous le numéro 437 du catalogue de la salle des armes.

Notre génération se souvient encore d'avoir vu des pièces d'artillerie provenant de la grande fonte de Strasbourg, les anses en dauphin, les armoiries de la ville et république de Fribourg, le nom d'Artein, commissaire des fontes de l'artillerie de France, et la devise devenue presque une cruelle dérision : *Amicos parat, inimicos tollit* (Elle fait des amis et délivre des ennemis).

M. de Sainte-Colombe communique quelques anciens documents d'un réel intérêt pour l'histoire de notre vie fribourgeoise : 1° l'état des pensions annuelles payées en 1637 par le roi de France (Louis XIII) à un certain nombre de Fribourgeois, 158 en tout. Ces pensions variaient entre 600 livres, montant maximum payé à Pancratz Python, et 6 livres, montant minimum en faveur de treize individus, par lesquels se termine cette liste. La somme totale de ces pensions s'élève à 7,036 livres; 2° Plan du repas du voisinage de St-Nicolas et du Pont, pour le 3 février 1773. C'est une convention par laquelle Marie-Claudine Cameline, hôtesse des Merciers, prend l'engagement de servir ce banquet pour au moins 100 convives à raison de 45 batz par tête, vin compris, et arrête le nombre des plats et le menu de ce repas pantagruélique. Il y avait 7 tables à 14 ou 15 personnes; or, nous comptons 210 plats servis en cette occasion; ce qui fait 30 à chaque table, sans compter les citrons, les oranges et les sauces de lièvres pour ceux qui en souhaitent et le dessert à proportion.

Ces banquets de voisinage, aussi bien que ceux des abbayes,

étaient ordinairement suivis d'une soirée dansante qu'on appelait alors l'*Ambigu*. Le dessert devait rester servi jusqu'à l'Ambigu du soir et celui-ci se composer de deux pâtés, d'une hure de cochon en façon de sanglier, de quelques pièces entières qui étaient restées, de 4 capilotades, soupes à l'oignon et dessert en même temps. Les musiciens étaient au nombre de 10, mais leurs diners n'étaient payés qu'à raison de 12 batz et 1 creuzer; 3° Un *livre du voisinage*, soit protocole des assemblées du même honorable voisinage de Saint-Nicolas et du Pont (Pont-Muré, comme nous disions naguère encore), 1718-1773. Ces assemblées se tenaient à des intervalles considérables, 10, 15 et même 18 ans, et ne s'occupaient guère que de décider et d'organiser le fameux banquet dont il est ici question et qui était payé par la caisse sociale. Celle-ci était elle-même alimentée, pendant les années qui s'écoulaient entre une fête et l'autre, par les intérêts des capitaux placés et par les contributions de toutes sortes auxquels étaient astreints les sociétaires à l'occasion de ce que le protocole appelle les événements de famille : mariage (15 btz), naissance d'un fils (10 baches), d'une fille (5 baches), nomination à un emploi, héritage ou achat d'immeuble, etc. Pour éviter un charivari en cas d'un second mariage, c'était 30 baches.

En novembre 1760, on décida d'affecter l'argent disponible à acheter « une seringue à feu », du prix d'environ quatre et demi louis neufs. Cette pompe devait être déposée à l'Abbaye des Marchands (Merciers), pour être utilisée soit par les sociétaires soit par les voisinages attenants.

On sent déjà dans cette décision pratique l'influence intelligente des Fontaine et des Girard.

M. Ch. Remy lit une poésie en vers français, composée en 1815 (probablement par le chanoine Joye), à l'occasion de l'avènement de Mgr P.-T. Yenni au siège épiscopal de Lausanne.

22 janvier 1880.

M. H. Schaller continue la lecture de son histoire des régiments suisses capitulés au service de France à l'époque du premier empire.

M. A. Techtermann expose que sa famille possède depuis fort longtemps et conserve avec un soin religieux un portrait du Bienheureux Nicolas de Flue, peint par notre célèbre artiste Jean Friess, ce que semble attester l'inscription qui accompagne cette toile d'un si haut intérêt, mais noircie et à moitié effacée par le temps : *Der waren Gestalt und Bildnüss des seligen Bruder Nirlausen zu Unterwalden ganzgerecht contrafeht in Leben. Durch Joan. Friess, 1514*, — avec les armes du peintre fribourgeois au-dessous de son monogramme I O F.

D'un autre côté, on sait que Nicolas de Flue est mort dans sa solitude du Ranft, le 20 mars 1487. Or on pourrait croire ici à un anachronisme, mais il n'en est rien. La date 1514 est, selon toute vraisemblance, celle de l'achèvement du portrait, celui-ci ayant été probablement commencé ou préparé par Friess lors du séjour qu'il paraît avoir fait dans la Suisse allemande avant de rentrer et de s'établir à Fribourg. Par les soins de M. A. Techtermann, des essais ont été faits pour reproduire par la photographie le portrait de l'ermite du Ranft, mais ces essais n'ayant pas réussi, tant la peinture primitive avait été altérée, force fut de recourir à un autre moyen pour recueillir, pendant qu'il en est temps encore, ce qui reste un peu visible des traits vénérés du grand pacificateur de 1481. C'est alors qu'un jeune artiste de notre ville, M. Frédéric Schaller, eut la gracieuseté de dessiner au fusin le précieux portrait, et cette copie fort bien réussie, dit-on, fut ensuite reproduite au moyen de la photographie.

M. Schneuwly lit la courte mais intéressante notice que voici :

Pierre Techtermann, conseiller de Fribourg, a, par testament du 5 mai 1651, légué aux RR. PP. Capucins de Fribourg le bâton du Bienheureux Nicolas de Flue, lequel était garni en argent. Comme le testateur le dit lui-même dans son acte de dernières volontés, qui est en même temps l'acte de fondation de la substitution Techtermann, ce bâton avait passé, après la mort de l'ermite du Ranft, à l'abbé Jean de Muri dans le canton d'Argovie. L'abbaye de Muri ayant été pillée par les Bernois à l'époque de la bataille de Cappel, en 1531, le bâton tomba entre

les mains d'un capitaine bernois. C'est de cet officier que ce précieux bâton parvint à Guillaume Techtermann, chancelier d'abord, puis conseiller de Fribourg, et en dernier lieu à son fils Pierre, qui le donna aux RR. PP. Capucins ¹⁾.

M. *Gremaud* fait voir un fragment d'un des premiers catalogues imprimés des étudiants du collège St-Michel, à Fribourg ; il date de l'an 1744. Le plus ancien de ces catalogues remonte à l'année 1728, mais nos bibliothèques publiques n'en possèdent aucun exemplaire.

M. *Ch. Ræmy* lit une notice tirée des mémoires encore inédits de son père, M. Ant. Ræmy de Bertigny, au sujet d'une fête que, le 16 février 1844, se donnaient les quatre voisinages de la rue de Lausanne : tirage au sort dans la salle du Lycée pour l'appariement des voisins et des voisines, chaque maison étant représentée par deux personnes ; messe basse dans l'église du collège ; puis cortège à la Grenette, et banquet d'une durée de quatre heures, au prix de quarante batz par tête ; enfin bal, etc.

M. *Grangier* communique un extrait des *Hors-d'œuvre* laissés par l'avoyer et baron d'Alt. C'est le récit assez piquant d'un conflit qui éclata à Fribourg, en 1730, entre la cour épiscopale et le gouvernement, à propos de la célébration d'un service funèbre à la mort du pape Benoît XIII. Le vicaire-général avait fixé le 27 mars, puis informé les avoyers ; mais ceux-ci irrités de ce qu'ils regardaient comme un empiètement sur leur autorité, choisirent le 29. De là tiraillements, soufflet appliqué à un officier dans l'église de Notre-Dame, excommunication, rétractation et excuses, et enfin démission du vicaire-général, démission à laquelle il ne fut pas donné suite. « Mgr de Lausanne, dit l'avoyer d'Alt, la supprima ou la révoqua ; c'est ce qu'on n'a jamais su positivement, parce que, dans une république, il n'y a qu'à gagner du temps pour faire oublier toute chose ; de là le peu de subordination qu'on y observe et le peu de respect que l'on a les uns pour les autres » (*Hors-d'œuvre*, IV, 94).

M. *Gremaud* termine la série des communications écrites par la lecture d'un récit emprunté au *Diarium collegii* (Journal du

1) V. la séance du 25 novembre 1880, p. 191.

collège), racontant une aventure d'écoliers, en 1699, aventure qui, commencée par des boules de neige, faillit, à cause de la sévérité de la punition et de la qualité des jeunes personnages que celle-ci atteignait, amener un conflit des plus sérieux entre quelques membres du gouvernement et les supérieurs du collège St-Michel.

22 avril 1880.

M. H. Schaller lit un chapitre de son étude sur les régiments suisses capitulés au service de France à l'époque du premier empire. Ce chapitre a pour titre : *Les bataillons de Neuchâtel et du Valais*.

M. Schneuwly fait circuler les quatre premières gravures d'un album in-folio qui, d'après son titre même, devait en renfermer neuf autres, une pour chacun des XIII cantons formant l'ancienne Confédération d'avant 1798, donc en tout 13 planches. Les quatre feuilles que nous avons ici représentent les bannières de Fribourg, Soleure, Schaffhouse et Appenzell, avec des emblèmes et des ornements de toute sorte, des devises, des textes de la bible, des scènes historiques, des dessins de batailles, etc. Nous dirons un mot de la feuille consacrée à Fribourg. Le milieu est occupé par un banneret en pied, avec toque et plumes ondoyantes, barbe formidable, cuirasse, cuissards et jambards, gantelé, rien enfin ne manquant à son armure. Il porte de la main gauche la bannière de notre ville. Comme fond du tableau, nous voyons la bataille de Morat au moment où une partie de l'armée du Téméraire commence à fuir en désordre devant les Confédérés vainqueurs. Les bannières des Confédérés et de leurs alliés se distinguent assez bien; les premiers sont placés dans leur ordre officiel en commençant par Zurich; Fribourg vient le 9^{me} après Glaris, puis Soleure, dont les deux initiales SO se remarquent aisément; puis Schaffhouse, et enfin Appenzell; Bâle figure au premier rang des alliés, qui forment un second corps d'armée.

Le soin que mit notre graveur à faire ressortir la bannière de Soleure, s'explique par le fait que cet artiste était Soleurois : *Gregorius Sickenger*. Mais ce qui, pour nous Fribourgeois, donne un intérêt particulier à ces gravures, c'est qu'elles ont été faites

à Fribourg même, et que, par conséquent, nous pouvons les revendiquer comme des productions artistiques de notre ville à la fin du XVI^e siècle (1591). Sans être parfaites de beauté, elles viennent enrichir notre petit bagage national et prendre un rang honorable à côté des œuvres contemporaines de Martinus Martini, du monnayeur Etienne Philot, du maître d'école Luttenschlager et du banneret Wehrly.

Ajoutons que les gravures en question sont des eaux-fortes et quelles appartiennent à M. Franz Zetter, conseiller communal à Soleure, qui a bien voulu les confier à M. Schneuwly, pour être soumises à l'examen des membres de la société d'histoire du canton de Fribourg; ce sont les seules que nous ayons jamais vues. Nous ignorons si elles existent quelque part ailleurs, et même si cet album a été publié au complet pour tous les XIII anciens cantons.

M. *Grangier* présente un plan fort bien exécuté de la station lacustre de l'âge du bronze, aujourd'hui à peu près épuisée, située devant le port d'Estavayer, et il donne quelques détails tant sur cette station que sur la station voisine connue sous le nom de *la Pianta*.

Cette dernière, aujourd'hui à sec, comme les autres, paraît avoir été une vraie bourgade industrielle de l'âge du bronze, car, à côté des objets trouvés sur cet emplacement, on a eu l'heureuse et rare chance de mettre la main sur deux des moules dans lesquels ils ont été coulés: un moule de bracelet et un d'amulette, terme générique qui sert à distinguer certaines sortes d'ornements. Mais — bonheur plus rare encore, sinon unique — à la place où avait été trouvé ce dernier moule, on a découvert quelque temps après, s'y adaptant parfaitement, l'objet même qu'il a servi à confectionner.

M. *Grangier* nous dit en même temps quelques mots de la station lacustre de Montilier, sur le lac de Morat.

Cet emplacement, riche en bronze et en fine poterie, et relativement peu exploré jusqu'à ce jour, vient de nous fournir, pour notre part, une série de fort beaux objets en bronze et de vases entiers trouvés tout récemment; excellent augure pour notre Musée ¹⁾.

1) *Nouv. étreennes fribourg.*, XV, 82.

M. Grangier rappelle que les fouilles actuelles se font non-seulement dans les stations lacustres proprement dites, mais aussi sur les rives mêmes de nos lacs, de celui de Morat surtout, là où des tumuli ou quelque forme particulière du terrain semblent révéler une origine factice. A ce propos, il fait voir l'empreinte d'un joli petit sceau trouvé entre l'obélisque de Morat et le village de Meyriez. Ce sceau, d'un travail soigné, date du moyen âge et représente un castel féodal flanqué de deux tourelles entre les deux initiales gothiques H C.

Le P. *Apollinaire* donne le résumé d'un testament latin remontant au 7 avril 1410, par lequel un usurier fribourgeois de cette époque, converti paraît-il par les prédications de saint Vincent Ferrier, que l'on sait avoir séjourné chez nous, ordonne de restituer à ses anciens débiteurs les gains usuraires qu'il a faits sur eux au taux de 2 sols sur 20, soit du 40 pour 400 pour une année.

M. *Wicht* lit quelques fragments, tour à tour piquants ou naïfs, tirés des manuels soit protocoles du conseil de Romont, des XV^e et XVI^e siècles.

M. *Gremaud* finit en lisant un nouveau fragment du *Diarum Collegii*. Il s'agit cette fois d'un jeune patricien qui, condamné à recevoir les verges pour un fait que l'on ne raconte pas, parvint à échapper aux rigueurs du terrible *pulsator* de l'époque, grâce à l'intervention efficace et de sa mère et d'un oncle et de l'évêque lui-même, qui était parent du délinquant. Grave affaire qui fait dire à l'historiographe du collège, en parodiant un vers de Virgile :

Tantæ molis erat puerum subducere virgæ.

M. *Majeux* présente les empreintes en plâtre de quatre moules ayant été, selon toute apparence, la propriété d'un ancien poélier fribourgeois et qui ont servi à la décoration des produits d'une industrie jadis florissante dans notre ville, mais aujourd'hui perdue à tout jamais pour nous, comme tant d'autres, hélas !

Ces moules, dont le diamètre varie entre 16 et 21 centim., sont circulaires et représentent l'un, le plus grand, Ste-Barbe et ses attributs ordinaires, la tour et le calice ; un autre, les armoi-

ries de la ville et république de Fribourg, avec les lions symboliques et l'aigle impériale : le troisième, d'un grossier travail, représente la fameuse grappe du pays de Chanaan portée sur les épaules de deux hommes ; le quatrième, le plus petit, mais le plus finement travaillé, représente le couronnement de la Ste-Vierge.

17 juin 1880.

M. *Grangier* lit un grand nombre de notes relatives aux événements de 1798, tirées la plupart des journaux de l'époque et aussi de quelques correspondances particulières.

M. *Thorin*, tout en traitant un sujet qui en lui-même offre assez peu d'importance au point de vue strictement historique, a écrit quelques pages qui sont écoutées avec intérêt.

Il s'agit d'un pauvre petit ermitage oublié depuis bien longtemps dans notre pays et même dans cette Gruyère dont il fut un moment un sanctuaire vénéré. Il s'agit de Ste-Anne du Châtelet, dont il ne reste plus aujourd'hui qu'une misérable ruine ¹⁾.

M. *Schneuwly* donne ensuite lecture d'une esquisse biographique consacrée au Docteur Bussard ²⁾.

Le R. P. *Nicolas Rædlé* communique une notice de l'église des Augustins de Fribourg ³⁾.

M. *Max Techtermann* fait connaître le résultat de fouilles opérées récemment entre Châtonnaye et Villarimboud, dans une parcelle de terrain en friche, située au milieu d'un bois appelé le Prâlet.

Différents objets d'une haute antiquité ont été découverts en cet endroit, qui fut probablement le tombeau d'un chef gaulois ou germain, tombeau qui ne se composait que d'un entassement de pierres de toute nature, pouvant avoir 1 ¹/₂ mètre de hauteur, sur un rayon de 4 à 5 mètres. La pièce capitale de ces objets,

1) Notice historique sur Gruyère, par J.-H. Thorin, p. 235.

2) *Nouv. étrennes fribourg.*, XIX, 77.

3) *Nouv. étrennes fribourg.*, XV, 82.

un vrai bijou, consiste en un cercle d'or très fin, fait d'une mince feuille de ce métal, d'une circonférence de 0 m. 75, d'une largeur de 0 m. 0.27, d'un poids de 27 grammes, sans soudure aucune et orné d'un joli dessin repoussé sur tout le pourtour. On a ici un ornement de tête, une couronne. Le diamètre peut en paraître exagéré, mais il ne faut pas oublier que nous ne possédons que le revêtement extérieur d'un diadème probablement de cuir ou de bois rembourré intérieurement, et que les anciens guerriers qui ont occupé ou envahi notre pays portaient la chevelure tressée en nattes épaisses, qui servaient à défendre la tête autant qu'à l'orner. M. M. Techtermann met en circulation la belle couronne dont il vient de donner la description ¹⁾.

M. Ch. Rømy rend compte d'un spectacle populaire auquel il a assisté récemment dans le village de Marly. Ce spectacle, qui rappelle les mystères du moyen âge, c'était la représentation du pèlerin de Compostelle (donnée par de simples campagnards du village de Wünnenwyl), ou la mise en action des huit panneaux dont un peintre du nom de Stoll a orné, avec un texte allemand, la façade de la chapelle du cimetière de Tavel ²⁾.

25 novembre 1880.

M. H. Schaller continue la lecture de son histoire des troupes suisses au service de France.

M. Grangier, professeur, lit quelques pages consacrées à cette fameuse année 1817, dont nos populations se sont transmis le lugubre souvenir avec ce nom significatif : l'année de la misère ³⁾.

M. Grangier fait ensuite circuler un cahier de dessins de notre compatriote le peintre Curty, reproduisant un certain nombre d'objets antiques et d'inscriptions latines trouvés sur l'emplacement de l'ancien Aventicum. Ces dessins, dont il existe d'ailleurs plusieurs copies, sont des aquarelles. Ils ont été pris à l'époque où le peintre Curty, travaillant pour le compte de lord Northampton, accompagnait celui-ci dans ses fouilles archéologiques,

1) Elle se trouve aujourd'hui au Musée cantonal.

2) *Nouv. étrennes fribourg.*, XV, 19.

3) *Nouv. étrennes fribourg.*, XV, 45.

très fructueuses, dit-on, dans l'enceinte de la capitale de l'ancienne Helvétie.

M. Grangier rend compte des fouilles opérées ces derniers mois, soit à Châtonnaye, soit à Montilier, près Morat ¹⁾.

M. *Gremaud* communique un exemplaire de la vie du Bienheureux Nicolas de Flue, par Lupulus, revue et augmentée par Joachim Eichhorn, et imprimée à Fribourg en 1608, exemplaire qui a appartenu au célèbre chancelier Guillaume Techtermann et qui contient des notes et des vers manuscrits de Pierre Techtermann, fils de ce dernier. L'une de ces notes nous apprend que Jean, abbé de Muri, ayant assisté aux funérailles du B. Nicolas, reçut le bâton du pieux ermite et le fit revêtir d'élégantes garnitures en argent. Mais à la guerre de Cappel (1531), l'abbaye de Muri fut pillée par les Bernois et la précieuse relique de Nicolas de Flue tomba entre les mains d'un soldat. Les héritiers de celui-ci firent peu de cas de ce bâton, qui fut acquis par le chancelier Guillaume Techtermann et passa ensuite à son fils Pierre ²⁾. Le bâton de Bruder Klaus se trouve aujourd'hui à Montagny chez un membre de la famille de Techtermann.

M. *Gremaud* communique le résultat de ses recherches au sujet de l'abbé Alexis Genet, d'Estavayer-le-Lac, docteur de Sorbonne, directeur spirituel de l'école militaire de Paris, chevalier de St-Lazare, censeur royal, grand-vicaire de l'évêché de Lausanne pour Paris et chanoine honoraire d'Estavayer. Il était fils unique de Jacques Genet, qui après avoir abjuré le calvinisme à Morteau, fut reçu bourgeois d'Estavayer le 11 mars 1727. On ignore la date de la mort d'Alexis; il vivait encore à Paris en 1790.

M. *Gremaud* lit une nouvelle anecdote empruntée au *Diarium* soit journal du collège St-Michel. Nous sommes en l'année 1691, et il s'agit d'un écolier fréquentant les auberges, de sa condamnation au fouet, de l'intervention d'un haut magistrat, d'excuses publiques, etc.

¹ *Nouv. étrennes fribourg.*, XV, 81.

² Bacculus iste ab abbate Muriano in monasterium Muriense delatus a Bernensibus prædatoribus bello Capellensi una cum alia præda ex dicto monasterio captus et ab raptoris heredibus contemptus demum in manus domini Wilhelmi Techterman archygrammathei Friburgensis venit et penes me Petrum Techterman dicti domini Wilhelmi filium reservatur.

3 février 1881.

M. Schaller lit quelques pages de son étude sur les régiments suisses capitulés au service de France.

Il est donné lecture d'une étude du P. Nicolas Rœdlé, intitulée : *Notice sur la donation du comte Buccon, d'Oltingen en faveur de l'église de Lausanne, le 28 octobre 1056.*

L'acte original de cette donation n'existe plus, mais le texte nous en a été conservé dans le précieux cartulaire que le prévôt Conon d'Estavayer écrivit de 1228 à 1242. (p. 209.)

Ce document est intéressant parce que c'est là qu'il est pour la première fois fait mention de Burccard d'Oltingen, évêque de Lausanne, et aussi parce qu'il y est question d'un vignoble dans le canton de Fribourg.

Le comte Buccon d'Oltingen, se trouvant un jour à Riaz, près de Bulle en Ogoz, y commit sur le cimetière et dans l'église dédiée au Sauveur un forfait, pour lequel il paraît avoir encouru l'excommunication. Plus tard, tout contrit de sa faute et voulant la réparer et en obtenir le pardon, il fit don à la cathédrale de Lausanne d'une vigne qu'il possédait à St-Aubin en Vully, située au bord du chemin public, *quo itur de Sancto Albino ad silvam*, par où l'on va de St-Aubin à la forêt, ont traduit plusieurs historiens ou commentateurs.

Or, le P. Nicolas démontre que le prévôt Conon d'Estavayer, désignait sous le nom de *Silva*, le prieuré que l'hospice du Grand-St-Bernard possédait à Sévaz, village à environ deux lieues de St-Aubin; il en résulterait donc que la vigne en question existait au bord du chemin qui va de St-Aubin à Sévaz.

Quant à la date de ce document, donnée jusqu'ici comme incertaine, le chancelier épiscopal qui en dressa l'acte l'indique comme suit: le v^e des calendes de novembre (c'est-à-dire le 28 octobre), de l'an xviii du règne de l'empereur Henri. Le P. Nicolas démontre que ces indications répondent à la 18^{me} année du règne de l'empereur d'Allemagne Henri III; or, puisque la première année de ce règne a commencé le 4 juin 1039, le 28 octobre de la 18^{me} année de ce règne est le 28 octobre 1056.

L'auteur de la dissertation n'ignore pas l'objection que l'on peut faire. Le 28 octobre 1056 l'empereur Henri III était mort depuis 13 jours (c'est-à-dire depuis le 5 du même mois), comment dès lors le chancelier épiscopal aurait-il pu commettre une pareille erreur en datant cet acte du règne d'un empereur mort alors !

Le P. Nicolas répond que l'empereur Henri III est mort à Bothfeld, dans le nord de l'Allemagne, c'est-à-dire à une distance alors extraordinaire de la ville d'Avenches, où fut stipulé la donation dont il est ici question ; conséquemment le chancelier épiscopal ne pouvait pas encore avoir reçu la nouvelle de la mort de l'empereur. Au surplus ce document ne peut pas appartenir au règne de l'empereur Henri IV, puisque ce prince n'a été couronné empereur que l'an 28 de son règne, c'est-à-dire le 31 mars 1084.

M. *Gremaud* rappelle d'abord qu'il y a trois ans il nous avait signalé l'existence, dans la bibliothèque des PP. Capucins de St-Maurice, d'une bible manuscrite latine, remarquable travail de calligraphie exécuté par dom Jean Comitès ou Conus, de Vuarmarens, curé de Billens. Aujourd'hui il s'agit d'une découverte à peu près de la même nature, qui nous fait connaître un autre calligraphe fribourgeois inconnu jusqu'ici. Il existe en effet dans la bibliothèque de Valère, à Sion, un antiphonaire manuscrit d'un très beau travail, écrit par Pierre Berrotz, de Romont, en l'année 1348.

M. *Grangier* s'est souvent demandé comment l'auteur des anciennes *Etrennes fribourgeoises*, M. d'Epinay, avait pu s'initier si intimément à nos mœurs, à notre histoire et à notre géographie, bien qu'il fut d'origine étrangère. M. Grangier a découvert que M. d'Epinay avait eu de nombreux collaborateurs, entre autres, un M. Wuilleret, de Romont, pour les notices sur Vaulruz, Vuippens, Vuisternens, Vuadens, Surpierre ; le P. Girard, pour la notice sur le couvent des Cordeliers de Fribourg ; le P. Aurélien (capucin), pour les couvents des Capucins de Fribourg, Bulle et Romont. La description du jeu des rois a été faite par le chanoine Zillweger. D'autres notices ont été fournies par Ignace Gady, ou extraites des notes et de l'ancienne chronique du secret Gerffer.

Dans l'avant-propos des *Etrennes* de 1809, M. d'Epina y annonce pour cette année un catalogue exact de toutes les familles patri-ciennes de Fribourg, anciennes et modernes, avec des notes sur chacune ; mais à la page 148 du volume il apprend, en termes pleins d'aigreur, aux lectures des *Etrennes* que, depuis l'impression des premières feuilles, il lui a été signifié un ordre supérieur portant défense d'insérer ce chapitre. et il déclare que cette 4^e année des *Etrennes* sera la dernière.

M. Grangier suppose toutefois que d'Epina y a du moins collaboré à un annuaire pour l'année suivante, intitulé : *Etrennes aux fonctionnaires publics du canton de Fribourg, pour l'an de grâce 1810* ¹⁾.

M. Gremaud fait connaître un document relatif à l'insurrection de Chenaux en 1781. C'est un mémoire qu'adressait de Paris, sous date du 20 juin 1787, l'avocat Castella, de Gruyères, à LL. EE. de Fribourg, pour expliquer et justifier sa conduite à l'occasion de cette insurrection. Dans un langage digne et ferme, il rappelle le véritable caractère du mouvement du 4 mai, le but patriotique et les dispositions toutes pacifiques de ceux qui y prirent part, et en ce qui le concerne personnellement, la droiture et la modération de toutes ses démarches et de tous ses actes. Il signe : « de Castella, docteur en droit, » et rappelle en post-scriptum une lettre du 25 juin 1783.

27 octobre 1881.

M. Grangier lit un article nécrologique sur le Dr Ferdinand Keller, mort à Zurich le 21 juillet dernier, à l'âge de 80 ans ²⁾.

M. Gremaud, rappelant les armes de la ville de Fribourg, qui figurent entre autres sur le plateau offert par le conseil communal comme prix au tir fédéral et sur les écussons et autres documents produits à cette fête nationale, déplore la manie qu'on a, depuis plus d'un siècle, de représenter toujours nos armes sous cette forme, c'est-à-dire de trois tours alignées (ressemblant souvent à trois bouteilles à goulot évasé), ce qui a

1) V. la séance du 16 juillet 1885.

2) *Nouv. étrennes fribourgeoises*, XVII, 23. — *Bulletin littéraire et scientifique suisse*, V, 283.

donné occasion d'appeler, sans raison, Fribourg, la ville aux trois tours.

Il montre à la société les anciennes armoiries de la ville, telles qu'elles figurent sur nos anciens sceaux et monnaies et qui représentent un *Burg*, ou château (*freie Burg*), soit donjon avec un rempart à côté ¹⁾.

Il est donné lecture d'une notice du *R. P. Nicolas* sur les monnaies successives du canton de Fribourg et sur leur réduction en argent fédéral ²⁾.

M. l'abbé *Ræmy* lit un travail sur l'histoire de la léproserie de Bourguillon ³⁾.

9 février 1882.

La santé de M. Majeux ne lui permettant pas encore de reprendre ses fonctions, la société nomme M. Max Techtermann secrétaire provisoire.

M. *Schaller* continue la lecture de son intéressant travail sur les faits d'armes des régiments suisses au service de France sous le premier empire.

M. *Max Techtermann* lit quelques notes recueillies par lui sur l'existence de bains romains découverts, il y a une dizaine d'années déjà, à la Maison-Rouge, territoire de Prez-vers-Noréaz. Cette contrée fournit en outre d'autres vestiges archéologiques.

M. *Grangier* complète ces renseignements.

M. *Gremaud* fait ensuite circuler une médaille d'or romaine, trouvée en 1881 au lieu dit *Benguezin*, commune de Frasses. C'est une médaille de Tibère restituée par Trajan et acquise pour notre Musée.

Le *P. Nicolas Rædlé* présente un travail sur la monnaie frappée par Michel, comte de Gruyère.

M. *Gremaud* communique un dessin fait vers 1600, représentant les plans et élévation des ruines du château de la Molière, telles qu'elles étaient à cette époque. Le dessin original se trouve dans les archives de la famille de Techtermann de Bionnens.

1) *Bulletin litt. et scientif. suisse*, V, 241.

2) *Nouv. étrennes fribourg.*, XVIII, 54.

3) *Ibid.*, 31. — Notice historique sur la léproserie et le sanctuaire de Bourguillon, par Ch. Ræmy. Paris, 1883, tirage à part du *Bulletin litt. et scientif. suisse*, VI, 12.

27 avril 1882.

M. Grangier donne lecture d'un mémoire relatif à des fouilles qui ont amené la découverte d'un cimetière burgunde, au midi du village de Fétigny, au lieu dit *la Rapettaz*, et à deux cents mètres d'un voie romaine, sur un plateau triangulaire d'une superficie de 447^m 1).

M. Gremaud communique ensuite plusieurs livres anciens, curieux et intéressants sous divers rapports. Ce sont : 1° Un règlement militaire de 1790, orné de planches et figures dessinées par Locher; cet ouvrage a été publié en français et en allemand. — 2° Un volume (traduction allemande) du voyage de Claude Lebeau dans l'Amérique septentrionale, vers le milieu du XVIII^{me} siècle. Si l'on en croit une critique parue vers cette époque (*Mémoires de Trévoux*, octobre 1738, page 1945), ce voyage de notre compatriote n'aurait pas été exécuté par lui-même et la relation ne serait qu'une œuvre d'imagination. — 3° Un livre édité à Fribourg en 1649 intitulé: *Hypocratis politici arcana judicia, ejusdemque jusjurandum medico-politicum, studio et opera Hugonis Coulon R. D. Beati Alberti episcopi Basiliensis medici aulici collecta et publicata. Friburgi Helvetiorum 1649*. Il termine par la lecture d'un discours prononcé à Farvagny en 1753, par M. Gady, à l'occasion de l'installation d'un nouveau bailli, M. Nicolas Maillard.

16 novembre 1882.

M. le *Président* constate en quelques paroles émues les ravages que la mort a fait dans nos rangs depuis la dernière réunion : MM. Sottaz, professeur et Perrier, colonel, étaient des membres assidus de nos réunions. Ce dernier, par ses nombreux écrits et sa vaste érudition s'était fait une place distinguée dans les lettres; M. Gremaud nous retrace les nombreux travaux de ces regrettés confrères.

1) *Nouv. étrennes fribourg.*, XVII, 32.

M. *Schaller* communique quelques notes sur les services militaires des Suisses en Hollande et à Naples, notes qui sont en quelque sorte le complément de son travail récemment sorti de presse : Histoire des troupes suisses au service de France sous Napoléon I^{er}.

En 1796 et 1797 les anciens régiments suisses au service de la Hollande étaient licenciés. Une nouvelle capitulation fut signée en 1814 pour la formation de quatre régiments nouveaux : l'un bernois, commandé par M. de Jenner ; le 2^{me} de Zurich, commandant Ziegler ; le 3^{me}, composé de soldats grisons, glaronnais et appenzellois, était commandé par le colonel Sprecher ; et enfin le 4^{me}, fourni par les cantons primitifs et celui de Lucerne, sous la conduite du colonel Auf der Mauer.

En 1829 nouveau licenciement à la suite duquel le régiment bernois part pour entrer au service de Naples. Les autres furent incorporés dans les troupes nationales hollandaises (2^{me} grenadier de la garde, 10^{me} d'infanterie et artillerie à cheval). C'est avec leurs nouveaux corps que les hommes des anciens régiments suisses firent la campagne de Belgique.

A Naples, on trouve dès 1784 quatre régiments suisses sous les ordres de MM. Wirtz, Jauch et de Tschudy. A la suite de réformes apportées par le général de Salis-Marchlins (1790), ces troupes étaient versées dans deux régiments étrangers ; sous cette nouvelle forme elles combattirent Championnet. En 1799, les Suisses de Naples passent dans trois régiments siciliens ; en 1800, ils forment la plus grande partie du régiment royal allemand ; et après 1806, nous les retrouvons dans le 3^{me} régiment étranger, qui resta en Sicile jusqu'en 1815.

Les deux bataillons d'un régiment étranger opérant séparément en 1820 furent anéantis par les insurgés de la Pouille. Quelques officiers sortis du 1^{er} régiment (Raguettly) faisaient partie de ces malheureux corps.

Les nouvelles capitulations de 1825 à 1829 amenèrent la formation de quatre régiments suisses. Le premier fourni par les cantons de Lucerne, Schwyz et Appenzell R. I. ; le 2^{me} par ceux de Fribourg et Soleure ; le 3^{me} par les Grisons et Vallais ; et le 4^{me} par Berne.

Ces nouvelles troupes prirent part aux expéditions suivantes : 1848, insurrection du 15 mai, campagne de Sicile ; 1849, expédition contre Rome. En 1850 il fut formé un bataillon de chasseurs. 1859 vit la dissolution violente des corps suisses au service de Naples, occasionnée par les intrigues de La-Tour et du secrétaire Cornaz. Des débris de ces troupes on forma, sous le nom de troupes étrangères, trois bataillons de carabiniers et une batterie d'artillerie.

En 1861 un bataillon de vétérans prit encore part à la défense de Gaëte. La chute du royaume de Naples mit fin à ces services.

C'est grâce aux notes fournies par M. le major Fiwaz que M. Schaller peut nous communiquer la liste complète des officiers supérieurs qui se sont succédés dans le commandement de nos troupes à Naples.

M. *Schneuwly* apprend à la société que deux dons importants ont été faits dernièrement aux archives cantonales. Ce sont : 1° par M. Bussard, un manuscrit de M. Jean de Montenach, député au congrès de Vienne ; 2° par M. de Sainte-Colombe, des documents relatifs aux seigneuries de Pont et d'Orsonnens.

M. *Ræmy* lit : 1° un chapitre inédit de sa notice historique sur Bourguillon ; 2° une biographie de M^{me} la Comtesse de La Poype, née vers 1775 ; contrainte de quitter la France en 1790, avec sa famille, elle vint se réfugier en Suisse. Elle rentra en suite en France, mais la révolution de 1830 la ramena dans notre canton, où elle acheta une propriété à la Riedera. Elle y retrouve la tombe de sa sœur morte sous la robe de trappistine lors des six années de séjour qu'avaient fait dans cette localité des religieuses de cet ordre (1805 à 1844). Ses principaux bienfaits sont les suivants : don de la Riedera à Mgr Yenni et à ses successeurs, à charge seulement pour les évêques d'entretenir le modeste monument de sa sœur ; donation plus considérable encore faite également à l'évêché, par acte du 5 mars 1844. Mais la plus belle des fondations de M^{me} de la Poype fut celle à laquelle nous devons l'orphelinat de la Neuveville. Confié dès l'origine à des Sœurs de Charité, il fut placé sous la dépendance absolue de l'évêque, qui en est légalement le propriétaire.

Il devait recevoir en principe dix orphelines, puis quinze au bout de cinq ans. Outre les trois sœurs préposées à l'orphelinat, deux autres devaient être consacrées au service personnel des malades pauvres.

En 1845 M^{me} de la Poype quitta Fribourg; après avoir séjourné dans différentes localités de la Suisse, elle se fixa définitivement en 1856 à St-Didier (Ain) dans sa propriété, où elle mourut en 1859, à l'âge de 84 ans.

22 février 1883.

M. *Schneuwly* donne connaissance d'un « Recueil des droits et des devoirs des baillifs d'Estavayer. » Ce très intéressant document, œuvre de Fr.-P. Von der Weid, avoyer d'Estavayer au XVII^e siècle, a été récemment donné aux archives cantonales par M. Béat Devevey.

M. *Gremaud* nous apprend à ce propos qu'un travail semblable à celui qui vient d'être lu, a été fait au siècle dernier par l'avoyer d'Estavayer, Gady. Ce compilateur, dans sa dédicace à l'Etat de Fribourg, essaie toutefois de se donner le mérite d'une innovation.

M. Gremaud lit quelques extraits d'un livre curieux publié vers la fin du XV^e siècle, par Jacques Bugnin, alias, Boreller, curé de St-Martin, dans le canton de Fribourg. Il est intitulé : *Congié pris du siècle séculier*. C'est un recueil de maximes morales et chrétiennes, mises en vers et disposées par ordre alphabétique. Brunet (*Manuel du libraire*, II, 225) cite six éditions différentes de cet opuscule, toutes imprimées vers la fin du XV^e ou au commencement du XVI^e siècle. Ces éditions sont devenues si rares qu'on n'en connaît aucun exemplaire en Suisse ¹⁾.

M. Gremaud présente un autre ouvrage ayant pour titre : *Intorno alla vita ed alle opere di Bartolomeo Sovero, matematico svizzero del secolo XVII*, par Antonio Favaro (professeur à l'université de Padoue). Ce Sovero était un Fribourgeois du nom de Schouvey.

1) *Bien public*, N^o du 16 mars 1881.

M. *Ruedin*, directeur de la Maigrange, a entrepris la biographie de trois abbesses fournies à ce couvent par la famille Techtermann. La première qu'il fait connaître était Anne, fille du chancelier Wilhelm Techtermann. Sa bonne administration laissa des traces durables et salutaires à la communauté. La pierre tombale de cette abbesse porte l'inscription suivante : « Dame Techtermann, réformatrice et restauratrice de ce monastère, qui mourut le 17 mars 1654, de son âge la 77^{me} année ; de sa profession la 51^{me} ; d'abbatiale la 47^{me}. »

M. *Antoine Gottrau* fait circuler une tuile romaine à rebord, qu'il a trouvée sur les bords du Chandon au lieu dit : Creux de la Chette.

15 novembre 1883.

M. *Gremaud* est confirmé comme président de la société et M. Max de Diesbach est nommé secrétaire.

M. *Dafflon* communique quelques observations que lui a suggérées le travail de M. Wirz sur les stalles de différentes églises de la Suisse romande, récemment publié dans les « Mémoires et documents de la Société d'histoire de la Suisse romande. » L'auteur des stalles d'Estavayer est désigné comme étant vaudois et portant le nom de Peney.

M. Dafflon fait observer que ce constructeur est nommé dans les archives d'Estavayer Antoine de Peneyl, de Fribourg, et il donne quelques détails sur les travaux exécutés par ce maître.

M. *Ruedin* lit une notice sur le frère Auguste Bellanger, originaire du diocèse du Mans, qui, chassé de son pays par la révolution française et poussé par une vie aventureuse, parcourut l'Italie, le Vallais et le canton de Fribourg ; il finit par se fixer à l'ermitage de la Madeleine, où il vécut dans la prière et la pénitence. Il y mourut le 26 décembre 1802 et fut enterré dans l'église de la Maigrange.

M. *Amélie Gremaud*, inspecteur des Ponts et Chaussées, ayant visité dernièrement les ruines du château d'Ober-Maggenberg, présente un croquis et un profil de ces ruines. Une discussion s'engage au sujet de la destruction de ce château, dont les

possesseurs furent condamnés avant la réformation comme partisans de l'hérésie des Vaudois. Ce manoir a probablement été ruiné en 1341, après la bataille de Laupen.

M. *Schaller* montre à la société le portrait de Conrad Tregarius, Tornare, ou Dreyer, de Fribourg, savant religieux Augustin, portrait que M. Léon Remy a donné au Musée cantonal.

7 février 1884.

M. *Gremaud* mentionne le décès de M. le chapelain Hauser, de Courmillaens, qui était le plus ancien membre résident de notre société. Il a publié plusieurs notices historiques et il prenait beaucoup d'intérêt à la société.

Le R. P. *Apollinaire* a fait des recherches sur l'origine de Fribourg. Cette ville ne fut nullement suzeraine dès sa fondation de tout le territoire indiqué bien plus tard, soit dans le courant du XVII^e siècle, sous la dénomination des vingt-quatre paroisses. Des seigneurs puissants, tels que ceux d'Arconciel, d'Illens, de Vivy, possédaient presque tout le pays jusqu'aux portes de la ville. Ce n'est que petit à petit que Fribourg obtint la domination sur ce territoire au moyen d'achats, de conquêtes, ou ensuite de la ruine des anciennes familles féodales.

MM. *Schaller* et *Schneuwly* partagent cet avis. Il n'est pas fait mention dans la *Handfeste* de territoires donnés à Fribourg par le fondateur, Berthold IV.

M. *Gremaud* croit qu'il faut mettre au vieux fer cette expression des vingt-quatre paroisses, comme formant le territoire de Fribourg donné par le fondateur. Plusieurs des seigneurs du voisinage, entre autres les Montagny, possédaient dans ces paroisses des terres d'une étendue considérable. Ces nobles ne prêtent jamais hommage à Fribourg, avec lequel ils traitent d'égal à égal. Plus tard ils deviennent combourgeois de la ville, qui ensuite acquit ou conquit leurs possessions.

M. A. *Techtermann* se joint aussi à l'opinion émise par le P. Apollinaire; il cite la famille de Thierstein qui possédait une vaste seigneurie dans la partie orientale du canton.

M. *Schneuwly* ajoute que cette famille vendit à la ville de Fribourg toutes ses possessions fribourgeoises dans le courant du XV^e siècle.

24 avril 1884.

Le récent incendie du couvent d'Hauterive a engagé M. *Gremaud* à nous donner une notice sur les bâtiments de ce monastère. Nous manquons de renseignements sur les constructions primitives. Les vitraux de l'église furent confectionnés en 1327, sous l'abbé Pierre Riche; c'est lui qui probablement a fait construire le cloître. L'église a été réconciliée le 12 juin 1447 par l'évêque de Marseille, comme vicaire de celui de Lausanne, sous l'abbé Pierre d'Affry. Le même abbé fit bâtir la chapelle de St-Nicolas, où il est enterré. Les stalles datent de 1472 à 1486, sous l'abbé Jean-Philibert.

Le 7 juin 1576 le couvent fut incendié; nous n'avons pas de détails bien positifs sur ce désastre dont la cause fut attribuée à la malveillance. Les dégâts furent considérables et l'abbé Gribolet fut obligé d'emprunter d'assez fortes sommes à l'Etat pour faire face aux frais de reconstruction. Les travaux furent continués par l'abbé Pierre Python. L'abbé Henri de Fiwaz reconstruisit deux fois la ferme de Granges-Neuve qui avait été incendiée. Il bâtit la maison et la chapelle de St-Loup. Une notice dit qu'il construisit le corps de logis situé du côté du moulin, ainsi que les deux pavillons. L'abbé Constantin de Maillardoz embellit l'église, rebâtit l'abbatiale, le réfectoire et autres offices du monastère.

L'abbaye rendait des comptes annuels au gouvernement, mais ils sont peu détaillés et quand ils mentionnent des travaux de construction ou de réparation, ils n'indiquent pas à quelle partie de l'édifice ils ont rapport.

M. *Max Techtermann* croit que M. Rahn, dans son récent travail sur les antiquités suisses, a fixé une date trop récente pour l'époque de la construction du cloître d'Hauterive. Il estime qu'il est de l'époque de transition du style roman au gothique.

M. Techtermann fait ensuite quelques observations au sujet

du récent ouvrage de M. Henseler sur les monnaies. La couleur cantonale bleu et noir est plus ancienne que M. Henseler ne l'indique.

M. *Grangier* donne lecture de l'acte de naissance d'Ours-Dominique de Forel, né à Estavayer en 1651.

Il communique de plus un mandat notifié en 1731 à un fribourgeois nommé Bæriswyl, cabaretier à Charonne, près Paris, qui invoquait, pour ne pas payer certains droits, les privilèges accordés aux Suisses.

M. l'abbé *Ræmy* communique une petite notice sur Hauterive. A cette occasion M. Gremaud réfute certains faits avancés au sujet de ce couvent, tels que le passage de St-Bernard à Hauterive, la permission accordée aux moines de travailler certains jours de fêtes, l'assertion que l'abbé Astrolabe était fils d'Abélard, faits qui sont en contradiction avec des données plus positives.

17 juillet 1884.

M. *Grangier* communique un manuscrit écrit vers le milieu du siècle dernier par le Dr Quassot, médecin à Estavayer, et qui occupait diverses charges, telles que celles de châtelain, receveur, etc. Le manuscrit renferme différents conseils que ce magistrat se donne à lui-même pour l'exercice de ses emplois; il contient en plus un extrait ou répertoire de différentes lois et ordonnances publiées par le gouvernement vers cette époque.

M. *Grangier* continue en donnant connaissance d'un extrait du manuel du Conseil de police du 22 novembre 1805, contenant les mesures prises pour terminer une difficulté survenue entre M. Lalive d'Epinay, l'auteur des *Etrennes fribourgeoises*, et M. Piller, imprimeur du gouvernement, qui faisait paraître l'almanach du canton. Une jalousie de métier paraît être la cause de cette dispute qui devint publique et donna lieu à des articles mordants et à de violentes satires, publiés dans les recueils du temps. Le Conseil de police y mit fin en adressant par écrit une admonition aux prénommés ¹⁾.

1) La cause de ce conflit est la publication par M. d'Epinay d'un *Almanach de Fribourg pour l'an 1805*, en vente chez Joseph Schmidt, libraire. Il contenait les mêmes matières que l'Almanach quasi officiel que publiait l'imprimeur Piller, et en outre le tableau du clergé. C'est pour l'année suivante (1806) que M. d'Epinay publia le premier volume des *Etrennes*.

M. *Amédée Gremaud* fait connaître que l'on a découvert dans le courant de l'année dernière une ancienne tombe située au-dessus du village de Marsens. Il est probable que d'autres tombes doivent se trouver au même lieu.

M. *Gottrau* indique aussi l'existence de deux tumuli dans le territoire de la commune de Ponthaux.

M. *Gremaud* lit une pièce de vers composée en août 1746 par une religieuse de Montorge, de la famille de Gléresse, relative à la prise d'habit des demoiselles Von der Weid et Gottrau.

13 novembre 1884.

M. *Dafflon*, qui travaille au classement et à l'inventaire des archives de la ville d'Estavayer, communique le 5^me volume de cet inventaire contenant l'énumération des documents sur papier depuis 1338 à 1875. M. Dafflon donne ensuite lecture de quelques documents de 1258 à 1263, concernant la forêt de Verdrières située entre Ménières et Granges et appartenant à l'hôpital d'Estavayer.

M. *Max de Diesbach*, revenant sur la notice concernant Hauterive faite dans la séance du 24 avril dernier par M. le professeur Gremaud, croit que la réconciliation de l'église de ce couvent, faite le 12 juin 1447, fut nécessitée par un combat qui eut lieu la même année dans cette église et où deux soldats bernois furent tués par les Fribourgeois.

M. de Diesbach fait circuler un diplôme, ou Wappenbrief, concédé aux frères Hans et Nicolas Bugniet, de Fribourg, par l'empereur Sigismond. Par cet acte, donné à Bâle en 1434, ce souverain confirme aux frères Bugniet les anciennes armoiries qu'ils avaient déjà. Cette pièce qui est très bien conservée, ainsi que le sceau de l'empereur, se trouve dans les archives de la famille d'Affry.

M. *Thierrin* lit un concordat, signé à Morat en 1726, entre les gouvernements de Berne et de Fribourg concernant la jouissance en commun du temple d'Echallens par les membres des deux confessions.

M. *Gremaud* a découvert dernièrement le premier catéchisme publié pour le diocèse de Lausanne. Ce petit livre fut imprimé à Fribourg en 1685, par ordre de Josse-Pierre Reynold, vicaire et commissaire apostolique de l'évêché de Lausanne vacant par la mort de l'évêque Strambino. Au commencement de l'ouvrage est un mandement concernant la nécessité de l'instruction religieuse et une méthode pour l'enseigner. Ce catéchisme contient une curieuse énumération des superstitions qui étaient alors en vigueur et leur condamnation. C'est le premier manuel de ce genre composé spécialement pour les enfants dans notre diocèse. Il fut depuis lors réédité et augmenté successivement par les évêques Claude-Antoine Duding, de Boccard et de Montenach. Il fut refondu sous l'épiscopat de Mgr de Lenzbourg; Mgr Yenni en fit faire une édition augmentée en 1839, et enfin Mgr Marilley le développa en 1865, tel qu'il existe de nos jours.

5 mars 1885.

M. le président ouvre la séance en rappelant la mémoire de MM. Mauron et Majeux, membres de notre société et qui avaient tous deux rempli les fonctions de secrétaire.

M. Mauron, ancien conseiller d'Etat, fut un des membres fondateurs de la société d'histoire, à laquelle il a fait quelques intéressantes communications. Il vouait une attention particulière au culte des beaux-arts et aux travaux de l'intelligence en général.

M. Auguste Majeux fréquenta le collège St-Michel de 1842 jusqu'à sa dissolution, ensuite des événements de 1847; il fut un bon élève et occupa toujours une des meilleures places. Lors de l'établissement de l'école cantonale il fut nommé professeur de latin, d'histoire et de français, poste qu'il occupa jusqu'à la suppression de cette école en 1857, à l'exception d'un intervalle de deux ans pendant lesquels il dirigea l'école secondaire de Bulle. En 1858 il fut nommé professeur à l'école secondaire des filles à Fribourg. De 1859 à 1866 il s'occupa de la rédaction du *Journal de Fribourg*, sauf une interruption de deux ans où il fut professeur au Locle. En 1866 il remplaça M. Dagnet comme direc-

teur de l'école secondaire des filles, poste qu'il occupa jusqu'à ce que la maladie qui l'atteignit, en 1881, l'obligea de renoncer à l'enseignement. M. Majeux fut, en outre, conseiller communal, directeur des écoles primaires de la ville, président de la société de secours mutuels et bibliothécaire de la bibliothèque de la société économique. Il s'occupait beaucoup de questions historiques et il a écrit quelques articles publiés dans la *Nouvelle Emulation*; il est l'auteur d'une étude sur le voyage en Amérique du fribourgeois Lebeau et d'un opuscle intéressant et poétique intitulé « Souvenirs de la Gruyère. »

La société d'histoire lui doit une reconnaissance toute particulière pour la rédaction élégante et claire du compte-rendu de nos séances, auquel il savait donner un cachet très intéressant. M. Majeux a été secrétaire de notre société pendant près de vingt ans.

M. *Max de Diesbach* lit une notice concernant la chronique de Sterner.

Divers historiens, entre autres Wyss, dans les *Alpenrosen* de 1815, Berchtold, dans le recueil de nos *Archives*, M. Daguët, dans l'*Indicateur d'histoire suisse*, puis dernièrement M. Vetter, à Berne, se sont occupés de cet intéressant manuscrit, dont la première partie raconte la guerre de Bourgogne; l'autre composée par Jean Lenz, de Fribourg, sous forme d'un poème, nous donne le récit de la guerre de Souabe (1499).

L'auteur de la notice décrit le rôle des Fribourgeois, pendant cette guerre, d'après le poème de Lenz.

Si Fribourg ainsi que Berne ne prirent pas part à la première partie de la guerre, qui eut lieu dans les Grisons, ils firent en commun l'expédition dans le Hégau, soit dans la partie de la Souabe qui avoisine le Rhin, non loin de Schaffhouse. Après s'être réunis à Baden, le 12 février 1499, avec les autres confédérés et avoir traversé Schaffhouse, les Fribourgeois entrèrent dans le Hégau, dont ils pillèrent et brûlèrent les villages et les châteaux, puis, après une courte campagne de huit jours, ils rentrèrent dans leurs foyers, ensuite de la désunion des chefs.

Le 8 mars suivant, nouvelle expédition contre Constance, où

étaient réunies des troupes de toutes les parties de l'empire. Les Fribourgeois et les Bernois furent surpris et mis en déroute à Ermatingen, mais ils se vengèrent de leur défaite au combat du Schwaderloch, où ils luttèrent vaillamment et regagnèrent les coulevrines qu'ils avaient perdues.

Ce récit sera continué dans une prochaine séance.

M. *Max Techtermann* donne quelques détails sur la découverte d'une sépulture préhistorique faite dernièrement dans la sablière de Léchelles par des ouvriers du chemin de fer. L'on y a trouvé des débris d'ossements; le crâne, en particulier, est très épais; le corps paraît avoir été couché sur le côté gauche, la tête à l'orient et les pieds au couchant, les jambes placées en avant, de sorte que la position du corps étaient semblable à une faucille ou à un croissant. Près de la tête étaient une hache de dimension remarquable en pierre bleue, probablement en néphrite, et les débris d'une petite écuelle en terre grossière. La tombe était construite en gros cailloux, formant voûte, recouverte de sable, puis de terre végétale. Ces débris peuvent remonter à la deuxième période de l'âge de la pierre. Ils sont déposés au Musée.

30 avril 1885.

M. *Ch. Ræmy* lit une notice sur St-Charles Borromée, archevêque de Milan, à qui l'on doit l'introduction en Suisse des Jésuites et l'installation des nonces du Pape. Il fonda à Milan le collège helvétique où 42 jeunes suisses recevaient jusqu'à ces dernières années la pension et l'instruction gratuites pour se préparer à l'état ecclésiastique.

M. *Ræmy* cite les noms d'une partie des élèves fribourgeois qui y firent leurs études; ce sont : Pierre Mursing, reçu en 1580, sur la demande de la Chambre des scholarques; Antoine Von der Weid; François Gottrau, admis en 1597; Pierre Hans, qui fut plus tard comte palatin, chanoine de St-Nicolas, curé de ville, doyen; Jean-Hubert Schuffelberger; Henri Fuchs ou Vulpius, chanoine de St-Nicolas, mort en 1689; Pierre-Antoine Löffing,

reçu en 1730; Tobie Ammann, en 1750; Jacques-Nicolas Bourgnecht, Joseph-Bonaventure Corminbœuf, en 1765; Bruno Gady, en 1768; Pierre-Bruno Stoutz, en 1775; François Girard, 1777; Jean-François Zurkinden, 1783; Jacques Stoll, 1790, et enfin Jean-Joseph Chenaux, de 1843 à 1847, mort dernièrement curédoyen à Vuadens.

Le R. P. *Apollinaire* fait l'historique des béguines à Fribourg. C'est St-François d'Assises, mort en 1228, qui provoqua l'établissement des béguines, soit de filles obéissant à une règle commune, vivant isolément ou réunies en petites communautés.

Nous trouvons quatre différentes espèces de béguines dans le canton : les Franciscaines, les Augustinesses, les Libertines et les Dominicaines.

Les Franciscaines sont celles dont il est fait la première mention dans nos anciens documents. Par acte du 29 novembre 1303, dame Isabelle, veuve de Jacques d'Estavayer, lègue par testament une certaine somme à distribuer aux béguines de Fribourg. Il y en avait 180 vers cette époque. Leurs communautés existaient, l'une derrière l'église de Notre-Dame, une autre près de St-Nicolas, *in vico supra fossale de Grabentzales*; une troisième à la maison dite à l'*Espagnioda*, et une quatrième près de la porte de Morat.

Les Augustinesses apparaissent dès 1356 et 1357. Elles avaient deux maisons en l'Auge et une propriété à Villars-les-Joncs.

Les Libertines, qui s'appelaient aussi les Franches, *de libero spiritu, die willigen Armen*, se rencontrent à partir de 1368 et continuent jusqu'à la réformation. Il paraît qu'elles étaient affiliées à la secte hérétique des Béghards, condamnée par les conciles de Lyon et de Vienne. Une partie de ces béguines ne vivaient pas en communauté, il y en avait aussi à la campagne, de même que les recluses ou ermites. En 1413, l'Etat prit des mesures pour réprimer des abus et améliorer les mœurs de quelques-unes d'entre elles. Il fut défendu aux Frères Mineurs de les admettre avant l'âge de 30 ans.

Les béguines disparaissent dans le XVII^e siècle et les nombreux couvents de tertiaires établis dans les cantons catholiques remplacèrent les béguinages.

M. *Gremaud* fait circuler quatre médailles en or et argent, de la valeur brute de trois cents francs, acquises dernièrement par l'Etat pour le Musée cantonal, et décernées à Gérard-Samuel Perrottet pour ses importants travaux et découvertes dans le domaine de la botanique.

Perrottet naquit le 23 février 1790 à Nant, dans le Vully fribourgeois. Bien que n'ayant fait que des études primaires fort incomplètes, il parvint, à force de travail et guidé par son goût pour l'horticulture et la botanique, à obtenir une place d'aide au jardin des plantes de Paris. Il fut chargé de plusieurs missions en Chine, dans les îles Philippines et de la Sonde et au Sénégal. Il en rapporta une foule de plantes nouvelles, industrielles, alimentaires et de luxe, entre autres un mûrier pour vers à soie, actuellement très répandu en Europe, mûrier qui porte encore son nom. Une mission l'ayant appelé à Pondichéry, il s'y fixa définitivement et y mourut, le 13 janvier 1870, après une longue et laborieuse carrière consacrée toute entière au travail. Il légua au Musée cantonal son herbier, ainsi que plusieurs échantillons zoologiques, qui y furent déposés en mai 1873.

M. *Max de Diesbach* lit la continuation de son travail sur le rôle des Fribourgeois pendant la guerre de Souabe en 1499, d'après le poème contemporain du fribourgeois Jean Lenz.

La diète suisse, assemblée à Zurich, réunit en avril 1499 les contingents des Etats-villes, afin de faire face aux troupes impériales concentrées en grand nombre dans les environs d'Esslingen en Souabe. Les troupes suisses passèrent le Rhin à Kaiserstul et arrivèrent devant la petite ville de Thiengen, qui fut prise après une canonnade fort vive, qui coûta la vie au chef artilleur fribourgeois, maître Ulrich. L'auteur de sa mort, un canonnier juif, fut livré aux Fribourgeois, qui, pour venger leur compatriote, pendirent ce malheureux par les pieds à un arbre; ce ne fut qu'après deux jours de souffrances qu'on lui coupa la tête. Le reste des assiégés obtint grâce de la vie, mais dans des conditions fort dures et la ville fut pillée et incendiée. Après d'autres conquêtes les Fribourgeois se rendirent dans les environs de Bâle, d'où ils envahirent le Sundgau, puis ils rentrèrent dans leurs foyers. Ils firent, sous le commandement de Hans Techter-

mann, une petite expédition peu sanglante dans la direction de Bienne et de Porrentruy. Ils n'assistèrent pas à la bataille de Dorneck, gagnée par les Confédérés sur les troupes impériales, commandées par le comte de Furstenberg, et qui mit fin à cette guerre sanglante. Malgré leur marche forcée, les Fribourgeois n'arrivèrent à Dorneck que le lendemain du combat.

17 juillet 1885.

M. Dafflon lit une lettre écrite, le 9 septembre 1809, par M. Louis Lalive d'Epinay et adressée à M. Jacques Wuilleret, à Romont. Cette lettre contient le plan des *Etrennes aux fonctionnaires fribourgeois pour l'année 1810*. Nous avons par là la preuve que c'est M. d'Epinay qui en est l'auteur, fait qui jusqu'ici n'était pas parfaitement établi. M. d'Epinay prie M. Wuilleret de lui envoyer au plus tôt des notes historiques sur Illens et son bailliage et de lui donner quelques traits piquants et intéressants concernant l'histoire d'autres parties du canton.

M. Gremaud donne lecture d'un mémoire de François-Xavier Biemann, curé d'Ecuvillens, dans lequel celui-ci fait connaître sa conduite au moment où éclata la révolution de Chenaux, en 1784. Le 2 mai, veille du jour où les conjurés devaient marcher sur Fribourg, il est informé qu'un de ses paroissiens, Henri Rossier, faisait partie du complot; il l'appelle chez lui et en obtient des renseignements positifs sur ce qui se prépare. Aussitôt, dans le but d'éviter l'effusion du sang, il se rend à Fribourg et révèle le projet à un magistrat, qui s'engage à obtenir le pardon pour Rossier et ses compagnons, à l'exception de Chenaux, s'ils consentent à venir le demander. Le curé reprend le chemin d'Ecuvillens et arrivé à Posieux, il y trouve les conjurés réunis. Là sa position se trouve très difficile à cause de la présence de Chenaux, devant lequel il ne peut pas exposer en entier le message dont il est chargé. Il emploie tout son zèle et tous ses efforts pour détourner les conjurés de leur projet. Une partie de la nuit se passa en discussions. Enfin, Chenaux se décide à écrire une lettre au magistrat auquel le curé s'était adressé. Ce dernier repart pour Fribourg, avec la lettre, y arrive à deux

heures du matin, et est introduit immédiatement auprès du conseil de guerre alors réuni. Il raconta ce qu'il savait et présenta la lettre de Chenaux, que l'on refusa de lire. Il fut congédié avec invitation de ne pas sortir de la ville ce jour-là. Il ne rentra chez lui que le 4 mai ; comme il était en grande partie la cause de la non réussite de la conjuration, il craignait d'être assassiné par vengeance. Cette crainte et les émotions des jours précédents lui causèrent une maladie grave qui le mirent, dit-il, à deux doigts de la mort. Le mémoire du curé d'Ecuwillens révèle le rôle inconnu de son auteur, rôle qui n'a pas été sans influence sur la fin de ce drame ¹⁾.

12 novembre 1885.

M. *Gremaud* rappelle la mémoire de M. Ruffieux, membre honoraire de la société, qui vient de mourir à Gruyères.

Jean-Joseph Ruffieux, né le 8 janvier 1806, fréquenta le collège St-Michel, à Fribourg, depuis l'année 1820 jusqu'en 1826 ; il fit de très brillantes études ; il avait beaucoup de goût pour la littérature, et était presque toujours le premier de sa classe. Au sortir du collège, il fut pendant quelque temps aide-archiviste, puis il rédigea l'*Ami du Progrès*, journal qui parut à Fribourg pendant les années agitées qui suivirent la révolution de 1830. Il prit une part active aux luttes politiques et aux violentes polémiques qui s'élevèrent dans notre canton, puis il quitta Fribourg et se voua à la carrière de l'enseignement ; nous le trouvons dirigeant des pensionnats à Genève de 1836 à 1840, à Odessa en 1843, à Delémont en 1846. Utilisant son séjour dans les pays lointains, il parcourut les montagnes du Caucase, visita l'île de Crète et l'emplacement si classique où s'élevait la ville de Troie.

Après les événements de 1847 et la chute du Sonderbund, Ruffieux revint à Fribourg et il fut nommé directeur provisoire de l'école cantonale, qui venait d'être créée ; mais au bout de

1) Le magistrat auquel s'adressa le curé d'Ecuwillens, était le conseiller Cl.-Jos. Odet. — La lettre de Chenaux a été publiée par le Dr Berchtold dans la seconde édition du *Tocsin fribourgeois* (Fribourg, 1850) p. 27. — V. *ibidem*, p. 128-129.

peu de temps il partit pour l'Amérique et habita pendant quelques années la ville de Chicago. Rentré définitivement dans son pays natal, en 1855 il fut nommé député au Grand Conseil et directeur de la maison de force. S'étant retiré des affaires publiques en 1875, il résida alternativement à Genève, Broc et Gruyères, où il vint de mourir le 9 novembre 1885.

M. Ruffieux vouait un intérêt particulier aux questions historiques et il est l'auteur des travaux suivants qui ont été publiés : Glanures archéologiques dans la ville de Fribourg et ses environs ; — Notice sur la chapelle des Marches et ses fondateurs ; — Voyage de l'apôtre St-Paul ; — Gruyères, ses restaurations et ses exhumations ; — Episode de la bataille de Morat. Les suivants sont encore inédits : Notice sur l'emplacement de Broomagus (Promasens) ; — Deux notices sur le camp romain situé près du Mouret ; — Notice sur l'aqueduc romain depuis le moulin de Prez jusqu'à Avenches ; — Voies et établissements des Romains dans le canton de Fribourg ; — Notice sur la pierre des autels au Cousimbert ; — Rapport sur des fouilles faites à Villarimboud et Châtonnaye ; — Etude sur les fortifications de la partie orientale de Fribourg.

M. le colonel *Aloyse Castella* donne lecture de quelques lettres du représentant Gapany concernant les événements arrivés à Fribourg en 1799.

Depuis environ un an, c'est-à-dire depuis l'entrée des Français en Suisse, notre malheureux pays était à la merci des commissaires français ; ils pillaient les caisses publiques et les arsenaux et imposaient de lourdes contributions aux particuliers ; ils étaient aidés dans leur besogne par de soi-disant patriotes helvétiques, qui faisaient tous leurs efforts pour vexer et opprimer leurs concitoyens. Aussi une partie du peuple suisse apprit-il avec bonheur que les Autrichiens, conduits par l'archiduc Charles, s'approchaient dans le but de chasser les Français.

Des insurrections éclatèrent partout, même dans les cantons qui, jusqu'alors, avaient montré le plus de penchant pour les idées nouvelles. Dans celui de Fribourg, ce furent les populations de la partie allemande et des environs de Morat qui opposèrent le plus de résistance aux agents du nouveau gouvernement. Ils refusèrent de laisser partir les jeunes gens de la milice et se mirent en insurrection complète.

Le Directoire helvétique envoya à Fribourg en qualité de commissaire le représentant Gapany, de Marsens, qui prit aussitôt les mesures les plus énergiques. Il fit arrêter un grand nombre d'anciens magistrats, des prêtres, un capucin et des habitants de la campagne, dont il fit conduire une partie dans les prisons du château de Chillon. Il prit des otages dans les communes les plus récalcitrantes et adressa au peuple des proclamations rédigées dans le style ampoulé de cette époque. Devant cette attitude la plupart des localités se soumirent ; seules les communes de Bellegarde et de Heitenried opposèrent de la résistance aux troupes françaises et helvétiques que Gapany avaient dirigées contre elles ; mais après avoir perdu quelques-uns des leurs qui furent tués ou faits prisonniers, les insurgés durent se retirer dans les montagnes où ils ne tardèrent pas à se disperser. D'un autre côté, les Autrichiens ayant évacué la Suisse, la République helvétique échappa au danger qu'elle avait couru et ce ne fut que quelques années plus tard qu'elle fut définitivement renversée.

M. *Max de Diesbach* donne quelques détails sur la chute de ce gouvernement ; ces renseignements sont tirés de notes écrites par l'avoyer Joseph de Diesbach.

Les troupes helvétiques, poursuivies par les insurgés des petits cantons et de diverses autres parties de la Suisse allemande, commandées par Bachmann, arrivèrent à la fin de septembre 1802 dans les environs de Morat ; elles prirent position à Greng et placèrent leurs avant-postes sur les hauteurs au-dessus de Courgevaulx. Les troupes de Bachmann s'établirent au Lœwemberg et à Villars-les-Moines. Elles restèrent quelques jours en présence l'une de l'autre. Le 2 octobre 1802, Bachmann ordonna l'attaque. Il divisa son armée en cinq colonnes qui repoussèrent l'ennemi après une vive canonnade et un feu d'infanterie bien nourri ; mais le projet de ce général qui était de cerner complètement son adversaire et de lui couper la retraite, ne fut pas accompli en entier. La colonne destinée à opérer un mouvement tournant, composée de 1400 hommes des petits cantons, passa devant la chapelle de St-Urbain, près de Cressier ; le colonel Auf der Mauer voulut que ses soldats entendissent la messe, car

ce jour-là était un dimanche ; l'on fit chercher les ornements à Cressier, mais au moment de commencer, on remarqua qu'un objet essentiel manquait, ce qui occasionna un nouveau retard ; enfin après une heure et demie la troupe se mit en marche, mais lorsqu'elle arriva sur le champ de bataille, la retraite de l'ennemi était déjà commencée et elle ne put pas être arrêtée.

Toutefois, ce retard peut être considéré comme un fait heureux, car sans cela beaucoup de sang aurait été versé en pure perte.

En effet, les troupes helvétiques se replièrent sur Lausanne, Bachmann se disposait à les attaquer, lorsque le général Rapp, envoyé par Napoléon, fit cesser les hostilités. Le premier Consul, se posant en médiateur de la Suisse, promulgua, peu après, l'acte de Médiation, qui mit fin aux malheureuses dissensions qui avaient ensanglanté notre patrie pendant environ cinq ans.

Abordant un autre sujet, M. de *Diesbach* donne des renseignements sur un ancien château qui existait dans une forêt appelée le Châtelard, située au sud de Courgevau, près de la route cantonale. Cette construction s'élevait sur une colline qui présente un ovale parfait d'environ 63 pas de long, 17 de large et 20 mètres de haut. D'après une notice dont M. Diesbach fait la lecture, il s'y trouvait, vers la fin du siècle dernier, des débris d'une tour carrée de 7 pieds d'épaisseur et un mur d'enceinte de 2 1/2 pieds de large ; ces matériaux furent malheureusement employés à des constructions faites dans le voisinage. L'on y a découvert des ossements humains, beaucoup de charbon et quelques objets de peu d'importance, ce qui donne à penser que cette fortification a été détruite après avoir été prise d'assaut.

Maintenant à qui devons-nous attribuer ces constructions ? Est-ce aux Romains ? La nature des matériaux semblerait l'indiquer, quoiqu'il soit possible qu'elles aient été élevées par l'un des peuples barbares, les Burgondes par exemple, qui envahirent notre pays et qui se servaient des ruines d'Avenches comme d'une carrière inépuisable.

M. *Schneuwly* lit une notice sur l'introduction de la pomme de terre dans notre pays ; nous la reproduisons intégralement.

On convient généralement que c'est en l'année 1785 que la

pomme de terre, ce pain du pauvre, comme on l'a justement appelée, a été non pas introduite, mais définitivement accréditée en France, grâce aux efforts du célèbre agronome Parmentier et à la puissante influence du malheureux roi Louis XVI.

La France célèbre donc en cette année 1885 le *centenaire de la pomme de terre*, anniversaire plus glorieux que celui d'une bataille quelconque.

A cette occasion, nous nous sommes demandé à quelle date il faut faire remonter chez nous la culture de ce précieux tubercule? cette date est-elle postérieure ou antérieure à celle généralement admise pour la France? Ayant fait quelques recherches à ce sujet, nous nous permettons d'en communiquer le modeste résultat, persuadé qu'il sera accueilli avec bienveillance.

Rappelons tout d'abord et très rapidement que la pomme de terre est originaire d'Amérique où elle croit naturellement dans les Cordillères, qu'elle fut importée en Europe par les Espagnols au XVI^e siècle, déjà peu après la conquête du Pérou, qu'elle fut d'abord cultivée en Espagne, dans les Pays-Bas, en Angleterre, en Allemagne, etc. On sait aussi que cette importation se fit lentement, qu'elle rencontra beaucoup d'obstacles et vint se heurter à un grand nombre de préjugés qui en retardèrent la propagation générale jusqu'à la fin du siècle dernier et le commencement du nôtre.

En Suisse, si nous en croyons le Dr Frédéric de Tschudi, la pomme de terre n'était plus absolument rare en 1730, mais elle ne se répandit réellement qu'au commencement de ce siècle, surtout à partir de la disette de l'année 1816-1817.

Pour ce qui concerne le canton de Fribourg en particulier, voici ce qui résulte de nos propres investigations. Nous constatons la présence de la pomme de terre en l'année 1748, ainsi 37 ans *avant* qu'elle fût définitivement introduite en France. Elle est chez nous en pleine culture sans que l'Etat fut intervenu soit pour la faire connaître soit pour en encourager l'acclimatation. Chose curieuse, ce n'est pas dans les fécondes plaines de la Broye et du Lac que nous surprenons pour la première fois la présence de la solanée que l'on appelait aussi bien la *poire de terre* que la *pomme de terre* (Erdbirne, Erdberre, Erdapfel),

mais dans le district de la Singine, dans la commune d'Ueberstorf, à Obermettlen, non loin de la frontière du canton de Berne. Aurait-elle été importée par là ? Nous avons de la peine à le croire.

Il ne sera pas sans intérêt de connaître la circonstance grâce à laquelle nous découvrons chez nous l'existence de ce produit de la terre. Tout le monde sait ce qu'était la dime. Sans parler de la dime des nascents et de celle des novales, il y avait la grande et la petite dime. La première se levait sur toute espèce de *céréales*, telles que froment, seigle, épeautre, orge, avoine ; la seconde sur les *légumes*, telles que les plantes potagères, les raves, navets, haricots, pois, etc. Toutes ces différentes dimes étaient perçues en vertu de titres authentiques qui d'ordinaire indiquaient l'espèce de produit sur lequel elles se levaient. Comme ces titres, ces vieux parchemins ne parlaient pas de la dime des pommes de terre, nos braves campagnards se dirent : « Nous allons planter des pommes de terre en masse qui seront affranchies de la dime. » C'est ainsi que firent, entre autres, dans le territoire d'Ueberstorf Jean Rappo et consorts. Mais ils avaient compté sans leur seigneur décimateur, M. le secret Fégely, qui leur fit voir par devant Leurs Excellences de Fribourg un passage de son titre où il était dit que ce droit lui était dû en particulier pour les fruits qui y étaient mentionnés *et en général pour toutes les productions végétales du sol*. Nos paroissiens d'Ueberstorf durent s'incliner.

C'est à la faveur de cette erreur que la culture de la pomme de terre prit un si rapide essor chez nous. Trois ans après, nous la trouvons à Maschels près de St-Sylvestre, où se reproduit la même difficulté, suivie de la même solution. Toutefois reconnaissant implicitement qu'il fallait favoriser cette culture, Messieurs de Fribourg, en ratifiant le 17 février 1751 le jugement intervenu, prononcèrent que la dime des pommes de terre se lèverait sur toutes les terres sujettes à la dime, à l'exclusion toutefois des anciens jardins, tels qu'ils existaient alors, et sous la condition qu'ils ne seraient pas agrandis.

Cette sentence rendue dans un cas particulier servit de règle pour les *Anciennes Terres* ou les 24 paroisses. Il leur fut même

permis de planter des pommes de terre sans payer la dime non seulement dans des jardins, mais encore dans des champs, pourvu que la quantité de terre ainsi cultivée ne dépassât pas un huitième de pose par ménage.

Malgré cette décision qui n'avantageait que les Anciennes Terres, quelques bailliages se mirent à cultiver le précieux tubercule à un tel degré que les rentes en nature des décimateurs en souffraient. Ainsi dans le bailliage de Vaulruz, en 1758, le bailli Fégely se plaint de l'*abus* qui s'est introduit par la plantation d'une *trop grande quantité* de pommes de terre dont on refuse de payer la dime. Ainsi la même année (1758) dans le bailliage de Gruyères, le bailli Gottrau exposa que le château de Gruyères possédait une dime assez considérable à la Tour-de-Trême, que le revenu de cette dime était considérablement diminué par le fait que beaucoup, sinon la plupart des cultivateurs préféraient depuis quelques années planter des pommes de terre et prétendaient ne devoir aucune dime. Ces rebelles qui ne se doutaient pas d'être les avant-coureurs de Chenaux, causaient un préjudice considérable à l'Etat. Messieurs admirent la protestation du bailli, tout en réservant les titres que pourraient produire les bourgeois de la Tour pour le cas où ils planteraient plus d'un huitième de pose.

Une semblable réclamation se fit jour en 1772 de la part du bailli de Farvagny. Celui-ci représentait que dans son district la plantation des pommes de terre avait pris une si grande extension qu'un *paysan modérément fortuné en cultivait une demi-pose* au grand détriment de Messieurs. Comme il n'y avait pas de loi à cet égard, il demandait des directions.

Depuis l'année 1765, il avait été question de faire un règlement général qui fixât la quantité de terre à planter sans payer la dime. Mais l'on s'arrêta à de graves difficultés. On ne pouvait porter atteinte aux droits acquis et diminuer les droits de l'Etat et des capitalistes-décimateurs. Aussi cette loi ne vit-elle jamais le jour et l'on s'arrêta à la limite d'un huitième de pose de 400 toises.

Malgré cela, cette culture continua d'augmenter de manière que Kuenlin a pu dire en 1833, que les Fribourgeois cultivent

une énorme quantité de pommes de terre, qui servent à leur nourriture, et, en partie, à celle de leur bétail et à son engrais.

Quant à nous, nous pouvons ajouter que cette quantité a été si bien augmentée que le tubercule de Parmentier sert non plus seulement à notre nourriture, mais encore à la boisson et à l'alcoolisation d'un grand nombre. Heureusement que le peuple suisse vient de mettre bon ordre à ce véritable abus. *Pereat abusus, maneat res.*

18 février 1886.

M. *Gremaud* donne quelques renseignements sur les origines de la seigneurie de Vaulruz, qui n'a été constituée qu'au commencement du XIV^e siècle. Antérieurement le territoire qui l'a formée appartenait à différents seigneurs. La première mention que nous trouvons, se rapporte au vaste domaine des Molettes, donné à l'abbaye d'Humilimont ou de Marsens, par le chevalier Nantelme de Grangettes et d'autres bienfaiteurs successifs. La donation primitive est antérieure à l'année 1148. Il est probable que les Molettes dépendaient du même seigneur que Maules. Le domaine s'étendait jusqu'à l'éminence soit *molard* ¹⁾, où plus tard fut élevé le château de Vaulruz. Dans ces premiers temps, il faut admettre qu'il n'y a pas, comme aujourd'hui, dans le territoire des Molettes une seule ferme, mais qu'il s'y trouvait un certain nombre d'habitations, puisqu'il y existait une église mentionnée dans plusieurs documents à partir de l'année 1227. Elle ne subsistait plus au XV^e siècle.

Au commencement du XIV^e siècle la plus grande partie du territoire de Vaulruz, ainsi que les villages de Sales, Romanens et Maules appartenaient à Mermet de Blonay, à qui la seigneurie de ces localités était parvenue par son mariage avec Mermette, fille d'Humbert de Billens. C'est ce qui ressort d'un acte du 12 août 1354 par lequel la dite Mermette, devenue veuve, vend à son fils Nicolas de Blonay les villages de Sales, Romanens et Maules, qui étaient, dit-elle, de franc alleu et de son *patri-*

1) *Molare*, tertre, éminence. — *Molaria*, carrière à meules.

moine. Vaulruz avait déjà été vendu antérieurement. Les Billens ont donc précédé les Blonay dans la possession de cette seigneurie, mais il ne nous reste aucun document à ce sujet.

Le mariage de Mermet de Blonay avec Mermette de Billens eut lieu vers la fin du XIII^e siècle et les deux époux vendirent Vaulruz à Louis II de Savoie, seigneur ou baron de Vaud. Quoique nous n'ayons pas l'acte de vente, il est cependant possible d'en fixer la date, qui doit être l'année 1302 ou 1303 ; car c'est en 1302 que Louis II succède à son père Louis I^{er} et en mai 1303 il était déjà en possession de Vaulruz, puisqu'il fonde et dote une église « en son château de Vaulruz. » ¹⁾.

Un acte postérieur, de novembre 1316, rappelle cette vente. Louis de Savoie, y est-il dit, a fait l'acquisition du molard de Vaulruz pour y construire un château ou bourg franc, qui fut en effet édifié sur l'éminence ou colline qui s'étend entre la Sionge et le ruisseau appelé Pissesang, depuis le château jusque près du confluent de ces deux cours d'eau. Pendant très longtemps il n'exista aucune maison en dehors du bourg proprement dit.

Vaulruz resta la propriété des barons de Vaud jusqu'en 1359 ; Catherine, fille de Louis II et dame de Vand, vendit alors ses terres à Amédée VI, comte de Savoie ; celui-ci ou son successeur Amédée VII inféoda Vaulruz à Pierre de Verrès, du Val d'Aoste. A la mort de ce dernier, Amédée VII vendit le château et la seigneurie de Vaulruz aux frères Jacques et Antoine Champion, de St-Michel en Maurienne, pour le prix de 4610 florins d'or (10 mai 1387). Les deux frères durent restaurer le château, qui tombait en ruines. A cette époque, les Champion possédaient déjà, au moins en grande partie, les villages de Sâles et de Romanens, achetés des Blonay, le premier en 1372 et le second en 1377 ; ils acquirent encore Maules en 1394. Ils restèrent en possession de ces localités jusqu'à ce que, le 9 mars 1538, François Champion vendit toute la seigneurie à l'Etat de Fribourg pour le prix de 5800 écus d'or et 100 livres.

1) Au moyen-âge le mot *castrum*, château, était synonyme de *Burg* et désignait non seulement un château proprement dit, mais encore le bourg qui en dépendait. L'ancienne église de Vaulruz était située au-dessous de l'église actuelle.

6 mai 1886.

M. l'ingénieur *Gremaud*, qui avait été chargé d'examiner, au point de vue historique, le bois Murat, situé au-dessus de la gare de Matran, communique le résultat de ses recherches.

Cette forêt, située dans un endroit élevé et dominant toute la contrée, présente les traces encore très visibles de travaux qui y ont été exécutés dans l'antiquité. Leur configuration, les débris qui ont été trouvés en ce lieu et dans le voisinage, ainsi que les noms de Murat, Nonans, etc., indiquent qu'il s'agit d'un établissement romain entouré de fortifications.

Sur la lisière de la forêt existent encore des parapets en terre, avec leurs fossés ; il paraît même qu'il y avait une double enceinte, surtout dans la partie sud-est du bois, qui était, sans doute, le point le plus exposé à une attaque de l'ennemi. A peu près au centre se trouve une hauteur d'environ 4^m d'élévation, 25^m de largeur et 40^m de longueur. Cette butte paraît avoir été créée artificiellement. Recouvre-t-elle les débris d'une construction écroulée, ou était-elle le réduit du camp ? C'est ce que l'on ne peut pas affirmer actuellement. Si cette partie de la forêt venait à être défrichée un jour, il serait intéressant d'y faire des fouilles.

M. le professeur *Gremaud*, président, rappelle la mémoire d'un de nos collègues, M. Antoine Gottrau, mort dans le courant de l'hiver dernier.

M. *Grangier* lit une notice biographique sur ce collègue, qui était surtout connu comme artiste. De nombreux portraits, tous frappants de ressemblance, attestent en M. Gottrau du talent dans ce genre de peinture, tout en faisant regretter que ses études, trop tôt interrompues, ne lui aient pas permis d'acquérir une plus grande correction dans le dessin. Nous citerons parmi ses meilleures toiles les portraits de ses parents, celui du Prévôt Aeby, ceux du P. Athanase, capucin, et de plusieurs parents et amis. Non moins nombreux sont ses tableaux d'église, dus bien plus à la bonté de son cœur et à une sincère piété, qu'à l'appât du gain.

M. *Schneuwly* donne lecture d'un inventaire du trésor de l'église de St-Nicolas dressé le 15 juillet 1499. Cette pièce intéressante pour l'historien, l'archéologue et l'artiste, énumère les richesses qui appartenait à notre collégiale. L'on y mentionne entre autres un saint-ciboire de toute beauté, plusieurs reliquaires en argent, une statue de la Vierge en argent, des chasubles garnies en vieil or, trois chapes et deux tentures conquises sur le duc Charles de Bourgogne.

En 1537 et 1539 Fribourg et Berne partagèrent les ornements provenant des couvents de Payerne et de la Lance, qui venaient d'être supprimés. L'acte qui fut fait à ce sujet nous montre que Fribourg eut pour sa part une croix pastorale et plusieurs chasubles, chapes, dalmatiques, tandis que les Bernois préférèrent les ornements en argent massif.

Fribourg donna les objets qui lui avaient été attribués à l'église de St-Nicolas et aux chapelles de Morens, de Bussy, de St-Jean, de St-Jost, du Brouch et de Corserey.

Les œuvres d'art les plus précieuses indiquées dans l'inventaire de 1499 n'existent plus à St-Nicolas, car trois siècles plus tard les Français ayant envahi la Suisse et l'ayant frappée d'une lourde contribution, payable sans délai, une partie de ces objets durent être livrés aux agents du Directoire français.

M. *Grangier* lit un mémoire sur les événements politiques survenus à Fribourg, en 1830, et ordinairement appelés la révolution des bâtons. Ce mémoire a été fait, peu à près 1830, par M. le conseiller François d'Uffleger, qui avait assisté et pris part lui-même à ce drame peu sanglant, mais qui eut toutefois pour résultat de changer entièrement la constitution de notre pays.

M. Uffleger, fonctionnaire du gouvernement et du système politique qui succomba dans les journées de décembre 1830, lui est, sans doute, favorable et il regrette sa chute, mais il relate avec fidélité et impartialité les événements survenus. Il nous représente la journée du 2 décembre 1830. Le Grand Conseil, gardé par trois compagnies du contingent, délibérait dans la salle de ses séances ; les orateurs se suivaient, les uns graves et sérieux, les autres vifs et emportés. Le peuple réuni sur la place de l'Hôtel-de-ville poussait des clameurs qui se faisaient entendre

jusque dans la salle du Conseil. L'avoyer étant descendu sur la place publique et ayant calmé les esprits, la discussion put continuer et le changement de constitution fut décidé.

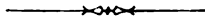
M. *Gustave Comte*, pharmacien à Romont, présente un plan et dessin d'une partie de cette ville, telle qu'elle existait avant l'incendie de 1843. Ce travail, fidèlement exécuté par l'auteur et orné du croquis des anciennes portes qui fermaient la cité romontoise, présente d'autant plus d'intérêt que nous n'avons pas d'anciennes vues de cette ville, dont l'aspect a été grandement modifié par les nombreux incendies qui l'ont ravagée.

M. *Gremaud*, président, donne quelques détails sur la construction du collège St-Michel à Fribourg. L'établissement d'un collège pour l'instruction de la jeunesse de la Suisse catholique ayant été décidé et l'ordre des Jésuites ayant été appelé à Fribourg en 1580, il fallait fournir des fonds et des locaux pour l'établissement de cette entreprise considérable. Le gouvernement était bien disposé, mais ses ressources restreintes ne lui permettaient pas de faire des sacrifices pécuniaires. L'on eut recours à un autre moyen pour se procurer des fonds. L'abbaye d'Humilimont, près de Marsens, était en décadence et ne répondait plus au but désiré par ses fondateurs, ce couvent fut donc supprimé par bulle du 26 février 1580, et ses biens affectés à la dotation du collège.

La question des constructions présenta quelques difficultés et l'on acheta, en attendant, des maisons situées à la rue de Lausanne, au-dessus de l'auberge de l'Autruche ; c'est là que les classes furent ouvertes le 13 octobre 1582. En mars 1585, l'on commença à bâtir le gymnase, soit l'aile orientale du collège actuel. L'année suivante, l'on entreprit l'aile du nord, qui se trouve maintenant au centre de l'édifice. Ce n'est que dix ans plus tard que ces constructions furent achevées. Les PP. Jésuites y entrèrent le 5 août 1596 et l'ouverture des classes y eut lieu le 21 octobre de la même année. La première pierre de l'église fut posée le 10 juin 1604 ; on y commença la célébration du culte divin le 29 septembre 1610, et la consécration en eut lieu le 15 décembre 1613. La chambre occupée par le B. Père Canisius, au rez-de-chaussée, fut transformée en chapelle dans

les années 1636 et 1637 et restaurée en entier en 1842 et 1843. L'aile du collège qui relie le centre du bâtiment à l'église ne fut commencée qu'en 1659 et elle fut inaugurée le 8 décembre 1660. En 1756 on commença à l'église de grandes réparations, qui furent continuées les années suivantes. Tout l'intérieur fut renouvelé : autels, bancs, confessionnaux, orgues, etc. Le grand autel, qui coûta environ 600 louis, fut construit en 1768, sauf le tabernacle, qui ne fut ajouté qu'en 1771, deux années avant la suppression de la Compagnie.

La chapelle où reposent aujourd'hui les reliques du B. Père Canisius fut construite en 1833 et 1834 et consacrée le 21 juin 1835, sous le titre du Sacré-Cœur ; enfin en 1845 l'ancienne bibliothèque fut remplacée par celle qui existe encore.



MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

Membres effectifs.

Nous plaçons un astérisque (*) devant les noms des membres vivants qui ne font plus partie de la société.

Date de la réception.	MM.
1840, 1 ^{er} novembre.	BERCHTOLD-BEAUPRÉ, Jean, de Fribourg, D ^r -M., chancelier d'Etat 1848—1852. † 27 septembre 1860.
»	DAGUET, Alexandre, de Fribourg, professeur à l'école moyenne de Fribourg 1837—1843, directeur de l'école normale à Porren- truy 1843—1848, directeur de l'école cantonale de Fribourg 1848—1857, di- recteur de l'Ecole secondaire des filles à Fribourg 1858—1866, professeur à l'Académie de Neuchâtel 1866.
»	MEYER, Meinrad, de Kirchdorf (Argovie), curé de Saint-Jean 1832—1870, et bibliothécaire cantonal à Fribourg 1848—1870. † 1 ^{er} novembre 1870.
»	SOTTAS, Aloyse, de Fribourg, président de la direction des orphelins 1839—1844. † 6 juin 1846.
»	MAURON, Jean-Jacques-Denis, de Sâles, paroisse d'Ependes, conseiller d'Etat 1854— 1861. † 25 janvier 1885.
1840, 15 décembre.	WERRO, Romain, de Fribourg, chancelier d'Etat 1829—1846, membre honoraire 12 no- vembre 1863. † 23 novembre 1876.
»	MULLER, Marcel, de Fribourg, grand-santier 1824 —1828. † 24 octobre 1874.
»	RÆDLÉ, Charles, de Fribourg, grand-santier 1831 —1847. † 30 avril 1871.

- Date de la réception. MM.
- 1841, 21 février. REMY, Jacques, de Fribourg et de Charmey, vice-chancelier 1835—1846, préfet de Bulle 1847—1852. † 1^{er} août 1859.
- 1841, 15 septembre. DAGUET, Joseph-Victor, de Fribourg, commissaire général 1821—1844, archiviste d'Etat 1844—1860. † 5 mars 1860.
- 1842, 17 novembre. GOTTRAU, André-Ignace, de Fribourg, chanoine du chapitre de Saint-Nicolas 1833—1865, curé de Fribourg 1858—1865. † 6 août 1865.
- » PASSALLI, Joseph-Marie, de Locarno (Tessin) et de Fribourg, instituteur à l'école secondaire de Fribourg 1828—1831, professeur à l'école cantonale 1848—1855. † 17 février 1855.
- 1843, 17 août. GRIVET, Adrien, d'Attalens et de Fribourg, professeur à l'école moyenne de Fribourg 1845—1848, à l'école cantonale 1848—1852, à l'école industrielle supérieure de Bâle 1853—1855, directeur d'un pensionnat de demoiselles à Rio de Janeiro (Brésil), où il est mort le 14 janvier 1876.
- » PASSAPLAN, Joseph, de Hauteville, instituteur aux écoles primaires de Fribourg 1841—1848. † 19 avril 1849.
- » SUCHET, François, de Semsales, instituteur aux écoles primaires de Fribourg 1837—1848, inspecteur scolaire (2^{me} arrond.) 1849—1854. † 26 février 1854.
- 1844, 1^{er} mai. REYNAUD, Romain, de Posat, curé de Saint-Aubin 1840—1857. † 18 octobre 1860.
- » HAUSER, Gaspar, de Nefels (Glaris), chapelain à Ueberstorf 1840—1845, curé à Lully 1845, à Rueyres-les-Prés 1845—1849, à Villarepos 1849—1858, à la Tour-de-Trême 1858—1870, chapelain à Courmoullens 1870—1884. † 7 janvier 1884.
- 1844, 14 novembre. BLANC, Joseph, de Fribourg, prieur de Saint-Pierre à Fribourg 1840—1848, curé-prieur à Broc, 1848—1868. † 13 juin 1869.

Date de la réception.	MM.
1844, 14 novembre.	MICHEL, Jean-Denis, de Bulle, professeur à Châtel-Saint-Denis 1825—1873. † 12 mars 1873.
1845, 5 juin.	ENGELHARD, Antoine, de Morat, conseiller d'Etat 1857, conseiller national 1860—1863. † 4 mars 1870.
»	DIESBACH, Henri de, de Fribourg. † 28 mars 1867.
1846, 5 décembre.	PERRIER, Ferdinand, d'Estavayer, ingénieur. † 27 août 1882.
1849, 1 ^{re} février.	SCIOBÉRET, Pierre, de La-Tour-de-Trême, professeur à l'école cantonale 1849 et 1852—1857, avocat. † 16 juin 1876.
1850, 17 janvier.	TORNARE, Xavier, de Charmey, ancien religieux (P. Ildephonse) de l'abbaye cistercienne de Saint-Urbain (Lucerne) 1827—1848. † 1 ^{re} mai 1866.
»	LAMBERT, Sulpice, de Font, professeur à l'école cantonale de Fribourg 1848—1854, à Odessa.
»	AYER, Cyprien, de Sorens, professeur à l'école cantonale de Fribourg 1848 1857, au gymnase, puis à l'académie de Neuchâtel 1857—1884. † 8 septembre 1884.
»	MAJEUX, Auguste, de Pont et de Fribourg, professeur à l'école cantonale 1848—1855, directeur de l'école secondaire de Bulle 1855—1857, professeur à l'école cantonale 1857, à la Chaux-de-Fonds 1862—1865, professeur, puis directeur de l'école secondaire des filles à Fribourg 1866—1881. † 21 février 1885.
1851, 1 ^{re} mai.	RÆMY, Héliodore, de Fribourg, publiciste. † 30 juin 1867.
»	CUONY, Albert, de Fribourg, secrétaire de la S. O., à Lausanne.
1855, 2 février.	PERBOULAZ, Etienne, de Fribourg, chanoine de Saint-Nicolas 1848—1867, curé de Berne 1867—1876, aumônier de Marsens 1877—1878. † 3 novembre 1878.
»	CHASSOT, François, de Fribourg, sous-archiviste 1849—1860, archiviste 1860—67. † 29 mai 1867.

Date de la réception.	MM.
1855, 2 février.	STERBOZ, Joseph, de La-Tour-de-Trême et de Fribourg, professeur à l'école cantonale 1854 - 1857, professeur à Kiel.
1858, 17 juin.	CHATTON, Jacques, de Belfaux, professeur au collège St-Michel 1857 - 1869, et au séminaire diocésain 1869—1871. † 28 juillet 1871.
1858, 17 juin.	GREMAUD, Jean, de Riaz, professeur au collège St-Michel 1857, au séminaire diocésain 1875, bibliothécaire cantonal 1870.
»	BOURQUI, Alexis, de Murist, professeur au collège St-Michel 1859 - 1867, professeur au gymnase de Delémont, puis professeur et directeur de l'école secondaire des filles dans la même ville 1867—1874, préfet de Morat 1874.
»	DELLION, le R. P. Apollinaire, de la Joux, religieux capucin, 30 septembre 1842.
1859, 24 novembre.	* STÖCKLIN, Ernest, de Fribourg, avocat.
»	JÄGER, Philippe, de Fribourg, professeur à St-Gall.
»	SCHNEUWLY, Joseph, de Fribourg, sous archiviste 1859—1867, archiviste 1867.
1860, 28 juin.	FRACHEBOUD, Pierre-Théodule, de Lessoc, notaire, juge cantonal 1856—1873, professeur de droit 1857—1877. † 14 janvier 1879.
»	NICOLET, Pierre, de Chénens, chanoine et professeur à Romont 1859—1879, professeur au collège St-Michel 1879 - 1880, recteur du collège 1880—1882, curé de Mézières 1882.
1861, 21 février.	MAILLARD, Frédéric, de Fribourg. † 3 mai 1867.
»	VON AH, Joseph-Ignace, de Sachseln (Unterwald) vicaire à Fribourg 1859—1863, curé de Kerns 1867.
»	EGGER, Auguste, de Fribourg, vice-chancelier 1858 — 1863, chancelier 1863 - 1866. † 15 décembre 1866.
1863, 28 juillet.	GRANGIER, Louis, d'Estavayer, professeur au collège St-Michel 1858—1882, conservateur du Musée d'antiquités et des beaux-arts 1875—1882, et de nouveau en 1885.

Date de la réception.	MM.
1864, 7 mars.	VON DER WEID, Charles-Auguste, de Fribourg, conseiller communal.
»	VUILLEMIN, Louis, de Courgevans, professeur à Payerne 1864, puis parti pour l'Australie.
»	REMY, Léon, de Charmey, à Bulle.
1865, 22 juin.	REYNOLD de Cressier, Frédéric, de Fribourg. † 24 juillet 1871.
»	DAFFLON, Louis, de la Tour-de-Trême.
»	MICHEL, Ulric, de Montagny, receveur d'Etat à Dompierre 1862—1865. † 9 novembre 1865.
1865, 26 octobre.	FRAGNIÈRE, Louis, de Fribourg, vice chancelier 1863—1865. † 17 octobre 1867.
1866, 7 juin.	TECHTERMANN, Arthur, de Fribourg, conseiller d'Etat 1874—1881.
1867, 11 juillet.	ESSEIVA, Ignace, de Fribourg.
1867, 7 novembre.	DIESBACH, Gustave, de Fribourg.
»	FAVERE, Auguste, de Rue, chanoine de St-Nicolas 1865, R ^{me} Prévôt 1877.
»	JEUNET, François, de Vevey, curé de Berens 1867—1876, de Cheyres 1876.
1868, 23 janvier.	REYNOLD de Pérolles, Pierre, de Fribourg.
»	AMMANN, Alfred, de Fribourg.
1869, 25 novembre.	WICHT, Joseph, de Fribourg, chapelain à Corserey 1856.
1870, 21 juillet.	REICHLEN, Joseph, de La Tour-de-Trême, peintre.
1871, 13 juillet.	HORNER, Raphaël, du Mouret, aumônier à Hauterive 1869—1882, recteur du collège Saint-Michel 1882.
1872, 21 novembre.	BLANCHET, Adolphe, de Lausanne.
»	SCHÉREB, François, de Courtepin, aide archiviste 1872.
»	VILLARD, Ambroise, de Châtel-St-Denis, curé à Farvagny 1869.
1873, 2 février.	KOLLER, Adolphe, de Alt-St-Johann (St-Gall), professeur au collège St-Michel 1870.
»	FRAGNIÈRE, Etienne, de Fribourg, professeur au collège St-Michel 1872—1882.
1873, 10 juillet.	* BOSSY, Aloise, de Givisiez, professeur au collège St-Michel 1871—1879, conseiller d'Etat 1880.

Date de la réception.	MM.
1873, 10 juillet.	* BERSSET, Pierre, d'Autigny, notaire.
1874, 29 janvier.	BUCHS, Nicolas, de Nierlet-le-Bois. † 1 ^{er} octobre 1877.
»	THORIN, Hubert, de Villars-sous-Mont, conseiller d'Etat 1845—1847.
»	GOTTRAU, Antoine, de Fribourg, † 18 février 1886.
1874, 28 mai.	* ECUYER, Georges, de Berlens.
1874, 16 juillet.	AEBSCHER, Philippe, de Fribourg, à Paris.
1874, 29 octobre.	WATTELET, D ^r Hans, de Morat.
»	RÉMY, Charles, de Fribourg, chapelain à Bourguillon 1874.
1875, 28 janvier.	OCHSENBEIN, Gottlieb-Frédéric, de Morat, pasteur à Fribourg 1855 - 1876, à Schlosswyl (Berne) 1876.
»	DIESBACH, Max, de Fribourg, préfet à Romont 1878—1883.
1875, 6 mai.	THIERBIN, Dominique, de Praratoud, curé de Promasens 1867.
1875, 12 août.	MENOUD, Jean-Alexandre, de la Magne, curé de Dompierre 1852—1874, de Mannens 1874. † 15 mars 1876.
1876, 18 février.	SOTTAZ, Hubert, de Gumeffens, professeur à l'école cantonale de Soleure 1857—1861, et au collège St-Michel à Fribourg 1862—1882. † 26 juin 1882.
»	BIRBAUM, Joseph, de Wohlgiswyl, notaire.
1876, 18 mai.	* SCHNEUWLY, Joseph-Amédée, de Fribourg et Wunnenwyl, chanoine de St-Nicolas 1862.
»	TECHTERMANN, Max, de Fribourg.
1876, 19 octobre.	* LIMAT, Jean-Baptiste de Brétigny et Cormagens, curé de Villarepos 1870.
»	* EGGIS, Adolphe, de Fribourg.
1877, 18 janvier.	SCHALLER, Henri, de Fribourg, conseiller d'Etat 1858.
»	* DOUTAZ, Joseph, d'Epagny, curé de Domdidier 1872.
»	* GENOUD, Léon, de Remaufens, instituteur.
1877, 17 mai.	GREMAUD, Amédée, de Riaz, ingénieur, inspecteur des ponts et chaussées 1871.
1878, 31 janvier.	PERRIARD, Ambroise, de Villarepos, chanoine de St-Nicolas 1876, professeur au collège St-Michel 1880.

Date de la réception.	MM.
1879, 20 mars.	* KERN, Eugène, de Fribourg.
»	REPOND, Jules, de Villardvolard, avocat, professeur de droit 1878.
1879, 23 octobre.	SAINTÉ-COLOMBE, Rodolphe de, de Roanne (Loire) aux Rappes.
1880, 22 janvier.	GOTTRAU, Ernest, de Fribourg.
1880, 22 avril.	CHAPERON, Jean, de Châtel-St-Denis, avocat, greffier du tribunal cantonal 1874 - 1883. † 20 octobre 1883.
»	LABASTROU, Hubert, de Fribourg, libraire.
1880, 17 juin.	SERMOUD, Narcisse, d'Epagny.
»	REICHLEN, François, de La Tour-de-Trême, agent d'affaires.
1880, 25 novembre.	DEMIÈRE, Béat, d'Estavayer-le-Lac.
»	BISE, Emile, de Murist, chancelier 1885.
1881, 27 octobre.	HENSELER, Antonin, de Lenzbourg.
1882, 27 avril.	GUINNAED, Jean, de Gletterens, curé de Belfaux 1854, doyen 1867.
»	STAJESSI, Charles, de Romont, inspecteur des arsenaux 1879, et commissaire des guerres 1884.
1882, 16 novembre.	RUÉDIN, Charles, de Fribourg, directeur à la Maigrange 1873.
1883, 15 novembre.	WEITZEL, Alfred, de Granges-d'Illens, vice-chancelier 1874 - 1885.
1884, 24 avril.	PÉQUIGNOT, Emile, de Noirmont, curé de Barberèche 1868.
1885, 5 mars.	PAHUD, François, de Poliez-Pittet, professeur au collège St-Michel 1881.
»	MOREL, Séraphin, de Lentigny, préfet du collège St-Michel 1882.
1885, 16 juillet.	CASTELLA, Louis, de Bulle, colonel.
»	TAILLANDIER, Léon, de Colmar, curé de Grolley 1881.
»	COMTE, Gustave, de Romont, pharmacien.
»	LENZBOURG, Achille, de Fribourg.
1885, 12 novembre.	AEBY, Paul, de Fribourg, banquier.

Membres honoraires.

Date de la réception.	MM.
1840, 15 décembre.	DEY, Joseph, de Marsens, professeur au collège St-Michel 1818 - 1819, curé d'Ependes 1828 - 1841, chapelain d'Echarlens 1841 - 1863, vicaire général honoraire 1861. † 28 mars 1863.
1842, 14 avril.	UFFLEGER, François, de Fribourg, archiviste d'Etat 1801--1814. † 17 juin 1845.
1842, 17 novembre.	COMBA, Jean-Joseph, de Montbovon, notaire, 1790, conseiller d'Etat 1806 1814. † 30 janvier 1846.
1843, 9 novembre.	ENGELHARD, Jean-Frédéric, de Morat, D ^r -M. préfet de Morat 1831 - 1848. † 29 mars 1862.
1846, 7 mai.	SCHMITT, le R. P. Martin, de Rheinau (Alsace), religieux de la congrégation dn T. S. Rédempteur 1823. † 16 mars 1851.
1858, 17 juin.	HISELY, Jean-Joseph, de la Neuveville (Berne), professeur à Lausanne 1838 - 1866. † 20 février 1866.
»	RÆDLÉ, le R. P. Nicolas, de Fribourg, religieux cordelier 1841.
1863, 12 novembre.	WEBER, Romain. Voir p. 224.
1865, 19 janvier.	RUFFIEUX, Jean-Joseph, de Broc. † 9 novembre 1885.
1883, 15 novembre.	S. G. Mgr Gaspar Mermillod, évêque de Lausanne et de Genève.
1884, 17 juillet.	MONTET, Albert de, de Vevey.

PRÉSIDENTS DE LA SOCIÉTÉ.

Date de la nomination.	MM.
1840, 1 ^{er} novembre,	BERCHTOLD, Jean.
1843, 27 avril,	MEYER, Meinrad.
1849, 1 ^{er} février,	BERCHTOLD, Jean.
1854, 27 mai,	DAGUET, Alexandre.
1856, 26 juin,	MEYER, Meinrad.
1861, 21 février,	DAGUET, Alexandre.
1866, 15 novembre	GREMAUD, Jean.

SECRÉTAIRES DE LA SOCIÉTÉ.

Date de la nomination.	MM.
1840, 1 ^{er} novembre,	DAGUET, Alexandre,
1843, 17 août,	GRIVET, Adrien.
1849, 1 ^{er} février,	MAURON, Jacques.
1856, 26 juin,	STERROZ, Joseph.
1858, 17 juin,	MAJEUX, Auguste.
1862, 11 décembre,	BOURQUI, Alexis.
1864, 1 ^{er} décembre,	CHATTON, Jacques.
1866, 15 novembre,	MAJEUX, Auguste,
1882, 9 février,	TECHTERMANN, Max.
1883, 15 novembre,	DIEBACH, Max.

LES TROUBLES DE 1799

DANS LE

CANTON DE FRIBOURG

PAR

MAX DE DIESBACH

SECRÉTAIRE DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU CANTON DE FRIBOURG



Vos différents partis se sont agités
avec une nouvelle fureur; le sang suisse
a coulé par des mains suisses.

BONAPARTE, 1^{er} consul.

AVANT PROPOS

Si les différentes parties de l'histoire suisse sont en général connues, celle qui a été la plus négligée jusqu'à présent, est l'époque de la république helvétique. La marche et les destinées de ce régime éphémère renferment cependant des faits importants, dont l'étude ne serait pas sans actualité aujourd'hui. L'administration fédérale a commencé la publication des documents relatifs au gouvernement helvétique; ces renseignements nouveaux, faisant suite à la magnifique collection des recès fédéraux, contribueront, sans doute, à augmenter les connaissances que nous avons sur les événements survenus entre 1798 et 1803.

C'est surtout au point de vue cantonal fribourgeois que ces lacunes se font sentir, car, sauf quelques pages de l'histoire de Berchtold, nous n'avons aucune relation complète du rôle joué dans la république par le canton qui porta le nom de « Sarine et Broye. »

Puissent ces quelques pages, consacrées au récit des troubles survenus en 1799, être utiles à celui qui écrira plus tard cette histoire.

Le passage concernant l'arrestation des otages a été lu à la réunion de la SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DE LA SUISSE ROMANDE, dans sa

séance du 15 septembre 1887, au château de Chillon. Nous avons vainement cherché, pour la rédaction de cette partie, le récit du P. capucin Sansonnens, qui fut au nombre des otages. Cette relation était introuvable à Fribourg. Plus tard, M. Ernest Chavannes, de Lausanne, a eu l'obligeance d'en mettre une copie à notre disposition. Nous l'avons insérée in-extenso aux annexes.

Sources et ouvrages consultés :

Les copie-lettres du représentant Gapany.

Les mémoires du conseiller *François de Diesbach*.

Le recueil des procédures instruites contre les insurgés fribourgeois.

Les copie-lettres du préfet national.

A. von Tillier. Geschichte der helvetischen Republik. Bern, 1843, 3 Bde. — La même histoire traduite librement de l'allemand, par *A. Cramer*. Genève, 1846, 2 vol.

Hilty. Vorlesungen über die Helvetik. Bern, 1878.

Vulliemin. Chillon. Lausanne, 1855.

Bulletin des lois de la république helvétique. Lausanne, 1798 et suiv.

Bulletin des arrêtés et proclamations du Directoire exécutif. Lausanne, 1799 et suiv.

Bulletin officiel des séances du Directoire helvétique et des autorités du canton du Léman. Lausanne, 1798 et suiv.

Nous saisissons cette occasion pour remercier M. le Dr Kaiser, archiviste fédéral, et M. Schneuwly, archiviste cantonal, de la complaisance avec laquelle ils nous ont communiqué les pièces dont nous avons besoin.

LES TROUBLES DE 1799

DANS LE

CANTON DE FRIBOURG

I

MISSION DU REPRÉSENTANT DU PEUPLE GAPANY

ORGANISATION CIVILE ET MILITAIRE

L'ancienne Confédération des XIII cantons était tombée depuis environ un an ; mais le gouvernement de la république helvétique, une et indivisible, n'avait pas réalisé toutes les espérances que son avènement avait fait naître dans bien des cœurs. Des contributions énormes avaient vidé les caisses publiques et les bourses des particuliers ; le passage de nombreuses armées pesait lourdement sur les populations ; les fournitures exigées avaient dégarni les étables, les granges et les greniers ; aussi le mécontentement était-il général.

Les progrès des armées autrichiennes et russes et leur entrée en Suisse, dans le courant du mois d'avril 1799, firent relever la tête aux partisans de l'ancien régime. Des insurrections éclatèrent dans les cantons primitifs et dans le Haut-Valais ; elles furent réprimées d'une manière sanglante.

Plusieurs communes allemandes du canton de Fribourg, qui avaient toujours montré peu de sympathie pour les nouvelles idées, se soulevèrent ; les arbres de liberté furent abattus, les autorités helvétiques méconnues et les habitants se rangèrent en armes sous l'autorité de quelques chefs populaires.

Le Directoire helvétique envoya aussitôt à Fribourg le représentant du peuple, Rodolphe-Martin Gapany, de Marsens ; c'était un homme énergique et résolu.

Voici quelles étaient les instructions qui lui furent données le 4 avril :

« Le Directoire a senti la nécessité d'envoyer sur les lieux
« un patriote actif et ferme qui dirige les opérations nécessaires
« pour étouffer l'insurrection et il a jeté les yeux sur vous.

« En passant à Berne, vous donnerez connaissance de vos
« pouvoirs au général Schauenbourg, et vous vous concerterez
« avec lui sur les mesures militaires à prendre.

« A Fribourg et dans les communes insurgées, vous êtes
« autorisé à destituer les autorités qui sont suspectes de conni-
« vance ou de négligence.

« Vous êtes autorisé à faire arrêter dans leurs maisons ceux
« des ci-devants gouvernants dont les principes politiques seraient
« en opposition avec le nouvel ordre de choses.

« Vous êtes chargé de faire saisir les chefs de l'insurrection
« et de les faire juger militairement.

Vous êtes autorisé à déclarer la commune et le canton de
« Fribourg en état de siège, à exercer, de concert avec l'inspec-
« teur général des milices, l'autorité supérieure, dans tout ce
« qui regarde la police et la sûreté.

« Enfin, vous ferez rétablir les emblèmes de la liberté dans
« chaque lieu où ils auraient été enlevés. »

Mais avant d'examiner les agissements du nouveau commis-
saire, il est opportun de jeter un coup d'œil sur l'organisation
de la république et sur les fonctionnaires qui la représentaient
à Fribourg.

Le pouvoir législatif central était exercé par deux conseils
distincts : le Sénat, où siégeaient quatre sénateurs de chaque
canton, et le Grand Conseil, composé de huit députés ou repré-
sentants du peuple de chaque canton.

Un Directoire, composé de cinq membres, gérait le pouvoir
exécutif central et le tribunal suprême, qui comprenait un juge
par canton, exerçait le pouvoir judiciaire.

Les trois premières autorités cantonales étaient le préfet
national, la chambre administrative, espèce de conseil de pré-
fecture chargé de l'exécution des lois relatives aux finances et
à l'administration intérieure, et enfin le tribunal de canton.

Les sous-préfets et les tribunaux inférieurs représentaient l'administration dans les districts et les agents nationaux étaient à la tête des municipalités.

Les fonctionnaires et membres des autorités fribourgeoises étaient en général des hommes modérés et ennemis des extrêmes. Le préfet national, Jean-François Déglise, de Châtel-St-Denis, était capable et jouissait d'une popularité de bon aloi. Avant la révolution; il exerçait la médecine dans son lieu d'origine; ses connaissances approfondies et l'heureux succès de ses cures lui avaient procuré une renommée qui s'étendait bien au-delà des limites de notre canton.

Le sous-préfet de Fribourg était Jean de Montenach, qui fut plus tard avoyer et représenta la Suisse au congrès de Vienne. C'était un homme de grands talents, que son libéralisme avait lancé dans le parti favorable aux idées nouvelles; mais on lui reprochait d'envisager la politique comme un espèce de jeu où son esprit aimait à s'exercer, et les patriotes regardaient son extraction aristocratique comme un péché originel.

C'est un fait généralement reconnu que beaucoup de mesures qui furent prises en Suisse à cette époque et qui étaient bonnes et utiles en elles-mêmes, échouèrent grâce à l'esprit peu pratique des nouveaux gouvernants. Aussi eurent-ils recours dans certains cas aux lumières de patriciens tels que Montenach, qui mettaient au service de la république les connaissances qu'ils avaient acquises dans le maniement des affaires.

La contrée de Morat, ainsi que celles de Payerne et d'Avenches, qui faisaient alors partie du canton de Fribourg, fournissaient un nombre assez considérable d'employés.

Les troubles incessants et l'approche des armées étrangères, qui allaient faire de l'Helvétie le théâtre de leurs combats, avaient nécessité la création d'une nouvelle organisation militaire. Les troupes suisses se composaient :

- a) De la légion helvétique, troupe permanente comptant 1,000 fantassins, 400 canonniers et 400 hussards; elle était soldée par la Suisse;
- b) Les auxiliaires helvétiques, corps qui devait être composé de 18,000 engagés volontaires, répartis en 6 demi-

brigades. Ces troupes entrèrent au service de la France qui les payait ; elles étaient sur un pied à peu près analogue à celui des anciens régiments suisses au service de cette puissance ;

- c) Les milices du pays, divisées en élite et réserve, comprenant tous les hommes valides de 20 à 45 ans ;

La légion helvétique se forma assez vite, mais il n'en fut pas de même des 18,000 hommes pour le service de la France. Malgré des appels réitérés et l'envoi d'un grand nombre de recruteurs, la répugnance pour ce service était telle à ce moment, que personne ne se présentait. Beaucoup de jeunes gens se rendaient au contraire en Allemagne pour s'enrôler sous les drapeaux de Rovéréa, qui combattait avec les Autrichiens ¹⁾. Des peines sévères, variant entre 10 ans de fer, la confiscation et la mort, furent édictées contre les réfractaires et les excitateurs à l'émigration. De volontaire ce service devint peu à peu forcé, car les communes furent obligées, sous leur propre responsabilité, de fournir un certain nombre de soldats.

La levée de l'élite éprouva les mêmes retards et difficultés et ce fut précisément ces opérations qui mirent le feu aux poudres dans le canton de Fribourg.

II

INSURRECTION

Encouragées par l'exemple d'une partie du pays de l'Oberland et du Seeland bernois, plusieurs communes de la partie allemande du canton se réunirent et décidèrent de ne pas livrer les soldats qu'elles devaient fournir.

Des assemblées populaires eurent lieu, vers la fin de mars 1799, à Tavel, à Bellegarde et au Lœwenberg, près de Morat. Les officiers fribourgeois qui s'étaient rendus à Chevilles pour

1) *Tillier*. Hist. de la république helvétique, p. 94.

procéder aux opérations de la levée du contingent furent insultés et chassés. A Ueberstorf, on abattit l'arbre de la liberté et l'agent national fut grièvement blessé de trois coups de feu. On prit des mesures de précaution à Fribourg et des secours furent demandés au dehors ; la garde des portes reçut une consigne sévère et on emprisonna quatre délégués de l'assemblée de Tavel.

Gapany étant arrivé à Fribourg dans la nuit du 5 au 6 avril, il fit aussitôt un ample usage de ses pleins pouvoirs. Il adressa aux communes récalcitrantes une proclamation¹⁾ et les ordres les plus formels pour les obliger à rentrer dans le devoir. Il eut même recours à Mgr d'Odet, évêque de Lausanne, qui consentit à exhorter ses diocésains à l'obéissance et à la soumission.

Un détachement d'auxiliaires du Léman qui se trouvait à Morat fut requis de prêter main forte aux autorités de ce district ; les communes renitentes, entre autres Salvagny, Buchillon, Ried et Champagny ayant été occupées militairement et désarmées, les chefs de l'assemblée du Lœwenberg furent arrêtés ; ils étaient au nombre de cinq, y compris le citoyen Belk, de Courlevon, espion du gouvernement, qui avait découvert les projets contre-révolutionnaires et fut saisi pour le mettre à l'abri des soupçons.

Ces mesures ayant amené la soumission de cette contrée, la levée des troupes put se faire régulièrement.

La partie supérieure du district allemand étant plus éloignée des voies de communication, et sa configuration présentant plus d'accidents de terrain, la soumission rencontra des difficultés plus sérieuses.

Les hommes de ces communes se mirent en insurrection ; ils étaient prêts à marcher au premier signal du tocsin donné par les cloches de la paroisse ; ils avaient des armes et des cartouches en assez grand nombre, provenant en partie du pillage de l'arsenal de Fribourg, qui avait eu lieu l'année précédente. La communication était établie avec l'Oberland bernois qui se trouvait en pleine révolte ; ils espéraient en obtenir des secours avec l'aide desquels ils marcheraient sur Fribourg.

1) Proclamation du 9 avril 1799. Bulletin officiel de la chambre administrative du canton de Fribourg. Tome II, p. 296.

Quoiqu'ayant peu de forces à sa disposition, Gapany décida d'envoyer des troupes dans cette contrée pour l'amener à l'obéissance, car il estimait que plus on attendrait, plus l'insurrection gagnerait du terrain.

Cette expédition eut lieu le dimanche 14 avril ; elle fut divisée en deux colonnes : celle de droite, composée d'environ 300 hommes des compagnies de la 57^e demi-brigade d'infanterie française et de l'élite des cantons de Fribourg et Vaud, partit de Fribourg et se dirigea sur Chevrilles, Dirlaret, Plasselb et Planfayon. Celle de gauche, composée de 200 hommes de la 2^e demi-brigade auxiliaire, sous les ordres du chef de bataillon Felber, quitta Laupen et se dirigea sur Ueberstorf et Heitenried. Ils avaient l'ordre d'occuper la ligne de la Singine et de rejoindre la colonne de droite qui viendrait à leur rencontre dans la direction de Brunisried. Cette manœuvre avait pour but de couper les communications entre les cantons de Berne et Fribourg.

Le citoyen Nicolas Moosbrugger, dit la Moustache, de Fribourg, accompagnait la colonne de gauche avec quelques chasseurs à cheval. C'était un révolutionnaire acharné qui avait été nommé chef d'escadron par le général Brune ; il était le bras droit de Gapany, qui l'employait volontiers dans les opérations exigeant plus de jactance que de véritable vertu militaire. Cette fois-ci, il était spécialement chargé d'arrêter les gens d'Ueberstorf qui avaient tiré sur l'agent national et abattu l'arbre de liberté.

Les troupes devaient, en outre, désarmer les communes où elles passeraient et arrêter les chefs de la rébellion.

Une compagnie sous les ordres du capitaine Bessières occupait Guin, Bonn et le château de Vivy, afin d'intercepter les communications entre les deux rives de la Sarine.

Arrivée à Ueberstorf, la colonne de gauche se livra aux plus grands excès, le village fut mis au pillage et le commandant des chasseurs à cheval eut une conduite indigne, soit dans le village, soit surtout à l'église ¹⁾.

Irrités et effrayés de ces procédés, la population et surtout

1) Lettre du capitaine Testuz, 20 avril 1799. Il ne précise pas la nature de ces désordres.

les hommes en état de porter les armes se retirèrent du côté d'Heitenried, où il y avait déjà un fort rassemblement d'environ 800 hommes bien armés. Le son du tocsin réunit encore d'autres bandes qui se portèrent à Obermonten et Brunisried.

Jean Gobet, ancien sergent aux gardes suisses, commandait cette petite armée. C'était un bel homme, à l'aspect martial et décidé. Sa popularité et ses connaissances acquises au service étranger le désignèrent naturellement au choix de ses concitoyens ¹⁾.

Après l'occupation d'Uberstorf, le commandant Felber eut le tort de séparer sa petite colonne en deux tronçons ; il se dirigea sur Alblingen, Obermettlen et envoya le capitaine Varnery à Heitenried.

Le détachement entre dans ce village et s'y installe, les cavaliers qui étaient adjoints à cette colonne s'établissent à l'auberge ; pendant ce temps un corps de paysans s'avance et les troupes helvétiques aussitôt alarmées marchent à leur rencontre ; les insurgés font une décharge qui n'atteint personne. Saisi d'une frayeur panique, le citoyen Moosbrugger passe derrière le détachement en criant : « Sauve qui peut » et il rappelle ses cavaliers qui ne tardent pas à le suivre au grand galop.

Abandonné par une partie des siens qui avaient suivi ce funeste exemple, le capitaine Varnery se réfugie au château avec un lieutenant et une trentaine d'hommes ²⁾.

Le château d'Heitenried, vaste demeure seigneuriale située sur une éminence qui domine toute la contrée, est entouré de précipices et de murs qui permettent de le défendre avec facilité contre un agresseur qui n'est pas muni d'artillerie.

Les assiégés résistent avec courage ; ils repoussent les attaques de l'assaillant et font mordre la poussière à plus d'un paysan.

Le combat dura environ sept heures et il coûta la vie à deux soldats de la garnison. Cependant, voyant que ses munitions étaient épuisées et ne recevant aucun secours, le capitaine Varnery fit arborer le drapeau blanc.

1) Voir la biographie de Gobet, dans les *Etrennes fribourgeoises* : Marro. Trois vétérans. Année 1875, p. 159.

2) Réponses de Varnery, devant le conseil de guerre. — Lettre de Schauenbourg. — Le procès-verbal est introuvable.

Irrités par cette défense opiniâtre, les insurgés entourent les prisonniers et ils voulaient les massacrer, lorsque Gobet, qui connaissait les lois de la guerre, intervint et parvint à les soustraire à la fureur de ses gens. Ils furent conduits, au nombre de 24, jusqu'à Planfayon, où ils causèrent un grand embarras aux paysans, qui finirent par les relâcher le lendemain, après leur avoir fait promettre de ne plus servir contre leur cause.

Le capitaine Varnery fut traduit devant un conseil de guerre, mais il est probable qu'il fut acquitté.

Que faisait pendant ce temps l'autre partie de la colonne de gauche et pourquoi ne vint-elle pas au secours des assiégés ?

A ce moment, Schauenbourg était aux prises avec les insurgés de l'Oberland et un combat très vif avait lieu dans les environs de Thoune. Ce général français donna l'ordre formel à Felber de venir au plus tôt occuper la ville de Berne qui se trouvait alors complètement dénuée de troupes. Le commandant ignorait-il la position critique d'une partie de ses soldats ou bien l'engagement n'avait-il pas eu lieu ? c'est ce que nous ne connaissons pas, mais le fait est qu'il obéit à l'ordre donné, abandonnant le capitaine Varnery et ses hommes à leur malheureux sort.

Dans la soirée, Moosbrugger arrive bride abattue à Fribourg où ses récits répandent l'effroi dans le cœur des patriotes, qui craignaient à chaque instant de voir arriver les bandes armées des insurgés allemands. La générale est battue dans les rues, la garde des portes de Berne et de Bourguillon est renforcée et on occupe les remparts du Gotteron ainsi que le pont de bois¹⁾. Un conseil de guerre est réuni, où l'on convoque les principales autorités civiles et militaires. Gapany dut y entendre bien des vérités au sujet de cette expédition qui s'était faite à l'insu du préfet et du sous-préfet et contre le gré de l'inspecteur en chef des milices, le major Jean-Antoine Herrenschwand, de Morat.

Craignant pour sa faible colonne de droite, Gapany lui donne l'ordre, dans la soirée, de battre immédiatement en retraite et d'accélérer son retour.

1) Mémoires du conseiller de Diesbach.

Cette mesure était en effet prudente, car au son du tocsin qui faisait entendre partout ses accents lugubres, les habitants se réunissaient en armes sur les hauteurs boisées.

Près de Dirlaret, 400 hommes armés occupaient une forêt. Au passage de la troupe une fusillade assez nourrie s'engagea aux cris de « Vive l'ancien gouvernement ! Vive l'empereur ! » d'un côté et « Vive la république ! » de l'autre. Quelques insurgés furent tués, mais les soldats helvétiques purent continuer leur retraite et ils entrèrent à Fribourg ayant eu trois blessés et amenant, par contre, trois prisonniers¹⁾.

Les journées suivantes, soit celles des 15 et 16 avril, furent employées de part et d'autre à négocier un arrangement et à s'organiser.

Les habitants du pays allemand ne profitèrent pas de leur succès ; au contraire, ils abandonnèrent les positions avancées de Heitenried et d'Ueberstorf et paraissaient avoir concentré leur résistance à Planfayon. Ils placèrent leurs avant-postes sur les hauteurs de Chevrilles et de Dirlaret, dont les chemins étaient obstrués par des abattis.

Cependant les nouvelles qui leur arrivaient de l'Oberland étaient défavorables à leur cause. En effet, les troupes helvétiques étaient victorieuses sur toute la ligne et l'insurrection chassée dans les montagnes. Cet échec fut sensible aux mécontents, car ils avaient beaucoup compté sur une action commune avec les Bernois. Aussi furent-ils plus accommodants lorsque Joseph Bæriswyl, de Selgiswyl, qu'ils avaient envoyé dans ce canton, fut revenu avec ces fâcheux renseignements. Une réunion eut lieu à Tavel le 16 et on décida de se soumettre, à la condition que les communes ne seraient pas désarmées et que les jeunes gens appelés sous les armes ne sortiraient pas du canton. Ces propositions ne furent pas acceptées.

Les préparatifs n'étaient pas moindres du côté des helvétiques. Leur échec avait eu pour résultat d'éclairer Gapany sur

1) D'autres sources évaluent comme suit les pertes des républicains près de Dirlaret : 2 Français tués, 2 prisonniers et 3 blessés d'Avenches. Voir à ce sujet : Détails sur les mouvements insurrectionnels qui se sont manifestés dans le canton de Fribourg. Bulletin officiel du Directoire helvétique et des autorités du Léman. Tome VII, p. 26.

son incapacité en matière militaire. Se méfiant des officiers qui étaient à Fribourg, il écrit des lettres très pressantes à Schauenbourg pour lui demander un chef qui serait mis à la tête des troupes. « Ce choix, lui dit-il, ne sera pas difficile parmi les « vainqueurs des rois et je vous réitère la prière de le faire « partir aussitôt que possible. »

Le général français fit droit à cette demande en envoyant le 16 août le chef de bataillon Henry, de la 57^{me} demi-brigade. C'était un brave et ancien militaire qui avait fait la guerre de l'indépendance d'Amérique; sa bonté et sa douceur ainsi que ses cheveux blancs lui avaient fait donner par ses soldats le nom de « Père Henry ¹⁾. »

Des renforts arrivaient de tous côtés; on remarqua spécialement une troupe de carabiniers vaudois qui entrèrent en ville précédés d'une musique qui jouait le « Ça ira ».

Le sous-préfet Montenach rédigea une proclamation qu'il fit porter par des émissaires dans les communes insurgées, afin de les engager à cesser toute résistance.

Le 17 avril une sortie générale des troupes helvétiques fut décidée. Montenach demandait encore 24 heures de répit, promettant que pendant ce temps, il arriverait au but de ses efforts. On refusa ce délai, lui accordant une heure seulement.

La troupe, sous les ordres du commandant Henry, était composée de 2 compagnies françaises, 2 compagnies de la troupe soldée du Léman, 2 compagnies du 2^e bataillon d'élite du Léman, de l'élite des districts d'Avenches, Gruyères, Romont et Rue, d'une compagnie de carabiniers vaudois et d'artilleurs de Bulle, soit environ 1,100 hommes en tout, avec 9 pièces de canon. La troupe fut rassemblée à Fribourg, elle forma le carré et le commissaire du gouvernement lui adressa une proclamation et des exhortations sur la conduite à tenir ²⁾. A l'aspect d'un attroupement de révoltés, la troupe devait s'arrêter et les sommer de mettre bas les armes, promettant le pardon à ceux qui se

¹⁾ Mémoires du conseiller de Diesbach.

²⁾ Proclamation du 17 avril 1799. Nous ne reproduisons pas les proclamations de Gapany qui sont insérées dans le Bulletin officiel de la Chambre administrative du canton de Fribourg, tome II, p. 310.

soumettraient, à l'exception des chefs seuls. Le feu ne devait commencer que sur une provocation de la part des insurgés.

Le sous-préfet Montenach avait pris les devants afin de dissiper les rassemblements; ses négociations furent en partie couronnées de succès et c'est à lui que l'on doit la pacification de plusieurs communes, entre autres de Tavel et Heitenried.

L'expédition fut divisée en trois colonnes : celle de droite, sous les ordres du chef de bataillon Dupasquier, de Bulle, avait Planfayon pour objectif; celle du centre était sous le commandement direct d'Henry qui avait, en outre, la direction générale du mouvement, il devait occuper Tavel, Alterswyl, St-Antoine et Heitenried. La colonne de gauche avait à sa tête le capitaine Testuz, qui marchait sur Ueberstorf et les communes bernoises du voisinage ¹⁾.

La colonne du centre trouva le village de Tavel dans la plus grande tranquillité; le poste de St-Antoine, fort de 50 hommes, envoya des parlementaires et mit bas les armes. A l'entrée du village d'Heitenried, un groupe d'environ cent hommes se retira en faisant feu; la troupe riposta et tua deux de ses adversaires, ce qui occasionna la dispersion complète de ce rassemblement. De là Henry se dirigea sur Dirlaret où il établit son quartier général et lança deux proclamations: l'une aux populations, l'autre à ses soldats. Bien que rédigées dans le style ampoulé du temps, elles sont très modérées et contribuèrent beaucoup à ramener la paix et la tranquillité ²⁾.

La colonne de gauche ne rencontra aucun obstacle dans sa marche. A son arrivée à Ueberstorf, beaucoup d'habitants avaient fui, craignant de voir la répétition des horreurs et du pillage commis par les troupes précédentes; mais la bonne discipline des soldats et la conduite conciliante du capitaine Testuz les rassurèrent ³⁾. Il fit assembler tous les communiers dans la grande salle du château et leur adressa de pressantes exhortations pour les maintenir dans ces sentiments de soumission au gouvernement. Le doyen Soller, curé d'Uberstorf, traduisit

1) Rapport de Gapany au Directoire, 20 avril 1799.

2) Ces proclamations sont reproduites aux annexes. La première fut traduite en allemand.

3) Testuz, à Gapany, 20 avril 1799.

les paroles du capitaine, qui finit par remercier ce prêtre âgé et vénérable de toutes les peines qu'il avait prises pour la pacification de ses paroissiens ¹⁾).

Ces compagnies occupèrent ensuite Schwartzbourg, puis, sur la demande du général Schauenbourg, elles firent leur jonction avec les troupes qui se trouvaient à Seftigen, près de Thounne.

La colonne de droite rencontra un attroupement d'environ 400 hommes sur la hauteur de Dirlaret. La sommation de mettre bas les armes fut repoussée par des cris et des huées. Les insurgés commencèrent une fusillade assez vive, mais le feu ayant été ouvert hors de portée, leurs balles ne produisirent aucun effet. Dupasquier fit avancer une pièce de canon, dont quelques décharges bien dirigées eurent pour résultat la déroute et la fuite des paysans; quelques-uns furent tués par la mitraille ou par les balles des carabiniers.

Les soldats helvétiques purent continuer leur marche. Le village de Dirlaret était complètement désert; à Planfayon un drapeau blanc était arboré en signe de paix. La troupe s'y établit et y resta quelques jours. Le commandant fit planter des arbres de liberté et chanter un *Te Deum* d'actions de grâces, avec toute la magnificence pontificale (sic) ²⁾. Une grande partie des hommes valides s'étaient enfuis dans les montagnes, encore couvertes de neige, et dans les hautes vallées du Lac-Noir et du Plasselberschlund; des émissaires furent envoyés auprès d'eux pour leur apporter la proclamation rassurante d'Henry et ils revinrent petit à petit dans leurs foyers ³⁾.

Le sous-préfet Montenach parcourait aussi le pays et continuait son œuvre d'apaisement et de pacification.

Dupasquier réprima sévèrement des actes d'insubordination commis par ses hommes, dont la conduite laissait beaucoup à désirer; il fit saisir et conduire à Fribourg deux soldats qui attaquaient à coups de baïonnette les habitants inoffensifs et leur demandaient la bourse ou la vie.

Les jours suivants furent employés à désarmer toute la contrée

1) Soller, doyen, à Gapany, 21 avril 1799.

2) Dupasquier à Gapany, 18 et 22 avril 1799.

3) Dupasquier à Gapany, 18 et 22 avril 1799.

depuis Tavel, St-Antoine, Ueberstorf, jusqu'aux villages situés au pied de la montagne. Le nombre des fusils livrés à l'arsenal est de 584, en comprenant ceux de la contrée de Morat, plus 138 épées, sabres et halberdars¹⁾.

Chaque commune dut fournir de nombreux otages²⁾, qui furent conduits et emprisonnés à Fribourg, ainsi que quelques autres personnages impliqués dans la révolte. Parmi les prisonniers se trouvait M. Kuster, curé de Plasselb, chez qui on avait trouvé un dépôt d'armes et qui était accusé d'avoir mis un pistolet sur la gorge des émissaires qui lui apportaient une proclamation du sous-préfet.

Gobet fut activement recherché, car on paraissait vouloir faire retomber sur lui toute la responsabilité de cette affaire. Sa maison située à Gerenwyl, près Alterswyl, fut fouillée de fond en comble, mais sans résultat; on ne trouva pas même les traces d'une prétendue correspondance que ce chef aurait entretenue avec d'autres contrées révoltées de la Suisse. Il put échapper à ces recherches et vécut de nombreuses années, conservant jusqu'à sa mort le titre de général, que ses compatriotes lui donnaient en souvenir de ces événements.

On profita de la présence des troupes pour faire la levée des hommes que les communes devaient fournir pour les auxiliaires et pour l'élite; cette opération fut exécutée sans trop de difficultés.

Comme la contrée se soumettait au nouvel ordre de choses et que les esprits commençaient à se calmer, le corps d'occupation fut réduit petit à petit. Il ne restait le 29 avril que cinq compagnies, dont deux françaises de la 57^e demi-brigade et trois du canton. Elles occupaient Ueberstorf, Heitenried, Tavel et les environs. Ces troupes furent licenciées ou retirées quelques jours plus tard.

Ainsi finit cette petite campagne. Quoique peu sérieuse, elle ne fit couler que trop de sang³⁾, provoqua bien des scènes

1) Etat, signé Chollet, employé du bureau militaire.

2) 6 à 12, suivant les communes.

3) Du côté du gouvernement: 2 tués à Heitenried et 3 blessés, le 14 avril. Le nombre officiellement connu des insurgés tués est de 20; mais il est probable que ce chiffre est plus considérable, car ils cachaient leurs pertes. Ils eurent, en outre, plusieurs blessés.

de pillage et causa l'emprisonnement prolongé de plusieurs innocents.

Si cette expédition ne fut pas plus sanglante, nous le devons au sous-préfet Montenach, qui n'épargna aucun moyen de persuasion pour éviter de plus grands malheurs. Nous en sommes aussi redevables à l'humanité du commandant Henry. Cet officier français résista aux suggestions perfides du suisse Gapany, qui lui disait : « Vous exercerez sur les opiniâtres et les rénitents « la terrible vengeance des peuples libres contre les malheureux « qui préfèrent la honte et l'esclavage, et le pays, mis en exécution militaire, prouvera que la volonté du peuple souverain « ne peut être impunément violée et méconnue ¹⁾. »

Si le commissaire du gouvernement avait trouvé un Turreau ou un Xaintrailles ²⁾ pour exécuter ses volontés, Dieu sait quels désastres auraient fondu sur notre pays et l'on aurait vu se renouveler les atrocités qui ensanglantèrent le Haut-Valais à cette époque.

Passons maintenant à deux autres occupations militaires plus pacifiques qui agitèrent les habitants des montagnes de notre canton.

La commune de Bellegarde, située au haut de la vallée de la Jogne et qu'aucune route carrossable ne reliait alors avec le reste du monde, a toujours eu une existence plus ou moins indépendante. Le bruit du succès des Autrichiens était parvenu dans cette contrée reculée et l'on disait même que les troupes de l'empereur étaient arrivées dans le canton de Berne. Ces braves montagnards décidèrent donc de s'unir au mouvement de leurs voisins de l'Oberland et de la partie allemande du canton de Fribourg. La similitude de langage, de mœurs et d'idées politiques rattachait d'ailleurs Bellegarde plutôt à ces voisins-là qu'à ceux de la Gruyère et de Charmey, qui étaient des ardens patriotes.

Le citoyen Chappaley, agent national de Charmey, dirigea contre Bellegarde une levée en masse de ses concitoyens. Un petit canon, que les Charmeysans montrent encore avec orgueil,

1) Gapany à Henry, 18 avril 1799.

2) Généraux français connus par leur cruauté. Ils commandèrent en Valais.

composait toute leur artillerie. Ils entrèrent dans cette commune sans rencontrer de résistance, et après s'être fait livrer du vin et des vivres, ils désarmèrent les habitants et emmenèrent avec eux les hommes désignés pour faire partie de l'élite et de la réserve, ainsi que 9 otages. Ils trouvèrent caché dans une grange un prêtre français émigré, nommé Joseph Vignet, de Dijon ; ils le prirent avec eux, mais ce dernier fut relâché au bout de quelques jours, ainsi que les otages.

Un autre épisode qui dépeint bien l'esprit qui régnait à cette époque dans une partie de la Suisse romande est l'occupation du passage de la Tine.

Les communes de Gessenay et de Rougemont, qui avaient toujours montré peu de penchant pour la nouvelle cause, se joignirent au mouvement insurrectionnel. Craignant le développement de cette agitation, Gapany fit occuper le passage de la Tine par 250 volontaires gruyériens sous les ordres de Jean-Baptiste Gremion, de Neirivue.

C'était ce Gremion qui avait dirigé les opérations militaires lors de l'insurrection de Chenaux. Condamné pour ce fait à un bannissement perpétuel, il se rendit en France et revint en Suisse à la suite des soldats du directoire ¹⁾.

Ennuyé de son inaction au poste de la Tine, il proposa à Gapany une expédition dans le pays d'Enhaut. Mais il reçut, au contraire, l'ordre de se retirer et de licencier une partie de ses soldats.

Cela ne faisait pas l'affaire du bouillant patriote, qui avait pris le titre de général en chef. Il ordonne quand même la marche en avant. Gremion caracole en tête, suivi de ses officiers, tous à cheval ; il est ceint d'une écharpe verte ²⁾, et « son air décidé intimiderait le diable, s'il était aristocrate » ³⁾. Parmi la troupe on remarque plusieurs garçons de 14 à 15 ans qui remplacent leurs pères retenus par les travaux des champs. Arrivé à Rougemont, il fait planter des arbres de liberté et cherche à fraterniser avec les habitants qu'il appelle « des

1) Voir au sujet de Gremion : Thorin. Notice sur Neirivue, p. 47 et suiv.

2) Couleur nationale.

3) Comba, juge de district, à Gapany, 20 avril 1799.

patriotes glacés. » Gapany apprenant ces mesures inutiles, les blâme formellement, ainsi que cette usurpation du titre de général et il donne de nouveaux ordres pour la retraite. Les volontaires, apprenant ce qui se passe, désertent en masse et rentrent dans leurs foyers ; leur chef, abandonné, est obligé de se retirer et termine ainsi d'une manière ridicule cette campagne où il espérait conquérir de nombreux lauriers.

III

ARRESTATION DES OTAGES

LEUR CAPTIVITÉ AU CHATEAU DE CHILLON

Se conformant aux prescriptions du directoire, Gapany fit arrêter quelques personnages influents choisis parmi les anciens gouvernants, le clergé et les agriculteurs aisés.

On feignit de les considérer comme les auteurs moraux de la révolte, mais c'étaient, en réalité, des otages destinés à garantir les nouveaux fonctionnaires, dont la sûreté était menacée par l'entrée en Suisse des Autrichiens.

Dans la journée du 11 avril, les arrestations des otages commencèrent. Voici leurs noms et les motifs que Gapany indique au directoire à l'appui de ces mesures :

« *Werro*, ex-avoyer, aristocrate irréconciliable, qui a voulu séduire les paysans ;

« *Remy*, ancien chancelier, homme très capable et ami de *Werro*, a fait souvent des voyages secrets à Berne ;

« *Diesbach*, ex-baillif de Bulle, grand aristocrate, est père et frère d'officiers autrichiens ;

« *Vonderweid*, ex-conseiller, aussi un de ces hommes à tromper le peuple et à le porter à croire aux revenants, tenait souvent chez lui des conciliabules très dangereux ;

« *Odet*, le jeune, a de grands moyens de persuasion ; il a fait partie du fameux conseil de guerre de Berne, lors de notre révolution ;

« *Jean Werro*, ex-baillif d'Attalens, cherche à gagner le peuple et particulièrement les ouvriers de la ville ;

« *De Gléresse*, prêtre, chanoine émigré d'Arlesheim, le bras droit du ci-devant prince de Porrentruy ;

« *Sansonens*, capucin, aristocrate irréconciliable, auteur de certains conciliabules très dangereux. »

Une partie du couvent des Cordeliers fut transformé en prison et les otages occupèrent les cellules des religieux. Ils pouvaient se réunir en commun pendant la journée et recevoir les visites de leurs parents, mais ces entrevues ne devaient avoir lieu qu'en présence de l'officier de garde.

Les prisonniers supportaient leur sort avec calme et résignation et ils espéraient apprendre bientôt le motif de leur arrestation et le lieu de leur destination, car ils craignaient d'être transportés en France.

Leurs papiers avaient été mis sous séquestre et examinés attentivement, mais ces perquisitions n'avaient mis au jour aucun fait politique qui aurait pu démontrer leur culpabilité.

La liste des otages s'augmenta peu après des noms suivants : le banneret *Perret*, *Gottrau de Billens*, *Brodard*, paysan de La Roche, *Magnin*, curial de Corbières, *Dupré*, greffier de Gruyères et *Blanc*, ci-devant colonel et secrétaire baillival d'Avenches. « Ce dernier, dit Gapany, est reconnu pour son aristocratie, il est convaincu d'avoir voulu détourner les jeunes volontaires d'Avenches de marcher au secours de la patrie ; les autres sont connus par leurs manœuvres et leurs insinuations perfides ; le greffier de Gruyères a dit qu'entre deux maux il fallait choisir le moindre et qu'il valait mieux les Antrichiens que les Français. »

Le 22 avril, le directoire approuve les mesures prises et il donne l'ordre de transférer les prisonniers au château de Chillon. Ræmy obtint un délai de quelques jours, ainsi que le colonel Blanc, qui devait être confronté avec ses accusateurs ¹⁾.

1) L'ancien chancelier Ræmy était administrateur des sels ; il resta à Fribourg pour régler cette comptabilité et en faire la remise à son successeur. Il fut relâché vers le 20 juin. Des recherches infructueuses furent faites dans ses papiers afin de découvrir les manœuvres du conseil secret de 1781. Il était soupçonné de les avoir fait disparaître. — Le colonel Blanc fut traduit devant le tribunal militaire.

Cette décision fut communiquée aux otages dans la soirée du 26. Leurs familles vinrent prendre congé d'eux et tout le monde fut touché jusqu'aux larmes à la vue de l'ancien avoyer Werro, bénissant ses enfants agenouillés à ses pieds.

Le 27, les prisonniers entendirent la messe de bonne heure et à 5 ¹/₂ heures ils montèrent dans quatre voitures qui stationnaient à la porte du couvent. L'agent national Lottaz dirigeait le cortège; c'était un homme simple et naïf, naguère pauvre vitrier, qui devait à la facilité merveilleuse avec laquelle il avait appris la langue révolutionnaire le rôle auquel il se voyait appelé ¹). Un maréchal des logis et huit dragons escortaient les voitures. La foule qui assistait à ce départ était calme et plutôt sympathique; un jeune militaire helvétique portant l'habit bleu et l'épaulette blanche faisait contraste et manifesta sa joie en criant aux otages : « Allez seulement, vous l'avez mérité, on « vous y rendra la même justice que vous avez rendue. » Le capucin Sansonnens avait rasé sa grande barbe, il avait revêtu des habits séculiers et s'était affublé d'un bonnet de coton blanc.

Le voyage s'effectua sans encombre jusqu'à Bulle, où le cortège s'arrêta à l'auberge de *la Mort*; mais des soldats avinés revenant du passage de la Tine étant survenus, ils se répandirent en injures et en invectives; les prisonniers auraient subi un mauvais parti sans la présence d'esprit de l'aubergiste qui les fit sortir par un passage dérobé.

A Châtel-St-Denis, nouvelles menaces et injures; mais c'est à Vevey que les otages coururent les plus grands risques.

Laissons parler l'agent Lottaz, qui s'exprime comme suit dans le rapport qu'il adressa à Gapany :

« Le soir, vers les 8 heures, arrivant à Vevey, je trouvai
« les rues garnies de monde sur notre passage; en arrivant
« près de l'auberge des *Trois-Couronnes*, la foule était grande
« et le bruit encore plus.

« Je sors de la voiture, j'appelle le sous-préfet; on me
« répond qu'il était absent. Un agent se présente, je m'annonce

¹) Notes de François Kuenlin.

« comme chargé de la conduite du cortège; soutenu par la
« présence de l'agent, je parlai ferme au peuple. Ayant pu appro-
« cher de la porte, je demande les gens de la maison pour
« conduire mon monde à leur appartement. Malgré mes soins
« et ceux de l'agent, les prisonniers reçurent quelques bourrées
« et des coups de pied. Je fis avancer les dragons près des
• portières et leur dis de fendre la tête du premier qui frap-
« perait, mais le peuple était si monté qu'ils n'écoutèrent pas
« mes raisons. Etant échappé à cet embarras, je demandai une
« garde, que l'on me donna de suite. J'ai remarqué que cet
« accueil avait bien attristé mes voyageurs. »

Le capucin Sansonnens aussitôt reconnu, malgré son déguisement, fut surtout en butte à l'animosité de la foule; aussi nous dépeint-il cette soirée avec les couleurs les plus sombres.

« On plaça devant les portes de nos chambres des sentinelles
« qui, à en juger par les apparences et par tout ce que nous
« eumes à souffrir de leur part, auraient fait plus volontiers à
« notre égard l'office de bourreau que celui de garde ou de dé-
« fenseur. La conversation soutenue avec beaucoup de vivacité et
« d'humeur roulait continuellement sur le genre de supplice qu'on
« devait nous faire subir comme traîtres à la patrie. »

La foule s'étant dissipée insensiblement, nos Fribourgeois quittèrent Vevey le lendemain, dimanche 28, de très bon matin, et ils arrivèrent à Chillon, but de leur voyage accidenté.

Le commandant du château était le capitaine Muller de la Motte. « Il est d'un caractère très compatissant et, ayant été lui-même détenu à Chillon en 1791, il sait par expérience ce
« qui peut manquer à des prisonniers. » (Lettre de Perdonnet, sous-préfet de Vevey.)

Muller devint bientôt suspect aux patriotes, car Gapany, qui faisait ouvrir les lettres passant par le bureau de poste de Fribourg, trouva une réponse de cet officier à l'évêque de Lausanne. « Le commandant de Chillon, dit Gapany dans son
« rapport au directoire, quoique patriote persécuté, mérite une
« surveillance, car il promet à l'évêque d'avoir pour ces messieurs
« tous les égards possibles afin d'alléger leur sort. »

Nous voyons, d'après les déclarations des autorités du Léman, que les prisons étaient dans un très mauvais état, les locaux étaient malsains et insuffisants, le mobilier presque nul, une partie du château était d'ailleurs occupée par des détenus valaisans et par d'autres prisonniers de guerre, aussi les otages furent-ils resserrés dans quelques petites chambres ; comme les lits manquaient, ils furent obligés de coucher à deux ou sur des paillasses étendues par terre.

Malgré les protestations des autorités vandoises, qui déclaraient n'avoir plus de place pour loger de nouveaux arrivants, on transporta encore les jours suivants *François de Castella* et *Nicolas Kuenlin*, accusés d'avoir des intelligences à la campagne, l'ancien conseiller *Bourgnicht* et le *colonel Weck* qui avait eu des conciliabules avec des officiers autrichiens prisonniers.

Les avantages des armées alliées et leur marche sur Zurich engagèrent Gapany à prendre des mesures énergiques. Il en rend compte de la manière suivante dans une lettre adressée, le 25 mai, au directoire exécutif :

« J'ai pris sur moi de faire arrêter et conduire à Chillon
« deux hommes qui me paraissent très dangereux. Ce sont :

« Le comte de Diesbach, ancien propriétaire d'un régiment
« au service de France, qui répand des bruits alarmants et tran-
« quillise les familles sur la bonne conduite que les Autrichiens
« tiendraient dans ce pays. Je ne m'étendrai pas, pour le
« moment, sur les autres faits contre-révolutionnaires de cet
« ancien despote.

« L'ex-conseiller Diesbach, comte du St-Empire-Romain,
« chambellan de S. M. I. et R., ne peut avoir que de grandes
« espérances sur l'invasion de notre territoire.

« Je ne crois pas en cela devoir mériter votre désaveu,
« parce qu'il nous est absolument nécessaire d'avoir des otages
« conséquents pour arrêter les effets de la rage et de la cruauté
« des ennemis. »

Voici quel était le genre de vie des otages qui se trouvaient alors au nombre de 49 dans quatre chambres du château :

Ils déjeûnaient en commun dans la chambre de l'avoyer, puis entendaient la messe que le P. Sansonnens ou le chanoine de Gléresse disaient dans leur chambre ; le reste de la matinée était employé à la lecture, à la correspondance qui devait toujours passer sous les yeux du commandant, ou à d'autres occupations. L'heure de midi réunissait de nouveau les hôtes forcés du château, qui avaient ensuite la faculté de se promener dans les cours intérieures jusqu'à cinq heures ; ils s'assemblaient alors et jouaient aux cartes. D'autres, tâchant d'oublier les désagréments du temps présent, rappelaient les souvenirs du passé et le tour de leur conversation devait être fort intéressant, car la plupart des otages avaient vu le monde et pouvaient rapporter mainte anecdote relative aux services étrangers ou aux mœurs de Versailles et de Vienne. A 7 $\frac{1}{2}$ heures, on disait la prière en commun ; le souper avait lieu à 8 heures et immédiatement après chacun se retirait dans une des chambres servant de dortoir.

Ils recevaient quelquefois la visite du capitaine de Kalbermatten, du Valais, ancien officier au service du Piémont, qui, détenu à part dans le château, ne pouvait communiquer avec eux qu'en présence d'un officier de la garnison.

Un autre capitaine valaisan, pris les armes à la main, était au cachot avec plusieurs prisonniers que l'on traitait de rebelles ; les Fribourgeois firent une petite collecte entre eux, pour adoucir le sort de ces malheureux. D'autres hôtes passagers de Chillon étaient des prisonniers autrichiens, qui, transportés du Haut-Valais en France, couchaient ordinairement au château.

Le commandant Muller avait été remplacé par le capitaine Vincent, de Chailly, qui avait sous ses ordres une garnison d'environ 80 hommes. Deux lieutenants étaient attachés à cette troupe ; l'un d'eux, le lieutenant Grenier, de Vevey, grand et beau jeune homme, était le favori des prisonniers.

Vulliemin nous raconte que le colonel de Diesbach « voyant
« le jeune officier bien neuf dans le métier, se chargea de lui
« apprendre l'école de bataillon. La table servit de place d'armes,
« des fragments de pipe et des haricots figurèrent les soldats.
« Ces leçons et un plan fait sous la direction du colonel pour

« la défense de Villeneuve, valurent à Grenier d'être nommé capitaine au choix et avant son tour. »

Quelques particuliers des environs s'intéressaient aussi au sort des prisonniers et leur rendaient des petits services ; M. le pasteur Dufour leur passait de temps en temps les feuilles publiques et les tenait ainsi au courant des événements importants qui s'accomplissaient alors en Europe. Le boulanger Décosterd, de Vevey, se rendit aussi très utile en fournissant des vivres et des objets de literie.

Les otages bernois ayant obtenu leur élargissement, les parents des Fribourgeois adressèrent une pétition au directoire, demandant que leurs proches fussent aussi libérés. Il fut fait droit à cette requête ; le curial Magnin, le colonel et le conseiller de Diesbach partirent les premiers, vers la fin du mois de juin. Les derniers, soit l'avoyer Werro, le conseiller Gottrau, le chanoine de Gléresse et le capucin Sansonnens quittèrent Chillon le 10 juillet, après une captivité de 3 mois. Ils avaient beaucoup souffert de la chaleur pendant les derniers jours. La mort du conseiller Vonderweid, qui survint quelque temps après, fut attribuée aux émotions éprouvées par ce vieillard.

IV

TRIBUNAL MILITAIRE.

Nous avons vu quelle fut la destinée de ceux que l'on considérait comme les fauteurs ou les chefs moraux de la révolte ; jetons maintenant un coup-d'œil sur les mesures prises à l'égard des insurgés saisis les armes à la main ou arrêtés les jours suivants et qui attendaient dans les prisons de la ville qu'il fut statué sur leur sort.

Un tribunal militaire, constitué en conformité des arrêtés du 31 mars et du 7 avril 1799, fut installé, le 4 mai, par le préfet national. Ses jugements étaient définitifs et ne pouvaient être modifiés que par un décret du corps législatif. Il était composé de :

Jacques Dupasquier, de Bulle, chef de bataillon, président ;
François Joye, de Romont, capitaine ;
Samuel-François Fivaz, d'Avenches, capitaine ;
Victor Mury, de Gruyères, lieutenant ;
Alexandre Borcard, de Grandvillard, lieutenant ;
Emmanuel Pasquier, du Pasquier, sous-lieutenant ;
François Eynard, de Bulle, fourrier ;
Daniel Chatoney, de Morat, capitaine rapporteur ;
Ladislav Helfer, de Fribourg, greffier ;
Pierre Daguet, de Fribourg, greffier substitut.

Le tribunal jugea d'abord les personnes les moins compromises, entre autres le colonel Blanc, d'Avenches, qui fut condamné à six mois d'arrêt à son domicile, pour propos inciviques. Le conseiller municipal Charles Aëby, du Schild, qui avait été accusé d'avoir tenu chez lui des conciliabules pour exciter les paysans à la révolte et avait subi un emprisonnement rigoureux, fut acquitté, faute de preuves, après un plaidoyer éloquent de l'avocat Gendre.

Cela ne faisait pas l'affaire de Gapany, qui se plaint amèrement de la faiblesse et de la pusillanimité du conseil de guerre. Mais le 5 juin, il peut enfin annoncer au directoire une condamnation à mort : celle de Philippe Noesberger, d'Heitenried, qui avait été un des lieutenants de Gobel. Un recours en grâce ayant été adressé au corps législatif, cette autorité prit en considération la circonstance que Noesberger avait fait tout son possible pour apaiser ses concitoyens lors de la seconde occupation et elle commua la peine en une année de détention ¹⁾.

Une autre condamnation à la peine capitale fut celle de Jacob Schmutz, d'Ueberstorf, qui avait joué un rôle considérable pendant l'insurrection, mais il se déroba par la fuite à l'exécution de cette sentence. Il descella un des barreaux de sa prison située dans la tour de la porte des Etangs et put échapper à toutes les recherches des chasseurs à cheval envoyés à sa poursuite.

1) Bulletin officiel du directoire helvétique. Séances du corps législatif des 17 et 18 juin 1799. Tome VII, p. 313, 350, 368.

Une partie seulement des jugements prononcés se trouvent aux archives fédérales¹⁾, nous ne citerons que ceux qui ont trait aux condamnations les plus sévères.

François Bertschy, de Praroman, pauvre ouvrier tailleur, est condamné à six ans de détention à la maison de correction, avec travail forcé, pour propos contre-révolutionnaires tendant à pervertir l'esprit public.

Vully Schmutz, d'Ueberstorf, qui avait maltraité l'agent de sa commune, subira une année de travaux forcés et portera sur son dos un écriteau avec ces mots : « Pour avoir battu l'agent de sa commune. »

Frantz Jungo, d'Ueberstorf, fermier de l'ancien avoyer Techtermann, convaincu d'avoir été à Neuenegg demander du secours en faveur des insurgés, subira une détention de douze années à la maison de force, avec les fers aux pieds.

Jacques Egger, de Plasselb, qui avait fait sonner le tocsin dans cette commune, est condamné à six ans de travaux publics.

Christ Aebischer, de Nidermuhren, est condamné à la même peine pour excitation à la révolte.

Nicolas Weber, de Courtepin, a pour sa part un an de maison de force pour avoir crié, étant pris de vin : Vive l'empereur ! et avoir dit que l'empereur était son père. Il avait de plus proféré des paroles sales contre la république.

Xavier-Nicolas Küster, curé de Plasselb, subit une condamnation d'un an d'arrêt à son domicile, pour avoir tenu un pistolet à la main lorsque les agents du sous-préfet se présentèrent chez lui ; quoique, dit la sentence, l'attitude dans laquelle il tenait ce pistolet prouve qu'il n'avait pas de mauvais dessein.

Ils durent encore supporter tous les frais de procédure et ils furent privés de leurs droits civiques pour un temps plus ou moins long.

Leurs interrogatoires nous prouvent que s'ils avaient pris les armes, c'était pour sauver leurs villages des violences et des pillages commis par les troupes qui avaient été envoyées dans la contrée.

1) Archives fédérales, N° 2,977. Rép. helv.

Les suppliques que quelques-uns de ces malheureux adressèrent aux autorités et qui sont datées des maisons de force ou de correction, nous prouvent qu'ils subirent au moins une partie de leur peine.

Les vœux des pétitionnaires furent enfin exaucés, car, sous date des 5 et 27 novembre 1799, ces peines furent commuées par les conseils législatifs en confinement dans leurs communes ¹⁾.

Le tribunal militaire ayant prononcé sur le sort de tous les prisonniers qui lui avaient été déférés, fut dissout le 1^{er} juillet 1799.

V

DESTITUTION DE FONCTIONNAIRES

CHANGEMENTS DANS LE PERSONNEL DE L'ADMINISTRATION

Le commissaire du gouvernement usa aussi de la faculté que lui avait donnée le directoire de destituer les employés suspects de négligence ou de connivence avec les insurgés.

La manière forte de Gapany ne convenait pas à la majorité des autorités constituées de Fribourg qui, bien qu'en général composées de partisans du nouveau pouvoir et des idées issues de la révolution, en reprouvaient cependant les abus et les exagérations. On reprochait au commissaire de s'être entouré de citoyens peu probes et qui faisaient preuve d'une ardente démagogie; aussi une ligue qui prit le nom de « Parti des honnêtes gens » se forma-t-elle contre le commissaire et son entourage appelé les « Terroristes ». A sa tête était le sous-préfet Montenach, qui mit dans cette lutte toute la passion dont il était capable. La réussite de la mission conciliatrice entreprise par ce fonctionnaire, afin de pacifier les communes insurgées, et les louanges qui lui furent décernées de toutes parts pour le féliciter de cet heureux résultat, allumèrent un vif dépit dans le

1) Bulletin des lois. tome III, p. 374, 398, 402.

cœur de Gapany. Il écrit au directoire pour tâcher d'amoindrir cette impression et pour contester le récit de la conduite de Montenach, tel qu'il avait été inséré dans le bulletin officiel du directoire ¹⁾.

Le commissaire du gouvernement se décide de faire face à l'orage, et le 1^{er} mai il prononce la destitution du sous-préfet et de l'inspecteur en chef des milices, le major Herrenschwand, qui s'était opposé à la première sortie et avait protesté contre l'immixtion abusive du commissaire dans la direction des opérations militaires.

Ch. Chatoney, de Morat, fut nommé sous-préfet, mais il était dans ce moment à Soleure, où il présidait le tribunal militaire de ce canton et il ne vint pas occuper son poste, auquel il finit par renoncer le 10 juillet; car dégoûté par les calomnies qui avaient couru sur son compte, il se décida à rentrer dans la vie privée. Jean Jungo remplit quelque temps ces fonctions à titre provisoire; Herrenschwand fut remplacé par Antoine Curton, domicilié à Romont, ancien officier suisse au service de France; ce dernier fut à son tour destitué par le directoire, pour une lettre inconvenante envoyée au ministre de la guerre.

Les jours suivants des mesures analogues se succédèrent rapidement.

Le sous-préfet et le tribunal du district de Schmitten furent destitués; cet arrondissement fut supprimé et réuni provisoirement à celui de Fribourg ²⁾. Ce fut ensuite le tour du sous-préfet d'Avenches, de Pierre Gendre, président du tribunal du district de Fribourg, et du citoyen Comte, commandant l'arrondissement militaire de Payerne; mais ce dernier fut peu après réintégré dans sa charge.

Ces mesures causèrent une grande sensation dans le canton, car on apprenait qu'elles allaient être suivies d'une épuration générale dans les bureaux de l'administration. Les employés décidèrent de se soutenir mutuellement et de démissionner en masse si l'un d'entre eux était mis de côté. Cette attitude ferme,

1) Bulletin officiel du Directoire, tome VII, p. 26.

2) L'arrêté pris à ce sujet est du 11 mai 1799 et non du 11 mars comme Berchtold l'indique par erreur. Hist. de Fribourg, 3^{me} partie, p. 405.

ainsi qu'une lettre pleine de dignité du préfet national, eurent pour résultat de mettre un frein à ces bouleversements.

Dégliise sentait bien qu'il avait perdu la confiance du Directoire et de son envoyé dans le canton, mais son patriotisme l'aida à surmonter le dégoût que cette politique extrême lui causait. Se sentant d'ailleurs soutenu par l'opinion publique, il resta à son poste, tout en manifestant franchement ses convictions.

« Moi aussi, dit-il, je fais cas du patriotisme, je le chéris
« et le respecte chez les citoyens bien intentionnés qui en font
« un usage convenable, en ne l'employant qu'au bonheur de la
« patrie et de leurs concitoyens; mais lorsque je le vois servir
« de masque à l'hypocrisie, à la haine, aux vengeances parti-
« culières, à l'intérêt, alors je juge les hommes d'après leurs
« actions et non d'après leurs paroles ¹⁾. »

VI

PROGRÈS DES AUTRICHIENS EN SUISSE

ESPÉRANCES DES PARTISANS DE L'ANCIEN RÉGIME

ARRESTATIONS

Les armées alliées, sous le commandement supérieur de l'archiduc Charles, avaient des succès marquants sur les bords du Rhin et du lac de Constance. Un grand nombre de Suisses servaient dans leurs rangs : le Zurichois Hotze avait un commandement important et la légion fidèle de Rovéréa comptait plusieurs fribourgeois dans le corps d'officiers et parmi les soldats. Le vieil avoyer de Berne, Nicolas-Frédéric de Steiger, était le représentant de la Suisse auprès de l'archiduc. Le 13 avril, les Autrichiens entrent à Schaffhouse, puis ils occupent les Grisons, les pays de St-Gall et de Glaris et entrent à Zurich le 6 juin.

A ce moment, on croyait la cause des Français perdue; le directoire quitta Lucerne avec précipitation pour se retirer à

1) Dégliise à Gapany, 27 avril 1799.

Berne. Les aristocrates triomphaient ouvertement et ne cachaient pas leur projet de restaurer l'ancien régime; des listes indiquant les personnes qui feraient partie des gouvernements provisoires circulaient déjà; les bruits les plus inquiétants avaient cours dans le public. On disait que l'argent provenant des impositions était destiné, non au paiement des troupes, mais à fournir des ressources aux membres du gouvernement helvétique dans leur exil; que les chevaux de réquisition serviraient à reconduire les équipages des armées françaises qui allaient évacuer la Suisse. Les patriotes étaient dans l'inquiétude et les membres des autorités avaient une attitude indécise par crainte de représailles. Un projet de levée en masse n'eut aucun résultat et les troupes helvétiques étaient en pleine dissolution ¹⁾.

L'archiduc Charles adressa aux Suisses une proclamation qui contenait cette assurance :

« Ce n'est pas pour faire la guerre à un pays ami que nos troupes entrent en Suisse; l'empereur en poursuivant l'ennemi commun, n'a d'autre but que de contribuer à conserver l'indépendance de la Suisse avec ses libertés et ses possessions. Il espère que le peuple s'opposera soigneusement à tout ce qui pourrait aggraver les maux de la guerre ²⁾. »

Cette adresse fut répandue dans le pays et affichée en différents endroits, entre autres aux portes des églises de la Tour-de-Trême et des chapelles d'Enney et d'Epagny.

Ces événements n'effrayèrent pas le commissaire du gouvernement, son attitude ne devint au contraire que plus décidée.

« Quoique bien du monde désespère, dit-il, je suis loin de perdre courage et j'ai cru qu'il était de mon devoir de redoubler de fermeté » ³⁾.

Il répondit par une proclamation emphatique à l'adresse simple et bienveillante de l'archiduc Charles :

« C'est avec la plus grande douleur, dit-il, que j'ai appris

1) Il régnait beaucoup d'indiscipline parmi ces troupes. Un soldat du bataillon fribourgeois nommé Monney, de Villars-les-Friques, fut fusillé à Soleure pour avoir dit que son premier coup de feu serait pour son capitaine (Mémoires du conseiller de Diesbach).

2) Proclamation du 30 mars 1799. — Tillier, p. 119.

3) Gapany au directoire, 25 mai 1799.

« que la malveillance était parvenue à vous alarmer au point
« de vous faire croire à l'entrée prochaine d'un tyran sur notre
« territoire, à la dissolution de votre gouvernement et même,
« dans quelques communes, à abattre l'arbre de liberté, dans la
« crainte qu'il ne fut trouvé par les Autrichiens.

« Avez-vous jamais pu vous persuader que la république
« française, notre brave et généreuse alliée, ait voulu nous
« abandonner ? Non, jamais elle n'abandonnera l'Helvétie

« La France, dans ce moment, n'est qu'un camp rempli de
« républicains tout disposés et prêts à venger l'horrible assas-
« sinat commis sur leurs ministres plénipotentiaires. Et les
« Helvétiens resteraient tranquilles spectateurs d'un aussi géné-
« reux dévouement !

« Les Helvétiens verraient tranquillement renverser un gou-
« vernement basé sur les principes immuables de la liberté et
« de la légalité, pour recevoir des lois despotiques, barbares et
« sanguinaires ! Car quel sort nous attendrait et quel serait le
« gouvernement qu'on se disposerait d'établir ? La royauté, ou
« la machiavélique aristocratie, ces inventions des siècles à demi
« barbares, que ne peuvent comprendre même les sauvages,
« cette honte de l'esprit humain, ces plaies profondes qui ont
« fait verser tant de larmes et de sang, ces filles de l'ignorance
« et de la superstition, autrefois utiles, peut-être, à de féroces
« esclaves, mais aujourd'hui le comble de la folie, de la dégra-
« dation, et de l'absurdité, etc. » ¹⁾).

Le commissaire appuya ses paroles par des mesures desti-
nées à intimider ses adversaires. Il fit emprisonner deux jeunes
filles, Marianne Castella et Marie-Catherine Dey, d'Enney, qui
avaient affiché la proclamation de l'archiduc à la porte de
l'église de leur village.

Ces proclamations étaient répandues dans le canton par des
émissaires venant de Neuchâtel, qui était en ce moment le foyer
de la résistance contre révolutionnaire. Cette principauté, qui
appartenait alors à la Prusse, n'avait pas été envahie par l'armée
française. Des réfugiés de tous les cantons s'y étaient donné

¹⁾ Proclamation du 15 juin 1799. Bulletin officiel de la chambre administrative du canton de Fribourg, tome II, p. 455.

rendez-vous ; on y enrôlait pour la légion fidèle et le libraire Fauche-Borel faisait passer par des émissaires les brochures et libelles qui sortaient de son imprimerie. Afin de parer à cette contrebande d'un nouveau genre, le ministre de la guerre envoya un escadron de hussards français, avec l'ordre de faire de fréquentes patrouilles entre Anet et Estavayer.

D'autres mesures générales furent prises par le directoire : tous les Autrichiens, Anglais, Russes, Sardes ou Napolitains en séjour ou établis en Suisse furent expulsés du territoire helvétique ¹⁾.

Les citoyens qui donnaient asile à des émissaires autrichiens ou à des prisonniers de guerre échappés à leur escorte étaient soumis à des peines sévères ²⁾.

Une infraction à cette défense faillit attirer de graves désagréments à la commune de Tavel.

Parmi les onze soldats que ce village devait fournir pour le service des auxiliaires, on remarqua cinq hommes qui, quoique habillés à la façon du pays, parlaient un langage étranger, polonais ou slovaque ; il se vérifia que c'étaient des prisonniers autrichiens évadés, que l'on avait voulu faire passer pour de bons paysans fribourgeois. La ruse parut un peu forte aux autorités et ce ne fut qu'à grand'-peine que la commune de Tavel put échapper à une sévère punition.

Ces vexations atteignaient aussi bien les indigènes que les étrangers. Ainsi, il fallait un passeport pour voyager d'un district à un autre ³⁾. Le secret des lettres fut violé et une commission fut instituée à Fribourg pour prendre connaissance de toutes les correspondances suspectes arrivant ou partant du bureau postal ⁴⁾.

M^{me} de Techtermann, née de Tolosan, entretenait une correspondance active avec son père, émigré français retiré en Allemagne, ainsi qu'avec ses sœurs qui étaient auprès de lui. Une autre sœur était religieuse au couvent de la Visitation à Fribourg. Comme M. de Tolosan avait habité Fribourg pendant plusieurs

1) Arrêté du 31 mars 1799. Bulletin des arrêtés, p. 110.

2) Arrêtés du 10 avril et du 21 août 1799. Ibid., p. 125 et 189.

3) Arrêté du 6 mai 1799. Ibid., p. 132.

4) Décision du 2 mai 1799.

années, il y avait laissé des amis et s'intéressait à leur sort. Une lettre de M^{me} de Techtermann fut saisie à la frontière suisse et renvoyée à Fribourg; nous en reproduisons un extrait ci-après, car elle montre quel était l'état des esprits d'une partie de la population.

Ce 14 avril 1799.

« Je n'ai rien reçu de vous, mes chères sœurs, il faut
« que la poste ait été retardée, j'espère en être dédommée
« cette semaine, comme je l'ai été la dernière fois, sinon je
« serai bien triste. Beaucoup de personnes le sont dans la ville :
« l'avoyer Werro et son frère, le conseiller Odet, tuteur de mon
« mari, le conseiller Von der Weid, M. Diesbach de Torny, le
« chancelier Ræmy, le chanoine Gléresse et un capucin ont été
« arrêtés et conduits aux Cordeliers, où ils sont détenus. On
« ignore les motifs de ces arrestations faites de la part du
« directoire, de Lucerne. On présume qu'en cas d'événements,
« ils serviront d'otages. A Berne et à Soleure, on a de même
« arrêté les principaux membres de l'ancien gouvernement.
« L'ami de papa a passé plusieurs jours dans de cruelles inquié-
« tudes, s'attendant, à chaque instant, à recevoir l'ordre de
« quitter sa famille pour attendre je ne sais quel sort.....
« Les scellés sont sur les papiers de tous ces respectables pri-
« sonniers. Le tirage des milices a occasionné des troubles et
« du mécontentement; on a été avec le canon forcer les Alle-
« mands et les Moratois qui ne voulaient pas marcher. La
« désolation est grande chez la plupart. Il est passé par Fri-
« bourg 1,600 prisonniers Autrichiens. Comme le commandant
« remarqua beaucoup d'empressement à leur donner ce dont ils
« manquaient, ayant tous besoin de bas, souliers, chapeaux, il
« témoigna un grand mécontentement et défendit qu'on ne leur
« donnât aucun secours; il fit mettre en prison une femme qui
« leur portait du pain dans son tablier. Dans un autre endroit
« où on leur en avait porté abondamment, on exigea une réqui-
« sition de quelques cents sacs de grain, disant que puisqu'on
« avait du pain à donner aux Autrichiens, on pouvait aussi en
« fournir aux Français. On ne néglige rien pour donner de
« l'empereur et de ses troupes le plus grand éloignement, mais

« l'on n'y réussira pas, il a trop de partisans. Dieu sait la fin
« de tout ceci, il faut nous confier en lui quoiqu'il arrive, il
« nous protégera sûrement.

« Je suis impatiente de voir arriver M. Savaron et d'ap-
« prendre par lui quelque chose de vous. Pourvu qu'il ait pu
« passer. . . »

La saisie de cette lettre causa bien des alarmes au commis-
saire qui échafauda de suite un complot, qui n'existait réelle-
ment que dans son imagination. Cette épître bien innocente
devint la cause de plusieurs arrestations et fit même retarder
le licenciement de trois compagnies d'infanterie.

M^{me} de Techtermann fut mise aux arrêts dans le couvent de
Montorge ; on s'assura aussi de l'ami indiqué dans la lettre,
qui était l'ancien conseiller Buman, ainsi que de son frère et
du banquier Muller. La circonstance que Savaron était cité dans
cette lettre fit jeter des soupçons sur toute une association de
négociants moitié suisses, moitié lyonnais, qui avaient des rela-
tions d'affaires dans les deux pays ¹⁾. On les accusait de favoriser
les émigrés et de faire partie de l'association des « Compagnons
de Jéhu », société contre révolutionnaire qui agissait spécia-
lement dans le midi de la France. Jaccoud, fils, fut emprisonné
ainsi que ses amis intimes, Villars, commandant du 1^{er} bataillon
fribourgeois d'élite et Jaquet, son quartier-maitre. Ces deux
derniers étaient à la frontière avec leur bataillon, ils furent
conduits à Fribourg. Leurs papiers furent fouillés avec le plus
grand soin, ainsi que les livres de commerce de la maison
Abraham Duplex, à Lausanne. Les poches et vêtements des
hommes suspects furent même visités. La religieuse de Tolosan
ainsi que la supérieure du couvent de la Visitation subirent un
long interrogatoire.

Toutes ces recherches n'eurent pas le résultat désiré et
n'amènèrent aucune découverte compromettante à la charge des
prévenus. Ils furent donc relâchés, par ordre du directoire, après
une détention d'une dizaine de jours. Cependant, Villars ne fut
pas replacé à la tête de son bataillon, car la découverte dans

1) Les Jaccoud, Savaron, Jaquet, Dubrez-Duplex.

ses papiers de lettres adressées à M. de Villars donnaient assez de preuves de son incivisme !

D'autres arrestations furent causées par le séjour des prisonniers autrichiens ; ainsi M. de Boccard de Fuyens, ayant rencontré dans la rue un officier autrichien qu'il avait connu autrefois, se livra à des effusions qui le firent emprisonner aux Cordeliers.

Barbe Schinner, appelée Babelon Bourket, employait toutes les ressources de son inépuisable charité à venir en aide aux malheureux prisonniers qui arrivaient à Fribourg dans le dénuelement le plus complet.

Le dévouement de cette pauvre femme irrita le commissaire qui la fit arrêter ¹⁾. Ce sujet a inspiré un artiste fribourgeois, le peintre Muller, qui, dans une aquarelle fort médiocre, représente Babelon distribuant des vêtements aux prisonniers. En 1801, l'archiduc Charles se rappela des services rendus à ses soldats par cette bonne femme ; elle obtint du conseil de guerre de l'empire une gratification de onze louis avec une lettre de remerciements ²⁾.

VII

MESURES DIVERSES — ELECTIONS MUNICIPALES

DIFFICULTÉS AVEC LA CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La surveillance du commissaire ne s'étendait pas seulement aux aristocrates, auxquels il avait donné l'ordre d'habiter leurs maisons de la ville, afin de les avoir sous ses yeux, mais elle embrassait tous les individus et toutes les parties de l'administration.

Afin de découvrir les complots qui se tramaient contre la république, il proposa au directoire un assez singulier moyen. Il avait l'intention de désigner quelques prêtres auxquels il

1) Ordre du 7 juin 1799.

2) Voir une notice sur B. Schinner, par M. Daguet. *Etrennes frib.* Année 1878, p. 132 et Arch. de la Soc. d'hist. du canton de Fribourg, tome IV, p. 103.

pourrait se fier, chez qui les condamnés devraient particulièrement se confesser; ces prêtres révéleraient à leur tour au gouvernement tout ce qui pourrait compromettre sa sûreté. Voici la réponse qui lui fut donnée, sous date du 20 mai : « Votre « proposition de se servir des confesseurs, pour connaître ce qui « peut intéresser la sûreté de l'Etat, a le consentement du « directoire, si cela peut se faire avec secret et sans compro- « mettre personne. »

Il est probable que ce projet fut bientôt abandonné. Le clergé n'était d'ailleurs, en général, pas favorable au nouveau régime et le commissaire eut à se plaindre des curés d'Arconciel, Avry, La Roche, Treyvaux et Crésuz qui n'avaient pas voulu lire en chaire la proclamation contre les Autrichiens. La conduite pleine de prudence de Mgr Odet parvint à calmer l'irritation produite par ces refus.

L'attention des autorités de la république se porta aussi sur les religieux et les religieuses. Déjà vers la fin de l'année précédente tous les membres de ces corporations avaient été interrogés au sujet de leur vocation, afin de savoir si elle était bien sincère et dans le but de faciliter, s'ils le désiraient, leur sortie du couvent. Tous les intéressés manifestèrent la ferme résolution de rester fidèles à leurs vœux ¹⁾. Mais plus tard trois cordeliers exprimèrent l'intention de quitter leur maison. Le commissaire, plein de joie, écrivit aussitôt au directoire :

« Si j'ai la douleur de voir, d'un côté, le fanatisme et l'aristocratie répandre leur venin, j'ai la satisfaction de voir, d'un autre, la raison reprendre son empire sur l'erreur et les préjugés.

« Trois jeunes cordeliers m'ont témoigné le désir de quitter leur habit monacal et de sortir de leurs sombres demeures pour pouvoir vivre en citoyens et se rendre utiles à leur patrie et à la société..... J'ai été surpris de trouver un patriotisme aussi chaud chez des moines » ²⁾.

Les conseils législatifs s'occupèrent de cette question et par

1) Déglise au ministre des arts et des sciences, 12 février 1799.

2) Gapany au directoire. 3 juin 1799.

décret du 26 juin, ils assurèrent à chacun de ces trois religieux une somme de 480 francs et le mobilier de leur cellule. Deux d'entre eux ne profitèrent pas de cette libéralité ; le frère Aebischer, seul, quitta son couvent. Il mourut six mois plus tard, dans les sentiments d'un repentir sincère, et fut enterré aux Cordeliers ¹⁾).

L'activité des employés était aussi mise à une rude épreuve par les fournitures innombrables et par les charrois de tout genre qu'il fallait effectuer pour les armées françaises. A chaque instant des attelages partaient pour Vevey, Lausanne et même Zurich. Une autre fois chaque commune dut fournir des faucheurs, qui furent envoyés dans le Haut-Valais pour y faire la moisson, car ce malheureux pays était presque entièrement dépeuplé.

Les rapports avec les officiers français n'étaient pas toujours des plus faciles ; ainsi le commandant de place de Fribourg, le citoyen Lecorps, indisposa contre lui les autorités et les habitants de la ville et des environs. Sur la dénonciation d'individus mal famés, véritables agents provocateurs, il faisait arrêter et mettre au cachot de paisibles citoyens sous les prétextes les plus futiles. Ces vexations avaient en partie provoqué le mécontentement qui s'était manifesté dans les communes allemandes et qui dégénéra en insurrection ²⁾).

L'indiscipline d'une partie de la garnison causait aussi bien des alarmes. On eut surtout à se plaindre des soldats du 4^e hussards français qui attaquaient les passants dans les rues et sur les grands chemins. Ils assassinèrent le 28 juin, près de la porte de Berne, François Bertschy, fermier à Bonzenwyl, qui refusait de leur payer à boire.

Dans le domaine administratif, Gapany prit un arrêté qui défendait toute assemblée de commune sans la permission du préfet ou du sous-préfet ³⁾). Cependant il tenait à assister aux opérations électorales pour la nomination de la municipalité de Fribourg, afin d'user de son influence en faveur des patriotes.

1) Mémoires du conseiller de Diesbach.

2) Dégliise au directoire, 5 juillet 1799.

3) Arrêté du 11 mai 1799.

Mais ses espérances furent bien déçues, car ce fut tout le contraire qui arriva. Montenach fut nommé en tête de la liste, ainsi que Pierre Gendre, qui avait été destitué peu auparavant ; les autres membres étaient de même défavorables à la politique du commissaire, aussi se fit-il représenter par le préfet lors de l'installation de la nouvelle municipalité et Montenach, qui venait d'en être nommé président, profita de cette occasion pour prononcer d'éloquentes paroles contre « ces faux patriotes « dénonciateurs qui troublaient le bonheur de la société » ¹⁾.

Gapany entra aussi en conflit avec la chambre administrative du canton, qui était cependant composée de patriotes les plus purs. La difficulté surgit au sujet du paiement de la solde des troupes, que cette administration effectuait au moyen de pièces de 12 sols de France. Le commissaire parla de vexations et de friponnerie, mais la chambre administrative prit la défense de son caissier, elle protesta hautement contre ces inculpations flétrissantes et répondit que cette monnaie était de bon aloi et avait cours auprès des négociants de la ville. Le conflit qui s'éleva fut porté par la chambre administrative devant le directoire, qui, par lettre du 9 juillet, donna raison à son délégué, tout en manifestant le désir de voir terminer ce différend.

VIII

CHANGEMENTS DANS LE PERSONNEL DU DIRECTOIRE HELVÉTIQUE FIN DE LA MISSION DE GAPANY A FRIBOURG

Les modifications survenues dans le directoire réagirent sur nos affaires cantonales. Le 22 juin 1799, Pierre-François Savary, de Fribourg, fut nommé membre de cette autorité ; c'était un homme bienveillant et estimé, que ses relations portaient du côté des partisans de la modération. Quelques jours plus tard,

1) Cette élection eut lieu les 9, 10, 11 et 12 mai. — Les membres nommés furent Jean de Montenach ; Charles Eby ; Pierre Gendre, ex-accusateur public ; Pierre Gendre, ancien président ; Muller, monnayeur ; Stutz, aubergiste ; Baptiste Thurler ; Bruno Zurkinden ; Hartmann, chapelier ; Charles Chollet, baumeister ; et Daguët, ancien messager d'Etat.

Ochs, le père de la république helvétique, fut expulsé du directoire pour avoir livré aux Français des secrets d'Etat importants.

Gapany voyant cette disgrâce de son ancien protecteur demande son rappel au pouvoir exécutif, par une lettre assez ambiguë, qui ressemble à une justification. Son administration est cependant approuvée et sa mission provisoirement prolongée. Mais il sent qu'il ne possède plus la confiance du directoire, aussi ses rapports deviennent-ils plus rares et exprime-t-il le désir de venir à Berne pour réfuter devant les conseils législatifs les attaques de ses ennemis.

Dans la nuit du 26 juillet, on afficha sur la porte de sa maison une peinture représentant l'aigle à deux têtes de l'Empire, tenant dans ses serres les attributs royaux.

Gapany résigna ses fonctions et quitta Fribourg le 6 août 1799. L'acte de médiation ayant ramené le calme et la paix dans notre patrie, l'ancien commissaire helvétique adopta aussi des idées moins extrêmes, il devint membre du petit-conseil du canton de Fribourg et fut le collègue de plusieurs de ses anciens prisonniers de Chillon.

Peut-être nous accusera-t-on de juger son administration sous un jour peu favorable. Cette période de quatre mois peut, en effet, compter parmi les plus néfastes que le canton de Fribourg eût à traverser. La liberté individuelle fut supprimée et les citoyens les plus honorables étaient retenus en prison sans aucun jugement et sans autre sanction que la volonté d'un seul homme, à laquelle tous les pouvoirs constitués étaient soumis ; mais si ce règne du bon plaisir triompha de la révolte armée, il échoua et vint se briser devant la résistance passive du peuple fribourgeois.

L'histoire fait d'ailleurs une grande distinction entre les hommes de la république helvétique. D'un côté sont les Stapfer, les Glayre et les Usteri, esprits vraiment patriotiques et droits, et de l'autre côté les Dolder et Ochs, hommes corrompus, guidés uniquement par l'ambition et l'esprit d'intrigue. La Harpe, quoique plus digne que les deux précédents, mérite aussi notre réprobation, car ce fut lui qui, en appelant les Français en Suisse, fut

un de ceux qui contribuèrent le plus à attirer sur notre pays les malheurs dont il fut accablé. Le commissaire fribourgeois appartenait malheureusement à ce dernier parti.

Une adresse envoyée par la municipalité de Fribourg au pouvoir exécutif, nous montre bien que Gapany avait trouvé des juges sévères parmi ses contemporains :

« Après une lutte scandaleuse » y est-il dit, « le citoyen
« juste, modéré et ami de son pays, a remporté la victoire sur
« l'homme de parti hypocrite, ambitieux, extravagant. A dater
« du 7 janvier, la vertu ne restera plus à côté du crime. La
« commune de Fribourg ne craindra plus que d'indignes com-
« missaires, délégués par un directoire ennemi de la liberté,
« viennent l'épier pour chercher dans son sein des victimes à
« immoler et des innocents à punir » ¹⁾).



1) Adresse de la municipalité de Fribourg à la commission exécutive. Janvier 1800. — Tillier, tome I, p. 225. C'était une adhésion au mouvement du 7 janvier 1800 qui avait eu pour résultat de renverser les membres exagérés du directoire et leur remplacement par une commission exécutive.

NOTICES BIOGRAPHIQUES

SUR LES

PRISONNIERS DE CHILLON ET QUELQUES MAGISTRATS FRIBOURGEOIS

qui jouèrent un rôle pendant la République helvétique 1).

Bourgknecht, Laurent, naquit en 1742; il fit partie des conseils suivants : des Deux-Cents en 1763, des Secrets de 1774 à 1777, des Soixante en 1773 et du Conseil suprême en 1796. Il fut aussi secrétaire du conseil de 1771 à 1776, bailli de Châtel de 1776 à 1781, banneret des Places de 1781 à 1785. Pendant les troubles qui suivirent la révolution de Chenaux, il fut un des plus chauds partisans de l'avoyer Werro et combattit avec vigueur les revendications populaires. Bourgknecht fut un des représentants du gouvernement de Fribourg à la conférence médiatrice réunie à Morat, le 21 avril 1782, pour terminer les différends existants. Lorsque la révolution éclata, il fut privé de toutes ses places et frappé d'une contribution pécuniaire. Comme il refusait de la payer et qu'il ne cachait pas ses préférences pour l'ancien régime, il fut emprisonné et conduit à Chillon en 1799. Il s'établit ensuite dans sa campagne d'Ependes, où il vécut dans la retraite la plus complète. Il y mourut et fut enterré dans le cimetière de cette paroisse le 6 mars 1809.

Il avait épousé Mademoiselle Elisabeth de Castella, de Delley 2).

Brodard, Claude-Joseph, de la Roche, était fils du curial, Pierre Brodard et de Marguerite née Repond. Il était propriétaire

1) Nous avons omis Jean de Montenach dont la biographie existe déjà. Voir H. Charles. L'avoyer Montenach. Fribourg, 1842.

2) Archives cantonales. — Recès fédéraux. — Registre des décès de la paroisse d'Ependes.

du domaine appelé « les Planches ». Lors de la révolution de Chenaux, il se distingua par son attachement au gouvernement ; aussi fut-il gratifié, sous date du 23 août 1782, du droit de chasse, et ses deux fils Joseph et Jean-Jacques furent reçus au nombre des bourgeois privilégiés de Fribourg. Ces faveurs le désignèrent au ressentiment des autorités helvétiques, qui le firent enfermer à Chillon en 1799.

Sous l'acte de médiation, il fut juge de paix du cercle de La Roche et membre du grand conseil jusqu'à sa mort survenue le 9 janvier 1814. Il avait épousé, le 19 novembre 1771, Marie-Marguerite Bapst, de La Roche¹⁾.

Castella, François-Ignace-Raphaël de, de Gruyères, était fils du chancelier François-Tobie-Raphaël de Castella et de Marie-Marguerite Odet de Patry. Ils eurent quatre fils dont l'un, nommé Philippe, succéda à son père dans les fonctions de chancelier ; un autre, dom Raphaël, fut religieux à Hauterive. M^{me} de Castella apporta dans la famille le château et le domaine d'Illens.

Quant à François-Ignace-Raphaël de Castella, il servit quelques années en France, puis il entra au conseil des Deux-Cents en 1773 et des Soixante en 1794. Il fut greffier d'Etat (1774) et secrétaire de la chambre économique (1781). A l'époque de l'invasion des Français, il se rendit à Ependes où il avait une maison de campagne ; mais soupçonné de soulever les paysans contre la république, il fut emprisonné à Chillon (1799). Il mourut peu d'années après (17 mars 1801), de même que ses frères, et ainsi s'éteignit, au commencement de ce siècle, cette branche de la famille de Castella²⁾.

Dégliise, Jean-François, de Châtel-St-Denis, naquit vers 1755. A l'âge de 19 ans, soit en 1774, il se rendit à Lyon pour y étudier la médecine. L'Etat de Fribourg lui fit un don de deux louis d'or pour l'aider à payer les frais de ses études, qui s'élevaient à 500 livres annuellement.

Après avoir passé quelques années à l'étranger, le jeune

1) Arch. cant. — 3^e Grand-Livre en parchemin (bourgeois), p. 13. — Etat civil de La Roche.

2) Arch. cant. — Thorin. Histoire de Gruyères, p. 204 et suiv. — *Etrennes fribourgeoises*, 1807, p. 110.

médecin rentra dans son lieu d'origine, où il pratiqua son art avec succès.

Lorsque l'invasion française vint bouleverser l'organisation politique de la vieille Suisse, Déglise adhéra aux principes français et helvétiques, en tant qu'ils éteignaient les privilèges possédés jusqu'alors exclusivement par quelques familles; mais les cruautés exercées en France par le régime de la terreur le détournèrent des excès révolutionnaires. Nommé préfet national du canton de Fribourg, en avril 1798, il déploya dans ces importantes fonctions un tact et une modération assez difficiles à conserver dans ces temps agités et troublés. Il fallait créer de toutes pièces une nouvelle administration complètement différente des institutions précédentes, former des fonctionnaires et des employés qui n'avaient aucune expérience des affaires, calmer le zèle et la fougue des uns, réprimer le mécontentement des autres et, par dessus tout, résister et ne pas se laisser écraser par les officiers et les agents du directoire français.

Une des attributions du préfet consistait à présider les nombreuses fêtes civiques et patriotiques qui étaient alors à l'ordre du jour. Le 19 août 1798, on procéda à la formalité de la prestation du serment civique, qui fut juré par tous les citoyens. Le préfet présida et harangua l'assemblée réunie à cet effet dans l'église des Cordeliers; il avait revêtu pour cette circonstance son costume officiel, consistant en un habit et des culottes bleues, gilet blanc, chapeau retroussé avec un bord en or et l'écharpe tricolore autour du corps. L'année suivante, nouvelle fête pour célébrer l'anniversaire de l'entrée des Français à Fribourg. Le cortège escorté par les soldats français se rendit sur « les Places », où étaient une estrade élevée et un autel de la patrie placé vis-à-vis de l'arbre de liberté. Le préfet prononça un discours approprié aux circonstances, puis on se livra à une accolade générale, dans laquelle les jeunes citoyennes qui avaient assisté à la cérémonie eurent aussi leur part, comme le dit le bulletin officiel. En septembre 1801, Déglise représenta le canton de Fribourg à la diète générale réunie à Berne pour discuter le projet connu sous le nom de « projet de la Malmaison. »

En avril et mai 1802, il assista à l'assemblée des notables

qui dota la Suisse d'une nouvelle constitution; puis il fut nommé sénateur helvétique le 10 juillet. Il résigna à cette époque ses fonctions de préfet. Lors de la prise d'armes connue sous le nom de *Bissäckle Krieg*, les unitaires décidèrent de faire des concessions aux fédéralistes et ils nommèrent Déglise membre du conseil exécutif; mais ces concessions étaient tardives, elles ne rétablirent pas la paix. Le gouvernement helvétique, repoussé jusqu'à Lausanne, allait être dissout par les armes, lorsque la médiation de Napoléon fit cesser les hostilités. Déglise fut nommé membre de la commission chargée de mettre en activité la nouvelle constitution et d'administrer provisoirement le canton pendant cette époque de transition.

Après ces quelques années passées dans le tourbillon de la vie politique, il se retira des affaires et rentra à Châtel-St-Denis, pour reprendre sa clientèle médicale. Comme nous l'avons dit dans la première partie de ce travail, l'heureux succès de ses cures lui procura une renommée qui s'étendait bien au delà des limites de notre canton.

Le 25 juin 1811, les médecins de la contrée de la Gruyère et des environs se réunirent à Bulle sous la présidence du Dr Déglise. Le petit-conseil saisit cette occasion pour adresser l'expression de son contentement à cette société qui méritait les plus grands éloges.

Il fut élu lieutenant du gouvernement, soit préfet de Châtel en 1811 et il représenta ce district au grand conseil en 1813 et 1814. Déglise résigna ses fonctions de préfet en 1816 et il mourut à Châtel-St-Denis le 1^{er} juin 1818. Il avait épousé, le 4 octobre 1778, M^{lle} Elisabeth fille de Joseph Chollet, de Vaulruz. Ils n'eurent qu'un fils nommé Antoine-Casimir Déglise, qui fut avoyer du canton de Fribourg ¹⁾.

Diesbach, le comte François-Pierre-Frédéric-Victor-Gaspard-Melchior-Balthasar de, fils de Jean-Joseph-Georges de Diesbach, seigneur de Torny-le-Grand, et de Marie-Anne de Montenach,

1) Arch. cant. — Man. N° 324, page 175, N° 325, p. 179, N° 364, p. 309, 337, 403, N° 366, p. 131. — Tillier. Hist. de la rép. helv. — Hilty. Vorlesungen über die Helvetik. — Bulletin officiel de la chambre administrative du canton de Fribourg, I, 243, II, 213. — Etat civil de Châtel-St-Denis.

naquit à Torny le 7 octobre 1739. Il commença ses études au collège de Fribourg, puis il les continua au « Theresianum » de Vienne en Autriche. En 1755, il partit pour Paris et entra, avec le grade d'enseigne, dans la compagnie générale du régiment des gardes suisses. Il quitta le service à la fin de l'année 1759 et retourna à Vienne, le 16 septembre 1760, pour y étudier le droit. Pendant son absence il fut nommé membre du conseil des Deux-Cents, en 1761. Rentré dans sa patrie il épousa, le 21 septembre 1762, Mlle Madeleine d'Affry, fille du comte d'Affry, colonel du régiment des gardes suisses. En 1780, S. M. l'empereur Joseph II le nomma son chambellan.

M. de Diesbach fut bailli de Rue de 1773 à 1778, puis il fut nommé major du régiment de Châtel. En cette qualité, il prit une part active aux mesures militaires adoptées lors de la révolution de Chenaux. Le 3 mai 1781, il fut envoyé au devant des troupes bernoises qui marchaient au secours de Fribourg. Le lendemain, soit le jour de la mort de Chenaux, il commandait la grand'-garde placée à la Maison-de-ville. Après la répression de l'insurrection, il fit toujours entendre au sein des conseils la voix de la douceur et de la modération et il fut nommé membre du comité chargé d'examiner les griefs du pays.

A l'époque de la république helvétique, il fut emprisonné à Chillon en 1799. Sous le régime de l'acte de médiation, il devint lieutenant du gouvernement de Fribourg, en 1803; député au Grand Conseil le 14 novembre 1807, et deux jours après membre du tribunal d'appel. Il mourut à Fribourg le 11 septembre 1811.

Diesbach était un homme fort instruit, versé dans les lettres et les sciences. Pendant les séjours qu'il fit à l'étranger, il avait fait la connaissance de plusieurs savants de l'Europe et il entretenait avec eux une correspondance suivie. Il notait chaque jour d'une manière exacte l'emploi de son temps, ainsi que les événements qui se passaient autour de lui; ce journal intime, commencé en 1760 et terminé en 1811, la veille de sa mort, forme une collection de 19 volumes contenant des données intéressantes sur les personnes, le genre de vie et les habitudes de cette époque¹⁾.

1) Journal précité. — Notes généalogiques.

Diesbach, le comte Jean-Pierre-Antoine de, frère du précédent, devint seigneur de Torny-le-Grand après la mort de son père. Il naquit à Torny le 2 octobre 1744. Il entra au service de France à l'âge de 15 ans (16 mars 1760) et fut incorporé dans la compagnie que son frère venait de quitter. Il eut l'occasion de faire immédiatement ses premières armes en prenant part, en 1760 et 1761, aux dernières opérations de la guerre de Sept-Ans. Les ouvrages militaires nous disent que le régiment des gardes suisses assista ces années-là au siège de Meppen, aux combats de Corbach et de Sachsenhausen, ainsi qu'à la prise de Cassel. Il fut nommé 2^d sous-lieutenant en 1762, et 1^{er} sous-lieutenant au commencement de l'année suivante. Il fut créé chevalier de St-Louis en 1779, devint aide-major, premier lieutenant de grenadiers et commanda l'artillerie du régiment. Le comte de Diesbach se retira du service quelques années avant la révolution avec le grade de colonel d'infanterie. Il était membre du conseil des Deux-Cents depuis 1767 et fit partie du conseil des Soixante de 1793 à 1798. Il remplit les fonctions de bailli de Bulle de 1792 à 1797. En 1799, il fut aussi emprisonné à Chillon. Détestant les principes de la révolution, il se retira complètement des affaires depuis l'invasion française et vécut dans sa terre de Torny; toutefois lorsque l'ancien grand conseil fut restauré, en 1814, M. de Diesbach reprit sa place dans ce corps et il l'occupa jusqu'à sa mort survenue à Torny le 24 octobre 1824.

Il avait épousé Mlle Marie-Françoise de Boccard; le mariage fut célébré le 30 juin 1771, dans la chapelle de Balliswyl. Leur fils Joseph de Diesbach devint plus tard avoyer de Fribourg ¹⁾.

Diesbach, le comte François-Philippe-Nicolas-Ladislas de, seigneur de Beller Roche, naquit à Arras le 5 octobre 1747. Il entra dès sa jeunesse au service de France, comme sous-lieutenant dans la compagnie colonelle du régiment de Diesbach (1764); l'année suivante il passa aux gardes suisses, rentra au régiment de Diesbach, dont il fut nommé major en 1780, chevalier de Saint-Louis le 16 février 1783, lieutenant-colonel la même année,

1) Arch. cant. — Suzanne. Histoire de l'infanterie française. — Notes généalogiques. — Etat civil de Torny-le-Grand.

puis colonel en 1785, par suite de la démission de son père François-Joseph-Romain de Diesbach.

Il fut envoyé, vers 1784, par le roi de France auprès de Frédéric II, roi de Prusse, pour étudier les règlements de l'infanterie prussienne. A son retour il fut nommé rapporteur de la commission militaire, mais son travail ne fut utilisé que plus tard, lors de l'élaboration du règlement de 1791.

Son régiment ayant été licencié en septembre 1792, avec tous les autres corps suisses, M. de Diesbach rentra dans sa patrie et vint occuper sa place au conseil des Deux-Cents, dont il faisait partie depuis 1774.

Lors de l'invasion de la Suisse par les armées françaises, il fut membre du gouvernement provisoire chargé d'administrer le canton jusqu'à l'établissement de la république helvétique. Les agents du directoire français ayant frappé les membres des anciennes familles suisses d'une contribution de 15 millions, dont 2 millions à la charge de celles de Fribourg, M. de Diesbach eut à supporter pour sa part une imposition de 19,743 écus bons, soit 68,113 francs de notre monnaie. Il fut au nombre des otages emprisonnés à Chillon en 1799.

Dès lors il se tint à l'écart des affaires publiques et vécut au château de la Poya jusqu'à l'époque de la Restauration. Il rentra au grand conseil en 1814, mais il n'y siégea pas longtemps, car il alla se fixer en France, où il fut promu au grade de lieutenant général en 1816, et il mourut à St-Germain-en-Laye le 10 mars 1822 ¹⁾.

Dupré, Joseph-Nicolas, était fils de Jacques Dupré, dernier châtelain de Gruyères. Dupré, père, était un des Gruyériens restés fidèles au gouvernement pendant les événements de 1781. Il était au château, auprès du bailli, pendant que Chenaux et ses compagnons complotaient au cabaret du St-Georges et arrêtaient le messager qui apportait des ordres du conseil de Fribourg.

Joseph-Nicolas Dupré fut admis au notariat le 18 mars 1772, et occupa la place de curial. Lors de l'installation de la répu-

1) Arch. cant. — Suzanne. Histoire de l'infanterie française. — Notes généalogiques communiquées par M. le comte de Ghellinck.

blique helvétique, il devint greffier du tribunal de Gruyères et receveur de ce district. Lorsque Gapany fut envoyé à Fribourg comme commissaire, il se hâta de destituer Dupré, de le faire arrêter et conduire à Chillon, sous prétexte d'incivisme et d'opinions contre-révolutionnaires. Gapany paraît avoir été guidé dans cette circonstance par une ancienne animosité qu'il nourrissait contre Dupré, auquel tous les fonctionnaires de la contrée étaient favorables. Il mourut quelques années plus tard, soit vers la fin de 1804¹⁾).

Gapany, Rodolphe-Martin, de Marsens. Nous n'avons point de renseignements sur sa naissance, nous savons seulement qu'il fit ses études au collège de Fribourg, qu'il quitta en 1783 après avoir terminé la première rhétorique. Il embrassa la carrière militaire et servit en France dans le régiment des gardes-suisse, probablement comme soldat ou sous-officier.

Un sourd mécontentement régnait dans la Gruyère depuis l'insurrection avortée de Chenaux; les idées nouvelles et les doctrines philosophiques, presque inconnues dans la campagne fribourgeoise, avaient dans ces contrées passablement d'adhérents, ce qui provenait en partie des relations commerciales entretenues entre la Gruyère et la France.

Lié d'une étroite amitié avec les principaux mécontents et surtout avec l'avocat Castella, qu'il avait peut-être vu à Paris, pendant que ce dernier, exilé de la Suisse, était à la tête du club helvétique, il n'est pas étonnant que Gapany ait adopté les idées révolutionnaires. C'est avec enthousiasme qu'il vit arriver les Français, regardés par les hommes de ce parti comme des libérateurs. Dès le début de la république helvétique, il fut nommé membre de l'assemblée nationale, qui siégea depuis le 12 avril 1798 à Aarau, puis à Lucerne et à Berne. Ses sympathies le poussèrent du côté des patriotes et ses votes soutinrent toujours les mesures les plus extrêmes. Nous ne reviendrons pas sur la mission qu'il remplit à Fribourg en qualité de commissaire du pouvoir exé-

¹⁾ Arch. cant. — Man. N° 323, p. 126, 129, N° 357, p. 1037. — Bulletin officiel de la chambre administrative du canton de Fribourg, I, 129. — Thorin. Histoire de Gruyères. Il fait erreur en indiquant Jacques Dupré comme otage à Chillon.

cutif. Lorsque La Harpe fut éliminé du directoire, Gapany protesta formellement contre le décret du 7 janvier 1800, déclarant qu'il ne prendrait aucune part aux élections qui en émaneraient. En août 1801, il fut nommé représentant du district de Bulle et membre de la commission constituante établie à Fribourg pour promulguer une nouvelle constitution cantonale, mais ce projet fut renversé par le coup d'Etat du 27 octobre. Après que la mission du général Rapp eut mis fin aux succès des troupes des Petits-Cantons qui avaient chassé les soldats helvétiques jusqu'à Lausanne, le préfet national Georges Badoud, de Romont, que l'on accusait de trop de modération envers le parti aristocrate, dut donner sa démission après avoir été seulement deux mois en charge. Il fut remplacé par Gapany qui ne tarda pas à entrer en conflit avec l'administration communale. De concert avec le commandant de place de Fribourg, il fit exécuter un ordre du général Ney concernant le désarmement de la population.

L'acte de médiation ayant rétabli les cantons, le poste de préfet national fut supprimé. Gapany entra alors au grand conseil, le 5 avril 1803, puis au petit conseil, le 17 du même mois. Il remplit ces fonctions jusqu'à sa mort survenue le 7 avril 1812 ¹⁾.

Gléresse, Jean-Henri-Hermann de, était issu d'une ancienne famille originaire de la Neuveville près Bienne; elle se partagea en deux branches dont l'une résidait à Fribourg et l'autre à Porrentruy; leur nom allemand était *von Ligertz*. Il était fils de Jean-Conrad-Frédéric de Gléresse, de Porrentruy, grand bailli et conseiller privé de l'évêque de Bâle.

Jean-Henri-Hermann de Gléresse naquit le 12 septembre 1739. Il entra dans les ordres et devint chanoine d'Arlesheim en 1758. Il était le confident et le bras droit du prince-évêque de Bâle, Mgr de Roggenbach. Au commencement de la révolution, il défendit avec zèle les droits de l'évêché; aussi lorsque les Français occupèrent le Porrentruy, en 1792, le chanoine de Gléresse

1) Arch. cant. — Tillier. Histoire de la république helvétique. — Hiltz. Vorlesungen über die Helvetik.

dut-il émigrer et se retirer chez ses parents de Fribourg. Il fut mis en prison en 1799 et détenu comme otage à Chillon. Un passage du mémoire du P. Sansonnens fait supposer que les mesures de rigueur prises contre M. de Gléresse étaient dues à une ancienne rancune du directeur Ochs, datant probablement de l'époque où le fameux tribun essayait de révolutionner Bâle et ses environs. Le chanoine de Gléresse rentra plus tard dans le diocèse de Bâle et il mourut le 8 décembre 1817¹⁾.

Gottrau, Philippe-Nicolas de, fils de Nicolas-Albert et de Marie-Ursule née Vonderweid, naquit en 1745. Il devint membre des Deux-Cents en 1765, et des Soixante de 1776 à 1798. Il fut banneret de 1779 à 1782 et assista en cette qualité à l'assemblée des bourgeois des quartiers du Bourg et des Places qui eut lieu aux Merciers le 17 février 1782; de nombreuses réclamations s'y firent jour au sujet de la constitution du canton et des anciens titres de bourgeoisie, dont on demandait la production. Il fit partie de la petite commission chargée de travailler avec les représentants des cantons confédérés venus à Fribourg, la même année, pour rétablir la paix dans l'Etat. Il s'acquitta des fonctions de commissaire général de 1787 à 1795. Gottrau fut retenu en otage à Chillon en 1799. Sous l'acte de médiation, il fut membre du grand et du petit-conseil depuis 1803 et faisait partie de la commission des finances et domaines. Il était aussi colonel d'artillerie et membre de l'état-major cantonal. Il mourut le 3 novembre 1808²⁾.

Gottrau, Tobie de, seigneur de Billens, né en 1738, fut membre du conseil des Deux-Cents en 1759, et des Soixante en 1781; il fut bailli de Cheyres de 1778 à 1784 et de Vaulruz de 1786 à 1791. Il avait auparavant servi en France comme sous-lieutenant dans le régiment des gardes-suissees et avait épousé, en 1773, pendant son séjour dans ce pays, Mlle Catherine-Denise-Jeanne d'Estac-Bellecour. S'étant trouvée à Paris en 1793, à l'époque de la terreur, M^{me} de Billens fut emprisonnée et guillotinée le 11 pluviôse an II (30 janvier 1794), sous pré-

1) E.-F. von Mulinen. *Rauracia sacra*. — Holzhalb. Dictionnaire généalogique.

2) Arch. cant.

texte de conspiration. Huit mois après, son nom ayant été porté sur la liste des émigrés, ses biens situés en France furent séquestrés ; toutes les démarches tentées par la famille pour rentrer en possession de cette fortune furent inutiles. Gottrau se remaria plus tard avec Mlle Marie-Louise Landerset.

Envoyé à Chillon en 1799, M. de Billens était la physiologie la plus originale parmi celles qui se trouvaient dans ce château, aussi Vulliemin lui consacre-t-il une page dans son histoire de Chillon. Agé de 60 ans passés, Billens était plus agile qu'aucun jeune homme. « Maigre et de courte taille, il réunissait la souplesse et la vivacité d'un adolescent aux passions concentrées d'un vieillard, qui s'était fait de son orgueil une religion. Un jour que la table était couverte de plats et de bouteilles, on le vit s'élancer d'un bond et faire la roue d'un bout à l'autre, sans rien renverser. Souvent il grimpait par les piliers jusque aux galeries de bois qui font le tour du château. »

Il resta à l'écart des affaires jusqu'à l'époque de la restauration ; il rentra alors au grand conseil et y siégea jusqu'à sa mort, qui survint en 1823 ¹⁾.

Kuenlin, Nicolas-François-Aloys-Bonaventure, né en 1765, était fils de François-Nicolas-Aloys Kuenlin ; il entra au conseil des Deux-Cents en 1793. Il était officier dans les milices et avait acquis par sa popularité un certain ascendant sur les populations du pays allemand. On le soupçonnait d'avoir soutenu le soulèvement de cette contrée, c'est pourquoi il fut arrêté et conduit à Chillon. Il mourut avant 1814 ²⁾.

Magnin, Jean-Joseph, d'Hauteville, fut admis au notariat le 16 juin 1756, puis il fonctionna pendant plusieurs années comme curial du bailliage de Corbières. Le 22 août 1782, le grand conseil lui accorda une pension annuelle de 60 livres, à prendre dans la caisse de l'Etat, pour le remercier de sa fidélité pendant ce temps de révolte. Ce fut cet attachement à l'ancien ordre de

1) Arch. cant. — Wallon. Histoire du tribunal révolutionnaire de Paris, 1880. Tome II, p. 381. — Notes diverses communiquées par M. Ch.-Aug. Von der Weid. — Vulliemin, Chillon, p. 201 et suiv.

2) Arch. cant.

choses qui le fit emprisonner à Chillon en 1779. Magnin renonça au notariat en 1804 et il mourut à Hauteville le 9 octobre 1806, dans un âge très avancé ¹⁾.

Odet, François-Joseph-Marc-Ignace-Jean-Baptiste d', né le 16 février 1748, était fils de Joseph-Nicolas-Edmond Odet, seigneur d'Orsonnens et de Marie-Anne de Castella, de Delley. Il était frère de l'évêque de Lausanne. Il entra au conseil des Deux-Cents en 1769, fut baumeister de 1782 à 1787, bailli d'Attalens de 1787 à 1792, du conseil des Soixante en 1793. Il assista aux diètes de 1795 et 1798 et fonctionna à Bâle en qualité de représentant pendant l'occupation fédérale nécessitée par les guerres qui menaçaient la neutralité helvétique (16 mai 1796).

Lorsque les Français envahirent le canton de Vaud, la diète convoqua une conférence extraordinaire, qui se réunit à Berne le 2 janvier 1798. Chacun des XIII cantons y envoya un représentant ; ils devaient se concerter pour l'organisation d'une défense commune. Le conseiller Odet était le délégué de Fribourg. L'ouverture de cette conférence fut suivie d'un splendide repas, auquel assistaient les autorités bernoises et les membres du corps diplomatique. Les délégués des abbayes de la ville offrirent les vins d'honneur. Suivant l'antique usage, de nombreuses santés furent portées et les serments échangés manifestaient le patriotisme et l'enthousiasme des participants. Le discours le plus remarqué fut celui du représentant de Fribourg, qui, dans un langage brillant et plein d'allusions, termina sa péroraison par les paroles suivantes de Rousseau : « Venise tombera, car elle « règne par la terreur ; Berne, au contraire, restera debout, car « elle s'appuie sur la sagesse. »

Dans la séance du 7 janvier, il fit la proposition de tenter des démarches auprès du directoire français et de l'inviter à ne pas attaquer l'indépendance de la Suisse ainsi que la forme actuelle de ses gouvernements. Toutefois, les travaux de la conférence ne furent pas couronnés de succès, car l'union et l'esprit de sacrifice qui avaient fait la force de la Suisse, manquaient totalement ; Berne tomba au pouvoir du vainqueur et

1) Arch. cant. — Man. N° 307, p. 355, 358. — Etat civil d'Hauteville.

les représentants se séparèrent le 5 mars 1798, soit le jour même de la prise de cette ville.

Odet rentra à Fribourg et fut emprisonné à Chillon en 1799. Sous le régime de l'acte de médiation, il fut député au grand conseil et vice-président du tribunal d'appel depuis 1803 jusqu'à sa mort survenue le 3 juillet 1807.

Il avait épousé, le 1^{er} octobre 1780, Marie-Anne de Gottrau, de Granges ¹⁾.

Perrét, Charles-Marie, fils de Charles-Nicolas Perret, demeurant à Besançon, était issu d'une famille reçue bourgeoise de Fribourg en 1595; il reconnut son droit à la grande bourgeoisie le 11 mai 1757. Entré au service de France, il fut lieutenant sous-aide-major au régiment suisse de Waldner en 1778, capitaine au régiment de Diesbach en 1781 et chevalier de St-Louis en 1785. Rentré au pays en 1792, il occupa sa place au conseil des Deux-Cents, dont il faisait partie depuis 1763; il devint ensuite membre du conseil des Soixante (1793), des Secrets (1794) et banneret à partir de 1797 jusqu'à l'entrée des Français. Il fut emprisonné à Chillon en 1799. Sous l'acte de médiation, nous le trouvons à la tête du corps-franc cantonal, avec rang de colonel; il fit aussi partie à cette époque du conseil communal de Fribourg. Il mourut en cette ville et fut enterré aux Augustins le 14 mars 1814 ²⁾.

Ræmy, Simon-Tobie de, né le 21 juin 1761, fut membre du conseil des Deux-Cents en 1783, puis chancelier en 1792; il occupait ce poste avec distinction lors de la chute de l'ancien gouvernement. Chargé à cette époque de différentes missions de confiance auprès des généraux français, il se rendit à Payerne, avant la prise de Fribourg, où il eut une entrevue avec le général Brune, pour sonder ses intentions au sujet du sort réservé à notre canton. Ræmy fit partie du gouvernement provisoire et fut spécialement adjoint au comité des finances, ce qui n'était pas une sinécure, car des réquisitions et des dépenses

1) Arch. cant. — Notes biographiques communiquées par M. R. de Sainte-Colombe. — *Recès fédéraux*, tome VIII, p. 261, 281, 285, 696.

2) Arch. cant. — *Etats militaires de France*.

de tout genre étaient à chaque instant mises à la charge du trésor par les agents du directoire français. Il fut aussi nommé membre du comité des contribuables frappés, en leur qualité d'anciens gouvernants, d'une imposition de deux millions. Lors de l'établissement de la chambre administrative, cette autorité le pria de continuer à rendre des services dans la régie des sels comme secrétaire-adjoint au bureau du commerce (22 mai 1798). Ayant été arrêté par les ordres du commissaire Gapany en 1799, il devait partager le sort des otages conduits à Chillon, mais il obtint un sursis motivé par la liquidation de ses nombreuses comptabilités. Il garda les arrêts aux Cordeliers et fut libéré le 25 juin. Elu membre de la chambre administrative le 8 septembre 1801, il donna sa démission le 20 octobre 1802 et persista dans sa détermination, malgré les instances qui furent faites auprès de lui.

Lorsque Bonaparte promulgua l'acte de médiation, il fallut aussi songer à liquider la dette helvétique; le premier consul nomma dans ce but, le 1^{er} février 1803, une commission de cinq membres, dont Ræmy fit partie. Cette commission, dotée de compétences très étendues, avait trois missions principales à remplir : apurer la dette helvétique, reconstituer un patrimoine aux villes ci-devant souveraines et enfin déterminer les biens qui devaient rentrer dans la propriété des cantons. Tâche immense, hérissée de nombreuses difficultés. La ville de Fribourg réclamait un revenu de 68,000 fr. pour sa dotation, elle n'obtint que 32,000 fr. Cette allocation est en général regardée comme insuffisante par les personnes qui s'occupent des finances de cette ville.

Ræmy devint membre du petit et du grand conseil issu de l'acte de médiation. A l'époque de la chute de ce régime et de la restauration du patriciat en 1814, il entra dans la haute commission d'Etat chargée d'élaborer la nouvelle constitution du canton, puis il continua de siéger au grand conseil et au conseil d'Etat où il voua toujours la plus grande attention aux questions financières. En qualité de membre de la grande commission de législation il collabora à la rédaction de notre code civil. Il fut lieutenant d'avoyer en 1819 et membre du conseil secret. Il représenta aussi son canton dans plusieurs diètes.

Lors de la déchéance de ce gouvernement en 1830, Ræmy se retira de la vie publique et vécut encore quelques années, consacrant son activité à l'administration de son domaine de Bertigny. Il mourut le 26 février 1837. Il avait épousé M^{lle} Marie-Ursule de Muller ¹⁾.

Sansonens, le Père Séraphin, originaire de St-Aubin en Vully, naquit vers 1760. Il entra dans l'ordre des capucins en 1778 et remplit les fonctions de lecteur, soit professeur de théologie et de gardien du couvent de Fribourg. C'était un prédicateur populaire estimé et il avait le talent de se mettre à la portée des habitants de la campagne. Ses opinions anti-révolutionnaires et son influence le désignèrent aux agents du directoire lorsqu'ils établirent la liste des otages; il fut détenu à Chillon et maintenu sous la surveillance de la police après sa libération. Il mourut à Fribourg le 10 septembre 1835 ²⁾.

Savary, François-Pierre, est issu d'une famille de médecins. En feuilletant les anciens registres des bourgeois de la ville de Fribourg, nous trouvons, en 1671, Jean Savary, chirurgien et herniaire; en 1782, Nicolas-Emmanuel-Prothais, fils de François-Nicolas Savary, chirurgien.

François-Pierre naquit en 1750 et après avoir brillamment terminé ses classes au collège de Fribourg, il se rendit à Paris, en 1768, pour y étudier la médecine et la chirurgie. Le conseil de Fribourg qui, d'ordinaire favorisait les jeunes gens s'adonnant aux études supérieures, lui accorda une pension annuelle de 12 doublons neufs. Après un séjour de cinq années dans les pays étrangers, Savary rentra dans sa patrie en 1774. Ayant produit un diplôme de docteur en médecine de l'université de Strasbourg, il fut autorisé à pratiquer son art dans le canton et acquit bientôt, grâce à ses connaissances et à ses talents, une réputation bien méritée.

A la suite de la révolution de Chenaux et des troubles de 1781, le gouvernement aristocratique de Fribourg décida de faire

1) Arch. cant. — Manual, N° 350, p. 46; N° 354, p. 133, 137, 516, 518; N° 370, p. 265, 327; N° 379, p. 25. — Ant. Ræmy de Bertigny. Mémoires.

2) Notes communiquées par le R. P. Apollinaire Dellion.

quelques concessions et d'apporter certaines modifications à la constitution. L'accès au patriciat, interdit depuis plus d'un siècle, fut rendu accessible à quelques familles et François-Pierre Savary fut reçu, le 12 février 1783, au nombre des bourgeois privilégiés. En 1792, en sa qualité de membre des bannières de Fribourg, il contribua beaucoup au défrichement des terrains communaux qui entourent la ville et qui sont maintenant utilisés comme domaines, prairies et jardins

Après l'invasion des Français en Suisse, il fit d'abord partie du gouvernement provisoire, institué à Fribourg le 4 mars 1798, qui servit de transition entre l'ancien régime et la république helvétique. Le 31 mars 1798, la chambre administrative fut informée que certains personnages nouaient des intrigues auprès du général Schauenbourg et du commissaire de la république française dans le but de diminuer l'étendue du canton et de séparer Morat de Fribourg, elle envoya auprès d'eux une députation composée de Savary et de François Duc, afin d'obtenir la conservation du territoire. Cette mission fut couronnée de succès et à leur retour des félicitations et des remerciements bien mérités leur furent décernés. Il fut ensuite adjoint à la chambre administrative, membre du conseil d'éducation et enfin, le 1^{er} novembre 1798, receveur national pour le canton de Fribourg. Pendant qu'il administrait les finances et qu'il continuait à vouer ses soins à sa nombreuse clientèle, l'aménité de son caractère ouvert et bienveillant, ainsi que la loyauté de sa conduite politique le faisaient toujours plus estimer; aussi fut-il nommé membre du directoire helvétique le 22 juin 1799, en remplacement du citoyen Bay, de Berne. Au moment où Savary entrait au directoire, Ochs, compromis dans de traîtreuses intrigues, avait été obligé d'en sortir.

Fatigués par les guerres qui désolaient le pays et les brusques revirements politiques, les membres composant les conseils et les personnages influents du gouvernement paraissaient enclins à une politique plus calme et plus sage. Le directoire comptait trois membres patriotes: La Harpe, Secrétan et Oberlin et deux modérés: Dolder et Savary. Encouragé par le récent exemple donné par Bonaparte le 18 brumaire, La Harpe, voulut aussi faire

son petit coup d'Etat. Il avait l'intention de dissoudre les conseils législatifs au moyen des baïonnettes françaises, afin de rendre la prépondérance au parti révolutionnaire. Son projet combattu par Savary finit par échouer et cette entreprise tourna contre ses auteurs. Le directoire fut dissout par les conseils législatifs et, par décret du 7 janvier 1800, Dolder et Savary demeurèrent seuls chargés du pouvoir exécutif. Le lendemain, on nomma une commission exécutive de sept membres chargée de l'administration jusqu'à l'époque de l'introduction d'une nouvelle constitution; Savary en faisait partie. Il eut dans ses attributions le département des contributions publiques. Toutefois, six mois après, la situation intérieure n'était guère changée, car le peu de stabilité ainsi que les divisions qui régnaient, mettaient obstacle à la bonne marche des affaires. Voyant qu'elle ne pouvait pas gouverner d'une manière efficace, la commission exécutive eut recours elle-même à un coup d'Etat. Le 7 août 1800, elle ajourna le grand conseil et le sénat et les remplaça par un corps législatif unique dont elle nomma presque tous les membres. Un conseil exécutif de sept membres, au nombre desquels était Savary, remplaça la commission. Cependant, quoique composés en général d'hommes droits et intègres, ces conseils ne purent accomplir aucune œuvre durable et un nouveau coup d'Etat, celui du 27 octobre 1801, vint grossir la liste de ces mesures arbitraires. Le mouvement, à la réussite duquel Savary prit une grande part, eut pour résultat d'éloigner les unitaires du pouvoir et d'installer une diète helvétique composée de fédéralistes ayant à sa tête Aloys Rëding comme premier landammann. Peu après cet événement, Savary quitta le pouvoir exécutif pour être membre du sénat, à partir du 20 octobre 1801. Depuis lors nous ne le voyons plus jouer de rôle important dans les affaires helvétiques. Rentré à Fribourg, il reprit sa place dans la commission de santé, le 10 juin 1802.

Sous le régime de l'acte de médiation, il entra dans l'administration de la commune de Fribourg, fut membre du conseil communal, chef de la police locale, puis, le 3 janvier 1810, le petit conseil, sur la triple présentation du conseil communal, nomma Savary président ou syndic de la ville de Fribourg.

Les troupes alliées qui étaient entrées en Suisse, le 24 décembre 1813, traînaient à leur suite le typhus et d'autres maladies contagieuses. Savary fut naturellement mis à la tête de la commission chargée de l'administration du service médical organisé à Fribourg. Il établit trois hôpitaux : celui des fiévreux, dans le bâtiment des « Grand'-Places », celui des convalescents, à l'académie (actuellement l'hôtel de Fribourg) et un troisième dans des baraques ; mais ces installations ne contenaient que 259 lits, tandis qu'il fut des jours où le nombre des malades s'éleva jusqu'à plus de 700 ; il fallait alors les disséminer dans les auberges, ce qui causait beaucoup de difficultés. Le 22 juillet 1814, soit après plus de six mois de pénibles labeurs, ce service était à peu près terminé et le Dr Savary reçut du petit conseil des remerciements pour les services rendus ; on décida de lui faire un cadeau consistant en une pièce d'argenterie.

Les bouleversements politiques de cette époque eurent pour résultat le rétablissement du patriciat ; Savary fut nommé membre du grand conseil en 1814 et confirmé dans ses fonctions de syndic de Fribourg, poste qu'il occupa jusqu'à sa mort survenue le 7 septembre 1821.

Il avait épousé Mlle Madeleine Girard, sœur du P. Girard, un fils issu de ce mariage fut Nicolas Savary, né en 1784¹⁾.

Weck, Nicolas de, fils de Charles-Nicolas Weck et de Marie-Barbe de Montenach, fut baptisé à Wünnenwyl le 9 octobre 1729. Il embrassa de bonne heure la carrière militaire et reçut le 17 janvier 1748 le brevet d'enseigne dans la demi-compagnie de son père au régiment suisse de Wittmer. Il fut nommé capitaine de cette compagnie le 29 mars 1750. Après avoir assisté au siège de Mæstricht, il reçut une blessure à la tête dans le combat de Sondershausen en 1758 et assista l'année suivante à la bataille de Bergen ; dans cette même guerre de Sept-Ans, il fut fait prisonnier à Dillenbourg, le 7 janvier 1760, par les troupes du prince de Brunswick.

1) Arch. cant. — Rôle, N° 7, p. 67 et 166. — Livre des bourgeois, N° 2, p. 10. — *Manuaux*. — Tillier, Hist. de la rép. helv. — Hilty. Vorlesungen über die Helvetik. — Daguët. Hist. suisse. — Kuenlin, Dictionnaire historique, II, 119.

Au mois de juillet 1772, il fut créé chevalier de St-Louis, nommé major en 1773 et incorporé en cette qualité dans le régiment de Waldner en 1776; il devint lieutenant-colonel de ce régiment (devenu Vigier) en 1780. Considéré par ses supérieurs comme un officier instruit et zélé, il reçut du comte d'Affry un témoignage des plus flatteurs constatant la bonne tenue du régiment.

En 1781, lors des troubles qui agitèrent le canton de Fribourg, il vint prendre sa place dans les conseils, car il était membre des Deux-Cents depuis 1753 et des Soixante depuis 1779.

Au mois de juin 1790, il demanda sa retraite, motivée par le mauvais état de sa santé, et quitta ainsi le service de France où il avait passé 42 ans.

Il avait épousé Marie-Françoise-Thérèse, fille de Georges-Joseph de Schaller, bailli de Montagny.

De retour à Fribourg, il ne resta pas inactif; il fut nommé, le 49 juillet 1790, colonel du régiment du bailliage commun de Schwartzenbourg, et banneret en 1797. Il avait connu au service de France le général Dumouriez. Lorsque ce dernier devint ministre des affaires étrangères de Louis XVI, il crut devoir écrire à M. Weck pour le prier d'user de son influence en Suisse dans le but de maintenir les rapports d'amitié entre la Suisse et la France, menacés sans doute par l'influence des émigrés. Sous le régime de la république helvétique on l'imposa d'une somme de 2,500 écus, soit environ 8,625 fr. de notre monnaie, pour sa part à la contribution des deux millions. Il fut retenu comme otage à Chillon en 1799. Les troupes françaises ayant évacué la Suisse, les soldats des petits cantons occupèrent Fribourg en septembre 1802; le colonel Weck fut nommé commandant de place et chef de la garde urbaine.

Il mourut à Fribourg, le 12 mars 1803, sans avoir eu d'enfants ¹⁾.

Vonderweid, Jacques-Philippe-Joseph de, fils de François-Philippe Vonderweid et de Marie-Françoise-Dorothée d'Estavayer,

1) Extrait des « Notices biographiques sur les membres de la famille de Weck », par M. Alfred d'Ammann.

naquit en 1730. Il fut membre des Deux-Cents en 1751, grand sautier de 1761 à 1766, du conseil des Soixante en 1764, hailli de Gruyères de 1766 à 1771, Secret de 1771 à 1784 et enfin membre du conseil suprême en 1784. Pendant les troubles de l'année 1784, il fut un des membres envoyés dans la campagne pour entendre les réclamations du peuple. La même année, aux mois de novembre et décembre, il fut délégué auprès des représentants des cantons confédérés envoyés à Fribourg, afin de travailler à la pacification du pays. L'agitation causée par la révolution française et les grands rassemblements de troupe qui avaient lieu dans la haute Alsace, nécessitèrent une occupation militaire de la ville de Bâle par des détachements suisses. Chaque canton envoya à tour de rôle des représentants et Vonderweid séjourna à Bâle en cette qualité en 1792. Pendant la république helvétique il fut arrêté et conduit à Chillon où il contracta une maladie dont il mourut à Fribourg le 5 février 1801; il fut enterré à Tavel le 7 du même mois. Il avait épousé Mlle Anne-Marie de Praroman ¹⁾).

Werro, Charles-Joseph de, naquit en 1754. Il entra au conseil des Deux-Cents en 1775. Vu la grande influence que son père l'avoyer François-Romain Werro avait alors dans l'Etat, il obtint de suite un rapide avancement. Lors du renouvellement de l'alliance avec la France, en 1777, il accompagna son père à Soleure en qualité de secrétaire de légation; il reçut à cette occasion une chaîne et une médaille d'or. Il devint archiviste en 1776, et occupa ce poste jusqu'en 1782.

Lors des événements de 1784, le vieil avoyer Gady penchait plutôt vers la conciliation et il écoutait avec bienveillance les doléances qu'on lui adressait. Son collègue, l'avoyer François-Romain Werro, au contraire, représentait le parti fermement attaché au *statu quo*, qui ne voulait faire aucune concession. Aussi voyons-nous les libelles et les pamphlets de ce temps déverser la haine sur le nom de Werro; il est fort probable que si le complot de Chenaux avait réussi les membres de cette famille auraient dû payer de leur sang leur attachement aux

1) Arch. cant. — Recès fédéraux, tome VIII, p. 60, 290.

anciennes idées. Partageant entièrement les opinions de son père, Charles-Joseph Werro fut un ennemi déclaré des revendications populaires. Il remplit les fonctions de secrétaire d'une commission de 16 membres chargée d'examiner les réclamations de la bourgeoisie de Fribourg. Il fut gravement compromis dans l'affaire de l'enlèvement du coffre des bannerets. Ce coffre qui contenait les chartes de la république fut enlevé clandestinement des archives, le 14 mars 1782, et transporté dans une maison particulière, au su de l'archiviste Werro. Son supérieur immédiat, le chancelier Castella, informé par hasard de ce fait, montra beaucoup de fermeté; il fit aussitôt réintégrer le coffre à sa place. Cette aventure eut un grand retentissement dans le canton et au dehors. En avril 1782, Werro accompagna les représentants de Fribourg à la conférence de Morat, en qualité de secrétaire de légation. Il fut ensuite chancelier de 1782 à 1792, commissaire général de 1794 à 1796, membre du conseil suprême en 1795 et arriva enfin en 1796 au poste le plus élevé de la république, soit à la dignité d'avoyer.

Bientôt les orages amoncelés de toutes parts éclatèrent sur la confédération des XIII cantons et l'ancien gouvernement fribourgeois succomba sous le poids de l'invasion étrangère. Berne lutta avec vaillance, ses habitants renouvelèrent à Neueneck et au Grauholz les exploits de leurs pères; le vieil avoyer Steiger parut sur le champ de bataille et il fut dans l'exil le vénérable représentant de la vieille Suisse. Si la chute de Berne est accompagnée d'une certaine grandeur, celle de Fribourg ne peut malheureusement pas lui être comparée. Abandonné par une partie des populations romandes, ne recevant que peu de secours de ses confédérés, le gouvernement capitula, presque sans combat, le 2 mars 1798, et remit ses pouvoirs à une commission provisoire.

Rentré dans la vie privée, Werro était regardé par les patriotes comme le chef des mécontents, il n'est donc pas étonnant qu'il fut emprisonné en 1799 et conduit à Chillon comme otage.

Au commencement du régime de l'acte de médiation il resta en dehors des affaires, aussi fut-on très surpris de le voir tout à coup postuler une place de lieutenant du gouvernement, soit

préfet de Fribourg; il fut nommé le 21 novembre 1807 et fonctionna en cette qualité jusqu'en 1814. Peu de temps après la mort du landammann d'Affry, quelques personnes jetèrent les yeux sur Guillaume d'Affry pour remplacer son père comme député au grand conseil, mais un autre parti, à la tête duquel étaient Jean de Montenach et le colonel Gady, proposa aux suffrages l'ancien avoyer Werro; une lutte acharnée se livra, dans laquelle on eut recours à de nombreuses cabales. Enfin le nom de Werro sortit victorieux de l'urne avec deux voix de majorité (17 avril 1811). On voyait déjà poindre à cette époque les divisions qui éclatèrent plus tard. Werro prêta serment le 27 mai; il fit à cette occasion un assez long discours dans lequel il parla beaucoup de lui-même et des intrigues ourdies contre sa personne.

L'entrée en Suisse des alliés amena le rétablissement du patriciat; les membres du gouvernement antérieur à la révolution reprirent leurs places dans les conseils et Werro rentra dans sa dignité d'avoyer. Il fut nommé, le 18 janvier 1814, premier membre de la commission souveraine chargée de rétablir l'ancienne constitution en la révisant.

En 1818, le rappel des Jésuites à Fribourg causa beaucoup d'agitation. Six conseillers d'Etat sur treize, à leur tête l'avoyer Werro, J. de Montenach, Charles Schaller, protestèrent publiquement et firent paraître une brochure qui finissait par ces mots : « L'union est détruite à jamais. » Dans sa séance du 13 octobre 1818, la majorité du conseil d'Etat désapprouva cette brochure, la taxant d'illégale et d'inconvenante. On prit des mesures pour en entraver la circulation. Toutefois la conduite de Werro, dans cette circonstance, ne lui rendit pas la sympathie des libéraux, car ils avaient trop de griefs contre lui. La chanson des « obscurants » composée quelques années plus tard lui décroche quelques traits bien mordants, sous le pseudonyme de Servius.

Depuis lors, nous ne trouvons guère de traces de son action politique, car les protocoles du grand conseil de ce temps sont fort succincts et ne nous donnent que rarement les noms des orateurs.

L'avoyer Werro mourut à Fribourg le 24 mai 1828. Ses

obsèques eurent lieu avec beaucoup de pompe ; tous les corps de l'Etat et de la commune de Fribourg y assistèrent, ainsi que les officiers, les ordres religieux et les étudiants. La garde d'Etat et les milices faisaient la haie le long du convoi et les cloches de toutes les églises sonnaient le glas funèbre. Des salves furent tirées sur la tombe. Le 23 juin, un service solennel fut célébré à St-Nicolas par Mgr l'évêque pour le repos de l'âme du défunt.

Il avait épousé Marie-Françoise Gottrau d'Hennens. Son fils Romain de Werro fut chancelier, puis conseiller d'Etat du canton de Fribourg ¹⁾.

Werro, Jean-Georges-Joseph de, frère du précédent, est né en 1759 ; il fut membre du conseil des Deux-Cents en 1779, baumeister de 1792 à 1797 et bailli d'Attalens en 1797, otage à Chillon en 1799. Pendant le court séjour que les troupes des petits cantons firent à Fribourg en 1802, il eut la garde des clefs de l'arsenal, des magasins militaires et des tours de la ville. En 1803, il reprit ses fonctions de baumeister. Il exerçait en cette qualité la surveillance sur les routes, les forêts et les bâtiments de l'Etat ; l'administration des forêts fut remise en 1816 à un inspecteur particulier ; ce ne fut qu'en 1827, que des services distincts furent institués pour la surveillance des routes et l'intendance des bâtiments. Werro fonctionna comme baumeister et grand voyer jusqu'en 1830, époque de sa mort. Il était rentré dans le grand conseil restauré en 1814 ²⁾.



1) Arch. cant. — Manuaux. — Recès fédéraux. — Brochures diverses. — *Daguet*. Histoire de la Suisse. -- Mémoires du conseiller de Diesbach.

2) Arch. cant.

ANNEXES

I

PROCLAMATIONS DU COMMANDANT HENRY.

LE COMMANDANT EN CHEF DE LA FORCE ARMÉE
DANS LES COMMUNES INSURGÉES DU CANTON DE FRIBOURG.

Aux habitants des dites communes!

Des ennemis de la liberté sont parvenus à vous égarer au point que vous avez pris les armes contre vos frères ; ils vous persuadent que pour être heureux vous devez violer vos serments, renoncer à la constitution que vous avez jurée de maintenir. Insensés que vous êtes ! Croyez-vous que le génie de la liberté, partout victorieux, ploiera devant vous, et que les scélérats qui vous excitent à l'insurrection puissent vous assurer une tranquillité qu'on ne trouve que chez les peuples libres ?

Hommes égarés de toutes les classes, écoutez la voix de l'humanité, rentrez dans vos foyers, posez des armes qui ne devraient être entre vos mains que pour l'extermination des tyrans et reprenez paisiblement vos travaux journaliers. Obéissez à la voix de la patrie et reconnaissez enfin que vous ne pouvez être heureux qu'en vous soumettant aux lois.

Helvétiens révoltés, ne pensez pas que vous soyez inexpugnables dans vos montagnes ; vous n'ignorez pas que rien n'arrête les hommes libres et que partout ils peuvent vous atteindre ; craignez donc la terrible vengeance des républicains, si vous persistez plus longtemps dans vos égarements.

En conséquence, et ensuite des ordres du commissaire du gouvernement, le commandant de la force armée ordonne ce qui suit :

- 1° Il est accordé sûreté et protection à tous les hommes égarés et absents quelconques qui rentreront dans leurs foyers 24 heures après la date de la présente, remettant toutes leurs armes à l'agent ou au commandant des troupes stationnées dans les communes; l'assurance la plus entière leur est donnée que leurs personnes et leurs propriétés seront respectées;
- 2° Les agents des communes enregistreront les noms des hommes et de ceux qui rendront leurs armes;
- 3° Si contre toute attente quelques malheureux persistaient dans leurs égarements, les communes restées rebelles seraient en exécution militaire et les insurgés poursuivis jusque dans leur dernier repaire;
- 4° Le commandant français invite, au nom de l'humanité, tous les habitants à rentrer paisiblement dans leur paroisse. Il promet qu'aucun tort ne leur sera fait.

Donné à Dirlaret, le 29 germinal, à 4 heures de relevée.

Le commandant de la force armée:

(Sig.) HENRY.

FORCE ARMÉE DU CANTON DE FRIBOURG,

Ordre du jour du 30 germinal.

Le commandant en chef de la force armée voit avec peine que les ordres qu'il a donnés pour respecter les propriétés ne sont point suivis et que des soldats se permettent de piller journellement; en conséquence, il ordonne de nouveau ce qui suit :

- 1° Tout individu faisant partie de la force armée qui sera trouvé à piller ou voler, ou qui sera reconnu l'avoir fait,

sera sur-le-champ arrêté et conduit en prison à Fribourg pour être livré aux tribunaux militaires;

- 2° Il est pareillement défendu de troubler le peuple dans l'exercice de sa religion. Il est ordonné de respecter le culte et de ne gêner en aucune manière ceux qui l'exercent;
- 3° Il est défendu à tout militaire de quitter son poste et de s'écarter du lieu de son cantonnement avec ses armes, l'intention du commandant en chef étant qu'il ne soit tiré aucun coup de fusil, ni commis aucune agression. — Ceux qui s'écarteront et qui se répandront dans les bois seront arrêtés et conduits de même en prison pour y subir les peines dues à leur désobéissance;
- 4° Il est ordonné aux commandants des différents postes de laisser passer les hommes qui rentreraient dans leurs foyers et de les protéger même jusqu'à leur arrivée dans leur commune;
- 5° Je rends les chefs de corps personnellement responsables de l'exécution de la présente et les charge d'y tenir la main avec la dernière sévérité.

Fait à Dirlaret, le 30 germinal.

Le chef de bataillon comd^e en chef :

(Sig.) HENRY.

II

RAPPORT

ADRESSÉ AU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR
PAR LE PRÉFET NATIONAL DE FRIBOURG
SUR L'ÉTAT POLITIQUE DE CE CANTON.

Du 30 aoust 1799.

Citoyen-ministre.

Si pendant longtemps aucun rapport ne vous est parvenu de ma part pour compléter le tableau de la situation politique de l'Helvétie, que vous devez présenter au directoire exécutif, c'est que je ne doutais aucunement que le commissaire du gouvernement qui, pendant plusieurs mois, paralysa une partie de mes fonctions, n'eût donné au directoire les renseignements les plus détaillés sur l'état politique de ce canton. Aujourd'hui, que vous désirez avoir ce rapport, je m'empresse de vous le faire d'une manière aussi succincte que vraie.

Le canton de Fribourg est un de ceux où le nouvel ordre de choses était le plus goûté jusqu'à l'époque de la loi sur l'organisation des milices. Chaque citoyen s'empressait de témoigner à l'envi son attachement à la constitution en payant de bon cœur les contributions et les impôts et en supportant sans murmurer les logements des soldats, les réquisitions en tout genre qu'on exigeait de lui. La levée de la milice a tout changé. Les paroisses allemandes des districts de Fribourg et de Schmitten se refusèrent à cette mesure et il fallut les y contraindre par la force. Dans les autres districts elle souffrit plus ou moins de difficultés. Le départ des jeunes gens de l'élite avait ramené un peu de calme ; mais leur désertion, les plaintes qu'ils apportaient pour la colorer, et surtout l'approche des armées autrichiennes ont de nouveau corrompu l'opinion et retardé les progrès du nouvel ordre de choses.

Les fonctionnaires publics de ce canton ont toujours rempli leurs devoirs avec zèle et activité. Leurs moyens ne sont pas toujours en rapport avec leur bonne volonté, mais on doit leur savoir gré de leurs excellentes intentions. Les agents surtout méritent les plus grands éloges. Cette partie des fonctionnaires, la plus négligée par le gouvernement, ne s'est point ralentie et a constamment travaillé avec un désintéressement très louable. Il se trouve parmi eux quelques personnes ineptes, mais point de prévaricateurs.

Le peuple de ce canton est en général doux, calme et peu porté aux mouvements et aux changements violents. Il supporte ses maux avec patience et il a fait jusqu'à ce moment tous les sacrifices compatibles avec ses ressources. On voit cependant qu'il commence à s'inquiéter sur l'avenir et à douter du bonheur que la constitution lui promettait. Il murmure sur les impôts qu'il trouve trop forts, sur les réquisitions qui le fatiguent en le ruinant et sur la trop longue durée de l'état précaire où se trouve l'Helvétie, qu'une alliance offensive et défensive avec la France peut entraîner dans sa ruine totale. La paix ou la neutralité reconnue de la Suisse seraient le remède que le peuple désire.

Il est un autre objet important qui mérite toute l'attention du gouvernement, c'est la misère qui augmente chaque jour et atteint même les familles qui jouissaient jusqu'à présent d'une existence médiocre, pendant que les secours qui soulageaient jadis l'indigence manquent presque entièrement. L'abolition des dîmes a détruit la plus grande partie des revenus des instituts pieux qui y étaient destinés, les collectes ne rapportent plus rien par l'appauvrissement général, ce qui fait que chacun réserve pour ses besoins les plus urgents le peu de ressources qui lui restent. Les communes elles-mêmes sont écrasées et hors d'état de faire quelque chose. Les suites funestes de l'abolition des dîmes se font sentir d'une manière cruelle et contribuent à faire peu aimer l'ordre de choses actuel ¹⁾.

Salut républicain.

Le préfet national :

(Sig.)

DÉGLISE.

1) Extrait du copie-lettres du préfet national. — Archives cant., N° 96, p. 275.

III

MÉMOIRE

POUR INSTRUIRE LE PUBLIC SUR LE COMPTE DES FRIBOURGEOIS
DÉTENUS AU CHATEAU DE CHILLON
DU 28 AVRIL AU 10 JUILLET.

Dressé et rédigé par un des détenus (le P. Sansonnens).

EXPERTO CREDE....

1799.

Gapany, membre du corps législatif helvétique et nommé par le directoire commissaire du gouvernement dans le canton de Fribourg, commença le grand'-œuvre de sa mission par faire arrêter différentes personnes des plus marquantes. C'étaient Son Excellence Werro, et MM. Jean Werro, son frère; Vonderweid, conseiller; de Diesbach de Tornay; de Gléresse, grand-chanoine d'Arlesheim; Odet, conseiller et frère de Mgr l'évêque; le chancelier Ræmy et le Père Séraphin Sansonnens, capucin-lecteur.

En conséquence de l'ordre émané du dit commissaire, Lecorps, citoyen français et commandant de la place, envoya le 11 avril, vers les huit heures du matin, un officier à chacun de ces Messieurs pour les inviter à se rendre chez lui. Il ne fut pas aussi honnête à l'égard du capucin. Celui-ci reçut dans son couvent, de la main d'un officier vaudois, un billet conçu dans ces termes : « Il est ordonné d'amener chez le commandant de place le dénommé d'autre part (le capucin Sansonnens). »

Fribourg, le 22 germinal, an 7.

Le commandant de place :

LECORPS, chef de brigade.

Arrivés chez le commandant, il nous pria de le suivre jusqu'au couvent des RR. PP. Cordeliers, et là il nous intima l'ordre qu'il venait de recevoir de nous mettre en état d'arrestation, ajoutant qu'il ignorait les raisons ou les motifs qui avaient nécessité cette mesure.

Quelques jours après, M. le banneret Perret vint grossir le nombre des détenus.

Notre détention aux Cordeliers se passa assez agréablement, sauf l'inquiétude et l'impatience où nous étions de savoir ce que nous allions devenir, ou ce que l'on ferait de nous. Elle dura l'espace de seize jours. Le dernier, c'est-à-dire le 26 au soir, on vint nous communiquer, par le canal et l'organe du R. P. gardien, un ordre du commissaire du gouvernement où il était dit que tous les détenus (à l'exception du chancelier, M. Ræmy, qui demeura en arrestation aux Cordeliers jusqu'au 26 juin) seraient transportés, le lendemain matin, au château de Chillon. La nuit fut employée en grande partie à se préparer pour le voyage. Le Père capucin se procura à la hâte des habits séculiers, n'osant pas s'exposer à paraître dans le pays de Vaud en habit religieux, et l'événement justifia pleinement sa conduite.

Le 27, environ les six heures du matin, quatre voitures nous attendaient à la porte des Cordeliers; ainsi après avoir entendu la sainte messe que célébra le père Sansonnens vers les quatre heures, et après avoir pris un petit déjeuner, nous entrâmes en voiture escortés par neuf dragons français. Une foule de monde était rassemblée devant le couvent pour nous voir partir. Mais, ce qui prouve qu'à Fribourg la très grande majorité pense bien, la plupart des spectateurs parurent comme consternés et on voyait la stupeur, la commisération et la pitié peintes sur les visages.

Dans la première voiture étaient M. Perret et l'agent national Lotta, chargé du transport; dans la seconde MM. de Tornay et de Gléresse et le domestique de M. de Vonderweid; dans la troisième, MM. Werro, frères, et Vonderweid, et enfin dans la quatrième, M. Odet et le P. Sansonnens. Nous défilâmes par la rue de Lausanne et partout on croyait découvrir sur les figures les mêmes marques de pitié, de commisération et de stupeur.

Depuis Fribourg jusqu'à Bulle nous n'eûmes rien de désagréable et de fâcheux à essayer. C'était dans Bulle que devait s'ouvrir la carrière humiliante, j'ose même dire tragique, que nous avions à parcourir. Nous descendîmes à l'auberge de la *Mort*, pour y prendre notre diner. Mais à peine fûmes-nous entrés que l'on plaça de toutes parts des sentinelles qui, loin de nous défendre contre les malveillants qui venaient nous insulter, se joignaient encore à eux pour nous accabler d'injures. On ne nous perdit pas un seul instant de vue, comme si nous eussions été des criminels dignes de la corde. La femme de l'auberge nous rendit en ce moment de très bons offices, de même que son mari, en réprimant la langue infernale de ces mutins et en s'opposant de toutes leurs forces aux affronts et aux insultes que l'on avait vraisemblablement le dessein de nous faire essayer.

Vers la fin du diner, Brodard, de La Roche, détenu au château de Bulle depuis le 24, vint nous rejoindre accompagné du sous-préfet Ardieu. Celui-ci nous accueillit au sortir de l'auberge avec les témoignages de civilité et d'honnêteté que demandait la qualité des hôtes et en nous assurant, au moins de bouche, qu'il prenait toute la part possible aux désagréments et aux insultes que nous éprouvions.

Notre départ ne nous procura pas moins de désagrément que notre arrivée. La scène n'en devint même que plus scandaleuse, plus affligeante et plus tragique ; on nous accompagnait par des clameurs, des huées, des invectives, des imprécations de tous les genres et de toutes les espèces, c'est-à-dire par tout ce que peut exhaler de plus affreux un cœur ulcéré et rempli du fiel le plus amer. On ne manqua pas non plus d'y joindre ce refrain ordinaire : « Vive la république. » Ce n'était là encore que le prélude de nos humiliations.

A Vuadens on lâcha bien quelques propos, mais que nous n'avons pu distinguer ni comprendre, parce que les voitures allaient avec trop de rapidité. Il ne nous arriva rien de fâcheux à Vaulruz, ni à Semsales ; mais il n'en fut pas de même à Châtel-St-Denis. A peine étions-nous en vue du bourg que des cris redoublés de *voleurs*, de *grosses perruques*, d'*aristocrates*, etc., retentirent de toutes parts.

Malgré le peu d'envie que nous avions de nous arrêter dans un endroit où on nous recevait si cavalièrement, nous y fûmes contraints par les cochers qui ne jugèrent pas à propos de descendre jusqu'à Vevey sans donner un picotin à leurs chevaux. Le Père Sansonnens saisit cette occasion pour parler à un ami qu'il fit appeler et qui s'est rendu aussitôt chez lui, mais avec beaucoup de précautions et par des chemins détournés, crainte de se compromettre.

Nous partîmes ensuite pour Vevey, où nous sommes arrivés entre chien et loup. Mais quelle scène atterrante et inattendue s'offre tout à coup à nous ! Il faut en avoir été témoin pour s'en faire une idée. Près de deux mille âmes étaient rassemblées autour de l'auberge des *Trois-Couronnes*, où nous devons loger. Dès notre entrée dans les faubourgs, on nous assailit par une grêle d'invectives et d'injures les plus atroces, triste présage des traitements plus odieux et plus cruels encore auxquels nous devons nous attendre dans peu. Et, en effet, à peine sommes-nous arrivés devant la dite auberge que nos yeux sont frappés de la vue affligeante d'une vile, populace déchaînée et nos oreilles étourdies par les hurlements les plus affreux et par les cris mille fois redoublés de *vive la république . . . à la guillotine les aristocrates, ces coquins, ces scélérats . . . qu'on nous les livre, nous en ferons bonne justice*, etc. Cette scène nous retraçait en quelque sorte la conduite du peuple juif quand il demanda à grands cris la mort du Sauveur du monde.

L'aubergiste faisait difficulté de nous loger, dans la crainte sans doute de voir peut-être sa maison saccagée pendant la nuit. Mais après qu'on lui en eut intimé l'ordre, il y consentit malgré lui.

Non contente de nous insulte de bouche et par les paroles les plus outrageantes, la foule s'élançait contre nos voitures avec une impétuosité et une fureur qui tenaient de la rage, et les dragons qui nous escortaient eurent mille peines à percer, le sabre à la main, au milieu de cette bande de frénétiques et à nous frayer le passage. A mesure que l'un sortait de voiture, on redoublait les cris et les huées, et ce ne fut qu'au milieu des plus vives alarmes que nous pûmes atteindre notre logis, la

porte et l'entrée se trouvant hérissées de deux haies de ces cannibales prêts à nous égorger. M. Odet reçut un grand coup de poing dans les reins et que l'on accompagna de mille injures. Le Père Sansonnens le suivit de près et dans son passage depuis la voiture jusqu'à la porte de l'auberge, on se mit à crier : *Voilà un curé* ; un autre furieux ajouta : *C'est un capucin* et lui appliqua un grand coup de pied au derrière en disant : *ha le B. . .* Dans toute cette scène, les femmes ne jouèrent pas le moindre rôle.

On a de fortes raisons de croire que tout cela, de même que ce que nous éprouvâmes à Bulle et à Châtel avait été préparé de loin et que nos soi-disant patriotes de Fribourg n'y ont pas peu contribué.

Quelque temps après notre arrivée, le sous-préfet, en grand costume et accompagné de l'agent, se rendit auprès de nous pour nous faire des excuses et nous rassurer ; mais il ajouta qu'il ne pouvait pas répondre de la populace, qu'il ferait néanmoins son possible pour dissiper l'attroupement.

La nuit fut pour nous un temps bien critique et bien orageux. On plaça devant les portes de nos chambres des sentinelles qui, à en juger par les apparences et par tout ce que nous eûmes à souffrir de leur part, auraient fait plus volontiers à notre égard l'office de bourreau que celui de garde ou de défenseur. La conversation, soutenue avec beaucoup de vivacité et d'humeur, roulait continuellement sur le genre de supplice qu'on devait nous faire subir comme *traîtres à la patrie*.

Ce soir-là, on ne soupa pas avec un très grand appétit. Nous avions la douleur de voir introduire auprès de nous toute sorte de monde, qui venait nous regarder comme si nous eussions été des bêtes rares ou des pièces curieuses. Il fut impossible à la plupart d'entre nous de prendre le moindre repos à cause du boucan affreux que les sentinelles ont fait toute la nuit. Un officier un peu plus humain que ces furieux eut mille peine d'obtenir, à force de sollicitations et de prières, qu'on nous laissât seuls dans nos chambres pendant quelques heures. Au milieu de ce vacarme, on devait s'attendre à être égorgé. Aussi fût-ce peut-être pour la première fois que nous songeâmes

tout de bon à faire le sacrifice de nos vies. Que l'on juge d'après cela combien nous brûlions d'impatience de voir bientôt arriver l'aurore, qui mit fin à nos justes alarmes. Notre départ pour Chillon s'opéra sans bruit et assez tranquillement; et nous y arrivâmes vers huit heures du matin, le dimanche 28 d'avril.

Le château de Chillon est un édifice très ancien, bâti dans le lac par un des ducs de la maison de Savoie et placé sur un roc presque à niveau de terre. Il en est cependant séparé par un grand fossé qui n'est rempli d'eau que dans le temps où le lac est très élevé. On le découvre de fort loin. C'est la route de Vevey au pays du Valais qui y conduit. Il est dominé par de hautes montagnes et il n'y a d'espace entre le château et ces montagnes que précisément ce qu'il en a fallu pour former la route.

Lorsque vous approchez de ce fort, vous ne voyez absolument rien que deux enceintes de vieilles murailles qui couvrent tout l'édifice. On y entre par un pont fixe auquel est joint un pont de bois. A mesure que l'on avance, on découvre une petite cour et ensuite un bâtiment très irrégulièrement construit. Une trentaine de prisons, l'une plus forte que l'autre, d'immenses galetas, une caserne, deux arsenaux, une belle casemate et quelques mauvaises chambres du côté du lac, plus propres à renfermer des criminels qu'à servir de demeure aux honnêtes gens; voilà à peu près tous les agréments qu'offre ce triste séjour.

Avant notre arrivée un geôlier ou concierge et quelques vieux invalides du régiment de Watteville formaient toute la garnison; mais pour que nous ne puissions pas échapper aux glaives de la *justice nationale*, on y plaça, dès notre entrée, une garnison composée de 80 hommes, d'un commandant, d'un capitaine, d'un lieutenant, d'un sous-lieutenant, etc., car il est bon d'observer ici que l'on nous envisageait comme de grands coupables et les termes dont se servit le citoyen Gapany, dans sa lettre au commandant et où il était dit entre autres de nous : *Quoique non encore convaincus des maux qui affligent notre patrie*, etc.; ces termes, dis-je, n'étaient pas de nature à détruire dans les esprits de si funestes préventions. Ce langage fit même croire au commandant (Muller de la Motta), que le

chanoine de Gléresse qualifié de prêtre dans la dite lettre, était le curé de Plasselb et on eut de la peine à le détromper. Ce curé avait été conduit à Fribourg quelques jours auparavant pour avoir été pris, disait-on, les armes à la main pendant les troubles qui ont agité momentanément la partie allemande du canton. Mais son innocence étant enfin reconnue, il fut relâché après quelques semaines de prison.

La première personne que nous rencontrâmes à Chillon, après le commandant, ce fut M. Gottrau de Billens, qui était arrivé la veille au soir et avait passé la nuit sur la paille. Il avait été arrêté à trois heures du matin dans sa maison de Billens et de là conduit au château de Romont, où il était demeuré quatre jours. Le même jour, 28 avril, vers trois heures de l'après-midi, trois hommes sans armes conduisirent à Chillon, Dupré, greffier du district de Gruyère, pour y être détenu avec nous. Il avait pareillement gardé les arrêts pendant quelques jours au château du dit lieu.

Une chose assez remarquable, c'est que l'une des chambres qui nous était destinée se trouvant malheureusement sans grilles, on donna aussitôt ordre d'en barrer les croisées, quoiqu'elle fut à plus de cinquante pieds au-dessus de l'eau, et sans avoir égard au dimanche que l'on célébrait ce jour-là.

On nous introduisit enfin dans des chambres où il n'y avait pour tout meuble que deux mauvais bancs, deux ou trois chaises cassées et dont on ne pouvait plus se servir, des bois de lit dressés à la hâte avec de mauvaises planches, des paillasses remplies de vermine, etc.

Il était question de diner, car l'on avait faim. Mais que faire ? Personne dans la maison n'était en état de nous le procurer à défaut de provisions, de cuisinière, d'ustensiles de cuisine, etc. On fut donc contraint de faire venir de Villeneuve quelque chose à manger ; ce qui tarda beaucoup. Enfin vers les deux heures de l'après-midi, on nous servit un très mauvais repas, tout froid, et que l'on s'efforçait encore de toutes les manières possibles de nous rendre plus insipide et plus dégoûtant. Des soldats effrontés entraient et sortaient, venaient nous compter ; d'autres nous regardaient tour à tour par une fenêtre placée au-dessus de la porte.

Nous entendions tout ce jour-là et durant les autres jours de la semaine mille propos les plus alarmants lâchés contre nous, au point que l'on vint plus d'une fois nous avertir de prendre garde et de fermer la porte de nos chambres. On répétait sans cesse : *Il faut les guillotiner, les f.... dans le lac, ces b.... d'aristocrates, ces coquins, ces canailles..... qu'on nous les livre, nous les aurons bientôt expédiés.*

Le 3 mai suivant, MM. Bourgknecht, conseiller ; Gottrau, commissaire-général ; François de Castella et Nicolas Kuenlin, détenus depuis quelques jours aux Cordeliers, vinrent nous rejoindre dans notre retraite. Nous vîmes encore arriver, le 24 du même mois, M. le colonel Weck et le curial Magnin, d'Hauteville et enfin le 26, M. le conseiller de Diesbach et M. de Diesbach de Belleruche. Trois de ceux-ci furent relâchés quelque temps après, c'est-à-dire, M. le conseiller de Diesbach, le 14 juin, le curial Magnin le 24, et M. de Belleruche le 25. Avant son départ pour Chillon, le colonel Weck avait été détenu pendant une quinzaine de jours aux Cordeliers et le curial Magnin, pendant trois semaines, au château de Bulle. Nous étions en tout dix-neuf personnes (sans compter les domestiques) renfermés dans cette *bastille de la Suisse*. C'est ainsi que Gapany nomme le château de Chillon dans sa seconde lettre au citoyen Muller.

Mais revenons à l'histoire de notre détention et à la manière dont nous avons été accueillis durant notre séjour à Chillon. Le commandant nous avait annoncé dès notre entrée dans le château que nous ne pourrions communiquer avec personne, ni parler à personne sans qu'il y eût un officier présent. Il ajouta qu'il était libre à ces Messieurs d'avoir des domestiques, mais que ceux-ci garderaient les arrêts aussi bien que leurs maîtres. Et, en effet, pendant les deux premières semaines on ne nous permit pas seulement d'aller jusqu'à la fontaine qui n'était pourtant qu'à une dizaine de pas de la porte de notre prison.

Nous ne pouvions ni recevoir, ni envoyer aucune lettre ou billet quelconque sans la permission du commandant et sans qu'elle eût passé par ses mains. Au bout de deux semaines, le commandant, ou en son absence un autre officier de la garnison, nous conduisait de temps à autre dans les deux cours du château,

où l'on respirait un air empesté par les odeurs les plus insoutenables. Finalement il nous était libre de nous promener seuls dans l'enceinte des murs ; mais nous fûmes ensuite obligés d'y renoncer pour faire place à une trentaine de malheureux Valaisans, remplis de vermine, qui, après avoir languï plusieurs semaines dans une seule et même prison, obtinrent enfin la permission de se promener et de nettoyer leurs vêtements. Nous craignions avec raison de faire, en continuant notre promenade ordinaire, des emplettes de ces insectes, ce qui aurait rendu notre séjour insoutenable. Ajoutez à cela que l'air du lac et l'humidité qui en résulte n'ont pas peu contribué à altérer la santé de plusieurs d'entre nous.

Bien des personnes sensées avaient vu de très mauvais œil les traitements odieux qu'on nous avait fait essuyer à Vevey. Aussi, soit qu'on eut le dessein de nous donner une satisfaction convenable, soit qu'on ait seulement cherché à nous faire prendre le change sur le compte des autorités constituées du Léman et sur leur bonne police, deux agents accompagnés d'un secrétaire se rendirent un jour à Chillon pour dresser un procès-verbal relativement aux procédés indignes des habitants de Vevey. On reçut nos dépositions ; le procès-verbal fut dressé en due forme ; mais nous n'avons point appris que cela ait eu des suites ou qu'on ait puni les mutins.

Il est une infinité d'autres circonstances plus ou moins intéressantes qui mériteraient d'être consignées dans ce mémoire, mais le détail en serait trop long. Voici néanmoins certains faits principaux que nous ne saurions omettre. Comme nous nous trouvions, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, sans matelas, sans chaises et sans aucun meuble de première nécessité, un honnête homme de Vevey, nommé Descoterd, boulanger de profession (car il y a des honnêtes gens partout), eut la bonté et la charité de nous en procurer. Et qui l'aurait cru ? au lieu de l'approbation si justement méritée de la part de ses concitoyens, cet homme vraiment chrétien n'en a reçu que des blâmes, des invectives, des menaces, des persécutions même. Mais il avait pour lui le témoignage de sa conscience et l'approbation de son Dieu ; cela lui suffisait. Il n'a pas même craint d'affronter plus

d'une fois le péril pour venir nous consoler dans notre malheur. M. le châtelain de Vevey et M. le ministre Dufour, de Montreux, tous deux fort estimables à tous égards, vinrent pareillement de temps à autre nous témoigner la part qu'ils prenaient à notre sort ; aussi n'évitèrent-ils pas la censure des démagogues républicains.

Au bout des trois premiers jours de notre détention à Chillon, la femme du concierge entra brusquement dans la chambre où nous étions rassemblés pour le souper, déclarant qu'elle avait ordre du commandant de pourvoir à notre entretien. Quoique ce ne fut là qu'une ruse et une supercherie de sa part, il fut prudent de plier, crainte de nous attirer de nouveaux désagréments et de nouvelles persécutions. Elle fit donc venir une cuisinière de Vevey, se procura quelques linges de table, quelques ustensiles de cuisine et nous fîmes ensuite marché avec elle. On fut fort mal servi et assez chèrement, surtout vers la fin de notre détention.

Je passe sous silence ce que nous avons eu à souffrir de quelques-uns de nos compatriotes qui conduisaient des munitions tant en Valais qu'à Chillon, nous chargeant d'invectives et d'injures et cherchant par là à indisposer la garnison contre nous. Je dirai aussi que nous nous trouvions malheureusement dans une prison-auberge, où tout le monde pouvait venir boire et insulter impunément à notre malheur.

Nous nous en sommes plaints au citoyen Muller, lequel répondit qu'on ne pouvait pas y remédier, cela ayant été d'usage depuis longtemps. Je me tais encore sur le danger que nous avons couru mille fois de périr par le moyen des poudres que l'on déposait dans divers endroits du château, sans aucune précaution. Il arriva même souvent que des chars chargés de cartouches et couverts d'une simple toile restaient des semaines entières dans une des cours, où les soldats allaient à tout moment fumer et vider leurs pipes. Je ne dirai rien de la crainte, surtout dans les commencements, où nous étions que des soldats mal-intentionnés ou autres ne glissassent quelque poison parmi nos mets, tant l'on était prévenu et animé contre nous. Je ne parlerai pas enfin des rats qui étaient en si grand nombre et si

apprivoisés que le jour même de notre arrivée on en tua en moins de cinq minutes sur la fenêtre d'une de nos chambres.

Tel est en abrégé l'histoire fidèle de notre arrestation et détention au château de Chillon.

A Fribourg, les parents des détenus firent diverses démarches pour obtenir notre élargissement. On dressa une pétition signée par le commissaire du gouvernement et par le préfet national du canton, et dans laquelle ce dernier déclarait qu'il n'y avait absolument rien à la charge d'aucun de nous et qu'aucune plainte ne lui était jamais parvenue à notre sujet. On nomma une députation de quatre personnes qui devaient se transporter à Berne et la présenter au directoire exécutif. Le résultat fut la mise en liberté de tous les détenus, à l'exception de quatre, à qui on fit espérer qu'ils ne tarderaient pas non plus à être élargis. Ceux qui, après deux mois de prison, partirent le 28 juin, étaient par conséquent au nombre de douze, c'est-à-dire Son Ex. Werro, MM. le conseiller Vonderweid, le banneret Perret, le conseiller Bourgknecht, le conseiller Odet, le commissaire-général Gottrau, François de Castella, Kuenlin, le colonel Weck, M. de Torny, Dupré de Gruyère et Brodard de La Roche.

Enfin, le 10 juillet arriva le jour fixé dans les décrets de l'Eternel pour l'élargissement des derniers détenus, savoir Jean Werro, Gottrau de Billens, de Gléresse et du Père capucin.

Quel vaste champ cette matière fournirait aux observations les plus judicieuses et les plus intéressantes, s'il était possible de raisonner avec des gens qui ont adopté pour règle de ne suivre jamais aucun principe! . . . Pourquoi nous a-t-on arrêtés et détenus si longtemps? . . . Pourquoi n'avons-nous été relâchés que partiellement et non pas tous ensemble? Pourquoi a-t-on retenu les moins marquants de tous? C'est ce que nous ignorons à jamais.

Nous soupçonnerait-on peut être d'avoir excité ou favorisé les troubles qui eurent lieu au commencement d'avril dernier, dans une partie du canton de Fribourg? En ce cas-là, il est bien surprenant que ces grands prôneurs qui nous prêchaient sans cesse l'amour de la patrie et l'attachement le plus inviolable à la constitution, ayant violé cette même constitution dans un point aussi essentiel.

Voyez ce qu'elle dit : Tit. vi, art. 83 : « Si le directoire est informé qu'il se trame quelque conspiration contre la sûreté extérieure ou intérieure de l'Etat, il peut décerner des mandats d'amener et des mandats d'arrêt contre ceux qui en sont présumés les auteurs ou les complices. Il peut les interroger, mais il est obligé, sous les peines portées contre le crime de détention arbitraire, de les renvoyer par devant l'officier de police dans le délai de deux jours pour procéder suivant les lois. »

Au mépris de cet article, on nous arrête et on nous retient pendant trois mois en prison, sans nous interroger et sans nous faire connaître les raisons ou les causes d'une mesure aussi barbare qu'inconstitutionnelle. Tel est le respect que le féroce Ochs a pour son fantôme de constitution....

Nous a-t-on arrêtés comme otages ? (Car c'est sous cette qualification que les papiers vaudois et Gapany lui-même nous désignent, ainsi que tous les autres détenus des autres cantons.) Nous n'examinerons point ici quels peuvent être les cas où l'on a coutume de prendre des otages, et si nous pouvions être envisagés comme tels. Mais en supposant que nous ayons été pris en qualité d'otages (ce qui n'a pas le sens commun), d'où vient que l'on n'a pas instruit le public à temps. On nous aurait épargné bien des craintes, des angoisses, des persécutions. D'où vient que le citoyen Gapany a eu le front de mettre dans sa lettre : « Quoique non encore convaincus d'être les auteurs des maux qui affligent notre patrie, etc. » Si nous étions otages, contre qui avait-on dessein de nous échanger ?.... Quel rôle aurait surtout joué dans un échange un pauvre capucin avec sa besace ?

Il se débitait dans Fribourg, avant notre départ, que notre arrestation avait eu pour motif et pour but une mesure de sûreté générale que commandaient les circonstances, et que c'était pour la même raison aussi que différentes personnes avaient été arrêtées dans d'autres cantons de l'Helvétie. Qui ne sent pas le ridicule d'une semblable démarche, si tel en a pu être le motif ? On nous regardait donc dès lors comme des gens suspects et dangereux.

Mais de quel droit pouvait-on nous envisager de la sorte ?

Notre conduite avait-elle jamais fourni matière à la critique ou à des inculpations fondées? Nous avait-on vus par exemple parcourir les campagnes pour exciter le monde à la révolte ou pour le détourner de la milice? Nous avait-on entendus semer la zizanie et la discorde parmi le peuple ou former des complots contre le gouvernement! Non et la déclaration du préfet national, dont on vient de parler, nous met complètement à l'abri de tels reproches aussi absurdes que calomnieux et infâmes. Il est donc évident que le motif de notre longue arrestation et détention n'a pu être que le plaisir de nous tourmenter et de faire en même temps souffrir toutes les personnes qui pouvaient s'intéresser pour nous et prendre part à notre sort.

Mais qui ne sera pas surpris de voir l'étrange différence que l'on met entre les prisonniers de Chillon après leur élargissement. Ils sont également tous traités innocents et néanmoins tandis que dix-sept d'entr'eux peuvent jouir d'une entière et pleine liberté, on assujettit M. le chanoine de Gléresse et le Père Sansonnens à des formalités et à des règles qui sont presque aussi dures que la prison. C'est sans doute par un excès de patriotisme et de religion que nos nouveaux gouvernants ont imaginé cette ridicule distinction.

Voici la lettre qu'a reçue M. de Gléresse, peu de jours après son arrivée.

Fribourg, le 15 juillet 1799.

LE PRÉFET NATIONAL DU CANTON DE FRIBOURG
AU CITOYEN CHANOINE GLÉRESSE.

Citoyen,

Je viens de recevoir du directoire exécutif l'ordre le plus précis d'exiger de vous des cautions pour votre conduite politique. Je vous invite en conséquence à satisfaire promptement à cet ordre et à me faire tenir d'ici à demain soir le cautionnement de deux hommes de cette commune dressé en due forme.

Salut républicain.

Le préfet national du canton :
DÉGLISE.

M. de Gléresse a tout lieu de croire que le fameux Ochs, autant connu par son impiété que par ses rares talents, aura, en quittant le directoire, laissé à ses confrères comme une étrenne son esprit persécuteur. Comme il lui doit bien sûrement son arrestation et détention (suites naturelles que l'animosité de cet homme pétulant et vindicatif nourrissait depuis longtemps dans son cœur) il est presque assuré de lui devoir aussi les mesures de rigueur qu'on vient de prendre à son égard.

Quant au père Sansonnens le public verra sans doute, avec indignation, la manière dont on le traite et qu'il a si peu méritée. Qu'on lise la lettre suivante, adressée par le commissaire Gapany à Mgr l'évêque de Lausanne; elle décèle parfaitement l'esprit de son auteur.

Fribourg, le 17 juillet 1799.

GAPANY, COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT
DANS LE CANTON DE FRIBOURG.

Au citoyen Odet, évêque de Lausanne.

Citoyen évêque,

Le directoire exécutif me charge de mettre le citoyen Sansonnens, capucin, sous la surveillance immédiate de son supérieur, ce qui doit déjà être d'après les règles de leur ordre et de lui faire défendre par qui de droit la chaire et le confessional, jusqu'à nouvel ordre.

C'est donc à vous, citoyen, comme chef de l'Eglise dans ce canton, à qui je dois m'adresser pour ordonner l'exécution des volontés du gouvernement en pareil cas, espérant que vous voudrez bien lui faire intimer cette défense, qui est une suite nécessaire des imprudences que ce religieux a commises en différentes rencontres.

Salut et considération.

GAPANY.

Je ne m'arrêterai point ici à relever toutes les impiétés que renferme la présente lettre, ni les injustices criantes et manifestes du directoire dans cette affaire. Tout le monde sait que

le père Sansonnens n'a jamais prêché que la pure vérité de l'Evangile et la morale de Jésus-Christ; et tous ceux qui se sont confessés à lui pourraient lui rendre témoignage qu'il n'a jamais cherché qu'à leur inspirer l'esprit de pénitence, de charité, de paix et de soumission. Aussi pour tout grief on est forcé d'en venir à des imprudences, mais qu'on n'a garde d'articuler, parce qu'on serait sûr d'être aussitôt démenti.

A ces traits que je viens de tracer à la hâte, apprends, ami lecteur, à connaître et à apprécier la justice, l'humanité et les autres vertus sociales qui caractérisent le républicanisme moderne. Ce n'est là, toutefois, qu'un faible échantillon des fruits qu'a portés et que portera toujours ce maudit arbre d'infernale liberté.



CORRESPONDANCE

DE

FRÉDÉRIC-CÉSAR LAHARPE ET JEAN DE BRY

(Mai 1798 — Mai 1799)

PUBLIÉE PAR

LÉONCE PINGAUD

AVANT-PROPOS

Peu de temps après son retour de Russie (1795), Frédéric-César Laharpe vint à Paris, et il y prépara à distance, par ses écrits adressés à l'opinion, par ses démarches auprès du gouvernement français, l'indépendance du pays de Vaud et la chute de l'antique Confédération suisse. Emigré pour la cause populaire, il n'osait s'avouer ou se disait tout bas que ses dénonciations contre l'oligarchie bernoise allaient déchaîner sur sa patrie l'invasion étrangère et la guerre civile. Seulement, la révolution accomplie et les armées du Directoire maîtresses de la Suisse, il ne ménagea point ses remontrances à ses alliés de la veille; il ne cessa de signaler, dit le continuateur de Jean de Müller, les abus que commettaient les commissaires français; il se fit le défenseur officieux de toutes les parties de son pays. Il écrivait au ministre Talleyrand, au directeur Merlin, à Jean De Bry « le représentant du peuple, l'ami de tous ceux qui aiment la liberté » (t. XVI, p. 75).

Quelques fragments de cette correspondance déjà publiés permettent d'en apprécier le ton général et la portée ¹⁾. Les lettres qui suivent offrent une série complète, et montrent Laharpe en relations suivies avec l'un des hommes politiques français qu'il paraît avoir connu et estimé entre tous. Jean De Bry, député de l'Aisne à la Législative et à la Convention, était de ceux qui, depuis le 9 thermidor, essayaient de faire vivre en France, sur des bases rationnelles, le gouvernement républicain. Après avoir marqué dans la section diplomatique du Comité de salut public,

1) SEIGNEUX, *Précis historique de la révolution du canton de Vaud*, t. 1, p. 200-203.
— STRICKLER, *Actensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik*, t. 1, p. 73 et sq.

il était devenu, au Conseil des Cinq Cents, un des orateurs les plus écoutés et des députés les plus influents. Passionné pour les exemples de l'antiquité comme pour les rêves de l'école philosophique, il trouva en Laharpe un esprit formé à la même école que le sien; ils devinrent amis. Leur liaison se continua lorsque Jean De Bry fut appelé à représenter la France au congrès de Rastadt (mai 1798), et Laharpe à faire partie du Directoire helvétique (juin).

On les verra l'un et l'autre, dans leurs confidences réciproques, vivant en quelque sorte par la pensée au dessus des événements, contraints pourtant d'en subir la vue, d'en déplorer les conséquences. Ils croient tous deux sincèrement à la « régénération » de la Suisse; ils dénoncent ou ils avouent avec tristesse les excès qui l'ont accompagnée, et néanmoins rien ne trouble au fond leur optimisme, si ce n'est la menace d'une réaction inévitable. Laharpe a beau s'indigner contre les agents de Revbell et de Barras; il n'en appellera pas moins l'un d'eux, Lecarlier, un véritable ami de la Suisse. Il a beau redouter un traité d'alliance offensive et défensive entre les deux républiques; le moment venu, il y apposera sa signature avec enthousiasme. Il se plaint sans se décourager, mais sa colère est celle de l'amour, et il verra malgré tout des amis dans les oppresseurs de sa patrie. Quant à Jean De Bry, qui avait un esprit droit et un amour sincère de la justice, il plaide avec quelque embarras les circonstances atténuantes en faveur de ses compatriotes, il invoque les circonstances, et demande à son ami l'oubli du présent au nom des promesses de l'avenir.

On sait ce que devinrent peu de temps après les deux constitutions chères à Laharpe et à Jean De Bry. Sous le règne de Napoléon, empereur des Français et médiateur de la Confédération suisse, le premier vécut à l'écart, cherchant à oublier ses déceptions, mais fidèle à ses opinions et à ses espérances; le second devint de bonne foi, comme préfet du Doubs, un des meilleurs et des plus intelligents serviteurs du nouveau régime. On ne voit pas que leurs relations aient survécu à leur élévation commune et passagère.

LÉONCE PINGAUD.

CORRESPONDANCE

DE

FRÉDÉRIC-CÉSAR LAHARPE ET JEAN DE BRY

(Mai 1798 — Mai 1799)

I

LAHARPE A JEAN DE BRY

Félicitations sur sa nomination comme plénipotentiaire
au congrès de Rastadt.

Paris, 4 prairial an VI (20 mai 1798).

Citoyen représentant,

Permettez-moi de venir vous féliciter du poste honorable auquel vous ont appelé vos longs travaux et la confiance du gouvernement. En qualité de vieil ami de la liberté, j'ai toujours désiré qu'elle fût défendue au dehors par les mêmes hommes qui la fondèrent au dedans, et nul n'avait des droits plus justes à représenter la république que l'un de ceux qui la créèrent. Les envoyés de ces mêmes potentats qui vous avaient inscrit sur la liste fatale verront signer la charte de leur existence politique par la même main qui traça les articles du fameux décret contre les tyrans ¹⁾.

Au milieu de vos grandes occupations, veuillez, je vous prie, garder quelque souvenir d'un homme qui vous a des obligations multipliées, et qui met beaucoup de prix à conserver votre estime.

Je vous recommande ma patrie, citoyen représentant, elle renferme de vrais amis de la vôtre.

Agréez mes vœux pour le succès de vos grands travaux et pour votre heureux voyage, et l'assurance de mon respect.

1) Allusion à une proposition, d'ailleurs sans effet, formulée par Jean De Bry, le 26 août 1792, d'organiser un bataillon de 1,300 *tyrannicides*, destinés à aller combattre corps à corps les rois en guerre avec la France.

II

JEAN DE BRY A LAHARPE

Félicitations sur sa nomination au Directoire helvétique.
Vues sur l'avenir de la Suisse. Projet de voyage en ce pays.

Rastadt, 25 messidor an VI (13 juillet 1798).

Citoyen directeur,

Je partage avec tous ceux qui connaissent vos écrits, mais plus encore avec ceux qui vous connaissent personnellement, la joie que doit leur inspirer votre promotion au Directoire helvétique. J'en ai formé le vœu souvent, et je croyais compléter par là l'intérêt que j'ai pris dès l'origine au succès de votre régénération. Camille et Pélopidas étaient aussi proscrits ; ils sauvèrent Rome et Thèbes. Vous sauverez l'Helvétie, vous la conserverez à la grande famille des hommes libres, et cette haute perspective vous consolera de l'ajournement que vous allez faire des douceurs de la retraite.

Vous avez, citoyen directeur, une connaissance trop juste des hommes et des choses pour ne pas sentir que la vie se partage sous un double rapport, les actions qui passent et celles qui restent. Dans la première catégorie, je range tous ces actes ténébreux de subalternes achetés ou trompés sur lesquels tôt ou tard un gouvernement ferme prononce ; dans la seconde sont ces grandes déterminations qui brisent ou qui rivent les fers d'une nation. Un peu de temps suffit pour réparer le mal des premières, et le cours des siècles ramène difficilement l'occasion de fonder son indépendance et son meilleur être, quand, cédant même au plus juste ressentiment, on l'a laissé échapper.

Tout m'assure que ce piège où nos ennemis communs désiraient nous voir tomber sera évité ; votre nomination, votre acceptation m'en sont les garants les plus certains. Des tyrans ne viendront point aduler l'alliance helvétique pour perdre la Suisse et condamner la mémoire de Guillaume Tell. Je n'ajouterai rien, citoyen directeur, aux sentiments qu'à cet égard l'amour de l'humanité et l'intérêt de ma patrie m'ont fait vouer à la

vôtre ; mais ce sera au citoyen Laharpe, mon ami, que je ferai connaître confidentiellement ce que, dès mon arrivée ici, le 9 messidor, j'écrivais au gouvernement français :

« La Suisse — je dirai franchement qu'il me semble que
« l'on a mal connu le caractère helvétique, on a eu tort de
« blesser l'amour-propre d'un peuple fier et orgueilleux, car ce
« qui est le plus insupportable pour les Etats comme pour les
« individus, c'est le mépris, ou son apparence. Le gouvernement
« peut encore se faire bénir par le peuple suisse ; qu'il suive à
« son égard une marche plus douce, qu'il le surveille et le
« défende, mais qu'il mélange à propos de considération et
« d'amitié ce que sa protection semble avoir de dur et de per-
« sonnel. Tout ceci peut ou se placer dans un traité d'alliance
« entre les deux nations ou se témoigner graduellement par un
« ministre français qui connaîtrait ces formes, lesquelles ne
« changent rien à rien et qui font tout supporter. »

Tels étaient mes desirs, tels ils sont encore ; je les vois avec la plus vive satisfaction près de se réaliser. Si je peux y concourir, je compterai cet acte au nombre de ceux que l'on lègue à sa famille. Il me sera bien doux de vous voir au milieu de celle que la justice porte enfin à vous rendre d'une manière éclatante vos droits d'hérédité. Je joindrai, puisque vous me le permettez, l'expression de mon amitié à celle de leur reconnaissance. J'irai ensuite admirer avec vous cette terre antique qu'a dessinée le pinceau de la nature, et que je désire tant connaître. Ce n'est point là, citoyen directeur, un château en Espagne ; c'est bâtir une chaumière patriarcale. Ma femme et mes filles sont de moitié dans cette entreprise ; sensibles à votre obligeant souvenir, elles vous prient d'agréer l'assurance de leurs civilités ; elles les offrent de même, ainsi que toutes les expressions de l'amitié de Paris, à M^{me} Laharpe à qui je présente mon respect.

Vous m'offrez de me donner de vos nouvelles, c'est une demande que je voulais vous faire et une promesse que je réclame. Je vous réitère tous mes sentiments d'attachement, et je vous prie d'agréer comme directeur l'hommage de mon respect.

III

JEAN DE BRY A LAHARPE

Confirmation de la lettre précédente.

Rastadt, 18 thermidor an VI (5 août 1798).

Citoyen directeur,

Je ne vous interromps dans ces premiers moments de votre installation que dans la crainte où je suis que ma lettre du 25 messidor adressée à Aarau ne vous soit pas parvenue. En félicitant votre patrie et la mienne du choix qui avait été fait de vous pour consolider le bonheur politique de l'Helvétie, je vous demandais, comme citoyen, comme philanthrope, la continuation d'une amitié dont je vous prie d'agréer les assurances réciproques. Mon vœu le plus cher est qu'elle puisse contribuer à établir entre les deux peuples des nœuds qui garantissent leur prospérité commune. Je vous le disais et vous le savez, citoyen directeur, les torts des hommes passent ou peuvent être réparés, mais les suites d'un mauvais conseil donné à une nation sont souvent irréparables.

Je ne veux point vous distraire plus longtemps de vos occupations; je désirais me rappeler à votre souvenir. Les marques m'en sont trop précieuses pour que je ne prévoie pas qu'une infidélité de la poste pouvait m'inculper d'inconvenance et de malhonnêteté.

Permettez que M^{me} Laharpe trouve ici l'assurance de mon respect et de celui de ma famille. Je vous prie, citoyen directeur, de croire à l'expression de mon inviolable attachement.

IV

LAHARPE A JEAN DE BRY

Portrait des membres du Directoire helvétique. Leur vie, leurs occupations, leurs projets. Ce qui manque au nouveau gouvernement. Objections à un traité d'alliance offensive avec la France; conditions que désirerait y mettre la Suisse.

Aarau, 10 août 1798.

Citoyen ambassadeur,

J'ai trouvé à mon arrivée l'obligeante lettre que vous m'aviez fait l'honneur de m'adresser à Aarau, et à laquelle j'aurais répondu tout de suite, sans une indisposition assez sérieuse qui m'a forcé à garder le lit pendant plusieurs jours. Je languissais de vous entretenir de nos affaires; car qui plus que vous a droit d'en connaître le cours?

Elles ne sont pas brillantes, mais elles ne sont pas désespérées, et avec de la prudence, un peu de sagesse et beaucoup de persévérance, elles peuvent s'améliorer. Commençons par le Directoire. Legrand, mon ancien camarade de collège, est un républicain pur, éclairé, laborieux, aimant son pays par dessus tout et digne de l'estime de tous ceux qui le connaissent. Oberlin, avec moins de talents et de connaissances, est un brave homme; c'est un grand adversaire du clergé et des anciens gouvernants que la prudence nous oblige à ménager pour éviter des insurrections. Vous connaissez Ochs: il a beaucoup de capacité, je suis convaincu qu'il est un vrai patriote, mais le mode de sa promotion lui a fait beaucoup d'ennemis, qui ne se réconcilieront avec lui qu'après l'avoir vu marcher dans la ligne constitutionnelle, ce qu'il observe avec le plus grand soin. Glayre joint aux formes les plus aimables et les plus séduisantes beaucoup de connaissances très bien classées, des vues saines autant qu'étendues, un grand désir de faire le bien et une énergie à toute épreuve. Le cinquième vous est connu, mais pour le juger

attendez les faits; car il commence à peine à boire dans la coupe du pouvoir. Je ne puis vous répondre que de son inviolable attachement aux principes. L'union des membres du Directoire est très-intime dans ce moment; je crois même qu'elle n'avait jamais cessé avant mon arrivée, mais on me fait l'honneur de l'avoir resserrée encore davantage, éloge qui me flatterait infiniment si je croyais l'avoir mérité.

Nos ministres sont non-seulement très capables, mais, ce qui n'est pas très commun, ils réunissent au plus haut degré les connaissances, le zèle et la moralité. Il en est de même de nos premiers employés. En un mot, il n'y a parmi nous qu'un cœur et qu'une âme, et vous seriez sûrement touché en voyant les chefs suprêmes de la nation vivre en frères avec leurs subordonnés, sans que ceux-ci oublient jamais les devoirs de la subordination à leur égard.

Nos occupations sont presque au-dessus de nos forces, parce que de toutes parts on nous consulte. Le corps législatif délibérant lentement et sans système, nous sommes forcés de prendre beaucoup sur notre responsabilité, et de hasarder nos têtes pour sauver la chose publique, ce qui commence à nous populariser. La constitution nous attribue un pouvoir beaucoup trop étendu, mais il n'est appuyé par aucuns moyens visibles, et la force morale, fruit de la confiance du peuple, sera la seule puissance qu'il nous soit permis d'acquérir. J'espère néanmoins qu'il arrivera ce temps où, forts de la confiance populaire, les modestes directeurs helvétiques pourront, en donnant un simple signal à leurs frères, ébranler l'Helvétie jusque dans ses fondements et faire sortir de terre des défenseurs pour maintenir son indépendance et sa liberté contre les despotes d'Orient.

La vie d'un directeur est extrêmement laborieuse, en suite de la règle invariable que nous suivons de ne pas laisser arriérer les affaires. De six à huit du matin, notre porte est ouverte à tous. A huit ou neuf, nous nous rassemblons et demeurons en séance jusqu'à deux heures. Les audiences nous prennent encore quelques heures de l'après-dinée, et très souvent nous nous rassemblons le soir pour concerter seuls les mesures générales qui sont arrêtées le lendemain. Ajoutez enfin les heures à donner

à la lecture de divers mémoires et à la méditation, et vous jugerez, citoyen ambassadeur, que notre métier n'a rien de celui d'un sybarite : nous sommes à la lettre les *serfs de la république*, et il faut réellement avoir le diable au corps pour y résister ; mais que ne peut l'obstination sur les têtes humaines ? Nous nous sommes engagés à consolider à tout prix notre révolution, et je crois pouvoir annoncer qu'il n'y a aucun de nous assez lâche pour renoncer à l'entreprise.

Nos travaux ne sont pas même compensés par des dédommagements. Accumulés, j'ignore pourquoi, dans une petite ville dénuée de ressources, nous sommes détestablement logés et tenus. Nul d'entre nous ne peut tenir ménage. Nous sommes en pension bourgeoise, comme à l'université, et vivant fort mal. Ces incommodités intolérables ont poussé à bout les plus stoïques ; mais au lieu de transporter le siège du gouvernement à Berne ou à Zurich, qui offraient des établissements tout faits et des ressources en tout genre, on vient de choisir Lucerne. Cette commune qui réunit aux avantages de la centralité et d'un site superbe sur les bords d'un lac sacré pour nous (*sic*), est néanmoins encore un peu petite, et a d'ailleurs l'inconvénient momentané d'être cernée par des campagnes encore fanatisées, qu'il faudra éclairer et ramener par beaucoup de ménagements, pour l'empêcher de faire des sottises. L'époque de notre changement de résidence n'est pas encore fixée ; il est probable seulement et fort à désirer que ce soit très vite ; car nous avons trop d'affaires pour perdre impunément du temps. Ce sera donc sur les bords de ce lac dont les baies, les promontoires et les rochers sourcilieux rappellent les nombreux exploits de nos premiers libérateurs, que j'aurai le plaisir de serrer dans mes bras l'un des plus illustres fondateurs de la république française. Il ne dédaignera pas nos modestes demeures, et ne foulera pas sans plaisir cette terre classique qui produisit jadis des héros, dont la race conserve encore quelques vestiges des mœurs et de l'énergie de leurs pères. Notre république est trop pauvre pour briller sur le théâtre du monde. Tout lui fait un devoir de rappeler les mœurs simples de ses premiers fondateurs et de ne se distinguer que par des vertus austères. C'est ainsi que, placés à vos côtés, nous méri-

terons encore d'être comptés, et que vous-mêmes aurez du plaisir à contempler ce peuple ami, dont la régénération fut votre ouvrage. Pardonnez, citoyen ambassadeur, cette longue digression ; je reviens à mon sujet.

Notre corps législatif a une marche lente, incertaine, qui provient tout à la fois et de son inexpérience et de son absurde composition. On craignait tant d'y voir entrer un trop grand nombre d'individus des familles régnantes, qu'il a été composé pour la moitié au moins de paysans, d'aubergistes et de campagnards, doués d'un sens droit, il est vrai, mais entièrement neufs sur tout ce qui tient aux principes de la législation et de l'économie politique. Vous eûtes assez de deux ou trois pères Gérard ; nous en avons au moins cent trente : *Inde mali labes*. Des légistes imbus de l'idée qu'ils savent tout profitent de l'inexpérience de la tourbe honnête pour l'étourdir par leur verbiage et la conduire très mal ; et tel est l'amour-propre de ces meneurs, qu'ils ne souffrent pas qu'on leur indique même avec ménagement la route à suivre pour terminer bien vite notre organisation. C'est à ces causes, combinées avec la conduite tenue pendant quelque temps par les agents français, qu'est due, je ne dirai pas notre désorganisation, mais la confusion des anciens et des nouveaux usages au milieu de laquelle nous vivons encore. Il nous manque des lois organiques relativement aux municipalités, aux juges de paix, aux bourgeoisies et jurandes, aux biens des communes et à ceux de l'Eglise. La Suisse n'ayant jamais connu ce qu'on appelle un système financier, il a fallu créer cette partie. Notre ministre des finances vient de proposer un projet qui a bien notre approbation, mais qui n'aura pas celle des conseils ; en sorte que nous flotterons encore dans le vague, à moins de recourir à des mesures de salut public qui sont toujours infiniment périlleuses. Non seulement nos coffres sont vides, les moyens de les remplir nous échappent, et ce qui nous épuise totalement, c'est l'entretien d'une armée de dix-neuf mille hommes, que nous ne pouvons caserner qu'à grands frais, et qui est cantonnée dans les villes et les campagnes chez les habitants. La discipline est à la vérité excellente dans ce moment, mais vous sentez, citoyen ambassadeur, que l'entretien de l'armée

la mieux disciplinée est toujours onéreux ; c'est au point que dans la petite ville d'Aarbourg à une lieue d'ici, les pauvres ont été jusqu'à porter leurs enfants aux municipaux, en les conjurant de les nourrir, puisqu'ils n'avaient plus rien à leur donner, leur commune ayant logé successivement plus de cinquante mille soldats.

Des auxiliaires français nous sont assurément indispensables jusqu'à ce que nous ayons réorganisé notre force armée, tant soldée que sédentaire, ce dont on s'occupe en ce moment, mais quatre à six mille hommes suffiraient, et les habitants de la campagne sentiraient vivement le service qui leur serait rendu par une diminution pareille.

C'est au milieu de ces circonstances difficiles qu'on nous presse de conclure une alliance *offensive*, sans nous expliquer en quoi cette offensive doit consister, sans même nous communiquer par écrit un contre-projet qui renferme les conditions d'un engagement de cette importance. Pendant les derniers jours de mon séjour à Paris, j'ai fait mon possible pour prouver aux membres du gouvernement qu'on ne pouvait et ne devait pas nous imposer cette dure condition au milieu de notre détresse actuelle. On paraît se défier de notre gouvernement, parce qu'il ne montre pas la même souplesse que les républiques d'Italie, parce qu'il dispute, etc., tandis que cette constance de sa part devrait convaincre qu'il ne conteste que parce qu'il veut remplir les engagements qu'il pourrait contracter. Il répugne à nos mœurs de promettre ce que nous ne pouvons tenir, et j'espère bien qu'on ne nous forcera jamais à signer ce qu'il est physiquement et moralement impossible d'exécuter dans les conjonctures présentes.

Assurément, nous sommes dévoués à la république française, et bien persuadés que nous ne pouvons affermir notre constitution républicaine que par elle. Les amis de la liberté ne peuvent hésiter sur le choix des bannières. Pour eux, l'Europe est divisée en deux grandes armées, destinées, l'une à défendre et propager les principes, et l'autre à établir le despotisme et la servitude. Quoi qu'on puisse dire, les gouvernants de l'Helvétie sont décidés à faire cause commune avec ceux de la répu-

blique française, et il serait fort injuste de soupçonner d'attachement à l'Autriche et à l'Angleterre des hommes qui seraient dévoués au dernier supplice, si les partisans de celles-ci pouvaient jamais reprendre leur empire. D'où peut donc naître notre répugnance à contracter des engagements offensifs? Elle provient : 1° de ce qu'on ne s'explique point clairement sur la nature et les conditions de ces engagements. Elle vient : 2° de ce qu'on ne nous offre aucuns dédommagements capables de compenser les risques énormes auxquels nous nous exposons en adoptant dans la crise actuelle une politique entièrement opposée à celle qui valut à nos pères une paix de deux siècles. Elle vient : 3° de ce que nous ne sommes point organisés dans notre intérieur, en sorte que le premier de nos besoins comme le premier de nos devoirs est de nous occuper exclusivement des moyens d'affermir notre révolution qui a pour ennemis tous les anciens gouvernants et leurs clients, tous les grands propriétaires, une partie du clergé protestant et le clergé catholique, les privilégiés de toutes les espèces, les paysans fanatisés des montagnes, et ceux qui ont souffert de la guerre. Elle provient : 4° de ce que nos ressources sont nulles, de ce que nous n'avons ni argent, ni magasins, ni arsenaux ; tous ces moyens nous ayant été enlevés par les harpies que le mauvais génie de la France nous a envoyées, et ne pouvant se recouvrer qu'à force d'économie et de sagesse. Elle provient : 5° de ce que nous n'avons encore aucune force militaire organisée conformément à notre nouveau régime. Notre pauvreté ne nous permet pas même d'avoir une garde de deux cents hommes, et il nous serait impossible de solder un corps permanent.

Cependant, nous travaillons dans cet instant à organiser une gendarmerie destinée à faire en temps de guerre l'office de tirailleurs et de guides. Des officiers habiles s'occupent à nous procurer une troupe d'élite destinée à être soldée lorsque nous le pourrons, et une garde nationale sédentaire qui puisse facilement soutenir la première. Le Directoire vient, par un message du 9 août, de recommander ces objets au corps législatif, comme mesures urgentes, et il n'en restera pas là, parce qu'il veut à tout prix mettre la nation en état de se faire respecter de la

maison d'Autriche, son ennemie naturelle et la protectrice déclarée de ces fanatiques et de ces contre-révolutionnaires qui travaillent à allumer la guerre civile en Suisse.

La répugnance du directoire exécutif pour l'offensive provient enfin de ce qu'étant une nouvelle autorité, il lui faut quelque temps pour se faire reconnaître et respecter ; or, il n'aurait dans ce moment ni assez de crédit, ni assez de pouvoir pour entraîner soit les conseils, soit la nation elle-même dans ses mesures. C'est en vain qu'il signerait une alliance offensive, dont le nom seul le ferait abhorrer de tout le peuple ; il serait désavoué par tous les Suisses, un petit nombre excepté ; et loin d'avoir rendu un service à la nation française à laquelle on l'accuserait d'avoir vendu la sienne, il aurait travaillé contre elle.

Que le gouvernement français nous donne donc le temps d'acquérir la confiance du peuple, et cette popularité sans laquelle nous sommes nuls ; qu'il ne nous force pas, ainsi que les Italiens qui ne savent pas se battre et qui n'ont ni notre moralité, ni notre énergie, ni les mêmes intérêts, à signer une première alliance qui nous présenterait à l'Europe, non pas comme les fidèles amis de la grande nation, mais comme ses dociles ilotes ; qu'il en agisse avec nous comme avec un peuple ami, dont la constitution et le gouvernement identiques avec ceux de la France sont autant de titres d'intimité avec elle, en même temps que sa position topographique le rend son allié nécessaire dans tous les temps. Que le gouvernement français, en un mot, ne détruise pas lui-même un gouvernement établi par lui, mais qui ne tirera sa force pendant longtemps que de l'opinion populaire à son égard. Déjà nous prenons toutes les mesures propres à rendre notre constitution respectable et à assurer l'inviolabilité des frontières dont la défense nous est confiée. Encore quelque temps, et nous pourrons dire au peuple : « Voyez au delà du Rhin ces princes ennemis de votre révolution, protecteurs de vos prêtres fanatiques et de vos ci-devant, qui n'attendent que le moment favorable pour profiter de vos dissensions, transporter sur vos terres le siège d'une guerre déplorable et vous asservir. Ce sont ces ennemis qui veulent vous affamer en vous excluant des marchés de la Souabe, qui interceptent vos communications

commerciales, et qui viennent de saisir, en hardis voleurs, trente millions jadis prêtés par la bonne foi à la banque de Vienne. Ces ennemis sont les mêmes que vos aïeux défiront dans les champs de Morgarten et de Sempach; ils ne seront pas plus heureux contre vous; voici le moment de défendre la constitution qui les désespère parce qu'elle vous assure la liberté et l'égalité, etc. »

Tel est à peu près le thème des proclamations dont nous chargerons nos missionnaires, lorsque le moment en sera venu; mais hasarder aujourd'hui de pareilles démarches, lorsque nous sommes encore privés de moyens, serait inviter les Autrichiens à profiter de notre dénuement pour exécuter ce qu'ils méditent peut-être, mais ce qu'ils n'osent encore entreprendre, tant que nous observons les dehors du bon voisinage.

On m'objectera sans doute que la France peut craindre qu'en nous bornant à une défensive, même armée, ainsi que nous l'entendons, nous ne laissions l'Autriche maîtresse de transporter la guerre sur notre territoire. Je réponds à cela que nul n'est plus intéressé que nous à prévenir cet événement désastreux, qu'il n'est aucune précaution que nous ne prenions pour l'en empêcher, et que la simple annonce de sa possibilité nous donnerait à l'instant tous les patriotes, tous les amis de la liberté et de l'égalité, et ces mêmes braves montagnards dont la défense opiniâtre a prouvé que la Suisse bien unie serait invincible. Non, nous ne laisserons pas l'Autrichien pénétrer sur notre territoire, ou, s'il l'osait, nous saurions, je l'espère, le poursuivre de manière à l'en faire repentir; mais je ne puis trop le répéter, nous ne pouvons réveiller contre lui l'ancienne haine nationale en nous montrant les agresseurs par une offensive déclarée. Il faut qu'en nous bornant d'abord ostensiblement à la défensive, nous puissions convaincre le peuple que nous n'avons pas provoqué les hostilités indirectes ou imminentes que cet ennemi s'est déjà permises ou pourrait encore se permettre.

Enfin j'en reviens à ce que je disais au commencement; il faut qu'on nous remette par écrit un contre-projet en réponse à ce que nous avons présenté : il faut que les conditions de l'offensive exigée soient bien précisées, afin qu'il ne reste

rien de louche. Il faut qu'on nous accorde quelques subsides, puisque nous sommes pauvres, et qu'en cas de guerre, notre territoire soit garanti du côté de l'Allemagne par des cessions qui le rendent inviolable dans la suite. J'imagine par exemple que Constance, le petit lac appelé le Zellersee avec ses îles, toute la rive méridionale du grand lac de Constance, Lindau, Bregenz, et le petit pays appelé Vorarlberg, qui est situé entre la Sonabe, les hautes montagnes du Tyrol et la rive droite du Rhin et dont le possesseur est le maître d'affamer les Grisons, devraient nous être promis, ainsi que le Frickthal. Au reste ces idées n'appartiennent qu'à moi et je n'en fais mention qu'en passant, en vertu de l'axiome qui veut qu'on ne s'oublie pas.

Je crains beaucoup qu'on n'ait fourni aux Autrichiens le prétexte de s'emparer des Grisons, où ils ont un très fort parti. Il fallait laisser tranquille ce peuple revêche et impatient du joug de toute espèce d'autorité ; il serait revenu de lui-même aux Suisses, tandis que ses chefs le font pencher en faveur de l'Autriche qui convoite depuis longtemps l'Engadine, dans le but de procurer à ses armées un passage facile pour arriver par la Valteline jusqu'à Milan, sans être forcée d'assiéger Peschiera et Mantoue. Nous avons représenté à Paris toutes ces choses ; mais on s'est cru mieux informé, et l'on est allé en avant sans profiter des renseignements de ceux qui connaissaient les localités et l'esprit du peuple.

On nous mande qu'il y a eu une insurrection complète, que sur 63 juridictions, 33 se sont déclarées contre l'union à la république helvétique (c'est-à-dire pour l'Autriche), que 15 seules ont voté pour cette dernière, et que le reste n'a pas osé se déclarer. Le citoyen Tschanner, homme à talents, et quelques autres chefs ont dû fuir en grande hâte, et l'on s'attendait à tout instant à voir les Autrichiens, déjà très forts sur la frontière des Grisons, marcher pour profiter de la disposition des esprits.

En voilà bien assez, citoyen ambassadeur, et je serais honteux d'abuser ainsi de vos moments si je ne savais pas que votre amitié pour moi couvrira l'indiscrétion. Je vais mander à ma femme ce que voulez bien me dire d'obligeant pour elle. Depuis trois jours, elle est partie pour aller visiter mes parents

dans le canton Léman, à quarante lieues d'ici. S'il n'y avait pas trop d'indiscrétion, je vous demanderais aussi de me faire connaître ce que vous pouvez ; vous seul en réglerez l'usage.

Agréez l'assurance de tous les sentiments que je vous ai voués depuis si longtemps, que je conserverai toute ma vie, et veuillez me conserver dans votre cœur une place dont je crois n'être pas indigne.

V

LAHARPE A JEAN DE BRY

Nouvelles militaires et politiques.

Aarau, 13 août 1798.

Citoyen ambassadeur,

Je prends la liberté de vous adresser les nouvelles suivantes qui nous parviennent par des agents dignes de confiance.

I. — 20,000 hommes sont cantonnés depuis la fin de juillet et le commencement d'août dans le Vorarlberg (partie du Tyrol, comprise entre les Lignes grises, le Tyrol, le lac de Constance, et la rive droite du Rhin). Les Etats ont ordonné que les chasseurs de 1^{re} et 2^{me} réquisition seraient mis de suite sur pied, et que la milice se tiendrait prête au premier signal.

II. — Les villages situés sur la rive droite du Rhin, vis-à-vis le Rheintal, sont remplis de troupes, et un émissaire nous annonce ce matin qu'un train d'artillerie descend du Tyrol vers le même côté par la vallée de Pludenz et de Feldkirch.

III. — Les régiments autrichiens de Brèchainville (infanterie) et archiduc Jean (cavalerie) ont marché de suite vers la frontière des Grisons, sur le bruit de l'impolitique insurrection qu'on vient d'y exciter, tandis que les régiments Neugebauer et de Vins sont venus occuper leur place.

IV. — Un conseil de guerre extraordinaire vient d'avoir lieu à Bregenz au sujet de l'affaire des Grisons. Les généraux autrichiens, plusieurs émigrés suisses, et les généraux Hotzé et Salis y ont assisté. Ces derniers, dont l'un est Zurichois et l'autre Grison, s'y sont trouvés en habit bourgeois. Plusieurs ordres ont été expédiés en conséquence.

Nous avons communiqué ces nouvelles au citoyen Rapinat.

Les prêtres nous travaillent, et il existe un plan de contre-révolutionner la Suisse par leur moyen et l'assistance antrichienne; nous en avons les preuves. Notre position est bien difficile : nous n'avons ni argent, ni crédit, ni armes, ni magasins, ni munitions. On vient de sortir de Suisse cinquante canons appartenant jadis à notre nation, et l'on veut que nous devenions *offensifs* ! En vérité, je commence à croire qu'on veut nous partager, et franchement il serait plus loyal de l'annoncer.

S'il était certain cependant que la France désire notre indépendance, j'aurais une prière à vous adresser, ce serait de vouloir bien : 1° ne pas nous oublier dans le traité futur, au sujet de la navigation libre du Rhin, ainsi que vous en avez usé à l'égard des Bataves ; 2° de ne pas admettre les réserves de l'empereur en faveur des princes, états ou ecclésiastiques possessionnés en Suisse, puisque ce serait une escobarderie dont nous serions tôt ou tard les victimes. Un dernier *conclusum* qui renferme ces réserves et celles plus étranges d'une suzeraineté sur les terres de l'abbé de St-Gall nous a surpris et fort indignés ; mais nous n'avons point d'armée.

J'aurai soin, citoyen ambassadeur, de vous tenir au fait des nouvelles subséquentes, si elles en valent la peine. Je vous recommande notre république et son directoire, qui s'afflige d'être faible, mais qui a du courage et de l'énergie.

Agréez, je vous prie, mes salutations respectueuses et cordiales.

VI

LAHARPE A JEAN DE BRY

Envoi de la copie du traité d'alliance projeté.

Aarau, 17 août 1798.

Citoyen ambassadeur,

Je n'ai que le temps de vous joindre ici la copie des articles essentiels du traité d'alliance offensive et défensive que le directoire exécutif helvétique accepte et envoie à Paris par un courrier extraordinaire. Je souhaite que notre bonne volonté soit appréciée ; nous avons fait peut-être plus que nous ne pouvions et devons ;

mais il nous a paru devoir prendre quelque chose sur nous. La maladie d'Ochs l'a empêché d'assister aux délibérations ; mais je viens d'auprès de son lit, et il pense comme nous. Oberlin est absent depuis deux jours ; Glayre, Legrand et moi avons pris cette importante résolution. Nous n'hésiterons jamais lorsqu'il faudra coopérer à l'établissement des principes et à montrer de la reconnaissance à la grande nation. A peine j'ai le temps de finir. Agréez mes cordiales et bien cordiales salutations.

PS. — J'ai cru que notre décision pouvait vous importer en ce moment. Notre courrier part pour être dimanche à Paris. Nous lui avons recommandé la plus extrême diligence.

Rien de nouveau d'ailleurs. Schauenbourg fait marcher les troupes du côté des Grisons. Excusez mon barbouillage.

Notre peuple est très inquiet ; j'espère que le traité, s'il est admis à Paris, comme je le désire, nous raccommodera avec lui et justifiera le pas que nous avons fait.

VII

JEAN DE BRY A LAHARPE

Réponse aux plaintes de Laharpe. Il faut tenir compte des circonstances.
Nouvelles du congrès. Nouveau projet de voyage en Suisse.

Rastadt, 3 fructidor an VI (20 août 1798).

Citoyen directeur,

J'ai reçu vos deux lettres sous la date des 10 et 13 août. C'est avec un véritable plaisir que j'ai appris qu'enfin vous étiez au poste où la confiance de vos estimables concitoyens vous avait appelé. J'ai lu avec le même sentiment d'intérêt, vous n'en doutez pas, la grande partie des détails que vous me communiquez. Cependant, à l'égard de quelques points, permettez-moi de vous observer que peut-être donnez-vous trop au ressentiment qu'a pu vous causer la conduite de quelques subalternes Français en Suisse. Je vous avais fait la même observation à Paris. Par exemple comment se fait-il que vous ne soyez jamais

sans défiance à l'égard de la France ? Pouvez-vous supposer que l'on ait des vues de vous partager ? N'y a-t-il pas dans cette plainte injuste un sentiment d'amertume et d'aveuglement, car enfin le gouvernement français le voudrait en vain, la république française ne le voudrait pas.

D'un autre côté vous vous plaignez encore de la station d'une armée française en Suisse, et vous-même en donnez la raison ! C'est parce que l'Autriche vous cerne, qu'elle accumule en ce moment ses forces sur vos frontières. Je vous le demande, serait-il bien prudent au gouvernement français de laisser dans une pareille circonstance l'Helvétie ouverte à toute la malveillance de son éternel ennemi, et en même temps à toutes les conjurations que pourraient tramer contre un gouvernement naissant les agents, prêtres et privilégiés de celui qui fut détruit. Vous savez, citoyen directeur, ce que j'ai toujours pensé des actes arbitraires qui vous ont si justement fait gémir, mais pourquoi en déverser tout l'odieux sur chacun des actes du gouvernement, et comment se fait-il que depuis la révolution opérée en Suisse, l'esprit de quelques-uns de ses plus chauds amis ait tout à coup changé et soit passé sans intermédiaire de la louange totale à la désapprobation universelle ? Si j'avais moins de véritable estime et de loyal attachement pour vous, citoyen directeur, je ne me permettrais pas de vous tenir ce langage, mais votre caractère personnel et la noble franchise de votre nation m'y autorisent. Si je me trompe, ne voyez dans mes réflexions que le tribut d'un homme libre à un citoyen. Je fais passer par le courrier votre dernière lettre au directeur Merlin, je lui dis que la tranquillité de la France et l'indépendance de la Suisse exigent sous ce double rapport que les deux nations soient solidement liées, et marchent en s'entr'aidant vers leur prospérité commune¹⁾. Sans cela tout profite à l'Autriche.

1) Le 30 thermidor (17 août), Jean De Bry, dans une lettre au directeur Merlin, qui d'ailleurs ne fut pas envoyée, lui signalait ce mémoire de Laharpe. Il ajoutait : « Ses idées sont noires ; a-t-il tort ? Je n'en puis juger. . . . Mais ce qui m'est démontré, c'est l'intérêt majeur dont ce pays est pour la république, c'est l'importance que nos ennemis de toute espèce mettent à soustraire son affection à notre influence. . . . Je continuerai ma correspondance familière avec Laharpe, pour entretenir ses bonnes dispositions ; il peut beaucoup nous servir, et je vois qu'il m'est attaché. »

Le 4 fructidor (21 août), il envoie copie à Merlin de la lettre de Laharpe et de la réponse qu'il a faite : « La Suisse, dit-il, est un point que l'on ne peut trop surveiller, et qui, de tous ceux où nous avons porté la lumière, tient le plus à cœur à l'Autriche. . . . »

Les lenteurs allemandes ici nous désespèrent, il s'en faut pourtant que je renonce à l'attente de voir bientôt la paix s'établir. Si l'on met, je ne dirai pas de la bonne foi, mais un peu d'intérêt bien entendu, cela ira de soi et sans difficulté. D'exécrables papiers français servent encore de pâture à quelques valets d'émigrés, mais que le char soit mis en train, et il ne sera pas arrêté par des grains de sable. Surveillez ces hommes, ils abondent dans vos environs.

Que ne puis-je bientôt les parcourir, n'importe à quel titre, ce sera pour ma famille et pour moi une véritable jouissance d'aller saluer le gouvernant philosophe auquel je suis sincèrement attaché, ainsi que sa digne compagne. J'irai cueillir le matin le vulnérable et le génipi dans vos montagnes, et le soir nous dirons : Autrefois les oligarques, les prêtres, etc., voulaient nous faire égorger de nos propres mains afin de pouvoir traiter en bêtes de somme les restes de notre population détruite, ils ont disparu.

Agréez, citoyen directeur, l'assurance nouvelle de tous les sentiments que je vous ai voués.

VIII

LAHARPE A JEAN DE BRY

Signature du traité d'alliance offensive et défensive.

Aarau, 24 août (1798), à 8 h. du soir.

Citoyen ambassadeur,

Vive la république française ! Vive la république helvétique !

Le traité offensif et défensif vient d'être signé à Paris le 2 fructidor. Aujourd'hui le grand conseil helvétique et le sénat viennent de le ratifier. Le général Schauenbourg était au milieu de nous, et il a eu les prémices de nos embrassades. Chacun en est très content, quoique nous n'ayons pas obtenu tout ce que nous désirions. Puisse cette nouvelle influencer sur vos négociations ! Nous verrons si l'Autriche et ses émissaires osent nous vilipender et nous inquiéter davantage. Il m'est impossible de

vous donner les détails; seulement l'article 2 que je vous ai envoyé, subsiste, mais nous avons dû accorder indéterminément la route commerciale et militaire le long du Rhin. Je me hâte de vous tracer ces lignes, en vous embrassant de tout mon cœur.

IX

JEAN DE BRY A LAHARPE

Expression de joie, au sujet de la signature du traité d'alliance.

Rastadt, 12 fructidor an VI (29 août 1798).

Citoyen directeur,

Loué soit le génie de la liberté! Nous sommes dans toute la force du terme frères et amis. Que les rois en pâlisent ou que notre union les fasse rentrer chez eux! Je regarde l'alliance entre la Suisse et la France comme un des plus mémorables événements de la révolution ¹). Je vous félicite de commencer votre carrière suprême par un pareil acte. Il marquera dans vos fastes et dans les nôtres. Nous n'abandonnerons jamais la Suisse. Ces sentiments, qui ne seraient que des vœux chez une nation sujette, acquièrent un autre poids lorsqu'un membre actif du souverain les manifeste. Je me ferai gloire et devoir de les proclamer en quelque place que je me trouve, et je tiens tellement à ce qu'ils prennent une inébranlable consistance que, si je n'étais pas retenu ici par le grand acte auquel j'espère encore concourir, je demanderais sur-le-champ à être envoyé chez vous, persuadé que le choix du ministre français ne peut pas être indifférent dans la circonstance actuelle. Le plaisir de vous voir entrerait aussi pour beaucoup, n'en doutez pas, dans le désir que je formerais; mais de manière ou d'autre je me le procu-

1) Le 23 fructidor (9 septembre), Jean De Bry écrit à Talleyrand: « Le traité d'alliance avec la république helvétique a fait dans l'Allemagne un excellent effet. On a vu que la France victorieuse savait, lorsque les circonstances le lui permettaient, pratiquer à l'égard des nations les principes d'égalité qui font la base de la liberté. L'aristocratie germanique, plus dangereuse peut-être et moins humiliée que la royale, en a frémi de rage et n'a eu d'autre ressource que de publier qu'il nous était impossible d'empêcher autrement les Suisses de se jeter entre les bras des Autrichiens ».

reraï. En attendant je vous prie instamment d'y suppléer par votre intéressante correspondance.

Nous sommes ici en panne, mais ça ne peut pas durer. Il paraît que ce n'est pas vous qui avez été l'instituteur du père de votre élève.

Je vous salue, citoyen directeur, et vous prie de recevoir et de présenter à M^{me} Laharpe les civilités respectueuses de ma famille et de moi.

X

LAHARPE A JEAN DE BRY

Recommandation en faveur de Stokar, envoyé helvétique à Rastadt.
Nouvelles de la réaction contrerévolutionnaire en Suisse.

Aarau, 4 septembre 1798.

Citoyen ambassadeur,

Le porteur de la présente, le citoyen Stokar, président de l'administration du canton de Schaffhouse, est envoyé de notre part auprès de l'ambassade française à Rastadt pour lui exposer de bouche tout ce que nous ne pourrions lui mander par écrit qu'imparfaitement. J'ai particulièrement insisté sur cette mesure, dans la persuasion qu'elle vous serait agréable. Veuillez, citoyen ambassadeur, présenter le citoyen Stokar aux citoyens vos collègues ; j'ose vous le recommander comme un brave républicain, comme un homme très instruit, et surtout comme digne de votre confiance par ses qualités morales. Un de ses ancêtres fut jadis envoyé à la république d'Angleterre, et mérita d'en être estimé ; les ambassadeurs de la grande nation ne feront pas moins pour celui-ci.

Nous n'avons pu donner au citoyen Stokar les pleins pouvoirs, parce que notre représentant n'eût sans doute pas été accueilli à Rastadt, mais il a notre pleine confiance, et s'il lui fallait des pleins pouvoirs, il les recevrait par retour du courrier. Il a été chargé par nous d'entrer en négociations avec les Etats de Souabe qui possèdent en Suisse des droits féodaux, négocia-

tion encore plus avancée, et dont les progrès dépendront toujours de ce qui se fait à Rastadt. Il vous mettra au fait de ces objets qu'il connaît à fond, et pourra vous offrir d'utiles renseignements sur tout ce qui tient aux frontières actuelles et futures de l'Helvétie du côté de l'Empire. Vous apprendrez aussi par lui les mesures que nous prenons pour étouffer l'insurrection que nos contrerévolutionnaires avaient tenté d'organiser, à l'aide des prêtres et de quelques autres, sous la protection de la maison d'Autriche. Les habitants d'Unterwald se sont formellement déclarés contre nous, et le général Schauenbourg, dont nous avons infiniment à nous louer, est occupé dans ce moment à les réduire. Ceux de Schwytz se sont soumis au moment même où l'on marchait contre eux, mais il nous reste les féroces montagnards d'Appenzell, que leurs prêtres excitent à la désobéissance, à la soumission des évêques et abbés allemands qui possèdent sur notre territoire la juridiction temporelle et ecclésiastique.

Un grand complot a été ourdi pour *vendéiser* l'Helvétie, et, grâce aux fautes de vos agents dans les premiers temps, il s'en est peu fallu qu'il n'ait éclaté. L'insurrection d'une partie du canton de Waldstätten (jadis les cantons démocratiques de Schwytz et d'Unterwald) et les mouvements séditeux dont la prestation du serment civique a été le prétexte dans d'autres cantons, tenaient à ce complot, dont nous tenons quelques fils. Dès que nous en avons obtenu connaissance, nous nous sommes empressés d'en faire part aux agents français, et de nous concerter avec eux. Tout annonce au reste que l'explosion partielle a été prématurée, et que nous en viendrons à bout avec de la prudence et de l'énergie.

Vous savez sans doute que Dandré dirige depuis Uberlingen (ville impériale sur les bords du lac de Constance) les intrigues du prétendant, et qu'on prépare, tant dans cette ville qu'à Constance, les ridicules foudres de ce monarque ambulante. Danican et son aide-de-camp La Rochelle ont été à Rastadt il y a six semaines, sous le nom de Berzyn, et sont rentrés en France; maintenant ils sont à Paris. Nous avons d'assez bons renseignements sur ce qui se passe dans cette partie de notre frontière. Il serait bien à souhaiter qu'on nous arrondit de ce côté, et pour vous-même et pour nous.

On nous annonce la guerre comme inévitable; serait-il possible d'en savoir quelque chose à temps? Nous y sommes infiniment intéressés, pour prendre de grandes mesures. Quoique nous soyons dépourvus de tout, j'espère que nous ne perdrons pas courage. L'approche du péril décuple le mien, et je réponds aussi de mes collègues.

Votre lettre, citoyen ambassadeur, m'a fait un bien grand plaisir; j'y ai reconnu l'ami de la liberté et le nôtre. Quel plaisir pour moi de vous embrasser sur notre sol! Vous y trouveriez encore beaucoup de simplicité, et je l'espère, des restes de l'antique bonhomie de nos pères.

On nous annonce pour ministre le citoyen Perrochel. J'eusse préféré votre ami Lecarlier. C'eût été au moins un véritable ami de notre nation. Nous espérons que les engagements que nous venons de contracter seront éternels, et vous savez que le choix des hommes contribue infiniment à faire aimer ceux qu'ils représentent.

Faites agréer, je vous prie, mes respects à la citoyenne votre épouse. La mienne est absente depuis un mois, mais je l'attends; c'est ma seule jouissance que la vie domestique; notre métier est rude et difficile. Agréez, je vous prie, mes remerciements pour tout ce que vous me mandez d'amical, et l'assurance de mon sincère et éternel dévouement. Vive la grande nation et l'Helvétie sa fidèle amie!

PS. — Dieu me garde d'avoir formé l'homme dont vous parlez.

XI

JEAN DE BRY A LAHARPE

Heureuses conséquences du traité d'alliance. Nouvelles du congrès.

Rastadt, 24 fructidor an VI (10 septembre 1798).

Citoyen directeur,

J'imagine bien que le commencement de votre exercice présente assez d'embarras pour qu'il ne vous soit pas loisible

d'étendre beaucoup votre correspondance. Cependant l'intérêt très vif que je mets aux affaires de votre pays m'engage à vous prier de m'en donner des nouvelles le plus souvent qu'il vous sera possible. Je crois qu'il doit être maintenant sensible aux bons peuples de l'Helvétie et à ses sages magistrats que la protection de la France est l'appui d'une sœur et non la tutelle d'une marâtre. Voyez dans quelle situation différente aurait pu vous placer et pour longtemps un aveugle ressentiment des injustices subalternes que vous avez pu essuyer, toutes criantes qu'elles sont : la colère est un mauvais conseiller pour les particuliers, mais c'est bien pis pour les Etats. L'identité de système et le rapport d'intérêt réciproque, voilà ce qui est immuable, tout le reste est changeant et transitoire.

Je vous donnerai peu de nouvelles de ce pays, les formes germaniques sont si lentes ! Mais je puis vous dire que je suis bien éloigné de renoncer à la paix, malgré toutes les apparences hostiles. Je parle pour mon saint, cela est vrai ; je serai très fidèle à son culte, mais je raisonne sur mes motifs de foi. Nous attendons aujourd'hui un *conclusum*, qui, je l'espère, nous mettra à même d'avancer. Au moins si l'on rompt il sera démontré qu'on l'a voulu, et qu'on le voulait de tout temps. Que dites-vous de vos Russes et surtout des ukases du très grand Paul ? Encore une fois ce grand homme ne fut point votre élève. Il sera bientôt aussi sublime que ce chef de noirs qui, lorsqu'il avait mangé son pilau, faisait crier en avant de sa tente de peau de chèvre : « Tous les rois de la terre peuvent dîner. »

Je vous prie de présenter mes respects et ceux de ma famille solitaire à M^{me} Laharpe ; agréez les assurances nouvelles, citoyen directeur, de tous les sentiments d'attachement et d'estime que je vous ai voués.

XII

JEAN DE BRY A LAHARPE

Idées sur la marche politique à suivre. La deuxième coalition.
Le tsar Paul 1^{er}.

Rastadt, 19 vendémiaire an VII (10 octobre 1798).

Citoyen directeur,

Il y a bien longtemps que je n'ai reçu de vos nouvelles ; vos importantes occupations, je l'espère, en sont seules la cause. J'ajouterai à la même excuse, que je vous offre, une incommodité de saison et de climat dont je ne suis pas encore absolument quitte.

J'avais prié le citoyen Stokar de vous dire de vive voix tout ce que l'urgence du moment ne me permettait pas de vous mander, et spécialement de vous soumettre les idées des ministres français pour la marche la plus sûre à suivre quant à vos réclamations. En effet, comme ce n'est que de notre gouvernement que nous pouvons recevoir la direction soit générale, soit spéciale qu'il faut employer, il nous a semblé plus simple, mais surtout plus conforme aux sentiments de deux nations alliées qu'un point de cette importance fût réglé par un concert réciproque de volontés et d'actions. Je crois même ce parti beaucoup plus expéditif que tout autre, et quant au temps, vous voyez qu'il ne nous manque pas, grâce aux lenteurs allemandes, grâce surtout à la *bienveillance* de quelques bons cabinets qui attendent l'événement, et à qui il ne faudrait qu'un revers de plus essuyé par nous pour nous forcer de les circonscrire dans le cercle de Popilius ; je n'aurais fait de ma vie une opération plus de mon goût. Au reste, vous aurez pu juger par le ton de notre dernière note qu'une décision quelconque ne peut tarder. Nous sommes très prêts d'accélérer ; l'incertitude est un supplice.

Le *cher* père de vos élèves marche sur les traces de feu Xerxès ; il ne fait pas encore donner le fouet à la mer, mais il vient de citer à sa barre un pauvre diable de bourgmestre de Ratisbonne, qui s'est avisé de trouver mauvais que des nobles émigrés lui donnassent la gale et la peste. On rapporte aussi

qu'il s'est pris dernièrement de querelle avec son cheval, et que, suivant l'usage, la pauvre bête, je veux dire le cheval, a été tué. Caligula avait fait le sien consul ; c'est beaucoup plus *fraternel*.

Je ne vous parlerai, citoyen directeur, ni de vos pertes, ni des nôtres ; je les ai vivement senties, et je vous jure que j'en reporte bien l'indignation sur les exécrables scélérats qui n'oublent aucun crime pour anéantir la liberté. Heureusement, il m'est démontré que leur heure est sonnée et qu'ils ne peuvent plus échapper à la vengeance des peuples. Les chaînes seront brisées, et les tyrans seront assommés avec leurs débris.

A votre loisir, citoyen directeur, donnez-moi signe d'existence, je dis pour moi, car votre patrie en reçoit tous les jours. Veuillez rappeler ma famille au souvenir de M^{me} Laharpe ; puissions-nous aller vous visiter, fût-ce en nivôse, avec la branche d'olivier !

Agréez les assurances nouvelles de tous les sentiments que je vous ai voués.

XIII

LAHARPE A JEAN DE BRY

Résultats de la mission de Stokar à Rastadt. Visite de l'envoyé danois Egger aux directeurs helvétiques. Eloge de Schauenbourg et Rapinat. Vexations françaises. Violation de territoire, prise de possession des arsenaux. Mesures à solliciter à Paris. Nouvelles de la coalition.

Lucerne, 20 octobre 1798.

Citoyen ambassadeur,

Vous m'aurez trouvé bien malhonnête de n'avoir pas encore répondu à vos obligeantes lettres. Notre translation à Lucerne, les embarras d'un premier établissement, ceux d'une présidence qui me laisse à peine le temps de manger et de boire, des obstacles de toute espèce m'ont empêché jusqu'ici de terminer plus de dix lettres commencées qui vous étaient destinées : voilà mes excuses, j'espère que votre amitié pour moi les agréera.

Stokar qui est venu nous rendre compte de sa mission ne peut assez se louer de l'accueil que lui ont fait les ambassadeurs

de la république, et qu'il doit sans doute à votre amitié pour nous. Je l'ai beaucoup questionné sur tout ce qui vous concernait, et je l'ai trouvé infiniment reconnaissant pour tout ce que vous avez fait pour lui. Ah ! pourquoi votre nation généreuse, grande, capable de tout, n'a-t-elle pas partout des hommes qui la représentent aussi dignement et qui la fassent aimer !

Conformément à vos sages avis, nous avons écrit à Paris : 1° pour savoir si le directoire exécutif agréé que Stokar s'y rende pour donner de bouche des explications ; 2° pour demander si ce citoyen peut et doit être accrédité auprès de vous à Rastadt. Nous attendons la réponse, et aussitôt après nous ferons le nécessaire.

Le citoyen Egger, secrétaire de la légation danoise à Rastadt, est venu me rendre visite ainsi qu'à mes collègues. Nous lui avons répondu avec franchise, et il aura jugé par nos réponses que nous sommes bien décidés à remplir nos engagements. Il paraît être un homme instruit. Je suppose que le but de son voyage dans une saison aussi reculée était de voir sur quoi on pouvait compter. Il aura rencontré plusieurs individus mécontents de ce que les fournisseurs de l'armée manquent à leur devoir, afin que les Suisses entretiennent le soldat ; mais il n'a pas trouvé beaucoup d'hommes inclinés à favoriser la ligue des rois, et, à en juger d'après ses récits, notre révolution lui paraît affermie.

Nous sommes infiniment contents du brave Schauenbourg, qui fait l'impossible pour faire observer la plus exacte discipline, et pour nous agréer en toutes choses ; aussi nous lui sommes tout dévoués. Le citoyen Rapinat en agit aussi très bien avec nous. L'armée, à quelques exceptions près, se comporte généralement en amie ; mais la race infernale de vos commissaires des guerres et des fournisseurs détruit absolument les effets salutaires qu'eût produit la discipline rigide introduite par Schauenbourg, et notre traité d'alliance.

Nos séances de chaque jour commencent par la lecture de lettres remplies de plaintes sur les vexations vraiment inouïes qu'exercent vos soldats, lorsqu'ils sont forcés par le besoin d'arracher aux habitants des lieux où ils passent ou cantonnent

les provisions que les fournisseurs devaient leur procurer et dont ils se dispensent. Ce n'est pas assez que ces provisions n'arrivent pas à temps pour prévenir les violences et les réquisitions, la plupart du temps elles sont de si mauvaise qualité que le soldat les dédaigne, et c'est encore à l'habitant à en fournir de meilleures. Je plains de tout mon cœur un pauvre soldat arrivant fatigué d'une longue marche, et ne trouvant rien pour se soulager; est-il surprenant qu'alors il prenne où il le peut? Non sans doute, aussi l'habitant lui donne ce qu'il peut; mais, après tant de passages de troupes, ce dernier est épuisé, et sa patience à bout. Jugez, citoyen ambassadeur, combien un tel fardeau doit peser au cultivateur et au petit bourgeois, qui n'en sont pas quittes chaque jour pour 20 sols de France par homme, ainsi qu'il me serait facile de vous en fournir les preuves. Le général Schauenbourg a pris vainement les mesures les plus efficaces pour arrêter ces abus; la rapacité des fournisseurs a mis en défaut sa justice et son attachement à la discipline.

Que pouvons-nous répondre au peuple lorsqu'il nous fait connaître ses souffrances? Nous lui avons promis que la signature du traité d'alliance y mettrait un terme, et cependant il n'en est rien. On nous dispute les magasins de grains qui étaient destinés à parer aux disettes, et nous prévoyons déjà le moment où ils seront complètement épuisés: cependant vous avez fait une si belle récolte en France; pourquoi ne pas en profiter pour amener l'abondance tout près de votre armée?

Tandis que nous étions occupés des moyens de parer à ces inconvénients, nous apprenons tout à coup que 7 demi-brigades et 14 compagnies d'artillerie traversent notre territoire pour passer le grand St-Bernard et se rendre en Italie. Quoique notre traité nous exemptât de ce passage au travers de la Suisse, nous sentons que les conjonctures ont pu le rendre nécessaire, et nous sommes trop intéressés à vos succès pour ne pas vous favoriser; mais pourquoi donc ne pas nous faire demander officiellement ce passage? Une pareille demande eût été pour notre nation la preuve matérielle de son indépendance, et le directoire helvétique en eût tiré le plus grand parti pour confondre ceux qui continuent à débiter que nous sommes devenus

un département de la France. Avec quel plaisir il eût demandé au Corps législatif cette permission ! Qu'il eût été fier d'une pareille confiance ! Au lieu de cela, deux jours avant le commencement de ce passage, il est annoncé par un simple commissaire des guerres, et avec le ton impertinent qui appartient à cette classe, à l'un de nos officiers. Je vous l'avouerai, citoyen ambassadeur, un pareil procédé à l'égard d'un peuple ami, observateur scrupuleux de ses promesses, et peu de semaines après la ratification du traité d'alliance, nous a pénétrés du plus profond chagrin. Nous avons, il est vrai, expédié à Paris un courrier chargé de porter nos plaintes au Directoire ; mais, quelle que soit sa réponse, l'impression n'est pas moins reçue ; elle est même si forte que nous avons cru devoir suspendre la promulgation solennelle du traité, que nous devons faire accompagner d'un peu de pompe.

Joignez à cela que partout nos arsenaux sont gardés par vos troupes, et qu'il a fallu solliciter jusques à la permission de prendre l'inventaire de ce qui s'y trouvait. Le général Lauer a même tenu des propos menaçants au préfet de Sentis, qui refusait de lui remettre les clefs de l'arsenal de Saint-Gall, sans avoir obtenu notre assentiment. Nous sentons fort bien que la république française peut exiger de nous le prêt de nos munitions et de nos armes, et nous nous sommes empressés d'accorder tout cela ; mais nous pensons que la garde de nos arsenaux ne peut appartenir qu'à nous seuls ou à ceux que nous en chargerons, et que nous l'ôter est manquer essentiellement à notre égard. Il n'y a pas jusques au ministre de la guerre qui s'amuse à nous jouer. Il dit à notre ministre avoir donné des ordres pour nous faire rendre l'artillerie qui doit nous être restituée, et lorsque nous faisons des démarches, les réponses sont négatives. Quel que soit le motif d'une pareille conduite, il est impossible de n'en pas avoir un peu d'humeur.

Comment notre gouvernement actuel pourrait-il acquérir la confiance, lorsque le peuple voit qu'il est dans la dépendance d'autorités étrangères ? Ceux qui nous approchent savent, il est vrai, que nous sommes honnêtes, et nous rendent justice, mais le reste nous prend pour les valets du Directoire de la grande

nation et nous accuse d'avoir voulu le tromper par un traité dont aucun point ne s'exécute.

Je suis désolé de vous entretenir d'objets aussi peu réjouissants, mais il m'est impossible de vous cacher ce qui se passe au fond de mon cœur, lorsque je vois la république française aliéner de gaité de cœur ses plus fidèles amis, au moment où elle a le plus grand besoin de se les attacher par des égards qui lui eussent coûté si peu de chose.

Vous me demanderez peut-être ce qu'il faut faire : 1° punir vos fournisseurs coupables de négligence, et faire une hécatombe de ces horribles commissaires couverts des malédictions de tous les peuples qu'ils ont travaillés ; 2° observer religieusement vos engagements à cet égard ; 3° nous témoigner de la confiance et prouver par des faits que vous nous regardez comme une nation indépendante. Nous vous suivrons jusqu'au bout du monde, si vous nous traitez bien et comme nous le méritons, mais ne comptez pas sur le dévouement de ceux que vous traitez en vaincus, quoique tous ne l'aient pas été.

Le Directoire français doit compter sur nos Conseils et sur notre Directoire. Nous courons tous la même carrière, et il n'est aucun de nous qui veuille demeurer en arrière dans ces moments critiques ; mais s'il s'agit de l'esclavage, rappelez-vous la fable, citoyen ambassadeur.

Nos moyens sont faibles sans doute, mais notre courage leur est supérieur, et lorsqu'il faudra tirer l'épée pour la cause de la liberté, demandez à vos officiers si mes compatriotes ne sont pas dignes de marcher avec vos braves.

Je vous en conjure, citoyen ambassadeur, lorsque vous écrirez à Paris, veuillez faire sentir au Directoire exécutif que c'est aller contre ses propres intérêts que de ne pas faire exécuter ce qu'il a promis. Dites-lui qu'il peut, qu'il *doit* compter sur notre Directoire, mais que notre peuple doit être ménagé, et pour lui-même et pour nous.

Le général Schauenbourg m'a fait annoncer pour demain sa venue, avec le résident Florent-Guyot, qui a quitté les Grisons ; je suis bien impatient d'apprendre à quoi en sont les affaires dans ce pays, que nous avons momentanément perdu.

Je crains qu'on ne donne aux ennemis le temps de prendre leurs mesures. On vous trahit de toutes parts ; c'est à la force seule qu'il appartiendra de décider la querelle. Une lettre arrivée aujourd'hui de Galicie annonce la marche de 60,000 Russes, dont un corps est attendu en Souabe ; ne serait-ce point pour empêcher l'explosion qui s'y prépare peut-être ? Le duc de Wurtemberg est frère de l'impératrice, et le plus enragé des despotes après son beau-frère. Ne lui donnez pas le temps de s'arranger de la sorte.

On a averti le général Schauenbourg et le Directoire helvétique, par moi, que les ennemis avaient conclu avec un individu pour nous faire empoisonner. Nous avons méprisé cet avis ; néanmoins l'individu qui nous avait fait part de ce marché vient d'être arrêté à Wurtzach en Souabe, et conduit par les Autrichiens à Inspruck. Je n'ai pas lu dans l'histoire que d'aussi grands criminels que nous aient fini par le poison ; ainsi soyez tranquilles.

Veuillez me faire savoir le moment où vous croirez la négociation prête à se rompre ; cela peut nous être fort utile.

Les dernières nouvelles du voisinage des Grisons portent que les Autrichiens se retiraient des bords du Rhin ; il se pourrait néanmoins que ce fût une ruse, depuis qu'ils ont armé un corps des Grisons qui occupe les défilés afin de les leur remettre au besoin.

Présentez, je vous prie, mes respects à Madame l'ambasadrice et ceux de ma femme, et agréez l'assurance de mon éternel dévouement.

PS. — Vous trouverez ci-joint notre traité, avec la proclamation qui le précède. J'ai rédigé celle-ci, qui est horriblement imprimée.

XIV

JEAN DE BRY A LAHARPE ¹⁾

Réflexions apologétiques sur la conduite des Français en Suisse.
Stokar. Paul 1^{er}.

Rastadt, 5 brumaire an VII (26 octobre 1798).

Citoyen directeur,

J'aurai peu à répondre aux plaintes énoncées dans votre lettre : vous ne me verrez jamais justifier des vexations ou des oublis d'égards réciproques. Seulement je vous observerai, en ce qui concerne les fournisseurs et commissaires, que le témoignage même que vous rendez à Schauenbourg et à Rapinat doit être pour vous le gage que vos remontrances seront accueillies par eux et qu'ils y feront droit. Je dis la même chose du gouvernement français, vous le connaissez et vous savez qu'il est essentiellement l'ami des peuples libres. Le peindre autrement, ce serait emprunter les couleurs dont l'Angleterre se sert pour le faire haïr. Vous auriez désiré qu'il vous eût demandé le passage pour l'Italie ; je n'ai point le traité sous les yeux, je ne dirai rien du fait. Mais et moi aussi je l'aurais désiré, et je répondrai bien qu'il est dans l'âme des directeurs français comme dans la vôtre, comme dans la mienne, de donner du relief et de la dignité aux délégués des nations amies. Je n'explique ceci que par la nécessité de la célérité et du secret. Dans des circonstances telles que celles où sont placés les hommes qui s'affranchissent, c'est le but que l'on voit, et souvent c'est en le voyant exclusivement qu'on y arrive. Je ne prétends pas dire que vos observations ne sont pas fondées, j'en sens tout le mérite, mais je crois qu'il est des moments pour la stricte observance des égards, comme il en est pour la rapidité d'une exécution qui doit profiter à tous. Ne confondons point l'essentiel avec l'accessoire. La Suisse est appelée, non pas à suivre, mais à partager les destinées de la France, et pour un peuple qui s'estime, je crois que ce lot a son prix ; il peut couvrir bien des irrégularités ; il les couvrira à vos yeux, j'en suis sûr.

1) Le même jour, Jean De Bry envoyait copie de cette lettre à Merlin : « Tu verras.., que je cherche à calmer cette irritabilité ombrageuse qui peut avoir quelquefois son motif en dehors, mais dont le fond est toujours dans la personne ».

Qu'un Helvétien se plaigne des torts qu'il essuie, je reconnaitrai moi-même dans sa fierté, dans la raideur ou dans l'amertume de son langage, le caractère de l'indépendance ; mais lorsqu'on cherchera à enflammer votre amour-propre en vous disant que vous êtes nos hôtes et que la Suisse n'est au vrai qu'un département de la France, de tels donneurs d'avis, d'aussi loyaux observateurs, et ceux qui dans ce moment se vantent à Rastadt qu'avant peu la Suisse sera trop heureuse d'implorer à tout prix le secours de l'Autriche, sont les mêmes gens, absolument les mêmes. Naguère un officieux est venu me prévenir de l'horrible machination des Suisses contre les Français : Eh bien ! lui répondis-je, quand nous aurons battu vos maîtres, nous terminerons nos affaires entre nous, et croyez qu'il ne nous sera pas difficile de nous entendre.

Après vous avoir fait, citoyen directeur, ces réflexions que m'inspirent et l'estime que je vous ai vouée et mon désir de contribuer à resserrer de plus en plus la bonne intelligence entre les deux nations, à écarter toutes les suggestions d'une malveillance qui ne repose pas, je vous certifie que, par le courrier de ce jour, j'écris en détail sur l'objet de votre lettre à l'un des membres du Directoire ; mais, au nom de notre intérêt commun, je vous adjure de calmer chez vos compatriotes une susceptibilité trop ombrageuse, de considérer de quelle masse d'affaires le gouvernement français est chargé, de croire à sa franchise et de ne pas faire dire à nos mortels ennemis qu'il est plus aisé de nous diviser que de nous unir.

Nous avons été très contents du citoyen Stokar, et en mon nom particulier je traiterai avec grand plaisir avec lui, si l'occasion s'en présente. Je vous donnerai, dans trois jours, des nouvelles politiques de Rastadt. Une belle carrière s'ouvre devant nous, citoyen directeur ; il est doux, dans une si courte vie, d'être né et employé dans une époque où s'établit la lutte de la raison et de la connaissance humaine contre l'ignorance et les préjugés avilissants. L'invasion des barbares et des inquisiteurs doit être punie, elle le sera et vous y coopérerez.

Je ne finirai pas ma lettre sans vous parler de Paul le Kalmouk. C'est un bonheur qu'un pareil homme à la tête de la

cause qu'il soutient. Il est digne de réintrôniser le pape, le Dalai-Lama et plus digne encore des saintes reliques de ces deux monarques.

Mille et mille respects et amitiés à M^{me} Laharpe. Nous avons nos petits-enfants depuis huit jours. Il y a deux ans, vous étiez proscrit, et aujourd'hui vous êtes à la tête de la Suisse ! Salut au banni qui rentre dans son pays pour l'affranchir du double joug des aristocrates et des prêtres !

PS. — Je répondais à votre lettre avant même d'avoir lu l'imprimé qu'elle renferme. L'article 5 est positif ; il parle bien d'une route militaire au nord de l'Helvétie, mais non du grand Saint-Bernard.

XV

LAHARPE A JEAN DE BRY

Crainte d'une révolution dans le Directoire helvétique. Réflexions sur la levée de 18,000 hommes demandés par la France. L'envoyé français Perrochel.

Lucerne, 28 novembre 1798.

Citoyen ambassadeur,

Il y a bien longtemps que je n'ai eu de vos nouvelles. Comme vous m'en aviez fait espérer dans peu de jours après votre dernière, j'attendais pour y faire réponse. Je me hate de m'en acquitter, tandis que je suis encore directeur ; car vous n'ignorez pas, sans doute, que le citoyen Ochs nous a apprêté une *fructidorisation* à son profit, et il est infiniment probable que dans huit à dix jours les chouans du Directoire helvétique et du Corps législatif seront cisalpinisés. On me fait espérer l'honneur d'être du nombre. Je plains mon pays, les amis des principes et de la liberté, et votre république même ; mais on ne peut désirer plus sincèrement que je le fais d'être déchargé du fardeau qu'on m'avait imposé. Il me serait difficile de vous mettre au fait de tout ce qui a amené les choses à cette extrémité : peut-être pourrai-je m'en acquitter dans la suite. Dès que j'aurai reçu mon congé, comme aristocrate, Autrichien, Anglais, Russe, ennemi de la liberté, etc., et achevé les six mois que la loi m'ordonne de passer sur le territoire helvétique, je retournerai à Paris pour y mettre ordre à mes affaires, et voir où reposer ma tête.

Les plaintes croissantes que nous avons en la maladresse de faire entendre ont indisposé contre nous. Comment n'être pas un chouan, lorsqu'on ose s'attaquer à MM. les commissaires, etc. Les représentations que nous avons faites relativement à la demande de lever tout de suite 18,000 hommes, au moment même où des insurrections éclataient, parce qu'à l'occasion de l'invasion du pays des Grisons, nous avons ordonné de réintégrer les milices, ces représentations dictées par notre devoir, l'intérêt de notre peuple, et peut-être aussi le vôtre, paraissent avoir comblé la mesure.

Le citoyen Ochs, que vos baïonnettes ont placé là où il est, a saisi l'occasion pour dénigrer ses collègues et imputer à malveillance ce qui était le résultat des faits et de la prudence du gouvernement. On nous demande 18,000 hommes de but en blanc, sans nous parler ni de magasins ni de solde, ni d'équipements, ni de tout ce qui est nécessaire pour faire cette levée, et ce n'est que huit jours après, et après avoir reçu vos demandes à cet égard, qu'on en admet une partie ! Nous sommes décidés à permettre cette levée, quelque désastreuse qu'elle soit pour nous dans ce moment ; mais il faut du moins nous fournir les moyens de payer les enrôlements, d'habiller, de solder, d'armer et d'activer cette troupe, car nous sommes dénués de tout, au point même que nous ne pouvons lever une légion de 4,500 hommes, décrétée depuis trois mois, et indispensable pour maintenir la police.

Un autre point est l'emploi de ces 18,000 hommes. Si l'on annonce tout simplement qu'ils doivent joindre votre armée, nous craignons voir le peuple ajouter foi à ce que lui débitent les malveillants, qu'il s'agit de recruter vos troupes à nos dépens et de les envoyer outre-mer. Il eût été si aisé de le gagner en lui annonçant simplement qu'il s'agissait de défendre le territoire helvétique ! Le passage de la défensive à l'offensive est si facile, qu'on eût obtenu celle-ci, en paraissant ne viser qu'à la première ; mais quiconque parle de défensive est un ennemi de la république française. Eh bien ! vous allez courir les chances que nous voulions vous éviter ; s'il en mésarrive, n'en accusez que vous-mêmes. Ce n'est pas d'aujourd'hui, citoyen

ambassadeur, que les vrais amis de votre cause ont perdu la leur en voulant vous être utiles. Demain, je pense que les conditions de la levée seront convenues : après quoi nous en ferons part au Corps législatif pour obtenir son assentiment, qu'il accordera certainement. En attendant, nous avons permis la jonction de nos cinq régiments d'Italie à l'armée de Joubert. De notre côté, le traité d'alliance s'exécute à la lettre ; en est-il ainsi du vôtre ? C'est aux faits que j'en appelle.

Nous avons depuis dix jours le citoyen Perrochel, qui paraît un fort aimable homme : je souhaite qu'il soit un ministre de paix ; mais soyez assuré, citoyen ambassadeur, qu'en mutilant notre gouvernement, ainsi que vous allez le faire, vous achevez de perdre dans l'Helvétie les partisans que vous y aviez encore parmi les vrais amis de la liberté, parmi ceux qui ont voulu et fait la révolution de bonne foi. Puissent ces tristes présages ne point se réaliser ! Nul ne le désire plus que moi, et pour vous et pour nous ; car elle serait terrible, la Vendée helvétique.

Enfin, quoiqu'il ne soit plus probable que je puisse avoir l'honneur de vous remercier à Lucerne, j'espère néanmoins en jouir ailleurs, et comme c'est en France que j'irai me fixer, je compte toujours que vous voudrez m'y continuer votre amitié bienveillante.

Ma femme présente ses obéissances à la citoyenne ambassadrice, qui voudra bien agréer l'hommage de mon respect. Conservez-moi, je vous prie, place dans votre bon souvenir, et agréez l'assurance de mon sincère dévouement.

PS. — Il est probable que le Directoire helvétique renverra à Rastadt le citoyen Stokar.

XVI

JEAN DE BRY A LAHARPE

Avantages d'une union plus étroite entre les deux républiques.

Rastadt, 28 frimaire an VII (18 décembre 1878).

J'attendais, citoyen directeur, votre seconde lettre pour effacer de mon esprit l'impression pénible que la première y avait

produite. J'étais bien assuré que vous-même ne tarderiez pas à reconnaître le peu de fondement de toutes ces préventions dont on cherche à vous entourer et qui ne peuvent profiter qu'à notre ennemi commun. Je suis à peu près de votre âge, et les crises de la révolution m'ont donné quelque expérience. Eh bien ! dans des positions difficiles où mon jugement flottait incertain sur les personnes ou sur les choses, je me suis toujours bien porté de m'en rapporter à cette maxime ancienne : *Cui bono* ? N'est-il pas absurde de supposer que de gaieté de cœur nous voulions nous aliéner nos amis ? Que demanderaient de plus l'Angleterre, la Russie et toute l'infamale coalition ? Cela n'est pas, mais il leur importe que cela soit, et comme elles connaissent le prix des calomnies, à défaut de réalité, elles vont toujours le débitant, bien sûres qu'une imposture produit toujours un effet quelconque. Le résultat de cette nouvelle guerre va arrondir l'Helvétie, et vous ne le devrez qu'à vous-mêmes. Ce ne sera point un bienfait de votre alliée, mais le juste prix de votre participation à la cause commune ; prix que vous exigerez et qui ne vous sera point contesté. Enfin, en dernière analyse, il y a une grande ressource avec les gouvernements populaires, c'est que chaque individu faisant partie intégrante du souverain, et ayant l'œil ouvert sur tous les actes de l'autorité, si la confiance pouvait être trompée par les gouvernants, elle ne le serait point par les peuples. Ce dernier avantage, citoyen directeur, ne peut vous manquer, et j'ose dire que vous n'avez point à craindre l'inconvénient dont je parle. Les fautes des subalternes ne doivent jamais inculper la volonté des chefs quand on a la conscience de leur droiture.

Je vous remercie beaucoup de la nouvelle agréable que vous me donnez, j'espère qu'elle aura des sœurs. Ministre de paix, je n'applaudis aux succès de la guerre que dans l'espérance de leur voir réduire à l'impuissance les hideuses passions qui l'ont allumée.

Ma famille se rappelle à votre bon souvenir, et vous fait ainsi qu'à M^{me} Laharpe mille remerciements des témoignages d'intérêt que vous voulez bien lui donner.

Agréez, citoyen directeur, les assurances d'un inviolable attachement.

XVII

JEAN DE BRY A LAHARPE ¹⁾

Réponse à de nouvelles plaintes.

Rastadt, 24 ventôse an VII (14 mars 1799).

Je n'ai, citoyen directeur, qu'un instant pour vous remercier de votre obligeante et précieuse lettre. La force des choses et le courage soutenu nous fera vaincre, et nous ne vaincrons pas pour nous seuls, j'ose bien vous le garantir.

Faites donc, dans les motifs de vos plaintes, la part des circonstances, et jugez votre position et la nôtre. Vous avez trop de justesse dans l'esprit, un caractère trop élevé pour voir les détails sans embrasser l'ensemble. L'Autriche vous convoite et l'Autriche est notre ennemie. Voilà deux faits incontestables : quand une fois nous les aurons mis au néant et couverts par les résultats, oh ! alors discutons les moindres inconvénients tant que vous le voudrez. Je n'en ai pas moins très énergiquement représenté au citoyen Treilhard combien il importait d'aplanir toutes ces petites difficultés ; elles le seront, soyez en sûr. Je me propose aussi d'en parler de vive voix à mon retour, lequel ne peut tarder.

Toute ma famille présente ses respects à M^{me} Laharpe, j'y joins les miens, et vous prie de croire, citoyen directeur, à l'inviolabilité de mon attachement.

XVIII

LAHARPE A JEAN DE BRY

Sentiments d'indignation et compliments de condoléance au sujet de l'attentat de Rastadt.

Lucerne, 10 mai 1799.

Citoyen ambassadeur,

Enfin vous avez échappé à ces barbares. Il m'est impossible

1) Cette lettre répond à une lettre de Laharpe qui ne nous a pas été conservée. Nous en connaissons le sens par ce passage d'une lettre de Jean De Bry à Treilhard, du même jour, à laquelle il est fait ici allusion : « Laharpe se plaint à moi de la lenteur que l'on met à payer et à équiper le corps auxiliaire helvétique, puis il parle contre nos commis-saires, etc. Je sais qu'en général il aime beaucoup à se plaindre et que souvent il en exagère les motifs, j'ai cherché dans ma réponse à atténuer les siens ; je pense cependant que même les démonstrations de bonne volonté en ce point nous aideraient suffisamment, en faisant voir aux Suisses que nous identifions franchement notre cause à la leur. »

Le même jour, écrivant à Merlin, il lui fait passer un extrait de la lettre de Laharpe, concernant les événements des Grisons.

de vous exprimer assez fortement et la joie que nous avons éprouvée en vous voyant sauvé, et l'horreur que nous inspire l'attentat commis sur votre personne et sur celle de vos infortunés collègues. Tous ces sentiments ne peuvent être rendus par les termes qui les caractérisent suffisamment. J'ai su bien vite que vous étiez sauvé avec tous les vôtres. Ma femme se trouva mal au récit que je lui fis de ce que Madame votre épouse avait enduré en cette circonstance, et ce tableau déchirant l'a poursuivie plusieurs jours de suite. J'apprends que vos blessures laissent espérer votre prompte guérison. Il serait indiscret de ma part de vous demander de vouloir me le faire écrire ; mais je puis bien vous assurer que nul ne vous en aurait plus d'obligation. Que je sache au moins que vous avancez dans votre guérison, et que la liberté a conservé un de ses plus sincères et plus purs défenseurs.

Nous vivons ici au milieu des Vendées renaissantes organisées par nos communs ennemis : c'est la tête de l'hydre ; mais nous en viendrons à bout, et j'espère encore que la fin de la campagne compensera les malheurs du moment. Dès que nos ennemis intérieurs seront comprimés, nos forces se tourneront contre ceux qui les ont excités, et la nouvelle de l'affront infâme fait à la république française par la horde parjure des rois ébranlera sans doute la France jusque dans ses fondements. J'espère que l'heure fatale des tyrans va sonner pour la dernière fois ; j'aime du moins à le croire, et je vous prie de ne pas m'enlever cet espoir. Nos milices commencent à s'électriser par le voisinage de vos braves soldats.

Ma femme me prie instamment de vous témoigner la part sincère qu'elle prend à votre rétablissement, et continue à se recommander au souvenir de M^{me} De Bry. Puissiez-vous être bientôt complètement rétabli ! Veuillez seulement me confirmer dans cette espérance, et agréer de nouveau l'assurance de mon sincère et durable dévouement.



DOCUMENTS INÉDITS

RELATIFS

A L'INSURRECTION DE CHENAUX

PUBLIÉS

PAR J. GREMAUD

PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ D'HISTOIRE.

AVANT PROPOS

Les troubles qui ont agité le canton de Fribourg pendant les années 1781 à 1784 ont été racontés par différents historiens; cependant nous croyons qu'un récit complet et tout à fait impartial est encore à faire. Plusieurs détails, non sans intérêt, peuvent être recueillis et mis en lumière, et surtout il nous semble qu'on n'a pas assez reconnu l'importance des idées qui animaient alors une partie de la population du canton et en particulier la bourgeoisie de la ville. Pour beaucoup de personnes ces troubles se bornent à la tentative avortée de Chenaux et on ne cherche pas assez à se rendre compte des causes qui ont rendu cette tentative possible.

Un mécontentement réel existait contre le système aristocratique, dans les campagnes à cause de certains abus administratifs, et dans la capitale en raison de l'exclusion de la bourgeoisie commune des fonctions publiques. Les familles nobles elles-mêmes étaient hostiles aux simples patriciens, qui leur refusaient l'accès à certaines charges de l'Etat. Il y a ainsi dans les troubles de cette époque trois phases bien distinctes, quoique en relation dans leur manifestation: La révolution dite de Chenaux, à laquelle la campagne seule prend part; la lutte de la bourgeoisie commune contre le patriciat pour la revendication des droits dont elle a été dépouillée; enfin les dissensions dans le patriciat même entre les nobles et les patriciens ordinaires. Parmi les premiers, plusieurs étaient favorables aux revendications des bourgeois. Ceux-ci avaient à leur tête quelques hommes réellement capables et qui ont soutenu la lutte avec ardeur.

Mais la force finit par triompher et domina jusqu'à la fin du siècle. L'histoire de cette lutte mériterait d'être mieux étudiée. Cependant nous ne voulons pas nous en occuper ici ; nous nous bornons maintenant à publier quelques pièces inédites relatives à la révolution de Chenaux proprement dite et à quelques personnages qui y ont pris part.

Un heureux hasard a mis entre nos mains un mémoire de François-Xav. Biemann, curé d'Ecuvillens, qui s'est trouvé mêlé à cette révolution bien malgré lui et dont la conduite, comme on le verra, n'a pas été sans résultat sur l'issue de l'affaire. Les causes de cette révolte et les sentiments d'une partie de la population sont exposés dans une lettre de l'avocat Blanc, qui, quoique fixé alors à Paris depuis quelques années, était suffisamment au courant des affaires de son pays, en suivait le développement et en prévoyait les conséquences. On lira aussi avec intérêt une lettre que l'avocat Castella, l'un des chefs du mouvement, écrivit quelques années plus tard au gouvernement de Fribourg pour expliquer et excuser sa conduite. Si Castella cherche trop à se disculper, nous croyons cependant que sa manière de présenter les choses est bien l'expression des sentiments du grand nombre de ceux qui ont suivi Chenaux.

A ces trois pièces principales nous en avons joint quelques autres qui contiennent soit des détails nouveaux sur la révolution elle-même, soit des renseignements sur plusieurs des chefs de l'insurrection qui parvinrent à s'enfuir et pendant quelques années séjournèrent à Thonon et à Carouge. Le gouvernement de Fribourg mit tout en œuvre pour les faire arrêter et s'adressa dans ce but à tous les cantons suisses ainsi qu'aux Etats voisins. Les magistrats de Genève montrèrent beaucoup d'empressement à correspondre aux demandes de Fribourg. Ils firent surveiller avec soin les réfugiés établis à Carouge, ville alors savoisiennne ; ils parvinrent à intercepter plusieurs lettres envoyées à ces réfugiés à Genève même sous l'adresse de négociants de cette ville, et saisirent également plusieurs brochures publiées par les réfugiés. Nous donnons ici celles de ces pièces qui nous ont paru les plus intéressantes ; on pourra consulter les autres à nos archives cantonales, où elles forment un dossier spécial.

Nous reproduisons ces documents intégralement et dans leur rédaction originale, quoique celle-ci soit assez souvent peu correcte. Cependant nous n'avons pas cru devoir conserver les fautes d'orthographe très nombreuses dans quelques-uns.

Notre publication n'étant destinée qu'à compléter, au moins en partie, l'histoire de la révolution de Chenaux, nous indiquons pour ceux qui n'en auraient pas une connaissance suffisante les principaux travaux publiés jusqu'à présent :

Relation du complot de trahison qui a éclaté dans la ville de Fribourg au commencement du mois de mai 1781, donné au public par le conseil souverain.... Fribourg, 1781.

Le *Tocsin fribourgeois*, publié d'abord en 1783, et réédité à Fribourg en 1850 par le D^r *Berchtold*, qui y a ajouté l'interrogatoire de Henri Rossier et la déclaration du métral d'Illens sur la mort de Chenaux.

Histoire de la Confédération suisse par Jean de Muller, continuée par *Ch. Monnard*. T. XV, p. 378 et suiv.

Histoire du canton de Fribourg par le D^r *Berchtold*. 3^e partie, chap. IX.

Drei Schweizer Freiheits-Märtyrer des vorigen Jahrhunderts. Von D^r K. *Brunnemann*. Frauenfeld, 1861.

Journal d'un contemporain (le comte *François de Diesbach*) sur les troubles de Fribourg en 1781, 82 et 83, publié par M. *Daguet* dans l'*Emulation nouvelle*, années 1852—1854.

Notes pour servir de mémoire de ce qui est arrivé à M. Biellmann, curé d'Escuvillens, au sujet de la révolte suscitée dans le canton de Fribourg en l'année 1781, avec une relation fidèle de tout ce qu'il a fait, suivie de quelques brièves réflexions.

Le 2^e may 1781 Dom François Xavier Biellman de Treyvaux, curé d'Escuvillens ¹⁾, n'avoit aucune connoissance de la trame et complot de rébellion que Chenaux de la Tour de Trême avoit fomentée contre les magistrats de l'Etat de Fribourg, dans laquelle l'on venoit de lui dire que son paroissien et proche voisin Henry Rossier étoit engagé. Il s'empressa, dans la vue de détourner l'orage et d'éviter l'effusion du sang, de l'envoyer chercher pour en apprendre au juste les circonstances; mais le dit Rossier s'étant alors trouvé absent, il n'arriva à la cure que vers les six heures du soir de ce même jour, 2 may 1781, qui fut un jour fatal pour le dit curé, où il a manqué diverses fois d'en perdre la vie, comme il se voirra ci-après.

Rossier arriva donc à la cure, comme sus est dit, et le curé l'ayant requis de lui déclarer ce que c'étoit que cette révolte, Rossier lui répondit d'abord qu'il n'osoit et ne pouvoit rien lui dire; mais sur les assurances et la persuasion que le curé lui témoigna d'intercéder son pardon s'il vouloit lui raconter le tout, se désister et se détacher de cet horrible complot et lui entr'aider d'en détourner les autres, Rossier se mit à pleurer comme un enfant; il raconta et promit tout au curé, qui profitant de ce moment, s'envola à Fribourg, dont il est situé à

1) Il étoit curé de cette paroisse depuis l'année 1772 et il y mourut le 29 janvier 1806.

deux fortes lieues de distance. Il s'y adressa d'abord à l'un des plus dignes et des premiers magistrats ¹⁾, duquel il osoit se flatter de sa bienveillance et lui raconta le tout. Celui-ci ayant entendu la relation du curé, lui promit avec bonté que non seulement Rossier, mais encore tous les autres complices (excepté le chef de la rébellion Chenaux), s'ils vouloient déposer les armes, tranquillement se retirer et aller le sous lendemain sur l'hôtel de ville de la capitale y implorer leur pardon et se reconnoître, il se faisoit fort qu'ils l'obtiendroient sans difficulté; qu'en conséquence il n'avoit qu'à s'en retourner incessamment pour les en assurer.

Le curé est donc sur le champ ressorti de ville tout seul, à nuit tombante, au moment qu'on en ferma les portes; mais quel fut son effroi! Chenaux (qui étoit alors à Posieux) avoit fait placer des sentinelles de poste en poste du côté de Fribourg sur le grand chemin pour se garantir contre les espions cette nuit-là, parceque l'Etat avoit mis cent louis d'or sur sa tête, payables à quiconque pourroit s'en saisir ou donner des indices qui pourroient l'effectuer. Ces sentinelles couchèrent alternativement trois fois en joue le curé, sur son chemin, fusil bandé, dont il entendoit toujours l'éclat. Lequel ne sachant rien répondre (car il ne s'y attendoit pas) fut tellement saisi de peur que son sang fut glacé dans ses veines et il ne put pas répondre sinon : *curé*.

Arrivé à Posieux (qui est un petit village de sa paroisse situé à un demy quart de lieue de sa cure), il y trouva Henry Rossier sur le grand chemin devant le cabaret, encore dans les mêmes sentiments dont il l'avoit porté avant son départ pour Fribourg. Celui-cy l'ayant prié d'entrer pour annoncer à tous les insurgés la bonne nouvelle de leur pardon qu'il leur apportoit, le curé hésita d'abord; mais réfléchissant qu'il pourroit peut-être empêcher par ce moyen l'exécution de leur noir complot, soit en les faisant rentrer dans le devoir, soit en gagnant du temps pour éviter qu'ils ne se transportassent pas cette même nuit contre la ville, comme il venoit d'apprendre qu'ils l'avoient résolu, pour l'escalader avec le secours de quelques échelles et

1) Claude-Joseph Odet. — Voyez le Journal du cons. de Diesbach, dans l'*Emulation*, nouvelle, I, 15.

des cordes à la faveur de la nuit et d'y agir en désespérés, il déclara à Rossier qu'il vouloit bien, sous condition que Chenaux n'en fut pas instruit, entrer dans le cabinet qui est à côté devers bise, attendant au dit cabaret, mais qu'il ne vouloit du moins pas voir Chenaux, ni lui parler, et après avoir sagement retenu plusieurs émissaires de Chenaux, qui étoient détachés pour aller de maison en maison solliciter le peuple à prendre les armes au point que sans cela il se seroit d'abord trouvé 5 à 600 hommes pour suivre Chenaux dans cette expédition, ils entrèrent dans le dit cabinet. Mais quelle perplexité pour le curé. Il ne fut pas plutôt entré dans ce cabinet que Chenaux, chef de la rébellion, y entra avec des yeux farouches, en demandant s'il n'y avoit pas là quelqu'un pour le surprendre, et il se mit à crier : Que mes gardes avancent.

Le curé à demi transi vit entrer en foule grand nombre de soldats armés, et comme à demy mort d'avoir été couché en joue sur le chemin, il se croyoit perdu sans ressource. Cependant il put se vaincre et ayant assuré Chenaux qu'il ne devoit rien craindre de lui, que d'ailleurs il étoit tout seul, il lui raconta le voyage qu'il venoit de faire pour leur salut. Il prit Rossier à témoin, qui affirma d'abord ce que le curé venoit de dire, et Chenaux l'assura pour lors de son côté qu'il ne lui en vouloit point de mal.

Etant un peu rassuré, il se mit en devoir de leur déclarer ouvertement à tous (en se servant du terme de ses amis) que s'ils vouloient tous consentir à déposer les armes, à se retirer chacun chez eux tranquillement, et ensuite aller le lendemain de la foire demander leur pardon, il pouvoit de bonne part leur assurer qu'il n'arriveroit aucun tort à personne. Il n'osa pas dire qu'ils auroient tous leur grâce, parceque celle du chef Chenaux ne lui avoit pas été promise. C'est pourquoi, il prit le terme qu'il n'arriveroit certainement aucun tort à qui que ce fût.

Chenaux lui demanda qui lui avoit dit cela. Le curé pour donner plus de poids à son raisonnement et afin de les tant mieux persuader, leur nomma ce digne magistrat qui le lui avoit promis, et par la protection duquel ils pouvoient tout espérer. Chenaux lui répondit là-dessus que celui-là n'étoit pour-

tant pas de ses meilleurs amis. Sur quoy le curé les rassura tous en général et s'efforça de les prier, solliciter et presser vivement à renoncer à leur entreprise. Il n'épargna ni soin, ni peine, ni fatigue à déployer tout ce dont l'humanité, la religion, les lois divines et humaines et la fermeté de son zèle pouvoient lui suggérer. Il mit tout en œuvre pour les détourner de leur criminel dessein : la sagesse, la douceur, la clémence du souverain, l'horreur, le danger, les victimes innocentes, les torrents de sang, les punitions, les supplices, les tourmens, la désolation générale, les mauvaises suites, rien ne fut épargné. Enfin voyant que ces mutins (excepté le seul Rossier qu'il connoissoit uniquement) ne vouloient point se rendre et Chenaux, lorsque le curé lui eût dit que s'ils approchoient de la ville, ils y seroient reçus chaudement, lui ayant répondu que *la danse étoit commencée, qu'il falloit la finir*; les autres lui disoient : *nous agirons en désespérés, nous n'avons rien à perdre que notre vie; nous ne pouvons mourir qu'une fois; d'ailleurs nous nous f. . . . bien d'eux, nous sommes plus forts qu'eux. Ce sera une gloire pour nous de périr pourvu qu'il saute quelque perruque en l'air.* Le curé trembloit d'horreur d'entendre ces discours; il redoubla son zèle, son activité et son courage, et quoiqu'il lui paroissoit prêcher à des furies carnassières et à des diables enragés, il fit tant, il les entourtilla tant, il leur répéta tant les horreurs et les suites de cette rébellion, la mort, le jugement et l'éternité, que petit à petit il vint à bout de les gagner tous, à l'exception du seul Chenaux; lequel voyant chanceler son monde lui dit d'un ton un peu déconcerté : « Monsieur le curé, je vois que dans tous vos raisonnemens il n'y a rien à gagner pour moi; nous avons fait nos Pâques; cela nous suffit. Cependant à votre considération je veux bien encore faire une tentative; je veux écrire à ce magistrat auquel vous avez parlé; vous lui apporterez ma lettre, et si vous nous en rapportez une réponse favorable, nous nous retirerons et nous ne voulons faire de mal à personne. »

Le curé Biellman dont le principal but ne tendoit qu'à empêcher l'exécution du complot, ou, à ce défaut, à temporiser et à procurer le temps suffisant aux troupes de Berne (il savoit

que l'on vouloit sur son premier voyage envoyer Monsieur de Castella à Berne et Monsieur Wild à Morat, etc., pour les presser de venir au secours de la ville) d'y arriver assez tôt pour prévenir le carnage, balança d'abord s'il devoit porter la lettre ou non. Il s'en excusa sur son accablement de fatigue du voyage qu'il avoit déjà fait cette même nuit, sur le danger de sa vie auquel il avoit été exposé à son retour par les sentinelles de Chenaux qui l'avoient couché en joue, sur le risque qu'il courroit d'arriver aux portes de la ville à ces heures et dans un moment si critique, etc., Chenaux répliqua sur le tout ; il lui dit qu'il lui fourniroit un cheval, qu'il lui donneroit des gardes assurées et qu'enfin il ne pouvoit consentir à ses sollicitations de mettre bas les armes qu'à cette condition qu'il porteroit sa lettre, dont il attendroit la réponse.

Le curé ayant encore réfléchi que ce moyen étoit non seulement le plus sûr de parvenir à son but et que par là il gagneroit encore plus de temps, mais encore le plus certain à déranger le complot, à éviter l'escalade et à dérouter et faire tomber aussi le parti de Raccaud, autre chef de la rébellion qui étoit alors ailleurs pour recruter et préparer les choses, se décida donc au péril et risque de sa vie à obéir pour ce moment à ce fameux scélérat et promit de porter la lettre, pourvu qu'elle fût couchée avec décence, honnêteté et soumission convenable.

Enfin la nuit s'avançoit. Chenaux écrivit sa lettre ; mais afin de gagner toujours plus de tems, le curé l'interrompoit de temps à autre, pour protester qu'il ne lui arrivât aucun mal, qu'il n'en résultât aucun désagrément au porteur, qu'il fût en sûreté pour sa vie, que la lettre fût au moins couchée avec décence et soumission. *Point de soumission*, lui répliqua brusquement Chenaux ; je veux écrire comme je l'entends, et vous porterez la lettre, dont j'attendrai réponse.

La lettre étant fermée environ la minuit¹⁾, le curé après avoir prêché ces mutins pendant trois ou quatre heures, avec épuisement, sans discontinuer et les avoir portés au point sus déclaré, se mit en devoir de partir pour Fribourg. Notez qu'il

1) Voyez cette lettre plus loin, N° II.

étoit venu à bout de faire un signe au cabaretier de ne point lui fournir de cheval. Il fallut seulement alors chercher un cheval ; le tems s'écouloit toujours et tout alloit bien. Tous les soldats de Chenaux qui étoient présens, étoient dans ce moment décidés à rentrer dans le devoir et à se désister du complot ; lorsque tout à coup un grenadier avec un bonnet sur la tête entra dans la chambre, en appelant Chenaux, son général. Il lui donna avis que Raccaud l'envoyoit pour lui dire de se hâter d'aller, que son monde animé perdoit patience de l'attendre et que tout étoit prêt. Chenaux lui répondit qu'il falloit attendre la réponse d'une lettre qu'il envoyoit à Fribourg. Et ayant permis au curé de se faire accompagner par deux de ses paroissiens qui n'étoient pas du complot, il lui donna un de ses sergents pour les conduire, sans lequel il leur dit qu'ils ne pourroient pas passer.

Lorsque le curé fut monté à cheval, se voyant entouré des soldats de Chenaux armés, il fut de nouveau saisi de crainte d'en être tué, ou d'être tué en chemin par ses sentinelles. Il déclara sa frayeur, mais Chenaux le rassura et ordonna à son sergent ce qu'il avoit à faire. Ils voyagèrent ensemble dans cet équipage, où la brebis couroit pour ainsi dire à la boucherie. Pour prévenir le danger, il pria le sergent de marcher en avant, où il a remarqué que le mot du guet en approchant des sentinelles étoit *qui vive*, en levant la main droite horizontalement.

Lorsqu'ils furent à environ une lieue et demi de distance depuis Posieux et ayant dépassé les gardes de Chenaux, ils rencontrèrent les chasseurs de la ville. Ceux-ci conduisirent le curé jusqu'aux portes, où étant arrivé sain et sauf, ayant été reconnu par la garde de la garnison, on lui ouvrit les portes et on lui accorda l'entrée. C'étoit alors vers les deux heures après minuit. Mais quelle fut la nouvelle frayeur pour ce curé, qui ne connoissoit absolument rien au métier de la guerre ! Il ne fut pas plus tôt entré qu'il se vit entouré par un détachement de soldats armés, la baïonnette au bout du fusil et ainsi conduit au commandant comme un criminel, et de là droit au conseil de guerre. A ce spectacle il faillit tomber mort sur la place. Lui qui ne se proposoit que d'aller chez le digne magistrat auquel la lettre étoit adressée, lui qui avoit déjà essuyé tant de fatigues,

de langueur et de craintes, lui dont le zèle, la conduite, la probité et la bonne foi n'avoient rien à lui reprocher, lui qui s'étoit exposé à périr par le danger pour sauver la capitale, éviter l'effusion du sang et empêcher l'exécution du complot et du carnage dont elle étoit menacée, son sang glacé d'effroi, son cœur palpitant et son corps tout en nage, dont il n'avoit aucun cheveu qui n'eut pas sa goutte, il faisoit mille réflexions, et mille idées confuses se présentoient à son esprit. Il ne doutoit pas que pour avoir fait le meilleur de tous les biens, il n'en fût la victime et que les ténèbres de cette même nuit ne lui serviroient qu'à jouer le rôle le plus tragique pour le dernier de sa vie.

Il fut ainsi conduit au conseil de guerre et y entra plus mort que vif. Il y raconta du mieux qu'il lui fût possible ce qu'il savoit, ce qu'il avoit fait et le sujet de son voyage. Il indiqua où Chenaux étoit, comment il y étoit et présenta la lettre signée de sa propre main, qu'on ne voulut point ouvrir. On le rassura, on le remercia de son zèle et on le laissa sortir en lui conseillant (ce qui valoit un ordre) de ne pas sortir de la ville ce jour-là. Il tira sa révérence et sortit de l'hôtel de ville très content de sa libération, car il venoit de passer une triste nuit.

Le 3 mai le curé d'Escuvillens ne put sortir de ville. Chenaux et ses soldats au nombre d'environ 50 à 60, qui avoient inutilement attendu sa réponse, s'avancèrent dès qu'il fut jour contre la ville. Mais comme en conséquence de ce que le curé avoit communiqué au conseil de guerre, l'on avoit résolu à l'assemblée des Deux-Cents qui s'est tenue ce même jour à cinq heures du matin de ne pas ouvrir les portes, les insurgés qui ne furent plus favorisés de la nuit, n'osèrent et ne purent rien tenter. Mais Chenaux profitant du moment pour soulever le peuple qui se trouvoit indigné de n'avoir pu entrer en ville pour la foire qui devoit se tenir ce même jour et ayant trouvé les portes fermées, se laissa facilement entraîner dans la rébellion, et les émissaires qu'il détacha de tous côtés cette nuit-là achevèrent de le persuader.

Le 4 mai il s'en trouva environ 2,000 paysans aux ordres

de Chenaux, tous près de la ville; mais les troupes de Berne et de Morat y étant entrées pendant le jour et la nuit précédente du 3 mai, elle étoit pour lors en sûreté.

Le curé s'étant rentourné à la cure par un autre chemin, il y fut encore de nouveau accablé de dangers et d'effrois. Comme il avoit fait manquer le coup du 2 mai à Chenaux et à sa troupe, il craignoit d'en être assassiné par vengeance. Il pria et paya en conséquence deux de ses paroissiens pour l'y garder. Mais la nuit du 4 may la troupe de Chenaux ayant été prise par la garnison de Fribourg, où les troupes de Berne étoient arrivées assez tôt à cause du temps que le curé leur avoit procuré, il vit toute la nuit roder des hommes autour de sa cure et à une heure et demie après minuit, il s'entendit appeler par une voix qui lui cria : *M. le curé, venez vite administrer Chenaux; il est tué tout proche de la cure.* Pour le coup, le curé ne doutoit pas que ce ne fût une feinte pour le faire sortir, afin de l'assommer plus aisément. Il n'osa pas seulement approcher des vitres. Un moment après on lui cria que Chenaux étoit expiré.

Le curé ne répondit point, mais il se persuadoit (étant d'ailleurs frappé de tout ce qu'il avoit vu, de ce qui lui étoit arrivé et de ce qu'il entendoit) à n'en pas douter que tout cela n'étoit que des détours pour tant mieux exercer la vengeance de Chenaux au moment que le curé s'y attendroit le moins. Il craignoit à tout moment que l'on enfonceroit sa porte pour le massacrer. Il en tomba malade; mille idées confuses agitoient son esprit. Tantôt il s'imaginait que si on ne l'assassinait pas, il seroit disgracié du souverain pour avoir porté la lettre; tantôt qu'il seroit détesté, haï, lapidé et assassiné par le peuple révolté. La révolution, le danger, l'effroy, la fièvre s'empara de son corps; son sang en fut gâté et son esprit tomba en délire, au point qu'il fut plusieurs semaines dans l'état le plus critique et le plus dangereux malgré tous les soins des médecins.

Au bout de quelques semaines, il revint un peu mieux; mais, pendant cet été, sa santé fut fort chancelante et chaque fois qu'il parloit de ses aventures, il retomboit malade par la frayeur. Il ne pouvoit penser à ce qui lui étoit arrivé sans être repris de la fièvre.

Enfin, la sensibilité, le chagrin, les frais considérables essayés dans toutes ses affaires et pendant toutes ses maladies, le tems perdu, les médecins, les desservants, les visites, ses amis, ses parents mêmes, tout luy étoit un fardeau ; il n'auroit plus voulu voir personne ; la mélancolie et la tristesse lui devinrent un poison qui, à chaque instant, lui redonnoit la fièvre, au point qu'il fut dernièrement à deux doigts du tombeau et qu'il s'en ressentira le reste de ses jours.

R É F L E X I O N S

Leurs Excellences nos Souverains Seigneurs et Princes de la Ville et République de Fribourg, par leur mandat du 1^{er} may 1784, déclarent dans le signalement de Pierre-Nicolas Chenaux, auteur de la rébellion, en ordonnant sa saisie, ce qui suit : « Promettant la somme de cent louis d'or à quiconque procurera sa saisie, ou donnera des indices qui pourront l'effectuer ; laquelle somme leur sera incontinent comptée en notre trésorerie. » C'est le souverain qui parle, la parole duquel doit être tenue, et cette parole est donnée à tout le peuple par écrit.

Le curé d'Escuvillens certainement n'ambitionne point de récompense ; il n'y pensoit aucunement lorsqu'il a préservé la ville du carnage, qui se seroit exécuté à la faveur de la nuit du 2 may, s'il ne l'avoit pas détourné ; du moins il y auroit certainement et incontestablement eu beaucoup de sang répandu sans luy, qui a pu l'éviter par de sages précautions. Il a déclaré cette même nuit au conseil de guerre où Chenaux étoit, qu'il étoit dans le cabaret de Posieux, à deux lieues de la ville, comment il y étoit, comment il y attendoit son retour et la réponse de sa lettre ; cette lettre étoit signée de la propre main de Chenaux ; ce qui faisoit une preuve assurée de l'indice que le curé en donnoit. Il n'y avoit alors dans ce cabaret qu'une vingtaine ou trentaine d'hommes pour garder Chenaux ; les autres étoient épars ça et là en sentinelles du côté de Fribourg ; que du côté d'Escuvillens il n'y avoit personne. On ignoroit

alors en ville où Chenaux étoit ; on le croyoit encore au païs de Gruïère ou du côté de Bulle. Le curé a été le premier qui ait pu donner l'indice certain à pouvoir effectuer sa saisie, surtout à la faveur de la nuit, sur le matin, où les soldats fatigués prenoient du repos sur des lits, les uns dans une chambre, les autres dans une autre ; dispersés comme ils l'étoient, l'on demande si un détachement de 50 ou 400 hommes choisis et tirés de la garnison de la capitale (car il y en avoit déjà environ 600 alors de la milice du pays) n'auroit pas pu effectuer sa saisie en allant doucement par un chemin détourné pour approcher le cabaret par derrière, et en demandant sans éclat au cabaretier la chambre où étoit Chenaux, et si les soldats d'iceluy, détournés comme ils l'étoient alors par le curé, auroient fait une vigoureuse résistance, se voyant pris ? Si dans le même instant l'on avoit fait sortir de la ville un autre détachement, tambour battant, et avancer par le grand chemin, les hommes de Chenaux ne se seroient pas portés de ce côté-là, en laissant leur chef en arrière, où ils n'auroient pas eu lieu de craindre pour luy ? Et quoyque l'on n'ait point effectué cette saisie, comme on auroit pu le faire, on demande si la récompense de l'indice certain est due et à qui elle est due ?

SECONDE RÉFLEXION

Ceux qui ont découvert le complot de la rébellion à Leurs Excellences n'ont fait que de l'indiquer, en déclarant peut-être une faible partie des circonstances ; ils n'ont fait que leur devoir, auquel tout bon et fidèle sujet est tenu et obligé par son propre devoir. En indiquant la trame, ils ne se sont exposés à aucun danger pour leur vie ; au contraire, ils étoient certains qu'on garderoit un secret inviolable sur leur nom et qu'ils ne seroient jamais connus publiquement. Ils étoient encore certains d'une récompense considérable, fussent-ils des complices ! Ils auroient cependant pu ajouter à leur fidélité celle de s'opposer, ou détourner la fomentation de tout leur pouvoir, même au péril et risque de leur vie ; leur devoir les obligeoit encore à

cette démarche. Quel empêchement y ont-ils apporté ? N'auroient-ils pas, au contraire, peut-être feint d'applaudir pour être tant mieux instruits dans quelques vues d'intérêt, et par là donné occasion de pousser la chose au lieu de l'empêcher ? Dans ce cas, auroient-ils bien agi de bonne foy ? Dieu me garde de les taxer d'avoir trahi les traîtres ; et s'ils ont fait la moindre démarche pour les en détourner, dès qu'ils en ont eu connaissance, ils ont agi en hommes d'honneur, de zèle et de probité et en bons, loyaux et fidèles sujets ; mais s'ils n'ont fait que d'indiquer le complot purement et simplement, sans tenter de l'empêcher, je serois incliné à croire qu'ils n'ont fait qu'une partie de leur devoir le plus essentiel, qui n'en a pas moins mérité une récompense.

Ces gens-là n'ont essuyé aucune fatigue ; ils n'ont subi aucun risque d'en perdre la vie ; ils n'ont aucun danger pour les suites, puisqu'ils ne sont pas connus. Cependant ils sont récompensés par la bourgeoisie secrète, qu'on leur a accordée pour eux et leurs descendants à perpétuité. Ce qui leur vaut un état à faire leur fortune, et on leur a compté gratuitement, pour avoir rempli leur devoir dans l'indication du complot, à chacun 450 louis d'or neufs, à ce que l'on dit.

Le curé d'Escuvillens n'a pas découvert le complot, ni la fomentation, il est vrai, parce que lorsqu'il en a eu connaissance, il étoit déjà en partie connu ; mais il en a seul, ouvertement et au péril et risque de sa vie empêché l'exécution, le massacre et l'effusion du sang, tant des coupables que des innocents, sans vue d'intérêt, par un trait de religion, d'humanité et de fidélité exemplaire et à toute épreuve. Son nom et ses démarches sont connus du magistrat, du bourgeois et du peuple en général ; sa vie a été exposée aux plus grands dangers ; elle n'est point et ne sera peut-être jamais en sûreté de la vengeance. Il a dérangé le projet criminel, il l'a dérouté ; il a détourné l'orage ouvertement et publiquement. Il a désarmé les rebelles dans leur première fureur ; il leur a fait manquer leur coup ; il les a prêchés, détournés et fait rentrer dans le devoir avec un zèle et un courage invincibles, dont personne, comme lui, n'a osé l'entreprendre ouvertement. Il a fait et rempli tous les

devoirs d'un véritable bon sujet, en franchissant tous les dangers auxquels il a été exposé. Il a avisé le souverain du tout ; il a sauvé la ville et l'Etat du carnage dans le temps où les insurgés étoient dans la chaleur du vin et au plus fort de leur fureur ; et à force de courage il est venu à bout d'empêcher l'exécution préméditée et de donner le tems de se mettre en sûreté. Il a souffert et souffrira des peines, des maladies, des frais au-dessus de ses forces. Il s'est épuisé, il est alarmé ; sa santé est altérée, son sang est transi et gâté ; il a payé les médecins, les desservants de sa cure, etc., et il n'en peut résulter pour luy que des souffrances perpétuelles le reste de ses jours, et le chagrin de voir souffrir avec luy ses proches parents, dont il prévoit tomber à leur charge.

On demande si, en comparaison de ceux qui ont découvert le complot, il mérite une récompense ? Et la bourgeoisie secrète ne lui servant à rien, quelle récompense a-t-il méritée ?

Je prévois cependant que mes réflexions seront exposées à bien des critiques ; mais je prie d'excuser l'insuffisance de mes talents, et si on ne les trouve pas justes qu'on en fasse d'autres. Il me restera la consolation d'avoir mis au jour la pure vérité de tous les faits arrivés à ce curé pour les lui avoir entendus raconter à diverses reprises, et je suis en état de les prouver par plus de vingt témoins dignes de foy.

Ce récit a été évidemment écrit sous la dictée du curé Biemann et peu de temps après les évènements. A l'époque où il a été rédigé, Biemann n'avait encore reçu aucune récompense pour le service rendu ; cette récompense lui fut accordée le 22 novembre 1781 par le conseil des Deux-Cents, qui lui alloua une pension annuelle de six louis. Le mémoire est donc antérieur à cette date.

II

Lettre de Chenaux au conseiller Odet.

2 mai 1781.

Mon très-honoré seigneur ! Fondé sur la promesse que vous avés faite de vous déclarer protecteur des snjets et qu'aucun

tort n'arrivera à ceux qui iront faire des représentations respectueuses le lendemain de la foire, pourvu qu'ils ne soient point armés, j'ai pu obtenir des représentans qu'aucune hostilité ne se fera de la part de la garde que je me suis procurée pour ma sûreté et jamais pour révolte, comme on l'a faussement débité. Tous mes gens sont bien éloignés de se révolter, mais nous sommes décidés à faire face, à moins qu'on me promette à moi et à tous les représentans un sauf-conduit promettant à tous un sursoit jusqu'à vendredi, pourvu que nous soyons défrayés par LL. souveraines EE. qui peuvent pacifier le tout, épargner le sang d'un chacun, moyennant qu'ils soient patients à recevoir nos justes représentations.

A Posieux, ce 2 mai 1781.

L'aide-major, CHENAUX.

Adresse : A Monsieur, Monsieur Odet, conseiller,
à Fribourg.

Collationné, chancellerie de Fribourg, ce 4 mai 1781.

L'original de cette lettre est perdu ou égaré ; nous la publions d'après la copie qui se trouve aux archives de Berne et que M. le D^r E. Bloesch, directeur de la bibliothèque de Berne, a eu l'obligeance de collationner. Elle a été déjà publiée par le D^r Berchtold dans la 2^e édition du *Tocsin fribourgeois*, page 27, mais pas assez fidèlement.

III

Rapport du major Castella de Delley, restant au château de Bulle.

10 mai 1781.

Outre les circonstances dont il a eu l'honneur d'aviser leurs souveraines Excellences par différentes missives ¹⁾, s'ensuit sa conduite jusqu'à ce jour 10 may 1781.

Mercredi (2 mai) à 3 heures du matin reçu le signalement de Chenaux, envoyé chercher le banneret et un sautier de Bulle, aux fins d'exécuter les ordres, à 9 heures fait publier et afficher le signalement dans la tablelle publique, d'où il fut enlevé environ

1) Ces missives ne se retrouvent pas.

une heure ensuite, comme me l'a rapporté ledit santier, qui avoit en poche la clef de dite tabelle.

J'ai envoié un signalement par les chasseurs au lieutenant de Riaz, avec celui d'Albeuve adressé au lieutenant du lien, qui le reçut par une femme, que j'envoiai pour le porter, afin qu'il ne tombât point entre les mains de Chenaux, qui étoit avec sa troupe à la Tour, où aucun homme ne pouvoit passer sans être arrêté et fouillé.

J'ai reçu du lieutenant de Châtel une lettre adressée au curial et aide-major Geinoz, qui l'a reçue de moi au château, où il l'ouvrit et me dit que l'aide-major Genoud de Châtel lui déclaroit qu'en suite des ordres reçus de la part de leurs souveraines Excellences le régiment devoit fournir quatre hommes par compagnie; sur quoi je lui dis qu'il feroit bien de les commander tout de suite pour prouver par là plus de zèle que l'année passée. De là Geinoz partit et peu de temps après le justicier Glasson vint me dire que Geinoz l'avoit chargé de cette commission et que ce n'étoit pas son affaire, mais au contraire à l'aide-major Geinoz. Je lui demandai pourquoi Geinoz ne le feroit pas; il me répondit que Geinoz en connoissoit bien le danger et que Bulle étoit tout dérangé, et que lui étoit, ainsi que d'autres, porté pour LL. EE., et que l'on risquoit d'être forcé par les rebelles de marcher avec eux pendant la nuit. Là dessus je leur offris le château pour leur azile et fis les préparatifs pour la deffensive en me procurant les outils pour dépaver la cour aux fins de me servir des cailloux contre les rebelles qui se seroient présentés au château; je pris 56 livres de plomb de mes horloges pour en faire des balles; j'ai forcé le buffet où le seigneur baillif avoit sa poudre et ai préparé des armes à feu pour 25 coups, en assurant mon monde que le château étoit par là hors de tout danger, moiennant que la bravoure réponde à ces préparatifs. Peu après François Glasson, frère du prénommé justicier Joseph Glasson, vint me dire qu'il avoit ses quatre hommes, dont il pouvoit répondre; mais comme il y avoit du danger à se rendre à la capitale, vû que la route étoit garnie, d'endroit à autre, de gens attachés au service de Chenaux, il demanda qu'ils fussent armés de sabres et de pistolets; sur quoi, je lui prêtai un

pistolet à deux coups, en lui ordonnant qu'aussitôt qu'ils seroient arrivés chez M. le grand major de ville, ils déposassent toutes leurs armes sur la table avant de recevoir celles de leur souverain. De tout quoi j'eus l'honneur d'aviser M. le major de ville par une missive, que je lui adressai et que je remis audit François Glasson.

Ceux à qui j'avois offert le château pour azile, n'y sont point venus, comme je les attendois ; ainsi je m'y trouvai seul cinq jours et autant de nuits à veiller.

Chenaux, escorté de peu d'hommes, vint à Bulle à onze heures et demie du matin, se retira à l'Epée, où il plaça une sentinelle ; il en repartit pour la Tour à une heure avec son monde. A trois heures et demie Chenaux revint de la Tour à Bulle, à la tête de 24 hommes armés, tambour battant. Il s'arrêta près des 13 Cantons. Dans cet interval *vide le verbal* signé Dupaquier notaire.

J'avois avant ceci représenté au banneret de Bulle que pour satisfaire à l'ordre souverain (qui avoit été publié le matin), il falloit prendre mains fortes pour se saisir de la personne de Chenaux et que je voulois aller moi-même à la tête de ceux qu'il me donneroit. Le banneret commanda la justice ; quelques heures après il vint chez moi me dire qu'ils n'avoient rien pu faire, d'autant qu'ils ne se sont trouvés que trois justiciers assemblés et que les autres étoient occupés à leurs terres, en me disant que Chenaux vouloit se produire lui-même à Leurs Excellences ; ce qui ne me satisfît pas. Je lui dis donc qu'il falloit absolument l'arrêter, sur quoi il me répondit que les gens de Chenaux étoient chargés de vin et résolus ; je l'assurai que je le serois aussi étant à la tête de mon monde et que je m'engageois à le saisir en lui sautant le premier dessus et qu'ainsi sa troupe seroit déconcertée et ne suivroit pas la partie.

Mercredi soir, environ les huit heures, Geinoz et Grandjean appellèrent à l'entrée le banneret qui soupoit avec moi, le curé présent ; le banneret rentré me parut rêveur ; je lui demandai ce que c'étoit ; il me rapporta qu'ils lui avoient dit que le détenu énoncé dans le verbal précité étoit serré sans l'autorité requise et qu'il falloit le relacher. A quoi je répondis que le

banneret pouvoit faire ce qu'il trouveroit à propos, mais qu'il falloit dresser un verbal pour ma décharge. Il me dit qu'il feroit ses réflexions pendant la nuit.

Jeudi matin le banneret et le secrétaire baillival Geinoz me firent dire par le métral Georges Judet qu'ils viendroient le même matin examiner le détenu pour en faire un verbal. J'attendis plusieurs heures et leur fis savoir par le même officier qu'ils devoient venir. L'officier me dit que dès que cet homme n'étoit pas serré par l'ordre du banneret, celui-ci ne vouloit pas s'en mêler, etc. Je fus donc embarrassé parce que je ne pouvois pas écrire à Leurs souveraines Excellences (rapport aux rebelles) et qu'il falloit cependant dresser le verbal ; pourquoi faire j'écrivis au notaire Pâquier, qui vint aussitôt et à qui je l'ai dicté d'après mon brouillon et la relation de l'officier. Je trouvai encore de convenance de faire appeler le banneret qui vint et, après avoir examiné le détenu, le congédia.

Vendredi après midi (4 mai), le curial d'Albeuve et trois autres prud'hommes, dont deux de Montbovon, vinrent me dire qu'ils avoient appris que Leurs Excellences avoient demandé du monde pour la garnison de Fribourg, mais qu'ils n'en avoient pas reçu l'ordre et qu'en conséquence ils venoient offrir leurs services et devoirs à Leurs Excellences, étant prêts d'obéir à tout ce que je leur prescrirois.

Ayant considéré que les quatre hommes qu'ils auroient dû fournir, étoient obligés de passer par le corps des rebelles, ainsi forcés de se mettre de leur bord, je leur ai conseillé de rester tranquilles chez eux jusqu'à nouvel ordre de Leurs Excellences et de constituer une garde de quatre hommes pendant la nuit dans chaque quartier pour saisir l'estafette que les rebelles auroient pu envoyer pour débaucher de leur sujets ; par ainsi avec quatre hommes ils en auroient arrêté un qui peut-être en auroit séduit cent, etc. Ils m'ont encore assuré que personne ni d'Albeuve ni de Montbovon n'avoit marché contre Leurs Excellences ; sur quoi je les complimentai en mon particulier, leur promettant d'en faire mon rapport à mon souverain.

A 5 heures du soir ayant appris que l'on avoit reçu avis de Romont que les villes de Bulle, de la Tour et de Gruières

étoient menacées du feu, et que la bourgeoisie de Bulle se mettoit sous les armes pour garantir leur ville, j'ai en conséquence demandé et appelé les ci-après nommés pour garder le château, savoir les deux officiers Judet et Braüttigam, les deux frères Michaux et Jacques Droux.

NB. — Les 2 et 3 may on a battu la caisse à 9 heures du soir pour augmenter le nombre des rebelles en criant, etc. Le 4, à 5 heures du soir, les rebelles passaient encore en criant et lachant des coups de fusils, et toutes les nuits il passait du monde et, selon divers avis et récits, des chariots chargés de pain et d'armes, etc.

J'ai constamment gardé les clefs du château dessus la table.

Pour rapport par moi soussigné, le 10 may 1784,

Pierre CASTELLA de Delley, mayor.

(Arch. cant. de Fribourg).

Le bailli de Bulle était alors Nicolas Amman de Macconnens. J'ignore pourquoi il n'était pas à son poste.

IV

Déclaration des jurés de Praroman.

Vuelon Coli de Praroman, Vueli Schorro aussi rière Praromam, Michel Bechler de Chenauva, Laurent Piler de Bonne-Fontaine disent tous qu'on n'a point sonné le tocsin à Praroman; qu'ils ont pu comprendre que le sujet de ces assemblées et de ce tumulte étoit Sudan, qui étoit à Marlier et qui rassemblait du monde, leur disant qu'il étoit question de faire valoir les anciens droits; qu'eux jurés venoient à la foire et ne pouvant entrer s'en retournèrent à Marlier, où ils trouvèrent ce Sudan. Alors les jurés s'en retournèrent dans leur quartier et dirent à leurs gens qu'ils pouvoient aller, s'ils vouloient, vers la porte de Romont, qu'au reste ils ne répondoient de rien; qu'alors plusieurs y allèrent et passèrent la Sarine, les uns armés de fusils, les autres de bâtons. Du quartier de Praroman il y eut le banderet ou porte-enseigne Schorro armé, Marte fermier du docteur Barra, etc. Ici le juré Vuelon Coli se reprit et dit :

« A propos je m'oublois moi-même, car j'y fus aussi armé jusqu'à la porte de Romont. » Ici Vueli Schorro juré dit aussi y avoir été avec son bâton, ainsi que le juré Michel Bechler. Ces trois ensuite interrogés plus particulièrement dirent que le rendez-vous étoit au champ du Nod, où ils se rendirent et de là vinrent à la porte; que Chenaux les conduisit alors jusqu'au bois de Cormanon, disant qu'ils vouloient tous ensemble aller demander leurs anciens droits, mais qu'il ne falloit pas tirer un coup. Vuelon Coli dit qu'étant alors près la chapelle de saint Jacques lorsque les troupes de la ville furent avancées, un monsieur de Berne en habit rouge leur dit qu'ils devoient seulement s'en aller, après avoir posé leurs armes, qu'il leur arriveroit rien. Dirent encore tous trois qu'à l'absence de Chenaux un nommé Gremion à cheval commandoit; qu'il y avoit encore des sergents romands qui commandoient, mais dont ils ne savent pas le nom.

(Arch. cant. de Fribourg).

V

Lettre du juge-mage du Chablais à LL. EE. de Fribourg.

22 mai 1781.

Messieurs,

Il n'est point vraisemblable que l'avocat Castellaz se soit réfugié à la chartreuse de Ripaille, encore moins qu'il y soit encore; car après la perquisition faite de sa personne pour le saisir dans l'auberge où il logeoit en cette ville, qui fut sans effet pour s'en être enfui quelques heures auparavant, sans doute pour en avoir eu quelques notices, j'eus l'occasion le lendemain de voir le Rd Père procureur de ladite chartreuse; je lui dis que si on n'avoit pas sçu ledit Castellaz en cette ville lors de cette perquisition, je l'aurois fait faire à Ripaille, et il m'assura que ledit Castellaz y étant allé un jour d'auparavant, informé qu'il étoit de la révolte à Fribourg, dont ledit Castellaz lui parla aussi en lui faisant entendre qu'il cherchoit un refuge jusqu'à ce

que les affaires de Fribourg fussent terminées, ledit Rd procureur, en l'absence de Monsieur le prieur, lui répondit qu'il ne croyait pas qu'il en pût trouver aucun pour être en sureté, et de cette façon il le congédia. Ledit Castellaz revint à Thonon où il resta jusqu'à ce qu'il eut l'avis qu'on devoit le rechercher.

D'après cela il n'est pas probable qu'il fut retourné audit Ripaille et que ces Messieurs lui eussent donné azile, et je pense que si on tentoit de faire telle perquisition audit Ripaille, où sans doute on ne le trouveroit pas, ce seroit s'enlever toute espérance de pouvoir l'arrêter et saisir ailleurs, et surtout en Chablais ; cette découverte pouvant se faire dans le temps qu'on s'y attendroit le moins ; par ces motifs je n'ai pas crû devoir tenter cette seconde perquisition.

..... Em me rapportant aux réponses que j'ai eu l'honneur de faire à vos Excellences le 11 et le 21 de ce mois, etc.

Messieurs de vos Excellences

Le très humble et très obéissant serviteur,

F. Quisard, juge mage du Chablais.

Thonon, ce 22 may 1781.

Adresse : A Leurs Excellences Messieurs les Avoier et conseil de la ville et république de Fribourg.

(Arch. cant. de Fribourg).

VI

Déclaration de Simon Favre de Broc.

25 mai 1781.

A déclaré que le lundi de Pâques (16 avril) étant allé avec plusieurs autres de Broc promener à Bulle, ils entrèrent dans le cabaret de l'*Épée* pour y boire un coup, où Chenaux vint et les sollicita à monter dans une chambre d'en haut, où leur versant à boire en badinant avec eux il leur demandoit s'ils étoient des hommes de cœur et s'ils iroient à la foire de Fribourg. Sur quelle dernière question les autres répondoient que oui, les autres que non, et sur la première ils témoignaient tous assez qu'ils avoient du cœur, mais en cas qu'on voulut les

employer, ils demandoient à savoir pourquoi c'étoit, et que si c'étoit pour un bon motif et pour le service du souverain, ils se laisseroient volontiers employer. Sur quoi Chenaux leur dit différentes choses, entre autres qu'on vouloit s'emparer de l'arsenal, de la maison-de-ville et de la chancellerie, qu'en tout cas eux ne risqueroient rien, mais lui uniquement; d'un autre côté il représenta aussi que le roi de Sardaigne devoit venir, qu'il falloit conséquemment deffendre son souverain, leur disant avoir ordre de la part de son Excellence Gady de chercher des volontaires, et que s'ils alloient à la foire, ils n'avoient que simplement à prendre leurs bâtons. Lui déclarant étant donc allé à la foire avec d'autres et ayant trouvé la porte de Bourguillon fermée, ils passèrent la Sarine sur le barquet près d'Hauterive et étant venus du côté de Posieux, ils y trouvèrent les rebelles attroupés, les uns d'entre eux étant armés; où Chenaux les exhorta à aller aussi chercher leurs fusils; mais le déclarant soupçonnant bien alors que cette entreprise étoit entièrement déplacée, lui fit connoître qu'il n'avoit pas dessein de s'y joindre, et s'en revint à Broc dans l'intention de ne pas retourner en bas pour ce sujet: Cependant, le vendredi (4 mai) tout étant en mouvement à Broc et plusieurs allant pour joindre les rebelles, on reprochoit aux autres qu'ils n'avoient point de courage, ce qui engagea le déclarant à descendre avec quelques-uns de ses camarades, mais ayant rencontré ceux du parti de Chenaux au Bry, ils s'en retournèrent aussi.

La déclaration cy-devant faite a été soutenue par formel serment, au château de Gruyère, le 25 may 1781. En fait foy

Jean-Nicolas Duprés, notaire et secrétaire ballival.

(Arch. cant. de Fribourg).

VII

Déclaration de la veuve Bigarçon de Bulle, âgée de 38 ans, relativement aux différents chars de vivres fournis aux rebelles.

2 juin 1781.

Déclare qu'elle n'a jamais entendu parler du complot de

Chenaud, jusqu'au jour de la foire de Fribourg, 3 may, où elle en a entendu parler par différentes personnes, comme une nouvelle publique; que le dit jour l'avocat Castella vint chez elle devant la maison où elle déclarante lui demanda s'il descendoit en ville, à quoi le dit avocat répondit que Chenaud lui ayant écrit que LL. EE. vouloient l'entendre, il descendoit comme avocat pour le soutenir; et le dit avocat partit aussi peu de temps après à cheval, fort empressé; qu'environ les trois heures après diner du même jour il vint un homme chez elle, qu'on dit être de Prazabloux, qui lui dit que l'avocat Castella lui fesoit demander des vivres; sur quoi elle déclarante descendit la ville, où elle trouva entre autres femmes la Paris et la Rolle, auxquelles elle communiqua son intention qu'elles approuvèrent et elle déclarante dit à un enfant Paris, à ce qu'elle croit, d'aller chez le boulanger pour lui dire de fournir du pain et de le porter à la Saint-Michel et d'en pétrir davantage en cas de besoin; de là ayant trouvé Jacques Pitet qui buvait au dit cabaret, elle lui demanda s'il descendoit à Fribourg avec son char vide; à quoi ayant répondu que oui, elle lui donna la commission de conduire ces pains au nombre de 30 à 40, à ce qu'elle croit, jusque aux troupes, près de Castella; et le dit Pitet étant parti, elle déclarante retourna chez elle pour vaquer à ses affaires; que vendredi pendant la journée elle apprit que les soldats ayant encore demandé des vivres, Madame Paris refit partir un char, à ce qu'elle croit, sans cependant l'assurer, et que c'est le boulanger de Bulle qui l'a fourni; que elle déclarante a dit qu'elle payeroit ce qu'il faudroit, au compte de l'avocat Castella, qui étoit déjà en crédit chez elle; qu'on lui a dit que le fermier de Valter Sudan, de Bulle, l'avoit conduit; que le vendredi soir elle vit passer la Corbo du Moulin et la servante à Daslon de la Tour, qui revenoient sur des chars qui avoient conduit des vivres aux rebelles; sur quoi elle déclarante ayant été invitée de madame Piloud d'aller promener jusqu'à la Tour, elle s'y prêta volontiers pour apprendre de ces deux femmes comme les choses se passaient par là-bas et y étant arrivées elles demandèrent des nouvelles aux deux femmes susdites, qui leur dirent que la troupe attendoit toujours la réponse de LL. EE. et Chenaud

défendoit de tirer un coup; à quoi la déclarante et la Pilloud demandèrent s'il avoit encore besoin de vivres et si elles en conduiroient encore; à quoi ayant dit que oui, si elles y alloient, la déclarante et la femme Pilloud répondirent: Nous allons à Bulle, nous verrons si l'on veut vous en envoyer. Chemin faisant ayant rencontré le boucher de la Tour, lui dirent s'il avoit de la viande, à quoi le boucher répondit que oui, qu'il alloit en peser pour porter à Bulle sur l'ordre de madame Paris. Le boucher pesa la viande en leur présence; il se trouva environ 124 livres, qu'elles portèrent jusqu'à Bulle, et elle déclarante y étant arrivée remit sa charge à la Pilloud et qu'elle ne savait pas où on l'a portée, mais qu'elle alla chez Gex pour lui dire de partir avec le char qu'on lui avoit commandé; ce qu'il fit au même moment, et elle ne sait pas si on a chargé le char chez le boucher de Bulle, qui a aussi fourni de la viande, ou si c'est chez la Paris ou ailleurs, où l'on en avoit rôti. Tout ce qu'elle savait est que le prédit charretier s'en retourna à Bulle et que la viande fut en partie vendue et en partie rapportée au boucher; que elle déclarante ne doute aucunement que si on lui en demande le paiement, elle sera obligée de la payer avec la Pilloud et la Paris, de même que le pain qu'elle a commandé; que étant actuellement persuadée qu'elle fournissoit des vivres à des gens mal intentionnés, elle déplore la faute qu'elle a commise, mais qu'elle ne pouvoit refuser cela à l'avocat Castella, qui avoit toujours passé pour un honnête homme jusqu'à cette malheureuse affaire. Ce qu'elle déclare pouvoir soutenir par serment en cas de besoin. Fait en présence du Sr officier de ville Zosso, le 2 juin 1781.

BUMAN.

(Arch. cant. de Fribourg).

VIII

Déclaration de la veuve Martin de Belfaux.

4 juillet 1781.

Madame Martin de Belfaux n'ayant pas pu être entendue jusqu'à ce jour, vù qu'elle a été incommodée depuis l'époque

où Chenaux a été dans son cabaret, a déclaré aujourd'hui que le 4 mai Chenaux est arrivé à Belfaux vers les onze heures avant midi, qu'elle n'a appris qu'il étoit dans son cabaret que lorsque la femme de Lantheman a averti ledit Chenaux de la part du gouverneur qu'il devoit se retirer au nom de la commune ; que Chenaux ayant alors demandé qu'on lui fit voir ledit gouverneur que la cabaretière avoit averti de ne pas se produire vû que Chenaux paroissoit vouloir lui donner un coup de pistolet, ledit gouverneur ne parut point ; que Chenaux sortit quelque temps après du cabaret et que si cela n'étoit pas arrivé, la déclarante auroit donné des ordres en conséquence, puisqu'elle auroit été elle-même lui dire de se retirer, et qu'elle auroit même défendu à Lantheman de l'y laisser entrer, si elle avoit pu prévoir qu'il y fût venu ; que lorsqu'elle a appris que Chenaux étoit là, elle s'étoit déclarée hautement qu'elle iroit lui donner un coup de trident et qu'elle croit que Chenaux s'étoit déjà retiré lorsque Lantheman l'a avertie de ne pas s'échauffer, crainte que les gens de Chenaux qui étoient encore dans le cabaret, ne voulussent attenter à ses jours ; qu'elle a ignoré que Lantheman eut donné du vin aux rebelles jusqu'à ce que le vin a été parti, et qu'elle en a fait des reproches au cabaretier ; qu'elle ne sçait pas où on a tenu paroisse et qu'elle a tâché de détourner tous ceux qui vouloient suivre le parti de Chenaux ; qu'ayant été occupée toute la matinée à aider à servir le monde qui étoit dans son cabaret, elle ne peut dire ce qui s'est passé au dehors et qu'elle croit que les menaces que les gens de Chenaux ont faites au cabaret ont seules engagé Lantheman à donner du vin aux rebelles, puisqu'on disoit hautement qu'on mettroit tout à feu et à sang, si on refusoit des vivres et qu'on viendrait le soir au nombre de deux cents pour les faire repentir, si on leur refusoit leur demande. Ainsi déclaré le 4 juillet 1781.

GOTTRAU banneret.

(Arch. cant. de Fribourg).

IX

Lettre de Paris, en octobre 1781, à Monsieur de Castella, conseiller et ancien secrétaire d'Etat de la république de Fribourg, sur les troubles arrivés la même année dans ce canton (par François-Nicolas-Constantin Blanc).

Vous êtes, Monseigneur, le chef d'une illustre famille, qui seule, pour ainsi dire, nous retrace encore la mémoire des bons et puissans comtes de Gruyères ; seroit-il permis à un de leurs anciens vassaux devenu bourgeois de Fribourg de présenter à votre tribunal l'épanchement de ses sentimens patriotiques, son amour pour l'Etat, des malheurs enfin et des vérités. Châtelain de Gruyères, vous avez été l'ami et l'idole de vos concitoyens ; admis au conseil souverain, vous avez rempli auprès du conseil privé la place importante de secrétaire d'une manière encore regrettée aujourd'hui ; le baillage de Corbières n'a qu'une voix pour attester vos bienfaits ; nos derniers neveux apprendront de leurs pères le bonheur et la douce allégresse dont ils ont joui sous votre préfecture. C'est dans le poste éminent de secrétaire d'Etat où la patrie et l'étranger vous ont vu allier la droiture et la sagacité dans les négociations à l'ordre et l'intégrité dans le maniement des affaires intérieures. Elevé à la dignité de conseiller d'Etat, que ne doivent pas attendre la nation et le peuple d'un magistrat éclairé, juste et affable, dont la modestie me force à taire mille autres vertus, qui en me donnant assez de confiance pour oser lui faire parvenir la présente, m'otent la crainte qu'elle paroisse ridicule ou indiscrete à ses yeux.

Dans une république, Monseigneur, tout homme doit être citoyen, c'est à dire fidèle et soumis aux lois et aux magistrats, zélé pour le maintien de sa liberté et de ses prérogatives, prêt à répandre jusqu'à la dernière goutte de son sang pour cette liberté et ses défenseurs, en un mot porter l'enthousiasme patriotique jusqu'au suprême degré ; tels étoient les fondateurs de l'union helvétique, telle étoit la plus grande partie des magistrats de Fribourg, qui, pendant un siècle, la garantirent des atteintes répétées que les malheurs et la sévérité des ducs d'Autriche, l'ambition de la maison de Savoie, la rivalité de la ville

de Berne et des divisions intestines portèrent a son indépendance ; tels seroient encore aujourd'huy, il n'en faut pas douter, les grands hommes qui se trouvent répandus dans les conseils de la république de Fribourg.

Cependant il n'est pas possible de se dissimuler combien nous avons dégénéré des vertus de nos ancêtres ; simples, de bonne foy, aimant leurs foyers, braves et religieux, ils ne connoissoient point ce luxe qui corrompt aujourd'hui les villes et les campagnes, ces détours subtils qui nourrissent la chicane et les procès, cette indolence qui les excite à mener une vie vagabonde et à chercher dans l'étranger des ressources qui en dépeuplant l'Etat deviennent par la suite à charge et funestes aux bonnes mœurs, ce mépris pour la véritable piété qui a plongé bien des gens dans un état d'irreligion, qu'ils qualifient de philosophie, en y joignant l'ivrognerie et la débauche. Je crois que voilà en raccourci les maux qui affligent les sujets et les habitans de la ville et du canton de Fribourg.

Portant mes réflexions plus loin, je vous avouerai, Monseigneur, que le reproche que l'on fait avec raison à la nation suisse et particulièrement à la partie chargée de la représenter dans les occasions les plus brillantes, de s'être écartée de la modestie, de l'affabilité et surtout de la noble frugalité de leurs prédécesseurs ne me paroît que trop fondé. Vous sentez mieux que personne que les villes aristocratiques ont le plus souffert de ce changement, qui peut-être même a malheureusement influé sur leur administration. Le luxe porté au comble, l'orgueil déplacé, le mélange des étrangers avec les citoïens ont ruiné Rome, Carthage, Lacédémone et tant d'autres puissantes républiques. Pénétré de l'amour le plus épuré pour ma patrie, je n'ai pu apprendre sans frémir la révolution arrivée dernièrement à Fribourg. Sans vouloir ici m'ériger en censeur de ceux à qui je dois l'obéissance et la fidélité la plus scrupuleuse, j'oserai cependant, Monseigneur, vous mettre sous les yeux l'origine et l'état abrégé de la ville et république de Fribourg depuis sa fondation jusqu'à nos jours.

Le duc Berchtold quatre de Zeringen, toujours aux prises avec la noblesse, s'étant déterminé en 1178, par amour pour

ses peuples, à faire édifier cette ville, la rendit ensuite la métropole d'un pays de liberté et de franchises. Ce bourg franc, dont elle porte le nom, devint insensiblement la résidence de gentils hommes pacifiques, l'azile d'honnêtes familles de laboureurs, de marchands et d'artisans de toute espèce. On vit pendant deux siècles cette nouvelle cité, jouissant d'une heureuse démocratie, rendre à ses seigneurs suzerains tous les devoirs et les secours dont elle étoit capable, s'occuper uniquement du bonheur de sa communauté, des moyens de faire fleurir son commerce et d'agrandir ses murs, sans donner de l'ombrage à ses voisins et sans empiéter sur les droits de personne. Le commencement et le milieu du quinzième siècle ne furent pas heureux pour Fribourg. L'abaissement et la ruine pour ainsi dire entière de la maison d'Habsbourg en Suisse, plusieurs querelles avec celle de Savoye, un levain d'aigreur qui régnoit depuis longtemps entre les deux capitales de la Nuithonie obligèrent la plus ancienne, en 1452, à se mettre à des conditions même très onéreuses sous la protection et domination de Louis, duc de Savoye, baron de Vaud. L'avoyer d'Avenches, le conseiller de Saluces (Salicéto) et quelques autres donnèrent déjà alors l'exemple de magistrats infidèles et de mauvais citoyens ; les paysans du cercle, qui n'avoient pas encore été privés d'une part au moins indirecte dans les affaires du gouvernement, refusèrent de paier les impôts que la guerre avoit nécessités. Soutenus sous main par les baillifs antrichiens du voisinage, ils osèrent tenter une conspiration, la seule connue dans les fastes de Fribourg jusqu'à la malheureuse affaire du mois de may dernier. On avoit vu pendant la guerre les prodiges de valeur et de générosité que l'amour de la patrie avoit inspirés à plusieurs bons citoyens ; ce même esprit de patriotisme dans la personne des magistrats et la confiance la mieux méritée de la part de leurs concitoyens sauvèrent la république chancelante et lui rendirent son état de bonheur et de franchise. La guerre de Bourgogne fut une de celles où l'oppresser devint la victime de ceux qu'il vouloit opprimer ; on peut la regarder comme l'époque la plus brillante de l'Etat de Fribourg. Cette ville, affranchie par traité solennel de tout devoir à l'égard de la maison de Savoye, à portée de faire usage de la patente de

pleine et entière liberté que lui avoit accordée, en 1450, le duc Albert d'Autriche en échange de la vaisselle et des meubles précieux de ses bourgeois, entra en décembre 1481 dans l'illustre et louable confédération helvétique. L'acte passé à Stantz dans le même temps garantissoit entre les cantons la forme du gouvernement de chaque état telle qu'elle étoit alors ; on ne croioit pas apparamment qu'elle dût changer à l'avenir.

Quelques auteurs suisses rejettent une partie des maux qui commencèrent à affliger leur país et ses gouvernemens sur le partage du butin et des conquêtes de cette guerre, sur le luxe que ce partage introduisit et sur la défiance qu'il occasionna entre les grandes villes et les cantons populaires, enfin sur les pensions secrètes des princes étrangers, que Louis onze, roy de France, mit à la mode peu à peu et qui n'ont malheureusement que trop continué.

On peut dire d'après le très respectable baron d'Alt que le canton de Fribourg est le seul sur lequel aucune puissance étrangère ne puisse élever une prétention légitime ; en effet, toutes ses conquêtes et les acquisitions que cette ville fit dans le seizième siècle, furent mesurées dans la balance de la prudence et de l'équité la plus exacte. Tous les peuples aujourd'huy soumis à la domination de leurs souveraines Excellences se firent une fête d'en devenir les fidèles sujets. Outre la promesse authentique de la conservation de leurs privilèges, franchises, usages et coutumes écrites et non écrites, ils étoient surs d'y trouver alors une justice incorruptible, une protection sure et une douce liberté, enviée de tous ceux à qui le nom Suisse étoit connu. Ces avantages, les seuls qui puissent faire prospérer une république, et la bonne foy dans laquelle vivoient nos vertueux ancêtres, furent cause que personne ne parut s'alarmer du changement extraordinaire arrivé en 1627 dans la forme du gouvernement. On sçait qu'alors il étoit déjà circonscrit dans la seule bourgeoisie de la capitale et que les Deux-Cent avoient presque anéanti tout ce qui restoit de l'ancienne démocratie. Le bourguemaitre Pierre Aeinricher, originaire de Zug, fut, suivant la tradition, l'auteur de la bourgeoisie patricienne secrète ou cachée ; 5 florins décidèrent pour toujours du sort d'une famille.

Personne n'a mieux exprimé la manière dont ce renouvellement et cette exclusion de bourgeoisie eurent lieu que le trésorier Lou de Zurich, un des hommes qui ont le mieux connu l'histoire de notre patrie ; il l'appelle, dans son Dictionnaire allemand : Heimlich-Verbürgerrechtete.

L'illustre avoyer d'Alt, chef que la république ne pourra jamais assez regretter, sembloit dans son *Histoire des Helvétiens* pressentir les malheurs qui arrivent aujourd'hui, lorsqu'il disoit que cette bourgeoisie privilégiée, par l'extinction journalière des familles qui la composoient jadis, exposoit la souveraineté à tomber en despotisme ou plutôt oligarchie. On vit malgré cela pendant un siècle et demi les sujets anciens et modernes, ainsi que la noble, mais petite bourgeoisie, comme on se plaît aujourd'hui à l'appeler, se prêter à toutes les démarches et à tous les subsides que son souverain vouloit exiger, laisser sans murmurer les membres des familles devenues seules habiles au gouvernement s'emparer de tous les honneurs, avantages et prérogatives qui jusque-là avoient été communs, ou au moins auxquels le mérite pouvoit aspirer. Quelques troubles arrivés en 1652, la révolution préparée en 1763 ne purent jamais aliéner les cœurs ny ébranler la fidélité de ces mêmes sujets ; c'est qu'il existoit encore une partie de cette douce harmonie qui doit régner entre le souverain, les magistrats et le peuple. Ce dernier content de voir respecter au moins en partie ses franchises, ses privilèges et sa propriété voioit sans envie des magistrats intègres partager les fruits et les honneurs de l'administration et rendoit avec plaisir à son souverain tout ce qu'il pouvoit luy devoir. Seroit-il possible qu'à la fin du dix-huitième siècle les choses eussent tellement changé de face que ce peuple pauvre et malheureux n'eut plus de justice à espérer de la part de ses maîtres et que tout espoir d'être entendu lorsqu'il seroit question de franchises et de privilèges, fondés sur les titres les plus incontestables, luy fût interdit ? C'est ce qui paroît démontré par l'exposé simple et pathétique que le sieur de Castellaz vient de faire paroître. Je suis bien éloigné, Monseigneur, d'approuver les démarches de ces mal avisés ; tout ce qui tend à la mutinerie, à la sédition et à la révolte mérite sans doute l'indignation et les châtimens

les plus sévères ; mais après avoir employé inutilement les représentations respectueuses, les moyens honnêtes et pacifiques, le désespoir entraîne souvent trop loin des braves gens, qui sans cela seroient restés fidèles, mais qui ne se sont pas trouvés assez vertueux pour supporter leur malheur avec constance et fermeté.

C'est là où je bornerai mes réflexions pour continuer à vous exposer des faits connus et avérés. Vous conviendrez, Monseigneur, que depuis cent ans on n'a laissé échapper aucune occasion de tirer des sujets tout l'argent et les subsides qu'il a été possible ; le sel dont on gratifioit la bourgeoisie n'est plus qu'un échange ; on a augmenté les corvées, les lods, la traite foraine, la douane, les péages, en un mot tout ce qui était susceptible de l'être. Les circonstances, il est vrai, ont nécessité ces augmentations, mais aussy elles doivent avoir un terme. Les communes ne rachètent-elles pas assez la jouissance de leurs pâturages par tout ce que je viens de dire, par le maintien des grands chemins, les autres dépenses municipales et enfin par l'argent de guerre, imposition considérable qui a sans doute rempli les coffres de l'Etat, puisque depuis 1516 nous avons joui d'une heureuse paix ? On assure encore que Leurs Excellences, contre titres et possessions, prétendent que tous les communs en général leur appartiennent, que même en décembre 1780 on a notifié cette intention à la bourgeoisie de Corbières. Vous savez personnellement, Monseigneur, de quels documens est nantie cette antique bourgeoisie, qu'on ne pourrait par conséquent la priver de ses droits sans commettre la plus criante injustice. Plusieurs autres bourgeoisies et communautés se trouvent dans le même cas. C'est particulièrement pour l'infortunée Gruyères que je voudrois vous attendrir. Un de vos glorieux ancêtres fut son ambassadeur, en 1555, à la diète des 13 cantons à Baden ; il en rapporta un acte solennel qui devoit garantir à jamais aux communes leurs droits à Bouleire, à Sautau et tant d'autres franchises. Avilis dans la partie militaire comme dans le gouvernement civil, habitans un païs où il n'y a ni manufacture ni commerce, taxés à chaque instant arbitrairement pour la moindre faute à des amendes pécuniaires par leurs baillifs, il ne reste

donc aux malheureux sujets du canton de Fribourg aucune trace de ce bonheur et de cette liberté que le duc de Zéringen et ses successeurs ont paru autrefois vouloir concentrer dans tout ce qui entourait la ville et le domaine de Fribourg. Voilà ce que j'ai pu recueillir de plus intéressant dans le mémoire imprimé au nom du peuple fribourgeois. La relation du complot de trahison donnée au public par ordre du conseil souverain m'est aussi parvenue ; on y reconnaît, malgré tout ce qu'on pourra dire, de la sagesse dans les expressions, beaucoup de bonté pour le peuple, une douleur amère de tout ce qui s'est passé. Une seule chose m'arrête, ce sont ces prétendus impôts, qui, s'ils avoient jamais eu de fondement, paroitraient inouis chez les Orientaux, à plus forte raison chez les Helvétiens. En quelle horreur les bons citoyens ne doivent-ils pas avoir les auteurs de ces faux bruits ? Je ne puis m'empêcher, Monseigneur, d'ajouter à tout ce que je viens de dire, quelques réflexions personnelles sur le génie des habitans du canton de Fribourg et relativement à la dernière révolution ; elle m'a paru la suite des trois plus grands vices qui puissent attaquer les sujets de tout état quelque, à plus forte raison ceux d'une petite république. Ces vices sont : point ou peu de confiance dans le gouvernement, aucun esprit national et en général la dépravation, l'indolence des mœurs de ce siècle et un faux penchant à une espèce d'indépendance aussi inutile que mal placée. On se plaint assez généralement dans le canton de Fribourg de la manière arbitraire avec laquelle la justice civile y est dispensée ; la partie des amendes et en un mot tout ce qui est sujet à être puni d'après les réglemens bursaux excitent le plus de réclamations. Qu'on consulte là dessus le droit de la nature et des gens et à l'article *Suisse* tous les grands hommes qui ont écrit en matière politique, on verra si les Fribourgeois ont tort de se plaindre et si un baillif ou tel autre magistrat, après avoir juré à son installation et en plusieurs autres occasions de maintenir et conserver ses subordonnés dans leurs privilèges, franchises et coutumes, peut en conscience s'occuper à les détruire et s'en faire même un point d'honneur auprès de son souverain. On est parvenu jusqu'à croire que l'argent étoit le maître de tout

dans notre païs, que la faveur et le crédit marchaient après et que le foible étoit toujours la victime d'un grand à qui il avoit eu le malheur de déplaire. Quelques exemples de ce que je viens d'avancer ont pu en imposer à la multitude ordinairement méfiante et crédule ; mais le petit nombre de ceux qui pensent bien en doit juger tout autrement. J'ai vu avec le dernier chagrin le peu de respect que l'on avoit pour les loix les plus utiles et les plus nécessaires. Quel en étoit la cause ? Le peu de fermeté avec laquelle elles sont soutenues une fois promulguées, peut-être pas assez d'examen avant de les faire rendre et toujours la punition pécuniaire qu'elles prescrivent à chaque instant, enfin l'inexpérience, le peu de soin et souvent la mauvaise volonté des officiers subalternes à les faire exécuter, et c'est encore ce maudit argent qui retient ou fait agir ces derniers. Deux exemples suffiront pour appuier mon sentiment sur cet article. Le règlement de 1750, tout considéré, est une loi digne des anciens Spartiates, il tend à empêcher les émigrations si fréquentes et si funestes à notre nation, ou au moins à obliger ces esprits inquiets à une certaine reconnaissance qui les attache encore à leur mère patrie. Les malheurs du temps et je ne sçais quel défaut dans la constitution du gouvernement l'ont fait tomber en désuétude dans bien des bailliages, tandis que les 5 baches sont exigés à rigueur dans d'autres et qu'en général le peuple le regarde avec le dernier chagrin ¹⁾. Les cagots et les faux dévots dont la Suisse catholique ne manque pas, ont jeté les hauts cris à la suppression des fêtes et de la Valsainte ; on a même été à la veille de voir éclore, lors de l'extinction de ce vénérable monastère, l'attentat le plus horrible que le fanatisme ait jamais produit. Tout ce que l'on peut dire de plus raisonnable sur cette suppression utile au collège de saint Michel et à l'évêque de Lausanne, c'est qu'elle a ruiné le païs de Charmey, et qu'il est malheureux que les mœurs de notre siècle et la mauvaise conduite du peuple aient obligé les supérieurs

1) En 1750 le Grand Conseil publia un « *Règlement concernant la sortie du pays et reconnaissance des droits de bourgeoisie et de commune*. Par l'art. VIII il est statué que celui « qui voudra s'établir dans quelque païs étranger, soit obligé et tenu reconnoître de trois ans en trois ans tous ses droits de païs, bourgeoisie et communé, en payant à cet effet à chaque terme la somme de trois florins bons, à cinq baches le florin. »

d'abolir des fêtes consacrées par l'Eglise à la piété et non à la débauche et à l'oisiveté.

L'indifférence que le Fribourgeois et surtout le Romand, naturellement disposé à s'expatrier, montre pour son pays en toutes occasions, prouve assez que depuis plus de 50 ans il a perdu, pour ainsi dire, tout esprit national. Frappé de cette vérité cruelle pour un républicain et ne pouvant concevoir les raisons qui peuvent y porter mes compatriotes, j'en ay interrogé plusieurs ; quoyque leurs moïens m'aient paru bien foibles, je ne laisserai pas que de vous les exposer. Méprisés, disent-ils, traités avec la dernière hauteur par nos baillifs et par ceux que nous appellons nos seigneurs, dépouillés de la plus grande partie et à la veille de perdre à chaque instant les droits et les franchises dont jouissoient nos pères, il ne nous reste d'autres ressources que d'aller chercher dans l'étranger une subsistance plus douce et plus tranquille que celle que nous procure notre infortunée patrie. Il est inconcevable combien ce système destructeur a gagné tous les individus du canton de Fribourg ; les vieillards, le beau sexe, les gens même les plus éclairés en sont imbus. On sçait assez quel est le génie des Fribourgeois à cet égard ; ils ne cherchent ni les belles lettres, ni même les arts mécaniques ; la servitude et l'oisiveté sont leur unique ambition. La partie militaire n'est pas celle où brillent le plus les sujets du canton de Fribourg, particulièrement les Gruériens. Il est vray qu'une âme honnête et bien née ne sçauroit voir sans gémir la manière dont sont traitées et tenues aujourd'huy en Europe les troupes suisses ¹⁾ ; c'est une seconde preuve de leur éloignement des coutumes et des vertus de leurs respectables ancêtres. Tous les soldats fribourgeois à qui j'ay demandé s'ils ne seroient pas bien aises de rejoindre leur village à l'expiration de leur congé, m'ont répondu qu'ils ne le feroient qu'à la dernière extrémité, ne voulant pas s'exposer à un retour qui les obligerait de se tuer de travailler. Accablé de douleur et pour ainsi dire hors de moi-même de ne plus apercevoir chez les Helvétiens aucun des sentimens que leurs annales et leurs

1) Blanc a adressé, en mai 1782, une lettre au bourguemestre Hirzel, de Zurich, sur les abus qui se commettaient dans les troupes suisses au service étranger.

chroniques m'avoient inspirés, je n'ai pas laissé passer une occasion où je n'aie cherché à m'édifier et à prouver à ma raison, si je puis m'exprimer ainsy, que j'étois dans l'erreur ; j'ose vous assurer, Monseigneur, que je n'ai pas dans mes recherches trouvé un seul Fribourgeois et d'ailleurs très peu de Suisses qui m'aient parus le moins du monde portés pour leur patrie et surtout pour leur gouvernement. Je vous demande bien pardon si, d'après ce que je viens d'avancer, je ne puis m'empêcher de conclure que tout païs livré au luxe et à la débauche, où il ne règne que de l'indolence, point de confiance dans le gouvernement et aucun esprit national, est un païs à deux doigts de sa perte. Le remède, Monseigneur, est entre vos mains et dans celles de vos pareils, et certainement il ne peut pas être mieux placé. Le but de ma lettre a été de l'exciter, trop heureux si mon zèle n'a pas eu le malheur de vous déplaire ; il auroit peut-être mieux fait de se vouer au silence, mais mon cœur et mon âme ont forcé ma plume à luy donner un libre cours. Je me feray toujours un véritable devoir de l'obéissance, du respect et de la fidélité que je dois à mon souverain. Le profond respect et l'estime la plus parfaite que je vous dois, Monseigneur, à tous égards sera pour moy une de ces reconnoissances que l'on ne peut assez sentir et que je me feray toute ma vie gloire d'exprimer.

Cette lettre n'est pas signée, mais elle a été écrite par François-Nicolas-Constantin Blanc. Dans sa *Description de la ville et république de Fribourg*, cet écrivain dit : « Mon amour pour la patrie m'engagea à faire parvenir une lettre anonyme sur cette révolution (de Chenaux) à Monsieur le conseiller et ancien secrétaire d'Etat de Castella, bourgeois et ancien châtelain de Gruyères, magistrat digne de l'estime et de la confiance de ses concitoyens. » C'est cette lettre que nous reproduisons d'après une copie qui appartient à M. le professeur L. Grangier.

François-Nicolas-Constantin Blanc, de Charmey, de Corbières et de Fribourg, né en 1754, fut reçu notaire le 26 novembre 1773 et avocat peu après. Deux annés plus tard, en juin ou juillet 1775, il quitta son pays et entra dans le régiment des gardes suisses, en France, où il resta jusqu'à l'époque de la révolution helvétique. Rentré à Fribourg, il faisait une première stipulation notariale le 6 février 1798. Il fut bientôt appelé à faire partie de la chambre administrative du canton, dont il fut membre

jusque vers la fin de l'année 1800. Sous le régime de l'acte de Médiation il fut député au grand conseil (1803-1814), suppléant au tribunal d'appel (1803-1806), juge au même tribunal (1807-1811) et enfin membre du petit conseil (1811-1814). A l'époque du rétablissement du patriciat, il rentra dans la vie privée et mourut le 15 février 1818.

Pendant les vingt-deux années qu'il passa en France, il n'oublia jamais sa patrie. Il consacra les premières années à la rédaction d'un *Recueil* (manuscrit) *des traités de paix, d'alliance et de neutralité et de plusieurs autres actes curieux et importants conclus entre les rois de France et les cantons suisses, etc., finissant par les droits, prérogatives, traitement, formation, capitulations, usages, service et état de toutes les troupes suisses actuellement au service de France, etc.* Paris, 1778. Dans la préface de ce recueil, il dit qu'il a été engagé à l'entreprendre par « l'envie de s'instruire sur les droits de sa patrie, de connaître les anciens et braves Suisses et d'éviter l'oisiveté. »

C'est à Paris aussi qu'il rédigea et termina en 1782 une *Description étendue et circonstanciée des villes, bailliages, terres, pais et seigneuries qui appartiennent à LL. Souveraines Excellences de la ville et république de Fribourg*. Cet ouvrage, qui forme un gros volume in-folio, est emprunté en grande partie au *Schweizerisches Lexicon* de Leu, et contient de nombreuses adjonctions de Blanc lui-même. Il appartient maintenant à nos archives cantonales.

X

Relation d'une visite aux réfugiés fribourgeois à Thonon.

30 mai 1783.

Vendredi 30. may 1783 vers les onze heures du matin N. N. m'a rapporté que s'étant décidé d'aller faire une tournée du côté de la Savoye pour voir Guisoland, il étoit parti lundy dernier 26 de ce mois et fait telle diligence qu'il étoit arrivé à Thonon le mardy 27, vers les six heures du matin; que s'étant informé au cabaret s'il n'y avoit pas un Suisse nouvellement établi à Thonon, nommé Guisoland, on luy dit que non, qu'on n'en connoissoit point sous ce nom, mais bien sous le nom de Kisler. Il pria le cabaretier de luy aller dire que son ami Jaccot, qui venoit d'arriver, souhaiteroit de luy parler; qu'aussitôt Guisoland arriva à l'auberge, où après les salutations réciproques il raconta

à Guisoland les sujets de son voyage, et : 1° Qu'ayant mandé dans une de ses lettres qu'il avoit adressée dans une lettre un exemplaire de la seconde lettre de la bourgeoisie aux cantons au médecin soit apothicaire Kolly, celui-ci ne l'ayant pas reçue en étoit en peine et qu'il venoit pour le tirer d'inquiétudes. — 2° Que comme Guisoland luy avoit mandé dans une de ses lettres qu'une personne pour laquelle il s'intéressoit fort, avoit péri misérablement dans le naufrage, il craignoit que ce ne fut l'avocat Castella, d'autant plus que le bruit s'étoit répandu qu'il étoit mort et que comme il luy avoit demandé par deux de ses lettres des nouvelles positives à cet égard, sans en avoir obtenu, il venoit pour en apprendre et aussy se tranquilliser à cet égard, en ajoutant qu'étant parti sans rien dire à la maison où il alloit, et ayant voyagé de nuit pour ne pas être connu et afin qu'on ne sût pas qu'il eût été auprès de luy, il vouloit repartir le même soir pour hâter son retour.

Sur quoy Guisoland luy répondit que quant au premier, Kolly n'avait pas bien compris sa lettre, qu'il ne luy avoit point adressé d'exemplaire, mais qu'il luy disoit qu'il en avoit envoyé un à luy déposant, et que Kolly pouvoit l'avoir de luy.

Quant au second, qu'il avoit voulu parler de la mort de sa mère qui étoit morte par la crainte et l'effroy qu'elle avoit eu de la façon sévère avec laquelle on l'avait interrogé lorsqu'il s'étoit absenté, que les bruits répandus sur la mort de Castella étoient faux et qu'on les avoit répandus que pour déconcerter le pays.

Que Guisoland pour lors l'a conduit chez luy dans une belle maison du côté de Ripaille, où il est très bien logé, sans faire commerce, avec sa servante. En y déjeunant ensemble le déposant luy demanda si Blanchard ¹⁾ n'étoit pas avec luy. Sur ce il luy fit le narré de l'association qu'il avoit contractée avec luy et de la dissolution de leur association pour raison que Blanchard n'avoit pas pu fournir les fonds qu'il avoit promis, que c'étoit un misérable qui se constituoit en dépense, ayant loué pour les deux le logement qu'il occupoit, qui luy coûte six louis et qu'à

1) Les biens de ce Blanchard avaient été mis dernièrement en décret et comme il était resté insolvable, il avait été obligé de quitter le pays.

présent il s'en trouvoit seul chargé, que c'étoit un misérable avec qui il étoit brouillé, mais qu'il luy feroit voir quelqu'un autre qui luy feroit plus de plaisir, qu'il le meneroit près M. Voisin et le conduiroit chez Madame Berne¹⁾ dans une rue plus bas que le château du côté du lac où loge M. Voisin. Là il trouva, sous le nom de M. Voisin, l'avocat Castella qui étoit occupé à revoir l'ouvrage qui doit paroître sous le titre du *Cri du Peuple*. Guisoland luy ayant fait connoître le sujet du voyage du déclarant, il eut la liberté de parcourir l'ouvrage. Il consiste en trois volumes, chacun de la grosseur du *Tocsin*, remplis d'horreurs contre le gouvernement et la plupart de ses individus, sauf une classe (la noblesse) que Castella luy dit ne pas mieux valoir que les autres, mais qu'il faut la ménager. Dès là ils se sont promenés dans le jardin, où le déposant raconta les nouvelles de Fribourg, de ce qui s'étoit passé à l'abbaye des Marchands avec Gendre, de ce qu'on s'occupoit à ne pas confirmer l'avoyer; sur cela Castella luy dit : Ah diable! cela seroit bon; il faudroit commencer par là. Il luy dit aussi que si les cantons populaires ne luy tendoient mains, qu'il se faisoit fort de les faire peigner par des puissances en se servant de ces termes : Je les ferai peigner ces petits bougres. Il lui dit qu'il étoit là à Thonon fort tranquille et en sûreté et que s'il eût présenté requête au roy avant que l'Etat d'icy s'est adressé une seconde fois à son égard et que le roy s'est engagé de le faire saisir, il en auroit obtenu un sauf-conduit, et il luy raconta que d'après cette lettre le roy avait donné les ordres de le chercher et de l'arrêter, que le commandant avant que d'envoyer le monde pour l'arrêter étoit sous main convenu d'un endroit où il se cacheroit, et que la garde arrivée, on dit de fouiller là haut où Castella a son logement et que pendant ce temps il étoit caché au rez-de-chaussée.

Castella luy dit aussy qu'il verroit le Chevalier qui devoit ce jour là venir chez luy, comme effectivement vers les dix heures arriva M. le Chevalier, qui est Raccand. Il demeure ordinairement à Carouge, qui apporta a Castella environ quatre vingts exemplaires du *Tocsin*, en disant au déclarant : Voilà pour envoyer

1) Née Valléhan, originaire de la Tour-de-Trême.

dans vos quartiers; qu'ils en avoient déjà envoyé en différents endroits quatorze exemplaires, entre autres un à luy déclarant et un à Cornu, à M. d'Erlach aux Gardes, à M. d'Affry, à la cour de Turin et en Allemagne; que cet ouvrage doit s'être imprimé en Suisse aux frais d'un gentilhomme genevois qui fait brocher soit relier les exemplaires chez luy dans sa terre, où il a pris un garçon relieur, que cet ouvrage lui coûte quarante louis neufs.

Dès là ils furent les quatre ensemble chez Guisoland, où ils firent apporter le diner du cabaret et furent fort gais ensemble. Après diner ils furent voir les couvents particulièrement à Ripaille, où Castella est très bien vu, surtout des chefs du couvent. Ils y virent aussi un avocat de la connaissance de Castella, dont il n'a pas osé s'informer du nom. Dès là ils le menèrent au château où ils eurent l'honneur de voir et de s'entretenir longtemps avec le commandant. Ils le menèrent aussi chez un comte où ils furent bien reçus. Après donc avoir fait ses adieux, il repartit le même soir.

Confirmé le samedi 31 may 1783.

Il a de plus déclaré que l'exemplaire du *Tocsin*, que luy et Cornu avoient reçu, avoit été envoyé par occasion des bouchers de Thonon qui venoient à la foire de Bulle, à quelqu'un de Bulle sous l'adresse des deux seigneurs avoyers pour qu'au cas que ces bouchers fussent fouillés, on les laissât partir, sachant à qui ils les devoient remettre à Bulle, ainsy qu'ils le lui ont dit à Thonon.

(Bibliothèque de M. de Mulinen, à Berne).

XI

Lettre de l'Etat de Fribourg a celui de Genève.

11 juin 1783.

Magnifiques, puissans et très honorés Seigneurs, bons voisins et singuliers amis.

Nous ne devons différer plus longtemps de venir remercier vos Seigneuries des particularités qu'elles ont bien voulu nous

communiquer par leur lettre du 3 du courant, relativement à la retraite des fugitifs, avocat Castella et Raccand, et de leur faire part en même de ce qui nous est revenu à ce sujet.

Une personne affidée, laquelle fut dernièrement à Thonon nous rapporta à son retour y avoir vu et parlé avec Castella, Raccand et Guisoland.

(Voir le N° précédent.)

Nous ne devons non plus laisser ignorer à vos Seigneuries que le nommé Joseph Majeux, qui étoit soupçonné être celui des frères qui remit au colporteur d'imprimerie le manuscrit intitulé : *Abrégé historique des révolutions de la ville de Fribourg*, ayant été dernièrement au pays, nous le fîmes interroger, mais la franchise et la tranquillité avec laquelle il a paru répondre aux différentes questions qui lui furent faites à cet égard, nous donne lieu de soupçonner que c'est l'ainé des deux frères, nommé Jean, lequel dans ce temps habitoit aussi à Versoix dans la même maison, mais qui dès lors s'est établi à Lyon, et ce qui nous confirme d'autant plus dans cette croyance, c'est que celui de Lyon est plus haut de taille et blond, ainsi qu'est désigné celui qui remit le manuscrit, au lieu que celui-ci est plus petit et a les cheveux noirs.

Au moment que nous allions fermer notre lettre nous reçûmes celle de vos Seigneuries datée de hier par laquelle elles veulent bien nous communiquer la copie d'une nouvelle lettre qui arriva à l'un de leurs bureaux à l'adresse d'Antoinoz. Par tout le contenu de cette lettre nous reconnûmes sans peine qu'elle venait du ci-devant avocat Rey, l'un des bannis et des principaux auteurs de notre rébellion, lequel s'est retiré en Franche-Comté, où sa femme a quelques biens et qu'elle étoit adressée aux trois personnages dont il est fait mention ci-devant. Nous prions en conséquence vos Seigneuries de bien vouloir prendre les précautions nécessaires et donner les ordres à leurs bureaux pour que les lettres qui arriveroient à l'adresse du dit Rey soient aussi interceptées.

Vos Seigneuries s'apercevront d'un changement dans le sceau de nos lettres ; nous devons les prévenir là dessus qu'ayant pour plus grand secret dans ces affaires trouvé à propos d'établir un

petit comité avec pouvoir d'expédier en notre nom, nous ne nous servirons dans suite que du sceau ordinaire de notre chancellerie et nous prions vos Seigneuries de bien vouloir en conséquence adresser désormais leurs lettres sous une double enveloppe à notre chancelier et permettre que nous usions de même à leur égard.

Il nous reste par le présent, magnifiques, puissans et très honorés Seigneurs, qu'à vous réitérer nos justes remerciemens.

Donné le 11 juin 1783.

Vos très affectionnés voisins et amis,
l'avoyer et conseil secret
de la ville de Fribourg.

Aux magnifiques, puissans et très honorés Seigneurs Messieurs les syndics et conseil de Genève nos bons voisins et singuliers amis.

Genève.

(Arch. cant. de Fribourg.)

XII

Lettre de l'Etat de Genève à celui de Fribourg.

6 février 1784.

Magnifiques, puissans et très honorés Seigneurs, bons voisins et singuliers amis.

Les mesures que nous avons prises pour découvrir les dangereuses menées du fugitif Raccaud ont produit un résultat assez intéressant; cet homme, pour donner plus de cours à ses monstrueuses productions, confia un nombre considérable des brochures qu'il avait récemment publiées à un nommé Louis Toureille, de Mezieux en Dauphiné; il lui remit diverses lettres adressées à quelques particuliers de Thonon et du canton de Fribourg.

Toureille pour s'acquitter de la commission qui venoit de lui être donnée, partit de Carouge lundi dernier, portant avec soi dans une balle les paquets et dépêches dont il étoit chargé; en

traversant notre territoire il vendit quelques-unes de ces brochures à une personne bien intentionnée; nous en eûmes avis et le même jour l'ayant fait suivre on l'atteignit dans un de nos villages, où une chute l'obligea de s'arrêter.

Le lendemain Toureille fut transféré dans nos prisons et avec lui les brochures et lettres dont il étoit le porteur¹⁾. Les premières sont la plupart dirigées contre notre administration; il en est deux néanmoins qui traitent uniquement des affaires de Fribourg, le *Tocsin* et le *Réveil patriotique*²⁾. Vos Seigneuries trouveront ci-joint un exemplaire de cette dernière pièce.

Quant aux lettres, quelques-unes sont écrites alternativement en caractères communs et en chiffres; elles sont relatives à l'envoi de Toureille et des brochures, très ressemblantes à tant d'autres que nous procurâmes l'année dernière à vos Seigneuries. Les unes sont signées Id 44 dp 5, soit Raccaud, d'autres ont simplement Rd, d'autres enfin n'ont point de signature; mais elles sont toutes écrites de la même main; nous les avons fait déchiffrer et nous en envoyons une copie à vos Seigneuries³⁾.

Ça été pour nous, magnifiques, puissans et très honorés seigneurs, une satisfaction bien douce que d'apprendre par la lettre de vos Seigneuries qu'elles jouissent présentement d'une tranquillité qui paroît ne pouvoir plus être troublée, qu'elles ont la consolation de voir leurs sujets revenir des préventions auxquelles ils avoient eu le malheur de se livrer. Il ne pouvoit rien arriver de plus conforme à nos vœux; nous ne cesserons de demander au Ciel avec toute l'ardeur dont nous sommes capables, qu'il maintienne à vos Seigneuries le bien précieux de la paix dont il commence à les faire jouir et que leurs

1) Voir l'interrogatoire de Toureille, sous le N° XIV.

2) Brochure de 30 pages, in-8°, dont nous ne connaissons que l'exemplaire qui se trouve à la bibliothèque de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève. En voici le titre :

« Le réveil patriotique ou nouvelles remarques importantes faites au commencement de 1784, qui peuvent servir de suite ou d'apostille au livre historique, politique et critique intitulé : le *Tocsin Fribourgeois*. Avec un petit discours adressé à LL. EE. les Magnifiques, hauts et puissans Seigneurs de l'illustre et louable Confédération Helvétique. Par un Comité de Citoyens de Fribourg en Suisse tant en leur nom qu'en celui de tous leurs compatriotes opprimés, et qui ne sont pas séduits ou corrompus par la *Secretterrie*. A Fribourg. De l'imprimerie de la N. Bourgeoisie générale. 1784. »

3) Voir la plus intéressante de ces lettres sous le n° XIII.

peuples heureux sachent enfin rendre justice à une administration qui fut toujours des plus sage et des plus paternelles.

Nous sommes, etc.

Vos très affectionnés voisins et amis
à vous faire service.

Les syndics et Conseil de Genève.

Le 6 février 1784.

Aux magnifiques, puissans et très honorés seigneurs Messieurs
l'Avoyer et conseil secret de la ville et république de Fribourg,
nos bons voisins et singuliers amis, à Fribourg.
(Arch. cant. de Fribourg.)

XIII

Lettre adressée par Raccaud à M. Beaud, ci-devant étudiant
en théologie, rue de Morat à Fribourg (En chiffres :)
Vous connaissez l'alphabet.

Carouge, 29 janvier 1784.

Très cher Monsieur, ami et confrère patriote.

Comme je suis très convaincu par le rapport que m'en a fait
M. Grisolan (Guisolan)¹⁾ que vous êtes un bon et zélé patriote,
je vous adresse le porteur de la présente à qui vous pouvez
vous confier en toute sureté et lui donner commission pour
faire parvenir des brochures soit à vous, soit à d'autres dignes
citoyens non secrets. J'ai fait imprimer récemment le *Réveil
patriotique* dont je suis l'auteur, ainsi que du *Tocsin*, à la suite
duquel je vais faire coller et ajouter ce *Réveil* ci-inclus, en le
faisant faire du même format, un peu mieux que le présent
exemplaire, que vous pouvez montrer à tous les braves patriotes.
Parlés en à M. Pitoud, salués-le mille fois de ma part. Je le
prie, ainsi que vous, de donner au présent porteur nommé Louis
tous les conseils et renseignemens pour pouvoir répandre, vendre

1) Comme la lettre était écrite en partie en chiffres, celui qui l'a transcrite à Genève
a commis quelques erreurs.

et débiter le *Tocsin fribourgeois* avec le *Réveil patriotique*, qui y sera joint. Ce brave honnête homme, porteur de la présente, s'engage de porter et faire entrer ces bonnes brochures en Suisse, entre autres à Fribourg, où il en est bien besoin, moyennant qu'il y trouve son compte. Il me semble que tout bon citoyen tant soit peu sensé devroit être fort empressé pour en avoir. Je sais qu'il faut bien de la circonspection, mais cela n'empêche pas que l'on ne s'en procure. Je n'ignore pas non plus les nouveaux actes de tyrannie exercés par les Secrets. Ecrivez-moi incessamment à l'adresse de M. Chastain et compagnie à Genève et sous enveloppe à M. Sueur à Carouge, N° 4. Vous me ferés, s'il vous plait, un petit détail de tout ce qui se passe et fait de politique à Fribourg actuellement et comment vous trouvez le *Réveil*, dont j'ai mille exemplaires, qui seront collés et joints à autant de *Tocsin*, qui est un bon ouvrage. Encouragés et faites encourager le présent porteur de s'en charger; faites-lui en espérer un bon débit; il est certain qu'il doit l'avoir soit à Fribourg et le canton, moyennant qu'il soit guidé et conseillé, afin qu'il ne s'adresse pas à de faux frères, soit dans le comté de Neuchâtel, etc. Je l'adresse anonymement chez M. de Foler (Forel) pour lui porter un exemplaire du *Réveil*. Ne pourroit-il pas aussi se confier aux Praroman et à la maison d'Affry. Enfin je vous recommande cet homme-ci Louis, qui cependant ne me connoît pas à fond, n'ayant fait connaissance avec lui que depuis peu. Je suis connu chez lui sous le nom de Chevalier, comme je le suis à Carouge, n'ayant pas voulu décliner mon vrai nom à chacun qu'aux chefs de l'endroit, etc. Je ne compte pas y rester longtemps, ainsi écrivés moi au plus tôt sous l'adresse ci-dessus mentionnée. Je ne sais si M. de Folni (Forel), Barde (Bardi) fils, Dubourg fils, Delpêche, Duc sont bannis; je sais qu'ils étaient fort menacés; salués-les tous mille et mille fois de ma part, toute la maison Bardi, M. Pitemi (Pittet) directeur de la Visitation, etc., sans leur dire où je suis à présent. Je pense passer les Alpes incessamment; je vous écrirai auparavant, c'est à dire d'abord que j'aurai reçu de vos nouvelles, ce que je vous prie de ne pas tarder. Je vous prie encore d'aller de ma part chés le révérend Père Niquille, lecteur des Capucins de Fribourg et de lui demander

s'il a eu la bonté de faire attention au contenu de ma lettre dernière et s'il m'a fait réponse. Quand je vous ai dit ci-dessus qu'il ne falloit pas faire mention où je suis, c'est une idée sans fondement, vu que tous les secrets savent que je suis ici protégé par le gouvernement. Je viens aussi de faire la guerre d'écritoire aux Négatifs de Genève par la satire intitulée : *Les Etrennes* et ensuite par *Le Baume*¹⁾; tout cela, avec ce qu'ils m'en vouloient déjà, les met dans une rage terrible contre moi ; ils écrivent de toutes parts en conséquence ; mais je saurai, Dieu aidant, éviter leurs griffes ainsi que celles des secrets, leurs amis et confrères en tyrannie. Ne manqués de mener cet homme-ci chés M. Pitoud, qui peut lui donner de bons conseils et lui indiquer les moyens de répandre des brochures dans le canton, ce qui seroit un bien pour animer le zèle patriote ; faites-lui faire de bonnes connoissances. Valeas, iterumque valeas, domine dilectissime.

En marge de la 1^{re} page finissant par ces mots : tous les conseils et renseignemens pour pouvoir repandre, vendre et débiter, etc.

NB. De vos nouvelles et réponse d'abord, s'il-vous-plaît.

En marge de la seconde finissant par ces mots : encouragés et faites encourager, je vous prie, etc.

Quand vous m'écrivés par l'adresse indiquée, n'oubliez pas sous l'enveloppe à M. Sueur le n° 1, vu que le n° désigne celui à qui vous écrivés ; vous avés oublié quelquefois le n° 36, ce qui a fait décacheter les lettres.

En marge de la quatrième page commençant par ces mots : directeur de la Visitation, etc.

Si je peux vous être utile pour quelque place convenable où je vais passer bientôt, je vous en aviserai ; je sais que vous pensés à émigrer. Je suis votre dévoué serviteur Raccaud.

Sous l'enveloppe :

J'ai cru prudent de ne pas vous envoyer un gros paquet,

1) Voir *Haller*, Bibliothek der Schweizer-Geschichte, VI n°s 1525 et 1538. Deux brochures en vers pitoyables.

crainte qu'il ne fût remarqué; sans cela je vous aurois envoyé quelques *Tocsin et Réveil*; mais marqués moi votre adresse. Soyez sûr, je vous le répète, de la discrétion du présent porteur.

Avec deux brochures intitulées : *Le Réveil*.

Raccaud remit au même colporteur des paquets :

Pour M. Ardieu fils, lieutenant de milice, à Bulle, avec un billet ;
M. Pithoud, négociant, rue de Lausanne, à Fribourg, avec une lettre ;

M. le baron Griset, seigneur de Forel et de Middel, ancien seigneur sénateur, etc., à Fribourg, deux *Réveil*, sans billet ni lettre.

(Arch. cant. de Fribourg).

XIV

Du 2^e février 1784.

Réponses personnelles de Louis fils de feu Christophe Toureille, de Mezieux en Dauphiné, vendeur d'onguent pour les corps aux pieds, âgé de 35 ans, catholique-romain, marié, prisonnier, prévenu d'avoir vendu des brochures illicites.

1. *Interrogation.* — Ne reconnaissez-vous pas la balle qui vous est présentée pour être à vous ?

Réponse. — Oui.

2. *I.* — N'êtes-vous pas sorti de la ville hier portant cette balle sur les épaules ?

R. — Non, je ne suis pas venu en cette ville depuis plusieurs jours.

3. *I.* — D'où veniez-vous hier quand vous avez été arrêté ?

R. — Je venois de Carouge; j'en suis parti le matin pour me rendre à Thonon par Dovaine; je me suis arrêté à Cologni jusqu'à deux heures; à un quart de lieue de là ayant marché sur la glace, je suis tombé et me suis tordu le pied; la douleur

que j'ai ressentie étoit si forte que je n'ai pu me relever de longtemps ; mais enfin après avoir repris mes esprits je me suis trainé dans un cabaret qui n'étoit pas loin ; on m'y a donné des secours ; mon pied étoit fort enflé. Tandis que je le frottois avec du vin chaud et du beurre, il est entré un homme à moi inconnu, qui m'a regardé, a parlé au cabaretier en particulier ; je ne sais ce qu'il lui a dit, mais depuis lors il ne m'a pas perdu de vue ; c'est celui qui m'a arrêté lorsque M. l'auditeur est venu.

4. *I.* — Où habitez-vous ordinairement ?

R. — Je n'ai aucune habitation fixe ; je suis tantôt dans un endroit, tantôt dans un autre ; je vais partout où je puis travailler de mon métier.

5. *I.* — Quelle espèce de papiers contient votre balle ?

R. — Je ne le sais pas. Un homme me les a remis en me disant que je les vendrais aisément à droite et à gauche et que je m'en tirerois assez d'argent. Comme cela n'est pas pesant, je m'en suis chargé volontiers. Il m'a assuré que cela feroit rire ; je l'ai cru ; car d'ailleurs, comme je ne sais ni lire ni écrire, je ne pouvois en juger par moi-même.

6. *I.* — Dans quel endroit vous a-t-on remis ces papiers ?

R. — A Carouge.

7. *I.* — Vous les a-t-on donnés, ou si l'on vous les a vendus ?

R. — Cet homme me les a vendus ; je lui ai donné un louis et deux écus neufs ; il m'a assuré que j'en tirerois le double.

8. *I.* — Ne vous a-t-il pas dit que c'étoit lui qui avoit composé ces ouvrages ?

R. — Non, il ne m'a pas dit que c'étoit lui qui les avoit faits.

9. *I.* — De quel état étoit cet homme ?

R. — Je ne sais pas.

10. *I.* — Nous avons lieu de penser que vous nous en imposés et que son état vous est parfaitement connu ; nous vous sommons de nous dire s'il n'est pas vrai qu'en vous les remettant il vous a dit qu'il les avoit composés.

R. — Il m'a dit que ce n'étoit pas lui qui les avoit composés.

41. *I.* — C'est donc lui qui les avoit imprimés ?

R. — Il est vrai qu'il me les a remis dans une imprimerie.

42. *I.* — Que vous dit-il précisément en vous les remettant ?

R. — Voilà que vous vendrés chemin faisant, cela divertira le monde.

43. *I.* — Vous dit-il d'en porter dans cette ville ?

R. — Au contraire, il me dit de n'en point prendre avec moi, si j'y venois, ou de prendre garde à moi pour n'être pas arrêté ; mais il n'ajouta rien de plus.

44. *I.* — Vous saviés donc que c'étoient des ouvrages défendus ?

R. — Non, je crois qu'il me disoit cela pour m'avertir que c'étoit de la contrebande et qu'on ne pouvoit les entrer sans payer gros à la porte.

45. *I.* — Comment se nomme cet homme-là ?

R. — Je l'ignore, je ne le connoissois pas depuis longtemps.

46. *I.* Qu'alliés-vous faire dans cette imprimerie ?

R. — J'y allois pour voir s'il n'auroit pas quelques livres de remèdes à me remettre ; j'en ai vendu souvent pour les maladies de bestiaux, qui m'ont rapporté de l'argent. Il me dit qu'il n'en avoit point, mais que si je voulois attendre quelques jours, il me remettrait des drôleries qui me feroient gagner assés ; mais je n'imaginai pas que ce fussent des choses défendues.

47. *I.* — C'est donc de l'imprimeur que vous tenés ces livres ?

R. — Oui, c'est l'imprimeur qui me les a remis.

48. *I.* — Puisque vous ne savés pas son nom, dites-nous comment il est fait, quelle est la couleur de ses cheveux, son âge et son habillement.

R. — C'est un homme d'environ trente ans, de cinq pieds six pouces, sans être replet, la jambe mince, cheveux fort noirs et crépus, le visage de même couleur, gravé de petite vérole et fort laid, les épaules fort hautes ; il est vêtu de gris brun.

49. *I.* — L'avés-vous vu travaillant aux dits ouvrages ?

R. — Oui.

20. *I.* — En a-t-il tiré beaucoup d'exemplaires ?

R. — C'est ce que je ne saurois vous dire.

21. *I.* — Est-ce lui qui vous a remis les six paquets trouvés dans votre poche?

R. — Non, c'est un monsieur.

22. *I.* — Qui est-ce monsieur?

R. — Je ne le connois pas. Sachant que je partoisi pour la Suisse et que je passerois par Thonon, il me les remit, me disant de faire lire les adresses à l'auberge de chaque ville et de porter les paquets aux gens à qui il les envoyoit, qu'on me payeroit de ma peine.

23. *I.* — Comment prétendés vous nous faire croire que ce monsieur vous ait confié ces paquets sans que vous le connoissiez, puisque cette confiance prouve que vous êtes connu de lui?

R. — Cela est pourtant ainsi; je ne l'ai vu qu'une fois à la porte de la maison où demeure l'imprimeur et une fois dans la rue, où il me remit ces paquets.

24. *I.* — Nous vous sommons de nous dire et son nom et la désignation de sa personne.

R. — Je ne sais point son nom et pour sa figure je ne puis nullement la donner d'une manière exacte, parcequ'il ne m'a parlé que de nuit; tout ce que je sais, c'est qu'il a bonne mine; je n'ai point fait attention à la couleur de son habit.

25. *I.* — Que vous dit-il en vous remettant ce paquet?

R. — Après un moment de conversation, apprenant que mon intention étoit d'aller faire mon tour ordinaire en Suisse, où je suis bien connu et d'une bonne réputation d'extirpeur de cors et que je passerois dans les cantons de Berne et de Fribourg, dans le comté de Neuchâtel et pais de Vaud, il me dit que si je voulois me charger de quelques lettres pour de ses amis, je lui ferois plaisir et que j'en serois récompensé; il ajouta que les paquets étoient trop gros pour les mettre à la poste, mais qu'ils n'étoient pas pesants. J'acceptai sa proposition, lui disant que je partirai deux jours après, qu'il les tint prêts; et en effet le lendemain au soir, comme je me rendois chez l'imprimeur, je le rencontrais dans la rue; il me dit qu'il me portoit ces paquets et me les remit.

26. *I.* — Ne vous recommanda-t-il pas le secret et ne vous donna-t-il pas de l'argent pour vous y engager ?

R. Non, il me dit seulement d'en avoir soin et que l'on me payeroit ma peine, mais il ne donna point d'argent, à telles enseignes que je n'avois pas le sol lorsque je quittois Carouge et que je ne pus pas même payer tout à fait l'imprimeur, à qui je reste devoir un écu neuf.

27. *I.* — Ne vous dit-il pas ce que contenoient ces paquets ?

R. — Il me dit que c'étoient des lettres à ses amis et rien de plus.

28. *I.* — N'avez-vous point apporté des ouvrages qui vous ont été remis, dans la ville ?

R. — Non, je n'y suis pas venu depuis que je les ai reçus et n'ai eu aucune relation, ni de raison pour en vendre ; je me n'en allois à Thonon pour passer le lac, comme je fais souvent parce que je vends de mon onguent dans la dite ville et que je gagne tout de suite Vevey.

29. *I.* — Osés-vous soutenir que vous n'avez vendu aucune de vos brochures ?

R. — Assurement, je n'en ai vendu aucune.

30. — Vous mentés tellement qu'en voilà que vous avez remises vous même à un monsieur de cette ville.

R. — Il est vrai que passant dans le chemin du pont d'Arve, un monsieur que je ne connois pas et qui fesoit le même chemin que moi, m'aborda et dans la conversation me demanda ce que je portois dans ma balle ; je lui répondis diverses choses, mais entre autres des vers. Il me demanda à les voir ; je lui montrai une feuille que j'avois dans ma poche ; lorsqu'il l'eut lue, il en parut fort empressé et me pressa de lui en remettre. N'ayant point d'argent pour ma route, je fus enchanté de cette occasion d'en gagner ; je défis ma balle sur les Tranchées ; il en prit pour un écu neuf et s'en fut du côté de Pleinpalais. Moi, je continuai ma route ; j'étois bien éloigné de penser que ce que je portois pût me faire arrêter et me rendre suspect.

31. *I.* — Où est votre femme ?

R. — Je ne le sais pas ; elle court le país pour vendre de son côté.

32. *I.* — Nous vous sommons de nous dire avec vérité qui est la personne qui a composé ces brochures, ce que vous a dit l'imprimeur en vous les remettant, combien il en a tiré d'exemplaires et où vous portiés ceux qui sont dans votre balle.

R. — Je suis un pauvre homme qui n'ai point vu de mal dans ce que j'ai fait et qui ne méritoit pas d'être traité comme un grand criminel. J'ai dit la vérité ; je ne sais pas qui a composé ces ouvrages ; l'imprimeur ne m'a rien dit d'autre que ce que j'ai déjà rapporté, savoir que cela divertirait le public en Suisse, et je ne sais point combien il en a fait ; je l'ai vu y travailler pendant plusieurs jours et même c'étoit encore mouillé lorsqu'il me l'a remis ; mais ne sachant pas lire, je n'ai pas connu le sujet que ces papiers traitoient.

33. *I.* — Ne reconnaissez-vous pas votre faute et n'en demandés-vous pas pardon à Dieu et à la justice.

R. — Oui, si j'ai fait du mal, mais je déclare que jamais je n'en ai eu l'intention.

34. *I.* — Qui vous a envoyé la lettre trouvée dans votre poche ?

R. — Le monsieur qui m'a remis les paquets ; il me les avoit recommandés ; lorsque l'accident qui m'a fait tordre le pied m'est arrivé, je l'en ai fait avertir, parcequ'il m'avoit dit qu'il désiroit que les amis eussent promptement ses lettres et c'est sur cela qu'il m'a écrit.

35. *I.* — A quelle adresse lui avés-vous écrit ?

R. — A celle de monsieur le Chevalier, sans autre nom.

36. *I.* — Qui a écrit la lettre que vous lui avés envoyée ?

R. — Un Savoyard que je ne connois pas.

37. *I.* — Nous vous sommons de dire la vérité.

R. — Je l'ai dite.

Répété, lecture faite a persisté et n'a signé de ce enquès.

Signé: de La Rive, aud^r.

—

Du 5 février 1784.

Addition aux réponses personnelles de ci-contre.

38. *I.* — Où est située la maison où l'on vous remit les imprimés qui sont dans votre balle ?

R. — C'est une maison qui appartient à un tanneur, que je crois se nommer Lombard ; elle est située vis-à-vis l'auberge dite le *Soleil d'Or*, que tient le *Sr* Magnin, à deux maisons de la douane ; c'est au premier étage. Il y a sur la porte un écriteau portant, si je ne me trompe, *imprimerie* ; en entrant on se trouve dans la cuisine, l'imprimerie est à côté ; elle donne sur la rue et a deux fenêtres.

39. *I.* — Combien de personnes travaillaient à cette imprimerie ?

R. — Le maître, que je n'ai entendu nommer que Thomas, un ouvrier nommé Gallet, et sa femme qui y vient pour lui apporter à manger.

40. *I.* — Combien y a-t-il de presses ?

R. — Il n'y en a qu'une.

41. *I.* — A-t-il travaillé longtemps à cet ouvrage ?

R. — Je l'ai vu y travailler 5 à 6 jours ; il n'imprimait que la nuit.

42. *I.* — Où portoient-ils les ouvrages quand ils étoient imprimés.

R. — Dans le grenier du propriétaire de la maison, ou chés lui-même sous sa paille.

43. *I.* — En vendoit-il beaucoup et à qui les vendoit-il ?

R. — Il a vendu quatre douzaines d'un des plus petits à deux garçons imprimeurs qui les ont placés dans la doublure de leur habit sur le dos. J'y ai bien vu entrer des messieurs, mais je ne sais pas s'ils en ont acheté.

44. *I.* — Le monsieur qui vous a remis les paquets cachetés trouvés sur vous y alloit-il souvent ?

R. — Je ne l'y ai vu qu'une fois et je ne sais ce qu'il fesoit.

45. *I.* — Nous vous sommons de dire la vérité.

R. — Je l'ai dite.

Signé : de La Rive, audr.

Du 3 février 1784.

Inventaire des effets contenus dans la balle de Louis Toureille,
déposée aux prisons.

- 1° Sept volumes couverts en bleu intitulés, le *Tocsin fribourgeois* ;
- 2° Sept douzaines et trois brochures en deux paquets, intitulées : *Le réveil patriotique, ou Nouvelles remarques importantes*, etc. ;
- 3° Un paquet de trois douzaines et six brochures intitulées : *Dissertation apologétique et justificative en faveur de M. Ami Melly*, etc. ;
- 4° Un paquet de sept douzaines et cinq brochures intitulées : *Etrennes aux négatifs*, etc. ;
- 5° Enfin un paquet de huit douzaines et six brochures intitulées : *Beaume anti-négatif contre la brûlure*, etc.

Signé : de La Rive, auditeur.

(Arch. cant. de Fribourg).

XV

Du 20 juin 1787.

Abrégé de mémoire pour l'avocat de Castella de Gruyère pour commencer sa défense et ses très humbles supplications devant LL. EE. de Fribourg.

Audiaturs pars. Ce précepte est sacré. On ne peut s'en éloigner au préjudice de qui que ce soit. On a porté contre moi des condamnations foudroyantes ; mais comme je n'ai pas été entendu, LL. EE. peuvent avoir été trompées. Le mal n'est pas sans remède ; je vis ; je puis édifier de la vérité, qui est le flambeau de la justice. LL. EE. l'aiment et doivent l'aimer. Le

Seigneur des Seigneurs, *Dominus Dominantium*, qui établit et détruit les empires, qui donne et ôte les sceptres, *per me reges regnant*, de qui toute puissance émane, *non est potestas nisi a Deo*, en fait un commandement formel à tous ceux qui gouvernent et qui administrent la justice, *diligite justitiam qui judicatis terram*; il menace de les punir s'ils y contreviennent, *Vae vobis! Judicium durissimum his qui præsunt fiet*. Dirait-on que je suis jugé? Cela est vrai, mais c'est par contumace, dans un tems que je ne pouvois pas me présenter et sans avoir reçu citation personnellement. Or des sentences en contumace sont des sentences de formalité et non de concrétion. Il est donc conforme aux règles que je sois entendu, *audiatur pars*. Il y va autant de l'intérêt de LL. EE. que du mien. De LL. EE., parceque la loi leur en fait un devoir, et comme elles ont un cœur juste et bienfaisant, elles aiment mieux trouver des innocents que des coupables, et comme c'est un principe en jurisprudence criminelle qu'il vaut mieux laisser cent coupables impunis que de châtier un innocent, les juges ne doivent rien négliger de ce qui peut tendre à la justification d'un accusé, *erudimini judices terræ, diligite justitiam*. Il est intéressant pour moi parceque, étant la partie souffrante, les lois m'accordent tous les moïens propres à me justifier avec d'autant plus de raison que les peines qu'on m'a décernées, quoique terribles, sont cependant moins insupportables à une conscience droite et intègre que l'imputation d'être complice d'un horrible projet, dont je n'ai jamais été coupable ni capable, *non pœna sed culpa facit reum*.

On a divulgué qu'on avoit le projet de tuer les magistrats, de voler le trésor et de fuir. Je jure à la face du ciel et de la terre que jamais je n'ai eu ni connu en autrui une si affreuse idée. La vérité est que sollicité de me charger d'exposer les plaintes que croïoit avoir le peuple et d'en demander le redressement et au besoin d'appeler aux XIII Cantons, je me chargeai de cette tâche. Tout démontre cette vérité et il n'est pas possible que le prétendu projet de tuer et voler soit prouvé à ma charge.

I^{re} PARTIE

Preuves de la volonté de demander le redressement légal des griefs.

Qu'on veuille se rappeler que jusqu'à l'époque de 1781, il est incontestable que j'ai été à tous égards honnête homme et d'une conduite irréprochable; qu'en même tems on veuille bien apprendre que ma vie et mes mœurs sont sans tache et sans reproche dès lors, comme je puis le certifier par le clergé, la noblessé et la magistrature des endroits où j'ai vécu; qu'ainsi il n'est pas présumable qu'en 1781 j'aie donné dans un écart aussi affreux que celui dont on m'a soupçonné complice.

Il est si vrai que je devois exposer les griefs du peuple et en demander le redressement par voie juridique, que pour le faire solidement et justement j'ajoutois à mes connoissances celles des autres. Je passai à cette fin une partie de journée avec feu M. le commissaire et notaire Métral, pour prendre de lui des éclaircissements, parcequ'il étoit réputé pour avoir beaucoup de connoissances et le plus de copies des lois, titres et documents anciens fondamentaux et constitutionnels. Nous devions nous rassembler et conférer ensemble le lendemain. Une mort subite qui termina ses jours cette nuit, y mit obstacle. On m'avoit remis une lettre allemande en parchemin (je crois que c'étoit la Landfeste); je l'avois mise entre les mains de M. l'avocat Python pour m'en faire une traduction française.

J'ai hautement déclaré dans une assemblée à Bulle (la seule où je me sois trouvé) qu'il ne falloit faire de mal à personne, mais se borner a des représentations. Ce fait est avoué dans la relation donnée au public de la part de LL. EE

J'ai harangué publiquement à Avri (non pas de dessus les escaliers, comme dit la dite relation, mais de dessus une galerie, ce qui, quoique indifférent au fond, prouve qu'on a trompé LL. EE. sur des faits évidents), j'ai harangué, dis-je, la troupe, qui avoit le major Chenaux à sa tête pour l'engager à s'abstenir de toute violence et à ne pas sortir des bornes des représentations. En aiant obtenu le consentement et la déclaration, je l'ai annoncé à LL. EE. par la requête qu'elles ont reçue.

Consulté par quatre députés des paroisses allemandes, je leur ai donné le même conseil et les ai exhortés à s'y conformer.

De même à des jurés des anciennes terres romandes, qui me consultèrent aussi; je leur remis copie de dite requête.

Je donnai le même avis à des principaux de quelques bailliages.

Ce fut en conformité de ce système constant et point démenti que le nommé Godel se disant messager de LL. EE. et qui ne l'étoit pas d'office, fut laissé libre d'abord qu'il eut exhibé ses dépêches. Il est contre vérité que je l'aie fouillé; c'est lui-même qui sortit d'un étui de fer blanc, qu'il avoit en écharpe sous son habit, des papiers pour prouver sa mission. Lorsque je vis le sceau de LL. EE. et l'adresse à leur bailli, je lui dis: Avec cela vous passerez librement partout; ce qui fut effectué. Or si on avoit voulu égorger les magistrats, aurait-on respecté leur sceau? aurait-on laissé aller ce porteur de papiers qui mettoient à prix la tête d'un représentant?

La suite a vérifié surabondamment la vérité et la réalité du seul projet de faire des représentations et l'efficacité de mes harangues et de mes conseils, puisque la promesse de vouloir écouter les représentations a suffi pour faire poser les armes à ceux qui les avoient prises, sans que le moindre mal ait été fait à personne.

L'*Exposé justificatif* est une preuve plausible qu'on me fait tort, soit que j'en sois l'auteur ou non. Si c'est mon ouvrage, il prouve que ma vocation étoit de faire des représentations, parceque poursuivi partout, ne pouvant ni envoyer ni recevoir des lettres, vu qu'on interceptait les miennes, et qu'ignorant ma résidence on ne pouvoit pas m'en adresser, je n'aurois pu composer ce livre qu'en suite de ma préparation à faire des représentations, ce qui exclut l'effroyable idée de tuer et voler. Si je n'en suis pas l'auteur, on a eu tort de me l'attribuer et de redoubler à cette occasion les poursuites contre ma personne et le prix mis sur ma tête.

J'ose implorer et invoquer le témoignage non seulement du public, mais encore spécialement de LL. EE. du suprême sénat. Y a-t-il un seul individu qui me croie ou qui m'ait cru capable

du projet de tuer, voler et fuir? Un seul qui puisse se persuader qu'après avoir toujours été honnête homme, je fusse tout à coup devenu assez scélérat, assez insensé pour abandonner la droiture, ma patrie où j'étois honoré, ma famille, ses biens, les miens, mes emplois, pour me couvrir d'opprobre et partir avec de l'argent dont je n'aurois pas pu emporter l'équivalent de ce que j'aurois laissé et avec lequel je n'aurois pu trouver d'asile, car un crime si horrible rendroit odieux et exécration à tout l'univers.

Dieu, scrutateur des cœurs, qui en connoit les plis et les replis, n'a-t-il pas justifié ma conduite, la droiture de mes intentions et déclaré mon innocence en me soustraisant aux poursuites promptes, vigoureuses, pressantes, répétées et accompagnées de promesse de récompense de la part d'un Etat souverain? En un mot mes vraies intentions sont prouvées par des faits évidens. Qu'est-ce qu'on emploie pour accréditer le projet de tuer et voler? *Verba et voces, prætereaque nihil*. Nous le verrons dans la

II^{de} PARTIE

On débute par des qualifications méprisantes sur les mœurs, n'oserais-je pas le dire, calomnieuses, puisqu'elles sont démenties, pulvérisées et radicalement anéanties par les témoignages constans et multipliés qu'ont donnés LL. EE. de ma droiture, de ma probité, de mes bonnes mœurs et de leur estime pour moi. Ces mauvaises qualifications ne méritent d'ailleurs aucune croïance, aucune foi, parcequ'elles sont vagues, indéterminées et ne peuvent spécifier aucun fait, encore moins balancer les témoignages du souverain et du public. Dans les matières de cette importance il faut des preuves *lucæ meridiana clariores*. Je ne puis trop le répéter, il est impossible qu'il y en ait à ma charge pour me rendre auteur ou complice du prétendu projet de tuer, voler et fuir.

Dit-on qu'il y a des pièces originales? des billets séditieux? Aucun n'est mon ouvrage; je les ignore absolument. Ces écrits, s'il y en a, ne peuvent inculper que leurs auteurs et non pas moi qui n'y ait aucune part.

Alléguera-t-on des aveus de détenus? des dépositions de témoins? En trouvera-t-on un seul des uns ou des autres qui puisse affirmer, circonscire des faits ou des paroles de ma part, d'où on puisse, je ne dirai pas conclure avec certitude, mais seulement induire des soupçons apparens que j'aie eu ou connu le dessein de voler ou tuer? Il peut se faire qu'un Henri Rossier, chassé honteusement du régiment des gardes pour coquineries et si enclin au crime qu'il a voulu, dit-on, tuer son père, ait conçu un si affreux dessein, mais jamais je ne lui en ai entendu parler, ni à d'autres. Quoique ce Rossier auroit soupçonné ou voulu attribuer à quelqu'un un pareil projet, est-ce qu'un homme de cette catégorie qui sortoit de se rendre traître et assassin, feroit foi? Un honnête homme feroit-il preuve capable et propre à énerver celles-cy devant détaillées? *Testis unus, testis nullus*, surtout étant lui-même détenu, soupçonné, menacé, épouvanté, peut être suggéré? Les détenus en 1781 n'étoient-ils pas tels? Voiez la *Caroline*, art. 23, observ. 8. Que l'on compare, confronte et pèse les dires différens, variés, isolés, chancelans et inconcluans de ces malheureux tremblans avec les faits uniformes, évidens et certains qui font en ma faveur, tant ceux ci-devant touchés que ceux qui résultent des dépositions qui ont été faites (quoique à mon absence et sans que j'aie pu fournir mes interrogatoires, il n'est pas possible qu'il ne s'en trouve pas à mon avantage), qu'on les pèse, dis-je, et la balance penchera infailliblement de mon côté.

Mais, dira-t-on, et c'est ici la plus forte objection : Pourquoi s'est-on armé à Gruyère? La réponse découle des faits qui ont rendu cet armement nécessaire, au moins très prudent. Ce fut à cause du chariot envoyé de Fribourg à Bulle, la nuit du 30 avril au 1^{er} may et des soldats de la garde de la ville qui marchèrent clandestinement et en cachète la même nuit et du même côté. Les conjectures redoutables qui résultent de ces manœuvres secrètes et nocturnes se présentent naturellement sans qu'il soit besoin de les développer ici. Je pouvois si peu soupçonner qu'elles me concernassent que le même jour 30 avril j'allai seul à Vauru et j'y plaidai au milieu du tribunal, y président le seigneur baillif. Je n'ignorois cependant pas les

mouvemens qui eurent lieu dans la capitale le dimanche 29 du dit. Mais n'ayant et ne connoissant aucune mauvaise intention, je n'en pris aucun ombrage; mèmement sur un simple avis je me serois rendu à Fribourg devant LL. EE. avec la même sécurité et tranquillité que je me rendis à la justice de Vauru. Je crus que ces mouvemens étoient une précaution ou une cérémonie telle que celle qui eut lieu en 1780, au mois de décembre, que l'on n'aperçut cependant rien de dangereux. Quelle fut ma surprise de recevoir la même nuit du 30 avril que j'étois tranquille dans mon lit, un avis qui me disoit que j'étois menacé et qui m'apprit les circonstances du chariot chargé de lit, où je n'aurois pas voulu être couché et des soldats, désagréables valets de chambre.

Cet avis étonnant me détermina de prier quelques amis de me préserver d'être enlevé clandestinement et sourdement, et que si contre attente on en faisoit la tentative, je demandois qu'on assemblât incontinent le corps de justice pour connoître, selon les privilèges des nobles et bourgeois de Gruyère, si je méritois d'être saisi et emprisonné. Ce n'étoit donc pas pour me soustraire à la justice, ni pour lui faire violence, mais pour lui être livré légalement, si le cas l'exigeoit, et pouvoir avoir le tems de détromper sur les fausses préventions dont on auroit pu être préoccupé.

Cela est si vrai que je ne me fis garder que la nuit (non à l'auberge, mais chez moi) et que ceux de Neirivue étant venus au nombre de sept en me disant que si j'en voulois d'avantage, je n'avois qu'à parler, je leur répondis que non; que ne s'agissant que de me garantir d'être enlevé incognito et secrètement, il y en avoit assez. Voilà une nouvelle et bien convaincante preuve qui exclut et proscriit l'idée affreuse de tuer et voler. Car si j'avois eu ou participé à cet horrible projet ou à celui d'une révolte, j'aurois demandé toutes les forces possibles; cependant, je ne l'ai fait dans aucune circonstance; loin de là, j'ai refusé celles qu'on m'offroit comme on vient de le voir; et si on avoit eu le dessein de faire violence, auroit-on épargné Godel, respecté le sceau de LL. EE., négligé les châteaux de Gruyère, Bulle, etc. ?

Cependant, quelle fatalité ! je suis condamné non pas comme si je n'avois eu que la volonté, mais comme si j'avois réellement tué, massacré et volé. Je suis condamné plus durement, plus rigoureusement que Chenaux, plus rudement que l'infâme Rossier. Chenaux étoit pourtant armé et à la tête des armés. Rossier a écrit, dit-on, et couru des districts pour soulever le peuple et à suivi la troupe, armé lui-même. Rien de tel n'est à ma charge ; je n'ai ni écrit, ni couru pour soulever. Ma punition porte cependant sur mes enfans, pendant qu'on a respecté l'innocence de ceux du major Chenaux et de ceux de Rossier. Les miens, l'un de deux, l'autre d'un an, ne pouvoient pas être coupables. Leur père l'est moins, au pis aller, pas plus que les pères des autres. Je ne connois pas quel principe, quelle loi a pu aggraver ma peine et l'étendre sur l'innocence. Cette disproportion m'a paru frappante, même en supposant l'égalité dans la culpabilité des pères. Aussi je n'ai pas douté que LL. EE. eussent ainsi prononcé par commination, pour inspirer l'horreur et la terreur dans un tems d'effervescence et non dans la volonté de l'exécuter.

Mon départ n'est pas un crime qui puisse rendre ces enfans innocens punissables, ni moi au-delà de ce que j'aurois pu avoir mérité précédemment.

Si je suis innocent, c'est un honnête homme qui s'est absenté crainte d'être par erreur traité en criminel, et cette crainte peut suivant les circonstances tomber *in virum constantem simulque innocentem* ; ainsi point de faute à punir. Si je suis coupable et ennemi de la patrie, on doit me voir éloigné avec plaisir, selon la maxime, qu'il faut faire un pont d'or à l'ennemi qui fuit.

Qu'on ait été induit en erreur, cela est aussi certain que peu surprenant, parceque tout homme est faillible ; tel est le sort de l'humanité dont les souverains ne sont pas exempts. Aussi on appelle de César mal informé à César mieux informé. Par exemple on a dit que le major Chenaux m'avoit demandé par sa lettre que je reçus à Gruyère le 3^e may de lui amener beaucoup de monde, cela n'est pas. Par cette lettre il me disoit qu'on étoit admis à faire les représentations et que je devois

me rendre à Fribourg à cette fin. C'est une autre preuve à ajouter aux précédentes pour démontrer que le seul but étoit d'être écouté en ses représentations et que je n'en connoissois pas d'autres. On a aussi dit qu'après la réception de cette lettre j'avois envoyé le major Murith dans la partie supérieure de la Gruyère pour demander de la troupe. Cela n'est pas : 1° je n'avois rien à commander à M. le major et justicier Murith ; 2° il n'y alla point ; il prit la route opposée, c'est-à-dire celle de Fribourg, sur un char à banc, sans troupes, sans armes et sans que je sache qu'il en ait commandé. Il y auroit plusieurs autres erreurs de fait à relever ; je m'en abstiens pour le présent, dans la persuasion que le tems en aura découvert la fausseté à LL. EE. et encore dans la persuasion qu'elles ne tarderont pas à faire éclater leurs bontés en oubliant et pardonnant des mouvemens qui n'ont porté aucun préjudice aux personnes et aux biens de LL. EE. Si ce doux espoir est frustré, qu'il me soit permis de former, ainsi que je forme, toutes protestations utiles et nécessaires à ma défense et à celle de mes enfans.

LL. EE. ont bien des motifs pour ralentir leur courroux. Si je suis coupable, ce seroit ma première faute, ma première chute ; ce seroit par conséquent l'effet de la foiblesse et de l'erreur auxquelles tout homme est sujet, et non de la perversité du cœur. Or une première faute est toujours pardonnable, parceque l'homme de bien sait revenir de son erreur, la condamner et se garantir de rechute. Que LL. EE. ne peuvent-elles pénétrer mon âme, lire dans mon cœur, voir la droiture de mes intentions, combien je détesterois le fatal moment où cette droiture auroit souffert la plus petite éclipse, où la moindre idée de nuire à ma patrie et à ses légitimes maîtres se seroit glissée dans mon esprit, elles reverroient sans délai les procédures faites et jugées dans un moment d'agitation, et je ne doute nullement qu'elles ne trouvassent juste d'adoucir et réparer leurs décisions, et si, contre espérance, elles ne trouvoient pas devoir le faire par justice, elles le feroient par gloire et délicatesse pour démontrer que leurs promesses solennelles de manifester leur clémence et d'en faire sentir les effets étoient véritablement sincères. Chaque

chose a son temps. Dans celui de trouble LL. EE. ont infligé des peines qui ont marqué leur indignation et leur pouvoir, des peines suffisantes pour expier les plus grandes fautes et qui paroissent devoir par conséquent satisfaire leur courroux. Ne voudront-elles pas signaler celui de tranquillité par les doux et attraians fruits de la clémence, vertu divine et le plus glorieux attribut des souverains, qui n'ont certainement rien de plus fort, ni de plus puissant pour s'attacher inviolablement les cœurs fidèles et ramener sans retour les égarés?

Dieu fasse prospérer la république et ceux qui la gouvernent avec justice et sagesse.

Du 20 juin 1787.

De Castella, Docteur ès droits.

PS. — Si on trouve la volonté de recourir légalement aux XIII Cantons attentatoire à l'autorité de LL. EE., qu'on voie la lettre que j'ai pris la liberté de leur adresser le 25 juin 1783.



NOTICE BIOGRAPHIQUE
SUR LE
GÉNÉRAL DE GADY
ET SES
SOUVENIRS
écrits en 1838.

RECUEILLIS ET MIS EN ORDRE

PAR

L. GRANGIER, PROFESSEUR.

I

NOTICE BIOGRAPHIQUE SUR LE GÉNÉRAL DE GADY

Nicolas de Gady, issu d'une ancienne famille patricienne de Fribourg, est né dans cette ville le 24 octobre 1766.

Nous ne savons rien de positif sur son enfance et sur sa première éducation; mais nous pouvons le suivre pas à pas dans sa carrière militaire, depuis son entrée au service de France jusqu'à l'année 1802, à laquelle s'arrêtent malheureusement ses *Souvenirs*.

Le jeune Gady entra au service de S. M. Louis XVI en juillet 1782, comme sous-lieutenant au régiment suisse de Castella. Il avait alors seize ans. Dès cette époque, nous dit-il dans ses *Souvenirs*, il sentit « naître en son cœur un amour inaltérable pour la dynastie des Bourbons. »

En 1788, le régiment de Castella fut appelé au camp de Metz, sous le commandement du maréchal duc de Broglie, et c'est là, comme il le dit encore, qu'il reçut les premières notions de la guerre et que se forma son coup-d'œil militaire.

Il se trouvait en garnison à Sarrelouis, lorsque, en 1789, éclata la première Révolution française, et, à partir de ce moment, il fut lancé dans mille événements divers à travers lesquels on le vit toujours marcher dans le sentier de l'honneur et de la fidélité qu'il avait jurée au malheureux Louis XVI; aussi ne peut-on lire sans émotion le récit qu'il nous donne de la scène qui eut lieu au régiment de Castella, lorsque y arriva, cette même année, l'ordre de prêter serment à la *nation*, à la *loi* et au *roi*.

A la suite de cet événement, nous retrouvons Gady à Verdun, à Montmédy, à Metz (1789-1790), et, bientôt après, à Nancy, où son régiment avait été appelé, avec d'autres corps d'armée, à réduire la garnison rebelle: il raconte en termes émouvants les scènes de carnage qui eurent lieu dans cette mémorable affaire.

Vers la fin de septembre de cette même année (1790), Gady, qui était parvenu au grade d'aide-major, partit de Nancy pour aller en semestre et chercher au sein de sa famille un repos devenu bien nécessaire après les terribles secousses qu'il venait d'éprouver. Il rejoignit son régiment à Metz en 1791. La révolution marchait avec une violence de plus en plus sanguinaire. C'est à cette époque qu'eurent lieu la fuite du roi, à laquelle le régiment de Castella prit une large part, et bientôt après, son arrestation à Varennes.

Le régiment tint encore plusieurs garnisons, accompagnées de bien des déboires, pendant la fin de l'année 1791 et au commencement de 1792. Puis vinrent le 10 août, les massacres du 2 septembre et, le 26 de ce même mois, son licenciement à Troyes en Champagne.

* * *

Les années de 1792 à 1798, si fécondes en grands événements, n'offrent rien de mémorable en ce qui touche le général Gady. Mais l'entrée des Français en Suisse en 1798 fut pour lui le signal d'un nouveau déploiement d'activité et le commencement d'une existence des plus aventureuses, qui ne prit fin qu'avec la révolution helvétique. En entrant dans la lutte, il y apporta les fruits de sa longue expérience militaire, ce zèle toujours prêt à défendre le bon droit attaqué et la bonne cause opprimée. C'est ainsi qu'après la capitulation de Fribourg (3 mars 1798) et un court séjour — exil volontaire — en Allemagne et en Pologne, nous le retrouvons, comme capitaine aide-major dans le régiment de Bachmann, à la défense de Zurich, les 25 et 26 septembre 1799, et à la sanglante retraite de cette ville.

Pendant l'hiver de 1799 à 1800, le régiment de Bachmann, cantonné à Menningen (Bavière), se remonta et, dès la mi-avril, commença la fameuse campagne du Tyrol, où l'on fit inutilement des pertes sensibles de part et d'autres. Nous recommandons à nos lecteurs les détails intéressants que donne Gady au sujet d'*Andreas Hofer* : ils seront étonnés d'apprendre que cet homme célèbre a combattu sous les ordres de notre brave compatriote.

La campagne du Tyrol fut suivie de près de la non moins malheureuse campagne de l'Engadine, qui eut lieu pendant une

grande partie du rigoureux hiver de 1800 à 1801. Le général de Gady fait un tableau très saisissant des fatigues, des privations, des souffrances et des malheurs de tout genre que le détachement qu'il avait sous ses ordres eut à endurer pendant cette pénible campagne d'hiver, où il montra, plus que jamais, un courage et une fermeté à toute épreuve.

A la suite de la grande victoire remportée à Hohenlinden par Moreau sur les Autrichiens (3 déc. 1800), le petit régiment suisse se rendit, avec l'armée autrichienne, à Marbourg en Styrie, puis à Telach en Carinthie, fit plusieurs cantonnements dans ce pays et fut ensuite licencié après la paix de Vienne, ce qui permit à Gady de rentrer dans ses foyers.

De retour à Fribourg (20 août 1801), il y trouva la république helvétique une et indivisible substituée aux antiques gouvernements des treize cantons ; il y trouva, avant tout, les Français ; ce n'était donc pas encore pour lui le cas de se reposer des longues années de revers et de fatigues qu'il venait de parcourir. Cédant aux sollicitations de ses amis de Berne et de Fribourg, il prit fait et cause pour la levée de bouclier qui s'organisait dans toute la Suisse, à l'effet de renverser le nouveau régime. Nous laissons à l'histoire le soin de raconter la suite de ce fatal événement ; car ici finissent les *Souvenirs* inédits du général de Gady, grâce auxquels nous avons pu esquisser les principales phases de sa carrière militaire jusqu'en 1802 ; ces *Souvenirs*, il ne les a écrits qu'en 1838, et il est à supposer que sa mort seule a pu l'empêcher de les terminer.

* * *

Voici, pour compléter cette notice, les quelques renseignements que nous avons encore pu recueillir.

Gady jouissait depuis longtemps, dans toute la Confédération, de la réputation d'un officier distingué. Aussi, dans les diverses circonstances si critiques et si périlleuses où se trouva la Suisse, les commandements les plus importants lui furent confiés, et chaque fois il justifia cette confiance et y acquit de nouveaux droits. De 1804 à 1814, il fut capitaine-général des milices fribourgeoises. Promu au grade de colonel fédéral, il commanda

une brigade en 1805, une autre en 1809 sur les frontières des Grisons. En 1815, il fut divisionnaire dans l'armée fédérale, etc.

Enfin revinrent ces Bourbons qu'il aimait tant, et dont aussi il était aimé; et déjà il partait pour les rejoindre (1816) quand eux-mêmes l'appelèrent. Chargé par Louis XVIII de négocier avec les cantons helvétiques une capitulation militaire, de former le cadre de six régiments et d'en choisir les officiers, le baron¹⁾ de Gady s'acquitta de cette mission importante avec une habileté, un discernement, une impartialité, dont l'irréfragable preuve a été l'admirable discipline de ces corps, leur fidélité à toute épreuve jusqu'au dernier jour de la monarchie, c'est-à-dire jusqu'à leur licenciement en 1830.

Premier aide-de-camp suisse de M. le comte d'Artois, alors colonel-général des Suisses, à l'avènement de ce prince au trône, M. de Gady fut attaché en la même qualité à M. le duc de Bordeaux, à qui le roi avait transmis la charge de colonel-général; et comme le prince, encore enfant, ne pouvait la remplir que nominativement, ce fut à M. de Gady que l'on en confia l'administration.

Ces rapports si fréquents avec le roi et la famille royale furent pour notre compatriote la source de faveurs jamais demandées, mais toujours méritées. Elevé au grade d'officier-général, puis commandeur de l'ordre de St-Louis et chevalier de plusieurs autres ordres, il ne vit, dans chaque nouvelle grâce qu'il recevait, qu'un nouveau devoir à remplir, un nouveau lien qui l'attachait à son auguste bienfaiteur.

Mais le général de Gady ne fut pas seulement un militaire distingué, il laissa encore à sa ville natale le souvenir d'un zélé philanthrope, d'un parfait citoyen, d'un homme de bien dans toute la force du terme. Voici ce que dit, à son sujet, M. Alex. Dagnet dans son excellente *Notice historique sur la Société économique de Fribourg*, publiée en 1863 :

« Jusqu'à ces dernières années, une opinion influencée uniquement par ses sympathies politiques, était habituée à ne voir
« en M. Nicolas Gady qu'un officier de salon et un personnage

1) Il fut nommé baron par Louis XVIII, au mois de juin 1816.

« chamarré de cordons de la cour de Louis XVIII et de Charles X.
« Ce n'est pas ici le lieu de faire ressortir la partialité de ce
« jugement à l'endroit de l'officier distingué auquel le canton
« de Fribourg doit l'excellente organisation militaire qui faisait
« l'admiration de tous les Etats confédérés et du général Ney,
« dans le premier *decennium* de ce siècle. Mais l'étude désin-
« téressée et consciencieuse des annales fribourgeoises nous
« apprend à honorer en M. Nicolas Gady non seulement l'orga-
« nisateur intelligent de la bienfaisance publique et le chef infa-
« tigable de l'administration des pauvres dans sa ville natale,
« mais le principal fondateur de la Société économique, avec le
« P. Girard, et celui qui, avec l'illustre Cordelier, en fut l'âme,
« le ressort, de 1813 à 1817, c'est-à-dire pendant la plus belle
« période de l'Institut fribourgeois. »

Suivant l'exemple de son frère, M. Ignace Gady, qui, en 1813, avait donné à la Bibliothèque économique 3,000 volumes et plusieurs manuscrits précieux pour l'Histoire nationale, le général enrichit encore de quelques centaines de volumes notre collection naissante.

Le baron de Gady passa les dernières années de sa vie dans sa terre de Montagny, où il s'éteignit doucement le 2 mai 1840, sans même avoir eu le sentiment de son passage du temps à l'éternité. La religion, qu'il pratiquait si fidèlement, a béni ses derniers soupirs, et les pauvres, qu'il soulageait si généreusement, n'ont pu manquer de bénir sa mémoire.

II

SOUVENIRS DU GÉNÉRAL DE GADY.

Je suis entré au service de S. M. Louis XVI, comme sous-lieutenant au régiment suisse de Castella, en juillet 1782. Dès cette époque, la passion des armes s'empara de moi et je sentis naître dans mon cœur un amour inaltérable pour le roi que j'avais l'honneur de servir.

CAMP DE METZ.

En 1788, le régiment de Castella fut appelé au camp de Metz pour une grande réunion de troupes de toutes armes, sous le commandement du maréchal duc de Broglie : c'est là que je reçus les premières notions de la guerre et que s'est formé mon coup-d'œil militaire. Si je fais mention de ce camp, c'est parce que, déjà alors, on pouvait remarquer les avant-coureurs de la révolution qui menaçait la France et qui ne devait pas tarder à éclater. En effet, les officiers de toutes armes, en se rencontrant soit dans les cafés, soit dans d'autres lieux de réunion, s'occupaient déjà bien plus de la politique du jour, de l'Assemblée des notables, etc., que des grandes manœuvres d'attaque ou de défense qu'on avait faites la veille, des leçons relatives aux retranchements, à la construction et à l'attaque de redoutes, en un mot, à l'art de la guerre.

COMMENCEMENT DE LA RÉVOLUTION.

Ce fut proprement en 1789 que commença la Révolution qui, de Paris, se propagea bientôt dans tout le royaume. Les esprits étaient fort agités. Le régiment suisse de Castella, alors en garnison à Sarrelouis, reçut l'ordre, dans le courant de l'été, de marcher sur Paris, et pendant cette route, nous pûmes juger de la fermentation générale. Nous apprîmes, un jour, la prise de la Bastille; un autre jour, l'évacuation du Champ-de-Mars par les troupes, et n'ayant reçu aucun avis officiel, nous nous préparions à entrer dans Paris au pas de charge. Arrivé à Château-Thierry, le régiment reçut enfin une lettre du ministre de la guerre qui lui ordonnait de rebrousser chemin et de retourner à Sarrelouis.

Cette marche rétrograde se fit assez paisiblement. Nous remarquions dans les rues et dans nos logements des gens à figures tristes et éplorées qui semblaient pressentir de grands malheurs; d'autres qui avaient l'air triomphants et satisfaits, parce qu'ils espéraient de grands avantages personnels dans les changements politiques qui se préparaient; d'autres enfin sur le visage desquels on lisait l'avidité et le pillage.

Lorsque nous arrivâmes à Verdun, nous trouvâmes la scène bien changée et la populace y était déjà en pleine insurrection. On avait démoli et brûlé les barrières, nom que portaient les bureaux établis à chaque porte de la ville pour y percevoir l'octroi. En même temps, on avait cerné l'Evêché, où s'était réfugié M. le duc de Broglie. Le maréchal, ayant eu le commandement de Paris et de toute l'Ile de France pendant les premiers jours de cette funeste révolution, avait résigné ce commandement, parce que le malheureux roi Louis XVI, redoutant l'effusion du sang, repoussait les mesures militaires qu'il avait proposées pour réduire Paris et sauver la France. L'honorable duc, voyant que tout était perdu, puisqu'on ne voulait pas suivre ses avis, s'était mis en route avec sa famille pour gagner l'Allemagne, où sans doute il espérait obtenir de puissants secours pour conserver la couronne à son maître ; mais, dans sa marche, il fut arrêté à Verdun et se réfugia à l'Evêché. L'arrivée du régiment de Castella, où il avait été plusieurs fois en garnison et où il était connu pour sa grande discipline, déconcerta beaucoup les factieux, et les intimida même à tel point que, sans répandre de sang, nous parvinmes, par notre froide contenance, à débarasser tous les environs de l'Evêché et à dissiper la foule furieuse qui encombrait les rues.

Les chefs du régiment se transportèrent alors à l'Evêché et offrirent au maréchal de le conduire jusqu'aux extrêmes frontières de la France, au-delà de Longwy, qui touche aux terres du Luxembourg. Le maréchal et sa famille furent extrêmement sensibles à cette proposition inespérée et ils en furent touchés jusqu'aux larmes. Le duc refusa d'abord ces offres, dans la crainte d'exposer le régiment à mille malheurs ; mais nos dignes chefs, M. de Girardier, lieutenant-colonel, et de Dieffen-thaler, major, qui connaissaient bien l'excellent esprit de nos troupes, lui ayant déclaré que nous ne le quitterions pas tant qu'il serait en danger, il finit par se rendre et dit avec attendrissement : « C'est au régiment de Castella que j'ai dû mon bâton de maréchal pendant la guerre de Sept-ans — phrase qu'il avait prononcée bien souvent pendant son commandement au camp de Metz — et ce sera encore au régiment de Castella

que je devrai ma conservation et celle de toute ma famille ; car, si je ne puis pas sortir de France, nous serons tous massacrés. »

Le même jour, à 3 heures après midi, M. le maréchal, sa famille et les équipages furent placés entre les deux bataillons du régiment de Castilla, leurs voitures entourées d'un détachement de grenadiers ; nous traversâmes ainsi la ville de Verdun, au milieu d'une populace effrayée, parce qu'elle nous avait vus charger nos armes à balle. Nous vîmes pour la première fois les fenêtres ornées de franges tricolores.

Nous marchâmes en bon ordre et avec toutes les précautions possibles jusqu'à Etain, où nous arrivâmes de nuit. La ville était dans une grande effervescence : il s'agissait de rien moins que de sonner le tocsin pour appeler les villageois d'alentour et entreprendre d'enlever le maréchal. Nous envoyâmes aussitôt de forts postes à tous les clochers, pour empêcher qu'aucune cloche ne fut mise en branle, et le régiment bivouaqua sur le pavé ; le maréchal et sa famille furent logés dans une bonne maison, gardée par un fort détachement.

Après une nuit plus calme que nous n'eussions pu l'espérer, nous repartîmes le lendemain matin dans le même ordre que celui que nous avions suivi en quittant Verdun. En approchant de Longwy, nous entendîmes une décharge d'artillerie : c'était pour rendre les honneurs à M. le maréchal. L'état-major de la place vint à sa rencontre ; nous trouvâmes dans la ville le régiment d'Aquitaine en grande tenue, formant la haie et présentant les armes. On ne peut être traité avec plus d'égards, de politesse et d'affection que notre régiment l'a été par celui d'Aquitaine : officiers, sous-officiers, soldats, tous ont été choyés, régalez par ce brave régiment, lequel obtint l'honneur de nous relever et d'escorter le lendemain matin le maréchal jusqu'à la borne qui sépare le territoire français de celui de Luxembourg. Les officiers du régiment de Castilla firent une visite en corps à M. le maréchal au moment de son départ ; il daigna, ainsi que sa famille, nous faire les adieux les plus affectueux, et il nous remercia les larmes aux yeux ; aucun de nous ne conserva l'œil sec en voyant un vieux maréchal de France, qui

avait remporté tant de victoires, forcé de fuir sa patrie pour éviter d'y être massacré.

Le même jour, le régiment de Castella se remit en route pour gagner Sarrelouis. Arrivés à Thionville, forteresse par laquelle nous devions passer sans nous arrêter, nous en trouvâmes les portes fermées, et on refusa de nous laisser passer. Enfin, après bien des pourparlers et des négociations, on finit par les ouvrir. Nous trouvâmes les rues bordées de haies formées de la plus vile canaille, se disant garde nationale, armée de manches à balais, de fourches, de piques, de fusils démantibulés : c'était un spectacle aussi ridicule que dégoûtant. On rencontrait des soldats de la garnison sans armes qui avaient l'air fort insolents, et des officiers qui portaient sur leurs physionomies l'empreinte de la confusion et de la tristesse.

Le régiment de Castella continua à marcher sur Sarrelouis, et il ne lui arriva rien de marquant jusqu'à Banzanville, où nous devions coucher, et dont les habitants nous déclarèrent tout net qu'on ne laisserait entrer ni officiers, ni soldats dans aucune maison ; qu'on nous enverrait des vivres sur la place, mais que décidément on ne nous logerait pas. Il ne tenait qu'à nous de pulvériser cette bicoque et de nous loger de vive force. Mais, après mûre délibération, nous nous décidâmes : 1° à refuser les vivres offerts ; 2° à en acheter pour notre argent ; 3° à nous remettre en route pour gagner Sarrelouis, dont nous étions encore éloignés de huit lieues : nous en avions déjà fait huit pour arriver à Banzanville. Tout cela s'exécuta avec le plus grand empressement de la part de nos braves soldats. Les marchands de comestibles et de vin nous vendirent sur la place tout ce dont nous pouvions avoir besoin, et après que le régiment se fut bien rafraîchi, nous nous remîmes en route, l'arme à volonté, ce qui fournit aux soldats la liberté de crier mille fois : « Vive le roi ! » de vomir toutes les imprécations possibles contre les habitants épouvantés. On arriva ainsi, en chantant et en criant « Vive le roi ! » vers les minuit à Sarrelouis. Les habitants demandèrent en grâce qu'on ne casernât point la troupe, disant qu'ils se chargeaient de nous loger tous dans leurs maisons, qu'ils nous connaissaient tous personnellement et que chacun

d'eux logerait des amis. Nous ne pûmes refuser des offres si obligeantes. L'appel pour le lendemain fut fixé à 9 heures du matin, devant la caserne que nous avions occupée avant de marcher sur Paris, et pas un homme ne manqua à cet appel, pas une plainte ne fut portée sur le moindre désordre. Je dois ajouter à l'honneur de nos braves soldats qu'il en avait été de même pendant les deux marches que nous venions de faire.

LE SERMENT.

C'est à dater de cette époque (1789) que j'ai commencé ce que je puis appeler ma vie publique. Depuis lors, j'ai été lancé dans mille événements divers, à travers lesquels j'ai toujours marché, j'ose le dire hautement, dans le sentier de l'honneur et de la fidélité à toute épreuve que j'avais jurée à la trop malheureuse dynastie des Bourbons.

M. de Girardier, lieutenant-colonel commandant le régiment de Castella, reçut une lettre de M. le comte d'Affry, lieutenant général, colonel du régiment des gardes suisses, faisant les fonctions de colonel général en l'absence de S. A. R. le comte d'Artois, qui avait quitté la France et s'était réfugié à Turin, lettre par laquelle il était enjoint au régiment suisse de Castella de prêter serment à la *nation*, à la *loi*, et au *roi* entre les mains d'un commissaire français qui devait arriver à Sarrelouis pour le recevoir. Monsieur de Girardier, fort interdit d'un pareil ordre, rassembla le corps d'officiers et lui en fit lecture. Tous, la tête baissée, le cœur affligé, nous gardions le silence. Alors, je pris la parole et je déclarai ouvertement que, quoi qu'il pût arriver, dussé-je même y perdre la vie, jamais je ne prêterais un pareil serment. Le motif de mon refus se fondait sur notre capitulation, qui avait été conclue par nos souverains avec le roi seul et nullement avec la nation française. J'ajoutai que notre serment, prescrit par cette capitulation, ne contenait rien autre que de rester fidèle au roi et que nous n'avions rien à démêler avec la nation française, qui était entièrement étrangère à cet acte; que, quant à la loi, nous avions notre code de lois particulier pour tout ce qui concernait nos devoirs mili-

taires, et que pour le civil, c'était la loi de notre patrie qui nous régissait. Je dis encore que nos difficultés civiles devaient être jugées par nos tribunaux respectifs, que nous n'avions donc nullement à nous soumettre à la loi française, bien moins encore à lui prêter serment ; qu'en conséquence, je croirais être parjure envers le roi, auquel seul j'avais prêté serment sous les drapeaux lorsque je fus reçu officier ; traître envers ma patrie, en prenant, par serment, d'autres engagements que ceux auxquels nos gouvernements avaient consenti par la capitulation, et criminel, en me soumettant à d'autres lois qu'à celles de ma patrie à laquelle je ne renoncerais jamais.

Plusieurs officiers adoptèrent mon opinion. Alors M. de Girardier congédia le corps d'officiers, et ne garda auprès de lui que les capitaines, pour aviser aux moyens de concilier cette épineuse affaire. Dans cette assemblée de capitaines, un génie bienfaisant inspira au capitaine d'Odet, de Belfaux, l'heureuse idée d'ajouter au serment exigé la phrase suivante : « ... en tout ce qui n'est pas contraire à notre capitulation. » Cette adjonction, qui modifiait tout le serment, excepté en ce qui concernait le roi, fut adoptée avec empressement par tout le corps d'officiers. Le commissaire national, qui venait d'arriver, l'adopta aussi. Ainsi se termina cette affaire, qui nous avait beaucoup inquiétés et qui fut couronnée le lendemain par une cérémonie aussi plate que dégradante.

AFFAIRE DE NANCY.

Le régiment de Castella fit plusieurs garnisons à Verdun, à Montmédy, à Metz, en 1789 et en 1790, après la prestation du fameux serment. Il lutta partout contre la révolution, au milieu des scènes affreuses et sanglantes dont il fut si souvent témoin, sans pouvoir s'y opposer par les armes ; car, pour marcher contre les séditeux, il fallait en être requis par les autorités civiles. Nous restions inébranlables dans notre fidélité au roi, et nous nous y attachions toujours plus, à mesure que nous apprenions la nouvelle situation où se trouvait chaque jour l'infortuné Louis XVI, auquel les révolutionnaires, maîtres

de Paris, versaient sans cesse un nouveau calice d'amertume. Je m'abstiendrai de retracer ici les horreurs presque journalières qui se commettaient surtout à Metz, où un peuple sanguinaire sacrifiait si souvent des victimes à sa rage. C'est à l'histoire de rendre compte de ces événements et d'instruire les hommes sur les fruits que produisent les révolutions.

Pendant l'été de 1790, on apprit la terrible insurrection de la garnison de Nancy, composée du régiment du Roi-Infanterie, fort de quatre bataillons; du régiment Châteauvieux-Suisse et du régiment de Mestre de Camp de cavalerie. Cette garnison, jointe à douze mille sans-culottes armés, avait mis au cachot le général de La Noue et le général Nalsagne, s'était emparée de l'administration et des caisses du régiment, gouvernait la ville à coups de sabre et faisait régner la plus abominable anarchie sous le nom de liberté et d'égalité. Je dois faire mention ici du régiment suisse de Châteauvieux, qui résista à toutes les séductions, à toutes les menaces, à toutes les promesses, resta calme et attaché à ses devoirs, jusqu'à ce que, à force d'or et de séductions de tout genre, il se laissa enfin entraîner par le torrent et fit cause commune avec la garnison insurgée. L'Assemblée nationale, tout en persécutant avec atrocité le malheureux Louis XVI, fut sans doute effrayée de la levée de boucliers opérée par la garnison de Nancy; elle ne connaissait pas les motifs de cette effroyable insurrection et ne pouvait en calculer les résultats. En conséquence parut un décret sanctionné par le roi, intimant au marquis de Bouillé, lieutenant général commandant de Metz — et, je crois, de toute la Lorraine — l'ordre de réunir les troupes nécessaires pour réduire la garnison et la ville de Nancy, mission d'autant plus délicate, que toute l'armée française branlait au manche et que la démoralisation et l'esprit d'insurrection faisaient chaque jour des progrès.

M. de Bouillé, qui était un des plus fidèles serviteurs du roi, malgré tout ce qu'avait fait augurer de lui sa conduite modérée et quasi ambiguë, sut faire un choix de troupes sur lesquelles il pouvait compter; puis il se hasarda, avec une armée de quatre mille hommes, à aller attaquer la ville de Nancy contre le régiment du Roi, le régiment de Châteauvieux, le

régiment Mestre de camp cavalerie et les douze mille canailles déjà mentionnées. Le régiment suisse de Castella et un gros détachement — si je ne me trompe, un bataillon — du régiment suisse de Vigier, en garnison à Toul, furent commandés pour faire partie de cette petite armée. Nous marchâmes donc sur Nancy, la rage dans le cœur et bien décidés à vaincre ou à mourir.

Le 29 ou le 30 août 1790, les troupes du marquis de Bouillé furent concentrées aux alentours du château de C., à environ deux lieues de Nancy. Là arrivèrent des députations soit de la part des honnêtes gens de la ville, soit de la part de la garnison, soit de celle des douze mille sans-culottes armés ; ces différentes démarches, qui toutes tendaient à obtenir une capitulation, annonçaient bien que la ville était terrorisée. M. de Bouillé fit à chacune de ces députations la même réponse, savoir qu'il fallait, avant tout : 1° qu'on lui remit sains et saufs les deux généraux qui étaient détenus au cachot ; 2° que la garnison sortit à l'instant de la ville pour poser les armes ; 3° que les magistrats lui remissent aussitôt les grands meneurs du peuple armé, qu'alors seulement le général pourrait entrer en pourparlers, en se réservant toutefois la punition des plus grands coupables ; il ajouta que si l'on n'exécutait pas sur-le-champ ces articles, il entrerait de vive force dans Nancy, où tous ceux qui seraient trouvés armés seraient, sans grâce, passés au fil de l'épée.

A l'instant même, notre petite armée se mit en marche vers la ville, avec ordre, si l'on faisait la moindre résistance, de passer tout homme armé au fil de l'épée. On s'arrêta à environ dix minutes de la ville ; là se forma un détachement de cent volontaires, commandés par le brave capitaine Tschupauer, de Fribourg, et cinq autres officiers ; ce détachement prit la tête de la colonne et s'approcha davantage de Nancy, suivi de près par notre petite armée ; il reçut les deux généraux sortis du cachot, lesquels, dans le plus misérable état, rejoignirent M. de Bouillé. Au même instant, on vit, sur notre gauche, le régiment du Roi qui sortait d'une des portes de Nancy et s'avancait dans la plaine ; les deux officiers généraux qui avaient été libérés du cachot et la partie du régiment du Roi annonçaient la soumission aux articles

qu'avait prescrits le marquis de Bouillé, lorsque, dans ce même moment, nous entendîmes quelques coups de fusil et un formidable coup de canon tirés à la porte Stainville, dont nous étions très rapprochés. A cet instant nous avançâmes au pas de charge et nous entrâmes dans la ville.

Voici, maintenant, d'où provenaient les coups de fusil et le coup de canon que nous avions entendus. Pendant que nous avançons sur Nancy, la plus vile canaille et les militaires les plus déterminés de la garnison étaient arrivés avec une vieille pièce de canon, énorme et je ne sais plus de quel calibre, sur la place de Grève, près de la porte Stainville. Survint M. de Désilles, officier du régiment du Roi, qui voulut empêcher ces scélérats de commencer la guerre civile. Mais toutes ses supplications ne parvinrent pas à arrêter leur furie. Enfin, voyant que ni ses prières ni ses larmes ne les détourneraient de leur funeste dessein, cet homme de cœur monte sur le canon, se couche sur la lumière et leur dit : *Vous n'y mettrez le feu que lorsque j'aurai perdu la vie!* Aussitôt, il est criblé de balles, il tombe et le feu est mis à la pièce; voilà ce que nous avons entendu et ce qui nous servit de signal pour entrer dans la place. Le jeune héros resta à terre au milieu des morts et des mourants, et enfin on le transporta dans un hôpital de la ville, où, malgré tous les secours de l'art, il succomba peu de jours après entre les bras de son père, qui avait eu le temps d'arriver et de donner sa bénédiction à ce fils dont il appartenait désormais à l'histoire de célébrer l'héroïsme.

Le coup de canon que j'ai appelé « formidable » avait été vomi par une de ces antiques pièces du temps de Charles XII, que l'on conservait comme curiosité dans un des arsenaux de la ville; elle avait été remplie de poudre, de boulets, de mitraille, de clous, de toute espèce de morceaux de fer, bref, de tout ce qui peut donner la mort. Ce seul coup de canon coucha par terre soixante de nos volontaires et cinq officiers, sur cent hommes et six officiers dont ce détachement était composé. Tous moururent sur le coup ou des suites de leurs blessures.

Après avoir nettoyé à grands coups de baïonnette la place de Grève qui aboutit à la porte Stainville, nous entrâmes, par

ordre de Bouillé qui, avec un sang-froid admirable, était partout et voyait tout, dans la rue St-Dizier. Le marquis avait disposé ses colonnes de manière à envahir Nancy par différentes portes, et nous entendions de tout côté la fusillade et des coups de canon. Je remarquai dans la rue où nous avons pénétré, à notre gauche, un grand bâtiment d'où une fusillade terrible vomissait la mort. Aidé de quelques volontaires, j'enfonçai la porte et je vis que c'était un magasin de paille et de foin; j'y fis mettre le feu à plus de dix endroits; il n'y prit point, mais nous y tuâmes beaucoup de monde en enfonçant nos baïonnettes dans les tas. Ce qui me frappa singulièrement en entrant dans la rue St-Dizier, ce fut de n'y rencontrer personne; nous en conçûmes une grande défiance, car on aime à voir son ennemi en face; mais bientôt nous sûmes à quoi nous en tenir: une fusillade épouvantable sortait des soupiraux des caves; de toutes les fenêtres, on nous lançait de l'eau et de l'huile bouillantes et d'énormes cages à poulets tombaient des toits: en un mot, nous étions assaillis de tout côté sans pouvoir nous défendre. Nous étions trop peu nombreux pour nous aventurer dans les maisons: c'eût été le signal du pillage et il en serait peut-être résulté une défaite. Nous continuâmes donc à nous avancer dans la rue St-Dizier pour atteindre la porte St-Nicolas, afin de nous en rendre maîtres, ainsi que du pont attenant. Nous pouvions ainsi, selon les ordres de M. de Bouillé, repousser le régiment de cavalerie des carabiniers qui, disait-on, marchait sur Nancy pour y soutenir la garnison rebelle. Nous avons été heureusement trompés par un faux rapport: les carabiniers restèrent fidèles à leur devoir et ne bougèrent pas de leur garnison, qui était Lunéville. Cependant, nos soldats étaient aux aguets; aussitôt qu'ils voyaient quelqu'un s'approcher d'une fenêtre ils faisaient une décharge; de cette manière, ils tuèrent beaucoup de monde dans les maisons et encore plus aux carrefours des rues qui aboutissaient à celle de Saint-Dizier, laquelle est très longue. Derrière chaque angle de ces carrefours se trouvaient des rassemblements de rebelles armés; nos soldats, par un feu terrible, les tuaient et achevaient même les blessés.

Je ne veux pas omettre de faire mention ici d'une scène

aussi extraordinaire que touchante. Nous fûmes soudain assaillis par une terrible fusillade partant d'un grand bâtiment. Transporté de fureur, je courus vers cet édifice, j'appelai des volontaires, nous enfonçâmes la porte et je montai suivi de mes gens. Arrivé au premier étage, je pénétrai dans une chambre dont les fenêtres s'ouvraient sur la rue, et je vis une quantité de religieuses un cierge à la main, qui priaient et se lamentaient. Je ne saurais dire ce qui se passa dans mon âme à cet aspect. Je dis à ces dames : « Ne craignez rien, mes sœurs, nous sommes vos amis, priez pour nous. » L'une d'entre elles répondit : *Amen !* Je me hâtai de faire évacuer de ce monastère la vile canaille qui s'en était emparée. Après avoir fait un si terrible feu sur nous, les plus lâches s'étaient évadés par les portes de derrière de ce couvent, lesquelles donnaient dans une autre rue, aussitôt qu'ils eurent entendu nos coups redoublés pour enfoncer la porte principale. Je crois me rappeler que ces dames étaient des visitandines ¹⁾.

Le régiment de Castella continuait toujours sa marche. Je regagnai mon poste de bataille, qui était à la tête de la colonne, en ma qualité d'aide-major capitaine directeur. Arrivé à une centaine de pas de la porte St-Nicolas, je vis neuf pièces de canon braquées sur nous et un grand mouvement parmi les rebelles qui entouraient ces pièces. Je ne sais quel génie m'inspira dans ce moment terrible ; il n'y avait pas une minute à perdre : je croyais voir tout notre régiment foudroyé par la mitraille de ces neuf bouches à feu. Alors, je me mis à courir en criant : « Premier peloton, en avant ! » Nous nous précipitâmes ainsi sur les neuf pièces, avant que la canaille qui devait les servir eût eu le temps de revenir de sa stupeur et d'y mettre le feu. Nos soldats immolèrent à la baïonnette un grand nombre de ces misérables, et de préférence ceux qu'ils virent noircis par la fumée des canons ; car, avant notre arrivée, ils avaient déjà tué beaucoup d'officiers et de cavaliers du régiment de Normandie et de Lauzun hussards qui, pour éclairer la marche de nos différentes colonnes, étaient venus à passer à la portée

1) En effet, ce monastère, établi à Nancy en 1632, fut supprimé pendant la Révolution et rétabli en 1817. — *Réd.*

de ces neuf pièces. Parmi ces braves gens étendus sur le pavé, il ne restait pas un homme vivant, tous les blessés avaient été égorgés ; aussi nos soldats prenaient-ils leur revanche en tuant sans merci tous ces infâmes coquins que nous avions surpris auprès de leurs pièces. Enfin, je criai à mes hommes : « Ne tuez plus ! Ces scélérats ne sont pas dignes de mourir de la main d'un brave soldat, ils doivent périr sous celle du bourreau », et le carnage cessa. Je fis garrotter tous nos prisonniers de manière à leur ôter tout moyen de fuite. Ainsi se termina la fameuse affaire de Nancy, dont je n'ai rendu compte qu'en ce qui concerne la colonne du régiment suisse de Castella. Je ne puis rien dire de ce qui se passa dans le reste de la ville, où diverses colonnes pénétrèrent et où le régiment suisse de Vigier essaya de grandes pertes.

Je ne m'arrêterai pas à dénombrer ici les morts et les blessés de notre petite armée : la relation imprimée de cette catastrophe en a donné les détails, et d'ailleurs ma mémoire n'y suffirait pas. Je me contenterai de dire que les habitants de la ville nous assurèrent les jours suivants qu'il avait péri un grand nombre de rebelles dans les maisons et qu'on les avait jetés dans les basses-fosses pour ne pas compromettre les propriétaires dont les demeures avaient été envahies par ces scélérats.

A l'entrée de la nuit, le marquis de Bouillé était maître de Nancy ; il nous fit parvenir l'ordre de nous caserner dans le couvent de St-Nicolas, près de la porte de ce nom, que nous occupions, de nous y tenir sur nos gardes et d'être prêts à combattre au premier signal. Les révérends pères ou chanoines de cette communauté nous reçurent à bras ouverts comme des libérateurs. On mit à notre disposition de grandes salles où nous établîmes nos soldats par compagnie, chacune à son rang de bataille, ayant ses armes à ses côtés, afin d'être prête à la première alerte. Près de ces salles, éclairées par de grandes lampes, on prépara des chambres pour les officiers. Tout cela était très bien, mais nous mourions de faim, de soif et de fatigue. Les bons pères y pourvurent : officiers et soldats, tous reçurent des vivres et du vin et purent reprendre des forces.

Nous étions maîtres de Nancy, mais nous pressentions que

la guerre civile n'était pas terminée : les régiments du Roi, de Châteauvieux et de Mestre de camp cavalerie, restés dans la ville, pouvaient, d'un moment à l'autre, susciter des soulèvements et des attaques, et nous nous attendions, en conséquence, à recommencer le lendemain matin. Mais le marquis de Bouillé ne s'était pas endormi. Informé que le régiment du Roi s'était retiré dans la caserne, bien décidé à ne pas se rendre et à recommencer l'affaire le lendemain, il s'y rendit, encore avant la nuit, avec une forte escorte et une bonne artillerie ; il fit stationner ses hommes avec les pièces sur la place de la caserne, et il envoya au régiment du Roi l'ordre de venir, à l'instant même, se mettre en bataille sans armes sur cette même place avec tous les officiers et même ceux que les rebelles avaient emprisonnés, ajoutant que si dans cinq minutes cet ordre n'était pas exécuté, il foudroierait la caserne et ne ferait grâce à personne. Le régiment du Roi, voyant qu'il n'y avait pas à balancer, sortit de la caserne, se rangea en bataille et reçut avec calme les ordres du général. Celui-ci exigea : 1° qu'on lui rendit à l'instant les clefs des caisses que les rebelles avaient enlevées ; 2° qu'on lui livrât immédiatement un certain nombre des plus coupables ; 3° que le régiment reprit les armes et partit sur le champ pour se rendre en garnison à Verdun. Tout cela s'exécuta sans réplique.

Le régiment Mestre de camp cavalerie sortit aussi de Nancy pendant la nuit ensuite des mêmes ordres : je ne me rappelle pas quelle garnison il dut aller occuper. Quant au régiment suisse de Châteauvieux, il sortit également de nuit pour aller en garnison à Bitche et remit entre les mains du marquis de Bouillé quelques cents hommes plus ou moins coupables, en laissant toutefois à Nancy plusieurs officiers en état de rendre un compte exact et fidèle de chacun de ces prisonniers. Toutes ces nouvelles nous furent communiquées dès le lendemain matin.

Il me resterait encore bien des choses à dire sur les suites qu'eut cette mémorable affaire. M. le général de Bouillé trouva un moyen sûr et prompt de contenir la populace de Nancy. Il fit savoir que chaque fusil qui serait apporté à l'arsenal par les soldats de la garnison leur serait payé sur-le-champ à raison

de six francs. Il se fit, à cette occasion, un vrai commerce de dénonciations et de visites domiciliaires ; il se commit sans doute bien des vexations, des injustices peut-être, mais la ville fut désarmée, car des milliers de fusils furent apportés à l'arsenal.

Je ne puis pas rendre compte de ce qui se passa à Nancy les jours suivants, parce que je reçus l'ordre de M. de Bouillé de partir, dès le lendemain matin, à cheval, pour me rendre à Verdun, auprès de M. de Philippe, commandant de cette place, et lui remettre, de la part du général, un paquet contenant ses instructions sur les arrangements et les précautions à prendre pour recevoir en garnison le régiment du Roi. Cette mission, fort honorable sans doute, me parut un peu dangereuse : je m'attendais même à être assassiné sur la route, car je devais traverser en uniforme toute la longueur du régiment en question, qui marchait sur Verdun, et galopper entre ses rangs. Je fis bonne contenance, je fus accablé d'invectives de tout genre, je fus plusieurs fois couché en joue, mais aucun fusil ne partit, aucune baïonnette ne s'avança contre moi et je gagnai heureusement la tête de la colonne. Après avoir rempli ma mission à Verdun et m'y être bien reposé, je repartis pour Nancy. Pendant mon absence, les officiers des régiments suisses de Castilla et de Vigier s'étaient assemblés et avaient décidé que les coupables du régiment suisse de Châteaueux ne pouvaient pas être envoyés devant le conseil de guerre de leur régiment, puisque leurs juges se trouveraient être à la fois juges et parties, la plupart d'entre eux ayant été maltraités et emprisonnés par les coupables. En conséquence, il fut décidé que, pour venger l'honneur et la réputation suisses, et pour donner un éclatant exemple à tous les régiments suisses au service du roi de France, il serait formé un conseil de guerre par les deux régiments de Castilla et de Vigier, pour juger selon la Caroline, qui était notre code pénal, les prisonniers du régiment suisse de Châteaueux. Aussitôt, on procéda aux enquêtes, à l'audition des témoins et des coupables, la procédure fut établie ; le calme, la sagesse, l'impartialité la plus rigoureuse présidèrent à toutes les mesures, et, en peu de jours, tout fut préparé pour tenir le conseil de guerre.

En arrivant à Nancy, j'en trouvai les portes fermées. Mon uniforme, la déclaration que je fis d'avoir été en mission par ordre du marquis de Bouillé me les firent ouvrir aussitôt.

CONSEIL DE GUERRE

tenu en septembre 1790 sur la place de Grève à Nancy par les régiments suisses de Castella et de Vigier, contre les soldats rebelles du régiment suisse de Châteauvieux.

En descendant de cheval à la porte Stainville, à laquelle aboutit la place de Grève, j'appris qu'on avait fermé les portes parce qu'il se tenait un grand conseil de guerre des Suisses. Je vis aussitôt les troupes rassemblées sur cette place et j'entrai dans le grand carré qui y était formé.

Comment rendre compte du spectacle aussi imposant que terrible qui s'offrit alors à mes yeux et des sensations diverses qui se pressaient dans mon âme ! Cependant l'orgueil national triompha ; j'étais fier de voir des Suisses au milieu d'un peuple en pleine révolution, qui se livrait à Paris et ailleurs aux crimes les plus sanguinaires ; au milieu d'une grande armée presque démoralisée et entraînée par le mouvement général, de les voir, dis-je, tenir hardiment un conseil de guerre, sous la voûte des cieux, en face du ciel et des hommes, pour punir sévèrement ceux de leur nation qui avaient manqué à leur fidélité envers le roi et enfreint toutes les lois de la discipline et de l'honneur.

Le carré était formé de fusiliers des deux régiments suisses de Castella et de Vigier, ayant devant eux les grenadiers de ces deux régiments, devant lesquels étaient assis tous les lieutenants, sous-lieutenants, ainsi que les sergents-juges des deux régiments. Au haut du carré, du côté septentrional, était placée une table devant laquelle était assis M. de Tschudi-Colombé, officier du régiment de Castella, faisant l'office de grand juge. Au milieu du carré se tenaient debout et enchaînés deux à deux les accusés du régiment de Châteauvieux. En dehors du carré, il y avait deux régiments de cavalerie, Normandie et Lauzun hussards, plus un détachement du régiment royal sieyois, serré en masse et destiné à porter secours où besoin serait. Toutes les rues

qui débouchaient sur la place de Grève étaient garnies de canons chargés à mitraille, la mèche allumée. Du côté oriental, en dehors du carré, on voyait se dresser un certain nombre d'échafauds dont l'un, plus élevé que les autres, était surmonté d'une roue. Telle est la scène formidable qui s'offrit à mes yeux quand j'entrai dans le carré. Les pièces du procès avaient été lues, les délibérations venaient de se terminer, et, à ce moment même, on fit mettre à genoux tous les hommes de Châteaueux auxquels M. de Tschudi lut leur sentence. Celle-ci portait que le nommé Farel, de Genève, principal instigateur de la révolte du régiment, serait roué vif; que 22 autres des plus coupables seraient pendus; que 42 autres étaient condamnés aux galères perpétuelles, et que le reste des prisonniers seraient remis au régiment de Châteaueux, auquel on abandonnait le soin de leur infliger telles peines disciplinaires qu'il jugerait convenable.

Cette sentence, après lecture faite aux prisonniers, fut soumise au conseil suprême, composé des chefs et capitaines des deux régiments, siégeant dans une maison voisine, lequel la ratifia en entier. Alors on fit ouvrir le carré du côté où étaient les échafauds, les condamnés furent pendus à l'instant et Farel fut roué... Je m'abstiens ici de toute réflexion; je laisse à tout Suisse qui a du sang dans les veines le soin d'apprécier la conduite des officiers des régiments de Castella et de Vigier.

On sait que les galériens de Châteaueux furent, peu de temps après ces événements, promenés en triomphe au sein de la Convention nationale et qu'ils obtinrent tous des récompenses pour leurs *hauts faits*. Peu de jours après le combat de Nancy, il arriva dans cette ville des commissaires de la Convention chargés de faire des enquêtes sur plusieurs centaines de militaires français prisonniers et sur d'autres détenus que l'armée du marquis de Bouillé avait pris les armes à la main. L'investigation des commissaires eut pour tout résultat de prononcer la non culpabilité de tous ces détenus et de les mettre en liberté. Ainsi finit cette grande catastrophe, qui devait être l'avant-coureur de tous les malheurs qui accablèrent la France.

LE MARQUIS DE BOUILLÉ

Vers la fin de septembre, je partis de Nancy pour aller en semestre et chercher, au sein de ma famille et auprès de mes amis d'enfance, le repos physique et moral dont j'avais grandement besoin après les terribles secousses que je venais d'éprouver. Je retrouvai ma patrie heureuse et tranquille, jouissant avec dignité de son antique splendeur, professant les principes sacrés de sa liberté, de son indépendance, et pleine d'horreur pour la guerre civile qui désolait la France. Chez nous, tout était resté à sa place ; les fondements posés avec tant de sagesse par nos ancêtres paraissaient inébranlables : quel contraste avec les désastres dont je venais d'être témoin !... Une grande quantité d'émigrés français s'étaient réfugiés à Fribourg, ma ville natale ; ils y étaient traités avec tous les égards, toute l'humanité due au malheur, due à leur fidélité envers leur roi malheureux.

Je rejoignis le régiment à Metz, en 1791. La révolution marchait avec une violence de plus en plus sanguinaire, les scènes les plus affreuses se renouvelaient chaque jour à Paris et dans toute la France.

Un jour, le marquis de Bouillé, qui commandait toujours la province, se trouvant à Metz, me dit à la parade :

— Venez dîner chez moi ; nous serons seuls, en famille.

Aussi surpris que flatté de cette invitation, je m'y rendis. Après le dîner, il me mena dans son cabinet, et, me regardant d'un air scrutateur, il me dit :

— Répondez-moi franchement. Dans une circonstance quelconque, pourrais-je être assuré que vous exécuteriez avec zèle et courage les ordres que je vous donnerais ?

— Je suis prêt, lui répondis-je, à me faire tailler en pièces pour le service du roi. Ainsi, quand vous me donnerez un ordre où je verrai positivement qu'il s'agit de l'intérêt et du service de Sa Majesté, je l'exécuterai coûte que coûte, envers et contre tous.

Je ne me doutais pas que le marquis, par mille petits moyens de ce genre, préparait les voies pour l'exécution d'un immense

projet dont j'aurai bientôt à parler. Le général me dit alors, en me frappant sur l'épaule :

— Je m'attendais à votre réponse et je compte sur vous.

Changeant alors de conversation, il me dit :

— Mais vous qui êtes arrivé de semestre depuis peu, ne vous êtes-vous pas aperçu d'un grand changement dans votre régiment? Je vois que la discipline s'y est relâchée. Vos soldats portent leur chapeau une corne en avant, ce qui est contraire à l'ordonnance. Leurs habits sont tout ouverts, tandis qu'ils devraient être agrafés; en un mot, ils ont l'air d'être prêts à se mettre en insurrection. Vous qui êtes aide-major et qui, jusqu'à votre départ pour la Suisse, avez su maintenir une si bonne discipline, ne pourriez-vous pas la rétablir?

— Je ne doute pas, mon général, lui répondis-je, que l'esprit du régiment ne soit le même qu'avant mon départ. Je m'en assurerai bientôt, et, dans ce cas, je vous réponds que, dans peu de jours, vous retrouverez la belle tenue qu'avait le régiment.

— Tant mieux, dit le marquis. Jusqu'ici, j'avais grande confiance dans le régiment de Castella, et je comptais m'en servir dans la circonstance.

Au sortir de chez le général, je me rendis auprès de nos chefs, auxquels je rapportai ce qu'il m'avait dit sur la tenue du régiment. Ils convinrent du fait, provenant de l'indulgence dont on avait cru devoir user depuis l'affaire de Nancy, où nos soldats s'étaient si bien montrés, et du danger qu'il pouvait y avoir à maintenir une discipline trop rigoureuse au milieu d'une armée qui n'en avait plus. Cependant, sur mes instances, ils convoquèrent le corps d'officiers. Tous déclarèrent que l'esprit des soldats était toujours excellent, mais on ne convint pas moins de certaines mesures à prendre, on les prit, et, au bout de quelques jours, il ne resta pas trace de relâchement. Je suis entré dans ces détails et j'en donnerai d'autres encore pour montrer avec quels soins, avec quelle adresse, le marquis poursuivait les préparatifs du grand projet qu'il avait conçu.

Dans ce temps, le bruit courait que les Autrichiens se renforçaient considérablement à Luxembourg et dans les contrées

adjacentes, ce qui était vrai. Le marquis de Bouillé, chargé de la garde de cette frontière, faisait partir, chaque nuit, pour ne pas allarmer le peuple, de grands convois de blé, de munitions de guerre et d'artillerie à la destination de Montmédy. La France, se croyant à la veille d'une rupture avec l'Autriche, applaudissait aux mesures de sûreté que prenait le général, elle redoublait de confiance en lui, et personne ne se doutait que tout ce qui se passait au dedans et au dehors des frontières du Luxembourg était l'ouvrage du marquis de Bouillé pour arriver au grand but qu'il se proposait. Un jour, ayant besoin d'un agent bien sûr, bien discret et d'une fidélité à toute épreuve pour mettre la dernière main au projet qu'il nourrissait, il jeta les yeux sur M. de Tschudi, officier du régiment suisse de Castella, qu'il connaissait depuis longtemps, car sa famille habitait Metz et possédait la terre de Colombé, ce qui le faisait appeler, au régiment, Tschudi-Colombé. Le général appela chez lui ce jeune officier et lui dit — je tiens tout cela de mon ami Tschudi, lui-même :

— Il faut que vous alliez à Paris pour y remplir une mission de ma part. Je ne puis vous y envoyer, puisque les Autrichiens menacent nos frontières ; je ne puis vous permettre de vous absenter pour vos affaires, puisque tous les officiers ont reçu l'ordre de rejoindre leurs régiments pour défendre la France contre une invasion autrichienne. Il faut qu'une pareille permission me soit extorquée par les officiers de la garde nationale, qui, tous, dinent après demain chez moi. Je vous invite à être des nôtres, et ce sera à vous de disposer les esprits de manière que ces officiers me supplient de vous accorder un congé de trois semaines pour aller soigner vos intérêts à Paris. Je n'en dis pas davantage ; entre gens d'esprit, peu de mots suffisent.

Là-dessus, Tschudi quitta le général et se retrouva chez lui au dîner du surlendemain. Pendant le repas, et après bien des discours sur la guerre présumable avec l'Autriche, le général lui demanda comment se portait M^{me} de Tschudi, sa mère ; s'il était vrai qu'elle eût de grands intérêts compromis à Paris. Il répondit qu'elle se portait bien, mais qu'en effet elle était extrêmement inquiète au sujet d'une somme importante qu'elle avait

à Paris et que les circonstances lui faisaient déjà considérer comme perdue; que, dans tout autre moment que celui d'une guerre imminente, il demanderait un congé pour aller à Paris soigner les intérêts de sa mère, mais qu'il sentait bien que, dans un pareil moment, ce congé ne pourrait lui être accordé. M. de Bouillé répliqua qu'il serait trop heureux d'obliger M^{me} de Tschudi, mais que, dans la crise actuelle, il ne pourrait malheureusement pas accorder de congé. Alors tous les officiers de la garde nationale sollicitèrent à l'envi le général d'accorder cette permission à M. de Tschudi. Il résista longtemps, et enfin, comme vaincu par tant d'instances, il finit par dire : « Eh bien ! en votre considération, messieurs de la garde nationale, j'accorde ce congé. M. de Tschudi viendra chez moi prendre son permis, et après-demain il partira »

Tschudi partit pour Paris muni des instructions secrètes du marquis de Bouillé; il s'acquitta de sa mission et revint à Metz apportant de grandes sommes au général.

FUITE DU ROI et son arrestation à Varennes.

L'importante opération que le marquis de Bouillé avait en vue ne consistait en rien moins qu'à arracher S. M. Louis XVI des mains de ses bourreaux et à l'emmener sain et sauf à Montmédy, forteresse située sur l'extrême frontière de France vers le pays de Luxembourg, d'où il pourrait librement faire connaître ses volontés paternelles et soustraire ses peuples à l'anarchie. Pendant le voyage de M. de Tschudi, plusieurs régiments affidés marchèrent vers les frontières et celui de Castella reçut l'ordre de se rendre à Montmédy; des détachements de cavalerie, bien composés et bien commandés, occupaient tous les points par où devait passer Sa Majesté depuis Paris jusqu'à Varennes.

Il ne m'appartient pas de scruter comment il se fit que la perfidie ou la peur parvinrent à persuader au roi de quitter Paris vingt-quatre heures plus tard que le jour convenu entre lui et le marquis de Bouillé; mais je crois pouvoir affirmer

que ce retard fut cause de tous les malheurs qui s'ensuivirent et même de la mort de cet infortuné prince, le 21 janvier 1793. Le souvenir de ce jour fatal restera à jamais gravé dans mon cœur. Lorsque l'horrible nouvelle du régicide parvint à mes oreilles, je jurai en moi-même de rester fidèle aux cendres de Louis XVI, et j'ai tenu cette parole sacrée.

J'en reviens à la marche du régiment suisse de Castilla qui, ne se doutant de rien, s'avancait par étapes dans la direction de Montmédy, croyant tout bonnement aller défendre la France contre les Autrichiens. Quand nous arrivâmes à Damvillers, le bruit y courait que le roi et la famille royale étaient parvenus à s'échapper de Paris et qu'ils n'étaient pas loin de nous. Dans ce moment, M. de Tschudi — toujours le même — arrivant d'une course qu'il avait faite par ordre de M. de Bouillé, nous confirma la nouvelle de la fuite du roi, et ajouta que, le jour même, nous l'aurions au milieu de nous pour l'accompagner à Montmédy. Qu'on se représente tous les sentiments d'amour, de fidélité, d'enthousiasme dont nous nous sentimes enflammés à cette nouvelle et combien nous nous trouvâmes tous électrisés par la pensée de sauver le roi ! Peu de moments après, nous fûmes rejoints par M. Desauteux, officier d'ordonnance, qui nous apporta l'ordre de M. de Bouillé de partir tout de suite et de marcher précipitamment sur Varennes, où il y avait, disait-il, de grands rassemblements pour s'opposer au passage du roi. Le régiment partit à l'instant même. M. Desauteux échelonnait notre marche à travers prés, champs et forêts ; nos éclaireurs nous faisaient avertir, depuis les hauteurs, qu'on voyait dans les vallées de grands rassemblements d'hommes armés marchant fort en désordre, allant et venant sans trop savoir de quel côté se diriger. Notre régiment marchait, courait à travers champs dans l'espoir de renverser tous les obstacles et d'escorter, entre ses deux bataillons, Sa Majesté et sa famille, comme il l'avait fait en 1789 pour le maréchal de Broglie.

On vit alors arriver à toute bride un officier à cheval qui remit une lettre à M. Desauteux, et repartit à l'instant. Desauteux, ayant lu le peu de lignes que contenait ce message, s'avança vers le commandant de notre régiment, le pria de faire halte et

lui dit : « Le roi a été fait prisonnier à Varennes et il est conduit par des milliers d'hommes vers Paris. M. de Bouillé a passé le pont de la Meuse et a quitté la France. Je vais chercher à m'échapper aussi. Je vous laisse le soin, M. le commandant, — c'était M. de Girardier, notre lieutenant-colonel — de prendre la décision que vous jugerez à propos ». Au même instant, il tourna bride et disparut.

Je laisse maintenant à tout homme d'honneur, qui a du cœur et des sentiments élevés, à juger de ce qui se passa alors dans nos âmes. La douleur, la rage, la tristesse, le désir de vengeance, l'amour du roi, le sentiment de notre malheureuse situation, toutes ces sensations se réunissaient pour nous accabler du plus profond désespoir. Seul, isolé au milieu des champs, sachant le roi captif et le général fugitif, sans ordre, sans directions, le régiment de Castella se trouvait dans la position la plus critique.

Enfin le corps d'officiers s'assembla devant le front de l'armée pour prendre une détermination. Trois moyens furent proposés : le premier, de marcher droit vers les frontières d'Allemagne, qui n'étaient pas très éloignées, de forcer à la baïonnette les trois ponts qu'il nous fallait passer et que nous savions être gardés par une multitude de gardes nationaux, de passer ainsi les frontières de France pour tâcher de retrouver en Allemagne notre général, le marquis de Bouillé, et, dans tous les cas, de nous soumettre à ce qu'il plairait à la divine providence d'ordonner de nous. Cette proposition obtint tous les suffrages. Cependant un officier — je ne sais plus lequel — fit observer qu'un pareil éclat compromettrait nos frères d'armes des autres régiments suisses ; qu'il valait mieux, selon lui, que notre régiment fût seul sacrifié que d'exposer nos camarades à l'être par notre faute. Cette sage observation glaça le sang dans nos veines : « Non, jamais, jamais, nous écriâmes-nous tous, jamais nous ne provoquerons par notre conduite le malheur et peut-être le massacre de nos compatriotes ! » Ce moyen de salut fut donc abandonné à l'instant. On discuta alors deux autres propositions, tendant, l'une à reprendre la route de Metz, garnison que nous avions quittée il y avait peu de jours, l'autre

à prendre celle de Montmédy, selon les ordres primitifs du marquis de Bouillé, qui nous prescrivait d'aller tenir garnison dans cette forteresse. Ce dernier avis prévalut à l'instant même.

Le régiment prit le chemin de Damvillers, où il arriva le même soir. Ce grand bourg était dans une effervescence incroyable. De tous côtés, il y arrivait des gardes nationaux et des paysans armés ; Damvillers fourmillait d'ennemis amentés contre notre régiment devant lequel on se serait mis à genoux si le roi avait été sauvé. Si nos soldats n'avaient pas été si exténués de fatigue et de faim, on aurait sans doute pensé à bivouaquer, mais la terrible situation dans laquelle nous nous trouvions dans ce moment nous fit envisager comme une sorte de bonheur qu'on voulût bien loger nos gens chez les bourgeois. Cela nous ôtait bien toute possibilité de rassembler promptement le régiment en cas de besoin, et pourtant qui nous ferait un crime, dans cette circonstance, d'avoir eu recours à ce moyen ? Cependant on plaça quelques tambours à la garde des drapeaux chez le commandant du régiment, afin qu'ils pussent battre la générale à la première alerte. Quant aux officiers, ils se rendirent tous, spontanément et sans en avoir reçu l'ordre, auprès du lieutenant-colonel, disant qu'ils voulaient se joindre aux drapeaux et qu'ils mourraient tous plutôt que de les abandonner. Cette démarche fut provoquée par les discours qu'ils avaient entendus dans leurs logements et dans les rues et d'où ils pouvaient conclure qu'une partie de nos soldats se laissaient séduire par tous les propos qu'on leur tenait. Bientôt plusieurs sous-officiers vinrent annoncer que le régiment, ou du moins une petite partie du régiment s'insurgeait. Les mutins demandaient la tête de l'aide-major de Gady, disant qu'il avait fait charger les armes au premier bataillon, et crier : « Vive le roi ! » en partant de Damvillers, quand il savait bien que le roi était déjà prisonnier et en route pour retourner à Paris ; qu'il avait gravement compromis le régiment ; que les gardes nationaux leur avaient assuré que le seul moyen de soustraire le régiment de Castella au massacre, c'était de tuer l'aide-major de Gady. Il régnait une telle confusion à Damvillers, les événements se suivaient, se croisaient, se précipitaient

avec une telle rapidité, qu'il me serait impossible de dire si c'est la municipalité ou une autre autorité civile qui envoya au régiment de Castella l'ordre de partir le lendemain pour se rendre en garnison à Verdun ; mais ce que je me rappelle parfaitement, c'est que la municipalité avait décidé de faire arrêter pendant la nuit monsieur de Tschudi, comme un des principaux agents du marquis de Bouillé dans l'affaire de la fuite du roi, et de l'envoyer à Paris pour être remis à la Convention nationale. Alors messieurs les officiers décidèrent que M. de Tschudi et moi nous devions, à l'instant même, quitter nos uniformes, nous rendre méconnaissables en nous affublant de quelques mauvais habits de domestiques, et, pendant la nuit, tâcher de sortir du bourg et nous réfugier en Allemagne.

Cependant les rapports qui se succédaient de minute en minute n'étant plus d'accord et une grande partie du régiment se prononçant en ma faveur, je déclarai à mes camarades que je resterais au régiment et que s'il me fallait mourir, ce serait en tenant un des drapeaux auxquels j'avais consacré ma vie. Et, en effet, le lendemain, je repris le commandement du premier bataillon, et, quelques jours après, nous arrivions à Verdun. Je m'abstiens de rendre compte ici de tous les déboires que j'eus à essuyer pendant ce trajet, où, plus d'une fois, je ne sauvai ma vie que grâce à ma fermeté. Qu'il me suffise de dire qu'à notre arrivée à Verdun, les malintentionnés du régiment et toute la populace se montrèrent tellement acharnés contre moi que les officiers décidèrent que je devais absolument m'éloigner jusqu'à nouvel ordre. Je reçus un billet signé du commandant, du premier capitaine, du premier lieutenant et du premier sous-lieutenant, qui m'adressaient cette prière au nom de tout le corps d'officiers. Le lendemain, habillé en jockey sous le nom de Nicolas Gerber, je courus à bidet devant la voiture du capitaine d'Odet, qui avait donné sa démission, et j'arrivai ainsi à Fribourg.

M. DE TSCHUDI.

Je ne puis me dispenser d'entrer ici dans quelques détails au sujet de mon camarade et grand ami M. de Tschudi-Colombé.

On y verra, à la fois, de l'héroïsme et des scènes romanesques ; toutefois, je puis garantir sur mon honneur la parfaite vérité de ce que je vais exposer. J'aurais pu me dispenser de mentionner ce qui arriva à ce brave Suisse, mais mon amitié pour lui, le grand exemple qu'il donna d'une fidélité à toute épreuve à son roi me font un devoir d'en rendre compte.

On a vu plus haut que la municipalité de Damvilliers avait décidé de faire arrêter M. de Tschudi et de l'envoyer à Paris. Les officiers, instruits de ce dessein, endossèrent, pendant la nuit, à cet officier des vêtements de palefrenier, en ayant soin d'en mettre plusieurs les uns sur les autres, afin qu'en quittant celui de dessus il fût moins facilement reconnu sous celui de dessous ; et, comme il avait le poil extrêmement roux, on lui teignit la barbe, les sourcils et les cheveux en noir, de manière qu'il devint tout à fait méconnaissable. Il fallait, en outre, trouver un moyen de le faire sortir de Damvilliers, dont toutes les issues étaient gardées par la garde nationale. Notre camarade, M. Vousnard, de Neuchâtel, proposa de donner à M. de Tschudi, sous un nom supposé, l'ordre écrit de partir immédiatement avec deux de ses chevaux pour aller à Verdun. Il pensait qu'on ne s'opposerait pas à le laisser sortir du bourg, porteur du billet d'un officier qui était sensé envoyer son palefrenier en avant. Mais M. de Tschudi fit observer avec raison que ce billet ne suffisait pas et que, pour sortir de Damvilliers, il fallait qu'il fût visé par la municipalité : « Si Vousnard, dit-il, veut se présenter avec moi devant cette autorité, je crois que le permis sera accordé. Quoique j'aie plusieurs fois paru devant ces municipaux, avant l'arrivée du régiment, pour exécuter des instructions de M. de Bouillé, ils ne me reconnaîtront pas sous ce déguisement. » Vousnard et Tschudi se rendirent donc auprès de la municipalité à moitié endormie, car elle siégeait en permanence, et sur l'allégué du premier que ces deux chevaux s'étaient échappés et qu'il voulait les renvoyer à qui de droit, on ne fit aucune difficulté de lui accorder le visa demandé. Il est à noter que les deux chevaux en question appartenaient au marquis de Bouillé, ainsi que plusieurs autres dont le soin avait été confié au régiment.

M. de Tschudi quitta ainsi Damvilliers avant le jour, monté sur un des chevaux et tenant l'autre en laisse. Le voilà donc sur la grand'route avec le projet de gagner un château qu'habitait un de ses bons amis. Il marchait tranquillement, laissant aller ses chevaux au pas, afin d'éviter tout soupçon. Lorsqu'il fit grand jour, il entendit quelque bruit derrière lui sur la chaussée et vit bientôt un fort détachement de gardes nationaux qui le poursuivaient en poussant des cris hostiles. Tschudi piqua des deux pour gagner du pays ; mais le cheval qu'il montait sentant les éperons, s'élança vivement ; le cheval de main, effrayé de ce mouvement, fit de prodigieux sauts, entraîna par la laisse le pauvre Tschudi à terre, et soudain les deux chevaux prirent le galop et s'enfuirent, laissant leur cavalier étendu sur la chaussée. Cependant celui-ci se releva aussitôt, et, bien que plus ou moins contusionné, il se mit à courir à toutes jambes sur la route. Bientôt il aperçut sur sa gauche un petit bois ; il s'y précipita, en ayant soin, avant d'y entrer, de jeter à terre sa première casaque. Après avoir fait plusieurs contours, il découvrit un grand hêtre bien touffu, il y grimpa et se tapit aussi bien qu'il put dans ses branches. Les gardes nationaux ne tardèrent pas à arriver en criant » Victoire ! » parce qu'ils avaient trouvé la casaque en question sur la lisière du bois ; ils s'y avancèrent, patrouillèrent, fouillèrent les buissons et passèrent plusieurs fois sous l'arbre où était caché le fugitif. Enfin ils s'acheminèrent vers l'autre côté de la forêt et Tschudi se crut sauvé.

Quelques moments après, il vit venir un garde national seul. C'était un homme d'un certain âge, marchant lentement et ayant l'air calme et posé. En passant devant le fameux hêtre, il leva la tête, et ses yeux rencontrèrent ceux de Tschudi, qui ne conserva pas moins l'espoir de s'évader, puisque cet homme avait passé tranquillement son chemin sans appeler ses camarades : « C'est un bonhomme, pensa l'officier, il m'a vu et ne veut cependant pas me faire prendre. » Il resta donc tranquille. Mais un instant après il vit revenir toute la bande des gardes nationaux, qui s'assemblèrent sous l'arbre fatal. On lui ordonna avec mille imprécations de descendre de l'arbre et de se rendre.

Il répondit : « Je suis Suisse, officier au régiment de Castella ; seul je connais ce qui a rapport à la fuite du roi : mon régiment en est complètement innocent. Il ne sera pas dit qu'un officier ait pu se rendre à des infâmes canailles comme vous. Je vous défie de me prendre vivant. » Il espérait, par cette apostrophe et mille autres invectives qu'il leur adressa, les engager à tirer sur lui et à le tuer. Mais les coquins se bornèrent à l'insulter et à le sommer de se rendre. Alors le malheureux Tschudi, poussé par un coupable désespoir, arma ses pistolets de poche et s'en tira deux coups dans la bouche, dont l'un et l'autre ratèrent ; puis, dans l'exaltation d'une rage facile à comprendre, il descendit de l'arbre ; arrivé à la dernière branche, il s'y plaça à cheval, et, toujours dans l'intention de se faire tuer, il se mit à invectiver de la manière la plus violente les gardes nationaux et les menaça de ses deux pistolets en disant : « Il en tombera au moins deux avant moi. »

Son projet réussit ; la bande, effrayée, fit un feu général sur lui, et il tomba percé de plusieurs balles. Sa fureur lui donna encore la force de se relever et de continuer ses invectives et ses menaces, jusqu'à ce qu'enfin il reçut sur la tête un coup de crosse qui le fit retomber et le mit hors de combat. On délibéra, pour lors, si l'on achèverait le blessé ou si on le transporterait dans les prisons d'Etain, afin de lui arracher tous les secrets qu'il pourrait posséder sur la fuite du roi. Ce fut ce dernier avis qui prévalut.

C'est ainsi qu'il fut porté, poussé, traîné dans un cachot de cette dernière localité, jeté sur un misérable grabat et maltraité de toute manière. Cependant, comme on tenait à le conserver, on lui donna des soins. Le chirurgien qui vint panser ses blessures était un fiéffé jacobin qui, non content de le faire souffrir par son pansement, cherchait encore à le tourmenter moralement par d'atroces discours sur le roi et sur les Suisses. Le pauvre Tschudi, de son côté, répliquait d'une façon si méprisante, si amère, qu'au bout de quelques jours l'homme de l'art refusa de continuer ses soins à « un insolent aristocrate qui l'agonisait de sottises. » On fut donc forcé d'envoyer dans son cachot un autre chirurgien qui, par sa douceur et ses prévenances, fit

juger à M. de Tschudi qu'il était bon royaliste. Ce fut pour lui un grand soulagement à ses souffrances.

Au bout de quelques jours, cet honnête chirurgien, malgré la présence d'un municipal qui assistait toujours au pansement, trouva moyen de faire entendre au prisonnier que ses blessures allaient bien, qu'il les guérirait, qu'il devait se tranquilliser, qu'il était question d'une amnistie générale pour tous ceux qui étaient compromis dans la fuite du roi ; mais qu'il devait penser au moyen d'être transféré comme prisonnier à Metz, car s'il était relâché à Etain, il serait massacré au sortir de la prison. Le bon chirurgien apportait chaque jour une fleur au malheureux détenu, sans se douter que cette fleur deviendrait pour lui un moyen de salut. Un matin, il lui apporta une rose qui commençait à peine à s'épanouir. Tschudi, qui avait encore conservé dans ses poches un bout de crayon et un petit chiffon de papier, écrivit ces mots : « Si je ne puis parler au marquis de La Tournelle, je serai massacré. » Avec toute l'adresse d'un prisonnier, il roula bien serré ce chiffon et l'insinua adroitement dans la rose. Le soir, au pansement, il dit au chirurgien : « Je vous rends votre rose ; elle est si belle que ce serait dommage de la laisser faner dans un cachot » ; et, tout bas, il ajouta un nom de dame qui m'échappe aujourd'hui. Cette dame était de Metz, habitait Etain et connaissait particulièrement Tschudi et le marquis de La Tournelle. Le chirurgien porta immédiatement la rose à l'amie de son protégé, en lui disant que c'était le pauvre prisonnier suisse qui la lui envoyait. La dame vit aussitôt dans cette rose un important mystère et elle se tourmenta longtemps l'esprit pour en trouver la solution. Elle roulait inutilement dans sa tête les mots : rose, feuille, épine, vert, fleur....., elle ne trouvait rien qui pût lui indiquer le mot de l'énigme, le désir de son ami. Absorbée dans ces pensées qui la tourmentaient, elle effeuillait, sans s'en douter, la mystérieuse rose ; elle en vit bientôt tomber le petit rouleau de papier, elle le déroula et en lut le contenu. En femme d'esprit et de courage, elle écrivit à l'instant même une lettre au marquis de La Tournelle, lui disant qu'il fallait absolument qu'il vît au plus tôt M. de Tschudi, détenu dans un cachot à Etain ; que s'il ne trouvait pas le

moyen d'y pénétrer, le malheureux prisonnier serait infailliblement massacré.

La Tournelle partit en toute hâte et, après avoir pris les renseignements nécessaires, il trouva moyen, pendant la nuit, de s'approcher d'une petite tour attenante au cachot de Tschudi ; il obtint à force d'argent l'éloignement de la sentinelle ; appela son ami qui se traîna comme il put jusqu'à la lucarne de sa prison ; il se fit aussitôt connaître et demanda ce qu'il pouvait faire pour lui. — « Il faut, répondit Tschudi, que tu me fasses transporter et escorter comme prisonnier à la conciergerie de Metz ; car si l'amnistie qui se prépare me fait mettre en liberté ici, je suis sûr d'être massacré dès que j'aurai franchi le seuil de cette maison. » — « Sois tranquille, répliqua le marquis, je soignerai ton affaire. »

Il partit sur-le-champ pour Paris et s'adressa directement à un des grands meneurs de la Convention, un nommé Roederer, de Metz, qui connaissait parfaitement et le marquis et Tschudi. Admis dans son cabinet, La Tournelle lui dit : « Vous me connaissez et vous savez que ma parole est sacrée. » Sortant alors deux pistolets de sa poche, il dit en couchant en joue Roederer : « — Vous êtes mort, si vous ne me donnez pas à l'instant votre parole d'honneur que demain matin vous ferez porter par l'assemblée un décret qui fasse transférer sous escorte mon ami Tschudi, officier au régiment suisse de Castella, du cachot d'Etain dans les prisons de Metz ; car sachez que si l'amnistie qui se prépare le fait élargir à Etain, il sera immédiatement égorgé. Décidez-vous donc à l'instant ; il faut que le décret soit porté demain matin. »

Roederer, plus mort que vif, répondit :

— Vos menaces sont inutiles. Je connais la famille de Tschudi, elle a rendu des services à la mienne ; aussi je vous donne, sans hésiter, ma parole d'honneur que demain matin le décret que vous désirez sera rendu et que les ordres pour son exécution seront envoyés immédiatement à Etain. »

Roederer tint parole ; peu de jours après, Tschudi fut escorté comme prisonnier à Metz. Bientôt parut le décret d'amnistie et notre brave camarade nous fut rendu.

MON RETOUR AU RÉGIMENT.

J'avais, à cette époque, rejoint le régiment, que je trouvais dans la plus parfaite discipline, depuis qu'on en avait chassé ignominieusement trois meneurs qui avaient pris à tâche de le mettre en insurrection. Tous les soldats me témoignèrent le plaisir qu'ils éprouvaient à me revoir. M. de Tschudi, au sortir de sa prison, était allé rendre ses devoirs à nos chefs et s'était ensuite transporté chez notre trésorier, le brave M. Vaucher, pour réclamer un sac de mille louis en or qu'il avait déposé dans la caisse du régiment peu de jours avant l'arrestation du roi. Le trésorier quartier-maître lui fit connaître que ce sac n'était plus dans la caisse ; que M. de Montesquieu, qui avait inspecté le régiment à Verdun, avait exigé qu'on lui fit voir l'état de la caisse, et qu'y ayant trouvé le sac en question scellé des armes de Tschudi, avec une étiquette portant : « Sac appartenant à M. de Tschudi », il l'avait fait enlever et remettre intact à la municipalité de Verdun, que c'était là qu'il devait aller le réclamer. M. Vaucher lui remit la quittance qu'il s'était fait donner par cette municipalité. Tschudi se rendit immédiatement à Verdun et obtint avec beaucoup de peine qu'on lui rendit son sac. Aussitôt il sortit de France, alla rejoindre le marquis de Bouillé en Allemagne, lui remit les mille louis en or que le général lui avait confiés, afin qu'il pût, au besoin, ne rien épargner pour faciliter la fuite du roi, et revint, peu de jours après, rejoindre le régiment.

Ainsi finit ce qui regarde le régiment suisse de Castella, ce qui a rapport à la fuite et à l'arrestation du roi pendant le reste de l'année 1791 et les commencements de 1792. Notre régiment fit encore quelques garnisons dont j'ai perdu le souvenir : les scènes tragiques et sanglantes qui avaient lieu à Paris et sur toute la surface de la France ont trop absorbé mes idées pour que je puisse, aujourd'hui, me rappeler nos différentes marches. Tout ce dont je me souviens, c'est que nous fûmes finalement envoyés en garnison à Vitry-le-Français, où nous apprîmes que les bruits qui couraient depuis longtemps n'étaient

que trop fondés ; c'est-à-dire que les Prussiens marchaient contre la France et s'avançaient même à grands pas dans la campagne ; nous en fûmes presque enchantés, persuadés que nous étions que cette armée venait au secours du roi. Mais, peu de temps après, nous apprîmes que les Prussiens évacuaient le territoire français. Le 10 août survint, et nous fûmes informés de la grande catastrophe de cette journée où le régiment des gardes suisses greffa sur les hauts faits de nos ancêtres une nouvelle et immortelle gloire en se sacrifiant pour la défense du roi. Cette action, où le régiment des gardes suisses fut presque anéanti, formera une des pages les plus illustres de l'histoire de la Suisse. Je me rappelle fort bien que le premier dimanche après ce funeste événement, nous célébrâmes encore la messe militaire et que le régiment y chanta, les larmes aux yeux et avec l'enthousiasme le plus prononcé, le *Domine salvum fac regem*. Ce fut certainement le dernier chant de cette espèce que l'on entendit en France, où il était depuis longtemps aboli. Les massacres à Paris et dans toute la France se multipliaient de jour en jour ; le roi et son anguste famille étaient prisonniers à la tour du Temple, et les nouvelles devenaient toujours plus désolantes ; enfin la Convention ordonna le licenciement de tous les régiments suisses. Ce fut pour nous un vrai sujet de satisfaction, puisqu'il nous devenait désormais impossible de rendre quelque service au malheureux Louis XVI, pour lequel nous aurions versé de si bon cœur jusqu'à la dernière goutte de notre sang.

Nous eûmes encore la douleur d'apprendre à Vitry-le-Français les horribles massacres qui eurent lieu le 2 septembre 1792, à Paris, où parmi les milliers de victimes mises à mort sans jugement, se trouvaient plusieurs officiers et soldats des gardes suisses qui, après avoir échappé à l'affaire du 10 août, furent immolés sans pitié, avec des milliers de prêtres et de séculiers. Cette journée du 2 septembre restera inscrite en lettres de sang dans les fastes des révolutions : l'histoire du monde n'offre aucun exemple de tant de massacres exercés en un seul jour. Malheureusement, cette funeste journée n'a corrigé personne ; les révolutionnaires, plus acharnés que jamais, continuent encore

aujourd'hui, en 1838, et dans toute l'Europe, à chercher les moyens de renouveler les atrocités qui ont eu lieu en France, à détruire le bonheur public et à maîtriser les peuples en nageant dans leur sang. On ne peut vraiment penser sans frémir d'horreur à toutes les calamités que la révolution française a répandues sur l'Europe et à toutes celles que les hommes imbus des mêmes principes préparent au siècle actuel.

Me voici arrivé au moment du licenciement du régiment suisse de Castella, dont je veux faire mention pour faire ressortir les estimables qualités de nos braves soldats. Nous reçûmes l'ordre de quitter Vitry-le-Français pour aller en garnison à Troyes en Champagne. Nous y trouvâmes une prodigieuse bande de scélérats échappés des galères et connus alors sous le nom de *Marseillais*, nom qui faisait trembler tous les Français, bons ou mauvais. Un commissaire national nommé Clyon, vrai sans-culotte, aux allures d'un échappé du bagne, se présenta muni de l'ordre de nous licencier. Je raconterai toutes les vexations qu'il fit éprouver à notre régiment, dont il exigea impérieusement le désarmement, quoique les armes appartenissent en toute propriété aux capitaines, et la remise des drapeaux, quoique ceux-ci appartenissent au colonel. Les instructions qu'avait données la Diète suisse assemblée à Aarau étaient si ambiguës, que, dans la crainte de compromettre la patrie, le régiment de Castella n'osa pas se refuser à l'humiliation de poser les armes et de délivrer ses drapeaux.

LICENCIEMENT DU RÉGIMENT SUISSE DE CASTELLA

à Troyes en Champagne, le 26 sept. 1792.

Le 26 septembre 1792, le régiment suisse de Castella se forma dès le matin en grand carré sur la Place St-Pierre, à Troyes en Champagne, et fut aussitôt entouré de Marseillais armés. Dans ce carré, nous vîmes entrer, à cheval, le fameux citoyen Clyon en costume de galérien, le bonnet rouge sur la tête. Sa monture, vieux cheval de fiacre, était tenue de chaque côté à la bride par deux sans-culottes marseillais: on voyait bien

que le scélérat n'avait jamais de sa vie monté à cheval. Derrière lui marchait un caporal de notre régiment qui, deux jours auparavant, en avait été chassé ignominieusement avec cinquante coups de bâton pour avoir tenu des propos infâmes contre le roi et contre ses officiers. Clyon, placé au centre du carré avec cet homme auprès de lui, commença son opération par donner lecture de ses pouvoirs, et il ordonna ensuite au régiment de réintégrer dans sa compagnie le caporal dégradé et chassé; mais aussitôt tous les officiers et soldats de murmurer et de dire à haute et intelligible voix que jamais ils ne souffriraient ce caporal dans leurs rangs. Le capitaine Sartory, de St-Gall, s'avança vers le commissaire et lui dit: « Nous avons notre propre Justice, et nous ne sommes responsables de nos jugements que devant Dieu et notre patrie. Cet homme a été cassé et chassé par une sentence émanée de nos lois, il ne rentrera jamais dans nos rangs. »

Le citoyen Clyon, voyant l'exaspération du régiment qui, dans ce moment, avait encore ses armes, craignit sans doute un soulèvement dont il eût été la première victime; il n'insista plus et, se tournant vers le caporal flétri, il lui dit: « Allez, brave homme, la nation vous récompensera. »

Après cette scène, le commandant du régiment fit poser les armes à terre, ce qui était entendu dès la veille et avait été communiqué à tous nos soldats; les officiers conservèrent leur épée; les drapeaux furent de même remis au commissaire; des larmes de rage sillonnaient le visage de tous nos braves. Alors le commissaire Clyon, haranguant le régiment, fit ressortir fortement les avantages que retireraient ceux des officiers et soldats qui voudraient servir la nation française et invita ceux qui y seraient disposés à se ranger autour des drapeaux qu'il avait auprès de lui. Pas un officier ne bougea. Seulement quelques soldats étrangers — car on sait que par la capitulation les régiments suisses avaient le droit d'engager le tiers d'étrangers — des vieillards surtout, espérant une place aux Invalides, allèrent se ranger près du commissaire. Ils n'étaient qu'au nombre de dix.

Le régiment, abandonnant ainsi ses armes et ses drapeaux, rentra dans ses logements. Les officiers s'assemblèrent pour

aviser aux moyens de terminer au plus tôt la comptabilité. Ils décidèrent de ne point porter l'épée qu'on leur avait laissée, ne voulant pas être armés du moment où les soldats ne l'étaient pas. Au bout de peu de jours, tous les comptes furent réglés et approuvés par un commissaire des guerres.

Ce même commissaire distribua au régiment des feuilles de route pour son acheminement vers la Suisse, qui devait s'opérer par différentes voies et seulement par détachements de vingt hommes commandés par un officier. Cette marche devant ainsi se prolonger beaucoup, on obtint qu'il partirait tous les jours quarante hommes pour la même étape, savoir 20 à 5 heures du matin et 20 à 11 heures, de manière que tous les soirs 40 hommes de la même compagnie se trouveraient réunis. Mon grand ami, M. Emmanuel de Reynold, capitaine commandant de la Compagnie Colonelle, vint me dire qu'il serait trop malheureux de voyager à petites journées pour sortir de France, qu'il désirait extrêmement partir en poste dans sa propre voiture et que je lui rendrais un grand service si je consentais à commander et à ramener en Suisse la Compagnie Colonelle. Je n'hésitai pas à condescendre à ce désir. Me voilà donc en route pour Bâle avec 20 hommes de cette compagnie, suivis de 20 autres qui me rejoignaient le soir.

Je voyageais assez tranquillement. Cependant, au bout de quelques jours, je remarquai qu'un homme me suivait dès le matin et se tenait toujours à une centaine de pas derrière mon détachement. Cet homme m'inquiétait et ne laissait pas d'exciter ma curiosité. Un matin, je piquai des deux vers lui, et je lui demandai pourquoi il se tenait si éloigné de nous, puisqu'il faisait chaque jour le même chemin. L'inconnu, tout interdit, ne sut que répondre, surtout lorsque je lui eus donné à entendre que je le considérais comme un espion. Enfin il me dit, les larmes aux yeux : « Monsieur, les Suisses sont des braves gens, je me confie donc à vous. Je suis un malheureux prêtre échappé aux massacres des 2 et 3 septembre, à Paris. Mes parents sont parvenus à me procurer un passe-port de marchand de vin sous un faux nom pour me rendre en Alsace. Je marche toujours à votre suite, dans l'espoir que, s'il m'arrivait malheur, je ne

saurais manquer d'être secouru par les bons Suisses. » Je demandai à voir son passe-port, je le déchirai et lui dis : « Je vous sauverai. Vous êtes dès ce moment chirurgien de la troupe que je commande. Vous vous appelez *Dubois*, de Neuchâtel, en Suisse. Vous êtes enfant de troupe, vous ne connaissez point votre patrie : voilà ce que vous répondrez aux questions qu'on pourrait vous adresser. Le régiment où vous êtes né est celui de Castella suisse. Si, par hasard, dans les logements que vous occuperez, on vous consulte au sujet de quelque maladie, vous prescrirez de ces remèdes de ménage que messieurs les ecclésiastiques connaissent tous, qui peuvent faire du bien et qui ne font jamais de mal. Mettez-vous donc en rang avec mes soldats, et je vous conduirai à Bâle. » Je l'y menai effectivement. A notre arrivée, le bon prêtre se jeta à mes pieds, me remercia les larmes aux yeux, et, avec le petit viatique que je lui donnai de grand cœur, il s'achemina vers l'Allemagne. J'éprouve encore à présent une grande satisfaction en pensant que j'ai arraché un brave prêtre des mains de ses bourreaux.

Nous continuâmes ainsi notre route assez paisiblement jusqu'à Altkirch, où nous trouvâmes une grande affluence : c'était un jour de foire. Mes soldats ne remarquèrent rien qui fût digne de leur attention ; mais moi qui patrouillais avec eux, je fus tiré par le pan de mon habit, je me retournai et je vis un homme qui me dit ce seul mot : « Numéro 27 » et disparut aussitôt dans la foule. Je ne savais que penser de cette rencontre : « Veut-on m'assassiner, veut-on me confier quelque chose d'important, comment me conduire dans une circonstance aussi extraordinaire ? » — Je cherchai à trouver ce numéro 27. Je le vis : il était appliqué à une maison de chétive apparence. Je passai et repassai plusieurs fois. Je remarquai que la boutique du rez-de-chaussée était fermée sur la rue par de grands volets, que la porte de la maison était ouverte et donnait sur une entrée fort sombre. Enfin, réfléchissant que j'étais armé de deux pistolets de poche et d'un énorme bâton d'épine, que l'on appelait « droit de l'homme », je me décidai à entrer à tout hasard dans ce noir corridor. A peine y eus-je fait quelques pas, qu'une porte qui donnait entrée dans la boutique s'ouvrit, et je

vis, à la lueur d'une lampe, un homme qui me fit signe d'entrer. Je le fis sans hésiter et je m'avançai vers lui. Après avoir fermé la porte au verrou, il me remit une lettre que je reconnus aussitôt pour être de notre major M. Dieffenthaler. Il m'écrivait que je pouvais me fier à son commissionnaire; que, le lendemain, je trouverais le camp du régiment du roi à cheval sur la route; que je courais risque d'y être massacré ainsi que mes gens par vengeance pour l'affaire de Nancy; qu'en outre, je trouverais à St-Louis une grande quantité de Marseillais qui ne manqueraient pas de piller la chapelle du régiment et de s'emparer des 500 louis appartenant au colonel et que j'emportais en Suisse; que lui-même (Dieffenthaler) avait perdu 4,000 francs que les Marseillais lui avaient volés à St-Louis.

Je voulus récompenser le brave homme qui m'avait remis cette lettre, mais il ne voulut rien accepter: — « Je suis pauvre, dit-il; mais, si je vous sers, ce n'est pas par intérêt, c'est par amour pour mon roi. » Je ne pus donc parvenir à lui faire accepter le moindre cadeau et je regrette d'autant plus de ne pas savoir son nom, que j'aurais voulu consigner dans ces notes. Avant de le quitter, je lui fis voir mon billet de logement. Il me dit que mon hôte, boulanger de son état, était le plus fiefé jacobin de la localité et que je devais être bien sur mes gardes.

Rentré dans mon logement, je vis venir le brave sergent-major de la compagnie Colonelle, nommé Berset, du canton de Fribourg. Je lui fis part de la lettre que je venais de recevoir et je lui donnai ordre d'aller visiter les selles et les quenues de mes deux chevaux et de voir s'il n'y avait pas moyen d'y cacher au moins une partie de l'argent du colonel: ç'eût été toujours autant de sauvé du pillage qui le menaçait. Berset revint bientôt après, m'assurant que mon idée était impraticable. Après bien des pourparlers, il me conseilla de remettre tout l'argent aux soldats, qui le cacheraient dans leur pain, dans leurs boîtes à graisse, dans leurs habillements, etc. — « Oui, mais, lui dis-je, je ne puis pas le leur compter; si mon hôte entendait sonner de l'argent, je serais pillé à l'instant même. — Inutile de compter, répliqua Berset, vous leur remettrez les rouleaux à tout hasard, sans même en prendre note; je connais nos hom-

mes, ils ne voleront pas, soyez-en sûr. » Il fut donc convenu qu'il avertirait, en sortant, mon boulanger que mon détachement viendrait vers le soir chez moi pour recevoir sa dernière solde de France, et que le lendemain nous rentrerions dans nos foyers. Mes soldats se présentèrent effectivement à l'heure dite et je leur distribuai tous mes rouleaux d'argent, sans avoir la moindre idée de ce que chacun recevait.

Le lendemain, jour heureux où nous devions enfin revoir notre patrie, je partageai ma troupe en deux pelotons, entre lesquels je plaçai les charriots de nos bagages. Je prévins mes braves soldats que nous allions traverser le camp du régiment du roi, et que plus loin, à St-Louis, que la révolution a titré de « bourg libre », nous rencontrerions une foule de Marseillais. Je leur dis que nous serions sûrement insultés, peut-être même attaqués, mais que je marcherais à la tête des deux pelotons, et que plus on nous insulterait, plus on nous menacerait, et plus je ralentirais le pas, afin de ne pas porter ces forcenés à croire que nous étions intimidés. Je leur défendis, sous peine de passer en conseil de guerre à notre rentrée à Fribourg, de répondre en aucune manière aux injures qui nous seraient adressées, de se laisser aller à la moindre démonstration de colère ou d'impatience, leur disant qu'ils n'avaient qu'à regarder sur moi et à me suivre tranquillement; que s'il survenait quelque incident qui me forçât à agir pour notre défense et pour notre honneur, je lèverais mon bâton — mon « droit de l'homme » — que je crierais : Vive le roi ! et que ce serait alors le moment de combattre avec nos bâtons pour obtenir la victoire ou la mort.

Nous traversâmes à pas lents le camp du régiment du roi, dont le nouveau nom révolutionnaire m'échappe. De nombreux soldats nous insultèrent en criant : « Gueux de Suisses ! infâmes assassins de Nancy ! » mais, plus on criait, plus je ralentissais notre marche. Je remarquai cependant que sur mon passage un bon nombre d'hommes me saluaient comme on saluait auparavant tout officier. Enfin nous nous trouvâmes avoir dépassé heureusement ce camp si inquiétant pour nous.

Arrivés à Saint-Louis, je fis arrêter ma troupe droit devant la douane. Je voyais des Marseillais s'attrouper autour de nous

sans armes, il est vrai, mais avec une mine des plus hostiles. J'entrai dans le bureau. J'y trouvai un homme d'un certain âge, qui en était le chef. Je voulus lui faire un cadeau, sous prétexte qu'il allait avoir bien des peines pour faire la visite de tous les coffres que j'amenais. Il refusa en me disant : « — Je ne suis point ennemi des Suisses, et si je puis vous être utile, je le ferai. Mais je vous préviens que les Marseillais comptent vous piller comme ils ont pillé votre major. Ils me gêneront beaucoup dans ma visite. Toutefois, entendons-nous bien : Y a-t-il des armes dans vos coffres et dans vos caisses ? — Il n'y a, lui répondis-je, que mon épée, que je ne porte pas, parce que mes soldats sont désarmés. — C'est très bien, me dit-il, je ne visiterai point vos soldats, mais uniquement les coffres et les caisses. » Je lui fis observer que j'étais très inquiet de la chapelle du régiment, appartenant à mon colonel et composée, entre autres, de vases sacrés d'une grande valeur. — « Indiquez-moi comment est fait le coffre qui contient ces objets, me dit-il. — Ils sont, lui répondis-je, dans une caisse verte, en bois. J'ai eu soin de placer les aubes au-dessus, pour cacher les objets précieux. — Tout cela est très bien, » me dit ce brave homme, dont je voudrais pouvoir inscrire ici le nom en souvenir de ses excellents procédés à mon égard.

Enfin nous convinmes que je ferais déposer tous mes colis à terre sur un seul rang, qu'il commencerait sa visite par un bout et que dès qu'il quitterait une caisse ou malle, mon sergent-major la refermerait et la ferait immédiatement charger sur les chars ; et c'est ainsi que la visite s'effectua. Le chef de bureau avait apposté ses subdélégués auprès de nos colis, soi-disant pour l'aider à faire la visite, mais, en réalité, dans le but d'en éloigner les Marseillais. Je marchais devant le chef et lui remettais au fur et à mesure la clef de la malle qu'il allait fouiller ; il fit cette opération très lestement, et, arrivé à la caisse verte contenant la chapelle, il dit en y passant les mains : — « Toujours des hardes, comme dans les autres ! »

La visite terminée, nous ne perdîmes pas une minute pour reprendre le chemin de Bâle, dont nous n'étions plus qu'à une lieue. Arrivés au poteau-frontière, nos soldats arrachèrent de

leurs chapeaux la cocarde tricolore, la jetèrent à terre et la foulèrent aux pieds; le brave sergent-major Berset sortit de son sac une boîte ronde remplie de cocardes blanches qu'il avait apportées à mon insu et en fit la distribution, de manière que nous entrâmes dans Bâle avec cette cocarde chérie.

Dès que j'eus pris possession du logement qui m'avait été préparé, mes soldats, ayant à leur tête l'honnête Berset, vinrent chez moi pour me rendre l'argent que je leur avais confié à Altkirch. J'ouvris un grand porte-manteau qui se trouvait par hasard vide, et chacun y jeta la somme qu'il avait reçue, sans compter, pas plus qu'on l'avait comptée en la leur remettant. Arrivé à Fribourg, mon premier soin fut de compter l'argent du colonel, et je puis déclarer sur mon honneur qu'il n'y manqua pas un denier. Je ne me rappelle jamais cette circonstance sans en être touché jusqu'aux larmes et sans m'enorgueillir d'avoir servi dix années avec des Suisses d'une fidélité aussi rare. Ce trait me paraît digne d'être consigné en lettres d'or dans les fastes historiques de notre patrie. Je voudrais pouvoir inscrire ici les noms de tous ces braves soldats; mais, hélas! j'ai été témoin depuis lors de tant d'événements de tous genres, j'ai joué tant de rôles différents durant ma longue carrière, qu'il m'est impossible, après quarante-six ans passés loin du théâtre des tristes faits que je viens de raconter, de me rappeler les noms de tous ceux qui s'y sont trouvés mêlés. Il me suffira de dire, en finissant, que de Troyes en Champagne jusqu'à Fribourg, je n'ai pas aperçu qu'un seul de mes hommes fût jamais pris de vin.

Je rentrai dans mon heureuse patrie, où je trouvai tout le monde ému des horreurs dont je venais d'être témoin en France. J'y retrouvai et goûtai, à mon tour, tout le bonheur dont jouissait la Suisse sous les lois justes et paternelles de nos ancêtres.

Echappé à la sanglante révolution française, je ne pouvais assez remercier le Ciel d'avoir permis que je revisse mon pays dans la situation la plus heureuse, faisant hautement profession de ses sentiments religieux et de l'horreur que lui inspiraient les déprédations et les massacres qui avaient lieu en France. Des milliers de prêtres échappés au carnage s'étaient réfugiés

dans le canton de Fribourg ; ils furent accueillis soit dans les villes, soit dans les villages avec la charité la plus désintéressée, car ils étaient dénués de toutes ressources.

Depuis 1792 à 1798, il ne se passa rien de mémorable en Suisse. Nous eûmes le cruel chagrin d'apprendre l'assassinat, soi-disant juridique, de S. M. Louis XVI, de la reine Marie-Antoinette, de Mme Elisabeth, sœur du roi, et la mort de milliers d'autres personnes illustres. Nous passions notre vie, en Suisse, à lire toutes ces horreurs dans les journaux et à déplorer ces funestes événements. Ces cruels souvenirs ne s'effaceront jamais de ma mémoire, mon cœur en saignera jusqu'à ma mort.

RÉVOLUTION HELVÉTIQUE.

Le Pays de Vaud commençait à se laisser gangrener par la peste révolutionnaire ; le gouvernement dut prendre des précautions : il forma plusieurs camps, dont l'un, entre autres, près de Payerne. Enfin, en 1798, une armée française, commandée par le général Brune, entra en Suisse et fut reçue à bras ouverts par les Vaudois. La Suisse, sans accord, sans union, sans plan, sans général en chef, se mit sous les armes, mais dans chaque canton isolément. Une diète s'assembla à Aarau, et ne fit rien. Berne fit occuper ses frontières. Fribourg envoya au général Brune une députation composée du comte Louis d'Affry, du chancelier de Ræmy et de moi. On trouvera dans les protocoles du Grand Conseil les instructions qui nous furent données : elles étaient vagues, presque insignifiantes, et tendaient tout bonnement à engager le général à ne pas entrer dans le canton de Fribourg. Dans cette circonstance, M. d'Affry déploya une grande énergie, mais en vain : nous revînmes sans rapporter d'autre résultat de notre mission que la certitude de l'invasion prochaine de la Suisse.

Enfin, le 2 mars 1798, les Français, après une escarmouche nocturne assez vive à Farvagny, et une seconde près des carrières de la ville, entrèrent à Fribourg, ensuite d'une espèce de capitulation passée entre le général Pijon, qui com-

mandait les troupes françaises bivouaquées près de la potence, et une députation envoyée par le Grand Conseil. La garnison bernoise et fribourgeoise, qui devait poser les armes, sortit par la porte de Berne, tout armée et trainant après elle tout ce qu'elle pouvait de canons et de munitions. Elle se rangea sur les hauteurs de Villars-les-Joncs, où l'absence de tout commandement, la méfiance, les cris de trahison amenèrent une sorte d'anarchie militaire. On se sépara pour marcher, isolément et sans ordre, les uns vers Laupen, les autres vers la Singine. Je fis partie de cette dernière colonne et je me décidai bientôt, avec MM. Louis de Forel et Ignace de Buman, à me rendre à Berne pour savoir si l'on marcherait vers la Singine pour y faire résistance. A Berne, il régnait une telle confusion dans les esprits que, pour toute réponse, on nous donna des passeports pour nous rendre en Allemagne, sous prétexte qu'étant sortis de Fribourg avec la garnison armée, tandis que, par la capitulation, elle devait poser les armes, nous serions infailliblement fusillés si nous tombions entre les mains des Français. Ce ne fut que plusieurs jours après que les Bernois livrèrent les mémorables combats de Neueneegg et de Grauholz.

Nous partîmes donc de Berne dans l'intention de nous réunir aux troupes des petits cantons, mais nous apprîmes en route qu'elles avaient rétrogradé vers leurs foyers. Nous trouvâmes dans l'Entlibuch et dans la ville de Lucerne un grand désordre et nous entendîmes partout des cris de trahison. Nous apprîmes que le fameux général autrichien Hotze, natif de Horgen, canton de Zurich, était arrivé dans cette dernière ville pour se mettre à la tête de l'armée suisse et repousser les Français. Quoique nous eussions peu d'espoir qu'il pût parvenir à établir une organisation militaire, à assurer l'ordre et la discipline parmi les habitants des contrées que nous venions de traverser, où chacun criait à la trahison sans que personne se disposât à aller à la rencontre de l'ennemi, nous nous décidâmes cependant à aller rejoindre le général Hotze. Les villages zurichois étaient en pleine insurrection: ils avaient déjà planté l'arbre de la liberté.

Arrivés à Zurich, nous apprîmes que le général n'y était pas

encore arrivé et que nous le trouverions à Eglisau, où les magistrats zurichois nous engagèrent fort à nous rendre pour l'informer de tout ce qui était parvenu jusqu'alors à notre connaissance. Nous partîmes à l'instant même pour Eglisau, où M. Fasbind, chef d'état-major du général, nous présenta immédiatement à Son Excellence. Nous lui rendîmes fidèlement compte de tout ce que nous avons vu et entendu. Il nous fit beaucoup de questions, et, à la fin de cette triste conférence, il s'écria : « La Suisse est perdue, il n'y a plus rien à faire ! » Il ordonna aussitôt de préparer ses équipages et repartit quelques heures plus tard pour retourner en Allemagne. Nous suivîmes son exemple, et, dans notre désespoir à propos des bruits qui circulaient de massacres exercés par les Français à Fribourg et ailleurs, nous quittâmes la Suisse pour nous rendre, à tout hasard à L..... Nous y apprîmes par divers personnages, et entre autres par l'abbé de Montrechart, qui avait passé à Fribourg ses années d'émigration, que l'on avait la certitude qu'aucun massacre n'avait eu lieu dans notre ville natale. Là-dessus, M. de Buman se décida à retourner dans sa famille, et M. de Forel et moi nous primes le parti d'aller à Dresde, où nous rencontrerions, lui, son frère le général, grand ami de l'électeur de Saxe, et moi un protecteur, ami de feu mon père, qui trouverait bien moyen de me placer convenablement.

Nous arrivâmes donc à Dresde, où le général me combla de bontés et me demanda une relation de ce qui s'était passé en Suisse, afin de la mettre sous les yeux de l'électeur. Je m'empressai de rédiger un petit mémoire. Quelques jours plus tard, le général reçut des nouvelles de Fribourg. On lui mandait, entre autres, que la malveillance y faisait courir le bruit que j'avais enlevé les deniers de l'Etat. Je me décidai à l'instant à retourner à Fribourg, afin d'y faire cesser, par ma présence, ces propos diffamatoires. Louis de Forel voulut aussi retourner en Suisse, de sorte que nous partîmes à pieds de Dresde pour faire deux cents lieues de chemin jusqu'à notre ville natale, où nous arrivâmes sans encombres.

Le lendemain de ma rentrée à Fribourg, je me présentai à l'autorité supérieure, que l'on appelait alors Administration. Je

demandai à connaître mes accusateurs et je voulus avoir satisfaction de l'attaque faite à mon honneur et à ma réputation. L'Administration, qui me reçut, du reste, très poliment, m'assura qu'il ne lui était parvenu aucune délation contre moi, qu'elle ne doutait nullement de ma probité, qu'aucun déficit n'avait été trouvé dans les caisses de l'Etat, que je pouvais donc être tranquille à ce sujet, et que j'aurais, sous peu, une preuve publique et authentique que l'Administration rendait pleinement justice à ma loyauté et à mon intégrité. Je m'occupai immédiatement à clore les comptes de la chambre des grains, dont j'avais été le secrétaire-caissier, et des magasins de grain de l'Etat, et je les transmis à l'Administration qui, en réponse, certifia qu'ils étaient justes et parfaitement en règle.

Peu de jours après, cette autorité m'écrivit qu'elle venait de me nommer haut forestier national du canton de Fribourg avec un traitement annuel de 100 louis. Je répondis, avec force remerciements, que je ne pouvais point accepter cet emploi, que l'inspecteur des forêts, sous l'ancien gouvernement, percevait 15 louis par an, que ce que l'on m'offrait de plus serait nécessairement payé par des impôts et que je ne consentirais jamais à recevoir des émoluments dont le peuple aurait à pâtir ; mais j'ajoutai que si l'Administration voulait me rendre un service, c'en serait un de me faire obtenir un passeport pour me rendre en Pologne, où j'espérais réparer, par ma bonne conduite et mon travail, tout le mal que m'avaient fait les révolutions, tant en France qu'en Suisse. Ce passeport, je le reçus peu de jours après.

Je partis de Fribourg le 11 octobre 1798, et, le 11 novembre suivant, j'arrivai à Posen où je trouvai le général comte Razinski, avec lequel je partis le même soir pour sa terre de Rogallin. J'y restai jusqu'au 3 mai 1799, où je quittai la famille Raszinski pour rejoindre en toute hâte l'armée de l'archiduc Charles d'Autriche qui allait entrer en Suisse pour délivrer mon malheureux pays du joug français ¹⁾.

1) M. de G. donne ici de longs détails sur son séjour à Posnanie ; nous les supprimons comme étrangers à la carrière militaire de leur auteur.

RETOUR EN SUISSE.

Comme, dans mon arrangement avec le comte, je m'étais réservé de pouvoir le quitter dès qu'un coup de canon serait tiré pour la délivrance de ma patrie, je partis de Rogallin le 4 mai 1799 pour aller en toute hâte rejoindre sur les frontières suisses l'archiduc Charles d'Autriche qui, en s'en approchant avec sa victorieuse armée, adressa aux Suisses bien pensants une touchante proclamation pour les inviter à se réunir à lui et à concourir d'un commun accord au rétablissement de notre ancienne liberté, en chassant de notre territoire l'armée française qui, sous prétexte de l'y apporter, n'avait semé sur ses pas que le désordre et les spoliations.

J'arrivai à Schaffhouse le 23 mai 1799. J'y trouvai S. E. M. l'avoyer Steiger, de Berne, auquel j'apportais une lettre de sa femme que j'étais allé voir à Berlin. Je fus péniblement surpris de le voir entouré des émigrés bernois attachés au régiment de Rovéréaz qui venait d'être en partie formé. Ceux-ci, jaloux que d'autres Suisses que des Bernois vinssent combattre pour leur patrie, usèrent de tous les moyens pour retarder mon entrevue avec l'avoyer ; ce ne fut qu'après bien des désagréments que je parvins à obtenir audience. Je m'attendais à rencontrer parmi ces émigrés suisses des hommes qui, comme moi, n'avaient d'autre but, d'autre ambition que de verser leur sang pour la délivrance de notre patrie, et, au premier abord, je ne trouvai que l'intrigue. Ceux de ces émigrés qui étaient enrégimentés dans Rovéréaz et qui se trouvaient déjà à l'armée, ne songeaient qu'à se bien battre et à travailler au salut de la Suisse ; mais ceux qui entouraient l'avoyer de Steiger n'étaient que des intrigants. Je pourrais citer mille circonstances qui démontreraient que ces messieurs méprisaient et cherchaient à éliminer tout Suisse qui n'était pas Bernois. Cet esprit finit par s'emparer du régiment de Rovéréaz lui-même, d'où l'on parvint à exclure le colonel Rovéréaz et plusieurs officiers, ce qui n'empêcha pas toutefois que ce régiment ne se couvrit de gloire chaque fois qu'il fut aux prises avec les Français.

Pour en revenir à S. E. de Steiger, je lui remis la lettre de

l'avoyère et lui dis en présence de son entourage que j'arrivais de Posen sans ambition, sans aspirer à aucun grade, mais uniquement dans le but de contribuer à chasser les Français de la Suisse ; qu'en conséquence je ne demandais qu'un fusil et une giberne pour servir comme simple volontaire dans le régiment de Rovéréaz. Effectivement, plus tard et après la prise de Zurich, je fus simple grenadier dans la compagnie de Wagner jusqu'à la formation du régiment suisse de Bachmann.

Depuis Schaffhouse j'assistai comme spectateur aux affaires de Winterthour et à la prise de Zurich, car je n'avais pas encore pu rejoindre le régiment de Rovéréaz que je ne trouvai qu'à Zurich, où il arriva après l'occupation de cette ville par les Autrichiens.

LE RÉGIMENT SUISSE DE BACHMANN.

C'est dans ce temps-là et à Zurich que commença à se former le régiment suisse de Bachmann, où je fus nommé capitaine aide-major. Je fus envoyé à Wyl, canton de St-Gall, pour organiser le premier bataillon de ce régiment. Je n'avais avec moi ni officier, ni trésorier. Je fus obligé de faire seul toute la besogne, et cependant avec du zèle et de l'activité, je parvins à mettre en campagne, dès le mois de septembre, un bataillon de mille hommes.

Sans entrer dans des détails sur les différentes affaires, escarmouches, combats, canonnades qui eurent lieu depuis la prise de Zurich ; sans parler de l'arrivée à Zurich d'une armée russe commandée par le général Korsakoff, j'en viendrai à la bataille de Zurich, qui eut lieu le 25 et le 26 septembre 1799. Notre armée russe et autrichienne devait attaquer sur toute la ligne. (Voir, pour les détails, une liasse qui a pour titre : *Campagnes de 1799-1800-1801*, sous le n° 1, qu'on trouvera dans mes papiers¹⁾). Masséna eut vent de ce projet, il nous prévint et, dès le 25, il nous attaqua. La bataille se renouvela le 26 (voir la même liasse). Les Russes, quoique mal dirigés, se battirent comme des lions, et, le 25 au soir, ils se trouvèrent cernés et

1) Papiers dont nous ne pouvons que déplorer la perte.

enfermés dans Zurich, et cela pêle-mêle : infanterie, cavalerie, artillerie, munitions, bagages, ambulances ; c'est ainsi qu'on passa la nuit du 25 au 26 septembre 1799.

Le général Hotze, qui commandait les Autrichiens formant la gauche de notre armée, fut tué, le 25, à Schoenis, dans une embuscade. Ce fatal événement mit cette partie de l'armée autrichienne dans une déroute complète. Elle se retira en désordre jusqu'au Rhin, près de Rheineck, sous les ordres du général Petronski, qui en avait pris le commandement.

Revenons maintenant à Zurich, où, le 26 septembre 1799, les Français, maîtres de toutes les hauteurs qui dominent cette ville et des deux rives de la Limath, commencèrent leur attaque. Le désordre était si grand dans la place, l'armée russe que les Français y tenaient enfermée s'y trouvait dans une telle confusion, le général Korsakoff était si indécis sur le parti à prendre dans la terrible position où était son armée, qu'on ne pouvait prévoir autre chose qu'un massacre effroyable et la perte de Zurich. Enfin le général russe, pendant les escarmouches qui avaient eu lieu tout autour de la ville, forma des colonnes en masse qui devaient ouvrir, au pas de charge, un passage pour sortir par la porte de Winterthour ; mais ces colonnes étaient renversées, écrasées, pulvérisées par une terrible mitraille française, ce qui ne les empêchait pas de retourner à la charge avec une remarquable bravoure. Enfin, après plusieurs heures d'un combat aussi sanglant qu'acharné, elles parvinrent à percer l'armée française et à évacuer Zurich. Après avoir perdu un bon tiers de ses troupes, Korsakoff, avec les restes de son armée exténuée, laissant dans cette ville tous les bagages, munitions, trains d'artillerie, ambulances, caisses militaires, parvint, soit par Winterthour, soit par Eglisau, à repasser le Rhin, toujours harcelé, toujours poursuivi et perdant beaucoup de monde. Le malheureux bataillon de Bachmann, — qui, après la mort du général Hotze, avait été détaché sur les bords du lac pour les défendre contre des débarquements présumables et pour garantir notre gauche — était en pleine déroute. Nous fûmes complètement oubliés de notre général en chef Korsakoff, et les Français étaient depuis une heure maîtres de Zurich, que nous étions encore sans ordre

sur ces mêmes rives, tout près de la ville. Heureusement pour nous, le général autrichien Hiller envoya un billet au général Bachmann pour lui annoncer la prise de cette ville et lui conseiller de se retirer en toute hâte.

Nous fûmes obligés, pour éviter la colonne française, qui, sur notre gauche, s'était avancée, dès le 25, par Schœnis sur Staefa, de nous diriger, par les montagnes, vers le lac de Constance. Nous marchâmes donc, et souvent à vol d'oiseau, vers le Turbenthal. Notre retraite se faisait en bon ordre, bien que nos gens fussent extrêmement fatigués par une marche qui devait nous mener, sans aucun arrêt, des bords du lac de Zurich à ceux du lac de Constance, lorsque tout à coup nous fûmes assaillis dans un chemin creux par une troupe de soldats russes à cheval qui fuyait à toute bride et nous passa sur le corps. Nous fûmes ainsi renversés, écrasés et mis en déroute. Enfin nous rassemblâmes le peu de nos gens qui n'avaient pas été disséminés, pour continuer notre route que nous poursuivîmes jour et nuit pendant soixante heures.

Nous fûmes rejoints, cette même nuit, par une espèce de convoi d'artillerie russe désorganisée et dont la fatigue et les blessures avaient mis hommes et chevaux hors de service. Avec eux se trouvait le général russe de St-Gratien, de Zurich, qui nous dit avoir fait bien longtemps la guerre, sans jamais avoir fui avant cette funeste journée ; il était désolé de porter sur ses traits l'empreinte de la panique : son visage était tout en sang et déchiré par les ronces et les épines qu'il avait traversées en fuyant au galop ; car il faisait partie de ces fuyards russes déjà mentionnés qui, dans leur terrible déroute, montant pour la plupart des chevaux de trait, nous avaient passé sur le corps et mis ainsi le régiment de Bachmann en déroute à son tour.

Je mentionnerai, en passant, un fait assez curieux. Je remarquai au milieu de ces fuyards un cosaque qui laissa tomber de ses mains un sachet en peau. Poussé par la curiosité, je descendis de cheval et je m'empressai de ramasser cet objet : c'étaient les clefs de la porte de la Sihl de Zurich ! Je les ai conservées jusqu'à ce jour comme un monument qui prouve que ces malheureux Russes retardèrent la prise de la ville en

emportant les clefs d'une de ses portes. Ces clefs sont suspendues dans mon atelier de menuiserie (?).

Enfin, après avoir passé le Rhin près de Rheineck, nous vîmes bientôt enlever notre pont de bateaux, et nous voilà séparés de notre malheureuse patrie. Nous gardâmes pendant quelques jours les bords du Rhin opposés à Rheineck, et, le 10 octobre, nous reçûmes l'ordre d'aller cantonner à Memmingen et dans les villages environnants pour réorganiser notre régiment. Pendant que nous étions dans ces parages, un jour où je me trouvais à Memmingen, l'armée de Souvarov, revenant d'Italie, traversa cette ville. Souvarov était sur un balcon en mauvaise veste et ayant sur sa tête une vieille casquette tout usée. Le grand-duc Constantin, à la tête de l'armée, défila devant Souvarov, et le salua très respectueusement avec son épée. Le général, en costume de vrai crocheteur, inclina légèrement la tête, sans porter la main à sa casquette : c'est ainsi qu'il rendit le salut au frère de son maître, l'empereur de toutes les Russies. J'ai vu de mes yeux cette scène, et j'en ai été scandalisé.

La longue colonne des Russes était composée d'une grande partie de l'armée commandée par le fameux Souvarov. Il y avait dans cette colonne toute l'armée de Condé, à la tête de laquelle marchait un peloton de vieux chevaliers de St-Louis et de cordons rouges, portant tous le fusil et le sac au dos. Ces vénérables guerriers aux cheveux blancs, tous de familles nobles et illustres, faisant depuis bien des années la guerre comme simples soldats, dans le but de rétablir les Bourbons sur le trône légitime, présentaient un spectacle qui édifiait, qui émouvait, qui électrisait l'âme et le cœur : je n'ai pu retenir mes larmes en le contemplant.

Le régiment suisse de Bachmann put, pendant ses quartiers d'hiver aux environs de Memmingen, se remettre du terrible désastre qu'il avait essuyé dans la retraite de Zurich ; il lui arrivait une quantité de braves Suisses émigrés pour s'enrôler ; on leur donnait 6 francs de France par homme et ils s'engageaient à servir aussi longtemps que l'on ferait la guerre en faveur de la patrie ; leur cri de guerre était : *Dieu et la Patrie !*

Pendant cet hiver de 1799 à 1800, le régiment se remonta d'une manière surprenante ; il fut mis au grand complet, parfaitement habillé, armé, exercé, discipliné, bref, en état de faire la guerre avec honneur et distinction. Au mois de mars, il reçut l'ordre d'aller rejoindre la grande armée et, à cet effet, de partir le 12 mars 1800 pour se rendre à Augsbourg et y attendre de nouveaux ordres. Le 15, à Schwabmünchen, nous reçûmes nos drapeaux, qui furent bénits et remis au régiment. Ils étaient rouges avec une croix blanche. L'inscription se composait de l'œil de la Providence, au-dessous duquel étaient brodés ces mots : « Schwebt über uns und segne unsere Treue » — « Plane au-dessus de nous et bénis notre fidélité ».

Notre lieutenant-colonel M. de Hauser, qui est mort à Glaris comme landamman de son canton, nous fit un discours qui surpassa mon attente, bien que je ne doutasse pas de son esprit, de son instruction et de ses talents ; il fut sans doute inspiré par un ardent amour de la patrie. Ce discours, vraiment sublime, nous toucha tous jusqu'aux larmes.

Il ne sera pas hors de propos d'observer ici que les régiments suisses à la solde d'Angleterre portaient tous un brassard rouge avec une croix blanche, couleur qui fut aussi donnée à notre drapeau : on avait voulu adopter, par là, les couleurs du canton de Schwytz, fondateur de notre liberté. Qui eût cru alors que ce même brassard, imaginé et porté avec tant d'honneur par les émigrés suisses, serait adopté plus tard et porté avec orgueil par nos milices sous les ordres de nos gouvernements radicaux, et que les bataillons suisses, décorés de ce même brassard, marcheraient en guerre contre ce malheureux canton de Schwytz, comme pour le punir d'avoir conservé ses antiques mœurs ! Ah ! certes, ni les radicaux suisses, ni leurs milices ne se doutaient que chaque officier, que chaque soldat allant porter la désolation dans ce malheureux canton, avaient à leur bras les couleurs de Schwytz et le brassard de ces vaillants régiments suisses à la solde d'Angleterre qui faisaient la guerre dans l'unique but de délivrer leur patrie de l'oppression de la république française et de la république helvétique !

Le 16 mars 1800, notre régiment fit son entrée à Augsbourg.

Pendant le séjour que nous y fîmes, nous fûmes passés en revue par M. Wickham, ministre anglais auprès de l'armée, et par M. Ramsey, inspecteur général et commissaire anglais auprès des troupes à la solde d'Angleterre. Ces messieurs furent surpris de la bonne tenue et de la dextérité aux manœuvres du régiment après ses désastres à la retraite de Zurich. Peu de jours après, nous fîmes la petite guerre en présence de ces mêmes inspecteurs et de plusieurs généraux autrichiens, parmi lesquels se trouvait aussi le célèbre et trop malheureux général Pichegru : si je rappelle cette circonstance, c'est en mémoire de ce grand homme.

CAMPAGNE DU TYROL.

Le 7 avril 1800, notre régiment reçut l'ordre de partir d'Augsbourg, et il se rendit alors à Feldkirch et dans ses environs, où il arriva le 16, pour occuper les frontières du Vorarlberg le long du Rhin. Je ne parlerai pas de toutes les courses, de toutes les petites affaires d'avant-poste, des passages partiels que nous fîmes sur le Rhin pour guerroyer avec les Français, ni des tentatives que firent ceux-ci pour diminuer notre nombre en passant à leur tour le Rhin pour nous attaquer. On perdit assez inutilement du monde de part et d'autre. Ces allées et venues, ces escarmouches quotidiennes durèrent jour et nuit jusqu'au 13 juillet, où les Français nous attaquèrent des deux côtés à la fois, c'est-à-dire en débouchant, à 2 heures du matin du pays des Grisons et de Brégenz. La moitié du régiment de Bachmann défendait l'une des approches, et la seconde moitié l'autre : chacun de ces détachements était composé de quatre compagnies. Le reste du régiment gardait les postes dans la montagne, et entre autres dans le Bregenzer Wald, fort éloigné de nous. Ces postes étaient destinés à soutenir les scharfschütz vorarlbergeois, excellente troupe comparable aux Tyroliens, mais qui avait besoin d'être dirigée et soutenue par des troupes réglées. Les Français étaient au nombre d'au moins quatre mille hommes, et les quatre faibles compagnies du régiment de Bachmann, que l'on peut évaluer à 400 hommes, se battirent

contre eux depuis 2 heures du matin jusqu'à 10 heures du soir. Ceux-ci, recevant à chaque moment des renforts, nous forcèrent à opérer une lente retraite et à prendre position dans les fameux retranchements de Feldkirch, où, à 10 heures du soir, le feu cessa, après que nous eûmes vigoureusement repoussé les Français, qui voulaient tenter de s'emparer de ces fortifications. L'artillerie formidable qui défendait nos redoutes et le feu continu de nos soldats les culbutèrent, et ils durent, après de grandes pertes, se retirer en toute hâte. De notre côté, nous perdîmes peu de monde : il n'y eut dans ma compagnie que trois hommes tués et dix-sept blessés. Nous espérions recevoir du général Jellachich, commandant de notre petite armée, l'ordre d'attaquer les Français le lendemain à la pointe du jour et nous ne doutions pas de les battre ; au lieu de cela, nous reçûmes, au milieu de la nuit, l'ordre d'abandonner ces retranchements presque imprenables et de marcher en retraite vers le Tyrol. Je formai l'extrême arrière-garde avec deux compagnies du régiment de Bachmann et une demi-compagnie du régiment autrichien de Madena, nous bivouaquâmes le 14 à Bludenz, le 15 à Engel, le 16 à Klösterli ; et là, je reçus l'ordre de rebrousser chemin et de retourner à Engel, sans autres instructions. Je ne savais que penser d'un ordre aussi extraordinaire. Arrivé à Engel, je reçus de nouveau l'ordre de pousser jusqu'à Lunden, où j'arrivai à 4 heures du matin, sans savoir où étaient les Français, sans connaître le pays et sans instruction quelconque : je me trouvais dans la position la plus embarrassante, ne sachant pas si l'armée me suivait et si je pouvais espérer d'être secouru au besoin.

Enfin, le 18 après midi, je reçus l'ordre de me retirer en toute hâte sur Bludenz pour rejoindre notre armée ; j'appris bientôt qu'il y avait suspension d'armes et l'on me fit dire que je ne devais engager aucune affaire. Arrivé près de Bludenz, je vis devant moi un escadron de hussards français. Je continuai ma marche, je passai tout près de cette troupe ennemie, elle ne bougea pas ; j'entrai à Bludenz, que je traversai, et, de l'autre côté de la ville, je rejoignis enfin le régiment de Bachmann. Les Autrichiens avaient voulu tromper les Français, avec lesquels il

avait été convenu que chacun garderait les positions qu'il occupait lors de la signature de l'armistice : voilà pourquoi on m'avait fait rétrograder jusqu'à Lunden, à une lieue de Feldkirch, dans l'espoir que l'on pourrait conserver tout le pays, jusques et y compris ce village. Mais les Français ne furent pas dupes de cette supercherie : ils menacèrent de recommencer les hostilités, si l'on n'évacuait pas à l'instant le pays que l'on n'occupait pas lors de la conclusion du traité : tout cela explique pourquoi on me fit courir en toute hâte jusqu'à Lunden, pourquoi on m'en fit revenir tout aussi vite, et pourquoi les hussards français furent aux portes de Bludenz avant mon arrière-garde.

Je ne m'arrêterai pas à faire des observations sur la maladresse et la mauvaise foi des Autrichiens dans cette pitoyable retraite, qu'on nous fit exécuter à marche forcée malgré la suspension d'armes : peut-être y avait-il là-dessous quelque secret qui obligeait leurs généraux à se hâter d'occuper le Tyrol.

Le 29 juillet 1800, le régiment de Bachmann, après bien des fatigues inutiles, arriva à Imst en Tyrol, où il put se reposer quelques jours. Pendant ce temps, on négociait au quartier général et à Vienne la conclusion de la paix.

Le 7 août, notre régiment partit d'Imst pour se rendre à Nauders, en Tyrol, frontière de l'Engadine dans le pays Grison. Le souvenir que j'ai conservé de ce sauvage coin de terre est encore si présent à ma mémoire, que je me décide à entrer ici dans quelques détails. Nauders est un assez grand village de la Martinsbrück, pont de l'Inn, rivière qui sépare le Tyrol de l'Engadine, et non loin de l'endroit où prennent leur source, d'un côté l'Adige, qui coule vers l'Italie, de l'autre l'Inn, qui porte ses eaux vers l'Allemagne. La position en est si sauvage qu'il n'y croît pas un seul arbre fruitier et que l'on n'y cultive que quelques champs d'orge. Les prairies y sont également d'un très faible rapport. La plus grande ressource de ces villageois, ce sont les chèvres, que l'on voit descendre chaque soir par milliers des rochers escarpés du voisinage et qui viennent apporter leur tribut d'excellent lait aux pauvres habitants. Ce qu'il y a de fort étonnant, c'est que dans cette âpre contrée,

nous avons tué au milieu des champs d'orge une grande quantité de perdrix grises. Ces oiseaux étaient exactement de la même espèce et de la même saveur que ceux qu'on mange dans les pays les plus chauds et les plus tempérés. Les paysans, qui sont tous chasseurs et qui manient leur carabine avec une adresse extraordinaire, nous faisaient manger la perdrix rouge, la perdrix blanche, la gélinotte, le coq de bruyère, de sorte que, à défaut de bœuf, de veau et de mouton, nous faisions encore assez bonne chère.

Il existe non loin de là un vieux château à moitié détruit, mais cependant encore assez habitable pour que nous ayons pu y établir une espèce d'hôpital. Nauders et ses environs offrent un tableau des plus pittoresques, mais rien qui récrée agréablement la vue ; il faut y avoir été pour s'en faire une idée. Les montagnes rocheuses qui l'entourent sont plus ou moins peuplées d'ours. Je me souviens qu'une nuit nous eûmes le terrible spectacle d'une forêt de sapins en feu ; elle était située au pied d'une de ces montagnes. On ne saurait rendre l'effet que produisait ce sinistre : les étincelles lancées jusqu'au ciel, les tourbillons de flammes et de fumée qui s'échappaient de ces grands sapins tombant avec un horrible fracas, c'était un spectacle à la fois grandiose et on ne peut plus effrayant. On suppose que, pendant une halte, des chasseurs avaient fait un feu dans cette forêt pour s'y réchauffer, et que l'ayant abandonné sans l'éteindre, les racines résineuses avaient propagé le feu et produit ce terrible incendie qui dura plusieurs jours et que l'on eut toutes les peines du monde à éteindre.

A une lieue de Nauders, est situé, au fond d'un profond ravin, sur le torrent de l'Inn, le fameux pont de Martinsbrück, sur lequel on passe pour se rendre du Tyrol à Coire. Ce pont aboutit d'un côté au Tyrol, de l'autre à la basse Engadine, province grisonne. La situation de ce pont au fond d'un gouffre nous parut d'autant plus triste, qu'une grande partie des maisons qui formaient à cet endroit un petit village, avaient été brûlées et dévastées peu de jours auparavant par les Français et que celles qui subsistaient encore étaient inhabitées. Ce pont d'une seule arche jeté sur l'Inn qui, dans ces parages, n'est encore

qu'un torrent dévastateur, ressemble par sa construction à celui de St-Maurice en Valais et paraît avoir été construit par les Romains. Plus loin, à une lieue de là, en remontant l'Inn, se trouve un autre pont sur ce même torrent et au fond d'un gouffre non moins affreux que le précédent. Près de ce pont, est un grand bâtiment, un vrai blockhaus, servant d'auberge. Toute la légion suisse de Mangheta y était logée. Le nom seul de Finstermünz que porte cet endroit, indique assez ce qu'il est : comme il est entouré de rochers à pic très élevés, on n'y voit jamais le soleil. C'est dans cette contrée effrayante et fort difficile à garder que l'on plaça tous les Suisses disponibles, après en avoir éloigné les troupes autrichiennes. On verra plus tard quels malheurs nous y assaillirent.

Je fus détaché sur la grande route de Botzen, à une lieue environ de Nauders, à Passeyer, bon village tyrolien, près duquel se trouvent trois petits lacs qui forment la source de l'Adige. C'est dans ce village que naquit (1767) un homme célèbre, Andreas Hofer, qui plus tard fit tant parler de lui, et qui enfin fut cruellement immolé par les Français et les Bavaois pour avoir défendu avec tant d'héroïsme sa patrie à la tête de ses braves Tyroliens. Cet Andreas Hofer, qui commandait dans ce village une assez forte troupe de Scharfschütz, fut placé avec ses gens sous mes ordres pour garder la contrée contre une invasion de troupes françaises, qui avaient le projet d'escalader avec des crampons les montagnes de rochers à pic pour nous tourner et nous surprendre. Le commandant Andreas Hofer était cabaretier et fort à son aise dans son village. Il avait une figure respectable, l'air franc, courageux et bien décidé à sauver son pays ou à mourir sur le champ de bataille. Ses manières patriarcales semblaient dire qu'il attendait bien plus de la bonté divine que des carabines de ses Tyroliens. Nous nous entendions parfaitement : il me donnait ses conseils, il connaissait toutes les montagnes voisines, on y plaça des postes, et les Français, instruits de nos précautions, renoncèrent à passer ce dangereux passage.

Je me faisais gloire d'avoir été en relations avec cet illustre paysan tyrolien qui, plus tard (1809), lorsque, par une paix

inique, l'Autriche dut remettre ce malheureux pays à la Bavière, exaspéré de voir enlever au Tyrol par les Bavares, sous les auspices de Bonaparte, les superbes privilèges dont il jouissait depuis des siècles sous le paternel gouvernement autrichien, fit des pétitions pour obtenir la restitution de ces privilèges, et n'obtint, pour toute réponse, qu'une persécution exercée contre lui et ses compatriotes. Il se mit alors à leur tête, et, après plusieurs petits combats, où la carabine tyrolienne moissonnait les Français et les Bavares, il y eut une mémorable affaire près de la forteresse de Tschermetz et, peu après, près d'Insbruck même, où les Français et les Bavares furent battus à plate couture. Comme j'étais déjà licencié et rentré à Fribourg lors de ces événements, dont j'avais toutefois obtenu des relations dignes de foi, je ne me souviens guère de ce qui s'est passé depuis et comment il s'est fait que l'illustre Andreas Hofer soit tombé entre les mains des ennemis de sa patrie. Ceux-ci, sur l'ordre de Bonaparte, tinrent un soi-disant conseil de guerre qui, sous prétexte de rébellion, le condamna à mort et le fit passer par les armes. Cet horrible attentat entachera éternellement l'honneur de celui qui l'a ordonné et de ceux qui l'ont exécuté. L'histoire vengera ce héros. Déjà on a érigé à Insbruck un monument en mémoire d'Andreas Hofer.

Depuis notre arrivée à Nauders en Tyrol, il ne fut question que de négociations, et enfin il y eut une suspension d'armes. Mais, dès le 5 septembre 1800, tout reprit l'esprit de la guerre.

Il nous fut annoncé officiellement que, le 10 septembre, les hostilités recommenceraient, et, ce même jour, j'entrai dans l'Engadine avec une partie de notre régiment de Bachmann précédé par celui de Salis.

CAMPAGNE DE L'ENGADINE.

Je ne ferai pas la description de cet horrible pays. Il n'y croît point de céréales, il n'y a pas un arbre fruitier, il y gèle toutes les nuits de l'année, et cependant il y pousse une excellente herbe sur les montagnes et surtout aux environs des villages. Les habitants de cette nation ne ressemblent en rien à

leurs voisins. Les hommes émigrent dans leur jeunesse ; ils se rendent de préférence en Italie ; là, ils deviennent pâtisseries, confiseurs, cafetiers ; ils y font ordinairement fortune, reviennent, chargés d'or, sous le toit paternel, y cachent leur trésor sans y toucher, reprennent le genre de vie agreste de leurs pères et reparlent le langage romanche inconnu partout ailleurs. Il y a parmi ces Engadinois, qui sont du reste, en général, de fort honnêtes gens, des usages, des mœurs, un genre de vie vraiment extraordinaires. Ainsi, par exemple, ils mangent beaucoup de viande salée et ils mettent tout leur orgueil à pouvoir en produire de plus vieille possible : on m'en a fait manger de très bonne qui avait plus de 50 ans.

Nous avons été tourmentés dans ce pays par les marches et contre-marches, par les ordres et contre-ordres, d'une manière d'autant plus pénible, que l'hiver y est rigoureux dès l'automne. Après tant de fatigues, de privations et de souffrances pendant cette campagne d'hiver dans les Alpes ; après avoir, dès le commencement d'octobre 1800, cantonné de nouveau dans le Tyrol : à Nauders, à Kauns et à Pfunds, pour cause de suspensions d'armes conçues et rompues je ne sais combien de fois, les hostilités devant recommencer, je dus, le 2 novembre 1800, rentrer avec une partie du régiment de Bachmann dans cette sauvage basse Engadine où une bien pénible campagne d'hiver nous attendait. Nous fûmes forcés d'y faire le plus rude service pour garder tous les passages possibles à travers les montagnes au milieu de la neige et des glaces. Heureusement que la trop grande abondance de neige ne nous permit pas d'atteindre les hauteurs, ce qui fut pour nous un grand soulagement. Je m'abstiens de toute observation sur la fréquence et le peu de durée de ces trêves, qui n'eurent d'autres résultats que d'abîmer les troupes de fatigue et de maladies : l'histoire fera connaître les motifs qui ont provoqué ces singulières manœuvres.

Ici commence le récit des plus grands malheurs qui ont frappé le régiment suisse de Bachman. Etant cantonné dans le village de Silz, en Engadine, avec la compagnie Freuler, qui formait avec la mienne une division que je commandais, je reçus, dans la nuit du 3 décembre 1800, par une ordonnance qui

arriva au galop, l'ordre de partir sur-le-champ avec ma division pour me rendre à Fettau, village engadinois, ce qui nous rapprochait des ennemis. Nous partîmes immédiatement par un froid horrible et une bise glaciale. Je n'ai jamais vu un spectacle aussi magnifique et aussi imposant que celui qui se présenta à nos yeux pendant cette nuit où, par des chemins affreux, nous longions le cours de l'Inn dont les flots impétueux nous étourdisaient par leur effroyable mugissement. De l'autre côté, il était dominé par des montagnes nues garnies de rochers ; du nôtre et au bord du chemin presque impraticable que nous suivions, s'élevaient des montagnes majestueuses couvertes de neige et de glace que la lune dans son plein faisait scintiller, nous présentant ainsi le tableau, le panorama le plus digne d'admiration, le plus propre à inspirer, au milieu de ces lieux solitaires, une sainte terreur, le plus capable d'élever l'âme vers son divin créateur et de rappeler à l'homme son extrême petitesse.

Nous fîmes, à partir de ce jour, de continuelles courses en zigzag pour désorienter l'ennemi. Enfin la concentration des troupes eut lieu à Zernetz dans l'Engadine le 7 décembre 1800. Les dispositions étant arrêtées, nous partîmes à 7 heures du soir pour nous mettre en bataille en dehors de ce village, et il nous fallut assez longtemps souffrir d'un froid glacial accompagné d'une bise très violente. Nous y fûmes rejoints par des troupes autrichiennes composées d'infanterie et de cavalerie. On forma trois colonnes, qui se mirent aussitôt en marche. L'une marcha à droite de la chaussée qui mène à Coire, afin de surprendre le bourg de Zutz, où les Français étaient en force ; une autre marcha sur la chaussée même — et sans difficultés, car elle était battue — pour attaquer les Français dans leurs retranchements de neige, dont les talus, arrosés intentionnellement, se trouvaient convertis en glace ; la troisième colonne marcha sur le pont de Scans pour y surprendre et y culbuter les Français. Les généraux Auffenberg autrichien et de Bachmann suisse marchaient avec la colonne du centre, composée d'infanterie, de quelques pièces d'artillerie et d'un régiment de dragons autrichiens ; les deux colonnes de droite et de gauche marchaient à

vol d'oiseau, guidées par de malheureux paysans qui devaient, sous peine de mort, nous mener à notre destination. Nous enfoncions jusqu'aux hanches dans la neige, l'eau-de-vie était gelée dans nos gourdes, et lorsqu'on avait allumé sa pipe, la vapeur de la fumée se congelait aussitôt dans le tuyau : on peut juger par là de l'intensité du froid qu'il faisait alors. Pendant notre marche, très lente en raison des difficultés du terrain, et bien longtemps avant la nuit, nous entendîmes une forte fusillade à Zutz, où notre colonne de droite surprenait et attaquait les Français. Peu de temps après, nous arrivâmes à Scanfs, où l'ennemi, désorienté par la fusillade de Zutz, à environ une lieue derrière lui, fit peu de résistance. Le froid était tel, que la moindre blessure tuait à l'instant, et qu'une fois tombé, on restait là glacé, sans plus se relever : spectacle effrayant pour nos pauvres et braves soldats, qui voyaient dans chaque blessure une mort inévitable.

Notre colonne de gauche, dont je faisais partie avec ma division, après avoir chassé les Français de leurs retranchements et du pont de Scanfs, reçut l'ordre de continuer sa marche à vol d'oiseau au milieu des neiges, de tâcher d'atteindre un pont sur l'Inn, de passer ce torrent et d'aller directement à Zutz, dont notre colonne de droite venait de s'emparer. Il y avait à peu près une lieue depuis l'endroit où nous reçûmes cet ordre jusqu'au pont en question. Dans l'état d'inanition, de froid, de fatigue où nous étions, il nous fallait au moins quatre heures pour faire ce trajet. Je me retournai pour jeter un coup d'œil sur mes gens ; je vis avec terreur tous les nez et tous les bouts d'oreilles restés découverts blancs comme la neige et luisants comme la glace, et je pus lire, empreints sur bien des visages, l'abattement et le désespoir. Je ne savais que devenir. Enfin j'eus le courage de crier à ces braves gens : « Mes amis, si nous ne marchons pas, nous mourrons tous sans gloire sur ce sol inhospitalier. Je suis aussi malheureux que vous, je vous assure, mais je ne suis point découragé. Je suis décidé à vaincre la mort qui déjà pénètre dans nos veines, mais pour cela il faut marcher. Nous finirons par arriver à Zutz où nous attendent des amis, nous y trouverons des vivres et des chambres chaudes : en avant donc, au nom de Dieu ! Vorwärtz in Gottes Namen ! »

Je me remis en route, toujours sans chemin tracé, toujours de la neige jusqu'aux hanches. Dans ce moment, le plus beau soleil perça les nuages et vint nous réchauffer de ses bienfaisants rayons. Comme je longeais le torrent de l'Inn pour trouver le pont indiqué, je m'aperçus que le cours en était interrompu par un lit de glace qui tenait d'un bord à l'autre. L'idée me vint de nous en servir à tout hasard comme d'un pont, ce qui nous épargnait au moins trois heures de marche. Il fut décidé entre nous que je traverserais le premier, suivi de mon sapeur, et que, dès que j'aurais passé, la colonne me suivrait homme par homme, toujours à deux pas l'un de l'autre, afin de ne pas rompre la glace par un trop grand poids sur le même point. J'arrivai heureusement à l'autre bord, tout mon monde me suivit de la manière prescrite, et surtout sans presser le pas, de crainte d'ébranler la glace. Enfin nous eûmes tous le bonheur de passer sains et saufs, excepté un caporal de ma compagnie qui, je ne sais par quel mouvement, rompit la glace et enfonça jusqu'aux aisselles dans le torrent ; mais il parvint à regagner la surface et à nous rejoindre. Je m'informai soigneusement dans toute l'Eugadine, depuis Zutz jusqu'à la Martinsbruck, pour savoir si l'on avait jamais vu de pareils lits de glace sur l'Inn. Chacun me dit qu'il ne s'était jamais présenté un phénomène de ce genre, et l'on fut généralement très étonné que toute une colonne d'infanterie ait pu passer ce torrent sur la glace. Cela donne une idée du froid qui a régné cette nuit-là.

Le lendemain matin, après avoir franchi heureusement le torrent, je pris la direction de Zutz, en m'orientant d'après la connaissance que j'avais acquise sur la carte du pays. Il nous fallut gravir un terrain rapide et élevé, d'où nous aperçûmes, à peu de distance, le village tant désiré de Zutz. Nous nous en approchâmes avec de vrais transports de joie. Quand nous en fûmes tout près et sur le point d'y entrer, nous vîmes une quantité de morts, soit tués, soit gelés, soit par suite de blessures. Arrivés sur la place, qu'un splendide soleil inondait de ses rayons, j'engageai mes gens à y rester quelque temps, comme j'allais le faire moi-même, et à s'y promener au pas de charge,

jusqu'à ce que, un peu réchauffés, ils pussent, sans danger, entrer dans des chambres chaudes. Personne n'eut le courage de suivre mon exemple, et chacun se hâta de pénétrer dans les maisons, où, quoique sans billets de logement, on fut très bien reçu. Quant à moi, dès que je me sentis suffisamment réchauffé, j'entrai dans la maison Planta, qui donnait sur la place ; j'y trouvai les généraux Auffenberg et Bachmann avec leur état-major et plusieurs chefs autrichiens et suisses assis autour d'une table bien servie, et il va sans dire que je ne me fis pas prier pour être des leurs, d'autant plus que l'excellent vin de la Valteline y coulait à flots.

Nous avions, dans cette glaciale affaire, tué ou fait prisonniers tout ce que nous avions rencontré de Français, sans qu'il en eût échappé un seul, entre autres toute la 104^e demi-brigade française. Mais, quoique vainqueurs, nous étions plus malheureux que les vaincus ; à chaque minute arrivaient des rapports nous annonçant de nouveaux soldats gelés, tant Autrichiens que Suisses : à tel point que ma compagnie, partie de Silz le 3 décembre 1800, forte de 130 et quelques hommes et 5 officiers, se trouva réduite ce jour-là à 2 officiers : mon lieutenant, M. Frédéric de Diesbach, actuellement chambellan de S. M. le roi de Bavière, et moi, et à 27 sous-officiers et soldats, ce qui pouvait faire évaluer approximativement les débris de notre armée à un cinquième ; encore cette minime troupe était-elle exténuée et incapable de résister à l'ennemi, qui était en force à une petite lieue de nous. Ensuite de tous ces rapports et vu l'impossibilité où étaient nos pauvres soldats de soutenir une affaire, dans le cas où les Français, instruits de notre détresse, viendraient à nous attaquer, nous nous concertâmes entre nous et deux opinions se firent jour : la première de se retirer à nuit close et d'abandonner dans le village nos malheureux gelés ; la seconde, de les faire tous partir en traîneau pendant la nuit, et de ne nous retirer qu'après complète évacuation. Cet entretien provoqua un conseil de guerre des chefs et de tous les capitaines autrichiens et suisses, qui s'assemblèrent à la nuit tombante dans une grande chambre de cette même maison Planta. On décida, avant tout, que l'on traiterait cette affaire en langue

française, attendu que tous les Suisses ne savaient pas l'allemand, tandis que tous les Autrichiens comprenaient notre langue. Dans la discussion, la grande majorité des officiers autrichiens furent d'avis de partir à l'instant même et de confier nos malheureux frères d'armes auxquels leurs membres gelés ne permettaient pas de nous suivre, aux soins généreux des habitants de l'endroit ; ceux qui émirent cet avis partaient de l'idée que les Français, qui d'un moment à l'autre pouvaient arriver à Zutz, n'auraient pas le cœur de les maltraiter. Les officiers suisses, au contraire, déclarèrent d'une commune voix qu'ils périraient plutôt tous que de laisser un de leurs malheureux soldats au pouvoir d'un ennemi qu'on avait glorieusement vaincu le matin. En conséquence, ils proposèrent de mettre à l'instant même tous les chevaux et bœufs de la localité en réquisition, sous peine de mort pour celui qui éluderait cet ordre ; d'atteler ces animaux à tous les traîneaux qu'il serait possible de se procurer et d'emmener nos pauvres blessés à Zernetz et plus loin si possible, en menaçant les habitants de Zutz d'incendier leur village si au point du jour il restait un seul de nos hommes en arrière. Les officiers autrichiens se rallièrent à notre avis, les ordres furent donnés à l'instant et, soit bonne volonté, soit terreur, les préposés et les bourgeois de Zutz mirent une telle promptitude et un tel zèle à les exécuter que, déjà avant le jour, nous eûmes la satisfaction d'apprendre qu'il ne restait plus un seul de nos malades dans leur village.

M. de Présigny, émigré français, habile ingénieur, avait été attaché au régiment de Bachmann par M. Ramsay, commissaire anglais auprès des régiments suisses à la solde d'Angleterre. Cet officier avait reconnu le terrain jusque près de Zutz et avait marché à la tête de la colonne du centre pendant l'expédition dont je viens de parler. Il assista au conseil de guerre qui l'avait suivie, et, lorsque tout fut réglé pour le service de la nuit, il me proposa d'aller nous coucher un moment sur le lit que nous avions aperçu dans la chambre où nous avions tenu conseil de guerre. Je ne me fis pas prier, et, après avoir pris nos précautions pour être avertis de tout ce qui pourrait survenir, nous allâmes, M. de Présigny et moi, nous étendre, tout

habillés et armés, sur ce lit où quelques heures de sommeil nous firent retrouver une partie des forces que les fatigues du jour nous avaient fait perdre. Je n'aurais pas mentionné cette circonstance, en elle-même assez insignifiante, si elle ne se rattachait au fait intéressant que voici :

Le lendemain matin, au moment où nous allions partir, le domestique de la maison Planta où nous avions passé la nuit, vint, tout effrayé, m'annoncer qu'il y avait un Français caché dans la chambre où j'avais couché. J'y montai avec M. Présigny, et nous découvrîmes, entre les matelas du lit sur lequel nous avions reposé, un sergent-major français que nous n'avions naturellement point aperçu, quoique nous eussions, pour ainsi dire, couché sur lui, tant nous étions exténués de fatigue. Nous lui dîmes qu'il ne lui serait fait aucun mal, mais qu'il n'en était pas moins prisonnier de guerre. En conséquence, nous lui demandâmes de nous livrer son sabre, ce qu'il fit à l'instant. Il voulait même nous abandonner son sac, dans lequel il y avait une assez forte somme en or appartenant au commandant de la 104^e demi-brigade, dont il avait été le secrétaire et qui la lui avait confiée en dépôt. Nous lui répondîmes qu'il devait garder son sac, et que la brigade et son commandant étant tous prisonniers, il pourrait peut-être les rejoindre et restituer cet or à qui de droit. Il nous avoua qu'il avait entendu toute la délibération du conseil de guerre, tenu dans la chambre même où il se trouvait couché entre deux matelas, et que, connaissant notre détresse, s'il n'était pas survenu quelqu'un qui s'était couché sur lui, il se serait esquivé pour avertir les Français que, s'ils se présentaient immédiatement, ils nous rendraient sans peine tout le mal que nous leur avions fait la nuit précédente et le matin qui l'avait suivie. J'ai voulu faire mention de ce fait extraordinaire, parce que je ne crois pas que, dans les guerres qui ont précédé et suivi cette époque, il s'en soit jamais présenté un pareil.

Nous restâmes encore quelques jours dans l'Engadine, et, le 15 décembre 1800, nous reçûmes l'ordre de nous rendre dans le Tyrol. Il s'était conclu une suspension d'armes ; mais, malgré cela, les Français s'avançaient sur le territoire démarqué par

cette trêve, ce qui nous obligea, tout harassés que nous étions, de bivouaquer encore quelques jours dans la neige, jusqu'à ce qu'enfin nos menaces et nos négociations forcèrent l'ennemi à se retirer sur le territoire qui lui était assigné. Sur ces entrefaites, nous apprîmes la grande victoire remportée à Hohenlinden par Moreau sur les Autrichiens commandés par l'archiduc Jean (3 décembre 1800). L'histoire donnera les détails de toutes les manœuvres, suspensions d'armes, et évacuations de quantité de provinces autrichiennes qui eurent lieu à la suite de cette funeste bataille. Il me suffira de dire que notre petite armée reçut communication d'un armistice général et l'ordre de se retirer jusqu'à Marbourg en Styrie. Vers la fin de décembre, — j'ai oublié la date — nous nous mîmes en route pour notre destination. Nous marchâmes à travers le Tyrol jusqu'au 22 janvier 1801, au milieu des sauvegardes françaises que nous trouvions dans les villages, en vertu de la suspension d'armes qui mettait un pays immense entre les mains de l'ennemi.

CANTONNEMENTS EN CARINTHIE ET DANS LES PAYS VOISINS.

Le 22 janvier 1801, nous arrivâmes à Telach en Carinthie, où nous trouvâmes l'armée française elle-même, qui y était arrivée avant notre colonne, toujours en vertu des stipulations de la funeste suspension d'armes qui avait suivi la bataille de Hohenlinden. Il est difficile de se représenter une partie de l'armée autrichienne se retirant avec un pauvre régiment suisse à la solde de l'Angleterre, qui n'a fait la guerre que pour Dieu et la patrie, de se représenter, dis-je, ces Autrichiens et ces Suisses traversant, dans leur retraite, les pays héréditaires de l'empereur d'Autriche, au milieu de la victorieuse armée française qui occupait déjà le pays avant que nous y arrivassions; si l'on ajoute à cela ce pêle-mêle de l'armée française, qui vient de remporter une mémorable victoire, avec l'armée autrichienne complètement battue, sans qu'aucune rixe ait eu lieu, on ne reviendra certes pas de son étonnement.

Ce fut donc à Telach et dans ses environs que nous fîmes notre première station. Le 26 janvier, nous dépassâmes enfin le

cordons français à Stuben en Carinthie. Ce qui redoublait encore mon chagrin pendant cette retraite, déjà si douloureuse par elle-même, c'était le spectacle continu de mes malheureux gelés entraînés à notre suite : ces pauvres gens souffraient le martyre.

Depuis ma triste station, j'allai voir Mlle de Lenzbourg, plus tard baronne d'Alt. Elle était à Klagenfurth avec la duchesse de Créqui. Ce ne fut pas sans éprouver une certaine émotion que je retrouvai une demoiselle de Fribourg si loin de la patrie et au milieu d'une guerre commencée en Suisse, mais qui touchait heureusement à sa fin. Cette retraite finit, en effet, le 10 février 1801, jour où nous entrâmes enfin dans nos quartiers dans le comté de Cilly, aux frontières de la Croatie. Je fus logé avec ma compagnie à Mallahorn, où je mangeai force chapons à 6 creutzer pièce et des pruneaux à foison.

Je n'entrerai pas dans des détails sur mille circonstances du séjour que je fis à Mallahorn et autres lieux, entre autres dans la ville de Marbourg, où je fus envoyé pour y commander. Je dirai seulement que le fameux prince de Condé avait son quartier général à Feistritz, et qu'en y passant avec ma compagnie, je trouvai, vis-à-vis du château, la compagnie suisse de la garde. Ces braves gens, qui avaient conservé leurs habits rouges, avaient tous servi dans nos régiments suisses au service de S. M. Louis XVI, et étaient entrés, après le licenciement, dans l'armée de Condé, où ils se distinguèrent par leur discipline, leur bravoure et leur fidélité. Je les ai à peu près tous reconnus, mais leurs rangs avaient été singulièrement éclaircis par la guerre. Cette rencontre a été, pour eux comme pour moi, un moment de pénible émotion.

Nous étions donc cantonnés à Mallahorn. Ce pays est bien le plus romantique de tous ceux que j'ai parcourus. Ce sont de riantes plaines cultivées en prairies et en céréales, entremêlées de mamelons parsemés de vignes et bordées de forêts que dominent des montagnes peu élevées sur lesquelles on voit poindre quelques clochers. Il y a dans ce pays quantité de villages dont les maisons, qui ne comprennent qu'un rez-de-chaussée, sont loin de respirer l'aisance, bien que les vivres, la volaille surtout, y soient abondantes et à très bon marché.

Les costumes du pays tiennent de ceux des Croates et un peu aussi du costume hongrois. Les hommes dénotent une assez belle race. Quant aux femmes, elles sont habillées à la grecque. Leurs jupes blanches sont plissées comme celles des Allemandes du canton de Fribourg ; leurs camisoles ont les manches fort larges et plissées de même depuis l'épaule jusqu'aux coudes ; leur figure est charmante, leur taille svelte, leur tournure séduisante. J'ai bien regretté de ne pouvoir converser avec les gens du pays pour en obtenir quelques renseignements, mais on y parle que *Windisch* — mot qui pourrait bien dériver de Vendale.

Il est assez singulier qu'une grande quantité de provinces héréditaires de l'empereur d'Autriche ne parlent pas l'allemand, et que chacune ait son langage particulier : la Bohême, le bohème ; la Hongrie, le hongrois ; la Carinthie, une espèce de windisch ; la Basse-Styrie et la Carniole, la *kærnter-sprache* ; l'Istrie, un baragouin moitié allemand, moitié italien. Tous ces pays-là, que j'ai vus en partie, sont extrêmement attachés à leur empereur. Ils ne se plaignent que du recrutement forcé, opéré par des recruteurs patentés qui arrivent à l'improviste dans les villages et en enlèvent les jeunes gens les plus beaux et les plus robustes. Je ne doute pas qu'aujourd'hui ce mode n'ait été changé.

Dans ce temps-là (mars 1801), la paix se négociait à Vienne. L'Angleterre voulait traiter avec notre régiment pour l'envoyer en Egypte à des conditions très avantageuses ; l'Autriche voulait nous prendre à son service pour nous faire marcher contre les Turcs ; enfin Naples, par l'organe de sa fameuse reine, voulait faire de nous un régiment de gardes suisses, en nous offrant de superbes avantages. Telles étaient les propositions qui nous arrivaient de toute part et nous jetaient dans la plus grande perplexité : aucun de ces services ne pouvait être utile à la patrie ; tous trois cependant étaient en faveur de la bonne cause, puisque celle-ci avait pour but de combattre la révolution. Si nous avions pu obtenir une capitulation signée par le roi d'Angleterre et non pas seulement par le commissaire anglais, nous n'eussions certes pas hésité à accepter la première

de ces propositions : on nous offrait, au bout de cinq années de service sur la Méditerranée, et notamment en Egypte, la moitié de nos appointements comme pension jusqu'à la fin de nos jours. Mais le commissaire anglais, M. le colonel Ramsay, nous avait donné précédemment tant de sujets de mécontentement, que nous ne pouvions nous résoudre à consentir à une capitulation signée uniquement par lui. Notre régiment se décida donc à capituler avec Naples, dès que la reine, qui se trouvait à Gratz en Styrie, lui ferait par écrit les propositions qu'elle avait faites de vive voix au général de Bachmann.

Le 11 mars 1801, je quittai le commandement de Marbourg et je rentrai, après deux jours de marche, à Mallahorn, où je trouvai ma compagnie dans un état déplorable. Neuf hommes étaient morts à la suite de notre campagne d'hiver dans l'Engadine, douze étaient encore bien portants, tout le reste était malade de la fièvre nerveuse accompagnée du charbon. Les pourparlers et les négociations, soit avec la reine de Naples, la fameuse Marie-Caroline, soit avec Ramsay, commissaire anglais, se suivaient sans amener aucun résultat. Enfin le ministre de Naples Acton, le funeste favori de la reine, ne voulant pas accéder à la capitulation militaire entamée avec nous par cette dernière, et le commissaire ayant été froissé de la préférence que nous avions donnée au service de Naples, nous fûmes passés en revue de licenciement le 28 avril 1801 et le 4 mai suivant.

Nous dûmes donner des congés de licenciement à nos soldats après leur avoir payé tout ce qui leur revenait, y compris l'argent de route, fixé par le commissaire anglais : ils étaient, dès lors, libres de se retirer où bon leur semblerait. Les officiers reçurent l'ordre de se réunir à Oplotnitz pour régler tous les comptes avec les Anglais. Le 18 juin 1801, le capitaine Rahn, de Zurich, et moi — après avoir réglé tous les comptes de nos compagnies et les avoir remis au trésorier quartier-maitre, pour former avec ceux des autres compagnies le compte général du régiment, qui devait être rendu au commissaire anglais, travail qui devait prendre encore bien du temps — nous pensâmes profiter de ce long loisir pour aller voir Trieste et Venise, ce

qui n'exigeait qu'une quinzaine de jours d'absence. En ayant obtenu la permission, nous partîmes en poste d'Oplotnitz, le 19 juin 1801, pour ce voyage que j'ai décrit tout au long dans mes souvenirs.

Partis de Venise le 30 juin, nous revînmes à Oplotnitz le 4 juillet, et le 7 nous reçûmes l'ordre de nous rendre à Gratz en Styrie. Nos soldats avaient déjà été envoyés dans les environs de cette ville sous la conduite de quelques officiers : le corps d'officiers devait se rendre, à son tour, à Gratz, pour y terminer toute la comptabilité et tout ce qui avait quelque rapport avec le commissaire anglais.

Je ne parlerai pas de cette charmante ville et de ses gracieux environs arrosés par la Muhr. Mais je ne saurais passer sous silence que la reine de Naples se trouvait alors à Gratz, en négociations avec le général Bachmann, dans le but d'engager notre régiment comme garde-suisse au service du roi de Naples. Elle soldait déjà nos sous-officiers et soldats cantonnés dans les environs, et, pour ma part, j'avais l'assurance d'être promu au grade de lieutenant-colonel de ces mêmes gardes suisses. Tout étant ainsi disposé, la capitulation signée, d'un côté par la reine, de l'autre par le général Bachmann, nous nous félicitons d'autant plus de cet événement, que la reine Marie-Caroline, sœur de l'empereur d'Autriche, gouvernait alors le royaume de Naples, dont le roi lui avait abandonné les rênes. Mais, un soir, il arriva de Naples un courrier extraordinaire envoyé à la reine par le fameux ministre Acton, annonçant à S. M. qu'elle devait, pour des raisons qui nous sont restées inconnues, rompre immédiatement toute négociation avec les Suisses et faire connaître au général de Bachmann que décidément Naples ne voulait point prendre des Suisses à son service. Ainsi fut rompue, au grand chagrin de la reine, une capitulation qui taisait tout notre espoir. La suite nous a prouvé, par les malheurs qui ont désolé le royaume de Naples, combien nous avons été heureux de n'y pas servir.

Toutes nos affaires étant enfin terminées avec le commissaire anglais, nos sous-officiers et nos soldats étant tous partis, les officiers se décidèrent aussi à se séparer, les uns pour prendre

du service en Angleterre, ce qui les menait directement en Egypte, les autres pour rentrer dans leur patrie. Je fus du nombre de ces derniers, et je partis de Gratz le 4 août 1801 pour me rendre à Fribourg.

RETOUR EN SUISSE.

Je ne m'arrêterai pas à faire la description du charmant pays que j'ai traversé, des villes intéressantes où j'ai plus ou moins séjourné : chacun les connaît, soit par les récits des voyageurs, soit par soi-même. Cependant je ne puis m'empêcher de signaler ici un fait remarquable. A Salzbourg, pendant qu'on préparait mon diner, j'eus l'idée d'aller visiter la superbe résidence de l'archevêque, alors absent. Je trouvai, dans un des appartements, une porte renversée, gisant sur le parquet au milieu de nombreux débris. Je demandai l'explication de ce singulier désordre, et voici ce qu'on me répondit : Le prince archevêque, en reprenant possession de sa principauté et de sa résidence, avait appris que le fameux général Moreau, s'étant emparé de la ville et du pays circonvoisin, s'était logé dans le palais archiépiscopal ; qu'ayant choisi une chambre écartée, attenante à un salon pour pouvoir y travailler, loin de tout bruit, à ses plans ultérieurs de guerre, il avait entendu tout à coup un grand tapage dans la ville ; que, s'étant mis à la fenêtre, il avait vu ses soldats en train de piller les maisons ; qu'il avait appelé inutilement son état-major logé à l'autre extrémité du palais, et que ne pouvant s'en faire entendre, ni ouvrir la porte, qu'il avait fermée sans penser que la clef était restée en dehors, il avait pris le parti de la briser à grands coups de pied ; qu'alors il était descendu dans la rue, avait fait cesser le pillage et rétabli l'ordre. La ville avait défendu que personne touchât aux débris de la dite porte, et lorsque les événements permirent au prince-archevêque de rentrer, il confirma la défense faite par la ville et voulut que cette porte enfoncée restât dans le même état comme un monument à la gloire de Moreau qui avait sauvé la ville de Salzbourg des horreurs du pillage.

De retour à Fribourg, où j'arrivai le 20 août 1801, je trouvai

des Français, un gouvernement révolutionnaire établi à Berne sous un Directoire placé à la tête de la république helvétique une et indivisible, substituée aux antiques gouvernements des XIII cantons suisses, gouvernements que le peuple suisse tout entier regrettait vivement, parce que dans l'ancien temps il n'était question ni d'impôts, ni de conscription, ni de réquisitions, ni de mille autres vexations ruineuses pour subvenir aux frais de ce gouvernement central et à l'entretien des troupes françaises et helvétiques.

Cependant je dois consigner ici, comme un souvenir honorable pour la patrie, que les meneurs de notre république une et indivisible, fruit amer du jacobinisme, ont évité autant que possible les atrocités dont la fameuse république française leur donnait l'exemple. Bien qu'émigré suisse, ayant fait la guerre contre ce gouvernement détesté, je dois déclarer ici que, jusqu'alors, aucune goutte de sang n'a été répandue, qu'aucune persécution arbitraire n'a eu lieu, qu'aucune confiscation n'a été prononcée, que les biens du clergé ont été respectés et que l'exercice des différentes religions de la Suisse n'a point été entravé. Ce n'est pas à moi de prononcer si cette conduite modérée n'aurait pas été dictée par la peur... Il est de fait qu'en présence de l'exaspération générale parmi le peuple et des murmures qui se faisaient entendre de toute part, le gouvernement central établi à Lucerne quitta subitement cette ville menacée par les petits cantons et les peuples voisins, pour aller se réfugier à Berne, d'où il fut chassé plus tard par la force des armes suisses. C'est à cette même époque que les troupes françaises évacuèrent la Suisse, le premier consul Bonaparte ne voulant pas se mêler de nos dissensions.

Je fus sollicité par mes amis de Berne et de Fribourg de me joindre à eux pour une levée de bouclier qui s'organisait dans toute la Suisse à l'effet de renverser le gouvernement helvétique et de rétablir les XIII cantons. Quoique je ne m'en souciasse guère après tout ce que j'avais éprouvé depuis le commencement de la révolution française, je ne pus cependant résister à de si pressantes sollicitations et je m'embarquai avec mes amis dans une conspiration armée de 50,000 Suisses volontaires de toute

la Suisse orientale, dont le succès était indubitable, si le premier consul nous eût laissé agir, comme il l'avait d'abord promis. On verra plus tard pourquoi, malgré sa promesse, il prit le parti d'intervenir à main armée dans les affaires de notre pauvre Suisse.

Le gouvernement helvétique n'ignorait plus que 50,000 insurgés suisses, commandés par les officiers les plus distingués, étaient prêts à tomber sur lui. Dans sa détresse, il ordonna à chaque commune de lever un certain nombre d'hommes pour le défendre, décrétant que tout citoyen qui refuserait de marcher payerait la somme de . . . La section des Places fut convoquée à une assemblée dans la salle de comédie du gymnase. Je m'y rendis et je la trouvai déjà comble. Après le discours du président, M. de Gottrau, ancien bailli de Rue, qui avait les mêmes opinions que moi, je demandai la parole. Je parlai au nom de la liberté et de l'égalité, en vertu desquelles un citoyen libre et souverain ne pouvait être mis en faction devant la porte des membres du directoire helvétique qui étaient nos égaux et se gorgeaient à nos dépens de leurs grands traitements. Je finis par déclarer que, pour ma part, quoi qu'il pût arriver, je refusais et des hommes et de l'argent. Personne ne dit mot et ne songea à m'interrompre. Lorsque j'eus finis, le président déclara qu'il se trouvait dans un grand embarras, que j'étais sorti de la question et que l'assemblée n'avait qu'à se déclarer par *oui* ou par *non* sur chaque proposition. Je dis aussitôt à haute voix : « Mille fois *non*. » Alors toute l'assemblée se mit à crier : « *Vive Gady ! A bas le gouvernement helvétique !* »

On sortit en masse de la salle et je fus ramené chez moi en triomphe. C'était le 8 septembre 1802. Le lendemain, ainsi que je m'y attendais, je reçus du lieutenant de préfet, Pierre Gendre, apothicaire, l'ordre de suivre le porteur et de me rendre aux arrêts pour être jugé au sujet de ma conduite rebelle de la veille à l'assemblée de la section des Places. — On trouvera cet ordre dans la liasse ayant pour titre : N° 2, affaires de 1802. —

Un pauvre garde bourgeois, que je fis attendre quelque temps dans la rue, était tout ému en me remettant le billet de Gendre : « Monsieur, me dit-il, je vous prie d'aller tout seul à Jaque-

mars, je serais trop chagriné de vous y conduire. » Mais je lui intimai l'ordre de marcher à côté de moi. Je portais dans ma main droite un énorme bâton, et dans la gauche... une flûte. Le public, aux fenêtres et dans la rue, était tout stupéfait de me voir marcher à côté du pauvre diable tremblant, déguenillé et mal armé. Arrivé à Jaquemars, grande tour qui sert de prison aux criminels, je sonnai, je frappai et je me trouvai bientôt en présence du geolier, un nommé Sottaz, qui me dit qu'il allait me mener à la chambre d'arrêts par ordre du lieutenant de gouvernement. Je lui répliquai que M. Gendre n'avait point d'ordre à donner là, que j'étais seul le maître et le commandant de la citadelle de Jaquemars et que, dès ce moment, c'était à moi seul que lui, Sottaz, avait à obéir... En même temps je lui montrai mes pistolets de poche et je le sommai d'aller, à l'instant même, faire son rapport au lieutenant de préfet.

Pendant que le geolier allait faire son rapport, je me mis à la fenêtre de la chambre du droit que j'avais choisie comme logement. J'étais ainsi vu de tout le public rassemblé dans la rue de Lausanne. Je lui jouai, sur ma flûte, les airs les plus aristocratiques, entre autres la romance du *Troubadour béarnais*, dont le refrain était :

Louis, le fils de Henri.
Est prisonnier dans Paris.

Il y avait grande rumeur en ville. Le quartier de l'Auge voulait sonner le tocsin ; les capitaines de la garde bourgeoise couraient prévenir le lieutenant de préfet qu'ils allaient faire prendre les armes à leurs compagnies pour maintenir l'ordre. Gendre, effrayé de voir que toute la ville se prononçait en ma faveur, envoya m'annoncer que j'étais libre et que je pouvais rentrer chez moi.

Je n'ai rapporté ici cet événement que pour faire voir ce que peut, même en pleine révolution, un homme ferme et décidé, s'il ne craint pas de pérorer devant le peuple et de lui montrer combien une révolution est contraire à tous ses intérêts ; s'il ne craint pas, même en prison, de braver les autorités révolutionnaires qui l'y ont fait jeter.

Cet épisode fut comme le premier signal de la guerre civile de 1803.

TABLE DES MATIÈRES

	Page.
Comptes-rendus des séances de la société d'histoire du canton de Fribourg (1840-1886)	1
Les troubles de 1799 dans le canton de Fribourg, par M. de Diesbach	235
Correspondance de Frédéric-César Laharpe et Jean De Bry, publiée par L. Pingaud	321
Documents inédits relatifs à l'insurrection de Chenaux, publiés par J. Gremaud	363
Notice biographique sur le général de Gady et ses sou- venirs écrits en 1838. Recueillis et mis en ordre par L. Grangier	429

- 194 -

THEORY OF THE EARTH

The theory of the earth is a branch of geology which deals with the origin and development of the earth and its various parts. It is a science which seeks to explain the processes which have shaped the earth and its features. The theory of the earth is based on the study of the earth's structure and its various parts, and on the study of the processes which have shaped the earth and its features. The theory of the earth is a branch of geology which deals with the origin and development of the earth and its various parts. It is a science which seeks to explain the processes which have shaped the earth and its features. The theory of the earth is based on the study of the earth's structure and its various parts, and on the study of the processes which have shaped the earth and its features.



DQ
421
S6
V.4
1888

**Stanford University Libraries
Stanford, California**

Return this book on or before date due.

--	--	--

